



BIBLIOTECA LUCCHESI - PALLI

III.^a SALA

SCAFFALE.....

PLUTEO.....

N.^o CATENA.....

C
IX
1/1

Op. 42 VIII. 1.



III. e. IX. 12

NAPOLÉON.

885

OPINIONS ET JUGEMENS.

IMPRIMERIE DE FÉLIX MALTESTE ET C^{ie},
RUE DES DEUX-PORTES-ST-SAÛVEUR, 18.

32830

NAPOLÉON.

SES

OPINIONS ET JUGEMENS

SUR LES HOMMES ET SUR LES CHOSES.

RECUEILLIS PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE,

AVEC UNE INTRODUCTION ET DES NOTES.

PAR

M. Damas Hinard.

TOME PREMIER.



PARIS.

DUFÉY, LIBRAIRE-ÉDITEUR, RUE DES MARAIS-S.-G., 47.

MDCCCXXXVIII.



MS. 830

INTRODUCTION.

Napoléon a joué un si grand rôle, il a eu tant d'action sur les imaginations et les intelligences, il a exercé une telle influence sur la direction du siècle, que tout ce qui vient de lui ou se rattache à lui, tout ce qui sert à nous le faire mieux connaître, a non-seulement un attrait puissant, mais une réelle et sérieuse importance.

Aussi, voyez avec quelle curiosité avide le public lisant se prend depuis plus de vingt ans à toutes ces Histoires, à tous ces Mémoires, à tous ces ouvrages plus ou moins bien faits, plus ou moins intéressans, plus ou moins instructifs et véridiques qui lui parlent de Napoléon. Cette curiosité, si souvent trompée, rien jusqu'ici ne l'a pu rassasier ni décourager : aussi

empressée aujourd'hui qu'au premier jour, elle revient sans cesse à la charge ; sans cesse elle désire , elle demande de nouveaux renseignemens , de nouvelles révélations sur Napoléon.

Or, quels renseignemens sur Napoléon sont plus dignes de lui et du public que les renseignemens qui émanent de Napoléon lui-même ? et parmi ces renseignemens émanés directement de Napoléon, lesquels pourraient valoir pour nous ses pensées, ses opinions et ses jugemens ? En effet, n'est-ce pas la pensée qui produit l'action ? N'est-ce pas la même pensée, la même intelligence qui juge, réalise et accomplit ? et de là quelle valcur n'a pas la pensée d'un homme qui a accompli de grandes choses ? Non-seulement elle doit éclairer d'un jour nouveau les sujets divers sur lesquels elle s'est exercée, mais elle doit nous montrer aussi sous un jour nouveau, plus vrai et plus complet, l'homme lui-même ; d'autant que, pour ce qui concerne en particulier les actes de cet homme, il n'y a plus ici les agens subalternes, les accidens fortuits, les circonstances imprévues qui avaient pu modifier, dénaturer cette pensée dans son expression matérielle.

Il nous a donc paru qu'il serait bien de recueillir et de publier les opinions et les jugemens émis par Napoléon, aux diverses époques de sa vie, sur les hommes et sur les choses. Fait avec soin et conscience, ce recueil devait, selon nous, présenter le plus vif intérêt, soit comme lumières sur les hommes et sur les choses, soit comme lumières sur Napoléon lui-même.

Tous ceux des contemporains de Napoléon qui ont eu la fortune de l'approcher, s'accordent à vanter le tact parfait, la promptitude de coup d'œil avec laquelle il jugeait les hommes ; et lui-même s'est vanté souvent, d'une manière moitié sérieuse, moitié badine, de son habileté en ce genre ; tantôt prétendant qu'il lui suffisait de mettre la main sur un homme pour

le rendre propre à tout ; tantôt disant , en se servant d'une locution empruntée à la marine , qu'il savait au juste le *tirant d'eau* de tous les hommes qu'il employait. Et, si Napoléon avait tort de se donner à lui-même ces éloges , — car la vanité ne sied bien qu'à la médiocrité , — on sent du moins , avant même de le voir à l'application , que l'habileté qu'il s'attribuait devait être réelle. En effet , quelle connaissance des hommes , de leurs passions , de leurs défauts , de leurs faiblesses , n'avait-il pas dû posséder pour arriver où le monde l'a vu ! et d'autre part , une fois parvenu à ce poste éminent , à la tête d'un grand pays tout remué par une révolution et où il s'était proposé la reconstruction générale , après qu'il eut essayé , éprouvé , mis à l'œuvre tant d'hommes , il dut avoir appris à les connaître mieux encore , et savoir , pour ainsi dire , ce que chacun de ses contemporains valait dans sa capacité spéciale , son caractère et sa moralité.

Cependant , il n'est point rare de rencontrer des personnes qui semblent se faire un jeu d'esprit de refuser à Napoléon le talent d'observation et la connaissance des hommes , invoquant , à l'appui de cette opinion , les trahisons de 1814 et de 1815. « Voyez , disent-elles , Napoléon est trahi par ceux-là mêmes en qui il avait placé sa confiance ! il est trahi par ses ministres , par ses généraux ! » — Il est vrai ; mais après tout qu'est-ce que cela prouve ? Cela prouverait seulement que , parmi le grand nombre d'hommes qu'il avait employés , Napoléon avait fait quelques mauvais choix ; et il serait contre la raison de le juger sur quelques erreurs qui ont été des exceptions et qui étaient inévitables. Puis ces hommes , Napoléon les avait pris pour leur capacité et non pour leur dévouement ; il les avait trouvés quinze ans fidèles , et il était bien persuadé qu'ils lui resteraient tels aussi long-temps que la fortune. Puis enfin ces hommes , — l'histoire l'atteste , — Napoléon les avait pénétrés , devinés , et si , la crise arrivée , il les conserva à son service , c'est qu'à tort ou à raison il pensait que les événements sont toujours plus forts que les hommes , et que quelques individus n'étaient pas à compter dans une lutte où

l'Europe entière armée allait décider des destinées du monde.

Un trait montrera s'il connaissait bien ces hommes-là et ce qu'il en attendait.

C'était à Fontainebleau, en 1814, à la veille de l'abdication. Pendant une de ces heures solennelles, Napoléon, entouré de quelques-uns des siens, s'entretenait avec eux des évènements, lorsqu'entre son favori, son ami, — celui de ses anciens compagnons qu'il avait entre tous comblé de bienfaits, chargé d'honneurs, couvert de titres, — le prince de Neufchâtel et de Wagram, major-général de la grande armée, vice-grand-connétable, en un mot, s'il faut l'appeler par son nom, le maréchal Berthier, qui, d'un air respectueux et soumis, demande la permission de venir à Paris où *ses affaires*, disait-il, l'appelaient. La permission est accordée : Berthier salue et s'éloigne. Mais au même instant, comme Berthier venait de sortir, Napoléon, les yeux fixés sur la porte par où il avait disparu, et la montrant du doigt à ceux qui restaient : « Vous voyez bien cet homme ? leur dit-il, il ne reviendra pas. — Quoi ! sire, lui ! — Non, vous dis-je, il ne reviendra pas. » Et en effet, Berthier ne revint pas : Napoléon avait bien prévu que *ses affaires* le retiendraient à Paris !

D'autres, en plus grand nombre, tout en reconnaissant à Napoléon le talent d'observation, se le représentent volontiers comme ayant été dans ses jugemens d'une sévérité excessive, impitoyable, et presque brutale. « Il méprisait les hommes ! » disent-ils : et, de vrai, l'expérience n'avait pas dû, ce me semble, lui apprendre à les estimer. « Il considérait les hommes, disent-ils, comme des moyens ou des obstacles ! » ce qui est encore possible ; et à cet égard il ressemblait, j'imagine, à tous les hommes d'État, à tous les hommes d'action. Mais toujours est-il que Napoléon, soit disposition naturelle, soit par suite de la conviction où il était que les circonstances font les

hommes, — conviction qui, logiquement, devait l'amener à tenir compte à chaque homme de ce que ses fautes avaient eu d'involontaire, et de forcé, — Napoléon était, en général, fort indulgent. Non que je veuille prétendre que dans les jugemens improvisés que lui inspiraient ses relations de chaque jour, il n'ait pas eu quelquefois ses boutades et ses colères ; il était homme, il était italien, il était empereur : mais étudiez-le dans les jugemens réfléchis qu'il a laissés ; consultez, méditez ces jugemens, et vous demeurerez convaincu que, d'ordinaire, il jugeait les hommes, non pas seulement avec une grande équité, mais avec une grande bienveillance. Ainsi, par exemple, il faut voir comme le jeune général d'Italie, dans sa correspondance avec le Directoire, parle des généraux qui le secondent, et dont plusieurs étaient alors encore ses rivaux : il ne craint pas de leur attribuer en partie l'honneur de ses succès : c'est Berthier, — c'est Augereau, — c'est Murat, — c'est Lasnes, — c'est Bessières. On serait vivement touché du désintéressement du jeune général, si l'on ne se disait qu'il lui restera toujours assez de gloire.

Le plus grand nombre des jugemens que Napoléon a prononcés sur les hommes ont été prononcés à Sainte-Hélène, et presque tous se distinguent par cet esprit de justice et de bienveillance. On dirait même que là, loin de l'Europe, loin de ces passions que lui-même avait tant enflammées, loin de ce bruit et de cette émotion qu'il avait excités et qui duraient encore après lui, — là, sur son roc, sa vue était devenue plus calme, plus sereine, plus impartiale. Un de ses compagnons d'exil, le noble et ingénieux auteur du *Mémorial*, nous assure qu'à Sainte-Hélène Napoléon parlait des hommes dont il avait eu le plus à se plaindre, comme s'il eût été déjà parmi les morts aux Champs-Élysées : et en effet, ses jugemens de cette époque portent pour la plupart ce grand caractère d'impartialité.

Ainsi, Napoléon aurait pu, jusqu'à certain point, se montrer sévère envers un de nos plus illustres contemporains,

M. de Châteaubriand, qui , sous le consulat et l'empire, avait pris une attitude hostile au chef de l'État, et qui, plus tard, sous la première restauration, avait publié son célèbre manifeste, de *Bonaparte et des Bourbons*, ouvrage qui se ressent, on peut le dire, de tristes passions du moment, et de la violence duquel l'empereur déchu avait été vivement affecté; — et cependant, venant à parler dans ses *Mémoires* de M. de Châteaubriand, Napoléon s'exprime ainsi : « Châteaubriand a reçu de la nature le feu sacré : ses ouvrages l'attestent. Son style n'est pas celui de Racine, c'est celui du Prophète. Il n'y a que lui au monde qui ait pu dire impunément à la tribune des pairs, *que la redingote grise et le chapeau de Napoléon placés au bout d'un bâton, sur la côte de Brest, feraient courir l'Europe aux armes*. Si jamais il arrive au timon des affaires, il est possible que Châteaubriand s'égare : tant d'autres y ont trouvé leur perte ! mais ce qui est certain, c'est que tout ce qui est grand et national doit convenir à son génie. »

Bien que Napoléon n'ait rien eu à démêler avec Louis XIV, on n'en serait pourtant pas étonné, que, pour juger ce monarque, il n'eût pas pu se dégager de toute prévention. Louis XIV était pour lui, avec Charlemagne, l'un de ses plus redoutables rivaux dans nos annales, et en outre, l'honneur de cette troisième dynastie à laquelle il avait voulu substituer la sienne propre et qui venait de prendre sa place à lui-même. Voici toutefois comme il parle de ce prince : « Louis XIV fut un grand roi : c'est lui qui a élevé la France au premier rang des nations de l'Europe ; c'est lui qui, le premier, a eu 400,000 hommes sur pied et cent vaisseaux en mer ; il a accru la France de la Franche-Comté, du Roussillon, de la Flandre ; il a mis un de ses enfans sur le trône d'Espagne. Mais la révocation de l'édit de Nantes, mais les dragonnades, mais la bulle *Unigenitus*, mais les deux cents millions de dettes, mais Versailles, mais Marly, ce favori sans mérite, mais madame de Maintenon, Villeroi, Tallard, Marsin, etc., etc... Eh ! le soleil n'a-t-il pas lui-même des taches !!! Depuis Charlemagne, quel est le roi de France qu'on puisse comparer à Louis XIV sous toutes les faces? »

Cette même justesse de coup d'œil et cette même bienveillance, Napoléon les portait dans l'appréciation des hommes de l'antiquité; et plus d'une fois, dans ces belles conversations de Sainte-Hélène auxquelles l'auteur du *Mémorial*, son digne confident, nous fait assister, il a rétabli le véritable caractère et pour ainsi dire la véritable physionomie de ces hommes mal connus ou calomniés. On connaît les célèbres jugemens qu'il a prononcés sur Brutus, sur Catilina, sur les Gracques. Je transcrirai seulement, pour finir, son opinion sur ces derniers.

« L'histoire, disait Napoléon, présente en résultat les Gracques comme des séditeux, des révolutionnaires, des scélérats; et dans les détails elle laisse échapper qu'ils avaient des vertus, qu'ils étaient doux, désintéressés, de bonnes mœurs; et puis, ils étaient les fils de l'illustre Cornélie, ce qui, pour les grands cœurs, doit être tout d'abord une forte présomption en leur faveur. D'où pouvait donc venir un tel contraste? Le voici : c'est que les Gracques s'étaient généreusement dévoués pour les droits du peuple opprimé, contre un sénat oppresseur, et que leur grand talent, leur beau caractère, mirent en péril une aristocratie féroce qui triompha, les égorga et les flétrit. Les historiens du parti les ont transmis avec cet esprit. Sous les empereurs il a fallu continuer; le seul mot des droits du peuple, sous un maître despotique, était un blasphème, un vrai crime. Plus tard, il en a été de même sous la féodalité, fourmière de petits despotes. Voilà la fatalité, sans doute, de la mémoire des Gracques : leurs vertus n'ont donc jamais cessé, dans la suite des siècles, d'être des crimes; mais aujourd'hui qu'avec nos lumières nous nous sommes avisés de raisonner, les Gracques peuvent et doivent trouver grâce à nos yeux. — Dans cette lutte terrible de l'aristocratie et de la démocratie qui vient de se renouveler de nos jours; dans cette exaspération du vieux terrain contre l'industrie nouvelle qui fermente dans toute l'Europe, nul doute que si l'aristocratie triomphait par la force, elle ne montrât partout beaucoup de Gracques, et ne les traitât tout aussi bénévolement que l'on fait ses devanciers. »

Ce qui précède suffit, ce nous semble, pour montrer l'esprit et l'importance des jugemens émis sur les hommes par Napoléon, jugemens dont la collection et l'ensemble forment une sorte de galerie de portraits vraiment unique en son genre. « N'oubliez pas, disait Kléber en Égypte à Napoléon, par qui il ne se croyait pas jugé d'une manière assez favorable, « n'oubliez pas, général, que vous tenez le burin de l'histoire. » Napoléon semble avoir eu toujours présentes ces paroles si nobles et si flatteuses, et la plupart des jugemens qu'il a émis sur les hommes seront confirmés par l'histoire, qui les acceptera comme l'expression de la justice éclairée par l'intelligence.

Les opinions émises par Napoléon, sur les choses, n'ont pas moins d'importance. On pourrait même dire qu'elles en ont encore davantage, soit à cause du profit que l'on peut tirer des opinions d'un tel homme, soit parce qu'elles servent mieux encore à nous le faire connaître, à nous l'expliquer.

On ne saurait s'imaginer, avant d'avoir considéré attentivement le cercle parcouru par l'intelligence de Napoléon, tout ce qu'il y avait en lui d'étendue d'esprit et de souplesse. Le recueil de ses opinions forme une espèce d'encyclopédie où l'on ne trouve pas seulement sa pensée sur les choses qui devaient être le sujet ordinaire de ses méditations, mais sur celles qu'on aurait pu croire le moins familières et même le plus étrangères aux habitudes de son esprit : ainsi nous n'avons pas seulement son opinion sur la politique, la guerre, la législation, et sur les grands événemens de l'histoire qui devaient l'occuper constamment, — mais sur des sujets de métaphysique, sur les sciences, sur les beaux-arts, sur la littérature où il a laissé des jugemens d'une haute portée, etc., etc. Et après tout, — comme je disais tout-à-l'heure, en parlant de la connaissance qu'il avait des hommes, — n'avait-il pas fallu aussi à Napoléon, pour arriver où on l'a vu et prendre ce rôle de conciliateur entre le passé et l'avenir, un génie capable de tout comprendre afin de pouvoir tout accepter? et, — de même encore, — une fois monté au sommet des grandeurs, ne fut-il pas merveilleux

sement placé pour appliquer cette rare circonvoyance à l'universalité des choses humaines ?

Les matières spéciales sur lesquelles Napoléon a eu le plus souvent l'occasion d'exprimer son opinion sont la politique, la guerre, et notre législation civile. Ici, il suffirait d'indiquer le titre de quelques-uns des sujets qu'il a traités, pour en faire pressentir l'intérêt : — de la monarchie et de la république, de l'aristocratie et de la démocratie, des constitutions, de la division des pouvoirs, des coups d'État, etc., etc. ; — de la guerre méthodique, des armées anciennes et des armées modernes, de l'influence des armes à feu dans la tactique militaire, etc., etc. ; — du divorce, du mariage, de l'adoption, etc., etc. Sur toutes ces questions on comprend quelle haute valeur l'expérience de Napoléon donne à ses jugemens.

Ainsi, quant à la politique, qui jamais eût plus le droit d'être écouté que Napoléon ? Sur quelques questions délicates, je l'avoue, sa conduite, ses actes semblent parfois l'avoir préoccupé, et, peut-être, n'a-t-il pas toujours vu ni voulu voir le fond des choses, comme s'il eût craint, en plongeant son regard trop avant, de voir sa condamnation ; mais la plupart du temps ses paroles méritent toute confiance et doivent faire autorité. On sent l'homme qui a la pratique des grandes choses, — l'homme qui a gouverné durant quinze ans le plus vaste empire qu'il y ait eu en Europe depuis Charlemagne, — l'homme qui a créé l'administration départementale et communale, rétabli les cultes, fondé l'université.

De même pour la guerre, et mieux encore ; car ici il a encore plus d'expérience, et il n'a rien à cacher, et il peut tout dire. Ses titres, qui les ignore ? C'est lui de tous les grands capitaines qui a dirigé les armées les plus considérables ; c'est lui qui a combattu, vaincu le plus de peuples ; c'est lui, avec Alexandre et César, qui a fait la guerre sur le plus vaste terrain et dans le plus de pays. Il a ses campagnes d'Italie ; il a sa campagne d'Égypte ; il a cette campagne de France, la plus

belle peut-être, où, après deux années de succès divers, se réveillant tout-à-coup sur le sol de la patrie, et redoublant d'activité, de génie et d'audace, il court avec ses braves, qu'il multiplie, sur toutes les armées de l'Europe, les bat l'une après l'autre, et, après des exploits fabuleux, ne s'arrête enfin que trahi. Et si l'on veut compter ses victoires, il a cent victoires immortelles, parmi lesquelles brillent les trois victoires-sœurs dont chacune décida d'un empire, Marengo, Iéna, Austerlitz.

De même pour la législation! car Napoléon est aussi grand législateur que grand homme de guerre, et au même titre; c'est qu'il a exécuté, réalisé par lui-même en législation comme en guerre. Aussi les personnes qui n'ont pas étudié d'une manière spéciale notre législation moderne ne se font-elles pas, selon nous, une assez haute idée de l'honneur qui, dans la refonte de nos lois civiles, revient à Napoléon. On ne réfléchit pas assez peut-être, en général, aux difficultés immenses qui devaient nécessairement accompagner une telle entreprise au sortir de la révolution, et surtout, — nous l'avons cru remarquer, — l'on ne se rend pas bien compte du secours intellectuel prêté par le conquérant-législateur aux hommes éminents à qui il avait confié ce travail. Tous ceux de nos contemporains à qui il fut donné d'assister aux séances du conseil d'État, présidées par Napoléon, et les procès-verbaux mêmes du conseil d'État, nous le montrent prenant la part la plus active à l'élaboration de nos lois civiles, — la même part pour ainsi dire qu'il prenait à ses batailles. Il arrive au conseil, monte à sa place, lit l'ordre du jour; et le voilà dirigeant la discussion, la dominant, la ranimant; laissant donner les juriconsultes qui lui servent de lieutenants tant qu'ils interprètent fidèlement sa pensée; mais sitôt qu'il voit sa pensée mal comprise, ou mal défendue et en péril, se portant de sa personne vers la position menacée, se jetant au besoin dans la mêlée, comme il lui arriva au pont d'Arcole, et retrouvant, comme alors, ces soudaines inspirations qui lui avaient donné la victoire. — Le Code civil, dans ses dispositions essentielles, porte partout l'empreinte de Napoléon, de son génie, de son caractère, de

ses sentimens personnels. C'est Napoléon qui, avec ses idées romaines sur l'organisation de la famille, a fait inscrire dans le Code l'obéissance de la femme, la puissance du père et du mari.

En dehors de ces matières spéciales, et parmi celles des opinions de Napoléon qui ne se rapportent pas directement et immédiatement à des choses qui lui soient personnelles, il n'en est point, à mon avis, de plus intéressantes que celles qui ont trait aux *événemens* : j'emploie exprès ce mot dans le sens le plus général.

Napoléon, à toutes les époques de sa vie, a attaché une importance extrême aux événemens, auxquels il n'a cessé de proclamer sa soumission. Ainsi, pendant les premières années de sa carrière, après ses beaux succès d'Italie ou ses victoires d'Allemagne, jeune, brillant, plein de gloire, il écrivait à Joséphine : « Je dépends des événemens, je n'ai pas de volonté, j'attends tout de leur issue.... » Ou bien : « Plus on est grand et moins on doit avoir de volonté ; l'on dépend des événemens et des circonstances.... » Ou bien encore : « Vous autres jolies femmes, vous ne connaissez pas de barrières ; ce que vous voulez doit être ; mais moi je me déclare le plus esclave des hommes : mon maître n'a pas d'entrailles, et ce maître c'est la nature des choses..... » Et, au retour de l'île d'Elbe, dans l'une de ses proclamations du golfe Juan, voulant excuser lui-même les individus qui l'avaient abandonné pour servir les Bourbons, il disait : « Il est des événemens d'une telle nature qu'ils sont au-dessus de l'organisation humaine. » Et quelques années plus tard, dans l'exil de Sainte-Hélène, il écrivait encore : « Faibles mortels que nous sommes ! nous ne pouvons rien contre la nature des choses : la seule faculté qui nous reste, c'est l'observation. » Ainsi, puissance des événemens ou de la nature des choses et faiblesse de l'homme, tel est le cri de Napoléon dans toutes les situations de sa vie. C'est le sujet sur lequel sa pensée a le moins varié ; c'est son opinion la plus ferme et la plus constante.

L'homme qui proclamait si haut la puissance des événemens et notre faiblesse, — lui, tout homme fort qu'il était, — et qui estimait que nous n'avons contre eux que l'observation, dut appliquer soigneusement cette faculté à l'intelligence des événemens historiques. Aussi, sans parler de l'usage, assez heureux, qu'il a souvent fait, dans le cours de sa vie active, de cette précieuse faculté, et à ne considérer que les jugemens qu'il a portés sur les grands faits de l'histoire, il faudrait admirer en lui un bon sens et une profondeur incomparables. Il a émis notamment, dans ses Mémoires, divers jugemens sur la révolution française, qui nous paraissent on ne peut plus dignes de remarque. Tantôt, l'observant en elle-même et dans ses résultats, il en établit avec beaucoup de force le but et la moralité, et démontre jusqu'à l'évidence que les changemens amenés par elle ont été conformes au bien de la nation, à ses droits et aux lumières du siècle. Tantôt, traitant de l'influence qu'a exercée sur elle l'Angleterre, il cherche par la spéculation ce que serait devenue la France sans cette rivalité funeste, et conclut en disant, — je cite ses propres paroles, « que la France serait devenue le plus grand miracle de la civilisation. » Tantôt, examinant le rôle qu'a joué le peuple dans ce mouvement, il exprime l'opinion « qu'il a mené les chefs qui paraissaient le conduire. » (Ne trouvez-vous pas qu'il y aurait là l'idée d'une histoire tout-à-fait neuve, et à la fois philosophique et dramatique? Il ne manque que l'historien!) Et si vous voulez savoir comment Napoléon, placé au point de vue de la nécessité, jugeait les malheurs et les fautes qui ont accompagné la révolution, voici ce qu'il a écrit, dans ses Mémoires, à ce sujet. Parlant de la guerre civile de la Vendée, et des excès commis à cette époque, il s'interrompt tout-à-coup et s'écrie : « Déplorables effets des commotions politiques qui déplacent le premier pouvoir de la société! La vertu, l'honneur, sont renversés de dessus leurs bases; chaque parti se voue avec fureur au culte de ses dieux, et se croit innocent en lui sacrifiant même des victimes humaines. Qui est à plaindre alors? la nation. Qui est à blâmer parmi les hommes? un bien petit nombre, si l'on réfléchit que, dans ces conflagra-

tions universelles, les circonstances quelquefois les plus minimes précipitent nos destinées indépendamment de notre volonté, de notre caractère, et des résolutions prises la veille d'un événement inattendu. » Telle est la doctrine de Napoléon sur les *événemens*; et cette doctrine, comme on voit, loin d'affaiblir sa bienveillance naturelle, semble au contraire la fortifier, la moraliser et l'ennoblir, en lui donnant je ne sais quel caractère intelligent et raisonné.

Maintenant cette doctrine est-elle ou n'est-elle pas le fatalisme? Est-elle vraie ou fausse? Est-elle ou non sans danger? Nous n'avons pas à examiner ces questions. Nous avons pensé seulement qu'il était essentiel d'exposer l'opinion de Napoléon touchant la puissance des événemens, c'est-à-dire la nécessité, tant à cause de l'importance de cette opinion en elle-même, que par rapport à Napoléon; car là, peut-être, est le mobile de sa conduite, le mot de sa vie; et pour être équitable envers lui, ne doit-on pas le juger d'après les idées avec lesquelles il jugeait lui-même les hommes et les choses?

Mais la partie des opinions de Napoléon qui commande le plus impérieusement l'attention, c'est celle où il juge les événemens accomplis de son temps, et en particulier ses propres actes; car si jamais pays a été fidèlement représenté par un homme, durant quinze ans Napoléon c'est la France, et l'histoire de Napoléon c'est l'histoire nationale.

Aussi chacun comprend tout d'abord l'attrait infini que l'on éprouve à voir Napoléon se juger lui-même, soit lorsqu'il prononce purement et simplement sur la nature des faits, des actes principaux qui ont signalé son époque, auxquels il a été mêlé à divers titres, auxquels il a concouru ou dont il a été l'auteur, comme, — le 13 vendémiaire, le 18 fructidor, le 18 brumaire, la machine infernale, l'affaire du duc d'Enghien, le retour d'Égypte, le retour de l'île d'Elbe, ses batailles, ses victoires, et Waterloo, etc., etc.; soit lorsqu'il révèle les causes de ces faits, les motifs de ces actes et de quelques autres,

comme, par exemple, pourquoi il fit le 18 brumaire, pourquoi le Concordat, pourquoi le blocus continental, pourquoi son mariage avec Marie-Louise, pourquoi la guerre d'Espagne, pourquoi la guerre de Russie, etc., etc.; ou bien enfin, lorsqu'il expose les principes qui l'ont dirigé dans sa carrière, le but qu'il se proposait, les sentimens qui l'animaient. Sur ces questions personnelles, Napoléon, la plupart du temps, comme on s'y attend bien, de juge devient apologiste; mais souvent aussi il s'exécute de bonne grâce; d'autres fois l'aveu d'un tort lui échappe; et si, après tout, il use d'indulgence envers lui-même comme envers les autres, rien n'est perdu pour l'étude psychologique de l'homme.

Encore, selon nous, doit-on prendre garde de juger dans certains cas de la sincérité de Napoléon d'après les seuls actes de sa vie, en l'isolant de ces idées, quelles qu'elles soient, sous l'influence desquelles il jugeait lui-même les individus et les nations. Il faut se placer à son point de vue, et alors on arrive à reconnaître qu'il a pu être sincère tout en exprimant des sentimens avec lesquels ses actes ne sont pas d'accord.

Napoléon à Sainte-Hélène a souvent affecté un grand libéralisme, et même plus d'une fois, après avoir essayé de défendre et de justifier à cet égard sa conduite passée, s'élançant dans l'avenir, il s'est complu à se poser dans l'imagination des peuples comme le représentant des idées nouvelles. Un jour, dans une de ces belles conversations que l'auteur du *Mémorial* nous a conservées, parlant de la lutte établie en France entre la révolution et la contre-révolution, il disait :

« La contre-révolution, même en la laissant aller, doit inévitablement se noyer d'elle-même dans la révolution. Il suffit à présent de l'atmosphère des jeunes idées pour étouffer les vieux féodalistes; car rien ne saurait désormais détruire ou effacer les grands principes de notre révolution. Ces grandes et belles vérités doivent demeurer à jamais, tant nous les avons entrelacées de lustre, de monumens, de prodiges; nous

en avons noyé les premières souillures dans des flots de gloire ; elles sont désormais immortelles ! Sorties de la tribune française, cimentées du sang des batailles, décorées des lauriers de la victoire, saluées des acclamations des peuples, sanctionnées par les traités, les alliances des souverains, devenues familières aux oreilles comme à la bouche des rois, elles ne sauraient plus rétrograder !!! Elles vivent dans la Grande-Bretagne, elles éclairent l'Amérique, elles sont nationalisées en France : voilà le trépied d'où jaillira la lumière du monde ! Elles le régiront ; elles seront la foi, la religion, la morale de tous les peuples : et cette ère mémorable se rattachera, quoiqu'on ait voulu dire, à ma personne, parce qu'après tout j'ai fait briller le flambeau, consacré les principes, et qu'aujourd'hui la persécution achève de m'en rendre le messie. Amis et ennemis, tous m'en diront le premier soldat, le grand représentant. Aussi, même quand je ne serai plus, je demeurerai encore, pour les peuples, l'étoile de leurs droits, de leurs efforts, de leurs espérances, et mon nom sera leur devise et leur cri de guerre. »

Certes, ces paroles sont éloquentes, et il y a plaisir à voir un si grand homme et si absolu rendre ainsi hommage à la liberté ; mais les sentimens qu'elles expriment étaient-ils bien ceux de celui qui parlait si noblement ? Car en entendant un tel langage, on entre aussitôt, malgré soi, en défiance ; on craint que, sachant bien que ses paroles iraient à cette postérité dont il avait toujours ambitionné le suffrage, et devant laquelle il comparaisait pour ainsi dire de son vivant, Napoléon n'ait voulu la séduire par de beaux sentimens, comme il pouvait espérer de l'étonner par ses actions.

Pour prononcer équitablement sur la sincérité de Napoléon, il faut d'abord, je le répète, se placer à son point de vue, accepter ses idées vraies ou fausses sur l'irrésistible puissance des événemens, ou la nécessité. Or, une fois ces idées acceptées, refusera-t-on d'admettre que Napoléon a pu croire qu'à un moment donné il était nécessaire que la dictature fût établie

en France et que ce fût lui le dictateur ? Il s'est trompé sans doute ; mais la France entière n'a-t-elle pas pensé comme lui, partagé ses illusions, voulu ce qu'il voulait ? et ne l'a-t-elle pas témoigné assez haut, lorsque, sur son appel, elle lui a successivement décerné le consulat à vie et l'empire par le vote unanime de trois millions de citoyens ?... Puis, d'autre part, en avouant que l'ambition de Napoléon a dû exagérer à ses yeux cette nécessité, ne se peut-il pas cependant que dans cette large nature où il y avait tant de place pour le pouvoir, il y ait eu en même temps place pour la liberté, et qu'il en ait conservé le sentiment, comme nous autres hommes vulgaires nous conservons le sentiment du bien tout en cédant à nos passions ? Puis enfin n'est-il pas possible qu'à Sainte-Hélène, instruit par les événemens et par cette nécessité à laquelle il s'était toujours proclamé soumis, et voyant d'ailleurs d'une manière si complète la vanité du pouvoir, il soit revenu tout entier aux belles idées de sa jeunesse, et qu'alors, s'abusant lui-même sur le sens de sa vie, il se soit dit l'apôtre armé de ces mêmes principes qu'il avait combattus ?

Au reste la classe populaire en France semble juger Napoléon comme lui-même voulait être jugé : autrement, on ne saurait expliquer l'espèce de culte que cette classe a voué à sa mémoire. Dira-t-on qu'elle ignore les faits ? Mais les faits principaux, elle les sait ; elle sait que, parti sous-lieutenant, il devint premier consul, et puis se fit empereur. Dira-t-on que, dans ses instincts guerriers, elle a tout pardonné à la gloire guerrière ? Mais à ces instincts guerriers, que je suis loin de méconnaître, il se mêle aujourd'hui d'autres instincts plus nobles chez les descendans des Gaulois. Aussi, lorsque le prolétaire, l'ouvrier, le soldat, parlent entre eux sympathiquement du grand homme, c'est qu'ils le considèrent, comme ils considèrent sa statue sur la colonne, d'un coup d'œil et d'ensemble, c'est qu'ils le poétisent, l'idéalisent et qu'ils voient en lui, sinon tout-à-fait, peut-être, l'homme de la liberté, du moins l'homme de la révolution et de la France nouvelle.

Lorsqu'après avoir étudié l'intelligence de Napoléon dans ses applications diverses, on l'étudie en elle-même et dans les facultés qui la composent, l'on y trouve, à un degré éminent, trois facultés principales.

La première dont on est frappé c'est l'étendue : et tout ce que nous avons dit jusqu'ici nous dispense d'insister sur ce point. Mais Napoléon avait cela de particulier (et ce n'était pas un des phénomènes les moins curieux de cette singulière organisation), que, non content de voir les choses d'ensemble et par masses, ainsi qu'on est généralement disposé à le croire, il aimait à connaître chaque chose sous toutes ses faces, dans tous ses détails, par son côté le plus spécial, je dirais presque le plus technique. Ainsi, il savait aussi bien, et mieux peut-être que son ministre de la marine, ce qu'il faut de bois pour la construction d'un vaisseau de telle ou telle dimension ; il savait aussi bien que le directeur-général de ses domaines ce qu'il avait de pieds cubes de bois dans chacune de ses forêts ; il savait aussi bien que le payeur-général de son armée ce qu'il y avait d'argent en réserve dans la caisse de chaque régiment ; et, lors de la discussion du Code civil, les vieux jurisconsultes du conseil d'État ne furent pas, dit-on, peu surpris, lorsqu'ils virent le grand politique, le grand capitaine, l'arbitre de l'Europe, donner son avis motivé, non pas seulement sur les questions relatives aux *personnes*, mais sur le *bail à rente* et la *forme des actes* ! Il semble même, à vrai dire, que Napoléon mit une sorte de coquetterie à montrer qu'il savait ou comprenait tous ces détails, comme tant d'autres, qui ne sont pas dans les mêmes conditions, se font souvent une espèce de gloire de paraître les ignorer.

A l'étendue d'esprit se joignait chez Napoléon une sagacité merveilleuse. Pénétrant dans les actions des hommes les intentions les plus secrètes, saisissant entre les choses les plus éloignées les rapports les plus délicats, cette sagacité était incomparable pour juger les avantages et les inconvéniens d'une situation donnée, et indiquer la conduite qu'elle commandait :

la carrière de Napoléon en fournirait plus d'une preuve éclatante, à commencer par le retour d'Égypte et à finir par celui de l'île d'Elbe. Mais où cette sagacité étonne le plus, c'est dans les jugemens que Napoléon a émis à Sainte-Hélène sur les événemens futurs. Nous disions, dans la première partie de cette introduction, qu'à Sainte-Hélène sa vue était devenue plus impartiale; nous pourrions ajouter qu'elle était devenue aussi plus pénétrante. Ses prévisions ou, pour employer le mot propre, ses prédictions sur l'Espagne, sur la Grèce, sur l'Égypte, sur les colonies anglaises, se sont déjà accomplies ou s'accomplissent en ce moment. Il y a plus: les destinées de la restauration avaient été par lui nettement prévues et clairement prophétisées. Dès le premier jour, il pressentit la grande faveur que les Bourbons allaient accorder à l'émigration et au clergé, le désaccord qui allait s'établir entre eux et la France nouvelle; et il disait, — je cite ses propres paroles en leur laissant la forme sous laquelle elles nous ont été transmises par l'auteur du *Mémorial*; — il disait donc « *qu'il y aurait quelques exécutions juridiques, que la réaction serait assez forte pour irriter, pas assez pour soumettre, et que, tôt ou tard, une éruption volcanique finirait par engloutir le trône, ses alentours et ses partisans.* » N'est-ce pas là, en résumé, toute l'histoire de la restauration jusqu'à la catastrophe où elle s'abîme? et ces mots *éruption volcanique* n'expriment-ils pas de la manière la plus juste, la plus exacte, la plus pittoresque, tout ce que la révolution de juillet, accomplie en trois jours, eut de soudain, d'impétueux et d'irrésistible? Et vous remarquerez, s'il vous plaît, que c'était au mois de février 1816 que Napoléon parlait ainsi, et qu'à cette époque il n'avait, pour baser sa prédiction, que la conduite tenue par les Bourbons en 1814 et les premiers actes qui signalèrent la seconde rentrée.

En voyant une telle sagacité, d'abord on s'étonne, et puis, venant la réflexion, l'on se demande comment l'homme qui était doué d'un regard si ferme et si perçant n'a pas su éviter les fautes énormes dans lesquelles il s'est perdu. Eh quoi!

cet homme prédit à quinze ans de distance la destinée d'une famille à peine assise sur le trône, et pour lui-même, lorsqu'il y va pour lui de l'empire et de l'existence, il se précipite en aveugle dans des guerres dont une pénétration vulgaire aurait annoncé l'issue funeste!.. C'est qu'il y avait en lui, pour annuler cette sagacité, une imagination au moins égale, qui l'avait souvent bien inspiré, et qui avait fini par lui faire admettre tous ses rêves parmi les possibles. C'est qu'à cette imagination se joignait une ambition immense qui l'excitait sans cesse à élargir encore le terrain qu'elle occupait. C'est qu'enfin, — car il entre toujours quelque motif d'un ordre supérieur dans les déterminations des grands hommes, — c'est que Napoléon avait la conviction que jamais les monarchies d'Europe ne pardonneraient à la France révolutionnaire; qu'elles avaient à cœur de la tuer; qu'il fallait donc les prévenir, les détruire ou les affaiblir; et, poussé par une activité qui pressait toujours la réalisation de sa pensée, il se lança hâtivement dans ces entreprises où à la fin il succomba.

Ces précieuses facultés, l'étendue et la sagacité, étaient relevées chez Napoléon par un sentiment du beau qui était exquis et s'appliquait à tout.

Ce sentiment du beau il le portait dans les arts et en particulier dans l'architecture, qu'il préférait; peut-être parce que c'est celui dont les œuvres frappent les yeux de plus loin et imposent le plus. Il y faisait consister « la beauté dans l'unité, le bel arrangement et la méthode. » Il pensait « qu'il n'y a de beau que ce qui est grand, et que l'étendue et l'immensité peuvent faire oublier bien des défauts. » Il voulait enfin, — lui-même a écrit ses idées à ce sujet, — que les produits de cet art pussent s'emparer de la durée, et pour cela qu'on y employât les matériaux qui résistent le plus au temps, le marbre, le fer, le bronze. Du reste, dans sa pensée, les grands monumens de l'architecture devaient être consacrés à la gloire des nations et surtout à leur gloire militaire: c'est ce qu'attestent plusieurs des monumens qu'il a laissés, le Temple de la

Gloire, aujourd'hui la Madeleine, l'Arc de l'Étoile, et la Colonne.

Ce sentiment du beau il le portait dans la littérature, et, en général, ceux de ses jugemens littéraires que la tradition a conservés ne sont pas seulement remarquables par l'originalité et la profondeur, mais par l'élévation. Ici ce qu'il préférerait c'était le théâtre. Toutefois il n'aimait pas le drame, et Shakspeare lui-même, Shakspeare, le poète penseur, le poète observateur et passionné par excellence, n'avait pu trouver grâce à ses yeux ; soit que ses préventions contre l'Angleterre l'eussent dominé ici même à son insu, soit que le mauvais style des traductions l'eût rebuté, soit enfin que la partie bizarre et grossière du poète du Nord eût d'abord soulevé cette organisation tout italienne. Il n'aimait que la tragédie, qu'il appelait l'école des *grands hommes*. Aussi ne suffisait-il pas, selon lui, qu'une composition tragique offrit une peinture fidèle des passions, des situations intéressantes, une belle versification ; il voulait avant tout qu'elle produisit de nobles effets. Lorsqu'il prononçait ces paroles célèbres : « Si Corneille vivait, je le ferais prince, » ce n'était pas, comme quelques-uns l'ont pensé, qu'il eût été séduit par les lieux communs de politique que Corneille met parfois dans la bouche de ses personnages ; c'était parce que Corneille réchauffe les cœurs, élève les âmes, et qu'il prêche et inspire l'amour de la patrie, le dévouement civique et les fortes vertus.

Napoléon, qui jugeait de ce point de vue les arts et la littérature, ne pouvait pas porter des sentimens vulgaires dans l'appréciation des choses humaines. Certes, je n'ignore pas les faiblesses, les torts graves que l'on est en droit de reprocher à sa mémoire : pour établir et maintenir son autorité il eut recours à des moyens peu dignes ; il encouragea dans la nation l'amour des places et de l'argent ; il façonna à la servilité les grands corps de l'État, les fonctionnaires publics et les citoyens ! Ces reproches malheureusement ne sont que trop fondés : mais cela ne m'empêche pas de dire qu'en dehors de ce

qu'il considérait comme les nécessités de la politique, il sentait aussi vivement qu'aucun homme tout ce qui est juste et honnête. On raconte d'un grand orateur anglais que, d'habitude, comme il venait à la Chambre au sortir de la taverne, il montait à la tribune la tête embarrassée par les fumées du vin; mais que là, par un privilège de sa noble nature, d'un souffle il dissipait son ivresse, et retrouvait soudain sa raison et son éloquence: de même Napoléon, dès qu'une fois il secouait l'ivresse du pouvoir et se rendait à lui-même, toutes ses pensées, toutes ses paroles étaient grandes, belles, et respiraient la philanthropie la plus généreuse.

Qu'on nous permette de citer quelques-unes de ses opinions qui nous ont frappé comme ayant ce caractère, et qui méritent d'autant plus d'être prises en considération, que l'expression en ayant été spontanée, elles paraissent plus vraies et plus sincères.

Il disait au conseil d'État, sur le droit des propriétaires :

« Il est de ces règles qui sont établies dans l'intérêt de la société, et qu'aucun propriétaire ne peut enfreindre sous le prétexte qu'il a le droit d'user et d'abuser de sa chose. Par exemple, je ne souffrirais pas qu'un particulier frappât de stérilité vingt lieues de terrain dans un département fromentueux, pour s'en former un parc. Le droit d'abuser ne va pas jusqu'à pouvoir priver le peuple de sa subsistance. »

Il disait à ceux qui voulaient que la mort civile du mari amenât la dissolution du mariage : « La société est assez vengée par la condamnation lorsque le coupable est privé de ses biens, lorsqu'il se trouve séparé de ses amis, de ses habitudes : faut-il étendre la peine jusqu'à la femme, et l'arracher avec violence à une union qui identifie son existence avec celle de son époux ? Elle vous dirait : « Mieux valait lui ôter la vie : du moins me serait-il permis de chérir sa mémoire ; mais vous ordonnez qu'il vivra et vous ne voulez pas que je le console ! » Eh ! combien d'hommes ne sont coupables qu'à cause de leur

faiblesse pour leurs femmes! Qu'il soit donc permis à celles qui ont causé leurs malheurs de les adoucir en les partageant. »

Au sujet des locations de la halle il s'exprimait ainsi : « Je ne veux pas qu'on fasse payer le loyer de leurs places aux vendeuses, puisqu'elles sont en possession de ne rien payer. Il faut éviter d'étendre l'esprit de fiscalité jusque sur cette classe malheureuse : on doit avoir la place publique et l'eau pour rien. C'est bien assez de faire payer le vin et le sel; il ne faut pas empirer la situation d'une classe peu fortunée pour cinquante malheureux petits écus que pourrait produire la location de ces places. »

Il s'exprimait de même au sujet des frais du culte : « Tout dans le culte doit être gratuit et pour le peuple. L'obligation de payer à la porte ou de payer les chaises est une chose révoltante. On ne doit pas priver les pauvres, parce qu'ils sont pauvres, de ce qui les console de leur pauvreté. »

Et pendant la campagne de 1809, un corps de prisonniers français ayant été massacré par l'ennemi, comme nos soldats indignés menaçaient de sanglantes représailles, il les apaisait en leur disant : « Des prisonniers n'appartiennent pas à la puissance pour laquelle ils ont combattu; ils sont tous sous la sauvegarde de l'honneur et de la générosité de la nation qui les a désarmés. »

On pourrait multiplier ces citations à l'infini; mais en voilà assez pour faire voir combien était développé chez Napoléon le sentiment moral; et l'on trouvera sans doute, jusque dans la manière dont il s'exprime, je ne sais quoi de facile et d'ingénieux, qui montre combien il était alors dans son naturel.

Et, après tout, n'est-ce pas ainsi que devait être Napoléon? n'est-ce point là le caractère qu'il devait avoir pour jouer le

rôle qu'il a joué ? et la France, pensez-vous que s'il n'eût pas eu ces nobles qualités, elle se fût donnée à lui aussi complètement ? Non ! pour qu'une grande nation laissât se placer à sa tête un homme sorti de la foule ; pour qu'elle consentit à lui obéir, elle indocile et fière, affranchie de la veille et encore tout émue de son indépendance ; pour qu'elle le suivit durant quinze ans dans une sphère d'activité dévorante, du nord au midi, à travers tant de travaux et de périls ; pour qu'elle se fût dévouée à lui à ce point, qu'au jour du malheur elle fit volontiers d'une cause individuelle sa propre cause ; pour que, deux fois vaincue avec lui et l'ayant vu transporter dans un lointain exil, au lieu de l'abandonner et de l'oublier, elle lui demeurât fidèle, lui envoyant sans cesse par de là les mers ses vœux de tendresse et d'amour ; — ce n'était pas assez, croyez-le, que cet homme eût un génie supérieur, une gloire immense, et une volonté égale à son génie et à sa gloire ; ce n'était pas assez qu'il garantît toutes les opinions et tous les intérêts ; non, pour l'honneur de la France, ce n'était pas assez ; — il fallait encore que, malgré ses faiblesses, cet homme eût une âme sympathique aux masses, qu'il eût une conscience à la hauteur de la conscience publique, qu'il fût, en un mot, profondément moral et social.

S'il est un livre au monde qui pour se faire lire n'ait pas besoin du mérite de la forme, assurément c'est le recueil des opinions et jugemens de Napoléon. Eh bien ! il se trouve que ce livre n'est pas moins remarquable par la forme que par le fond, par le style que par la pensée.

Napoléon s'est si bien établi dans les esprits comme homme d'action que l'on ne songe guère à le considérer comme écrivain ; et cependant il est encore à cet égard tellement supérieur, que s'il n'eût pas en toutes ses autres gloires il aurait acquis par là seulement, j'ose le dire, une gloire immortelle. Lisez sa correspondance, lisez ses proclamations, lisez ses mémoires, et sûrement vous partagerez cette conviction. La première qualité par où se recommande le style de Napoléon, c'est

la clarté, une clarté lumineuse, qui laisse constamment voir la pensée avec toutes ses nuances; et les personnes qui se sont occupées de l'art d'écrire savent combien dans un certain ordre d'idées cette qualité est rare et précieuse. En outre, ce style est d'une richesse et d'une souplesse infinie; il est simple, il est noble, il est savant, il est naïf; il réunit la majesté et la grâce, la force et la finesse, l'enthousiasme et l'ironie : les mouvemens les plus heureux l'animent, et à tout moment il s'en échappe des images hardies, mais vives et rapides — comme l'aigle qui, au retour de l'île d'Elbe, vola d'un trait du golfe Juan à Notre-Dame. Enfin, même du point de vue purement grammatical, ce style est, selon nous, on ne peut plus remarquable. Dans la correspondance du général d'Italie avec le Directoire, et dans ses proclamations d'ailleurs si éloquentes, on rencontre çà et là des tours, des locutions qui trahissent une naissance italienne et une éducation plutôt scientifique que littéraire; mais les écrits datés de Sainte-Hélène, les mémoires, et les notes publiées par M. Marchand sont, à notre avis, d'une correction parfaite; et ces écrits seuls nous apprendraient que Napoléon charmait les ennuis de l'exil par la lecture de nos bons auteurs dont il appréciait si bien les mérites.

On a souvent comparé César et Napoléon, comme hommes d'État et comme guerriers. Peut-être, ne serait-il pas sans intérêt de les comparer aussi comme écrivains, de chercher si leurs écrits offrent les mêmes rapports que leur génie et leur destinée, et ce qu'ils doivent l'un et l'autre au pays et à l'époque où ils ont vécu. Sans avoir la prétention de réaliser ce parallèle, essayons d'indiquer les ressemblances et les différences principales qui ressortent d'une première étude des écrits de ces deux grands hommes. Et d'abord ils ont cela de commun qu'ils possèdent tous les deux une admirable clarté : ils peignent également l'un et l'autre à l'intelligence. César décrit une machine de siège employée de son temps ou qu'il a inventée : cette machine, vous ne l'avez vue que dans les *Commentaires*, et, au besoin, vous pourriez en tracer le modèle. Napoléon décrit une manœuvre; et cette manœuvre,

bien que vous n'ayez, dites-vous, aucune connaissance stratégique, vous la feriez exécuter. Du reste, hors de là, les deux écrivains diffèrent par des points essentiels. César s'adresse plus constamment à la seule raison; Napoléon parle davantage à l'imagination et à l'âme. — Le style de César, plus contenu, plus réservé, semble promettre un politique je ne dis pas plus capable, plus habile, mais moins aventureux, plus circonspect, plus sûr; celui de Napoléon, plus grandiose, révèle une nature plus large et plus vaste. La manière de César n'est pas dépourvue parfois d'une certaine sécheresse; celle de Napoléon a je ne sais quoi de luxuriant, d'abandonné et de jeune; et si je ne craignais d'ajouter à tout ce qui précède une observation moins positive, je dirais que, peut-être, le style de César annonce le chef d'un empire puissant mais qui a vieilli et qui marche à sa décadence, et le style de Napoléon, le représentant d'une société qui se renouvelle et se régénère.

Malgré les différences qui les caractérisent et les distinguent, et de quelque côté que soit l'avantage, ce qu'il ne nous appartient pas de décider, César et Napoléon n'en demeurent pas moins à nos yeux deux écrivains sans rivaux. Et, pour peu qu'on y réfléchisse, pourra-t-on s'en étonner? N'est-ce pas l'esprit, l'intelligence, qui inspire également l'homme d'action et l'écrivain? Et ne suit-il pas de là nécessairement, que l'homme d'action supérieur sera aussi, dès qu'il le voudra, un écrivain supérieur, et qu'à mesure que l'homme d'action sera plus grand il sera un plus grand écrivain? Le mot célèbre, « Le style est l'homme, » s'applique donc à merveille à César et à Napoléon : le style de César, c'est César lui-même; le style de Napoléon, c'est Napoléon lui-même, Napoléon tout entier.

Il nous reste à dire quelques mots sur le *Recueil des opinions et Jugemens*, et sur les principes qui ont dirigé l'éditeur, ou le

TABLE

DES OUVRAGES QUI SONT LE PLUS FRÉQUEMMENT CITÉS DANS CE RECUEIL ET
DES ABRÉVIATIONS QUI SERVENT À LES DÉSIGNER.

1^o Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon, écrits à Sainte-Hélène, sous sa dictée, par les généraux qui ont partagé sa captivité. — *Mémoires de Napoléon*.

2^o Précis des guerres de César, par Napoléon, écrit par M. Marchand, à l'île Sainte-Hélène, sous la dictée de l'empereur; suivi de plusieurs fragmens inédits. — MARCHAND.

3^o Mémorial de Sainte-Hélène, par le comte de Las Cases. — *Mémorial*.

4^o Napoléon en exil, ou l'écho de Sainte-Hélène, par Bary E. O'Méara, son dernier chirurgien. — O'MÉARA.

5^o La législation civile, commerciale et criminelle de la France, ou commentaire et complément des codes français: tirés, savoir: le commentaire de la conférence avec le texte des codes et des procès-verbaux du conseil d'État, etc., etc. — *Procès-verbaux du conseil d'État*.

6^o Opinions de Napoléon sur divers sujets de politique et d'administration, publiées par Pelet de la Lozère. — PELET DE LA LOZÈRE.

7^o Correspondance inédite, officielle et confidentielle de Napoléon Bonaparte. — C. I.

8^o Œuvres de Napoléon Bonaparte. — *Œuv. de NAP.*

9^o Correspondance de Napoléon avec le ministre de la marine. — *Corr. de NAP.*

10^o Mémoires sur le Consulat, par Thibaudeau. — *Mémoires sur le Consulat*.

11^o Histoire du Consulat et de l'Empire, par le même. — *Le Consulat et l'Empire*.

NAPOLÉON

SES

OPINIONS ET JUGEMENS

SUR LES HOMMES ET SUR LES CHOSES,

RECUEILLIS PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.

ABDICATION.

Motif de l'abdication de Fontainebleau.

Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce, pour lui et ses héritiers, aux trônes de France et d'Italie, et qu'il n'est aucun sacrifice personnel, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt de la France.

(*Acte d'abdication, du 11 avril 1814.*)

— Pourquoi Napoléon a mieux aimé abdiquer que de traiter avec l'ennemi.

« Je n'ai jamais cru, disait Napoléon, le 11 avril 1814, à la bonne foi de nos ennemis. Chaque jour c'étaient de nouvelles exigences, de nouvelles conditions : ils ne voulaient point la paix. Et puis j'avais dit à la

France que je n'accèderais à aucune condition que je croirais humiliante, quand même l'ennemi serait sur les hauteurs de Montmartre..... J'abdique, et ne cède rien.»

(*Mémoires de BAUSSET.*)

— Pourquoi Napoléon ne voulait pas abdiquer après Waterloo.

Il ne s'agit pas à présent de moi, il s'agit de la France. On veut que j'abdique! A-t-on calculé les suites inévitables de cette abdication? C'est autour de moi, autour de mon nom que se groupe l'armée : m'enlever à elle, c'est la dissoudre. Si j'abdique aujourd'hui, vous n'aurez plus d'armée dans deux jours..... Cette armée n'entend pas toutes vos subtilités. Croit-on que des axiomes métaphysiques, des déclarations de droits, des discours de tribune arrêteront une débandade?.... Me repousser quand je débarquais à Cannes, je l'aurais conçu : m'abandonner aujourd'hui, je ne le conçois pas..... Ce n'est pas quand les ennemis sont à vingt-cinq lieues qu'on renverse un gouvernement avec impunité. Pense-t-on que des phrases donneront le change aux étrangers? Si on m'eût renversé il y a quinze jours, c'eût été du courage..... Mais je fais partie maintenant de ce que l'étranger attaque; je fais donc partie de ce que la France doit défendre... En me livrant, elle se livre elle-même, elle avoue sa faiblesse, elle se reconnaît vaincue, elle encourage l'audace du vainqueur... Ce n'est pas la liberté qui me dépose, c'est Waterloo, c'est la peur, une peur dont vos ennemis profiteront.

(*Mémoires sur les Cent Jours.*)

Combat naval livré le 1^{er} août 1798. — Conséquences possibles du combat naval d'Aboukir, prévues par Napoléon à la nouvelle de l'événement.

Nous voilà séparés de la mère-patrie, nous dit-il, sans communication assurée avec elle; il faudra savoir nous suffire à nous-mêmes. L'Égypte offre d'immenses ressources, nous les développerons. Autrefois elle formait à elle seule un puissant royaume; pourquoi ne le ferions-nous pas renaître de ses cendres, enrichi par les arts, par les sciences et l'industrie? Avec du courage et de la volonté il n'y a pas de limites que l'on ne puisse atteindre, point de résultats qu'on ne doive espérer. Quel appui pour la république que cette position offensive contre les Anglais! Quel point de départ pour les conquêtes que l'écroulement possible de l'empire ottoman peut mettre à notre convenance et à notre portée! Des secours partiels pourront toujours arriver de France : les débris de l'escadre fourniront des ressources importantes à l'artillerie; nous deviendrons facilement inexpugnables dans un pays qui n'a d'autres frontières que des déserts et une côte sans abri. La grande affaire pour nous, la chose importante, c'est de préserver l'armée d'un découragement qui serait le germe de sa destruction. Sachons nous élever au-dessus de la tempête et les flots seront domptés. Nous sommes peut-être destinés à renouveler la face de l'Orient, à placer nos noms à côté des noms les plus illustres de l'histoire ancienne et du moyen âge.

(*Voyage du duc de RAGUSE.*)

— Conséquences du combat naval d'Aboukir.

La perte de la bataille d'Aboukir eut une grande influence sur les affaires d'Égypte, et même sur celles

du monde. La flotte française sauvée, l'expédition de Syrie n'éprouvait point d'obstacle, l'artillerie de siège se transportait sûrement et facilement au-delà du désert, et Saint-Jean-d'Acre n'arrêtait point l'armée française. La flotte française détruite, le divan s'enghardit à déclarer la guerre à la France. L'armée perdit un grand appui, sa position en Égypte changea totalement, et Napoléon dut renoncer à l'espoir d'assurer à jamais la puissance française dans l'Occident, par les résultats de l'expédition d'Égypte.

(*Mémoires de Napoléon.*)

ABOUKIR.

Combat de terre livré le 25 juillet 1799. — A qui est dû le gain de cette bataille.

Le gain de cette bataille est dû principalement au général Murat; sa brigade de cavalerie a fait l'impossible.

(*Œuvres de Napoléon. — Lett. au Directoire du 9 therm. an VII — 27 juillet 1799.*)

ABOVILLE,

Général de division et premier inspecteur d'artillerie.

Le général Aboville, connu dans toute l'Europe par les talens qu'il a déployés dans la guerre de l'indépendance de l'Amérique septentrionale, est à la tête de cette arme qui a tant d'influence sur la destinée des états.

(*Message au Sénat, du 23 fructidor an x — 13 sept. 1802.*)

ABRIAL.

Le citoyen Abrial, long-temps chargé du ministère public au tribunal de cassation, y a déployé des talens et une probité qui le portèrent au ministère de la justice. Il a, dans cette place importante, rendu des services que le premier consul croit devoir récompenser en le faisant asseoir parmi vous.

(*Ibid.*)

On appelle *absence*, en législation civile, l'état d'un homme qui depuis un certain temps a disparu de son domicile et n'a point donné de ses nouvelles.

— Pourquoi la société doit veiller à ce que les biens des absens soient administrés.

Il est dangereux de laisser à l'abandon les affaires d'un individu qui s'est absenté sans constituer un fondé de pouvoir; ses lettres de change seront protestées, son crédit perdu, ses débiteurs deviendront insolvables; sa ruine enfin sera consommée. Il y aurait du danger, sans doute, à laisser ses héritiers prendre connaissance de sa situation; mais pourquoi l'autorité publique, qui protège les orphelins et les veuves parce qu'ils ne peuvent se défendre, ne protégerait-elle pas le majeur qui n'est pas là pour veiller à ses intérêts? Qu'elle l'abandonne à lui-même lorsqu'il est présent et capable d'administrer, rien de plus juste; mais s'il est absent, la société devient sa tutrice, et doit le mettre à l'abri des vols et des dilapidations.

Les motifs qui font donner un tuteur au mineur doivent décider à faire administrer les biens de l'absent : l'un et l'autre, quoique par des causes différentes, sont également hors d'état de régir leur patrimoine. L'intérêt public exige aussi quelquefois qu'on ne laisse pas dépérir les biens de l'absent. Il est de l'intérêt public que les pensions dues par l'absent soient payées, que les marchandises qu'il a vendues soient livrées, que les denrées qu'il a emmagasinées ne soient pas perdues pour la consommation.

Au surplus, on ne propose de pourvoir à l'administration des biens de l'absent que lorsqu'il n'a pu

y pourvoir lui-même, ou lorsque les précautions qu'il a prises deviennent inutiles.

(*Procès-verbaux du conseil d'état.*)

— A quelles obligations doivent être soumis ceux qui poursuivent la déclaration d'absence.

Ceux qui poursuivent la déclaration d'absence doivent être soumis à prouver que celui qu'ils veulent faire déclarer absent a quitté son domicile. Il peut arriver en effet qu'on ait, sur la mort d'un individu qui n'est pas sorti de son domicile, des indices très-forts, quoiqu'on n'ait pas retrouvé son cadavre. On peut dire de cet homme qu'il a disparu, mais on ne peut pas dire qu'il est absent.

(*Ibid.*)

—Latitude qu'il faut laisser au juge pour la déclaration de l'absence.

Je voudrais que le juge ne fût pas forcé de prononcer la déclaration de l'absence, pour la seule raison que depuis quatre ans l'absent n'a pas donné de ses nouvelles, mais qu'on laissât à sa conviction et à sa conscience à décider si les circonstances caractérisent l'absence.

(*Ibid.*)

— Quand doit être prononcée la déclaration d'absence.

La déclaration d'absence ne devrait être prononcée qu'après cinq ans. Il y aurait, après quatre ans, un premier jugement qui ne serait que préparatoire, et qui donnerait aux héritiers l'administration des biens, dans le cas où l'on n'aurait pas de nouvelles de l'absent pendant le cours de la cinquième année. Le jugement définitif, qui n'interviendrait qu'un an après, serait déterminé par les faits parvenus à la connaissance du tribunal pendant cet interstice.

(*Ibid.*)

Un citoyen dont les dernières nouvelles sont datées des Indes ne doit être déclaré absent que longtemps après qu'il a cessé d'en donner; car il ne peut revenir qu'après beaucoup de temps et en surmontant une multitude d'obstacles. On pourrait laisser subsister le droit commun, qui est qu'en général l'absence peut être déclarée après cinq ans, et le modifier en ajoutant : « A moins que des circonstances particulières ne fassent penser au tribunal que l'absent n'a pu donner de ses nouvelles. »

(Ibid.)

— Publicité qu'il faudrait donner à la déclaration d'absence.

Il conviendrait de faire insérer au Bulletin des Lois le jugement qui déclare l'absence, et de ne lui donner d'effet qu'après un an. Ces précautions sont nécessaires pour en assurer la notoriété, surtout dans les villes éloignées et peu peuplées, où cependant on peut avoir des nouvelles de l'absent.

(Ibid.)

— De l'envoi en possession provisoire des biens de l'absent.

L'envoi en possession provisoire accordé aux héritiers est indispensable; mais il doit être entouré de la plus grande publicité, afin d'éveiller l'attention dans les villes de commerce. Le retour est quelquefois si difficile, qu'il n'est pas permis de négliger les précautions.

(Ibid.)

ABSOLUTION.

Danger d'une loi qui multiplierait les chances d'absolution en matière criminelle.

Une loi qui, en rendant la chance de l'absolution trop favorable, assurerait au crime l'impunité, aurait des conséquences funestes même en politique. Elle

amènerait la tyrannie; car les désordres n'étant pas réprimés par une justice criminelle assez ferme, le gouvernement, dont le premier devoir est de maintenir l'ordre public et la sûreté commune, serait forcé de prendre des mesures extraordinaires pour empêcher qu'ils ne fussent troublés par des scélérats auxquels les tribunaux auraient indiscrètement rendu la liberté.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

ACTES.

De la forme des actes.

Chaque espèce d'acte ayant ses principes particuliers et étant soumise à des formes différentes qui en déterminent le caractère et les effets, on aurait des méprises à craindre, si un acte nul, d'après les principes et selon les formes qui lui sont propres, pouvait devenir valable dans les principes d'une autre espèce d'acte.

(Ibid.)

— Nécessité de régulariser les actes civils des militaires.

Cette matière est très-importante; ce n'est pas une petite affaire. La guerre n'est pas un cas si rare qu'on ne doive pas le prévoir. Si l'armée est en France et qu'un militaire meure à l'hôpital, vous avez prévu cela par un article précédent. Mais l'armée étant même en France, un militaire peut périr dans un combat: si l'armée est hors de France, un militaire peut mourir à l'hôpital ou dans une bataille. Ces cas sont très-communs, ce n'est pas une exception. Il faut regarder le drapeau comme le domicile. Partout où est le drapeau, là est la France. C'est là que doivent être rédi-

gés les actes, et de là qu'ils doivent être renvoyés au domicile véritable. Il ne faut pas permettre d'hériter d'un militaire avant que son acte de mort ait été envoyé. Il est aussi nécessaire de s'occuper du mariage. D'après le principe que le drapeau est la France, les soldats se marient tout simplement devant le caporal. Il faut faire finir ce scandale.

(Mémoires sur le Consulat.)

ADIGE.

De l'Adige considérée comme ligne de défense.

La meilleure ligne de défense pour une armée française contre des armées autrichiennes débouchant du Tyrol et du Frioul, c'est l'Adige : elle couvre toutes les vallées du Pô ; elle intercepte la moyenne et la basse Italie ; elle isole la place de Mantoue... C'est pour avoir méconnu ce principe que le maréchal de Villars manqua tout le but de la guerre en 1733. Il était à la tête de cinquante mille hommes réunis au camp de Vigevano en octobre ; n'ayant pas d'armée devant lui, il pouvait se porter où il voulait. Il se borna à se tenir en observation sur l'Oglio, à cheval sur le Pô ; ayant ainsi perdu l'occasion, il ne la retrouva plus : trois mois après, Mercy arriva dans le Serraglio avec une armée. Le maréchal de Coigny, quoique à la tête d'une armée très-supérieure pendant toute la campagne de 1734, et victorieux dans deux batailles rangées, celles de Parme et de Guastalla, ne sut tirer aucun parti de tant d'avantages ; il manœuvra alternativement sur les deux rives du Pô. Si ces généraux avaient bien connu la topographie de l'Italie, dès le mois de novembre Villars eût pris position sur l'Adige, intercep-

tant ainsi toute l'Italie; et Coigny eût profité de ses victoires pour s'y porter à tire-d'aile.

(Mémoires de Napoléon.)

ADMINISTRATION.

De l'administration impériale.

J'avais rendu tous mes ministères si faciles, que je les avais mis à la portée de tout le monde, pour peu qu'on possédât du dévouement, du zèle, de l'activité, du travail. Il fallait en excepter tout au plus celui des relations extérieures, parce qu'il s'agissait souvent, dans celui-là, d'improviser et de séduire.

(Mémorial.)

— De l'administration en France.

Les rois de France n'ont jamais rien eu d'administratif ni de municipal.... Ils ne se sont jamais montrés que de grands seigneurs qui ruinaient leurs gens d'affaires.

La nation elle-même n'a dans son caractère et ses goûts que du provisoire et du gaspillage. Tout pour le moment et le caprice, rien pour la durée..... Voilà notre devise et nos mœurs en France.

J'ai souvent combattu des fêtes que la ville de Paris voulait me donner; c'étaient des dîners, des bals, des feux d'artifice de quatre, de six, de huit cent mille francs, dont les préparatifs obstruaient plusieurs jours la voie publique, et qui coûtaient ensuite autant à défaire qu'ils avaient coûté à construire. Je prouvais qu'avec ces faux frais ils auraient fait des monumens durables, magnifiques.

(Ibid.)

— Sur l'administration privée du Palais.

« J'ai introduit un tel ordre, j'emploie de telles contre-épreuves, disait Napoléon sous l'empire, que je ne puis être volé de beaucoup. Si je le suis encore, je le laisse sur la conscience du coupable; il n'en sera pas étouffé; cela ne saurait être lourd. »

(*Ibid.*)

— L'administration impériale et l'administration anglaise comparées.

Mon seul code, par sa simplicité, a fait plus de bien en France que la masse de toutes les lois qui m'ont précédé. Mes écoles, mon enseignement mutuel, préparent des générations inconnues. Aussi sous mon règne les crimes allèrent-ils en décroissant avec rapidité, tandis que chez nos voisins, en Angleterre, ils allaient au contraire croissant d'une manière effrayante. Et c'en est assez pour pouvoir prononcer hardiment sur les deux administrations respectives.

(*Ibid.*)

ADOPTION.

Dans quels cas on doit permettre l'adoption.

Je voudrais que l'adoption fût accordée en connaissance de cause et par un jugement; qu'elle ne fût permise qu'à l'individu âgé de cinquante ans; que lorsque cet individu ne serait pas marié, on examinât si c'est par haine du mariage qu'il est demeuré dans le célibat, ou si c'est par des motifs solides, comme l'amour de l'étude, le soin des affaires publiques; qu'on distinguât le cas où un père voudrait adopter son enfant naturel (ce cas serait favorable); qu'on distinguât également le cas où il n'aurait pour héri-

tiers que des parens collatéraux éloignés; qu'enfin on établit une série de règles propres à guider les tribunaux.

(*Procès-verbaux du conseil d'état.*)

— Doit-on permettre aux époux d'adopter séparément?

L'adoption cesserait d'imiter la nature, s'il était permis à un des époux de se donner un enfant qui n'appartint pas à l'autre; elle pourrait même devenir un principe de désunion et de désordre dans la famille.

Il y a plus : on conçoit à la vérité que le mari, chef suprême de la famille, ait le droit d'y introduire un enfant qui se trouve ensuite placé sous son autorité; mais comment la femme, qui est sous la tutelle du mari, qui dépend entièrement de lui, pourrait-elle se donner un enfant sur lequel elle aurait une autorité indépendante, et sur lequel le mari n'en aurait aucune? Cette idée est contraire à la suprématie du mari et à la bonne organisation de la famille.

• Ensuite, et quel que soit le droit du mari, il est certain cependant qu'en lui permettant d'adopter seul, on lui donne un moyen d'introduire dans la famille ses enfans illégitimes; il y a moins de difficulté quand la femme choisit ces enfans pour les siens, et qu'ils prennent pour elle les mêmes sentimens qu'ils ont pour le mari.

Ainsi l'adoption par la femme seule est inconvenante; l'adoption par le mari seul l'est également. Il n'y a donc de raisonnable que l'adoption en commun.

(*Ibid.*)

— Dans quel but l'adoption est-elle instituée.

L'adoption est principalement établie pour donner

un père aux orphelins dans l'individu qui, n'ayant que des héritiers éloignés, veut s'attacher un enfant, en lui laissant ses biens avec son nom. Elle l'est encore pour des amis qui désirent ajouter ce nouveau lien à ceux qui les unissent déjà. Voilà les cas les plus ordinaires et les plus favorables.

(*Ibid.*)

— Conditions qu'il faut exiger pour l'adoption.

Il est possible de n'admettre l'adoption que sous des conditions; d'exiger, par exemple, qu'elle n'ait lieu qu'entre celui qui a rendu des services et celui qui en a reçu. Ainsi les soins qu'un individu aurait pris d'un enfant en bas âge l'autoriseraient à l'adopter; les services qu'il aurait reçus de l'adulte lui donneraient la même faculté. Il y a plus, l'adoption d'un majeur serait absurde, si elle n'avait pour motif la reconnaissance de celui qui l'adopte.

(*Ibid.*)

— L'adoption doit-elle être permise aux célibataires ?

La discussion s'était ouverte au conseil d'état sur cette question. Le consul Cambacérès était d'avis que l'adoption fût permise aux célibataires; le conseiller Thibaudeau soutint l'opinion contraire.

« Le système du citoyen Thibaudeau, dit le premier consul, me paraît lumineux. En effet, l'adoption n'est qu'un supplément aux effets du mariage, une fiction qui doit s'en rapprocher le plus possible. On ne doit donc pas la permettre au célibataire. Pour qu'elle soit honorable, il faut que l'individu adopté entre dans une famille; autrement on mettrait l'adoption en parallèle avec la bâtardise, qui est l'injure la plus grossière. On diminuerait le nombre des ma-

riages, et par suite la population. Pourquoi se marierait-on, si l'on pouvait avoir des enfans sans supporter les charges du mariage? On dit que ce sont des craintes chimériques : il faut prévoir les choses de loin. Qui aurait dit que la découverte du Nouveau-Monde détruirait la population de l'Espagne? Ces choses-là ne viennent pas tout de suite. Elles sont l'effet des siècles. C'est la goutte d'eau qui perce le granit. Le mariage et la population pourraient se ressentir dans la suite d'une cause qui n'agirait pas immédiatement sur eux. Le mariage est, dit-on, assez en vogue : c'est vrai, mais il faut faire de manière qu'il le soit toujours. Pour être dans nos mœurs actuelles, l'adoption ne doit être qu'un supplément rare aux effets du mariage, et non un moyen de s'y soustraire. »

(Le Consulat et l'Empire.)

— L'adoption doit être rapprochée de l'honorable engagement du mariage; ainsi l'usage ne peut en être accordé au célibataire. Il serait étonnant qu'un homme qui vit dans le célibat fût capable de transmettre son nom; l'enfant qui le porterait serait confondu avec le bâtard, et en partagerait l'avilissement. Si, comme on en convient, la plus hante considération est due au mariage, il faut que celui qui a repoussé le mariage ne puisse en suppléer les effets; il faut que l'adoption ne soit pas mise en opposition avec l'union conjugale : autrement on détruirait l'esprit de famille.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

— Jusqu'à quel âge un enfant pourra-t-il être adopté?

La loi ne devrait pas permettre l'adoption d'un

enfant au-dessus de dix ans, afin que les sentimens de père et de fils pussent s'établir entre l'adoptant et l'adopté.

(*Ibid.*)

— Quel âge devra avoir l'adoptant ?

Il importe de ne permettre l'usage de l'adoption qu'à celui qui est parvenu à l'âge où ordinairement on ne peut plus espérer d'avoir des enfans.

(*Ibid.*)

— Quelle sera la majorité pour l'adoption ?

La majorité pour l'adoption devrait être la même que pour le mariage.

(*Ibid.*)

— L'adoption doit être irrévocable.

Je ne comprends plus l'adoption, si elle ne donne au fils adoptif tous les droits du fils naturel.

— Qu'est l'adoption si elle peut être révoquée ? Elle cesse d'être un lien entre le père et le fils : tous deux peuvent redevenir étrangers l'un à l'autre ; car l'on a observé, avec raison, que la révocabilité devrait être réciproque. Il n'est pas d'homme sensé qui voulût s'exposer à prendre soin de l'éducation d'un enfant, à lui prodiguer ses biens et sa sollicitude, pour en être méconnu, lorsque cet enfant aura atteint l'âge où les passions deviennent si impétueuses. Adoption et révocabilité sont deux termes qu'on ne rapprochera jamais. On peut soutenir que l'adoption ne doit pas être admise ; mais c'est se contredire soi-même que de l'admettre, et de vouloir cependant qu'elle soit révocable.

On a objecté que la volonté de l'enfant n'interviendrait pas dans l'adoption; qu'il serait contraire à la liberté de le priver de son père naturel sans qu'il y ait consenti.

Ignore-t-on que, dans l'état de société, c'est la loi qui fait les pères, et que l'homme ne fait presque rien par le pur mouvement de sa volonté? Dès notre enfance nous vivons tous sous l'empire des lois et des habitudes. S'il fallait ne compter la volonté que quand elle agit spontanément, il n'y aurait pas de raisons pour regarder l'âge de vingt-un ans comme celui où l'on peut user de sa liberté; car il est possible d'alléguer aussi qu'à cet âge l'homme n'a pas encore reçu les leçons de l'expérience, et que sa vue est troublée par les passions.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

— Avantages de l'adoption.

L'effet le plus heureux de l'adoption sera de donner des enfans à celui qui en est privé, de donner un père à des enfans devenus orphelins, de lier enfin à l'enfance la vieillesse et l'âge viril. La transmission du nom est le lien le plus naturel, en même temps qu'il est le plus fort pour former cette alliance.

— L'adoption est si peu une conséquence du régime nobiliaire, que c'est dans les républiques qu'elle a été principalement en usage.

D'ailleurs, les modifications proposées la mettent en harmonie avec l'ordre de choses depuis long-temps reçu en France. Elle devient une simple transmission de noms et de biens; transmission dont l'usage a

toujours été fréquent, et qui jamais n'a été accusée de faire de l'adopté un être monstrueux dans l'ordre social.

Toujours aussi l'adoption a existé dans les campagnes; avec cette différence cependant que, quant au droit, elle n'y transmet pas à l'adopté le nom de l'adoptant, mais que, dans le fait, le nom demeure à l'adopté, parce que personne ne le lui conteste.

L'adoption, a-t-on dit, ne sert que la vanité.

Elle a des avantages plus réels : elle sert à se préparer pour sa vieillesse un appui et des consolations plus sûrs que ceux qu'on attendrait de collatéraux; elle sert au commerçant, au manufacturier privé d'enfans, à se créer un aide et un successeur.

La faculté de disposer ne forme pas les mêmes liens pendant la vie du testateur; après sa mort, elle ne transmet pas son nom. Cependant des motifs plus nobles que la vanité, l'affection, l'estime, le sentiment, peuvent lui faire désirer de contracter cette sorte d'alliance avec celui qu'il en a jugé digne. Elle ne change rien à nos mœurs, puisqu'elle se borne à régulariser le droit déjà existant de faire porter son nom; elle intéresse la vieillesse à élever la jeunesse, qu'en même temps elle encourage; elle prépare de bons citoyens à l'état; elle est un besoin pour toutes les professions.

L'objection que l'on a faite contre l'adoption des mineurs tombe, puisque les majeurs seuls pourront être adoptés.

L'adoption des majeurs n'est bizarre que quand l'adopté n'a pas été élevé par l'adoptant.

On a parlé des regrets possibles du père adoptif :

ce repentir peut devenir la suite de toutes les transactions humaines. On se repent d'une aliénation, d'une donation, d'un mariage. Du moins dans l'adoption reste-t-il une ressource au père dont l'affection a été trompée; c'est de réduire l'enfant adoptif à sa légitime.

On ne peut donc plus opposer à l'adoption que le désespoir des collatéraux.

Cet effet ne sera sans doute pas mis au nombre des inconvéniens : l'intérêt des collatéraux n'est rien, et même, si on le calcule bien; on trouvera qu'il est plus ménagé par l'adoption que par une donation pure et simple des biens; car la conformité du nom établit entre eux et l'adopté des rapports, qui, dans diverses circonstances, peuvent leur être avantageux.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

— De l'adoption par rapport aux enfans naturels.

C'est une conception heureuse de venir, par l'adoption, au secours d'un enfant abandonné, et de l'arracher à la dépravation à laquelle son état d'abandon l'expose.

Mais, dit-on, il faut craindre de faciliter l'adoption des bâtards.

Il serait au contraire heureux que l'injustice de l'homme qui, par ses dérèglemens, a fait naître un enfant dans la honte, pût être réparée sans que les mœurs fussent blessées.

(Ibid.)

— Donner aux bâtards la capacité de succéder, ce serait offenser les mœurs; mais les mœurs ne sont

plus outragées si cette capacité leur est rendue indirectement par l'adoption. La loi, en les privant du droit de succéder, n'a pas voulu punir ces infortunés des fautes de leur père; elle n'a voulu que faire respecter les mœurs et la dignité du mariage. Le moyen ingénieux de les faire succéder comme enfans adoptifs, et non comme bâtards, concilie donc la justice et l'intérêt des mœurs.

(*Ibid.*)

— Inconvéniens de l'adoption.

On a prétendu que l'adoption ne nuirait pas à la population. Sans doute que la diminution ne serait pas assez rapide pour être d'abord aperçue; mais elle pourrait être progressive comme elle l'a été en Espagne après la découverte du Nouveau-Monde. En général, les effets des lois civiles qui peuvent influer sur la population d'un pays sont insensibles; on ne les remarque qu'après un long espace de temps.

(*Ibid.*)

— Des effets de l'adoption par rapport aux biens de l'adopté.

L'adoption est une imitation de la nature : un enfant naît nu et sans biens; il doit donc naître dans cet état à la nouvelle famille que l'adoption lui donne.

Il est injuste que, par l'effet de l'adoption, un individu dépouille la famille d'où il sort du patrimoine qui lui a été acquis par les travaux et les sueurs de ses ancêtres, et qui, dans le cours naturel des choses, devait être à jamais son héritage.

On pourrait assurer à l'enfant sa part dans les biens de la famille d'où il sort, mais en décidant qu'elle lui sera propre, c'est-à-dire qu'elle retournera à la famille

naturelle s'il meurt sans enfans, et qu'elle ne devienne, en aucun cas, le patrimoine de la famille adoptive.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

— Qui pourra donner l'enfant en adoption ?

Au père, à la mère seuls, doit appartenir le droit de donner l'enfant en adoption : il ne peut être permis à nul autre d'effacer le caractère sacré de leur fils. Il est donc juste d'interdire l'adoption de l'enfant qui a perdu son père et sa mère.

On objectera que l'adoption est établie pour lui en donner d'autres.

Alors qu'on ne permette de l'adopter que quand il n'a pas de biens ; car ce n'est pas à des parens et à des étrangers à le dépouiller d'un patrimoine, fruit des sueurs, des travaux et des privations de son père.

(Ibid.)

— Un enfant ne peut être retranché de sa famille naturelle que par son vœu, s'il est majeur, et si les majeurs étaient capables d'être adoptés ; ou par la volonté de son père ou de sa mère, s'il est mineur. Il n'y a que son extrême misère qui puisse autoriser une exception à ce principe, et justifier l'acte par lequel, après la mort de son père, il serait dépouillé d'un nom qui doit lui être cher. L'intervention des conseils de famille n'est, hors ce cas, ni une garantie ni une excuse. De quel droit, après la mort d'un père qui a laissé des moyens de subsistance à son fils, la volonté de quelques individus arracherait-elle ce fils à sa famille ? Un pareil système détruirait l'esprit de

famille, et faciliterait les machinations des collatéraux.

(*Ibid.*)

— Tout enfant qui a le moindre bien, ne fût-ce qu'une petite maison et 600 fr. de rente, doit être refusé à l'homme qui a 100,000 francs de rente, à moins que son père ne le donne en adoption.

(*Ibid.*)

— De l'adoption par le tuteur officieux.

On peut réduire le système à un petit nombre de points. On peut permettre d'adopter, à la majorité, l'enfant dont on aura pris soin depuis son bas âge, et l'enfant dont on se sera rendu tuteur officieux. Celui qui se proposera d'adopter prendra cette dernière qualité; mais il faut que, ni dans l'un ni dans l'autre cas, ce qu'il aura fait pendant la minorité de l'enfant ne produise l'obligation de l'adopter à sa majorité.

Celui qui aurait été le tuteur officieux pendant cinq ans pourrait adopter l'enfant par une disposition testamentaire.

Le tuteur officieux devrait des alimens à l'enfant s'il mourait sans l'avoir adopté, ou si, à la majorité de cet enfant, il refusait de l'adopter.

(*Ibid.*)

— Des formes de l'adoption.

Dans la discussion qui eut lieu au conseil d'état sur cette matière, Napoléon fut amené à proposer successivement deux systèmes qui n'ont ni l'un ni l'autre passé dans le Code. Il aurait d'abord voulu que c'eût été le corps législatif qui eût prononcé souverainement sur l'adoption. En-

suite, voyant les difficultés qui accompagneraient inévitablement ce mode de procéder, il admit le concours de l'autorité judiciaire, de telle sorte que, dans sa pensée, le corps législatif aurait, pour ainsi dire, prononcé sur le rapport des tribunaux.

PREMIER SYSTÈME.

— L'adoption doit être prononcée par le corps législatif. — Avantages de ce système. — Elle ne doit pas être révocable.

Ceux qui ont parlé sur la question semblent n'avoir pas remonté jusqu'aux principes qui doivent la résoudre. Le citoyen Tronchet a dit que chez les Romains l'adoption était faite dans l'assemblée des comices; le citoyen Portalis, que les testamens se faisaient aussi devant le peuple. On a conclu que c'étaient des actes législatifs. La véritable raison, c'est qu'ils étaient des dérogations à l'ordre des familles et des successions. D'ailleurs, à Rome, tous les actes importants étaient faits dans les comices. L'objection tirée de ce que la constitution n'autorise pas une semblable délégation au corps législatif n'est pas fondée. Tout ce qu'elle ne défend pas formellement est permis. L'adoption en soi n'est de la compétence ni du corps législatif, ni des tribunaux: ce n'est ni un contrat civil ni un acte judiciaire. Qu'est-ce donc? Une imitation par laquelle la société veut singer la nature: c'est une espèce de nouveau sacrement; car je ne peux pas trouver dans la langue de mot qui en donne une juste définition. Le fils des os et du sang passe par la volonté de la société dans les os et le sang d'un autre. C'est le plus grand acte qu'on puisse imaginer. Il donne des sentimens de fils à celui qui ne les avait

pas et réciproquement ceux de père. D'où doit donc partir cet acte? D'en haut comme la foudre. Tu n'es pas le fils d'un tel, dit le corps législatif, cependant tu en auras les sentimens. On craint que ce mode ne restreigne trop l'adoption; il l'ennoblit, il l'honore. On oppose les difficultés qu'il entraîne: ce ne sera pas le corps législatif qui entrera dans le détail des informations et des formalités préparatoires. On lui présentera les projets tout mûris; il n'aura plus qu'à examiner et à voter. Le législateur, comme un pontife, n'interviendra que pour donner le caractère sacré. Si l'enfant de la nature vient dire à l'adopté: tu n'es pas mon frère, il répondra: comme toi et plus directement que toi; je tiens de la loi ma qualité. On objecte la révocabilité de l'adoption; mais je ne la voudrais pas révocable. On cite comme exemple le divorce. Comment peut-on comparer ce qui détruit avec ce qui crée? Quand un corps politique aura prononcé l'adoption, on ne peut pas penser à en permettre la révocation. Il en serait autrement si elle émanait d'un tribunal: ce ne serait plus qu'une sentence.

(Le Consul et l'Empire.)

— Il importe de distinguer les décisions du pouvoir législatif en deux classes; les unes méritent le titre de lois, parce qu'elles organisent une matière et qu'elles ont leur effet à l'égard du législateur lui-même, tant qu'elles ne sont pas révoquées; les autres sont plutôt des actes législatifs que des lois, parce qu'elles ont pour objet de fixer les conséquences et l'application des lois faites. Rien ne s'oppose donc à ce qu'une loi générale détermine les causes de l'adoption, et que

cependant les adoptions soient faites par un acte du corps législatif.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

— Napoléon voulait que l'adoption fût une fiction qui singeât la nature, une espèce de sacrement qui établit les sentimens et les affections de la filiation et de la paternité entre deux individus nés étrangers l'un l'autre.

Si, disait-il, l'adoption ne doit pas faire naître, entre l'adoptant et l'adopté, les sentimens de père et de fils, et devenir une imitation parfaite de la nature, il est inutile de l'établir. Il faut l'organiser de manière à frapper assez vivement l'imagination pour que le père adoptif obtienne dans le cœur du fils adopté la préférence sur le père naturel. Qu'on l'érige en sacrement politique, dont l'autorité la plus éminente soit le ministre. Elle n'agirait pas là comme pouvoir purement civil, comme lorsqu'il ne faut que décider d'une propriété; elle agirait, pour ainsi dire, comme grand pontife de la république, au nom du souverain, dont la puissance sur la terre est une vive image de la toute-puissance de Dieu. Si l'église connaissait l'adoption, point de doute qu'elle ne s'efforçât d'inculquer, par les cérémonies les plus augustes, les sentimens que l'adoption doit produire. On ne joue pas avec les hommes comme avec les choses inanimées. Les hommes ne se meuvent que par l'âme. C'est donc rétrécir l'adoption, c'est la dénaturer que de l'opérer par une simple déclaration faite devant un notaire, ou à un greffe, et dont chacun peut dire le prix.

Il faut donner au père adoptif plus qu'un héritier, il faut lui donner un fils; et cependant, au changement

de nom près, l'adoption, si elle n'est une institution morale, si elle est révocable, ne fait plus qu'un héritier. Où est la différence? Dans l'Orient, chez les Mamelucks, par exemple, l'esclave, admis dans la famille militaire, est à l'égal des enfans, et a pour son patron le même dévouement que ceux-ci ont pour leur père. Il est donc possible de faire naître ce sentiment, pourvu qu'on frappe des imaginations encore vierges.

(*Ibid.*)

— S'il y a des discussions entre le père naturel et le père adoptif, si, montés sur le même bateau, ils sont menacés de périr, le fils doit se déclarer pour le père adoptif. Il n'y a que la volonté du souverain qui puisse imprimer ce sentiment. Le corps législatif ne prononcera pas dans ce cas comme il le fait en matière de propriété, de contributions, mais comme pontife de morale et d'une institution sacrée.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

Le ministre de la justice ayant dit que le corps législatif sanctionnerait seulement, parce que le consentement suffit pour le contrat, le premier consul répliqua vivement :

Il n'y a point de contrat avec un mineur..... Un contrat ne contient que des obligations géométriques, il ne contient pas des sentimens. Mettez *héritier* dans votre loi, et laissez-nous tranquilles! Héritier ne porte avec soi que des idées géométriques; l'adoption, au contraire, des idées d'institution, de morale et de sentiment..... L'analyse conduit aux résultats les plus vicieux. Ce n'est pas pour cinq sous par jour, pour une chétive distinction, qu'on se fait tuer. C'est en

parlant à l'âme qu'on électrise l'homme. Ce n'est pas le notaire qui produira cet effet pour 12 francs qu'on lui paiera. On ne traite pas la question, on fait de la géométrie; on l'envisage en faiseurs de lois et non en hommes d'état. L'imagination doit considérer l'adoption au milieu des malheurs de la vie.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

DEUXIÈME SYSTÈME.

Le conseiller Regnault de Saint-Jean-d'Angely insista, dans l'intérêt des tiers, pour que, si l'adoption devait être faite par une loi, les tribunaux fussent chargés de l'autoriser et de faire tous les actes préliminaires. Frappé de cette observation, le premier consul parut disposé à modifier son système; il dit :

L'inconvénient de faire intervenir le corps législatif dans les intérêts des tiers est immense; il pourrait devenir impunément arbitraire et tyrannique, et tout bouleverser. Trop occupé des grands intérêts de l'état, le législateur ne peut soigner les intérêts des particuliers et des familles. Il en est autrement des tribunaux. Mais quand ils ont rempli tous les préliminaires, ils ne suffisent pas pour déranger l'ordre de la nature : il faut donc le concours des deux autorités. Les tribunaux videront les intérêts civils des tiers, et l'affaire sera ensuite transmise par le gouvernement au corps législatif, qui donnera l'onction. Si le législateur intervenait d'abord, il y aurait tyrannie, comme à la Convention. En Orient, le dernier des sujets est maître dans sa famille, comme le souverain sur son trône; il faut donc commencer par les tribunaux. Un particulier ne peut lutter contre un gouvernement; les tribunaux sont ses juges naturels. Dans

les affaires privées, les grands corps de l'état n'offrent point de sécurité aux citoyens ; je ne vois là ni voiles ni rames pour arriver à une garantie. Si le tribunal ne juge pas qu'il y ait lieu à admettre l'adoption, le souverain n'a pas le droit de léser l'intérêt des familles, que j'appelle les tiers. Il n'y a rien de plus barbare que les rois de France jugeant sous un arbre. Les corps politiques ne doivent pas juger. On a parlé d'une instruction administrative : je me récrie contre elle, elle n'a point de formes. On y trouverait sans doute des lumières, mais il y aurait défaut de pouvoir. Un préfet n'est pas juge de l'état des hommes ; l'administration ne doit intervenir que là où elle est intéressée.

(Ibid.)

— Il y a deux choses dans l'adoption : un acte libre et spontané de la part du souverain, qui accorde la grâce d'une dérogation au droit commun ; l'intérêt des individus, qui doit être respecté. D'après cette distinction on peut charger les tribunaux de vérifier si la demande est d'accord avec la loi, et si l'intérêt privé n'est pas blessé : mais là doit s'arrêter leur ministère ; car leur pouvoir ne va pas jusqu'à changer l'ordre établi par la nature et par la loi ; tout ce qui est au-dessus de l'intérêt privé leur est étranger, et appartient à d'autres autorités. Ainsi leurs décisions seraient reportées au gouvernement, pour recevoir sa sanction, qui imprimerait à l'adoption le grand caractère d'irrévocabilité, et qu'il n'accorderait qu'après avoir examiné sa demande sous le rapport des mœurs et de l'intérêt public.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

L'indépendance des deux autorités demeurerait en-

tière. Les fonctions du tribunal seraient de déclarer si la demande en adoption peut être légalement admise; les fonctions de l'autorité administrative; de l'admettre ou de la rejeter. Lorsque le tribunal, après avoir vérifié les causes de la demande, entendu les parties, prononcé sur les réclamations, déclare qu'il n'y a pas lieu à adoption, l'autorité administrative ne pourra passer outre : mais, quoique la déclaration du tribunal soit favorable à la demande, l'autorité administrative demeurera cependant libre de refuser l'adoption.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

ADULTÈRE.

L'adultère, qui dans un Code civil est un mot immense, n'est dans le fait qu'une galanterie, une affaire de bal masqué.

L'adultère n'est pas un phénomène, c'est une affaire de canapé, il est très-commun.

(Mémoires sur le consulat.)

ADULTÉRINS.

Des enfans adultérins. — La loi ne doit pas être trop sévère à leur égard.

La loi, qui ne présume pas le mal, ne doit distinguer les adultérins des autres enfans que lorsque cette qualité d'adultérin est constatée; mais lorsque leur origine n'est pas clairement connue et légalement prouvée, il serait dur de conclure de la déclaration du père qu'il y a lieu de les distinguer des bâtards simples.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

Je n'ai jamais été séduit par la prospérité; l'adversité me trouverait au-dessus de ses atteintes.

(Au Corps Législatif, le 19 déc. 1815.)

AGAMEMNON.

Agamemnon, tragédie. Voyez *Eschyle*.

AGGLOMÉRATION.

De l'agglomération des peuples.

« Une de mes plus grandes pensées, disait l'empereur, a été l'agglomération, la concentration des mêmes peuples géographiques qu'ont dissous, morcelés les révolutions et la politique. Ainsi, l'on compte en Europe, bien qu'épars, plus de trente millions de Français, quinze millions d'Espagnols, quinze millions d'Italiens, trente millions d'Allemands : j'eusse voulu faire de chacun de ces peuples un seul et même corps de nation. C'est avec un tel cortège qu'il eût été beau de s'avancer dans la postérité et la bénédiction des siècles. Je me sentais digne de cette gloire...

» Après cette simplification sommaire, il eût été plus possible de se livrer à la chimère du beau idéal de la civilisation ; c'est dans cet état de choses qu'on eût trouvé plus de chances d'amener partout l'unité des Codes, celle des principes, des opinions, des sentimens, des vues et des intérêts. Alors, peut-être, à la faveur des lumières universellement répandues, devenait-il permis de rêver, pour la grande famille européenne, l'application du congrès américain ou celle des Amphictyons de la Grèce ; et quelle perspective alors de force, de grandeur, de jouissances, de prospérité ! Quel grand et magnifique spectacle !

» L'agglomération des trente ou quarante millions

de Français était faite et parfaite; celle des quinze millions d'Espagnols l'était à-peu-près aussi. Rien n'étant plus commun que de convertir l'accident en principe, comme je n'ai point soumis les Espagnols, on raisonnera désormais comme s'ils eussent été insoumettables; mais le fait est qu'ils ont été soumis, et qu'au moment même où ils m'ont échappé, les cortès de Cadix traitaient secrètement avec nous.

» Aussi, ce n'est pas leur résistance, ni les efforts des Anglais qui les ont délivrés, mais bien mes fautes et mes revers lointains; celle surtout de m'être transporté avec toutes mes forces à mille lieues d'eux, et d'y avoir péri; car personne ne saurait nier que si lors de mon entrée dans ce pays, l'Autriche, en ne me déclarant pas la guerre, m'eût laissé quatre mois de séjour de plus en Espagne, tout y eût été terminé; le gouvernement espagnol allait se consolider, les esprits se fussent calmés, les divers partis se seraient ralliés; trois ou quatre ans eussent amené chez eux une paix profonde, une prospérité brillante, une nation compacte, et j'aurais mérité d'eux; je leur eusse épargné l'affreuse tyrannie qui les foule, les terribles agitations qui les attendent.

» Quant aux quinze millions d'Italiens, l'agglomération était déjà fort avancée: il ne fallait plus que vieillir, et chaque jour mûrissait chez eux l'unité de principes et de législation, celle de penser et de sentir, ce ciment assuré, infaillible des agglomérations humaines. La réunion du Piémont à la France, celle de Parme, de la Toscane, de Rome, n'avaient été que temporaires dans ma pensée, et n'avaient d'autre but que de surveiller, garantir et avancer l'éducation na-

tionale des Italiens. Et voyez si je jugeais bien, et quel est l'empire des lois communes ! Les parties qui nous avaient été réunies, bien que cette réunion pût paraître de notre part l'injure de l'envahissement, et en dépit de tout leur patriotisme italien, ces mêmes parties ont été précisément celles qui, de beaucoup, nous sont demeurées les plus attachées. Aujourd'hui qu'elles sont rendues à elles-mêmes, elles se croient envahies, déshéritées, et elles le sont !...

» Tout le midi de l'Europe eût donc bientôt été compacte de localités, de vues, d'opinions, de sentimens et d'intérêts. Dans cet état de choses, que nous eût fait le poids de toutes les nations du Nord ? Quels efforts humains ne fussent pas venus se briser contre une telle barrière ?...

» L'agglomération des Allemands demandait plus de lenteur, aussi n'avais-je fait que simplifier leur monstrueuse complication ; non qu'ils ne fussent préparés pour la centralisation : ils l'étaient trop au contraire, ils eussent pu réagir aveuglément sur nous avant de nous comprendre. Comment est-il arrivé qu'aucun prince allemand n'ait jugé les dispositions de sa nation, on n'ait pas su en profiter ? Assurément si le ciel m'eût fait naître prince allemand au travers des nombreuses crises de nos jours, j'eusse gouverné infailliblement les trente millions d'Allemands réunis ; et pour ce que je crois connaître d'eux, je pense encore que, si une fois ils m'eussent élu et proclamé, ils ne m'auraient jamais abandonné, et je ne serais pas ici ..

» Quoi qu'il en soit, cette agglomération arrivera tôt ou tard par la force des choses ; l'impulsion est

donnée, et je ne pense pas qu'après ma chute et la disparition de mon système il y ait en Europe d'autre grand équilibre possible que l'agglomération et la confédération des grands peuples. Le premier souverain qui, au milieu de la première grande mêlée, embrassera de bonne foi la cause des peuples, se trouvera à la tête de toute l'Europe, et pourra tenter tout ce qu'il voudra...

» Que si l'on me demande à présent pourquoi je ne laissais pas transpirer alors de pareilles idées? Pourquoi je ne les livrais pas à la discussion publique? Elles eussent été si populaires, me dira-t-on, et l'opinion m'eût été d'un renfort si immense! Je réponds que la malveillance est toujours beaucoup plus active que le bien; qu'il existe aujourd'hui tant d'esprit parmi nous, qu'il domine aisément le bon sens, et peut obscurcir à son gré les points les plus lumineux; que livrer de si hauts objets à la discussion publique, c'était les livrer à l'esprit de coterie, aux passions, à l'intrigue, au commérage, et n'obtenir pour résultat infaillible que discrédit et opposition. Je calculais donc trouver un bien plus grand secours dans le secret; alors, demeuraient en auréole autour de moi, ce vague qui enchaîne la multitude et lui plaît; ces spéculations mystérieuses qui occupent, remplissent tous les esprits; enfin, ces dénouemens subits et brillans reçus avec tant d'applaudissemens, et qui créent tant d'empire. »

(*Mémorial.*)

Il ne faut point aisément donner l'alarme.

L'alarme abat les esprits et paralyse le courage.

(*Corr. de NAP., lettre du 14 juin 1808.*)

ALEXANDRE DE MACÉDOINE.

V. GUERRE. — *De la guerre méthodique.*

ALEXANDRE.

Empereur, autocrate de toutes les Russies.

Alexandre est plein de grâces, et se trouverait de niveau avec tout ce qu'il y a de plus aimable dans les salons de Paris.

(*Mémorial.*)

— Si je l'eusse voulu, Alexandre m'eût certainement donné sa sœur en mariage; sa politique l'y eût déterminé, si même son inclination n'y avait pas été.

(*Ibid.*)

Sur l'empereur Alexandre.

— Si l'affection d'Alexandre pour moi a été sincère, c'est l'intrigue qui me l'a aliéné. Des intermédiaires n'ont cessé en temps opportun de lui parler du ridicule dont je l'avais accablé, disaient-ils; l'assurant qu'à Tilsitt et à Erfurt il n'avait pas plutôt le dos tourné, que je m'égayais à son sujet. Alexandre est fort susceptible, ils l'auront facilement aigri. Rien n'était plus faux : il me plaisait et je l'aimais.

(*Ibid.*)

— C'est un homme adroit, très-ambitieux et qui cherche à se rendre populaire. C'est son faible de se croire savant dans l'art de la guerre, et il n'aime rien tant qu'à s'entendre complimenter là-dessus; bien que

toutes les opérations militaires qu'il a dirigées lui-même aient été jugées fausses et funestes.

(O'MÉANA.)

— Sur les empereurs d'Autriche et de Russie et le roi de Prusse.

En parlant de ces souverains Napoléon disait :

Quant à l'empereur François, on connaît sa débilité, qui le rend toujours dupe des intriguans.

Le roi de Prusse, comme caractère privé, est un loyal bon et honnête homme ; mais dans sa capacité politique, c'est un homme naturellement plié à la nécessité. Avec lui on est le maître tant qu'on a la force et que la main est levée.

Pour l'empereur de Russie, c'est un homme infiniment supérieur à tout cela : il a de l'esprit, de la grâce, de l'instruction ; mais on doit s'en défier : il est sans franchise ; c'est un vrai Grec du Bas-Empire. Toutefois il n'est pas sans idéologie réelle ou jouée. Croira-t-on jamais ce que j'ai eu à débattre avec lui : il me soutenait que l'hérédité était un abus dans la souveraineté ; et j'ai dû passer plus d'une heure, et user mon éloquence et ma logique à lui prouver que cette hérédité était le repos et le bonheur des peuples. Peut-être aussi me mystifiait-il ; car il est fin, faux, adroit... Si je meurs ici, ce sera mon véritable héritier en Europe.

(Mémorial.)

ALEXANDRIE.

Ville d'Italie dans le Milanais. — Importance de cette place.

Le reste de l'Italie est affaire de guerre : cette place est affaire de politique.

(Le Consulat et l'Empire.)

Ville d'Égypte.

Alexandre s'est plus illustré en fondant Alexandrie et en méditant d'y transporter le siège de son empire, que par ses plus éclatantes victoires. Cette ville devait être la capitale du monde. Elle est située entre l'Asie et l'Afrique, à portée des Indes et de l'Europe. Son port est le seul mouillage des cinq cents lieues de côtes qui s'étendent depuis Tunis, ou l'ancienne Carthage, jusqu'à Alexandrette; il est à l'une des anciennes embouchures du Nil. Toutes les escadres de l'univers pourraient y mouiller; et, dans le vieux port, elles sont à l'abri des vents et de toute attaque.

(Mémoires de NAPOLEON.)

ALI-BEY.

La femme Selti-Nefsi, veuve d'Ali-Bey, et femme actuelle de Mourad-Bey, conservera la partie de ses biens qui lui vient d'Ali-Bey : je veux par là donner une marque d'estime pour la mémoire de ce grand homme.

(C. I. Lett. au citoyen POUSSIELGUE, du 11 pluviôse an VII
— 30 janvier 1799.)

ALIMENS.

Des alimens que le père doit fournir à ses enfans.

Il serait révoltant de laisser à un père riche la faculté de chasser de sa maison ses enfans après les avoir élevés, et de les envoyer pourvoir par eux-mêmes à leur subsistance, fussent-ils même estropiés.. Il faudrait donc alors défendre aux pères de donner de l'éducation à leurs enfans; car rien ne serait plus malheureux pour ces derniers que de s'arracher aux habitudes de l'opulence et aux goûts que leur aurait donnés leur éducation, pour se livrer à des travaux

pénibles ou mécaniques auxquels ils ne seraient pas accoutumés. Pourquoi, si le père était quitte envers eux lorsqu'il les a élevés, ne les priverait-on pas aussi de sa succession? Les alimens ne se mesurent pas seulement sur les besoins physiques, mais encore sur les habitudes : ils doivent être proportionnés à la fortune du père qui les doit, et à l'éducation de l'enfant qui en a besoin.

A la vérité la loi ne peut pas en déterminer précisément la quotité ; mais elle peut déclarer en général que le père est tenu de nourrir et d'élever ses enfans mineurs, et de les établir quand ils sont majeurs ou de leur fournir des alimens. Le fils, en effet, a un droit acquis aux biens du père : l'effet de ce droit est suspendu tant que le père vit ; mais alors même il se réalise dans la mesure des besoins du fils. Cependant, si la loi déclare qu'il n'est point dû d'alimens au fils majeur, elle met les tribunaux dans l'impossibilité d'en adjuger.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

ALI-PACHA.

Quelle devait être la politique de la république française à l'égard d'Ali-Pacha ?

Tout en empêchant Ali-Pacha d'empiéter sur ce qui nous appartient, vous devez cependant le favoriser autant qu'il sera en vous. Il est de l'intérêt de la république que ce pacha acquière un grand accroissement, batte tous ses rivaux afin qu'il puisse devenir un prince assez puissant pour rendre des services à la république. Les établissemens que nous avons sont si

près de lui, qu'il n'est jamais possible qu'il puisse cesser d'avoir intérêt d'être notre ami.

(C. I. Lett. au général GENTILI, du 20 brum. an vi
— 10 nov. 1797.)

ALLEMAGNE.

Comment il faudrait que l'Allemagne fût partagée.

Les armées françaises ont toujours été jouées par les petits princes du corps germanique. Il aurait été plus utile à la France que l'Allemagne, outre l'Autriche et la Prusse, eût été partagée en trois autres monarchies assez puissantes pour défendre leur territoire, faire respecter sa neutralité, et contenir l'ambition de l'Autriche, de la Prusse et de la France même; car cette puissance, que nous supposons bornée par le Rhin et les Alpes, ne peut avoir des intérêts à démêler qu'en Italie.

(Mémoires de NAPOLEON.)

— Que l'existence du corps germanique était utile à la France en 1797.

Culbuter le corps d'Allemagne, c'est perdre l'avantage de la Belgique, de la limite du Rhin; car c'est mettre dix ou douze millions d'habitans dans la main de deux puissances dont nous nous soucions également.

Si le corps germanique n'existait pas, il faudrait le créer tout exprès pour nos convenances.

(C. I. Lettre au Directoire, du 7 prairial an v
— 26 mai 1797.)

ALLEMANDS.

Devons-nous permettre aux princes allemands de posséder des immeubles en France ?

Il faut interdire aux princes allemands de posséder

des immeubles en France; sans cela ils auront bientôt acquis de l'influence sur la rive gauche du Rhin. Ils nous regardent comme des voisins. Il faut que cette barrière soit entre eux et nous.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

ALPES.

Sur le passage des Alpes par Annibal et par Napoléon.

Ces deux opérations n'ont rien de commun; les comparer, c'est n'avoir conçu ni l'une ni l'autre. 1° Scipion ne prit pas position derrière les Alpes maritimes, après le passage du Rhône par les Carthaginois; il envoya ses troupes en Espagne, et de sa personne il joignit à Plaisance l'armée du préteur Manlius. 2° Annibal n'a jamais formé le projet de franchir les Alpes de revers, sur un point imprévu par son ennemi; il a marché droit devant lui, a traversé les Alpes cottiennes et est descendu sur Turin.... 3° Scipion, combattant sur les rives du Tésin et de la Trebbia, avait Rome sur ses derrières; Mélas, en combattant sur les champs de Marengo, avait la France sur ses derrières. Ces deux opérations n'ont rien de commun; elles sont l'opposé l'une de l'autre.

(*Mémoires de Napoléon.*)

AMBITION.

Sur l'ambition de Napoléon, voyez NAPOLÉON.

AMBULANCE.

Du système de l'ambulance dans l'organisation judiciaire.

Le système de l'ambulance est celui qui admet dans l'organisation judiciaire des juridictions ambulatoires, c'est-à-dire des juridictions qui

ne sont pas fixes en un même lieu, mais qui se tiennent tantôt en un endroit, tantôt en un autre.

Avantages du système de l'ambulance.

Le système de l'ambulance a cet avantage qu'il devient, au besoin, un moyen de gouvernement. On peut par là assortir le choix du juge aux circonstances et à l'esprit de chaque localité. Là où il se commet peu de crimes, on enverra un juge d'un caractère doux et indulgent; là où il y a plus de désordres, on enverra un juge plus ferme.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

Il n'y a que de l'avantage, pour l'administration de la justice criminelle, à pouvoir choisir un président dont le caractère convienne aux circonstances.

Un second avantage non moins important, c'est celui de faire diriger des débats dont l'issue intéresse la société tout entière, par un magistrat dégagé de toute prévention locale.

Il semble, en outre, que l'on ajoute à la considération dont doivent jouir les cours d'appel, si on leur permet d'envoyer présider un de leurs membres.

(Ibid.)

Des juges ambulans qui iront tenir leurs assises seront dans les mains du gouvernement des instrumens plus utiles que les juges sédentaires... Ne voit-on pas des juges, même de la Cour de cassation, dîner chez des avocats et contracter avec eux des habitudes de société qui détruisent le respect dû à la magistrature et à son indépendance morale? Un préteur ambulant arrivant dans le lieu où il doit tenir ses assises n'y sera pas si aisément influencé, et surtout inti-

midé; on aura, à la préfecture, un petit appartement pour le recevoir; il lui sera défendu de loger ailleurs et d'accepter à dîner chez qui que ce soit. Les grands fonctionnaires de l'ordre judiciaire sont trop dispersés; je ne puis connaître les présidens de justice criminelle de Provence ou du Languedoc, je n'en suis pas connu davantage, en sorte que j'ai sur eux très-peu d'autorité; si j'avais au contraire trente préteurs criminels à Paris, je les connaîtrais et les enverrais dans telle ou telle direction, suivant leur caractère; j'enverrais, par exemple, dans la Vendée ceux dont la fermeté me serait connue; ils y seraient moins timides que les juges actuels qui, étant du pays, n'osent déployer la sévérité de leurs fonctions. L'intérêt du gouvernement exige qu'il ait une action plus directe sur la justice criminelle; les présidens actuels n'ont pas la force de défendre l'État; ils laissent tout dire contre le gouvernement, et tremblent devant l'opinion publique créée par les avocats; il en résulte une sorte d'anarchie dans la justice.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

ÂME.

Il faut savoir soigner son âme.

Quand on connaît son mal moral, il faut savoir soigner son âme, comme on soigne son bras ou sa jambe.

(*Mémorial.*)

— De l'immortalité de l'âme.

Napoléon disait à Duroc mourant :

Il est une autre vie. C'est là que vous irez m'attendre, et que nous nous retrouverons un jour!

(*ŒUV. de NAP. — Lett. à l'Impératrice, du 22 mai 1815.*)

« Je sens que ma fin approche, disait Napoléon à son lit de mort, et bientôt j'irai retrouver mes braves aux Champs-Élysées.... Kléber, Desaix, Bessièrès, Duroc, Ney, Murat, Masséna, Berthier, tous viendront à ma rencontre. Ils me parleront de ce que nous avons fait ensemble; je leur raconterai les derniers événemens de ma vie; et tous, en m'entendant, redeviendront fous d'enthousiasme et de gloire.... Nous causerons de nos guerres avec les Scipion, les César, les Annibal, les Frédéric. Il y aura plaisir à cela.... A moins, ajouta-t-il en riant, que l'on n'ait peur là-bas de voir tant de guerriers ensemble. »

(ANTOMARCHI.)

AMÉRIQUE.

D'où vient la prospérité des États-Unis d'Amérique.

Voyez comme aux États-Unis, sans efforts aucuns, tout y prospère; combien on y est heureux et tranquille. C'est qu'en réalité c'est la volonté, ce sont les intérêts publics qui y gouvernent. Mettez le même gouvernement en guerre avec la volonté, les intérêts de tous, et vous verrez aussitôt quel tapage, combien de tiraillemens, de troubles, de confusion, et surtout quel accroissement de crimes!

(Mémorial.)

— Sur la guerre déclarée par les États-Unis d'Amérique à l'Angleterre.

L'Amérique a recouru aux armes pour faire respecter la souveraineté de son pavillon; les vœux du monde l'accompagnent dans cette glorieuse lutte. Si elle la termine en obligeant les ennemis du continent à reconnaître le principe que le pavillon couvre la

marchandise et l'équipage, et que les neutres ne doivent pas être soumis à des blocus sur le papier, le tout conformément aux stipulations du traité d'Utrecht, l'Amérique aura mérité de tous les peuples. La postérité dira que l'ancien monde avait perdu ses droits, et que le nouveau les a reconquis.

(Discours au corps législatif, du 14 février 1815.)

— L'Amérique devait être l'asile de Napoléon.

L'Amérique était notre véritable asile sous tous les rapports. C'est un immense continent, d'une liberté toute particulière. Si vous avez de la mélancolie, vous pouvez monter en voiture, courir mille lieues et jouir constamment du plaisir d'un simple voyageur; vous y êtes l'égal de tout le monde; vous vous perdez à votre gré dans la foule, sans inconvénients, avec vos mœurs, votre langage, votre religion, etc., etc.

(Mémorial.)

AMIENS.

Sur le congrès d'Amiens.

Les détails du congrès d'Amiens mis au grand jour, la nation anglaise, qui tient un rang si distingué dans le monde par son sens droit et profond et la libéralité de ses idées, aurait, envers le premier consul de France, un nouveau mouvement d'estime et de bienveillance, parce qu'elle verrait qu'il n'aurait pas dépendu de lui que la paix fût prompte, honorable et éternelle.

(Moniteur du 23 ventôse an x — 13 mars 1802.)

La note d'où ce passage est extrait a été insérée dans le recueil des *Œuvres de Napoléon*, t. 3, p. 264 et 265. La note entière porte le cachet de Napoléon; et jusque dans la phrase que nous citons on peut reconnaître son esprit et son style.

— Nécessité de la guerre après le traité d'Amiens.

L'Angleterre nous craint, les puissances continentales ne nous aiment pas; comment, avec cela, espérer une paix solide !....

J'ai prouvé, même au milieu de la guerre, que je ne négligeais pas ce qui concerne les institutions et le bon ordre de l'intérieur; je n'en resterai pas là, il y a encore beaucoup à faire; mais des succès militaires ne sont-ils plus nécessaires pour éblouir et contenir cet intérieur? Songez bien qu'un premier consul ne ressemble pas à ces rois par la grâce de Dieu qui regardent leurs états comme un héritage. Leur pouvoir a pour auxiliaires les vieilles habitudes. Chez nous, au contraire, ces vieilles habitudes sont des obstacles. Le gouvernement d'aujourd'hui ne ressemble à rien de ce qui l'entoure. Haï de ses voisins, obligé de contenir dans l'intérieur plusieurs classes de malveillans, pour imposer à tant d'ennemis, il a besoin d'actions d'éclat, et par conséquent de la guerre...

D'anciennes victoires vues dans l'éloignement ne frappent plus guère, et de grands travaux d'art ne font pas grande impression sinon sur ceux qui les voient; c'est le petit nombre. Mon intention est bien de multiplier ces travaux; l'avenir m'en tiendra peut-être plus de compte que de mes victoires; mais pour le présent il n'y a rien qui puisse résonner aussi haut que des succès militaires : voilà ma pensée; c'est un malheur de position. Un gouvernement nouveau-né, comme le nôtre, je le répète, a besoin, pour se consolider, d'éblouir et d'étonner....

Je supporterai la paix si nos voisins savent la garder; mais s'ils m'obligent à reprendre les armes avant

qu'elles soient émoussées par la mollesse ou une longue inaction, je regarderai cela comme un avantage....

Je sens que pour espérer plus de solidité et de bonne foi dans les traités de paix, il faut ou que la forme des gouvernemens qui nous environnent se rapproche de la nôtre, ou que nos institutions politiques soient un peu plus en harmonie avec les leurs. Il y a toujours un esprit de guerre entre de vieilles monarchies et une république toute nouvelle : voilà la racine des discordes européennes....

Du reste, gardez-vous de croire que je veuille rompre la paix; non, je ne jouerai point le rôle d'agresseur. J'ai trop d'intérêt à laisser l'initiative aux étrangers. Je les connais bien; ils seront les premiers à reprendre les armes, ou à me fournir de justes motifs pour les reprendre. Je me tiendrai prêt à tout événement....

Mon principe est que la guerre vaut mieux qu'une paix éphémère; nous verrons ce que sera celle-ci. Elle est dans ce moment d'un grand prix. Elle met le sceau à la reconnaissance de mon gouvernement par celui qui lui a résisté le plus long-temps; voilà le plus important. Le reste, c'est-à-dire l'avenir, selon les circonstances.

(Mémoires sur le Consulat.)

— Le traité d'Amiens a réglé les relations de la France avec l'Angleterre.

Les relations de la France avec l'Angleterre sont le traité d'Amiens, tout le traité d'Amiens, rien que le traité d'Amiens.

(Moniteur du 6 brumaire an xi. — 23 octobre 1802.)

La note d'où ces lignes sont extraites a été insérée dans le recueil intitulé *Œuvres de Napoléon Bonaparte*, t. 3, p. 286 et suiv. Elle

porte d'un bout à l'autre le cachet du grand homme. On reconnaîtrait sa manière, rien qu'à cette phrase que nous citons, et qui, au surplus, paraît avoir inspiré dans le temps ces paroles célèbres d'un orateur de l'opposition : « Nous voulons la Charte, toute la Charte, rien que la Charte ! »

— De la paix d'Amiens et des conséquences qu'elle aurait eues si elle eût duré.

A Amiens, je croyais de très-bonne foi le sort de la France, celui de l'Europe, le mien fixés, la guerre finie. C'est le cabinet anglais qui a tout rallumé; c'est à lui seul que l'Europe doit tous les fléaux qui ont suivi, lui seul en est responsable. Pour moi, j'allais me donner uniquement à l'administration de la France, et je crois que j'eusse enfanté des prodiges. Je n'eusse rien perdu du côté de la gloire, mais beaucoup gagné du côté des jouissances; j'eusse fait la conquête morale de l'Europe, comme j'ai été sur le point de l'accomplir par les armes. De quel lustre on m'a privé!

(*Mémorial.*)

AMIRAUX.

Où Napoléon devait choisir ses amiraux en 1806.

Il ne faut pas se le dissimuler, je dois désormais choisir mes amiraux parmi les jeunes officiers de trente-deux ans; j'ai assez de capitaines de frégate qui ont dix ans de navigation, pour en choisir six auxquels je pourrais confier des commandemens. Présentez-moi une liste de choix de six jeunes officiers de marine commandant des vaisseaux ou des frégates, ayant moins de trente-cinq ans, les plus capables d'arriver à la tête des armées. Mon intention est de les avancer et de les pousser par tous les moyens.

(*Corr. de NAP., lettre du 25 prairial an XIII*)

— 14 juin 1806.)

L'amour est l'occupation de l'homme oisif, la distraction du guerrier, l'écueil du souverain.

(*Mémorial.*)

AMBASSADEURS.

Des privilèges des ambassadeurs.

On avait proposé au conseil d'état un projet de décret touchant les ambassadeurs. L'empereur, qui semblait tenir beaucoup à ce décret, en prit la défense. Il prétendait que les ambassadeurs n'eussent ni prérogatives ni privilèges qui pussent les mettre à l'abri des lois du pays; tout au plus accordait-il qu'ils fussent soumis seulement à une juridiction plus relevée. «Je ne m'opposerais pas, par exemple, disait-il, à ce qu'ils ne devinssent justiciables qu'après une décision préalable d'une réunion des ministres et des hauts dignitaires de l'empire; à ce qu'ils ne fussent jugés que par un tribunal spécial, composé des premiers magistrats et des premiers fonctionnaires de l'état. M'objecteriez-vous que les souverains, se trouvant compromis dans la personne de leurs représentants, ne m'enverraient plus d'ambassadeurs? Où serait le malheur? je retirerais les miens, et l'état gagnerait d'immenses salaires fort onéreux, et souvent, au moins, très-inutiles. Pourquoi voudrait-on soustraire les ambassadeurs à toute juridiction? Ils ne doivent être envoyés que pour être agréables, pour entretenir un échange de bienveillance et d'amitié entre les souverains respectifs. S'ils sortent de ces limites, je voudrais qu'ils rentrassent dans la classe de tous, dans le droit commun. Je ne saurais admettre tacitement qu'ils pussent être auprès de moi à titre d'espions à gages; ou bien alors je suis un sot, et je mérite tout le mal qui peut m'en

arriver. Seulement il s'agit de s'entendre et de le proclamer d'avance, afin de ne pas tomber dans l'inconvénient de violer ce qu'on est convenu d'appeler jusqu'ici le droit des gens et les habitudes reçues. »

(Procès verbaux du conseil d'état.)

— J'aimerais mieux que les ambassadeurs français n'eussent point de privilèges à l'étranger, et qu'on les arrêtât, s'ils ne payaient pas leurs dettes ou s'ils conspiraient, que de donner aux ambassadeurs étrangers des privilèges en France, où ils peuvent plus facilement conspirer, parce que c'est une république. Le peuple de Paris est assez badaud; il ne faut pas encore grandir à ses yeux un ambassadeur qu'il regarde déjà comme valant dix fois plus qu'un autre homme. Les autres puissances n'ont point, à cet égard, établi des principes aussi formels que ceux qu'on nous propose d'adopter. Il serait préférable de n'en pas parler; la nation n'a que trop de considération pour les étrangers. Ce qu'on propose pourrait être nécessaire chez un peuple barbare; mais cela est inutile et dangereux chez une nation douce et policée. Les puissances étrangères, loin d'y voir une chose favorable pour elles, croiraient que nous n'avons en vue la réciprocité que pour assurer à nos agens diplomatiques la faculté de révolutionner impunément les états. On cite Rome où les ambassadeurs ont même des juridictions. Rome est la ville de tous; il n'y a rien à comparer à cette circonstance ni aux conséquences à en tirer.

(Mémoires sur le Consulat.)

— La population de Paris est un ramas de badauds qui ajoutent foi aux bruits les plus ridicules : n'ont-

ils pas imaginé de dire que les princes sont cachés dans l'hôtel de l'ambassadeur d'Autriche? Comme si je n'oserais les aller chercher dans cet asile! Sommes-nous à Athènes où les criminels ne pouvaient être poursuivis dans le temple de Minerve? Le marquis de Bedmar ne fut-il pas arrêté, dans sa propre maison, par le sénat de Venise? et n'aurait-il pas été pendu, sans la crainte de la puissance espagnole? Le droit des gens a-t-il été respecté à Vienne, à l'égard de Bernadotte, notre ambassadeur, quand le drapeau national, arboré sur son hôtel, a été insulté par une foule menaçante?

(PELET DE LA LOZÈRE.)

APENNIN.

Des peuples de l'Apennin.

Les peuples de l'Apennin sont naturellement braves; on retrouve en eux quelques étincelles du caractère des anciens Romains.... On conçoit très bien que si, dans la guerre contre le Saint-Siège, au lieu d'employer des calmans et de remporter des victoires, on eût d'abord éprouvé des défaites, et qu'on eût recouru à des moyens extrêmes et sanguinaires, une Vendée eût pu s'établir dans l'Apennin. La rigueur, le sang, la mort, créent des enthousiastes, des martyrs, enfantent les résolutions courageuses et désespérées.

(Mémoires de Napoléon.)

APPROVISIONNEMENT.

Importance des approvisionnemens pour la campagne de Pologne.

On ne saurait employer trop de moyens pour nous approvisionner, car tout est là.... Ma situation dépend

des vivres : victorieux si j'en ai , mal si j'en manque... Que les voituriers soient largement payés et contents... Envoyer des farines sur des voitures venant de Breslau , c'est trop exiger des gens.... Vous avez fait une disposition de cent mille boisseaux d'avoine sur Marienwerder , qu'est-ce que c'est que cela ? Comment n'ai-je pas trois cent mille boisseaux sur le canal , depuis Custrin jusqu'à Bromberg ? A Bromberg , quatre cent mille pintes d'eau-de-vie , cent mille quintaux de farine , cinquante mille quintaux de blé... Des boulangers ! des boulangers ! manque-t-il donc de femmes ?.. Avez-vous pensé que , comme dans les guerres de Perse , les boulangers prussiens pouvaient empoisonner le pain ?... Voilà la saison où il y aura des fièvres ; prenez des mesures efficaces pour vous procurer une grande quantité de quina. N'épargnez pas l'argent pour faire acheter des médicamens ; achetez du vin ; que les hôpitaux n'en manquent pas.

(Lettres à M. Daru , de mars , avril et mai 1807.)

ANARCHIE.

L'anarchie ramène toujours au gouvernement absolu.

(Séance impériale du 7 juin 1813.)

ANDRÉOSSY.

Des services rendus en Italie par le général Andréossy.

Le chef de brigade d'artillerie Andréossy a dirigé dans les deux campagnes la partie la plus essentielle comme la plus difficile en Italie ; il a eu la direction des ponts ; il nous a rendu de grands services à tous les passages. A celui de l'Isonzo , il trouva plus expé-

ditif pour répondre à la demande qu'on lui fit, si la rivière était guéable, de s'y jeter le premier devant l'ennemi pour la sonder.

Un état n'acquiert des officiers comme le citoyen Andréossy qu'en soignant l'éducation et en protégeant les sciences dont le résultat s'applique à la marine, à la guerre comme aux arts, à la culture des terres, à la conservation des hommes et des êtres vivans.

(C. 1. Lettre au Directoire, du 26 brum. an vi
— 16 novembre 1797.)

ANCONE.

Du port et de la marche d'Ancône.

Ancône est un très bon port ; on va de là en vingt-quatre heures en Macédoine, et en dix jours à Constantinople. Je fais mettre dans le meilleur état de défense la forteresse ; il faut que nous conservions le port d'Ancône à la paix générale, et qu'il reste toujours français : cela nous donnera une grande influence sur la Porte Ottomane et nous rendra maîtres de la mer Adriatique, comme nous le sommes, par Marseille, l'île de Corse et Saint-Pierre, de la Méditerranée. Quinze cents hommes de garnison et 2 à 300, 000 liv. pour fortifier un monticule voisin, et cette ville sera susceptible de soutenir un très-long siège. . . .

La province de Macerata, connue plus communément sous le nom de Marche d'Ancône, est une des plus belles et sans contredit la plus riche des États du Pape.

(C. 1. Lettre au Directoire, du 27 pluviôse an v
— 15 février 1797.)

Sur les procédés du gouvernement anglais après la paix d'Amiens.

Le *Times*, que l'on dit être sous la surveillance ministérielle, se répand en invectives perpétuelles contre la France. Deux de ses quatre mortelles pages sont tous les jours employées à accréditer de plates calomnies. Tout ce que l'imagination peut se peindre de bas, de vil, de méchant, le misérable l'attribue au gouvernement français. Quel est son but?... Qui le paie?... Sur qui veut-on agir?

Un journal français rédigé par de misérables émigrés, le reste le plus impur, vil rebut, sans patrie, sans honneur, souillé de tous les crimes, qu'il n'est au pouvoir d'aucune amnistie de laver, enchérit encore sur le *Times*.

Onze évêques présidés par l'atroce évêque d'Arras, rebelles à la patrie et à l'église, se réunissent à Londres. Ils impriment des libelles contre les évêques du clergé français; ils injurient le gouvernement et le pape, parce qu'ils ont rétabli la paix de l'évangile parini quarante millions de chrétiens.

L'île de Jersey est pleine de brigands condamnés à mort par les tribunaux, pour des crimes commis postérieurement à la paix, pour des assassinats, des viols, des incendies!!! Le traité d'Amiens stipule qu'on livrera respectivement les personnes accusées de crimes et de meurtres; les assassins qui sont à Jersey, au contraire, sont accueillis! Ils partent inopinément sur des bateaux pêcheurs, débarquent sur nos côtes, assassinent les plus riches propriétaires et incendient des meules de blé ou des granges.

Georges porte ouvertement à Londres son cordon rouge, en récompense de la machine infernale qui a détruit un quartier de Paris, et donné la mort à trente femmes, enfans ou paisibles citoyens. Cette protection spéciale n'autorise-t-elle pas à penser que s'il eût réussi, on lui eût donné l'ordre de la *Jarretière*?

Faisons quelques réflexions sur cette étrange conduite de nos voisins.

Quand deux grandes nations font la paix, est-ce pour se susciter réciproquement des troubles? Pour gagner et solder les crimes? Est-ce pour donner argent et protection à tous les hommes qui veulent troubler l'état? Et la liberté de la presse, dans un pays, s'étend-elle jusqu'à pouvoir dire d'une nation amie et nouvellement réconciliée ce que l'on n'oserait pas dire d'un gouvernement contre lequel on aurait une guerre à mort? Une nation n'est-elle pas responsable à une autre nation de tous les actes et de toute la conduite de ses citoyens? Les bills du parlement ne défendent-ils pas d'insulter les gouvernemens alliés, et même leurs ambassadeurs?

On dit que Richelieu, sous Louis XIII, aida la révolution d'Angleterre et contribua à précipiter Charles I^{er} sur l'échafaud. M. de Choiseul, et après lui les ministres de Louis XVI, excitèrent sans doute l'insurrection de l'Amérique; l'ancien ministère anglais a bien su s'en venger. Il excita les massacres de septembre et influa de plus d'une manière sur les mouvemens qui firent périr Louis XVI sur l'échafaud, détruire et brûler nos premières villes de manufactures, Lyon, etc., etc. Cette série de mouvemens et d'influence qui a été si funeste aux deux états pendant tant de

siècles, veut-on donc encore la prolonger? Et ne serait-il pas plus raisonnable et plus conforme aux résultats de l'expérience, de s'influencer réciproquement par de bonnes relations commerciales, par une surveillance respective qui protège le commerce, empêche la fabrication de la fausse monnaie et refuse aux criminels un refuge?

D'ailleurs, quel résultat peut attendre le gouvernement anglais en fomentant les troubles de l'église, en accueillant et revomissant sur notre territoire les brigands des côtes du Nord et du Morbihan, couverts du sang des principaux et des plus riches propriétaires de ces malheureux départemens, en répandant par tous les moyens, bien loin de les contenir et de les réprimer sévèrement, toutes les calomnies dont sont remplis les écrits anglais ou français imprimés à Londres? Ne sait-il pas que le gouvernement français est plus solidement établi, aujourd'hui, que le gouvernement anglais? Et croit-on que la réciprocité serait difficile pour le gouvernement français?

Quel serait l'effet de cet échange d'injures, de cette influence de comités insurrectionnels, de cette protection et de cet encouragement accordés aux différens assassins? Qu'y gagneraient la civilisation, le commerce et le bien-être des deux nations?....

Où le gouvernement anglais autorise et tolère ces crimes publics et privés, et alors on peut lui dire que cette conduite n'est pas digne de la générosité, de la civilisation, de l'honneur britanniques; ou il ne peut les empêcher, et alors on peut lui dire qu'il n'y a pas de gouvernement partout où il n'y a pas de moyens

de réprimer l'assassinat, la calomnie, et de protéger l'ordre social de l'Europe.

(*Moniteur du 20 thermidor an x—8 août 1802.*)

M. Thibaudeau, dans sa belle et impartiale histoire du *Consulat et de l'Empire*, avait déjà cité cette note comme portant le cachet de Napoléon. En effet, le cachet de Napoléon est si bien empreint, pour ainsi dire, sur chaque phrase et sur chaque mot de cette note, qu'on ne peut l'attribuer qu'à lui seul. On le reconnaît à la vigueur avec laquelle les griefs du *gouvernement* français sont exposés, au bon sens et à la hauteur des vues politiques, au raisonnement qui termine ce morceau; et, dans le détail, il se trahit à cette qualification de *misérable* employée en parlant d'un journal, à l'ironie sur Georges et le cordon de la *Jarrettière*, etc., etc. On sent d'ailleurs qu'il n'y avait qu'un seul homme en France, à cette époque, qui pût ainsi demander le maintien de la paix : — le vainqueur de l'Italie et de l'Égypte, — le vainqueur de Marengo.

— Sur la guerre de la France avec l'Angleterre.

Le gouvernement anglais ayant déclaré la guerre, le premier consul, le 30 floréal an xi (20 mai 1803), fit porter au sénat, au corps législatif et au tribunal, un message où il disait :

En vain la France a-t-elle invoqué la foi jurée; en vain a-t-elle rappelé les formes reçues par les nations; en vain a-t-elle consenti à fermer les yeux sur l'inexécution actuelle du traité d'Amiens dont l'Angleterre prétendait s'affranchir... Vainement a-t-elle proposé de réclamer la médiation des puissances qui ont garanti la stipulation dont l'abrogation était demandée. Toutes ses propositions ont été repoussées, et les demandes de l'Angleterre sont devenues plus impérieuses et plus absolues. Il n'était pas dans les principes du gouvernement de fléchir sous la menace; il n'était pas en son pouvoir de courber la majesté du peuple français sous des lois qu'on lui prescrivait

avec des formessi hautaines et si nouvelles; s'il l'avait fait, il aurait consacré pour l'Angleterre le droit d'annuler par sa seule volonté toutes les stipulations qui l'obligent envers la France... Le gouvernement s'est arrêté à la ligne que lui ont tracée ses principes et ses devoirs. Les négociations sont interrompues, et nous sommes prêts à combattre, si nous sommes attaqués. Du moins nous combattrons pour maintenir la foi des traités, et pour l'honneur du nom français.

(Bulletin des lois.)

Le 5 prairial an xi (25 mai 1803), le consul répondait aux adresses du sénat, du corps législatif et du tribunal :

Nous somme forcés de faire la guerre pour repousser une injuste agression, nous la ferons avec gloire..... La justice de notre cause est avouée, même par nos ennemis, puisqu'ils se sont refusés à accepter la médiation offerte par l'empereur de Russie et le roi de Prusse, deux princes dont l'esprit de justice est reconnu par toute l'Europe.... Le gouvernement anglais a pensé que la France était une puissance de l'Inde, et que nous n'avions le moyen, ni de dire nos raisons, ni de défendre nos justes droits contre une injuste agression. Étrange inconséquence d'un gouvernement qui a armé sa nation en lui disant que la France voulait l'envahir!..... Si le roi d'Angleterre est résolu de tenir la Grande-Bretagne en état de guerre jusqu'à ce que la France lui reconnaisse le droit d'exécuter ou de violer à son gré les traités, ainsi que le privilège d'outrager le gouvernement français dans les publications officielles ou particulières, sans que nous

puissions nous en plaindre, il faut s'affliger sur le sort de l'humanité... Certainement, nous voulons laisser à nos neveux le nom français toujours honoré, toujours sans tache... Nous maintiendrons notre droit de faire chez nous tous les réglemens qui conviennent à notre administration publique, et tels tarifs de douanes que l'intérêt de notre eommeree et de notre industrie pourra exiger. Quelles que puissent être les circonstances, nous laisserons toujours à l'Angleterre l'initiative des proeedés violens contre la paix et l'indépendance des nations, et elle recevra de nous l'exemple de la modération qui seule peut maintenir l'ordre social.

(*Moniteur du 6 prairial an xi — 26 mai 1803.*)

Même sujet.

Puisque les Anglais veulent nous forcer à sauter le fossé, nous le sauterons. Ils pourront prendre quelques frégates, quelques colonies, mais je porterai la terreur dans Londres, et je leur prédis qu'ils pleureront la fin de cette guerre avec des larmes de sang. Les ministres ont fait mentir le roi d'Angleterre à la face de l'Europe : il n'y avait point d'armement en France. Il n'y a aucune négociation; ils ne m'ont pas remis une seule note. Lord Withworth n'a pu s'empêcher d'en convenir; et c'est cependant à l'aide de ces viles suppositions qu'un gouvernement cherche à exciter les passions! Depuis deux mois j'ai souffert toutes les insolences de l'Angleterre. J'ai voulu leur laisser combler la mesure de leurs torts; ils ont pris cela pour de la faiblesse, et ils ont redoublé... Ils se trompent s'ils pensent dieter des lois à une nation de quarante millions d'individus. Ils ont cru que je

craignais la guerre, que je la redoutais pour mon autorité. J'aurai deux millions d'hommes, s'il le faut. Le résultat de la première guerre a été d'agrandir la France de la Belgique et du Piémont. Le résultat de celle-ci sera d'asseoir encore plus solidement notre système fédératif. Le lien de deux grandes nations ne peut être que la justice et l'observation des traités. Celle envers qui on les viole ne peut pas, ne doit pas le souffrir, sous peine de se dégrader. Une fois qu'elle a commencé à dériver, elle est dans la dépendance. Il vaudrait mieux pour le peuple français être vassal et élever à Paris le trône du roi d'Angleterre, que de se soumettre aux caprices et à l'arbitraire de ce gouvernement. Un jour ils exigeront le salut de nos vaisseaux; une autre fois ils défendront à nos navigateurs d'aller au-delà de telle latitude. Aujourd'hui même, ils voient avec jalousie que nous curions nos ports, que nous rétablissions notre marine; ils s'en plaignent, ils demandent des garanties. Il y a quelques jours que le contre-amiral Lesseigues toucha à Malte; il avait deux bâtimens, il en trouva quinze anglais : ils voulurent exiger le salut, Lesseigues le refusa; il y eut quelques injures dites. S'il eût cédé, je l'aurais fait promener sur un âne, ce qui est plus ignominieux que la guilotine. Je me flatte que lorsqu'on connaîtra notre conduite, il n'y aura pas un coin en Europe dont nous n'ayons l'approbation. Quand l'Angleterre a fait la paix, elle a cru que nous nous déchirerions dans l'intérieur, que les généraux troubleraient la France. Les Anglais ont eu beau faire, leurs intrigues de toute espèce ont été vaines. Chacun ne s'est occupé que de

réparer ses pertes. Un peu plus tôt, un peu plus tard, nous devons avoir la guerre. Il vaut mieux l'avoir à présent que notre commerce maritime n'est pas encore rétabli.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

— Sur la descente en Angleterre.

Je ne sais pas en vérité quelle espèce de précaution l'Angleterre peut prendre pour se mettre à l'abri de la terrible chance qu'elle court. Une nation est bien folle, lorsqu'elle n'a point de fortifications, point d'armée de terre, de se mettre dans le cas de voir arriver dans son sein une armée de cent mille hommes d'élite et aguerris. Voilà le chef-d'œuvre de la flottille; elle coûte de l'argent, mais il ne faut être maître de la mer que six heures pour que l'Angleterre cesse d'exister....

(*Lettre du 20 prairial an xiii — 9 juin 1805.*)

J'aurai à faire le siège des châteaux de Douvres, de Chatam, et peut-être de Portsmouth.... Il est possible que j'aie assez de troupes pour les faire tous les trois à la fois. Il ne s'agit donc pas de mais, de si, de car; les cas sont prévus.

(*Lettre à Berthier, du 9 thermidor an xiii — 30 juillet 1805.*)

L'auteur du prétendu manuscrit de Sainte-Hélène avait attribué à Napoléon ces lignes : « Faute de mieux, je mis en avant un projet de descente en Angleterre. Je n'ai jamais pensé à le réaliser; car il aurait échoué, non que le matériel du débarquement ne fût possible, mais la retraite ne l'était pas. » Voici la réfutation de Napoléon :

« La descente en Angleterre a toujours été regardée

comme possible, et la descente une fois opérée, la prise de Londres était immanquable. Maître de Londres, il se fût élevé un parti très puissant contre l'oligarchie. Est-ce qu'Annibal en passant les Alpes, César en débarquant en Épire ou en Afrique, regardaient en arrière? Londres n'est située qu'à peu de marches de Calais; et l'armée anglaise, disséminée pour la défense des côtes, ne se fût pas réunie à temps, une fois la descente opérée. Sans doute, cette expédition ne pouvait pas être faite avec un corps d'armée; mais elle était certaine avec 160,000 hommes, qui se fussent présentés devant Londres cinq jours après leur débarquement. Les flottilles n'étaient que le moyen de débarquer ces 160,000 hommes en peu d'heures, et de s'emparer de tous les bas-fonds. C'est sous la protection d'une escadre réunie à la Martinique, et venant de là à toutes voiles sur Boulogne, que devait s'opérer le passage; si la combinaison de cette réunion de l'escadre ne réussissait pas une année, elle réussirait une autre fois. Cinquante vaisseaux partant de Toulon, de Brest, de Rochefort, de Lorient, de Cadix, réunis à la Martinique, arriveraient devant Boulogne, et assureraient ce débarquement en Angleterre, dans le temps que les escadres anglaises seraient à courir les mers pour couvrir les deux Indes.

(Mémoires de Napoléon.)

« On a pu en rire à Paris, disait l'Empereur, mais Pitt n'en riait pas dans Londres; il eut bientôt mesuré toute l'étendue du danger; aussi me jeta-t-il une coalition sur le dos au moment où je levais le bras pour frapper. Jamais l'oligarchie anglaise ne courut de plus grand péril. »

« Je m'étais ménagé la possibilité du débarquement ; je possédais la meilleure armée qui fut jamais , celle d'Austerlitz , c'est tout dire. Quatre jours m'eussent suffi pour me trouver dans Londres ; je n'y serais point entré en conquérant , mais en libérateur : j'aurais renouvelé Guillaume III , mais avec plus de générosité et de désintéressement. La discipline de mon armée eût été parfaite ; elle se fût conduite dans Londres comme si elle eût été encore dans Paris : point de sacrifices , pas même de contributions exigées des Anglais ; nous ne leur eussions pas présenté des vainqueurs , mais des frères qui venaient les rendre à la liberté , à leurs droits. Je leur eusse dit de s'assembler , de travailler eux-mêmes à leur régénération ; qu'ils étaient nos aînés en fait de législation politique ; que nous ne voulions y être pour rien , autrement que pour jouir de leur bonheur et de leur prospérité ; et j'eusse été strictement de bonne foi. Aussi , quelques mois ne se seraient pas écoulés , que ces deux nations , si violemment ennemies , n'eussent plus composé que deux peuples identifiés désormais par leurs principes , leurs maximes , leurs intérêts ; et je serais parti de là pour opérer , du Midi au Nord , sous les couleurs républicaines (j'étais alors premier consul) , la régénération européenne , que plus tard j'ai été sur le point d'opérer du Nord au Midi , sous les formes monarchiques. Et ces deux systèmes pouvaient être également bons , puisqu'ils tendaient tous les deux au même but , et se seraient tous deux opérés avec fermeté , modération et bonne foi. Que de maux qui nous sont connus , que de maux que nous ne connaissons pas encore , eussent été épargnés à cette pau-

vre Europe! Jamais projet, plus large dans les intérêts de la civilisation, ne fut conçu avec des intentions plus généreuses et n'approcha davantage de son exécution... Et chose bien remarquable, les obstacles qui m'ont fait échouer ne sont point venus des hommes, ils sont tous venus des élémens : dans le Midi, c'est la mer qui m'a perdu; et c'est l'incendie de Moscow, les glaces de l'hiver, qui m'ont perdu dans le Nord; ainsi l'eau, l'air et le feu, toute la nature, et rien que la nature, voilà quels ont été les ennemis d'une régénération universelle, commandée par la nature même!... Les problèmes de la Providence sont insolubles!...»

Après quelques instans de silence, l'Empereur en est revenu à développer son plan d'invasion : « On croyait, a-t-il dit, que mon invasion n'était qu'une vaine menace, parce qu'on ne voyait aucun moyen raisonnable de la tenter; mais je m'y étais pris de loin, j'opérais sans être aperçu; j'avais dispersé tous nos vaisseaux, les Anglais étaient obligés de courir après sur les divers points du globe; les nôtres pourtant n'avaient d'autre but que de revenir, à l'improviste et tous à la fois, se réunir en masse sur nos côtes. Je devais avoir soixante-dix ou quatre-vingts vaisseaux français ou espagnols dans la Manche; j'avais calculé que j'en demeurerais maître pendant deux mois; j'avais trois ou quatre mille petits bâtimens qui n'attendaient que le signal; mes cent mille hommes faisaient chaque jour la manœuvre de l'embarquement et du débarquement, comme tout autre temps de l'exercice; ils étaient pleins d'ardeur et de bonne volonté; l'entreprise était très populaire parmi les

Français, et nous étions appelés par les vœux d'une grande partie des Anglais. Mon débarquement opéré, je ne devais calculer que sur une seule bataille rangée; l'issue n'en pouvait être douteuse; et la victoire nous plaçait dans Londres; car le local du pays n'admettait point de guerre de chicane. Ma conduite morale eût fait le reste. Le peuple anglais gémissait sous le joug de l'oligarchie; dès qu'il eût vu son orgueil ménagé, il eût été tout aussitôt à nous; nous n'eussions plus été pour lui que des alliés venus pour le délivrer. Nous nous présentions avec les mots magiques de liberté et d'égalité, etc. »

(*Mémorial.*)

— Sur la puissance de l'Angleterre en 1803.

M. Denon, qui soumettait à l'approbation de l'empereur une série de médailles destinées à perpétuer le souvenir de la campagne d'Austerlitz, lui en fit voir une qui représentait l'aigle français étouffant dans ses serres le léopard anglais. Napoléon dit en la jetant avec violence :

Comment osez-vous dire que l'aigle français étouffe le léopard anglais? Je ne puis mettre à la mer un seul petit bateau pêcheur sans que les Anglais s'en emparent. Faites fondre de suite cette médaille, et ne m'en présentez jamais de pareilles.

(*Mémoires de BAUSSET.*)

— Sur la guerre de la France avec l'Angleterre.

Cette guerre dure depuis plusieurs siècles. Elle durera plusieurs siècles encore, à moins que nous n'ayons le bonheur d'abaisser l'Angleterre. Autrement

nous serons de fait en guerre alors même que nous aurons fait la paix.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

— Sur le gouvernement anglais.

Le gouvernement de l'Angleterre est tombé dans les mains d'une quarantaine de familles. Cette oligarchie a aisément fait la loi à la maison de Brunswick, étrangère au pays. Mais cela ne peut durer.

(*Ibid.*)

— Qu'a gagné l'Angleterre à la guerre de 1806 ?

On se demande ce que l'Angleterre gagne à cette guerre. Elle pouvait recouvrer le Hanovre, garder le cap de Bonne-Espérance, conserver Malte, faire une paix honorable et rendre la tranquillité au monde. Elle a voulu exciter la Prusse contre la France, pousser l'empereur et la France à bout. Eh bien ! elle a conduit la Prusse à sa ruine, procuré à l'empereur une plus grande gloire, à la France une plus grande puissance ; et le temps approche où l'on pourra déclarer l'Angleterre *en état de blocus continental*. Est-ce donc avec du sang que les Anglais ont espéré alimenter leur commerce et ranimer leur industrie ? De grands malheurs peuvent fondre sur l'Angleterre ; l'Europe les attribuera à la perte de ce ministre honnête homme qui voulait gouverner par des idées grandes et libérales, et que le peuple anglais pleurera un jour avec des larmes de sang (1).

(Quinzième bulletin, du 23 octobre 1806.)

— Du plan de campagne du ministère anglais en Espagne en 1809.

On a de la peine à concevoir la folie de leur plan

(1) Fox, mort le 15 septembre 1806.

de campagne. Il faut l'attribuer, non au général qui commande (Moore) et qui est un homme habile et sage, mais à cet esprit de haine et de rage qui anime le ministère anglais. Jeter ainsi en avant trente mille hommes pour les exposer à être détruits, ou à n'avoir de ressource que dans la fuite, c'est une conception qui ne peut être inspirée que par l'esprit de passion, ou par la plus extravagante présomption. Le gouvernement anglais, comme le menteur du théâtre, est parvenu à se persuader lui-même, il s'est pris dans son propre piège.

(Vingt-huitième bulletin, du 15 janvier 1800.)

— De la politique de l'Angleterre.

Votre seule politique, le grand Frédéric l'a dit il y a long-temps, est d'aller frapper à toutes les portes une bourse à la main.

(Moniteur du 10 ventôse an x — 1^{er} mars 1803.)

La note d'où ces lignes sont extraites a été insérée dans le Recueil des Œuvres de Napoléon. On reconnaît la manière de Napoléon dans toute cette note qui est pleine d'éloquence. On le reconnaîtrait seulement à cette phrase dans laquelle se trouvent simultanément une ironie et une image.

— B 1 de la politique anglaise.

L'éloignement dans lequel l'Angleterre tint constamment les princes français des armées de la Vendée, où ils étaient sans cesse annoncés et vainement attendus, prouve suffisamment le but de sa politique, qui était non le rétablissement du trône des Bourbons, mais la destruction des Français par les Français. Pitt fut en réalité le banquier de la guerre civile; il avait à ses gages tous les fléaux comme toutes les défaites.

(Mémoires de Napoléon.)

• — Des institutions militaires des Anglais.

Les institutions militaires des Anglais sont viciieuses : 1° ils n'opèrent leur recrutement qu'à prix d'argent, si ce n'est que fréquemment ils vidant leurs prisons dans leurs régimens; 2° leur discipline est cruelle; 3° l'espèce de leurs soldats est telle, qu'ils ne peuvent en tirer que des sous-officiers médiocres; ce qui les oblige à multiplier les officiers hors de toute proportion; 4° chacun de leurs bataillons traîne à sa suite des centaines de femmes et d'enfans : aucune armée n'a autant de bagages; 5° les places d'officiers sont vénales : les lieutenances, les compagnies, les bataillons s'achètent; 6° un officier est à la fois major dans l'armée et capitaine dans son régiment : bizarrerie fort contraire à tout esprit militaire.

(Ibid.)

— Ce que vaut l'alliance de l'Angleterre.

Kaunitz disait, au milieu du siècle passé, à un ministre du roi de Prusse qui prenait son audience de congé : « Le roi votre maître apprendra un jour combien l'alliance de l'Angleterre est pesante.... »

Qu'on cite depuis cent ans une puissance continentale qui, s'étant écartée des principes d'une saine politique, n'ait justifié l'allégation de M. Kaunitz?

Si le roi des Deux-Siciles a vu deux fois ses frontières franchies et sa capitale au pouvoir des Français; si l'électeur de Bavière a vu deux fois la même scène se renouveler dans ses États; si le roi de Sardaigne a cessé de régner en Savoie et en Piémont; si la maison d'Orange a perdu le stathoudérat; si l'oligarchie de Berne et de Gênes a vu s'évanouir son influence, et

le Portugal les limites de ses provinces couvertes de troupes prêtes à le conquérir, tous ne l'ont-ils pas dû à l'alliance de l'Angleterre?

(*Moniteur du 6 brumaire an XI — 28 octobre 1802.*)

Voyez au mot AMIENS la note qui accompagne le morceau intitulé : *Le traité d'Amiens a réglé les relations de la France avec l'Angleterre.*

— Des expéditions maritimes de l'Angleterre contre le sol de la France.

L'histoire remarquera qu'aucune expédition maritime de l'Angleterre, quelque puissante qu'elle eût été formée, et quelque protection qui l'attendît, ne réussit contre le sol de la France, soit républicaine, soit impériale. La côte française lui était fatalé. Sa politique triompha à Quiberon d'odieuse mémoire. Ce fut son seul trophée maritime sur notre territoire. Le comité de salut public triomphait aussi, quand il apprenait les mitraillades, les noyades de ses proconsuls.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Du système de mensonge de l'Angleterre comparé avec son système financier.

Les Anglais ne perdent point l'habitude d'inventer des nouvelles, de les répandre chez eux et de les propager ensuite dans toute l'Europe. Ils sont trop attachés à cette ressource pour ne pas en user sans cesse. Il est vrai que huit ou dix jours après la publication d'une fausse nouvelle, ils la contredisent eux-mêmes; mais ces huit ou dix jours se sont écoulés, le change s'est soutenu, et l'occasion arrive de mettre au jour une nouvelle fausseté qu'ils accréditent même par des pièces très-officielles; ainsi de suite pour tous les mois, pour toutes les semaines de l'année. Ce sys-

tème de mensonge a beaucoup de rapport avec le système de finances tant vanté en Angleterre. On est obligé de dépenser dix-huit millions et l'on n'a que neuf millions de revenu. On fait un emprunt ; mais on affecte le paiement de cet emprunt sur une branche de revenu des années suivantes. Il est vrai que l'année qui suit on n'augmente pas davantage les recettes directes de l'échiquier ; mais on fait de nouveaux emprunts et l'on crée un autre déficit pour les autres années. On va de la sorte tout aussi long-temps que l'on peut aller, et l'on ira en effet jusqu'à l'inévitable catastrophe qui fera sentir au peuple anglais le vide et les conséquences funestes d'un tel système.

(*Moniteur du 12 prairial an XIII — 1^{er} juin 1805.*)

Le morceau qui précède est le début d'une note, assez longue, insérée dans le *Moniteur*, en réponse à un article du *Morning-Chronicle*, rapportant comme certaine une alliance entre l'Angleterre, la Russie et la Suède. Cette note a déjà été insérée dans le Recueil des *Œuvres de Napoléon*. Elle est tout-à-fait dans sa manière, et l'on reconnaît sa facilité à saisir ou à créer des rapports entre des choses de nature différente dans cette comparaison entre un système de mensonge et un système financier.

— Sur l'administration anglaise. •

On nous cite l'Angleterre pour sa bonne administration et sa richesse. Eh bien ! j'ai son budget, je le ferai imprimer dans le *Moniteur* ; on verra qu'elle a annuellement un déficit de 5 à 600 millions. Elle a un fonds d'amortissement considérable, avec lequel elle peut, dit-on, payer sa dette dans trente-huit ans ; mais il faudrait pour cela qu'elle voulût bien une fois s'arrêter et qu'elle ne fit plus d'emprunt. Elle n'appelle pas cela un déficit, mais elle porte dans ses recettes un emprunt qui ne fait qu'accroître sa dette,

et l'on ne peut pas prévoir comment elle finira avec un tel système. L'Angleterre a une armée de terre de cent dix mille hommes qui lui coûte 333 millions : c'est énorme et le signe d'une mauvaise administration. Il en est de même de sa marine, qui lui coûte 406 millions; elle est considérable à la vérité, mais la dépense n'en est pas moins hors de proportion.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

— De la conduite des ministres anglais.

Je proposais (en l'an x) de faire un traité de commerce d'après lequel la France aurait pris pour un million de produits des manufactures et des colonies anglaises, et l'Angleterre en échange pour un million de marchandises françaises. Les ministres anglais regardèrent cela comme un crime odieux et repoussèrent cette proposition de la manière la plus violente. Ils ont toujours refusé des conditions égales, et ensuite ils ont voulu persuader au monde que c'était moi qui avais violé le traité d'Amiens.

(O'MÉARA.)

— Sur le machiavélisme des ministres anglais.

« Les ministres anglais, disait l'empereur, ne présentent jamais une affaire comme de leur nation à une autre nation, mais bien comme d'eux-mêmes à leur propre nation. S'embarrassant peu de ce qu'ont dit ou de ce que disent leurs adversaires, ils présentent hardiment ce qu'ont dit leurs agens diplomatiques, ou ce qu'ils leur font dire, se retranchant sur ce que ces agens ayant un caractère public, étant notariés, ils doivent avoir titre de foi dans leurs rapports. C'est ainsi que les ministres anglais avaient, dans le temps,

publié une longue conversation avec moi, Napoléon, sous le nom de lord Withcworth, laquelle était entièrement fausse.

» Le fait est, ajoutait l'empereur, que tous les agens politiques anglais sont dans le cas de faire deux rapports sur le même objet: l'un public et faux, pour les archives ministérielles, l'autre confidentiel et vrai, pour les seuls ministres; et quand la responsabilité de ceux-ci se trouve en jeu, ils produisent le premier, qui, bien que faux, répond à tout et les met à couvert. Et c'est ainsi, disait l'empereur, que les meilleures institutions deviennent vicieuses quand la morale cesse d'en être la base, et quand les agens ne sont plus conduits que par l'égoïsme, l'orgueil et l'insolence. Le pouvoir absolu n'a pas besoin de mentir; il se tait. Le gouvernement responsable, obligé de parler, déguise et ment effrontément.

» C'est du reste une chose bien remarquable que dans ma grande lutte avec l'Angleterre, son gouvernement ait eu l'art de jeter constamment tant d'odieux sur ma personne et mes actes; qu'il se soit si impudemment récrié sur mon despotisme, mon égoïsme, mon ambition, ma perfidie, précisément quand lui seul était coupable de tout ce dont il osait m'accuser. Il fallait donc qu'il existât un bien fort préjugé contre moi, et que je fusse réellement bien à craindre, puisqu'on pouvait s'y laisser prendre. Je le concevois de la part des rois et des cabinets, il y allait de leur existence; mais de la part des peuples!!!...

» Les ministres anglais ne cessaient de parler de mes déceptions; mais pouvait-il être rien de comparable à leur machiavélisme, à leur égoïsme durant tout le

temps des bouleversemens et des convulsions qu'ils alimentaient eux-mêmes ?

» Ils sacrifièrent la malheureuse Autriche en 1805, uniquement pour échapper à l'invasion dont je les menaçais.

» Ils la sacrifièrent encore en 1809, seulement pour se mettre plus à l'aise sur la péninsule espagnole.

» Ils sacrifièrent la Prusse en 1806, dans l'espoir de recouvrer le Hanovre.

» Ils ne secoururent pas la Russie en 1807, parce qu'ils préféraient aller saisir des colonies lointaines, et qu'ils essayaient de s'emparer de l'Égypte.

» Ils donnèrent lespectacle de l'infâme bombardement de Copenhague, en pleine paix, et du larcin de la flotte danoise par un vrai guet-apens. Déjà ils avaient donné un pareil spectacle par la saisie, aussi en pleine paix, de quatre frégates espagnoles chargées de riches trésors, ce qu'ils avaient opéré en véritables voleurs de grands chemins.

» Enfin, durant la guerre de la Péninsule, dont ils cherchent à prolonger la confusion et l'anarchie, on ne les voit s'empresser qu'à trafiquer des besoins et du sang espagnol, en faisant acheter leurs services et leurs fournitures au poids de l'or et des concessions.

» Quand toute l'Europe s'égorge à la faveur de leurs intrigues et de leurs subsides, eux ne s'occupent à l'écart que de leur propre sûreté, des avantages de leur commerce, de la souveraineté des mers et du monopole du monde. Pour moi, je n'avais jamais rien fait de tout cela, et, jusqu'à la malheureuse affaire d'Espagne, qui du reste ne vient qu'après celle de Copenhague, je puis dire que ma moralité demeure

inattaquable. Mes transactions avaient pu être tranchantes, dictatoriales, mais jamais perfides.

» Et que l'on s'étonne à présent, que l'on se demande comment il s'est fait qu'en 1814 l'Angleterre ayant été la vraie libératrice de l'Europe, aucun Anglais néanmoins n'ait pu faire un pas sur le continent sans trouver partout les malédictions, la haine, l'exécration !... C'est que tout arbre porte son fruit, que l'on ne recueille que ce que l'on a semé, et que tel devait être le résultat infaillible des méfaits de l'administration anglaise, de la dureté, de l'insolence des ministres à Londres, et de celles de leurs agens par tout le globe.

Depuis un demi-siècle, les ministères anglais ont toujours été en baissant de considération et d'estime publiques. Jadis ils étaient disputés par de grands partis nationaux, caractérisés par de grands systèmes distincts; aujourd'hui ce ne sont plus que les débats d'une même oligarchie, ayant toujours le même but, et dont les membres discordans s'arrangent entre eux à l'aide de concessions et de compromis : ils ont fait du cabinet de Saint-James une boutique.

» La politique de lord Chatam pouvait avoir ses injustices; mais il les proclamait du moins avec audace et énergie : elles avaient une certaine grandeur. M. Pitt y a introduit l'astuce et l'hypocrisie, et lord Castlereagh, son soi-disant héritier, y a réuni le comble de toutes les sortes de turpitudes et d'immoralités. Chatam se faisait gloire d'être un marchand; lord Castlereagh, au grand détriment de sa nation, s'est donné la jouissance de faire le *monsieur*; il a sacrifié son pays pour fraterniser avec les grands du conti-

nent, et dès-lors a joint les vices du salon à la cupidité du comptoir; la duplicité, la souplesse du courtisan à la dureté, à l'insolence du parvenu.

» La pauvre constitution est gravement compromise aujourd'hui : il y a loin de là aux Fox, aux Sheridan, aux Gray; à ces grands talens, à ces beaux caractères de l'opposition, que l'oligarchie victorieuse a tant bafoués. »

(*Mémorial.*)

— De l'Angleterre par rapport à la liberté européenne.

L'Angleterre est réputée pour trafiquer de tout; que ne se met-elle à vendre de la liberté, on la lui achèterait bien cher, et sans lui faire banqueroute; car la liberté moderne est essentiellement morale, et ne trahit pas ses engagemens. Par exemple, que ne lui paieraient pas ces pauvres Espagnols pour se délivrer du joug sous lequel on vient de les rebâter! Je suis sûr qu'on les y trouverait bien disposés, j'en ai les preuves; et c'est pourtant moi qui aurais créé ce sentiment; encore ma bévue du moins aura-t-elle profité à quelqu'un! Quant aux Italiens, j'y ai implanté des principes qu'on ne déracinera plus : ils fermenteront toujours. Qu'aurait de mieux à faire l'Angleterre aujourd'hui, que de donner la main à ces beaux mouvemens de la régénération moderne? Aussi bien faudra-t-il tôt ou tard qu'elle s'accomplisse. C'est en vain que les souverains et les vieilles aristocraties multiplieraient leurs efforts pour s'y opposer : c'est la roche de Sisyphe qu'ils tiennent élevée au-dessus de leurs têtes; mais quelques bras se lasseront et, au premier défaut, tout leur croulera dessus.

Ne vaudrait-il pas mieux traiter à l'amiable? C'était là mon grand projet. Pourquoi l'Angleterre se refuserait-elle à en avoir la gloire et à en recueillir le profit? Tout passe en Angleterre comme ailleurs. Le ministère Castlereagh passera, et celui qui lui succédera, héritier de tant de fautes, deviendra grand; s'il veut seulement ne pas les continuer. Tout son génie peut se borner uniquement à laisser faire, à obéir aux vents qui soufflent; au rebours de Castlereagh, il n'a qu'à se mettre à la tête des idées libérales, au lieu de se liguier avec le pouvoir absolu, et il recueillera les bénédictions universelles, et tous les torts de l'Angleterre seront oubliés. Cet acte était à la portée de Fox; Pitt ne l'eût pas entrepris : c'est que chez Fox le cœur échauffait le génie, au lieu que chez Pitt le génie desséchait le cœur.

Mais j'entends un grand nombre me demander, comment, moi, tout puissant, je n'ai point agi de la sorte; comment, parlant si bien, j'ai pu agir si mal.

Je réponds à ceux qui sont de si bonne foi, que rien ici ne saurait se comparer. L'Angleterre peut opérer sur un terrain dont les fondemens descendent aux entrailles de la terre; le mien ne reposait encore que sur du sable. L'Angleterre règne sur des choses établies; moi, j'avais la grande charge, l'immense difficulté de les établir. J'épurais une révolution, en dépit des factions déçues; j'avais bien réuni en faisceaux tout le bien épars qu'on devait en conserver; mais j'étais obligé de les couvrir de mes bras nerveux pour les sauver des attaques de tous; et c'est dans cette attitude que je répète encore que véritablement

la chose publique, *l'État, c'était moi!*... Le dehors en armes fondait sur nos principes; et c'est précisément en leur nom que le dedans m'attaquait en sens opposé: or pour peu que je me fusse relâché, on m'eût bientôt ramené au temps du Directoire, j'eusse été l'objet, et la France, l'infailible victime d'un *contre-brumaire*.

(*Mémorial.*)

— Qu'a gagné l'Angleterre au traité du 9 juin 1815?

« On n'avait jamais vu encore, disait l'empereur à un Anglais, de traité aussi ridicule que celui fait par vos ministres au nom de leur pays. Vous cédez tout, et ne gagnez rien. Toutes les autres puissances acquièrent du terrain et des millions d'âmes, tandis que vous abandonnez des colonies..... Que diraient les Anglais qui vivaient il y a cent ans, s'ils pouvaient sortir de leurs tombeaux, être informés de vos succès, et, jetant les yeux sur l'Angleterre et contemplant sa détresse, apprendre que, dans le traité de paix, il n'a pas été stipulé un seul article en sa faveur! qu'au contraire, vous avez renoncé à des conquêtes et à des droits commerciaux nécessaires à votre existence!..... Dans la situation des affaires, rien ne vous eût été refusé. Et après des succès si romanesques et si extraordinaires; après avoir été favorisés de Dieu et des événemens comme vous l'avez été; après avoir effectué, j'ose le dire, ce que l'esprit le plus hardi n'eût jamais pu imaginer, — qu'a gagné l'Angleterre? Les cordons des souverains alliés pour lord Castlereagh! »

(O'MEARA.)

— De l'Angleterre en 1816,

L'Angleterre, écrasée sous le poids de sa dette,

peut être comparée à un homme qui a bu de l'eau-de-vie en abondance pour se donner du courage et de l'énergie, mais qui, bientôt affaibli par le stimulant auquel il ne doit qu'une vigueur factice, chancelle et finit par tomber. Les forces de l'Angleterre sont épuisées par les moyens extraordinaires qu'elle a employés pour les accroître.

• (Ibid.)

— Sur la conduite de l'Angleterre envers Napoléon en 1815.

Je proteste solennellement à la face du ciel et des hommes contre la violation de mes droits les plus sacrés, puisque l'on dispose par la force de ma personne et de ma liberté. Je me suis rendu librement à bord du *Bellérophon* ; je ne suis point son prisonnier, je suis l'hôte de l'Angleterre.

Une fois placé à bord du *Bellérophon*, je fus sur le foyer du peuple anglais. Si le gouvernement, en donnant l'ordre au capitaine du *Bellérophon* de me recevoir avec toute ma suite, n'a voulu que me tendre un piège, il a forfait à l'honneur et souillé son pavillon.

Si cet acte doit être consommé, ce sera en vain que les Anglais parleront encore à l'Europe de leur justice, de leurs lois et de leur liberté. L'hospitalité violée sur le *Bellérophon* compromettra à jamais la foi anglaise.

J'en appelle donc à l'histoire : elle dira qu'un ennemi, qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais, est venu librement dans son malheur chercher un asile sous les lois de ce peuple. Quelle preuve plus éclatante aurait-il pu donner de son estime et de sa confiance ? Mais comment les Anglais y ont-ils répondu ? Ils ont tendu une main hospitalière à cet ennemi,

et lorsque dans sa bonne foi il s'est livré lui-même, ils l'ont sacrifié.

(A bord du Bellérophon en mer, le 4 août 1815.)

— Sur le bill du parlement d'Angleterre qui condamnait Napoléon à l'exil de Sainte-Hélène.

« Le bill qui a trainé Napoléon sur le roc de Sainte-Hélène est un acte de proscription semblable à ceux de Sylla, et pire encore. Les Romains poursuivirent Annibal jusqu'au fond de la Bithynie; Flaminius obtint du roi Prusias la mort de ce grand homme, et pourtant à Rome Flaminius fut accusé d'avoir agi ainsi pour satisfaire sa haine personnelle. En vain allégua-t-il qu'Annibal, encore dans la vigueur de l'âge, pouvait être dangereux, que sa mort était nécessaire; mille voix répondirent que ce qui était injuste et ingéneux ne peut jamais être avantageux à une grande nation; que de tels prétextes justifieraient les assassinats, les empoisonnemens, et toute espèce de crimes!... Les générations qui suivirent reprochèrent cette lâcheté à leurs ancêtres; elles auraient payé bien cher pour effacer une telle tache de leur histoire. Depuis la renaissance des lettres parmi les nations modernes, il n'est point de génération qui n'ait uni ses imprécations à celles que proféra Annibal au moment de boire la ciguë : il maudissait cette Rome, qui, à une époque où ses flottes et ses légions couvraient l'Europe, l'Asie et l'Afrique, assouvissait sa colère sur un homme seul et désarmé, parce qu'elle le craignait, ou qu'elle prétendait le craindre.

Mais les Romains ne violèrent jamais l'hospitalité : Sylla trouva un asile dans la maison de Marius; Flaminius, avant de proscrire Annibal, ne le reçut pas à

bord de son vaisseau et ne lui déclara point qu'il avait des ordres de le bien recevoir; la flotte romaine ne le transporta pas au port d'Ostie; bien loin d'avoir recours à la protection des lois romaines, Annibal préféra confier sa personne à un roi d'Asie. Lorsqu'il fut proscrit, il n'était pas sous la protection de l'étendard romain : il était sous les drapeaux d'un roi ennemi de Rome !....

Si jamais, dans les révolutions des siècles, un roi d'Angleterre vient à comparaître devant le redoutable tribunal de sa nation, ses défenseurs insisteront sur l'auguste caractère de roi, le respect dû au trône, à une tête couronnée, à l'oint du Seigneur! Mais ces adversaires ne seront-ils pas en droit de répondre : Un de ses ancêtres proscrit son hôte en temps de paix; n'osant pas le mettre à mort en présence d'un peuple qui avait ses lois positives et ses formes régulières et publiques, il fit exposer sa victime sur le point le plus insalubre d'un roc situé au milieu de l'Océan, dans un autre hémisphère? Cet hôte y périt après une longue agonie, tourmenté par le climat, les besoins et les injures de toute espèce! Eh bien! cet hôte était aussi un grand souverain, élevé sur le payois par trente-six millions de citoyens; il fut maître de presque toutes les capitales de l'Europe; il vit à sa cour les plus grands rois; il fut généreux envers tous; il fut pendant vingt ans l'arbitre des nations; sa famille était alliée à toutes les familles souveraines, même à celle de l'Angleterre; il fut deux fois l'oint du Seigneur; il fut deux fois consacré par la religion!!!

(Dicté par NAPOLEON à Sainte-Hélène.)

— Sur la conduite des ministres anglais envers Napoléon.

Napoléon, peu de jours avant sa mort, disait à un Anglais :

« J'étais venu m'asseoir aux foyers du peuple britannique; je demandais une loyale hospitalité, et, contre tout ce qu'il y a de droits sur la terre, on me répondit par des fers. J'eusse reçu un autre accueil d'Alexandre; l'empereur François m'eût traité avec égard; le roi de Prusse même eût été plus généreux. Mais il appartenait à l'Angleterre de surprendre, d'entraîner les rois, et de donner au monde le spectacle de quatre grandes puissances s'acharnant sur un seul homme. C'est votre ministère qui a choisi cet affreux rocher, où se consume, en moins de trois années, la vie des Européens, pour y achever la mienne par un assassinat. Et comment m'avez-vous traité depuis que je suis exilé sur cet écueil? Il n'y a pas une indignité, pas une horreur dont vous ne vous soyez fait une joie de m'abreuver. Les plus simples communications de famille, celles mêmes qu'on n'a jamais interdites à personne, vous me les avez refusées. Vous n'avez laissé arriver jusqu'à moi aucune nouvelle, aucun papier d'Europe; ma femme, mon fils même n'ont plus vécu pour moi; vous m'avez tenu six ans dans les tortures du secret. Dans cette île inhospitalière, vous m'avez donné pour demeure l'endroit le moins fait pour être habité, celui où le climat meurtrier du tropique se fait le plus sentir. Il m'a fallu me renfermer entre quatre cloisons, dans un air malsain, moi qui parcourais à cheval toute l'Europe! Vous m'avez assassiné longuement, en détail, avec préméditation, et l'infâme Hudson a été l'exécuteur des hautes œuvres

de vos ministres.... Vous finirez comme la superbe Venise, et moi, mourant sur cet affreux rocher, privé des miens, et manquant de tout, je lègue l'opprobre et l'horreur de ma mort à la famille régnante d'Angleterre!... »

(ANTOMMARCHI.)

— Ce que pouvait devenir l'Angleterre avec la France de Napoléon.

Avec ma France, l'Angleterre devait naturellement finir par n'en être plus qu'un appendice. La nature l'avait faite une de nos îles aussi bien que celles d'Oléron ou de la Corse... A quoi tiennent les destinées des empires! Que nos révolutions sont petites et insignifiantes dans l'organisation de l'univers? Si, au lieu de l'expédition d'Égypte, j'eusse fait celle de l'Irlande, si de légers dérangemens n'avaient mis obstacle à mon entreprise de Boulogne, que pouvait être l'Angleterre aujourd'hui? Que serait le continent? le monde politique, etc.

(Mémorial.)

ANGLAIS.

Des Anglais et des Autrichiens. Voyez CAMPO FORMIO. *Apologie du traité de Campo-Formio.*

ANIMAUX.

De l'homme et des animaux. Voyez *Homme*

ANNIBAL.

Sur l'expédition d'Annibal.

Depuis des siècles les commentateurs déraisonnent sur l'expédition d'Annibal...

La marche d'Annibal depuis Collioure jusqu'à Turin a été toute simple, elle a été celle d'un voyageur : il a pris la route la plus courte; il n'a été gêné en rien

par les Romains, et l'armée de Scipion qui était en chemin pour l'Espagne n'est entrée pour rien dans ses calculs. Avant de partir de Carthagène, il était assuré de la coopération des Gaulois cisalpins qui avaient de l'influence sur les habitans des Alpes; les historiens disent même que les Gaulois de Bologne et de Milan lui envoyèrent des députés pour hâter sa marche, et qu'ils reçut à son camp sur le Rhône. Quant à la difficulté du passage des Alpes, elle a été exagérée; il n'y en avait aucune; les éléphants seuls ont pu lui donner de l'embarras. Dès l'an 600 avant Jésus-Christ, c'est-à-dire depuis 400 ans avant Annibal, les Gaulois étaient dans l'usage de passer les Alpes et d'inonder l'Italie. Les Milanais, les Mantouans, les Véroniens, les Bolonais, étaient des colonies gauloises.

(Mémorial de Napoléon.)

Voyez ALPES. *Du passage des Alpes, etc.* — Voyez GUERRE. *De la guerre méthodique.*

ANVERS.

Projets de Napoléon sur cette ville.

Le 30 messidor an xi (19 juillet 1803), le premier consul disait aux autorités civiles du département des Deux-Nèthes :

« J'ai parcouru votre ville : je n'y ai trouvé que des décombres et des ruines. Elle ressemble à peine à une ville européenne, et j'ai cru me trouver dans une ville d'Afrique. Tout y est à faire, port, quai, bassin d'échouage... Il faut enfin qu'elle mette à profit les avantages immenses de sa centralité entre le Nord et

le Midi, de son fleuve magnifique et profond, et qu'elle devienne la cinquième ou sixième ville commerçante du monde (1). »

(*Le Consulat et l'Empire.*)

— Expédition des Anglais contre Anvers au mois d'août 1809.

Anvers était entouré de remparts couverts d'artillerie; sa garnison consistait en 3,000 hommes; l'arsenal maritime avait deux bataillons d'ouvriers militaires et 2,000 ouvriers civils. L'escadre, qui comptait de 9 à 10,000 matelots, mouilla sous la ville. Anvers fut alors à l'abri d'un coup de main, ayant plus de 15 à 18,000 hommes pour sa défense. En outre, peu après, un grand nombre de bataillons de garde nationale accoururent; alors Anvers ne put plus être pris que par un siège, et, par sa situation, cette place est très-difficile à investir. Pour la prendre, il eût fallu que les Anglais la surprissent; il ne fallait pas pour cela perdre tant de temps devant Flessingue.

Il fallait qu'un corps de 6,000 hommes débarquât dans la Meuse, se portât dans un jour au fort de Batz, s'en emparât, ainsi que de toute l'île de Sud-Beveland. Alors l'escadre française, qui était mouillée devant Flessingue, se fût trouvée coupée d'Anvers; ce qui eût entraîné sa perte et celle de la ville. Mais du moment que l'escadre de l'amiral Missiessy put mouiller sous les murs d'Anvers, l'expédition de lord Chatham était manquée; il eût dû se rembarquer; il eût sauvé 5 à 6,000 hommes qu'il perdit par son séjour dans les marais de Walchères.

(*Mémoires de Napoléon.*)

(1) Les grands ouvrages que le premier Consul promettait à la ville d'Anvers étaient achevés dans les premières années de l'empire.

Des Arabes d'Égypte en 1798.

Les Arabes sont à l'Égypte ce que les Barbets sont au comté de Nice; avec cette grande différence qu'au lieu de vivre dans les montagnes, ils sont tous à cheval, et vivent au milieu des déserts. Ils pillent également les Turcs, les Égyptiens et les Européens. Leur férocité est égale à la vie misérable qu'ils mènent, exposés des jours entiers, dans des sables brûlans, à l'ardeur du soleil, sans eau pour s'abreuver. Ils sont sans pitié et sans foi. C'est le spectacle de l'homme sauvage le plus hideux qu'il soit possible de se figurer.

(C. I. Lett. au Directoire, du 26 vendémiaire an VII — 17 octobre 1798.)

Qui a empêché l'empire arabe de devenir indépendant.

En lisant avec attention, l'histoire des événemens qui se sont passés en Égypte depuis deux cents ans, il est démontré que si le pouvoir, au lieu d'être confié à douze mille Mamelucks, l'eût été à un pacha, qui, comme celui d'Albanie, se fût recruté dans le pays même, l'empire arabe, composé d'une nation tout-à-fait distincte, qui a son esprit, ses préjugés, son histoire et son langage à part, qui embrasse l'Égypte, l'Arabie et une partie de l'Afrique, fût devenu indépendant comme celui de Maroc.

(Mémoires de Napoléon.)

ARCHITECTES.

Les architectes ont ruiné Louis XIV.

— Les comptes des architectes sont des grimoires auxquels eux-mêmes n'entendent rien.

(Mémoires de BAUSSET.)

— Les architectes ruinent l'état et les particuliers. On ne trouverait pas à Paris une famille qu'ils n'aient

ruinée. Je voudrais qu'il fût possible de les rendre responsables quand ils excèdent les devis, et d'établir contre eux la contrainte par corps pour le paiement de cet excédant.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

ARCHITECTURE.

Jusque dans la cabane d'un charbonnier on peut faire de l'architecture.

(Mémoires de BAUSSET.)

L'unité, le bel arrangement et la méthode sont des conditions sans lesquelles, en architecture, ainsi qu'en affaires plus importantes, rien ne peut être beau et imposant.

(Le Consulat et l'Empire.)

ARÉNA.

Sur la conspiration d'Aréna, Ceracchi, etc., etc.

On sait qu'Aréna, Ceracchi et quelques autres qui conspiraient avec eux, devaient, dans la soirée du 17 vendémiaire an ix (9 octobre 1800), assassiner le premier consul au spectacle, mais qu'ils furent arrêtés au moment où ils allaient mettre leur projet à exécution. Napoléon disait à ce sujet :

« Je n'ai point réellement couru de danger. Ces sept ou huit malheureux, pour avoir la volonté, n'avaient pas le pouvoir de commettre les crimes qu'ils méditaient. Indépendamment de l'assistance de tous les citoyens qui étaient au spectacle, j'avais avec moi un piquet de cette brave garde (la garde consulaire), la terreur des méchants. Les misérables n'auraient pu supporter ses regards.

» La police avait pris des mesures plus efficaces encore. »

(Réponse à une députation du Tribunal, le 24 vend. an ix — 16 oct. 1800.)

Nécessité d'une aristocratie.

Une constitution appuyée sur une aristocratie vigoureuse ressemble à un vaisseau. Une constitution sans aristocratie n'est qu'un ballon perdu dans les airs. On dirige un vaisseau parce qu'il y a deux forces qui se balancent, le gouvernail trouve un point d'appui ; mais un ballon est le jouet d'une seule force, le point d'appui lui manque, le vent l'emporte, et la direction est impossible.

(Mémoires sur les Cent Jours.)

Si une république est difficile à constituer fortement sans aristocratie, la difficulté est bien plus grande pour une monarchie. Faire une constitution dans un pays qui n'aurait aucune espèce d'aristocratie, ce serait tenter de naviguer dans un seul élément. La révolution française a entrepris un problème aussi insoluble que celui de la direction des ballons.

(Mémoires de NAPOLEON.)

— Dangers de l'aristocratie.

Toutes les aristocraties ont un penchant à se concentrer, à se former un esprit indépendant des gouvernés, de leurs vœux et des progrès de l'opinion, et à la longue deviennent à la fois odieuses et insuffisantes aux besoins des états qu'elles administrent.

(Mémoires sur le Consulat.)

— De l'aristocratie dans les révolutions.

Chez les peuples et dans les révolutions l'aristocratie existe toujours ; la détruisez-vous dans la noblesse, elle se place aussitôt dans les maisons riches et puissantes du tiers-état ; la détruisez-vous dans celles-ci, elle surnage et se réfugie dans les chefs d'ateliers et du peuple. Un prince ne gagne rien à ce déplacement

de l'aristocratie ; il remet au contraire tout en ordre en la laissant subsister dans son état naturel, en re-constituant les anciennes maisons sous les nouveaux principes.

(MARCHAND.)

— De l'aristocratie et de la démocratie.

La démocratie peut être furieuse, mais elle a des entrailles, on l'émeut. Pour l'aristocratie, elle demeure toujours froide, elle ne pardonne jamais.

(Mémorial.)

ARGENT.

Il y a, en général, une présomption défavorable contre ceux qui manient de l'argent.

(C. I. Lettre au Directoire du 21 vendémiaire an v — 12 octobre 1796.)

— C'est par l'argent qu'il faut tenir les hommes à argent.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

ARTS.

J'apprécie plus que personne les services réels que rendent à l'état les arts et les sciences.

(C. I. Lettre au Directoire du 4 brumaire an v — 23 octobre 1796.)

— Athènes et Rome sont encore célèbres par leurs succès dans les arts. L'Italie, dont les peuples me sont chers à tant de titres, s'est distinguée la première parmi les nations modernes. J'ai à cœur de voir les artistes français effacer la gloire d'Athènes et de l'Italie.

(Moniteur du 18 mars 1808.)

ARTS ET MÉTIERS.

Sur une école des arts et métiers.

Je voudrais qu'il n'en coûtât pas plus de 400 francs par tête et une avance de 60,000 fr. pour les matières premières, remboursable sur le produit du travail. Ce

projet a été conçu pour les enfans des soldats, des matelots, et pour leur donner une éducation conforme à leur existence. On dira peut-être qu'on pourrait les mettre en apprentissage chez des maîtres; mais cela ne serait bon que pour un an ou deux et tomberait bientôt après. Il y d'ailleurs un but politique ; il faut rapprocher les extrémités du centre et donner un esprit national, ce qui ne se trouve pas dans les apprentissages particuliers. On a déjà suivi ce système pour la classe intermédiaire; les lycées doivent fournir des avocats, des médecins, des militaires. Il faut l'étendre à la classe inférieure, établir deux autres écoles à Beaupréau et à Pontivy, et y placer des enfans des départemens nouvellement réunis pour leur apprendre le français. C'est là que l'on prendra un jour des ouvriers pour nos ports, pour nos ateliers militaires, pour nos colonies.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

ARMÉE.

De l'organisation d'une armée.

Quand une nation n'a pas de cadres et un principe d'organisation militaire, il lui est bien difficile d'organiser une armée. Si la France, en 1790, a mis si promptement sur pied de bonnes armées, c'est qu'elle avait un bon fonds, que l'émigration l'améliora plutôt qu'elle ne le détériora.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— L'infanterie d'une armée étant représentée par un, la cavalerie sera un quart; l'artillerie un huitième, les troupes du génie un quarantième, les équipages militaires un trentième; ce qui fera treize trentièmes; mais

il suffit que la cavalerie soit le cinquième de l'infanterie de l'état, à cause des pays de montagnes.

(Ibid.)

— L'empereur voulait que, dans l'état actuel, on donnât plus de consistance au troisième rang de l'infanterie, ou bien qu'on le supprimât, et il en développait les motifs....

Il voulait que l'infanterie chargée par la cavalerie tirât de fort loin sur elle, au lieu de l'attendre à bout portant, comme on le fait aujourd'hui; et il en démontrait l'avantage.

Il disait que l'infanterie et la cavalerie laissées à elles-mêmes, sans artillerie, ne devaient point amener de résultat décisif; mais qu'avec de l'artillerie, et toutes choses d'ailleurs égales, la cavalerie devait détruire l'infanterie; et il développait très-lumineusement toutes ces choses.

Il ajoutait que l'artillerie faisait aujourd'hui la véritable destinée des armées et des peuples; qu'on se battait à coups de canon comme à coups de poing, et qu'en bataille comme à un siège l'art consistait à présent à faire converger un grand nombre de feux sur un même point; que la mêlée une fois établie, celui qui avait l'adresse de faire arriver subitement et à l'insu de l'ennemi sur un de ses points une masse inopinée d'artillerie, était sûr de l'emporter. Voilà quel avait été, disait-il, son grand secret et sa grande tactique.

Du reste, concluait-il, il ne pouvait pas y avoir ce que dans sa pensée il concevait être une véritable armée, sans une révolution dans les mœurs et l'éducation de soldat, peut-être même de l'officier. Il n'y au-

rait d'armée que quand on aurait mis en fuite toute notre effroyable administration paperassière.... Il ne pouvait pas y en avoir avec nos fours, nos magasins, nos administrations, nos voitures. Il n'y aurait d'armée que quand, à l'imitation des Romains, le soldat recevrait son blé, aurait des moulins à bras, cuirait son pain sur sa petite platine. « Avec la méthode romaine, disait l'empereur, on allait au bout du monde; mais encore fallait-il du temps pour amener à la transition d'un tel régime; il ne pouvait s'opérer par un simple ordre du jour. J'en avais eu la pensée depuis long-temps; mais quelle qu'eût été ma puissance, je me fusse bien donné de garde de le commander. Il n'est point de subordination ni de crainte pour les estomacs vides. Ce n'était qu'en temps de paix et à loisir qu'on eût pu y arriver insensiblement : je l'aurais obtenu en créant des mœurs militaires nouvelles. »

(Mémorial.)

— De la force d'une armée en campagne.

La force d'une armée, comme la quantité de mouvemens en mécanique, s'évalue par la masse multipliée par la vitesse.

(Mémoires de Napoléon.)

— De la tactique d'une armée défensive.

L'auteur des *Considérations sur l'art de la guerre* veut qu'une armée défensive, au lieu de s'opposer de front à la marche de l'agresseur, se place sur ses flancs, etc.....

Alexandre, Annibal, César, Gustave-Adolphe, Turenne, le prince Eugène, le grand Frédéric, seraient fort embarrassés de se décider sur cette question, problème de géométrie transcendante, qui a un grand

nombre de solutions. Un novice seul peut la croire simple et facile. Euler, Lagrange, La Place, passeraient bien des nuits avant de la mettre en équation, et avant d'en dégager les inconnues.

(*Ibid.*)

— Quelle est la vraie récompense des armées.

La vraie récompense des armées ne consiste-t-elle pas dans l'opinion de leurs concitoyens?

(*Œuvres de Napoléon. Lettre à la municipalité de Marseille, du 13 messidor an v — 5 juillet 1797.*)

— Sur les armées françaises de 1759.

A force de dissenter, de faire de l'esprit, de tenir des conseils, il arrivait aux armées françaises de ce temps ce qui est arrivé dans tous les siècles en suivant une pareille marche; c'est de finir par prendre le plus mauvais parti, qui presque toujours à la guerre est le plus pusillanime, ou, si l'on veut, le plus prudent. La vraie sagesse pour un général est dans une détermination énergique.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Sur la situation financière de l'armée française en 1806.

Tout ce que consomment mes armées est très-bien payé. Les corps sont très-riches; ils ont un demi-habille ment où un habillement entier par avance. La caisse des corps n'est point embarrassée d'avancer deux mois de solde quand le trésor public met quelque retard à l'acquitter.

(*PELET DE LA LOZÈRE.*)

— Du maximum des troupes sous l'empire.

Le maximum des troupes que Napoléon ait mis sur pied est de 600,000 hommes. La population de son empire était de plus de quarante millions d'âmes,

le double de celle de la France sous Louis XIV qui a long-temps soldé 400,000 hommes. On commettrait une étrange erreur si l'on supposait que toutes les conscriptions décrétées aient effectivement été levées; c'était une ruse de guerre dont on se servait pour imposer aux étrangers; on en faisait un moyen de puissance, et c'est cet usage constamment suivi qui a toujours fait croire que les armées françaises étaient plus nombreuses qu'elles ne l'étaient en effet.

(MÉMOIRES DE NAPOLEON.)

L'empire romain, sous Auguste, n'avait pas le quart des soldats que la France est obligée d'entretenir.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

— Projet de recrutement et d'organisation pour l'armée française.

Un million d'âmes fournit tous les ans 7 à 8,000 conscrits, à peu près un cent trente-cinquième de la population : la moitié est nécessaire pour satisfaire aux besoins de l'administration, de l'église et des arts. Une levée de 3,500 hommes par an donnerait en dix ans 30,000, en tenant compte des morts; 15,000 hommes formeraient l'armée de ligne, 15,000 l'armée de réserve. Sur les 15,000 hommes de l'armée de ligne, on en tiendrait 6,000 sous les armes pendant douze mois, 4,000 pendant trois mois, et 5,000 pendant quinze jours; cela équivaldra à 7,000 hommes pour toute l'armée, qui seront soustraits à l'agriculture. Les 15,000 hommes de l'armée de réserve ne seraient en rien distraits de leurs travaux, ni éloignés de leurs foyers.

Napoléon devait, à la paix, composer son armée de 1,200,000 hommes, dont 600,000 de l'armée de ligne, 200,000 de l'armée de l'intérieur, 400,000 de l'armée de réserve. Les 600,000 hommes de l'armée de ligne eussent formé : 1^o quarante régimens d'infanterie de douze bataillons, chacun de 910 hommes, ayant un escadron d'éclaireurs, de 360 chevaux de quatre pieds six pouces; une batterie de huit canons, servie par 280 hommes, une compagnie de sapeurs, de 150 hommes; un bataillon d'équipages militaires, de trois compagnies, de vingt-deux voitures, et 210 hommes : total, 12,000; 2^o vingt régimens de cavalerie, de 3,600 hommes, savoir : huit de cavalerie légère, six de dragons, six de cuirassiers : chaque régiment de dix escadrons, de 360 hommes partagés en trois compagnies; 3^o dix régimens d'artillerie, formant huit bataillons de 500 hommes; 4^o un régiment du génie, de huit bataillons, 4,000 hommes; 5^o un régiment d'équipages militaires, de 4,000 hommes : total, 300,000 hommes.

L'empire contenait plus de quarante millions de population; il devait être divisé en quarante arrondissemens, chacun de un million. Chaque arrondissement devait être assigné pour recrutement à un régiment d'infanterie. On eût remédié à la crainte de l'esprit de fédéralisme, en ayant soin que les officiers et la moitié des sous-officiers fussent étrangers à l'arrondissement.

L'armée de l'intérieur, de 200,000 hommes, eût été composée de 200 bataillons d'infanterie et de 400 compagnies de canonniers, destinés, en temps de

guerre, à défendre les places fortes et les côtes : cette armée n'eût eu que les officiers d'existans; les sous-officiers et soldats n'eussent été réunis que le dimanche au chef-lieu de la commune. Les 400,000 hommes de l'armée de réserve n'eussent existé que sur le papier; ils eussent seulement été soumis à une revue tous les trois mois, pour certifier leur existence et rectifier les signalemens. Ces 1,200,000 hommes n'eussent ainsi soustrait à l'agriculture que 280,000 hommes.

(Mémoires de NAPOLEON.)

— L'entretien d'une armée de terre comparé à celui d'une armée navale.

Une escadre de trente vaisseaux de ligne est, sur mer, ce que serait, sur terre, une armée de 120,000 hommes. Une armée de 120,000 hommes est une grande armée, quoiqu'il y en ait de plus fortes. Une escadre de trente vaisseaux a tout au plus le cinquième d'hommes d'une armée de 120,000 hommes. Elle a cinq fois plus d'artillerie et d'un calibre très-supérieur. Le matériel occasionne à peu près les mêmes dépenses. Si l'on compare le matériel de toute l'artillerie de 120,000 hommes, des charrois, des vivres, des ambulances, avec celui de trente vaisseaux, les deux dépenses sont égales ou à peu près. En calculant, dans l'armée de terre, 20,000 hommes de cavalerie et 20,000 hommes d'artillerie ou des équipages, l'entretien de cette armée est incomparablement plus dispendieux que celui de l'armée navale.

(Ibid.)

— Sur les armées des Anciens, sur celles des Tartares et sur la Russie.

L'empereur se demandait si l'on devait croire aux grandes armées des anciens dont il est question dans l'histoire. Il pensait que la plus grande partie des citations était fausse et ridicule. Ainsi, il ne croyait pas aux innombrables armées des Carthaginois en Sicile. Tant de troupes, observait-il, eussent été inutiles dans une aussi petite entreprise; et si Carthage eût pu en réunir autant, on en eût vu davantage dans l'expédition d'Annibal, qui était d'une bien autre importance, et qui pourtant n'avait pas au-delà de 40 à 50,000 hommes. Ainsi, il ne croyait point aux millions d'hommes de Darius et de Xercès, qui eussent couvert toute la Grèce, et se seraient sans doute subdivisés en une multitude d'armées partielles. Il doutait même de toute cette partie brillante de l'histoire de la Grèce; il ne voyait dans le résultat de cette guerre persique que de ces actions indécises où chacun s'attribue la victoire; Xercès s'en retourna triomphant d'avoir pris, brûlé, détruit Athènes; et les Grecs exaltèrent leur victoire de n'avoir pas succombé à Salamine. Quant aux détails pompeux des victoires des Grecs et des défaites de leurs innombrables ennemis, qu'on n'oublie pas, observait l'empereur, que ce sont les Grecs qui le disent, qu'ils étaient vains, hyperboliques, et qu'aucune chronique de Perse n'a jamais été produite pour assurer notre jugement par un débat contradictoire.

Mais l'empereur croyait à l'histoire romaine, sinon dans tous ses détails, du moins dans ses résultats, parce qu'ils étaient des faits aussi patens que le soleil. Il croyait encore aux armées de Gengiskan et de Ta-

merlan, quelque nombreuses qu'on les ait prétendues, parce qu'ils traînaient à leur suite des peuples nomades entiers qui se grossissaient encore d'autres peuples dans leur route; et il ne serait pas impossible, disait l'empereur, que l'Europe finit un jour de cette manière. La révolution opérée par les Huns, et dont on ignore la cause, parce que la trace s'en perd dans le désert, peut se renouveler.

La Russie est admirablement bien située pour amener une telle catastrophe : elle peut aller puiser à son gré d'innombrables auxiliaires, et les déverser sur nous; elle trouvera tous ces peuples errans d'autant mieux disposés, d'autant plus impatiens, que le récit et les succès de ceux des leurs, qui dernièrement ont exécuté chez nous des courses si heureuses et si productives, auront frappé leur imagination et excité leur avidité.

(*Mémorial.*)

ARMES.

— Influence des armes des anciens sur leur tactique militaire.

Quand on considère avec attention les travaux que firent les deux armées à Dyrrachium, et ceux de César à Alise; que l'on met deux armées modernes dans la même situation, on saisit d'abord toute la différence qui existe entre les deux manières de faire la guerre. En effet, à Alise, César, avec 80,000 hommes fait une double ligne de circonvallation; il cerne une armée d'égale force, et couvre son armée par une ligne de contrevallation de cinq à six lieues de tour, ce qui le met à même de résister à plus de 200,000 hommes. Lors de l'attaque, il est évident que, sans le secours de ces fortifications de cam-

pagne, il n'eût pas pu résister ; mais il profite des quarante jours qu'il a devant lui avant l'arrivée de l'armée de secours pour se couvrir de fossés, de remparts, de trous de loup, et il se trouve inexpugnable. Aujourd'hui, quelque considérables que fussent les travaux qu'une armée pourrait faire en quarante jours, en la supposant organisée comme les armées romaines, ces avantages disparaîtraient devant une grande supériorité d'artillerie de la part de l'assaillant ; l'artillerie de l'armée dans ses lignes serait disséminée, tandis que celle de l'armée de secours serait réunie sur le point de la principale attaque, hormis ce qui serait nécessaire pour les fausses attaques ; alors l'artillerie de l'armée dans ses lignes serait sur-le-champ éteinte par la grande supériorité de l'attaquant, et, soit qu'elle prît en enfilade ou en écharpe, l'armée assaillante, protégée par une nombreuse artillerie, n'aurait que la peine de combler de fascines les fossés, trous de loup, etc., et de faire des rampes aux lignes. Cet avantage, les anciens ne l'avaient pas, parce que leurs armes de jet étaient trop médiocres, et que leurs principales armes étaient des armes blanches ; alors l'obstacle du retranchement restait tout entier.

(MARCHAND.)

A la bataille de Pharsale, César a perdu 200 hommes ; à celle de Thapsus, 50 ; à celle de Munda, 1,000 ; tandis que ses ennemis y avaient perdu leurs armées. Cette grande disproportion de pertes, dans des journées si disputées entre le vainqueur et le vaincu, n'a pas lieu dans les armées modernes, parce que celles-ci se battent avec des armes de jet, et que le canon, le fusil, tuent également des

deux côtés, au lieu que les anciens se battaient avec l'arme de main jusqu'à la victoire. Il y avait peu de pertes; les boucliers paraient les traits, et ce n'était qu'au moment de la défaite, que le vaincu était massacré; c'était une multitude de duels où les battus, en tournant le dos, recevaient le coup de mort.

(MARCHAND.)

A Pharsale, César ne perd que 200 hommes, et Pompée 15,000. Les mêmes résultats, nous les voyons dans toutes les batailles des anciens, ce qui est sans exemple dans les armées modernes, où la perte en tués et blessés est sans doute plus ou moins forte, mais dans une proportion d'un à trois; la grande différence entre les pertes du vainqueur et celles du vaincu n'existe surtout que par les prisonniers : ceci est encore le résultat de la nature des armes. Les armes de jet des anciens faisaient en général peu de mal; les armées s'abordaient tout d'abord à l'arme blanche; il était donc naturel que le vaincu perdît beaucoup de monde et le vainqueur très-peu. Les armées modernes, quand elles s'abordent, ne le font qu'à la fin de l'action, et lorsque déjà il y a du sang de répandu; il n'y a point de battant ni de battu pendant les trois quarts de la journée; la perte occasionnée par les armes à feu est à peu près égale des deux côtés. La cavalerie, dans ses charges, offre quelque chose d'analogue à ce qui arrivait aux armées anciennes : le vaincu perd dans une bien plus grande proportion que le vainqueur, parce que l'escadron qui lâche pied est poursuivi et sabré, et éprouve alors beaucoup de mal sans en faire.

(Ibid.)

Les armées anciennes, se battant à l'arme blanche, avaient besoin d'être composées d'hommes plus exercés; c'étaient autant de combats singuliers. Une armée composée d'hommes d'une meilleure espèce et de plus anciens soldats avait nécessairement tout l'avantage; c'est ainsi qu'un centurion de la dixième légion disait à Scipion en Afrique : *donne-moi dix de mes camarades qui sont prisonniers comme moi, faisons nous battre contre une de tes cohortes, et tu verras qui nous sommes*. Ce que ce centurion avançait était vrai : un soldat moderne qui tiendrait le même langage ne serait qu'un fanfaron. Les armées anciennes approchaient de la chevalerie. Un chevalier armé de pied en cap affrontait un bataillon.

Les deux armées de Pharsale étaient composées de Romains et d'auxiliaires, mais avec cette différence, que les Romains de César étaient accoutumés aux guerres du Nord, et ceux de Pompée aux guerres de l'Asie.

(Ibid.)

— Des armes défensives chez les modernes.

Les armes défensives sont insuffisantes pour parer le boulet, la mitraille et les balles; non seulement elles sont inutiles, mais elles ont l'inconvénient de rendre les blessures plus dangereuses.

Les arcs des Parthes étaient très-grands; maniés par des hommes exercés et robustes, ils lançaient les flèches avec une telle force, qu'ils perçaient les boucliers des Romains; les vieilles légions en étaient déconcertées : ce fut une des causes de la défaite de Crassus.

Les tirailleurs auraient plus besoin d'armes défen-

sives que tous les autres, parce qu'ils s'approchent plus souvent de l'ennemi, et sont plus exposés à être sabrés par la cavalerie : mais il ne faut pas les surcharger; ils ne sauraient être trop mobiles. Ainsi, quand même les armes défensives seraient utiles à l'infanterie en ligne, on ne pourrait pas lui en donner, puisque tous les hommes d'un bataillon font nécessairement le service de tirailleurs.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Desarmes à feu par rapport à la marine.

Les armes à feu qui ont produit une si grande révolution sur terre en ont fait une très-grande dans la marine; les batailles s'y décident à coups de canon, et comme l'effet du canon dépend de la position qu'il occupe, l'art de manœuvrer et de prendre cette position décide des batailles navales. Les troupes les plus intrépides ne peuvent rien dans un genre de combat où il est presque impossible de s'aborder; la victoire est décidée par deux cents bouches à feu, qui désemparent, brisent les manœuvres, coupent les mâts et vomissent la mort de loin. La tactique navale a donc acquis une tout autre importance. Les combats de mer n'ont rien de commun avec les combats de terre; l'art du canonnier est soumis à l'art de la manœuvre qui remue le vaisseau, donne aux batteries des positions d'enfilade, ou le présente aux boulets de la manière la plus avantageuse. Si, à cette tactique particulière de chaque vaisseau, vous joignez le principe de tactique générale que tout vaisseau doit manœuvrer de la manière la plus convenable dans sa position, dans la circonstance où il se trouve pour attaquer un vaisseau ennemi, lui lâcher

le plus de boulets possible, vous aurez le secret des victoires navales.

(MARCHAND.)

— Des armes des anciens et de celles des modernes.

Les armes offensives et défensives des anciens étaient en harmonie avec leur force corporelle ; les nôtres, au contraire, celles de nos jours, sont tout-à-fait hors de notre sphère.

(Mémorial.)

— De l'influence de la nature des armes chez les anciens et chez les modernes.

Les bras de nos soldats ont autant de force et de vigueur que ceux des anciens Romains ; nos outils de pionniers sont les mêmes ; nous avons un agent de plus, la poudre. Nous pouvons donc élever des remparts, creuser des fossés, couper des bois, bâtir des tours en aussi peu de temps et aussi bien qu'eux ; mais les armes offensives des modernes ont une tout autre puissance, et agissent d'une manière toute différente que les armes offensives des anciens.

Les Romains doivent la constance de leurs succès à la méthode dont ils ne se sont jamais départis, de se camper tous les soirs dans un camp fortifié, de ne jamais donner bataille sans avoir derrière eux un camp retranché pour leur servir de retraite et renfermer leurs magasins, leurs bagages et leurs blessés. La nature des armes, dans ces siècles, était telle que dans les camps ils étaient non seulement à l'abri des insultes d'une armée égale, mais même d'une armée supérieure ; ils étaient les maîtres de combattre ou d'attendre une occasion favorable. Marius est assailli par une nuée de Cimbres et de Teutons ; il s'enferme dans son camp,

y demeure jusqu'au jour où l'occasion se présente favorable; il sort alors précédé par la victoire. César arrive près du camp de Cicéron; les Gaulois abandonnent celui-ci et marchent à la rencontre du premier : ils sont quatre fois plus nombreux. César prend position en peu d'heures, retranche son camp, y essuie patiemment les insultes et les provocations d'un ennemi qu'il ne peut pas combattre encore; mais l'occasion ne tarde pas à se présenter belle, il sort alors par toutes les portes; les Gaulois sont vaincus.

Pourquoi donc une règle si sage, si féconde en grands résultats, a-t-elle été abandonnée par les généraux modernes? Parce que les armes offensives ont changé de nature; les armes de main étaient les armes principales des anciens; c'est avec sa courte épée que le légionnaire a vaincu le monde; c'est avec la pique macédonienne qu'Alexandre a conquis l'Asie. L'arme principale des armées modernes est l'arme de jet, le fusil, cette arme supérieure à tout ce que les hommes ont jamais inventé; aucune arme défensive ne peut en parer l'effet; les boucliers, les cottes de mailles, les cuirasses, reconnus impuissans, ont été abandonnés. Avec cette redoutable machine, un soldat peut en un quart d'heure blesser ou tuer soixante hommes; il ne manque jamais de cartouches parce qu'elles ne pèsent que six gros; la balle atteint à cinq cents toises, elle est dangereuse à cent vingt toises, très-meurtrière à quatre-vingt-dix toises.

De ce que l'arme principale des anciens était l'épée ou la pique, leur formation habituelle a été l'ordre profond; la légion et la phalange, dans quelque situation qu'elles fussent attaquées, soit de front, soit par

le flanc droit ou par le flanc gauche, faisaient face partout sans aucun désavantage : elles ont pu camper sur des surfaces de peu d'étendue, afin d'avoir moins de peine à en fortifier les pourtours et pouvoir se garder avec le plus petit détachement. Une armée consulaire renforcée par des troupes légères et des auxiliaires, forte de 24,000 hommes d'infanterie, de 1,800 chevaux, en tout, près de 30,000 hommes, campait dans un carré de 330 toises de côté, ayant 1,344 toises de pourtour ou vingt-un hommes par toise ; chaque homme portant trois pieux ou soixante-trois pieux par toise courante. La surface du camp était de 11,000 toises carrées ; trois toises et demie par homme en ne comptant que les deux tiers des hommes, parce qu'au travail cela donnait quatorze travailleurs par toise courante : en travaillant chacun trente minutes au plus, ils fortifiaient leur camp et le mettaient hors d'insulte.

De ce que l'arme principale des modernes est l'arme de jet, leur ordre habituel a dû être l'ordre mince, qui seul leur permet de mettre en jeu toutes leurs machines de jet. Ces armes atteignant à des distances très-grandes, les modernes tirent leur principal avantage de la position qu'ils occupent : s'ils dominent, s'ils enfilent, s'ils prolongent l'armée ennemie, elles font d'autant plus d'effet. Une armée moderne doit donc éviter d'être débordée, enveloppée, cernée ; elle doit occuper un camp ayant un front aussi étendu que sa ligne de bataille elle-même : que si elle occupait une surface carrée et un front insuffisant à son déploiement, elle serait cernée par une armée de force égale, et exposée à tout le feu de ses machines de jet, qui converge-

raient sur elle et atteindraient sur tous les points du camp, sans qu'elle pût répondre à un feu si redoutable qu'avec une petite partie du sien. Dans cette position elle serait insultée, malgré ses retranchemens, par une armée égale en force, même par une armée inférieure. Le camp moderne ne peut être défendu que par l'armée elle-même, et, en l'absence de celle-ci, il ne saurait être gardé par un simple détachement.

L'armée de Miltiade à Marathon, ni celle d'Alexandre à Arbelles, ni celle de César à Pharsale, ne pourraient maintenir leur champ de bataille contre une armée moderne d'égale force; celle-ci, ayant un ordre de bataille étendu, déborderait les deux ailes de l'armée grecque ou romaine; ses fusiliers porteraient à la fois la mort sur son front et sur les deux flancs; car les armés à la légère, sentant l'insuffisance de leurs flèches et de leurs frondes, abandonneraient la partie pour se réfugier derrière les pesamment armés, qui alors, l'épée ou la pique à la main, s'avanceraient au pas de charge pour se prendre corps à corps avec les fusiliers; mais arrivés à cent vingt toises, ils seraient accueillis par trois côtés par un feu de ligne, qui porterait le désordre et affaiblirait tellement ces braves et intrépides légionnaires, qu'ils ne soutiendraient pas la charge de quelques bataillons en colonne serrée qui marcheraient alors à eux la baïonnette au bout du fusil. Si, sur le champ de bataille, il se trouve un bois, une montagne, comment la légion ou la phalange pourra-t-elle résister à cette nuée de fusiliers qui s'y seront placés? Dans les plaines rases même, il y a des villages, des maisons, des fermes, des cimetières, des murs, des fossés, des haies; et s'il n'y en a pas, il ne faudra

pas un grand effort de génie pour créer des obstacles et arrêter la légion ou la phalange sous le feu meurtrier, qui ne tarde point à la détruire. On n'a point fait mention des soixante ou quatre-vingts bouches à feu qui composent l'artillerie de l'armée moderne qui prolongeront les légions ou les phalanges de la droite à la gauche, de la gauche à la droite, du front à la queue, vomiront la mort à cinq cents toises de distance. Les soldats d'Alexandre, de César, les héros de la liberté d'Athènes et de Rome fuiront en désordre, abandonnant leur champ de bataille à ces demi-dieux armés de la foudre de Jupiter. Si les Romains furent presque constamment battus par les Parthes, c'est que les Parthes étaient tous armés d'une arme de jet, supérieure à celle des armés à la légère de l'armée romaine, de sorte que les boucliers des légions ne la pouvaient parer. Les légionnaires armés de leur courte épée succombaient sous une grêle de traits, à laquelle ils ne pouvaient rien opposer puisqu'ils n'étaient armés que de javelots (ou *pilum*). Aussi, depuis ces expériences funestes, les Romains donnèrent cinq javelots (ou *hastes*), traits de trois pieds de long, à chaque légionnaire, qui les plaçait dans le creux de son bouclier.

Une armée consulaire renfermée dans son camp, attaquée par une armée moderne d'égale force, en serait chassée sans assaut et sans en venir à l'arme blanche; il ne serait pas nécessaire de combler des fossés, d'escalader des remparts : environnée de tous côtés par l'armée assaillante, prolongée, enveloppée, enfilée par les feux, le camp serait l'égout de tous les coups, de toutes les balles, de tous les boulets : l'incendie, la

dévastation et la mort ouvriraient les portes et feraient tomber les retranchemens. Une armée moderne, placée dans un camp romain, pourrait d'abord, sans doute, faire jouer toute son artillerie; mais, quoiqu'elle égale à l'artillerie de l'assiégeant, elle serait prise en rouage et promptement réduite au silence; une partie seule de l'infanterie pourrait se servir de ses fusils; mais elle tirerait sur une ligne moins étendue, et serait bien loin de produire un effet équivalent au mal qu'elle recevrait. Le feu du centre à la circonférence est nul; celui de la circonférence au centre est irrésistible.

Une armée moderne, de force égale à une armée consulaire, aurait 26 bataillons de 840 hommes formant 22,840 hommes d'infanterie, 42 escadrons de cavalerie, formant 5,040 hommes; 90 pièces d'artillerie servies par 2,500 hommes. L'ordre de bataille moderne étant plus étendu, exige une plus grande quantité de cavalerie pour appuyer les ailes, éclairer le front. Cette armée en bataille, rangée sur trois lignes, dont la première serait égale aux deux autres réunies, occuperait un front de 1,500 toises, sur 500 toises de profondeur; le camp aurait un pourtour de 4,500 toises, c'est-à-dire triple de l'armée consulaire; elle n'aurait que sept hommes par toise d'enceinte; mais elle aurait vingt-cinq toises carrées par homme: l'armée tout entière serait nécessaire pour le garder. Une étendue aussi considérable se trouvera difficilement, sans qu'elle soit dominée, à portée du canon par une hauteur: la réunion de la plus grande partie de l'artillerie de l'armée assiégeante sur ce point d'attaque détruirait promptement

nient les ouvrages de campagne qui forment le camp. Toutes ces considérations ont décidé les généraux modernes à renoncer au système des camps retranchés, pour y suppléer par celui des *positions naturelles* bien choisies.

Un camp romain était placé indépendamment des localités : toutes étaient bonnes pour des armées dont toute la force consistait dans les armes blanches ; il ne fallait ni coup-d'œil ni génie militaire pour bien camper ; au lieu que le choix des positions, la manière de les occuper et de placer les différentes armes, en profitant des circonstances du terrain, est un art qui fait une partie du génie du capitaine moderne.

La tactique des armées modernes est fondée sur deux principes : 1^o qu'elles doivent occuper un front qui leur permette de mettre en action avec avantage toutes les armes de jet ; 2^o qu'elles doivent préférer, avant tout, l'avantage d'occuper des positions qui dominent, prolongent, enfilent les lignes ennemies, à l'avantage d'être couvertes par un fossé, un parapet, ou toute autre pièce de la fortification de campagne.

La nature des armes décide de la composition des armées, des places de campagne, des marches, des positions, du campement, des ordres de bataille, du tracé et des profils des places fortes ; ce qui met une opposition constante entre le système de guerre des anciens et celui des modernes. Les armes anciennes voulaient l'ordre profond ; les modernes, l'ordre mince ; les unes, des places fortes saillantes ayant des tours et des murailles élevées ; les autres, des places rasantes couvertes par des glacis de terre qui masquent la maçonnerie ; les premières, des camps resserrés, où les

hommes, les animaux et les magasins étaient réunis comme dans une ville; les autres, des positions étendues....

(MARCHAND.)

ARTILLERIE.

De l'état actuel de l'artillerie.

L'empereur a beaucoup parlé sur l'artillerie. Il eût désiré plus d'uniformité dans les pièces, moins de subdivisions. Le général était souvent hors d'état de juger leur meilleur emploi, et rien ne pouvait valoir les avantages de l'uniformité dans les instrumens et les accessoires.

L'empereur se plaignait qu'en général l'artillerie ne tirait pas assez dans une bataille. Le principe à la guerre était qu'on ne devait pas manquer de munitions : quand elles étaient rares, c'était l'exception ; hors de cela, il fallait toujours tirer, sans calculer la dépense de boulets.

Il disait qu'on ne pouvait jamais faire tirer les artilleurs sur les masses d'infanterie, quand ils se trouvaient eux-mêmes attaqués par une batterie opposée. « C'était lâcheté naturelle, disait-il gaiement, violent instinct de sa propre conservation. »

(*Mémorial.*)

— Utilité de l'artillerie.

Les hommes qui se sont fait une idée de la guerre moderne en commentant les anciens, diront qu'il vaut mieux avoir 3,600 chevaux ou 4,000 fantasins de plus, dans une armée de 40,000 hommes, que cent vingt pièces de canon ; ou n'avoir que soixante

bouches à feu, et avoir 1,500 chevaux et 2,000 fantassins de plus : ils auront tort. Il faut dans une armée de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie, dans de justes proportions; ces armes ne peuvent point se suppléer l'une à l'autre. Nous avons vu des occasions où l'ennemi aurait gagné la bataille : il occupait avec une batterie de cinquante à soixante bouches à feu une belle position; on l'aurait en vain attaqué avec 4,000 chevaux et 8,000 hommes d'infanterie de plus; il fallut une batterie d'égale force, sous la protection de laquelle les colonnes d'attaque s'avancèrent et se déployèrent. Les proportions des trois armes ont été, de tout temps, l'objet des méditations des grands généraux.

Ils sont convenus qu'il fallait : 1° quatre pièces par mille hommes, ce qui donne en hommes le huitième de l'armée pour le personnel de l'artillerie; 2° une cavalerie égale au quart de l'infanterie.

Prétendre courir sur les pièces, les enlever à l'arme blanche, ou faire tuer des canonniers par des tirailleurs, sont des idées chimériques : cela peut arriver quelquefois; et n'avons-nous pas des exemples de places fortes prises d'un coup de main ! Mais, en système général, il n'est pas d'infanterie, si brave qu'elle soit, qui puisse, sans artillerie, marcher impunément, pendant cinq ou six cents toises, contre seize pièces de canon bien placées, servies par de bons canonniers : avant d'être arrivés aux deux tiers du chemin, ces hommes seront tués, blessés, dispersés. L'artillerie de campagne a acquis trop de justesse dans le tir, pour qu'on puisse approuver ce que dit Machiavel qui, plein des idées grecques et romaines, veut que son

artillerie ne fasse qu'une décharge, et qu'après elle se retire derrière sa ligne.

Une bonne infanterie est sans doute le nerf de l'armée; mais si elle avait long-temps à combattre contre une artillerie très-supérieure, elle se démoraliserait et serait détruite. Dans les premières campagnes de la guerre de la révolution, ce que la France a toujours eu de meilleur, c'est l'artillerie; je ne sache pas un seul exemple de cette guerre où vingt pièces de canon, convenablement postées et en batterie, aient jamais été enlevées à la baïonnette. A l'affaire de Valmy, à la bataille de Jemmapes, à celle de Nordlingen, à celle de Fleurus, nous avions une artillerie supérieure à celle de l'ennemi, quoique souvent nous n'eussions que deux pièces pour 1,000 hommes; mais c'est que nos armées étaient très-nombreuses. Il se peut qu'un général plus manœuvrier, plus habile que son adversaire, ayant dans sa main une meilleure infanterie, obtienne des succès pendant une partie de la campagne, quoique son parc d'artillerie soit fort inférieur; mais au jour décisif d'une action générale, il sentira cruellement son infériorité en artillerie.

(Mémoires de Napoléon.)

Plus l'infanterie est bonne, plus il faut la ménager et l'appuyer par de bonnes batteries.

(Ibid.)

— De la division d'artillerie.

La division d'artillerie a été fixée par le général Gribeauval à huit bouches à feu, d'un même calibre de 4, de 8, de 12, ou obusiers de six pouces; parce qu'il faut : 1^o qu'une division d'artillerie puisse se diviser en deux ou quatre batteries; 2^o parce que

huit bouches à feu peuvent être servies par une compagnie de cent vingt hommes, ayant en réserve une escouade au parc; 3° parce que les voitures nécessaires au service de ces huit bouches à feu peuvent être attelées par une compagnie d'équipage du train; 4° parce qu'un bon capitaine peut surveiller ce nombre de pièces; 5° parce que le nombre de voitures qui composent une batterie de huit bouches à feu fournit suffisamment d'ouvrage à une forge et à une prolonge, et que deux affûts de rechange lui suffisent. Si la division était composée de moins de bouches à feu, il faudrait d'autant plus de forges, de prolonges, d'affûts de rechange.

Napoléon a supprimé les pièces de 4 et de 8; il y a substitué la pièce de 6 : l'expérience lui avait démontré que les généraux d'infanterie faisaient usage indistinctement de pièces de 4 ou de 8, sans avoir égard à l'effet qu'ils voulaient produire. Il a supprimé l'obusier de six pouces; il y a substitué l'obusier de cinq pouces six lignes, parce que deux cartouches du premier calibre pèsent autant que trois cartouches du deuxième calibre; que d'ailleurs l'obusier de cinq pouces six lignes se trouve avoir le même calibre que les pièces de 24, qui sont si communes dans nos équipages de siège et dans nos places fortes. Il a formé ses divisions d'artillerie à pied de deux obusiers de cinq pouces six lignes, à grande portée, et de six pièces de 12; celles d'artillerie à cheval, de quatre pièces de 6 et de deux obusiers : mais il serait préférable qu'elles eussent la même composition que les premières, c'est-à-dire deux obusiers de cinq pouces six lignes, et six pièces de 6.

Ces changemens modifiaient le système de M. de Gribeauval; ils étaient faits dans son esprit, il ne les eût pas désavoués. Il a beaucoup réformé, il a beaucoup simplifié; l'artillerie est encore trop lourde, trop compliquée; il faut encore simplifier, uniformer, réduire jusqu'à ce que l'on soit arrivé au plus simple.

(Mémoires de NAPOLÉON.)

— Des obusiers et des pièces de 6.

Vaut-il mieux avoir un obusier ou deux pièces de 6? L'obusier est fort utile pour mettre le feu à un village, bombarder une redoute; mais son tir est incertain; non seulement il ne vaut pas, dans les cas ordinaires, deux pièces de 6, mais il ne peut pas tenir lieu d'une seule; il n'en faut donc qu'un nombre circonscrit.

(Ibid.)

V. ARMÉE, *de la composition d'une armée.*

ASSISES.

Où doit être placée la Cour d'assises.

Le système qui place la Cour d'assises dans le tribunal de première instance des grandes villes a cet avantage qu'il n'oblige pas de faire voyager les juges, le procureur-général, le greffier, les jurés, les témoins, et qu'en conséquence il permet de multiplier la tenue des assises.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

ASTYANAX.

Sur le sort d'Astyanax.

Vous ne devez pas permettre que, dans aucun cas, l'impératrice et le roi de Rome tombent entre les mains de l'ennemi... Ne quittez pas mon fils, et rappelez-

vous que je préférerais le savoir dans la Seine, plutôt que dans les mains des ennemis de la France. Le sort d'Astyanax, prisonnier des Grecs, m'a toujours paru le sort le plus malheureux de l'histoire.

(Lettre au roi Joseph, du 16 mars 1814.)

ATHALIE.

Athalie, tragédie. V. RACINE.

ATHEÏSME.

Ce n'est pas le fanatisme qui est la maladie à craindre maintenant, mais l'athéisme.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

ATTAQUE.

Vaut-il mieux faire ou recevoir l'attaque.

Les militaires sont fort partagés sur la question de savoir s'il y a plus d'avantage à faire ou à recevoir une attaque; mais cette question n'est point douteuse, lorsque d'un côté sont des troupes aguerries, manœuvrières, ayant peu d'artillerie, et que de l'autre est une armée beaucoup plus nombreuse, ayant à sa suite beaucoup d'artillerie, mais dont les officiers et les soldats sont peu aguerris.

(Mémoires de NAPOLÉON.)

D'après ce qui précède cette observation, dans ses Mémoires, Napoléon veut dire que cette armée beaucoup plus nombreuse, mais peu aguerrie, doit attendre l'attaque.

AUGEREAU,

Maréchal d'empire, duc de Castiglione. — Augereau en 1796.

Augereau : beaucoup de caractère, de courage, de fermeté, d'activité; à l'habitude de la guerre, est aimé du soldat, heureux dans ses opérations.

(C. I. Lettre au Directoire du 26 thermidor an iv — 15 août 1796.)

— Augereau en 1807.

A la bataille d'Eylau, le maréchal Augereau, couvert de rhumatismes, était malade et avait à peine connaissance; mais le canon réveille les braves : il revole au galop à la tête de son corps, après s'être fait attacher sur son cheval.

(63^e bulletin, du 28 février 1807.)

— Augereau dans les dernières années de l'Empire.

Augereau, tout au rebours de Masséna, était fatigué et comme découragé par la victoire même; il en avait toujours assez. Sa taille, ses manières, ses paroles lui donnaient l'air d'un bravache; ce qu'il était bien loin d'être quand une fois il se trouva gorgé d'honneurs et de richesses, lesquelles d'ailleurs il s'adjugeait de toutes mains et de toutes les manières.

(Mémorial.)

— Sur la défection d'Augereau en 1814.

La défection du duc de Castiglione livra Lyon sans défense à nos ennemis. L'armée dont je lui avais confié le commandement était, par le nombre de ses bataillons, la bravoure et le patriotisme des troupes qui la composaient, en état de battre le corps d'armée autrichien qui lui était opposé, et d'arriver sur les derrières du flanc gauche de l'armée ennemie qui menaçait Paris.

(Proclamation du 1^{er} mars 1815.)

— Depuis long-temps, chez lui, le maréchal n'était plus le soldat. Son courage, ses vertus premières l'avaient élevé très haut hors de la foule; les honneurs, les dignités, la fortune l'y avaient replongé. Le vainqueur de Castiglione eût pu laisser un nom cher à la France, mais elle réprouvera la mémoire du défec-

tionnaire de Lyon, dont la trahison a fait tant de mal à la patrie.

(*Mémorial.*)

— Portrait historique d'Augereau, inséré dans le récit des premières campagnes d'Italie.

Augereau, né au faubourg St-Marceau, était sergent au moment de la révolution. Ce devait être un sous-officier distingué, puisqu'il fut choisi pour aller à Naples instruire les troupes napolitaines. Il servit d'abord dans la Vendée. Il fut fait général dans l'armée des Pyrénées-Orientales, où il commanda une des principales divisions. A la paix avec l'Espagne, il conduisit sa division à l'armée d'Italie, et y fit toutes les campagnes sous Napoléon, qui l'envoya, pour le 18 fructidor, à Paris. Le directoire ensuite lui donna le commandement en chef de l'armée du Rhin. Il était incapable de se conduire, il n'avait point d'instruction, peu d'étendue dans l'esprit, peu d'éducation; mais il maintenait l'ordre et la discipline parmi ses soldats, il en était aimé. Ses attaques étaient régulières et faites avec ordre, il divisait bien ses colonnes, plaçait bien ses réserves, se battait avec intrépidité; mais tout cela ne durait qu'un jour; vainqueur ou vaincu, il était le plus souvent découragé le soir, soit que cela tint à la nature de son caractère, ou au peu de calcul et de pénétration de son esprit. Ses opinions politiques l'attachaient au parti de Babœuf, à celui des anarchistes les plus prononcés. Il était entouré d'un bon nombre d'entre eux. Il fut nommé député au corps législatif en 1798, se mit dans les intrigues du Manège et y fut souvent ridicule; les gens de ce parti n'étaient pas sans instruction. Per-

sonne n'était moins propre que lui aux discussions politiques et aux affaires civiles, dont il aimait à se mêler. Il fut, sous l'empire, duc de Castiglione et maréchal de France.

(*Mémoires de NAPOLEON.*)

AUSTERLITZ.

Bataille livrée le 2 décembre 1805. — Sur la conduite de l'armée française à Austerlitz.

J'ai livré trente batailles comme celle-ci, mais je n'en ai vu aucune où la victoire ait été si décidée, et les destins si peu balancés....

Les cinquante-cinquième, quarante-troisième, quarzième, trente-sixième, quarantième, et dix-septième....; mais on n'ose nommer aucun corps, ce serait une injustice pour les autres; ils ont tous fait l'impossible. Il n'y avait pas un officier, pas un général, pas un soldat qui ne fût décidé à vaincre ou à périr....

Les traits de courage sont si nombreux, qu'à mesure que le rapport en est fait à l'empereur, il dit : « Il me faut toute ma puissance pour récompenser dignement tous ces braves gens. »

(31^e et 32^e bulletins, des 14 et 15 frimaire an XIV
— 4 et 5 décembre 1805.)

— Comment cette bataille est une victoire européenne.

La bataille d'Austerlitz a été une victoire européenne, puisqu'elle a fait tomber le prestige qui semblait s'attacher au nom des *barbares*.

(34^e bulletin du 19 frimaire an XIV — 9 décembre 1805.)

— Sur la composition d'une médaille frappée en l'honneur de cette victoire.

Mettez seulement d'un côté *bataille d'Austerlitz* avec la date, et de l'autre l'aigle français, ceux d'Autriche et de Russie. Croyez que la postérité saura bien distinguer le vainqueur.

(*Mémoires de BAUSSET.*)

Sur le caractère des Autrichiens.

Les Autrichiens, en général, ne connaissent pas le prix du temps.

(Mémoires de NAPOLEON.)

— Sur les plénipotentiaires autrichiens en 1797.*

Ces messieurs ne font rien que longuement et pesamment.

(C. L. Lettre au Directoire, du 4 messidor an v
— 22 juin 1797.)

— Sur les forces de l'Autriche en 1808.

Napoléon disait aux généraux autrichiens après la capitulation d'Ulm :

Messieurs, votre maître me fait une guerre injuste : franchement je ne sais pourquoi je me bats ; je ne sais ce qu'on veut de moi. Ce n'est pas dans cette seule armée que consistent mes ressources. Cela serait-il vrai, mon armée et moi ferions bien du chemin. Mais j'en appelle au rapport de vos propres prisonniers qui vont bientôt traverser la France ; ils verront quel esprit anime mon peuple, et avec quel empressement il viendra se ranger sous mes drapeaux : voilà l'avantage de ma nation et de ma position. Avec un mot, 200,000 hommes de bonne volonté accourront près de moi, et en six semaines seront de bons soldats ; au lieu que vos recrues ne marcheront que par force, et ne pourront, qu'après plusieurs années, faire des soldats. Je donne encore un conseil à mon frère l'empereur d'Allemagne : qu'il se hâte de faire la paix. C'est le moment de se rappeler que tous les empires ont un terme ; l'idée que la fin de la dynastie de la maison de Lorraine serait arrivée doit l'effrayer. Je ne veux rien sur le continent. Ce sont des vaisseaux, des

colonies, du commerce que je veux, et cela vous est avantageux*comme à nous.

(9^e bulletin du 29 vendémiaire an xiv
— 21 octobre 1803.)

— Sur la politique de l'Autriche en 1803.

Après la capitulation d'Ulm, Napoléon disait aux généraux autrichiens:

Il est malheureux que d'aussi braves gens que vous, dont les noms sont honorablement cités partout où vous avez combattu, soient les victimes des sottises d'un cabinet qui ne rêve que des projets insensés, et qui ne rougit pas de compromettre la dignité de l'État et de la nation en trafiquant des services de ceux qui sont destinés à la défendre. C'est déjà une chose inique, que de venir, sans déclaration de guerre, me prendre à la gorge; mais c'est être coupable envers ses peuples, que d'appeler chez eux une invasion étrangère; c'est trahir l'Europe que d'immiscer les hordes asiatiques dans nos débats. Au lieu de m'attaquer sans motif, le conseil aulique eût dû s'allier à moi pour repousser l'armée russe. C'est une chose monstrueuse pour l'histoire, que cette alliance de votre cabinet; elle ne peut être l'ouvrage des hommes d'État de votre nation; c'est, en un mot, l'alliance des chiens et des bergers avec les loups, contre les moutons. En supposant que la France eût succombé dans cette lutte, vous n'auriez pas tardé à vous apercevoir de la faute que vous auriez faite.

(Mémoires du duc de Rovigo.)

— Sur l'état de l'Autriche en 1808.

En septembre 1808, Napoléon disait au général autrichien Manfrédini :

Votre gouvernement a besoin de repos pour cica-

triser ses blessures encore saignantes de sa dernière campagne. Qu'il entretienne la paix ! S'il avait la folie de faire la guerre, il serait perdu.

(Le Consulat et l'Empire.)

— Sur la conduite de l'Autriche en 1809.

Malgré la paix, la cour de Vienne avait mis ses milices en mouvement et faisait marcher ses troupes vers les frontières. Napoléon l'apprit, et à une réception du corps diplomatique, arrivé à M. de Metternich, il lui dit :

Eh bien ! voilà du nouveau à Vienne. Qu'est-ce que cela signifie ? Est-on piqué de la tarentule ? Qui est-ce qui vous menace ? A qui en voulez-vous ? Voulez-vous encore mettre le monde en combustion ?... Comment ! lorsque j'avais mon armée en Allemagne, vous ne trouviez pas votre existence menacée, et c'est à présent qu'elle est en Espagne, que vous la trouvez compromise ! Voilà un étrange raisonnement. Que va-t-il résulter de cela ? c'est que je vais armer puisque vous armez ; car enfin je dois craindre, et je suis payé pour être prudent.....

Où avez-vous pris ces inquiétudes ? Si c'est vous, monsieur, qui les avez communiquées à votre cour, parlez ! je vais vous donner moi-même toutes les explications dont vous aurez besoin pour la rassurer. Vous voyez qu'en voulant porter votre cour à affermir sa sécurité, vous avez troublé la mienne, et en même temps celle de beaucoup d'autres. J'ai toujours été dupe dans toutes mes transactions avec votre cour ; il faut parler net, elle fait trop de bruit pour la conservation de la paix et trop peu pour la guerre.....

Il faut qu'il y ait quelques projets que je n'aperçois pas : car il y a de la folie à me faire la guerre. Ils me croient mort. Nous verrons comment cela ira cette

fois-ci. Et puis ils diront que c'est moi qui ne puis rester en repos; que j'ai de l'ambition, lorsque ce sont leurs bêtises qui me forcent d'en avoir. Au reste, il n'est pas possible qu'ils aient songé à me faire la guerre seuls; j'attends un courrier de Russie : si les choses y vont comme j'ai lieu de l'espérer, je la leur donnerai belle.

(*Mémoires du duc de Rovigo.*)

— Mauvaise foi de la maison d'Autriche en 1809.

Une chose notable, et que la postérité remarquera comme une nouvelle preuve de l'insigne mauvaise foi de la maison d'Autriche, c'est que le même jour qu'elle faisait écrire au roi de Bavière, elle faisait publier dans le Tyrol la proclamation du général Jellachich; le même jour on proposait au roi d'être neutre et on insurgeait ses sujets. Comment concilier cette contradiction, ou plutôt comment justifier cette infamie?

(2^e bulletin, du 27 avril 1809.)

— Comment les Autrichiens en 1809 singeaient l'armée française.

Levant des armées nombreuses divisées en corps comme l'armée française, marchant au pas accéléré pour singer l'armée française, faisant des bulletins, des proclamations, des ordres du jour, en singeant même encore l'armée française, ils ne représentent pas mal l'âne qui, couvert de la peau du lion, cherche à l'imiter; mais le bout de l'oreille se laisse apercevoir, et le naturel l'emporte toujours.

(3^e bulletin, du 30 avril 1809.)

— Sur l'alliance de Napoléon avec l'Autriche.

Je n'hésite pas à prononcer que mon assassinat à

Schoenbrunn eût été moins funeste pour la France que ne l'a été mon union avec l'Autriche.

(*Mémorial.*)

— Sur les prétentions de l'Autriche en 1813.

A la fin de juin 1813, pendant l'armistice, M. de Metternich vint à Dresde traiter avec Napoléon des conditions d'une alliance avec l'Autriche. Cette puissance offrait de prêter son appui, moyennant l'Illyrie, la moitié de l'Italie, l'abandon de l'Espagne, de la Hollande, de la confédération du Rhin. Ces propositions indignèrent l'empereur.

« Il me faudrait, s'écria-t-il, évacuer l'Europe, dont j'occupe encore la moitié ; ramener mes légions, la crosse en l'air, derrière le Rhin, les Alpes, les Pyrénées, et souscrivant à un traité qui ne serait qu'une vaste capitulation, me livrer comme un sot à mes ennemis, et m'en remettre, pour un avenir douteux, à la générosité de ceux-là mêmes dont je suis aujourd'hui le vainqueur. Et c'est quand mes drapeaux flottent encore aux bouches de la Vistule et de l'Oder, quand mon armée triomphante est aux portes de Berlin et de Breslau, quand de ma personne je suis ici à la tête de trois cent mille hommes, que l'Autriche, sans coup férir, sans même tirer l'épée, se flatte de me faire souscrire à de telles conditions ! Sans tirer l'épée ! Cette prétention est un outrage. Et c'est mon beau-père qui accueille un tel projet ! c'est lui qui vous envoie ! Dans quelle attitude veut-il donc me placer en présence du peuple français ? Il s'abuse étrangement, s'il croit qu'un trône mutilé puisse être en France un refuge pour sa fille et son petit-fils !.... Ah ! Metternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle donné pour vous décider à jouer ce rôle contre moi ? »

(*Manuscrit de 1813.*)

On assure que cette interpellation, bien ou mal fondée, blessa au

vif M. de Metternich, et qu'il ne l'avait pas encore oubliée lors des négociations de 1814. Cela se conçoit. C'est à tort que l'on accuse les diplomates de ne pas sentir les injures : ils les sentent et se vengent toutes les fois que les convenances diplomatiques le permettent.

— Politique de l'Autriche.

La politique de la maison d'Autriche a été de tout temps envahissante et temporisante; c'est ainsi que cette puissance a empiété sur la Pologne et sur la Turquie, et qu'elle s'intitulait suzeraine des états d'Allemagne et d'Italie.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— La politique du cabinet autrichien ne change pas. Les alliances, les mariages peuvent suspendre sa marche, mais ne la détournent jamais. L'Autriche ne renonce point à ce qu'elle est forcée de céder. Tant qu'elle est la plus faible, la paix dans laquelle elle se réfugie n'est qu'une trêve; en la signant elle médite une guerre nouvelle.... Observez-la depuis vingt ans. Après nous avoir combattus pendant cinq campagnes acharnées, elle ne se résout à suspendre les hostilités à Léoben que parce qu'il n'y a plus moyen de nous empêcher d'entrer dans Vienne. Un an après, elle apprend mon départ et celui de mon armée pour l'Égypte; aussitôt elle recommence la guerre; et si, en 1801, elle signe la paix de Lunéville, c'est que les vainqueurs de Hohenlinden menacent de nouveau sa capitale. En 1805, elle croit nous surprendre au lieu de nos projets de descente en Angleterre; elle reparaît sous les armes; mais cette fois elle perd Vienne et la bataille d'Austerlitz; il faut bien encore se soumettre. Trois ans sont à peine écoulés, qu'elle oublie les leçons précédentes. En 1809, elle nous voit engagés au

fond de l'Espagne, et elle nous attaque avec une nouvelle confiance. Ce n'est qu'après avoir perdu Vienne et la bataille de Wagram qu'elle consent à la paix. Aujourd'hui (1) elle croit avoir des chances plus favorables que jamais, et vous la voyez qui se déclare encore. En un mot, l'Autriche ne sait rien oublier; elle sera notre ennemie, non seulement tant qu'elle aura des pertes à réparer, mais encore tant que la puissance de la France pourra lui faire craindre de nouveaux affronts. Cet instinct de jalousie est plus fort que tous les intérêts, que toutes les affections; jugez-en par l'inutilité de mes efforts.

(Manuscrit de 1813.)

— Sur la politique de la Russie et de l'Autriche.

La politique de la Russie et de l'Autriche leur commande impérieusement de ne jamais se perdre de vue. Elles avaient adopté un système d'alliance apparente contre la révolution; mais elles surveillaient réciproquement leur prépondérance, et ne pensaient à se rallier franchement que quand il y aurait péril pour chacune d'elles.

(Mémoires de Napoléon.)

AVOCATS.

Lorsqu'on veut faire une loi politique, ce sont toujours les avocats qui s'y opposent.

(Le Consulat et l'Empire.)

Les parlemens imposaient jadis aux avocats; ceux-ci imposent maintenant aux tribunaux. Un pareil état de choses ne permettrait pas de rétablir l'ordre des avocats sans un véritable danger.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

(1) En 1813.

— Sur le décret du 14 décembre 1810, lequel rétablissait l'Ordre des avocats.

Le décret est absurde ; il ne laisse aucune prise, aucune action contre eux. Ce sont des factieux, des artisans de crimes et de trahisons ; tant que j'aurai l'épée au côté, jamais je ne signerai un pareil décret. Je veux qu'on puisse couper la langue à un avocat qui s'en sert contre le gouvernement.

(Lettre à l'archi-chancelier citée par M. Dupin.
V. *Réquisitoires et Plaidoyers*, t. 1. p. 189.)

— Des procès et des honoraires des avocats.

L'empereur parlait du fléau des procès, qu'il disait être une véritable lèpre, un vrai cancer social. « Déjà mon code, disait-il, les avait singulièrement diminués, en mettant une foule de causes à la portée de chacun ; mais il restait encore beaucoup à faire au législateur ; non qu'il dût se flatter d'empêcher les hommes de quereller : ce devait être de tout temps ; mais il fallait empêcher un tiers de vivre des querelles des deux autres ; empêcher qu'il les excitât même, afin de mieux vivre encore. J'aurais donc voulu établir qu'il n'y eût d'avoués ni d'avocats rétribués que ceux qui gagneraient leur cause. Par là que de querelles arrêtées ! car il est bien évident qu'il n'en serait pas un seul qui, du premier examen d'une cause, ne la repoussât si elle lui semblait douteuse. On ne saurait craindre qu'un homme vivant de son travail voulût s'en charger pour le simple plaisir de bavarder ; et même, dans ce cas encore, le travers ne serait nuisible qu'à lui seul. Mais avec les praticiens, observait l'Empereur, les choses les plus simples se compliquent tout aussitôt ; on me présenta une foule d'objections, une multitude d'inconvénients, et moi qui n'avais pas de temps à perdre, j'ajournai ma pensée. Mais encore aujourd'hui je

reste convaincu qu'elle est lumineuse, et qu'en la creusant, la retournant, ou la modifiant, on pourrait en tirer un grand parti. »

(*Mémorial.*)

BAIL.

Du bail à rente.

Le bail à rente est un contrat par lequel on donne une terre à ferme moyennant une rente.

La question première n'est pas de savoir si le bail à rente donnera lieu à des procès; les règles trop simples et qui préviennent toute contestation ne sont pas les plus favorables au droit de propriété.

Mais il importe d'examiner avant tout, s'il est de l'intérêt de l'État qu'il y ait beaucoup de rentes foncières, et que l'usage de ces sortes de contrats se propage.

Jusqu'à ce que ce point soit décidé, tout travail ultérieur devient inutile.

Considérées sous ce rapport, les rentes foncières ne paraissent pas présenter d'avantage. On conçoit difficilement qu'il puisse être utile à l'État que les terres soient chargées envers lui d'une imposition du quart de leur produit, qu'un bailleur en prélève encore un autre quart, ou même une portion plus forte, qu'enfin le preneur les donne encore à ferme à des cultivateurs.

Tel est cependant le résultat que ce contrat doit avoir après un certain laps de temps.

Dans l'ancien système politique, il pouvait être utile. Alors la féodalité avait placé la propriété des terres dans un petit nombre de mains, et il était dans ses principes de les y maintenir. C'était donc adoucir

le sort du peuple que de lui donner sur les terres un droit plus fort que celui de simple fermier.

Mais cette considération devient maintenant impuissante. L'avantage que les rentes foncières donneraient aujourd'hui à ceux qui n'ont pas de moyens pécuniaires d'acquérir des propriétés, on peut également l'obtenir par l'achat à rente rachetable.

Il est vrai que les variations qui surviennent dans l'intérêt de l'argent détermineront les propriétaires à élever le taux de la rente, afin de ne pas éprouver de perte dans le cas de remboursement; mais cet inconvénient même n'est pas sans remède. Qu'on permette de stipuler que la rente ne pourra être rachetée avant un terme un peu reculé, comme de cinquante ans, par exemple, et le propriétaire qui se verra assuré pendant long-temps d'un revenu fixe et invariable, quel que puisse être le taux de l'argent, se rendra moins difficile.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

BAILLY,

Député aux états-généraux et maire de Paris.

Bailly n'avait point été méchant, mais bien un niais politique.

(Mémorial.)

Napoléon, à Sainte-Hélène, ayant dit à M. de Las Cases qu'il était un *niais*, ajoutait : Ne vous fâchez pas de l'épithète, je ne la prodigue pas à tout le monde; elle est toujours, de ma part, un brevet d'honnête homme.

BANQUE.

Sur l'organisation de la Banque de France.

Napoléon disait en 1806 :

Il n'y a pas en ce moment de banque en France; il n'y en aura pas de quelques années, parce que la

France manque d'hommes qui sachent ce que c'est qu'une banque. C'est une race d'hommes à créer.... Il faut mettre dans l'administration de cet établissement une classe d'hommes étrangère à la banque. . . .

Quant à la nomination du gouverneur, je ne veux point présenter des candidats au comité des actionnaires. Ce serait restreindre la liberté de mon choix et me mettre dans une position avilissante vis-à-vis de ce comité. Si je consens à me mettre en certains cas dans cette position vis-à-vis du sénat, c'est parce qu'il représente la nation, qui est la source de toute force et de tout pouvoir. Je pourrais tout au plus consentir à ce que le comité désignât un gouverneur et soumit ce choix à mon approbation; cela se fait ainsi pour les places d'académicien; mais je dois être le maître dans tout ce dont je me mêle, et surtout dans ce qui regarde la Banque, qui est bien plus à l'empereur qu'aux actionnaires, puisqu'elle bat monnaie. . . .

En stipulant que le portefeuille du gouverneur et celui des sous-gouverneurs seront exclus de l'escompte, on peut se dispenser de leur demander le serment de renoncer aux affaires.

La part du gouvernement dans ce projet de loi est ce qu'elle doit être; il n'a point l'initiative de l'escompte, mais il a un droit de censure et d'opposition. Il faut dire qu'il ne pourra créer de nouvelle matière d'escompte.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

— Je consens à ce que le chef de la Banque soit appelé *gouverneur*, si cela peut lui faire plaisir, car les titres ne coûtent rien.

Je consens également à ce que son traitement soit

aussi élevé qu'on voudra, puisque c'est la Banque qui doit payer; on peut le fixer, si l'on veut, à 60,000 fr. Quant à la proposition d'exiger que le gouverneur soit hors des affaires, je pense que quelque parti qu'on prenne, on empêchera difficilement les chefs de la Banque d'abuser de la connaissance qu'ils auront des opérations du gouvernement et du mouvement des fonds.

Ainsi, dans la dernière crise de la Banque, après que le conseil des régens eut décidé d'acheter des piastres, plusieurs régens sortirent, firent acheter des piastres pour leur compte et les revendirent deux heures après à la Banque avec un gros bénéfice.

Je distingue dans la Banque trois pouvoirs :

Celui des deux cents actionnaires qui composent le comité;

Celui du conseil composé des régens et autres;

Celui du gouverneur et de ses deux suppléans.

Il faut que la loi d'organisation se compose de titres correspondant à ces trois pouvoirs.

Je ne conçois clairement, dans les opérations de la Banque, que l'escompte, et j'attribue la dernière crise de cet établissement, la plus forte qu'on ait éprouvée depuis Law, à ce que l'escompte a été mal fait. Un même banquier a eu la faculté de se faire escompter jusqu'à sept ou huit millions, tandis qu'aucune maison ne devrait avoir un crédit plus fort que neuf cent mille francs ou un million; on devrait surtout s'interdire d'escompter les billets de circulation. La crise a été fort heureusement attribuée à de prétendues demandes que le gouvernement aurait faites à la Banque pour les dépenses de l'armée; cette idée

a fait prendre patience; mais le fait est que le gouvernement n'avait pas pris un sou à la Banque. La Banque n'appartient pas seulement aux actionnaires, elle appartient aussi à l'État, puisqu'il lui donne le privilège de battre monnaie. L'assemblée des plus forts actionnaires n'est qu'un corps électoral semblable aux collèges électoraux composés des plus imposés. Rien ne serait plus funeste que de les considérer comme propriétaires exclusifs de la Banque, car leurs intérêts sont souvent en opposition avec ceux de l'établissement; l'action dont ils sont porteurs a pour effet de les intéresser à cet établissement, comme un titre de propriété foncière intéresse les membres du collège électoral au bien de l'État; mais elle ne leur donne pas toujours l'intelligence de leurs intérêts; il arrive même souvent que l'intérêt de l'actionnaire n'est pas celui de l'action.

Je veux que la Banque soit assez dans la main du gouvernement et n'y soit pas trop. Je ne demande pas qu'elle lui prête de l'argent, mais qu'elle lui procure des facilités pour réaliser, à bon marché, ses revenus aux époques et dans les lieux convenables. Je ne demande en cela rien d'onéreux à la Banque, puisque les obligations du Trésor sont le meilleur papier qu'elle puisse avoir.

(Ibid.)

VOYEZ *Trésor*.

BAPTÊME.

D'où vient la cérémonie du baptême.

Au Caire et dans le désert les mosquées sont en même temps des auberges; six mille personnes y sont quelquefois abritées et nourries; elles y trouvent

même une fontaine et de l'eau pour se baigner : de là vient notre cérémonie du baptême. Elle n'a pu prendre naissance dans nos climats ; l'eau n'y est point assez précieuse.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

BARAGUEY-D'HILLIERS.

Le général Baraguey-d'Hilliers s'est conduit toujours avec distinction à l'armée d'Italie, et s'est fort bien acquitté des différentes missions que je lui ai confiées.

(*Œuvres de Napoléon. Lett. au Directoire, du 30 prairial an vi — 18 juin 1798.*)

BARBARES.

A quelle classe de la nation s'applique le mot de *barbares* quand on parle des Russes.

Ce mot ne peut s'appliquer ni à la cour, ni au plus grand nombre des officiers, ni aux habitans des villes qui sont au contraire civilisés jusqu'à la corruption.

(54^e bulletin, du 19 frimaire an xiv — 9 décembre 1805.)

BARRAL (LE COMTE LOUIS DE).

Archevêque de Tours, aumônier de l'impératrice Joséphine.

Voyez CLERGÉ. *Du clergé pour l'enseignement de la jeunesse.*

BARRAS,

Député à la Convention, membre du Directoire.

Barras était officier au régiment de l'Ile-de-France à la révolution ; il fut élu député à la Convention nationale par son département, celui du Var ; après le 31 mai, il fut, ainsi que Fréron, nommé commissaire en Provence, foyer de la guerre civile. De retour à Paris, il se jeta dans le parti thermidorien ; menacé

par Robespierre, ainsi que Tallien, ils se réunirent à ce qui restait des amis de Danton, et firent la journée du 9 thermidor. Au moment de la crise, la convention le nomma pour marcher contre la commune qui s'était insurgée pour Robespierre; il réussit, cet événement lui donna une grande célébrité. Les thermidoriens, après la chute de Robespierre, devinrent les hommes de la France. Le 12 vendémiaire, lors de l'arrestation de Menou, les comités imaginèrent, pour se défaire des trois commissaires près l'armée de l'intérieur, de réunir dans sa personne les pouvoirs des commissaires et ceux de commandant de cette armée. Mais les circonstances étaient trop graves pour lui; il n'avait point fait la guerre. Les événemens de thermidor et de vendémiaire le portèrent au directoire. Il avait peu l'habitude du travail, cependant il fit mieux que l'on ne s'y était attendu. On lui reprocha sa dépense, ses liaisons avec des hommes d'affaires, la fortune qu'il fit pendant les quatre ans qu'il fut en place, fortune qu'il ne prenait pas la peine de dissimuler, ce qui contribua à la corruption de l'administration de cette époque. Barras était d'une haute stature; il parla quelquefois dans des momens d'orage, et sa voix couvrait alors toute la salle; ses facultés morales ne lui permettaient pas d'aller au-delà de quelques phrases; la passion avec laquelle il parlait l'aurait fait prendre pour un homme de résolution. En fructidor, il forma avec Rewbell et La Réveillère la majorité contre Carnot et Barthélemy. Après cette journée, il fut en apparence l'homme le plus considérable du directoire, mais en réalité c'était Rewbell qui faisait les affaires. Il soutint toujours, depuis le 13 vendémiaire,

en public, le rôle d'un ami chaud de Napoléon, quoiqu'ils fussent brouillés, Napoléon ayant amèrement critiqué les mesures qui suivirent le 18 fructidor, et spécialement la loi du 19. Il montra de la dextérité au 30 prairial an VII, et ne partagea pas la disgrâce de ses collègues.

(*Mémoires de Napoléon.*)

BARRÈRE DE VIEUZAC,

Député à la Convention.

Barrère n'avait pas de caractère prononcé; c'était un homme qui changeait de parti à volonté, et les servait tous successivement. Il passe pour avoir du talent; je ne l'ai pas jugé ainsi. Je me suis servi de sa plume; il n'a pas montré beaucoup d'habileté. Il employait volontiers les fleurs de rhétorique; mais ses argumens n'avaient aucune solidité: c'étaient des niaiseries recouvertes de termes sonores.

(O'MÉARA.)

BASCULE.

Sur le système de bascule.

Le directoire adopta la politique funeste connue sous le nom de *bascule*; elle était fondée sur le principe de comprimer également les deux partis, de sorte que lorsque l'un des deux était compromis et avait attiré sa sévérité, dans le même moment et par le même acte il frappait le parti opposé, quand bien même, dans cette circonstance, il aurait secondé ses intentions. Le sentiment de l'injustice, de la fausseté, de l'immoralité de ce système, porta au plus haut degré l'exaspération et le dégoût dans tous les esprits. Les partis s'accrurent et s'agrippèrent chaque jour davantage; il s'opéra même entre eux une espèce de rapprochement.

(*Mémoires de Napoléon.*)

Ministre sous l'empire.

Maret, depuis duc de Bassano, était né à Dijon. Il montra de l'attachement aux principes de la révolution de 89... Maret est un homme très-habile, d'un caractère doux, de fort bonnes manières, d'une probité et d'une délicatesse à toute épreuve.

(*Ibid.*)

BATAILLE.

Ce que c'est qu'une bataille.

Une bataille est une action dramatique, qui a son commencement, son milieu et sa fin. L'ordre de bataille que prennent les deux armées, les premiers mouvemens pour en venir aux mains, sont l'exposition; les contre-mouvemens que fait l'armée attaquée forment le nœud, ce qui oblige à de nouvelles dispositions et amène la crise d'où naît le résultat ou dénouement.

(*Ibid.*)

— De quoi dépend le sort d'une bataille.

Il est un moment, dans les combats, où la plus petite manœuvre décide et donne la supériorité : c'est la goutte d'eau qui fait le trop plein.

(MARCHAND.)

— Le sort d'une bataille est le résultat d'un instant, d'une pensée : on s'approche avec des combinaisons diverses, on se mêle, on se bat un certain temps, le moment décisif se présente, une étincelle morale prononce, et la plus petite réserve accomplit.

(*Mémorial.*)

— Quelquefois une bataille décide de tout, et quelquefois aussi la circonstance la plus légère décide du sort d'une bataille.

(O'MEARA.)

— Quand vous voulez livrer une bataille, rassemblez toutes vos forces, n'en négligez aucune ; un bataillon quelquefois décide d'une journée.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— De l'ordre de bataille.

On ne peut pas prescrire un ordre de bataille constant.

(*Ibid.*)

— Les circonstances du terrain seules ne doivent pas décider de l'ordre de bataille qui doit être déterminé par la réunion de toutes les circonstances.

(*Ibid.*)

— L'ordre en colonne n'est pas simplement un ordre de marche ; il est aussi un ordre de combat, lorsque les circonstances le requièrent ; c'est pour cela que notre tactique nous donne le moyen de passer rapidement de l'ordre mince à l'ordre profond.

(*Ibid.*)

— Ce n'est pas parce qu'une bataille se compose d'une alternative de combats et de marches, qu'il faut être en colonne ou en ligne, c'est parce que les circonstances de l'attaque ou de la défense exigent que l'on soit en ligne ou en colonne.

(*Ibid.*)

M. le baron Rogiat, dans ses *Considérations sur l'art de la guerre*, avait dit : « Un ordre de bataille complet doit être composé d'une première ligne pour se battre, d'une seconde ligne pour encourager et soutenir la première...., et enfin d'une réserve pour parer aux accidens imprévus... » Napoléon le réfute ainsi :

Ceci est tiré de la tactique des Romains, qui avaient un ordre de bataille constant ; mais depuis l'invention des armes à feu, la manière d'occuper une position pour camper ou pour livrer bataille dépend de tant

de circonstances différentes, qu'elle varie avec les circonstances. Il y a même plusieurs manières d'occuper une position donnée avec la même armée : le coup-d'œil militaire, l'expérience et le génie du général en chef en décident ; c'est sa principale affaire. Dans un grand nombre de cas, une armée qui prendrait cet ordre de bataille serait battue et mise en déroute.

(*Mémoires de NAPOLÉON.*)

— De l'ordre de bataille chez les anciens et chez les modernes.

Une armée romaine se campait et se rangeait en bataille, toujours dans le même ordre; elle se renfermait dans un carré de trois à quatre cents toises de côté; elle passait quelques heures à s'y fortifier : alors elle s'y croyait inattaquable. S'agissait-il de donner bataille, elle se rangeait sur trois lignes éloignées de cinquante toises entre elles : la cavalerie sur les ailes. L'officier de l'état-major, chargé de tracer un camp, ou de ranger une armée en bataille, ne faisait qu'une opération mécanique; il n'avait besoin ni de coup-d'œil, ni de génie, ni d'expérience. Chez les modernes, au contraire, l'art d'occuper une position, pour y camper ou pour s'y battre, est soumis à tant de considérations, qu'il exige de l'expérience, du coup-d'œil, du génie. C'est l'affaire du général en chef lui-même, parce qu'il y a plusieurs manières d'asseoir un camp, ou de prendre un ordre de bataille, dans une même position.

Sempronius fut battu à la Trebbia, et Varron à Cannes, quoiqu'ils commandassent à des armées plus nombreuses que celle de l'ennemi; parce que, conformément à l'usage établi parmi les Romains, ils rangèrent leur armée en bataille sur trois lignes, tandis

qu'Annibal rangea la sienne en une seule ligne. La cavalerie carthaginoise était supérieure en nombre et en qualité. Les armées romaines furent à la fois attaquées de front, prises en flanc et à dos ; elles furent défaites. Si les deux consuls romains eussent pris l'ordre de bataille le plus convenable aux circonstances, ils n'eussent point été débordés : ils eussent peut-être été vainqueurs !

Une armée doit-elle occuper un seul camp, ou doit-elle en occuper autant qu'elle a de corps ou de divisions ? A quelle distance doivent camper l'avant-garde et les flanqueurs ? Quel front et quelle profondeur doit avoir le camp ? Où doit-on placer la cavalerie, l'artillerie et les chariots ? L'armée doit-elle se ranger en bataille sur plusieurs lignes, et quelle distance doivent-elles mettre entre elles ? La cavalerie doit-elle être en réserve derrière l'infanterie, ou placée sur les ailes ? Doit-on mettre en action, dès le commencement de la bataille, toute son artillerie, puisque chaque pièce a de quoi nourrir son feu pendant vingt-quatre heures, ou doit-on en tenir la moitié en réserve ? La solution de toutes ces questions dépend des circonstances : 1° du nombre de troupes, de celui de l'infanterie, de l'artillerie et de la cavalerie qui composent l'armée ; 2° du rapport qui existe entre les deux armées ; 3° de leur moral ; 4° du but qu'on se propose ; 5° de la nature du champ de bataille ; 6° de la position qu'occupe l'armée ennemie, et du caractère du chef qui la commande. On ne peut et on ne doit prescrire rien d'absolu. Il n'y a point d'ordre naturel de bataille chez les modernes.

— Quelle est la plus belle des batailles de Napoléon.

Quelqu'un ayant demandé à l'empereur quelle était la plus belle de ses batailles, il dit qu'il était difficile de répondre, qu'il était nécessaire de s'expliquer d'abord sur ce qu'on entendait par la plus belle des batailles. « Les miennes, continuait-il, ne pouvaient être jugées isolément. Elles n'avaient point unité de lieu, d'action, d'intention. Elles n'étaient jamais qu'une partie de très-vastes combinaisons. Elles ne devaient donc être jugées que par leurs résultats. Celle de *Marengo*, si long-temps indécise, avait donné toute l'Italie; celle d'*Ulm* avait vu disparaître toute une armée; celle d'*Iéna* avait livré toute la monarchie prussienne; celle de *Friedland* avait ouvert l'empire russe; celle d'*Ekmuhl* avait décidé de toute une guerre, etc., etc.

» Celle de la *Moscowa*, disait-il, était une de celles où l'on avait déployé le plus de mérite, et obtenu le moins de résultats.

» Celle de *Waterloo*, où tout avait manqué, quand tout avait réussi, eût sauvé la France et réassis l'Europe. »

(*Mémorial.*)

— Sur les chances de mort dans les batailles.

Napoléon, parlant des chances de mort dans les batailles, disait qu'elles n'étaient pas d'un sur trente. Pour la bataille de Wagram, citée comme sanglante, il n'évaluait pas les tués à plus de 3,000, ce qui n'était qu'un cinquantième; nous étions 160,000. Essling avait été peut-être à 4,000: nous étions 40,000; c'était un dixième, il est vrai; mais aussi cette bataille était-elle une des plus funestes. La perte, dans toutes les autres, avait été incomparablement au-dessous.

(*Ibid.*)

— De la force d'âme nécessaire pour livrer une grande bataille.

L'empereur disait qu'on se faisait une idée peu juste de la force d'âme nécessaire pour livrer, avec une pleine méditation de ses conséquences, une de ces grandes batailles d'où vont dépendre le sort d'une armée, d'un pays, la possession d'un trône. Aussi observait-il qu'on trouvait rarement des généraux empressés à donner bataille : « Ils prenaient bien leur position, s'établissaient, méditaient leurs combinaisons ; mais là commençait leur indécision ; et rien de plus difficile et pourtant de plus précieux que de savoir se décider. »

(*Mémorial.*)

BATAILLES NAVALES.

— A quoi faut-il attribuer la perte de nos batailles navales.

Il faut attribuer à trois causes la perte de nos batailles navales : 1^o à l'irrésolution et au manque de caractère des généraux en chef ; 2^o aux vices de la tactique ; 3^o au défaut d'expérience et de connaissances navales des capitaines de vaisseau, et à l'opinion où sont ces officiers, qu'ils ne doivent agir que d'après les signaux. Les combats d'Ouessant, ceux de la révolution dans l'Océan et dans la Méditerranée en 93, 94, ont tous été perdus par ces différentes raisons.

L'amiral Villaret, brave de sa personne, était sans caractère, et n'avait pas même d'attachement à la cause pour laquelle il se battait. Martin était un bon marin, mais de peu de résolution.....

Le principe de ne faire aucun mouvement que d'après un signal de l'amiral est un principe d'autant plus erroné, qu'un capitaine de vaisseau est toujours maître de trouver des raisons pour se justifier d'avoir

mal exécuté les signaux qu'il a reçus. Dans toutes les sciences nécessaires, la théorie est bonne pour donner des idées générales, qui forment l'esprit; mais leur stricte exécution est toujours dangereuse. Ce sont les axes qui doivent servir à tracer la courbe. D'ailleurs, les règles même obligent à raisonner, pour juger si l'on doit s'écarter des règles, etc.

La première loi de la tactique maritime doit être, qu'aussitôt que l'amiral a donné le signal qu'il veut attaquer, chaque capitaine ait à faire les mouvemens nécessaires pour attaquer un vaisseau ennemi, prendre part au combat et soutenir ses voisins.

(*Mémoires de NAPOLÉON.*)

BATTAGLIA.

Ancien provéditeur de la république de Venise et l'un des chefs du parti français en 1796.

La loyauté de votre caractère, la pureté de vos intentions, la véritable philosophie que j'ai reconnus en vous pendant tout le temps que vous avez été chargé du pouvoir suprême sur une partie de vos compatriotes, vous ont captivé mon estime....

(C. 1. Lettre à M. Battaglia, du 13 messidor an v
— 3 juillet 1797.)

— Le provéditeur Battaglia, homme souple, instruit, de manières douces, sincèrement attaché à sa république, très-porté pour la France d'autrefois, et préférant même la France républicaine à l'Autriche, fut nommé par le sénat provéditeur-général de toutes les provinces vénitiennes au-delà de l'Adige, et envoyé comme tel près de Napoléon.

— C'est au provéditeur Battaglia qu'on attribue l'opinion qui se manifesta dans le sénat, au moment de la crise qui menaçait l'Italie, lors de l'invasion des ar-

mées de la république française; opinion qui, du reste, ne prévalut pas. « Armons nos places, s'écria Battaglia, équipons nos flottes : levons 50,000 hommes, et courons au devant du général français lui offrir une alliance offensive et défensive : nous serons peut-être par là conduits à quelques changemens à notre constitution ; mais nous sauverons notre indépendance et notre liberté. Entre deux maux inévitables, sachons choisir le moindre ; le pire à mes yeux est l'esclavage de l'Autriche. » Cette résolution était trop grande pour des gens dégénérés, incapables de grandes pensées.

— Lorsque les Français se virent forcés de déclarer la guerre à la république de Venise, et qu'ils en occupèrent la capitale, Battaglia regretta sincèrement la perte de sa patrie. Blâmant depuis longtemps la marche qu'on avait suivie, il n'avait que trop prévu cette catastrophe, et mourut à quelque temps de là.

(*Mémorial.*)

BAUSSET,

Évêque, cardinal, membre de l'Académie française.

Voyez CLERGÉ. *Du clergé pour l'enseignement de la jeunesse.*

BAYLEN.

Sur la capitulation de Baylen.

Par la capitulation de Baylen, qui eut lieu le 22 juillet 1808, les troupes françaises, mises entre deux feux par l'armée espagnole, se rendirent prisonnières de guerre.

Napoléon reçut à Bordeaux la nouvelle de la capitulation : il en fut abattu, et fit appeler le ministre-secrétaire-d'état.

Votre majesté est-elle malade ? lui demanda Ma-

ret. — Non. — L'Autriche lui a-t-elle déclaré la guerre? Plût à Dieu que ce ne fût que cela! — Qu'est-il donc arrivé?

L'empereur lui raconta la capitulation et ajouta : « Qu'une armée soit battue, ce n'est rien, le sort des armes est journalier et l'on répare une défaite. Mais qu'une armée fasse une capitulation honteuse, c'est une tache pour le nom français, pour la gloire des armes. Les plaies faites à l'honneur ne guérissent point. L'effet moral en est terrible. Comment! Un général a eu l'indignité de quitter l'uniforme français pour revêtir l'uniforme ennemi! On a eu l'infamie de consentir à ce que nos soldats fussent fouillés dans leurs sacs comme des voleurs! Devais-je m'attendre à cela du général Dupont, un homme que je soignais, que j'élevais pour le faire maréchal!... On dit qu'il n'y avait pas d'autre moyen de sauver l'armée, de prévenir l'égorgement des soldats. Eh! il eût mieux valu qu'ils eussent tous péri les armes à la main, qu'il n'en fût pas revenu un seul. Leur mort eût été glorieuse; nous les eussions vengés. On retrouve des soldats, il n'y a que l'honneur qui ne se retrouve pas. »

(Le Consulat et l'Empire.)

BAYONNE.

Sur le port de Bayonne.

J'ai vu en grand détail le port de Bayonne. Les vaisseaux de 74 pourraient y être construits et conduits jusqu'à la barre. Le passage de la barre dépendrait des événemens. Il y a des exemples de vaisseaux suédois, tirant 18 pieds d'eau, qui y sont passés: cette barre est très-mobile.

(Corr. de NAP., lettre du 16 avril 1808.)

Du beau dans les arts.

Il n'y a de beau que ce qui est grand; l'étendu et l'immensité peuvent faire oublier bien des défauts.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

BEAUHARNAIS.

Voyez JOSÉPHINE. — EUGÈNE. — HORTENSE.

BEAULIEU,

Commandant en chef l'armée autrichienne d'Italie en 1796.

Le général Beaulieu, commandant l'armée autrichienne en Italie, était un officier distingué, qui avait acquis de la réputation dans les campagnes du nord.

(*Mémorial.*)

BEAUMARCHAIS.

Sur le mariage de Figaro.

L'empereur disait du *Mariage de Figaro*, de Beaumarchais, que c'était la révolution déjà en action.

(*Mémorial.*)

L'auteur du *Mémorial* dit, en parlant de Beaumarchais : « L'empereur l'avait constamment repoussé en dépit de tout son esprit, lors du Consulat, à cause de sa mauvaise réputation et de sa grande immoralité. » Nous professons une confiance entière dans le *Mémorial*, auquel nous sommes si redevables; mais, sur ce point, les souvenirs de l'auteur, d'ailleurs si sûrs, doivent l'avoir malservi. En effet, Napoléon, arrivé d'Égypte en septembre 1799, ne parvint au Consulat qu'au mois de novembre suivant, et Beaumarchais était mort le 19 mai de la même année, c'est-à-dire environ six mois avant le Consulat et lorsque Napoléon était encore en Égypte.

BELGIQUE.

La Belgique est française depuis le traité de Campo-Formio.

Depuis le traité de Campo Formio, tout habitant de la Belgique qui a continué de reconnaître l'empereur (1) pour son souverain, et est resté à son service,

(1) L'empereur d'Allemagne, depuis empereur d'Autriche.

a, par cela seul, trahi son devoir et sa patrie. Depuis ce traité les Belges sont Français comme le sont les Normands, les Alsaciens, les Languedociens, les Bourguignons. Dans la guerre qui a suivi ce traité, les armées ont éprouvé quelques revers; mais quand même l'ennemi aurait eu son quartier-général au faubourg Saint-Antoine, le peuple français n'aurait jamais ni cédé ses droits ni renoncé à la réunion de la Belgique.

*(Réponse à la dép. belge, du 25 pluviose an 11
— 14 février 1801.)*

BERG-OP-ZOOM.

Sur l'affaire de Berg-op-Zoom, et sur le général Bizanet.

Une foule de belles actions ont été se perdre dans la confusion de nos désastres, ou même dans la multiplicité de celles que nous avons produites : celle de Berg-op-Zoom est du nombre. La garnison naturelle de cette place était de huit à dix mille hommes peut-être, et en cet instant elle n'en comptait pas plus de deux mille sept cents. Un général anglais, à la faveur de la nuit, et d'intelligence avec les habitants, s'introduit dans la ville avec quatre mille huit cents hommes d'élite, et la population est pour eux. Mais rien ne saurait triompher de la valeur française! On se bat en désespérés dans les rues, et la presque totalité de la troupe anglaise est tuée ou demeure prisonnière.... Certes, voilà un acte de braves! le général Bizanet est un brave!

(Mémorial.)

Ce beau fait d'armes eut lieu le 9 mars 1814.

Maréchal d'Empire, prince de Ponte-Corvo, aujourd'hui roi de Suède sous le nom de Charles-Jean XIV. — Bernadotte en 1797.

Cet excellent général, qui a fait sa réputation sur la rive du Rhin, est aujourd'hui un des officiers les plus essentiels à la gloire de l'armée d'Italie... Vous voyez dans le général Bernadotte un des amis les plus solides de la république, incapable, par principes comme par caractère, de capituler avec les ennemis de la liberté, pas plus qu'avec l'honneur.

(C. I. Lettre au Directoire, du 22 thermidor an v
— 9 août 1797.)

— Sur sa conduite à la bataille d'Averstaedt en 1806.

Bernadotte s'est mal conduit : il aurait été enchanté que Davoust manquât cette affaire qui lui fait le plus grand honneur, d'autant plus que Bernadotte avait rendu sa position difficile. Ce Gascon n'en fera jamais d'autres.

(Mémoires de RAPP.)

— Cela est si odieux que si je le mets à un conseil de guerre, c'est comme si je le faisais fusiller. Il vaut mieux n'en pas parler. Je lui crois assez d'honneur pour qu'il reconnaisse lui-même qu'il a fait une action honteuse, sur laquelle je ne lui déguiserai pas ma façon de penser.

(Le Consulat et l'Empire.)

— Sur son élévation et quelques événemens de sa vie.

Si Bernadotte a été maréchal de France, prince de Ponte-Corvo, roi, c'est son mariage avec la belle-sœur de Joseph qui en a été la cause... Son fils Oscar, prince de Sudermanie, est filleul de Napoléon : on attendit, pour le baptiser, son retour d'Égypte : il le nomma Oscar, parce qu'alors il lisait avec intérêt les poésies

d'Ossian dans l'excellente traduction d'un professeur de Padoue (1)...

Bernadotte fut deux fois ministre de la guerre; il ne fit que des fautes, il n'organisa rien, et le directeur fut obligé de lui retirer le portefeuille. Il n'était pas ministre, quand Masséna décida de la campagne par la victoire de Zurich, à la fin de septembre 1799: il fut tout-à-fait étranger à ces combinaisons...

A la journée du 18 brumaire, Bernadotte fit cause avec le Manège, et fut contraire au succès de cette journée. Napoléon lui pardonna à cause de sa femme...

Il protégea en Hanovre les dilapidations...

La conduite de Bernadotte à Iéna a été telle que l'empereur avait signé le décret pour le faire traduire à un conseil de guerre, et il eût été infailliblement condamné, tant l'indignation était générale dans l'armée; il avait manqué faire perdre la bataille. C'est en considération de la princesse de Ponte-Corvo, qu'au moment de remettre le décret au prince de Neuchâtel, l'empereur le déchira...

Les Saxons lâchèrent pied la veille de Wagram, et le matin de Wagram: c'étaient les plus mauvaises troupes de l'armée. Cependant le prince de Ponte-Corvo, contre l'usage et l'ordre, fit une proclamation le lendemain de cette bataille et les appela colonne de granit... L'empereur le renvoya à Paris et lui ôta le commandement de ce corps...

Bernadotte est né dans la religion catholique, apostolique, romaine: il a abjuré sa religion pour la religion réformée...

Si l'élection de Bernadotte n'avait pas été agréable

(1) Cesarotti.

à l'empereur, elle n'aurait pas eu lieu; car c'est pour avoir sa protection et plaire à la France que les Suédois la firent. L'empereur fut séduit par la gloire de voir un maréchal de France devenir roi, une femme à laquelle il s'intéressait, reine, et son filleul, prince royal.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Sur sa conduite en 1812 et depuis.

« Quelque temps après l'expulsion de Gustave, disait l'empereur, les Suédois, voulant m'être agréables, et s'assurer la protection de la France, me demandèrent un roi. Il fut question un moment du vice-roi; mais il eût fallu qu'il changeât de religion, ce que je trouvais au-dessous de ma dignité et de celle de tous les miens. Puis je ne jugeais pas le résultat politique assez grand pour excuser un acte si contraire à nos mœurs. Toutefois j'attachai trop de prix, peut-être, à voir un Français occuper le trône de Suède. Dans ma position, ce fut un sentiment puéril. Le vrai roi de ma politique, celui des vrais intérêts de la France, c'était le roi de Danemarck, parce que j'eusse alors gouverné la Suède par mon simple contact avec les provinces danoises. Bernadotte fut élu, et il le dut à ce que sa femme était sœur de celle de mon frère Joseph, régnant alors à Madrid.

Bernadotte, affichant une grande dépendance, vint me demander mon agrément, protestant avec une inquiétude trop visible, qu'il n'accepterait qu'autant que cela me serait agréable.

Moi, monarque élu du peuple, j'avais à répondre que je ne savais point m'opposer aux élections des autres peuples. C'est ce que je dis à Bernadotte, dont toute l'attitude trahissait l'anxiété que faisait naître

l'attente de ma réponse, ajoutant qu'il n'avait qu'à profiter de la bienveillance dont il était l'objet, que je ne voulais avoir été pour rien dans son élection, mais qu'elle avait mon assentiment et mes vœux. Toutefois, le dirai-je, j'éprouvais un arrière-instinct qui me rendait la chose désagréable et pénible. En effet, Bernadotte a été le serpent nourri dans notre sein; à peine il nous avait quittés, qu'il était dans le système de nos ennemis, et que nous avions à le surveiller et à le craindre. Plus tard il a été une des grandes causes actives de nos malheurs; c'est lui qui a donné à nos ennemis la clef de notre politique, la tactique de nos armées; c'est lui qui leur a montré le chemin du sol sacré! Vainement dirait-il pour excuse qu'en acceptant le trône de Suède il n'a plus dû qu'être Suédois; excuse banale, bonne tout au plus pour la multitude et le vulgaire des ambitieux. Pour prendre femme on ne renonce pas à sa mère, encore moins est-on tenu à lui percer le sein et à lui déchirer les entrailles. On dit qu'il s'en est repenti plus tard, c'est-à-dire quand il n'était plus temps et que le mal était accompli. Le fait est qu'en se retrouvant au milieu de nous, il s'est aperçu que l'opinion en faisait justice; il s'est senti frappé de mort. Alors ses yeux se sont dessillés; car on ne sait pas, dans son aveuglement, à quels rêves n'auront pas pu le porter sa présomption et sa vanité, etc.

(*Mémorial.*)

Cet homme a toujours été d'un défaut de sens dont je ne me rends pas compte. Il ne respire que renommée, que bruit; il a eu les plus belles occasions d'en faire, et les a toujours manquées. Vingt fois il

n'a tenu qu'à lui de prendre un rang unique dans l'histoire; mais il fallait avoir de l'âme.

(ANTOMMARCHI.)

Bernadotte a eu en ses mains les destinées du monde! S'il avait eu le jugement et l'âme à la hauteur de sa situation, s'il eût été bon Suédois, ainsi qu'il l'a prétendu, il pouvait rétablir le lustre et la puissance de sa nouvelle patrie, reprendre la Finlande, être sur Pétersbourg avant que j'eusse atteint Moscou. Mais il a cédé à des ressentimens personnels, à une sottise vanité, à de toutes petites passions. La tête lui a tourné, à lui, ancien jacobin, de se voir recherché, encensé par des légitimes; de se trouver face à face, en conférence de politique et d'amitié avec un empereur de toutes les Russies! On assure qu'il lui fut même insinué alors qu'il pouvait prétendre à une des sœurs d'Alexandre en divorçant d'avec sa femme; et, d'un autre côté, un prince français lui écrivait qu'il se plaisait à remarquer que le Béarn était le berceau de leurs deux maisons!... Bernadotte! Sa maison!

Dans son enivrement, il sacrifia sa nouvelle patrie et l'ancienne, sa propre gloire, sa véritable puissance, la cause des peuples, le sort du monde! C'est une faute qu'il paiera chèrement! A peine il avait réussi dans ce qu'on attendait de lui, qu'il a pu commencer à le sentir: il s'est même, dit-on, repenti, mais il n'a pas encore expié. Il est désormais le seul parvenu occupant un trône; le scandale ne doit pas demeurer impuni, il serait d'un trop dangereux exemple!...

(Mémorial.)

Cette prédiction est, dit-on, destinée à s'accomplir dans un avenir qui pourrait être prochain. Le cabinet de Saint-Pétersbourg n'attend, à ce qu'il paraît, qu'une occasion favorable pour faire remonter sur le trône de Suède l'ancienne dynastie.

Paul et Virginie, — la *Chaumière Indienne*, — et les *Études de la nature*.

L'empereur lisait *Paul et Virginie*, ouvrage dont il disait avoir été fort engoué dans sa jeunesse. Il en faisait ressortir les meilleurs endroits; et ceux-là étaient toujours simples et naturels. Ceux où se trouvait de ces idées abstraites si fort à la mode à l'époque où l'ouvrage fut publié, étaient tous froids et manqués.

Toutes les fois que l'empereur, au temps de sa puissance, apercevait Bernardin de Saint-Pierre, il avait coutume de lui dire : M. Bernardin, quand nous donnerez-vous des *Paul et Virginie* ou des *Chaumière Indienne*? Vous devriez nous en fournir tous les six mois.

Mais en revanche, l'empereur *ria*it de pitié, disait-il, des *Études de la Nature*. « Bernardin, disait-il, était à peine géomètre, et cet ouvrage si mauvais, que les gens de l'art dédaignaient d'y répondre. »

(*Mémorial*.)

Nous croyons devoir joindre ici la lettre écrite par Bernardin de Saint-Pierre au général Bonaparte, en lui envoyant les *Études de la Nature* :

Paris, le 25 frimaire an vi (13 décembre 1797).

Voici un exemplaire complet de l'édition originale de mes *Études de la Nature* : vous y trouverez le quatrième volume qui vous manque ; et, dans ce quatrième volume, l'avis où j'ai renfermé une grande partie des preuves de ma théorie des marées ; *Paul et Virginie*, que vous connaissez, et le premier livre de l'*Arcadie*, que vous n'avez pas lu. J'ai suspendu ce dernier ouvrage pour me livrer tout entier aux *Harmonies de la Nature*, d'un intérêt bien plus grand, mais d'une longue haleine. C'est sur elle que j'ai posé les bases de la morale, dont la Divinité a mis les lois dans la nature et le sentiment dans le cœur humain. Quelque étendue que soit la sphère que j'embrasse, elle me fournit des tableaux du genre auquel vous m'avez invité, et je puis vous assurer que les sujets en sont autant au-dessus de ceux que je pouvais imaginer, que

la réalité elle-même est au-dessus de la fiction, et que vos combats sont au-dessus de l'*Arcadie* et même d'*Ossian*.

En attendant que j'en puisse publier les premières esquisses, recevez mes anciennes *Études* ; agréez ces feuilles que vous avez aimées dans le cours de vos adversités et dans celui de vos victoires : ce sont des feuilles de chêne que j'attache à votre couronne civique pour lui donner plus de prix. Recevez-les donc plutôt pour moi que pour vous : je ne les offre ni au vainqueur des Autrichiens, ni au conquérant et au législateur, ni au général de l'armée d'Angleterre, ni même à mon collègue de l'Institut National, mais je les donne à l'ami des hommes !

BERNARDIN DE SAINT-PIERRE.

(Correspondance inédite.)

BERTHIER,

Maréchal d'empire, prince de Neuchâtel, etc., etc.—Berthier en 1796.

Berthier : talens, activité, courage, caractère, tout pour lui.

(C. I. Lettre au Directoire, du 26 thermidor an iv — 13 août 1796.)

— Sur sa conduite à la bataille de Lodi.

Je ne dois pas oublier l'intrépide Berthier qui dans cette journée a été canonnier, cavalier et grenadier.

(C. I. Lett. au Directoire, du 21 ventôse an iv — 11 mars 1796.)

— Sur sa conduite à la bataille de Rivoli.

La quatorzième demi-brigade soutint le choc avec la plus grande bravoure. Le général Berthier, chef de l'état-major, que j'y avais laissé, déploya dans cette occasion la bravoure dont il avait fait si souvent preuve dans cette campagne.

(C. I. Lettre au Directoire, du 24 nivôse an v — 13 janvier 1797.)

— Sur les services qu'il a rendus en Italie.

Le général Berthier, dont les talens distingués égalaient le courage et le patriotisme, est une des colonnes de la république, comme un des plus zélés défenseurs de la liberté. Il n'est pas une victoire de l'armée

d'Italie à laquelle il n'ait contribué. Je ne craindrai pas que l'amitié me rende partial en retraçant ici les services que ce brave général a rendus à la patrie; mais l'histoire prendra ce soin, et l'opinion de toute l'armée fondera le témoignage de l'histoire.

(C. I. *Lettre au Directoire, du 27 vendémiaire an vi*
— 18 octobre 1797.)

— Sur les services qu'il a rendus en Égypte.

J'ai fait présent au général Berthier, de la part du Directoire exécutif, d'un poignard d'un beau travail, comme marque de satisfaction des services qu'il n'a cessé de rendre pendant toute la campagne.

(C. I. *Lettre au Directoire, du 9 mess. an vii*
— 27 juin 1799.)

— Sur les services qu'il a rendus à la bataille de Friedland.

Le prince de Neuchâtel a, dans la bataille de Friedland, donné des preuves particulières de son zèle et de ses talens. Plusieurs fois il s'est trouvé au fort de la mêlée, et y a fait des dispositions utiles.

(79^e bulletin, du 17 juin 1807.)

— Sur son dévouement à Napoléon en 1814.

Le 12 avril 1814, entre l'abdication de Napoléon et son départ pour l'exil, Berthier, à qui l'empereur avait laissé le commandement de l'armée, lui demanda la permission d'aller à Paris pour des affaires particulières, promettant de revenir le lendemain.

« Il ne reviendra pas, dit froidement l'empereur à l'un de ses serviteurs restés fidèles. — Quoi, sire, seraient-ce là ses adieux? — Oui, je vous le dis, il ne reviendra pas. »

En effet on ne revit plus Berthier.

(Mémoires de BAUSSET.)

Le 11 brumaire an VI (1^{er} novembre 1797), le général Berthier, à l'occasion de l'accueil que lui avait fait le Directoire, écrivait au général Bonaparte : « J'ai lu, général, votre lettre d'envoi ; je suis pénétré de reconnaissance. L'éloge que vous faites de moi n'est pas au-delà de ce que j'aurais désiré faire, mais bien au-delà de ce que j'ai fait. Tout ce que mon cœur sent, c'est de ne jamais me séparer d'un si grand homme, d'un ami tel que vous. »

(Correspondance inédite.)

— Portrait historique de Berthier, inséré dans le récit des premières campagnes d'Italie.

Berthier était âgé d'environ 42 ans. Son père, ingénieur-géographe, avait eu l'honneur de voir quelquefois Louis XV et Louis XVI, parce qu'il était chargé de lever les plans des chasses, et que ces princes, à leur retour de la chasse, aimaient à relever les fautes qu'ils y avaient aperçues. Berthier, jeune encore, fit la guerre d'Amérique comme lieutenant, adjoint à l'état-major de Rochambeau ; il était colonel à l'époque de la révolution, commanda la garde nationale de Versailles, où il se montra fort opposé au parti de Lecointre. Employé dans la Vendée comme chef d'état-major des armées révolutionnaires, il y fut blessé. Après le 9 thermidor, il fut chef d'état-major du général Kellermann à l'armée des Alpes, et le suivit à l'armée d'Italie. C'est lui qui fit prendre à l'armée la ligne de Borghetto qui arrêta l'ennemi. Lorsque Kellermann retourna à l'armée des Alpes il l'emmena ; mais lorsque Napoléon prit le commandement de l'armée d'Italie, Berthier demanda et obtint la place de son chef d'état-major ; il l'a toujours suivi en cette qualité dans les campagnes d'Italie et d'Égypte ; depuis, il a été ministre de la guerre, major-général de la grande armée, prince de Neufchâtel et de Wagram. Il a épousé une

princesse de Bavière et a été comblé des bienfaits de Napoléon. Il avait une grande activité; il suivait son général dans toutes ses reconnaissances et dans toutes ses courses, sans que cela ralentît en rien son travail des bureaux. Il était d'un caractère indécis, peu propre à commander en chef, mais possédant toutes les qualités d'un bon chef d'état-major. Il connaissait bien la carte, entendait bien la partie des reconnaissances, soignait lui-même l'expédition des ordres, était rompu à présenter, avec simplicité, les mouvemens les plus composés d'une armée. Au commencement, on voulut lui attirer la disgrâce de son chef en le désignant comme son mentor, et publiant que c'était lui qui dirigeait les opérations; on ne réussit pas. Il fit tout ce qui dépendait de lui pour faire cesser des bruits qui le rendaient ridicule dans l'armée. Après la campagne d'Italie, il eut le commandement de l'armée chargée d'aller s'emparer de Rome, et y proclama la république romaine.

(Mémoires de Napoléon.)

BERTRAND (LE GÉNÉRAL),

L'un des compagnons d'exil de Napoléon.

Bertrand est désormais identifié avec mon sort; c'est devenu historique.

(Mémorial.)

— Des travaux qu'il fit exécuter sur le Danube dans la campagne de 1809.

Il n'existe plus de Danube pour l'armée française; le général comte Bertrand a fait exécuter des travaux qui excitent l'étonnement et inspirent l'admiration.

Sur une largeur de quatre cents toises, et sur un fleuve le plus rapide du monde, il a, en quinze jours, construit

un pont formé de soixante arches, où trois voitures peuvent passer de front. Un second pont de pilotis a été construit, mais pour l'infanterie seulement, et de la largeur de huit pieds. Après ces deux ponts vient un pont de bateaux.... Ces trois ponts sont assurés contre toute insulte, même contre l'effet des brûlots et machines incendiaires, par des estacades sur pilotis, construites entre les îles, dans différentes directions, et dont les plus éloignées sont à deux cent cinquante toises des ponts. Quand on voit ces immenses travaux, on croit qu'on a employé plusieurs années à les exécuter; ils sont cependant l'ouvrage de quinze à vingt jours....

Les ouvrages sur le Danube sont les plus beaux ouvrages de campagne qui aient jamais été construits.

(24^e bulletin, du 3 juillet 1809.)

BESSIÈRES,

Maréchal d'empire, duc d'Istrie, mort frappé par un boulet de canon, à l'attaque du défilé de Rippach, la veille de la bataille de Lutzen.

Le duc d'Istrie, depuis les premières campagnes d'Italie, avait toujours dans différens grades commandé la garde de Napoléon qu'il avait suivi dans toutes ses campagnes, et à toutes ses batailles. Ce maréchal, qu'on peut, à juste titre, nommer brave et juste, était recommandable autant par son coup-d'œil militaire et par sa grande expérience de l'arme de la cavalerie, que par ses qualités civiles et son attachement à l'empereur. Sa mort au champ d'honneur est digne d'envie.

(Lett. à l'Impératrice, du 2 mai 1815.)

— Votre mari est mort au champ d'honneur. La perte que vous faites et celle de vos enfans est grande.

sans doute, mais la mienne l'est davantage encore. Le duc d'Istrie est mort de la plus belle mort et sans souffrir. Il laisse une réputation sans tache, c'est le plus bel héritage qu'il ait pu léguer à ses enfans....

(Lettre à la duchesse d'Istrie, du 2 mai 1815.)

— Portrait historique de Bessièrès, inséré dans le récit des premières campagnes d'Italie.

Bessièrès, né en Languedoc, commença à servir dans le 22^e de chasseurs, à l'armée des Pyrénées-Orientales. Il était d'une bravoure froide, calme au milieu du feu ; il avait de très-bons yeux ; il était fort habitué aux manœuvres de cavalerie, et propre surtout à commander une réserve. On le verra, dans toutes les plus grandes batailles, rendre les plus grands services. Lui et Murat étaient les premiers officiers de cavalerie de l'armée, mais de qualités bien opposées : Murat était un officier d'avant-garde, aventureux et bouillant ; Bessièrès était un officier de réserve, plein de vigueur, mais prudent et circonspect. Il fut dès le moment de la création des guides chargé exclusivement de la garde du général en chef et de celle du quartier-général. Il a été, depuis, duc d'Istrie, maréchal d'empire, et l'un des maréchaux de la garde.

(Mémoires de Napoléon.)

BICHAT.

« Je vous prie de faire placer à l'Hôtel-Dieu un marbre dédié à la mémoire des citoyens Dussault et Bichat, qui atteste la reconnaissance de leurs contemporains pour les services qu'ils ont rendus, l'un à la chirurgie française dont il est le restaurateur, l'autre à la médecine qu'il a enrichie de plusieurs ouvrages utiles. Bichat eût agrandi le domaine de cette science

si importante et si chère à l'humanité, si l'impitoyable mort ne l'eût frappé à vingt-huit ans.

(Lett. au minist. de l'intérieur, du 14 therm. an x
— 2 août 1802.)

BIENS NATIONAUX.

Des acquéreurs des biens nationaux.

Le premier devoir du peuple français, la première politique de la république, sera toujours de maintenir intacts et sans aucune espèce de distinction les acquéreurs des biens nationaux. En effet, avoir eu confiance dans la république lorsqu'elle était attaquée par l'Europe entière, avoir uni son sort et son intérêt privé au sort et à l'intérêt général, ce sera toujours un acte mémorable aux yeux de l'État et du peuple.

(Le Consulat et l'Empire.)

BIGNON,

Aujourd'hui membre de la chambre des députés.

Je l'engage à écrire l'histoire de la diplomatie française de 1792 à 1815.

(Testament de NAPOLEON.)

BILLAUD-VARENNES,

Député à la Convention.

Billaud-Varennes est le plus exécration des hommes qui aient figuré dans la révolution.

(O'MÉARA.)

BIZANET.

Voyez BERG-OP-ZOOM.

BLACAS (DUC DE),

Ministre de la maison du roi sous Louis XVIII.

Blacas est un méchant homme et, de plus, une bête. Il fut assez vil pour laisser derrière lui, à Paris, les lettres signées qui contenaient les offres de tous ceux

qui m'avaient trahi, et au moyen desquelles j'aurais pu, si j'avais voulu, faire exécuter des milliers de personnes. Cette conduite de Blacas est la plus grande preuve d'imbécillité et de perfidie qu'on puisse donner : ces lettres auraient dû être les premières choses mises en état de sûreté ou détruites; mais M. de Blacas ne pensait qu'à sauver son argent, et il s'inquiétait peu de la vie de ceux qui avaient servi à le ramener ainsi que son maître.

(O'MÉARA.)

BLOCUS.

Motifs du décret qui déclare les îles Britanniques en état de blocus.

Napoléon, Empereur des Français, Roi d'Italie; .

Considérant,

1° Que l'Angleterre n'admet point le droit des gens suivi universellement par tous les peuples policés;

2° Qu'elle répute ennemi tout individu appartenant à l'état ennemi, et fait en conséquence prisonniers de guerre, non-seulement les équipages des vaisseaux armés en guerre, mais encore les équipages des vaisseaux de commerce, et des navires marchands, et même les facteurs du commerce et les négocians qui voyagent pour les affaires de leur négoce;

3° Qu'elle étend aux bâtimens et marchandises du commerce et aux propriétés des particuliers le droit de conquête, qui ne peut s'appliquer qu'à ce qui appartient à l'état ennemi;

4° Qu'elle étend aux villes et ports de commerce non fortifiés, aux havres et aux embouchures des rivières, le droit de blocus qui, d'après la raison et l'usage de tous les peuples policés, n'est applicable qu'aux places fortes;

Qu'elle déclare bloquées des places devant lesquelles elle n'a pas même un seul bâtiment de guerre, quoiqu'une place ne soit bloquée que quand elle est tellement investie, qu'on ne puisse tenter de s'en approcher sans un danger imminent;

Qu'elle déclare même en état de blocus des lieux que toutes ses forces réunies seraient incapables de bloquer, des côtes entières et tout un empire;

5° Que cet abus monstrueux du droit de blocus n'a d'autre but que d'empêcher les communications entre les peuples, et d'élever le commerce et l'industrie de l'Angleterre sur la ruine de l'industrie et du commerce du continent;

6° Que tel étant le but évident de l'Angleterre, qui-conque fait sur le continent le commerce des marchandises anglaises favorise par là ses desseins et s'en rend le complice;

7° Que cette conduite de l'Angleterre, digne en tout des premiers âges de la barbarie, a profité à cette puissance au détriment de toutes les autres;

8° Qu'il est de droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert, et de le combattre de la même manière qu'il combat, lorsqu'il méconnaît toutes les idées de justice et tous les sentimens libéraux, résultat de la civilisation parmi les hommes;

Nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre les usages qu'elle a consacrés dans sa législation maritime.

Les dispositions du présent décret seront constamment considérées comme principe fondamental de l'empire jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que le droit de la guerre est un, et le même sur terre que sur mer; qu'il ne peut s'étendre ni aux propriétés pri-

vées, quelles qu'elles soient, ni à la personne des individus étrangers à la profession des armes, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies par des forces suffisantes;

Nous avons, en conséquence, décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les îles Britanniques sont déclarées en état de blocus.

A la suite de l'art. 1^{er} viennent les dispositions qui en sont le développement ou la conséquence : Tout commerce et toute correspondance avec les îles Britanniques sont interdits ; — Tout individu sujet de l'Angleterre qui sera trouvé dans un pays occupé par des troupes françaises sera fait prisonnier de guerre ; — Le commerce des marchandises anglaises est défendu, etc.

(Décret daté de Berlin, le 21 novembre 1806.)

— Causes du blocus continental.

Napoléon ne s'égarait point dans une passion aveugle ; il savait le bien dont manquait la France ; la paix avec l'Angleterre était le but qu'il voulait atteindre. Mais elle prodiguait ses trésors pour soudoyer contre lui les armées de l'Europe, et ce n'était que par des victoires qu'il pouvait espérer de dominer la haine anglaise en soumettant ses alliés. C'est ainsi qu'il fut entraîné malgré lui à la conquête de l'Europe et au blocus continental.

(Mémoires de NAPOLEON.)

— Nécessité pour l'Europe de se soumettre au système continental.

Il faut que le commerce anglais trouve tout le continent fermé, et que ces ennemis des nations soient mis hors du droit commun. Malheur à la ville qui, cédant à l'égoïsme du moment, trahirait la cause commune !... Il faut savoir souffrir avec courage, prendre tous les moyens de nuire à l'ennemi commun, et l'o-

bliger à reconnaître le principe qui dirige toutes les nations du continent...

(*Moniteur du 11 novembre 1807.*)

— Heureux effets du système continental.

L'empereur s'entretenant, à Ste-Hélène, avec un Anglais, du système continental, disait :

Je me suis trouvé seul de mon avis sur le continent; il m'a fallu pour l'instant employer partout la violence. Enfin, l'on commence à me comprendre, déjà l'arbre porte son fruit : le temps fera le reste.

Si je n'eusse succombé, j'aurais changé la face du commerce, aussi bien que la route de l'industrie : j'avais naturalisé au milieu de nous le sucre, l'indigo; j'aurais naturalisé le coton, et bien d'autres choses encore : on m'eût vu déplacer les colonies, si l'on se fût obstiné à ne pas nous en donner une portion.

L'impulsion, chez nous, était immense; la prospérité, les progrès croissaient sans mesure; et pourtant vos ministres répandaient par toute l'Europe que nous étions misérables et que nous retombions dans la barbarie. Aussi le vulgaire des alliés a-t-il été étrangement surpris à la vue de notre intérieur, aussi bien que vous autres, qui en êtes demeurés déconcertés.

Le progrès des lumières en France était gigantesque, les idées partout se rectifiaient et s'étendaient, parce que nous nous efforcions de rendre la science populaire. Par exemple, on m'a dit que vous étiez très-forts sur la chimie: eh bien! je suis loin de prononcer de quel côté de l'eau se trouvent le plus habile ou les plus habiles chimistes, mais je maintiens que dans la masse française il y a dix et, peut-être, cent fois plus de connaissances chimiques qu'en Angleterre,

parce que les diverses branches industrielles l'appliquent aujourd'hui à leur travail. Et c'était là un des caractères de mon école : si l'on m'en eût laissé le temps, bientôt il n'y aurait plus eu de métiers en France, tous eussent été des arts.

(*Mémorial.*)

BOISGELIN (RAYMOND DE LUCÉ),

Archevêque de Tours et cardinal sous l'empire.

Voyez CLERGÉ. *Du clergé pour l'enseignement de la jeunesse.*

BOISSONS.

Comment il faut rédiger la loi sur les boissons.

Il faut, dans la loi sur les boissons, définir ce qu'on entend par vente en détail, en ajoutant à *pot* ou à *pinte*. Ces mots peuvent très-bien entrer dans une loi sur les aides, qui n'est pas un poème épique.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

BOMBES.

De l'utilité des bombes.

Les bombes ne font rien aux remparts, fossés, contrescarpes; les bombes sont utiles, mais comme moyen combiné de siège en règle.

(*Corr. de NAP. Lett. du 9 septembre 1809.*)

BONAPARTE.

Sur l'origine de la famille Bonaparte.

A l'époque de l'établissement de l'empire, certaines gens croyant faire leur cour à Napoléon, voulaient absolument donner à la famille de Bonaparte une illustre origine. Clarke, ambassadeur à la cour d'Étrurie, avait, dans ce but, fouillé dans toutes les archives, et des journaux complaisans publiaient à ce sujet des documens plus ou moins curieux. Le journal officiel réprimanda, en ces termes, les généalogistes :

On a mis dans nos journaux une généalogie aussi ridicule que plate de la maison Bonaparte. Ces re-

cherches sont bien puérides, et à tous ceux qui demanderaient de quel temps date la maison Bonaparte, la réponse est bien facile : elle date du 18 brumaire. Comment, dans le siècle où nous sommes, peut-on être assez ridicule pour amuser le public de pareilles balivernes ? Et comment peut-on avoir assez peu le sentiment des convenances et de ce qu'on doit à l'empereur, pour aller attacher de l'importance à savoir ce qu'étaient ses ancêtres ? Soldat, magistrat et souverain, il doit tout à son épée et à l'amour de son peuple... Si c'est un écrivain qui a voulu faire sa cour à l'empereur par cet article, c'est bien le cas de dire : *Il n'y a rien de dangereux comme un sot ami.*

(*Moniteur du 25 messidor an XIII*
— 14 juillet 1805.)

De toutes les notes insérées au *Moniteur* qui ont été dans le temps attribuées à Napoléon, il n'en est aucune, à notre avis, où le grand homme ait aussi fortement empreint son cachet que dans celle-ci. Par le fond et par la forme, cette note ne peut être que de lui. Quel écrivain eût ainsi osé dire que la maison Bonaparte datait du 18 brumaire ? — Quel écrivain eût parlé de l'empereur avec un orgueil si bien senti ? — Quel écrivain n'eût pas rapporté textuellement le vers de La Fontaine auquel les derniers mots de la note semblent faire allusion :

Rien n'est si dangereux qu'un ignorant ami ?

— Sur la famille Bonaparte.

L'empereur a parlé de tous les siens ; du peu de secours qu'il en avait reçu ; des ennuis, des embarras qu'ils lui avaient causés ; puis, passant des torts aux qualités : « Du reste, a-t-il ajouté, il faut toujours juger en dernier ressort par les analogues : quelle famille, dans les mêmes circonstances, eût mieux fait ? Et la mienne, après tout, ne présente-t-elle pas un ensem-

ble dont je puis m'honorer. — Joseph, en tout pays, serait l'ornement de la société; Lucien, celui de toute assemblée politique. Jérôme, en mûrissant, eût été propre à gouverner; je découvrais en lui de véritables espérances. Louis eût plu et se fût fait remarquer partout. Ma sœur Élisabeth était une tête mâle, une âme forte: elle aura montré beaucoup de philosophie dans l'adversité. Caroline est fort habile et très-capable. Pauline, la plus belle femme de son temps, peut-être, a été et demeurera jusqu'à la fin la meilleure créature vivante. Quant à ma mère, elle est digne de tous les genres de vénération. Quelle famille aussi nombreuse pourrait présenter un plus bel ensemble!

(*Mémorial.*)

Voyez *Lætitia, Louis, Lucien, Joseph, Caroline, Pauline, et Napoléon.*

BOULAY DE LA MEURTHE.

Voyez *Conseil d'État.*

BOULOGNE.

Sur la flottille de Boulogne.

La note qui suit fut dictée par Napoléon, au mois de septembre 1805.

Quel a été mon but dans la création de la flottille de Boulogne?

Je voulais réunir 40 ou 50 vaisseaux de guerre dans le port de la Martinique, par des opérations combinées de Toulon, de Cadix, du Ferrol et de Brest; les faire revenir tout d'un coup sur Boulogne; me trouver pendant quinze jours maître de la mer; avoir 150,000 hommes et 10,000 chevaux campés sur cette côte, 3 ou 4,000 bâtimens de flottille, et aussitôt le si-

gnal de l'arrivée de mon escadre, débarquer en Angleterre, m'emparer de Londres et de la Tamise. Ce projet a manqué de réussir. Si l'amiral Villeneuve, au lieu d'entrer au Ferrol, se fût contenté de rallier l'escadre espagnole, et eût fait voile sur Brest pour s'y réunir avec l'amiral Gantheaume, mon armée débarquait et c'en était fait de l'Angleterre.

Pour faire réussir ce projet, il fallait réunir 150,000 hommes à Boulogne, y avoir 4,000 bâtimens de flottille, un immense matériel, embarquer tout cela, et pourtant empêcher l'ennemi de se douter de mon projet : cela paraissait impossible. Si j'y ai réussi, c'est en faisant l'inverse de ce qu'il semblait qu'il fallait faire. Si cinquante vaisseaux de ligne devaient venir protéger le passage de l'armée en Angleterre, il n'y avait besoin d'avoir à Boulogne que des bâtimens de transport, et ce luxe de prames, de chaloupes canonnières, de bateaux plats, de péniches, etc., tous bâtimens armés, était parfaitement inutile. Si j'eusse ainsi réuni 4,000 bâtimens de transport, nul doute que l'ennemi n'eût vu que j'attendais la présence de mon escadre pour tenter le passage. Mais, en construisant des prames et des bateaux canonnières, en armant tous ces bâtimens, c'étaient des canons opposés à des canons, des bâtimens de guerre opposés à des bâtimens de guerre, et l'ennemi a été dupe. Il a cru que je me proposais de passer de vive force, par la seule force militaire de la flottille. L'idée de mon véritable projet ne lui est point venue; et lorsque les mouvemens de mes escadres ayant manqué, il s'est aperçu du danger qu'il avait couru, l'effroi a été dans les conseils de Londres, et tous les

gens sensés ont avoué que jamais l'Angleterre n'avait été si près de sa perte.

(*Corr. de NAP. avec le ministre de la marine.*)

BOURBONS.

Napoléon n'a pas songé et ne pouvait pas songer aux Bourbons.

L'empereur disait qu'il n'avait jamais songé aux princes; que s'il eût eu pour eux des dispositions favorables, il n'eût pas été en son pouvoir de les accomplir.....

« Du reste, le bruit courut plus tard, disait Napoléon, que j'avais fait, à mon tour, aux princes français, des propositions touchant la cession de leurs droits ou leur renonciation à la couronne, ainsi qu'on s'est complu à le consacrer dans des déclarations pompeuses répandues en Europe avec profusion; il n'en était rien. Et comment cela aurait-il pu être? Moi qui ne pouvais régner précisément que par le principe qui les faisait exclure, celui de la souveraineté du peuple, comment aurais-je cherché à tenir d'eux des droits que l'on proscrivait dans leurs personnes! C'eût été trop lourd, l'absurdité trop criante, elle m'eût noyé pour toujours dans l'opinion. Aussi, directement ni indirectement, de près ni de loin, je n'ai rien fait qui pût se rapporter à cela: c'est ce qu'auront pensé sans doute, dans le temps, les gens réfléchis qui m'accordaient de n'être ni fou ni imbécile.

» Toutefois la rumeur causée par cette circonstance me porta à faire rechercher ce qui pouvait y avoir donné lieu; et voici ce que j'ai pu recueillir:

» Au temps de notre intelligence avec la Prusse, et lorsqu'elle s'occupait de nous être agréable, elle fit demander si de souffrir des princes français sur son

territoire nous causerait de l'ombrage, et on répondit que non. Enhardie, elle demanda si l'on aurait une trop grande répugnance à la mettre à même de leur procurer des secours annuels; on lui répondit encore que non, pourvu qu'elle garantit qu'ils demeureraient tranquilles, et s'abstiendraient de toute intrigue.

» Cette affaire se traitant entre eux et la négociation une fois en train, Dieu sait ce que le zèle de quelque agent, ou même les doctrines du cabinet de Berlin, qui n'étaient pas les nôtres, peuvent avoir proposé! Voilà sans doute le motif et le prétexte qui donnèrent lieu à cette belle lettre de Louis XVIII, qui fut fort admirée, et à laquelle adhérèrent avec éclat tous les membres de sa famille. Ces princes saisirent avidement cette occasion pour réveiller en leur faveur l'intérêt et l'attention de l'Europe qui, distraite par les grands événemens du temps, ne s'en occupait plus. »

(*Mémorial.*)

— Sur les sentimens de la France à l'égard des Bourbons en l'année 1803.

La France supporterait encore dix comités de salut public; mais les Bourbons, elle les vomirait en trois mois.

(*DESMARETS, Témoignages historiques.*)

— Du séjour des Bourbons en Angleterre.

Je ne consentirai à la paix avec l'Angleterre qu'autant qu'elle renverra les Bourbons, comme Louis XIV renvoya les Stuarts, parce que leur présence en Angleterre sera toujours dangereuse pour la France

(*PELET DE LA LOZÈRE.*)

— Sur la légitimité des Bourbons en 1814.

Le trône des Bourbons était illégitime, puisqu'il

avait été relevé par des mains étrangères; puisqu'il avait été proscrit par le vœu de la nation, exprimé par toutes nos assemblées nationales; puisqu'enfin il n'offrait de garantie qu'aux intérêts d'un petit nombre d'hommes arrogans, dont les prétentions sont opposées à nos droits.

(*Proclamation du 21 mars 1815.*)

— Sur la seconde rentrée des Bourbons.

« Si les destinées ont réglé que les Bourbons règnent, disait l'empereur, ce ne sera cependant que dans quelques générations qu'ils en auront la certitude; quant à présent ils sont, sans nul doute, bien plus mal situés que l'année dernière. Alors on pouvait, à toute rigueur, les présenter comme médiateurs entre les puissances et la patrie : ils n'avaient pas contribué directement à ses malheurs, à la flétrissure de la gloire nationale. Mais cette fois ils étaient les alliés de nos ennemis; ils étaient rentrés sur les cadavres et les décombres qu'ils avaient provoqués; ils avaient ruiné la nation, sa gloire, ses forces, ses monumens; ils n'avaient pas eu honte de partager ses dépouilles avec ses ennemis. Aux yeux de toute la nation, ils avaient cessé d'être français, ils s'étaient proscrits eux-mêmes. »

(*Mémorial.*)

— Danger de la seconde rentrée des Bourbons pour la France et pour l'Europe.

« Paris au 13 vendémiaire, disait l'empereur, était tout-à-fait dégoûté de son gouvernement; mais la totalité des armées, la grande majorité des départemens, la petite bourgeoisie, les paysans, lui demeuraient attachés. Aussi la révolution triompha-t-elle de cette grande attaque de la contre-révolution, bien qu'il n'y

eût encore que quatre ou cinq ans que les nouveaux principes eussent été proclamés. On sortait des scènes les plus effroyables et les plus calamiteuses ; on cherchait un meilleur avenir.

» Quelle différence aujourd'hui ! L'immense majorité des Français doit avoir en horreur le gouvernement qui lui est imposé par la force ; car il lui enlève sa gloire, sa fortune, ses habitudes ; il blesse son orgueil, sa doctrine, ses maximes ; il les place sous le joug de l'étranger, eux qui depuis vingt ans lui donnaient des lois. Ce gouvernement, ennemi de toutes choses, n'a point d'armées, il n'est même pas lui-même ; il n'agit que par le comité de l'étranger, par ses décisions, sa volonté.... Il agit sur un peuple dont presque toutes les générations sont nées dans la révolution et se trouvent imprégnées des principes qu'on voudrait faire disparaître. Aussi qui pourrait prévoir la fin de ceci ? Qui oserait assigner la marche future des choses ? En 1814, la nation entière a pu aller au roi ; aujourd'hui ce ne peuvent être que ses partisans seuls et ses partisans intéressés. Alors c'était une succession paisible ; aujourd'hui c'est une conquête terrible, outrageante, et il n'a d'autre force que celle des étrangers, si odieuse au Français ; et ces étrangers ne sont point à lui, mais c'est bien lui plutôt qui est à eux. S'il cherche à former une armée nationale, il faudra tout aussitôt qu'il s'en défie.

» Un soldat, dans la longueur de la journée, dans l'ennui de ses casernes, a besoin de parler de guerre ; il ne peut parler de Fontenoy ni de la retraite de Prague, qu'il ne connaît pas ; il faudra qu'il parle des victoires de Marengo, d'Austerlitz, d'Iéna ; de celui qui

les a gagnées, de moi enfin, qui remplis toutes les bouches et suis dans toutes les imaginations.

» Une telle situation est sans exemple dans l'histoire; de quelque côté qu'on la considère, on ne voit que malheurs pour la France. Que résultera-t-il de tout cela? Deux peuples sur un même sol, acharnés, irréconciliables, qui se chamailleront sans relâche, et s'extermineront peut-être.

» Bientôt la même fureur gagnera toute l'Europe. L'Europe ne formera bientôt plus que deux partis ennemis : on ne s'y divisera plus en peuples et par territoires; mais par couleur et par opinion. Et qui peut dire les crises, la durée, les détails de tant d'orages? Car l'issue n'en saurait être douteuse; les lumières et le siècle ne rétrograderont pas!... Quel malheur que ma chute!... J'aurais refermé l'outre des vents; les baïonnettes ennemies l'ont déchirée! Je pouvais marcher paisiblement à la régénération universelle : elle ne s'exécutera désormais qu'à travers des tempêtes! J'amalgamais; peut-être extirpera-t-on! »

(Ibid.)

— Sur la conduite des Bourbons en 1813.

Les Bourbons n'avaient eu, cette fois, d'autre parti que celui de la sévérité. Quatre mois s'étaient déjà écoulés, les alliés allaient repartir, et l'on n'avait encore pris que des demi-mesures : l'affaire demeurait mal embarquée. Un gouvernement ne peut vivre que de son principe : celui-ci était né du retour aux vieilles maximes; il devait s'y tenir franchement...

(Ibid.)

— Quel sera l'esprit de leur gouvernement.

« Il est sûr, disait l'empereur, qu'ils vont faire tout leur possible pour *encapuciner* cette pauvre France; ils vont la couvrir de moines et de prêtres, bien plus par hypocrisie que par ferveur, tant ils sont persuadés et tant il est vrai que le trône et l'autel sont des alliés naturels, indispensables pour enchaîner le peuple et l'abrutir... O nations! avec votre sagesse quelles sont pourtant vos destinées! Vous êtes en masse le jouet des passions et du caprice, comme on pourrait l'être des vents et de la mode... De mon temps on n'a entendu que guerres, batailles, bulletins; aujourd'hui ce ne sont que prières, cloches et sermons... Toutes mes casernes peuvent se transformer en séminaires, et peut-être une conscription d'abbés remplacera notre conscription de soldats, etc. »

(*Mémorial.*)

— Avenir des Bourbons.

Napoléon ne pensa jamais que les Bourbons (Louis XVIII eût-il les talents de Louis XIV et de Henri IV) pussent rester en France.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Avant vingt ans, lorsque je serai mort et enterré, vous verrez en France une contre-révolution. Il est impossible que 29 millions de Français vivent contents sous le joug de souverains que leur ont imposés les étrangers, et contre lesquels ils ont combattu et versé leur sang durant près de trente années... Vous aimez beaucoup, en Angleterre, à comparer la restauration de Charles II à celle de Louis XVIII : il n'y a pas la moindre ressemblance entre elles. Charles fut rappelé par la masse de la nation anglaise au trône,

que son successeur perdit ensuite pour une messe; mais, à l'égard des Bourbons, il n'existe pas un village en France qui n'ait perdu 30 ou 40 hommes, la fleur de sa jeunesse, pour tâcher d'empêcher leur retour. Voici ce que pense et dit la nation : Ce n'est pas nous qui avons ramené ces misérables. Non ! ceux qui ont ravagé notre pays, qui ont brûlé nos maisons, qui ont violé nos femmes et nos filles, les ont mis sur le trône par la force.

(O'MÉARA.)

—L'empereur disait (le 17 février 1816) qu'il y aurait quelques exécutions juridiques, que la réaction serait assez forte pour irriter, pas assez pour soumettre, et que, tôt ou tard, une éruption volcanique finirait par engloutir le trône, ses alentours et ses partisans.

(Mémorial.)

BOURBONS D'ESPAGNE.

Comment Napoléon fut amené à détrôner les Bourbons d'Espagne.

Le fait est que sans leurs querelles de famille, je n'aurais jamais pensé à détrôner les Bourbons. Je ne les ai pas plus suscitées que je n'ai fait venir Georges et Pichegru à Paris pour perdre Moreau. Quand j'ai vu le père et le fils animés l'un contre l'autre, j'ai pensé à en tirer avantage et à les déposséder tous deux.

(O'MÉARA.)

Voyez *Charles IV*.

BOURMONT (GÉNÉRAL COMTE DE).

Le général Bourmont, commandant une division dans les Cent Jours, passa à l'ennemi la veille de la bataille de Ligny-sous-Fleurus.

Bourmont est une de mes erreurs.

(Mémorial.)

Projet de construction d'une Bourse pour Paris.

Mon intention est de faire construire une Bourse qui réponde à la grandeur de la capitale et au grand nombre d'affaires qui doivent s'y faire un jour.

(Lettre du 7 mars 1807 ; BIGNON, *Hist. de France.*)

BOURSES.

Qui doit nommer aux bourses dans les écoles, et à qui doit-on les accorder de préférence.

Il s'agit moins de savoir s'il convient que le premier consul nomme aux Bourses, que de les mettre à la disposition de l'État. On verra ensuite qui devra y nommer. Il n'y a pas de doute qu'il vaut mieux que l'État ait dans ses mains le moyen de récompenser la famille d'un militaire, d'un fonctionnaire public qui auront bien servi leur patrie ou qui la servent encore ; car il n'est pas nécessaire que le père soit mort pour que la patrie témoigne sa reconnaissance ; c'est pour lui une sorte d'augmentation de traitement. Auprès de ce grand intérêt, qu'est-ce que le mérite d'un jeune homme qui prouvera à l'examen qu'il sait un peu de latin et ses quatre règles ? Laisser mille cinq cent bourses à l'examen, c'est un encouragement suffisant pour les écoles secondaires, en les supposant au nombre de deux cents.

(Le Consulat et l'Empire.)

— On ne doit pas retirer trop tôt une bourse à un enfant.

Un membre du conseil d'état avait émis l'opinion qu'on ne devait pas conserver une bourse à un enfant qui ne se montrerait pas capable de profiter de ce bienfait.

« C'est une très-mauvaise idée, dit le premier consul. On n'a pas le droit de flétrir ainsi un enfant ; car ce serait une tache qu'on pourrait lui reprocher toute sa vie. Beaucoup d'enfants paraissent stupides à douze ou

quatorze ans, tandis que d'autres sont très-avancés à dix. Il n'y a jamais à désespérer d'un enfant tant qu'il n'est pas pubère; c'est alors seulement qu'il acquiert le développement de ses facultés intellectuelles et qu'on peut le juger. »

(*Mémoires sur le Consulat.*)

BOSSUET.

Le clergé français doit suivre la doctrine de Bossuet.

Le 1^{er} janvier 1811 Napoléon disait au clergé métropolitain qui était venu lui présenter ses hommages :

Messieurs, avant tout il faut être Français; qui est bon Français est bon chrétien. Il y a autant de différence entre la religion de Jésus-Christ et l'infâme religion de Grégoire VII, qu'entre le paradis et l'enfer. La doctrine de Bossuet, c'est la doctrine qu'il vous faut suivre; avec un tel guide, on ne craint pas de s'égarer.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

BRITANNICUS.

Britannicus, tragédie. Voyez RACINE.

BRUEYS (L'AMIRAL),

Mort à la bataille navale d'Aboukir.

Le contre-amiral Brueys est un officier distingué par ses connaissances autant que par la fermeté de son caractère. Un capitaine de son escadre ne se refuserait pas deux fois de suite à l'exécution de ses signaux. Il a l'art et le caractère pour se faire obéir.

(C. I. Lettre au Directoire du 20 brumaire an vi

— 10 novembre 1797.)

On sait que l'amiral Brueys périt dans la malheureuse bataille d'Aboukir, et que le général Bonaparte fut accusé d'avoir, par les ordres qu'il lui avait donnés, amené la perte de la bataille et celle de l'amiral. Voici un fragment d'une lettre écrite par l'amiral Brueys au général en

chef de l'armée d'Égypte peu de temps avant le désastre, le 14 messidor an vi (2 juillet 1798), et qui nous semble justifier Napoléon :

« La position où je suis n'est pas tenable par la qualité du fond qui est parsemé de roches, et je ne peux pas y attendre l'ennemi, qui, avec des forces égales, détruirait toute l'armée, en la prenant en détail, si j'avais la maladresse de l'attendre au mouillage. »

« Je suis extrêmement contrarié par ce défaut de mouillage, et mon chagrin serait au comble si cela devait être une raison de me séparer de vous, n'ayant d'autre désir que de suivre votre sort en quelque qualité que ce soit. Je vous prie d'être assuré que je serai toujours bien placé, pourvu que je sois placé auprès de vous; personne, j'ose vous l'assurer, ne vous étant plus sincèrement attaché. Ce sentiment est dû à l'homme qui a rendu d'aussi grands services à la France, et vous y avez ajouté par vos bontés, celui de la reconnaissance. »

(Correspondance inédite).

BRUMAIRE.

Sur l'événement du 18 brumaire.

« Il y a loin de là, disait Napoléon en parlant de l'événement de brumaire, il y a loin de là à la conspiration de Saint-Réal, qui offre bien plus d'intrigues et bien moins de résultats : la nôtre ne fut que l'affaire d'un tour de main. Il est sûr, ajoutait-il, que jamais plus grande révolution ne causa moins d'embarras tant elle était désirée; aussi se trouva-t-elle couverte des applaudissemens universels.

« Pour mon propre compte, toute ma part dans le complot d'exécution se borna à réunir à une heure fixée la foule de mes visiteurs, et à marcher à leur tête pour saisir la puissance. Ce fut du seuil de ma porte, du haut de mon perron, et sans qu'ils en eussent été prévenus d'avance, que je les conduisis à cette conquête; ce fut au milieu de leur brillant cortège, de leur vive allégresse, de leur ardeur unanime que je

me présentai à la barre des Anciens pour les remercier de la dictature dont ils m'investissaient.

» On a discuté métaphysiquement, et l'on discutera long-temps encore si nous ne violâmes pas les lois, si nous ne fûmes pas criminels; mais ce sont autant d'abstractions bonnes tout au plus pour les livres et les tribunes, et qui doivent disparaître devant l'impérieuse nécessité; autant vaudrait accuser de dégât le marin qui coupe ses mâts pour ne pas sombrer. Le fait est que la patrie sans nous était perdue, et que nous la sauvâmes. Aussi les auteurs, les grands acteurs de ce mémorable coup d'état, au lieu de dénégations et de justifications, doivent-ils, à l'exemple de ce Romain, se contenter de répondre avec fierté à leurs accusateurs: « Nous protestons que nous avons sauvé notre pays, venez avec nous en rendre grâces aux dieux. »

» Et certes, tous ceux qui dans le temps faisaient partie du tourbillon politique ont pu d'autant moins se récrier avec justice, que tous convenaient qu'un changement était indispensable, que tous le voulaient, et que chacun cherchait à l'opérer de son côté. Je fis le mien à l'aide des *modérés*; la fin subite de l'anarchie, le retour immédiat de l'ordre, de l'union, de la force, de la gloire, furent ses résultats. Ceux des *jacobins* ou ceux des *immoraux* auraient-été supérieurs? Il est permis de croire que non. Toutefois il n'est pas moins très-naturel qu'ils en soient demeurés mécontents, et en aient jeté les hauts cris. Aussi, n'est-ce qu'à des temps plus éloignés, à des hommes plus désintéressés qu'il appartient de prononcer sainement sur cette grande affaire.

(*Mémorial.*)

Commandant en chef, en 1792, l'armée coalisée prussienne et autrichienne, et, en 1806, chargé du commandement de l'armée prussienne.

Sur sa campagne de 1792.

Napoléon faisait peu de cas du duc de Brunswick, qui, avec un projet offensif, n'avait fait, disait-il, que dix-huit lieues en quarante jours.

(*Ibid.*)

— Sur sa conduite en 1806.

— S'il arrive que la maison de Brunswick perde la souveraineté de ses ancêtres, elle ne pourra s'en prendre qu'à l'auteur de deux guerres, qui, dans l'une, voulut saper jusque dans ses fondemens la grande capitale; qui, dans l'autre, prétendit déshonorer deux cent mille braves (1).

(16^e bulletin, du 24 octobre 1806.)

— Le duc de Brunswick a eu tous les torts dans cette guerre; il a mal conçu et mal dirigé les mouvemens de l'armée; il croyait l'empereur à Paris lorsqu'il se trouvait sur ses flancs; il pensait avoir l'initiative des mouvemens, et il était déjà tourné.

(18^e bulletin, du 25 octobre 1806.)

— Si ce prince a mérité, à juste titre, l'animadversion du peuple français, il a aussi encouru celle du peuple et de l'armée prussienne; du peuple, qui lui reproche d'être l'un des auteurs de la guerre; de l'armée, qui se plaint de ses manœuvres et de sa conduite militaire. La conduite de ce vieux prince, âgé de soixantedouze ans, est un excès de délire dont la catastrophe ne saurait exciter de regrets. Qu'aura donc de respectable la vieillesse, si, au défaut de son âge, elle joint la fanfaronnade et l'inconsidération de la jeunesse?

(23^e bulletin, du 30 octobre 1806.)

(1) Allusion à l'ultimatum par lequel le cabinet prussien enjoignit à l'armée française, déjà en Allemagne, de repasser le Rhin.

L'on cite toujours Brutus comme l'ennemi des tyrans : eh bien ! Brutus n'était qu'un aristocrate ; il ne tua César que parce que César voulait diminuer l'autorité du sénat pour accroître celle du peuple. Voilà comme l'ignorance ou l'esprit de parti cite l'histoire.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

Voyez CÉSAR. *Sur la mort de César.*

Brutus, tragédie. Voyez VOLTAIRE.

BUT.

Comment l'on parvient à de grands buts.

Ce n'est qu'avec de la prudence, de la sagesse, beaucoup de dextérité, que l'on parvient à de grands buts, et que l'on surmonte tous les obstacles : autrement on ne réussit à rien.

(C. 1. Lett. au minist. des relat. extérieures, du 16 vend. an vi
— 7 octobre 1797.)

BULLES.

Des formes des bulles sous l'empire.

Les formes établies par le concordat de 1801 étaient par elles-mêmes une chose insignifiante ; cependant Napoléon n'eût pas été fâché de les changer ; et s'étant aperçu que la cour de Rome affectait de ne plus prononcer son nom, il fit proposer que désormais les bulles ne fussent plus demandées directement par lui au pape, mais le fussent par le ministre du culte ; et qu'en conséquence il ne fût plus fait mention de son nom dans les bulles d'institution, bien entendu que du reste il ne serait rien changé à la formule qui constatait que la cour de Rome ne nommait pas les évêques *motu proprio*. Le pape comprit parfaitement le piège : cela n'avait pour but que de faire descendre le Saint-Siège en le faisant correspondre avec un mi-

nistre, comme les autres évêques. Il refusa d'adopter cet expédient qui empirait sa position; il fit fort bien: dans l'état de splendeur où était le trône impérial, le pape ne pouvait faire rejaillir rien sur lui, tandis que l'étiquette du palais impérial, les communications directes avec le souverain, distinguaient l'évêque de Rome, et maintenaient sa splendeur et son rang.

(*Mémoires de Napoléon.*)

CADASTRE.

Difficultés d'un cadastre général en France.

Un cadastre général est une opération monstrueuse qui coûtera plus de trente millions et exigera au moins vingt ans. La mensuration et l'évaluation ne sont pas les opérations les plus difficiles. C'est la connaissance des rapports des divers départemens entre eux.

(*Mémoires sur le Consulat.*)

— Du cadastre sous l'empire.

Parlant du *cadastre*, tel qu'il l'avait arrêté, l'empereur disait qu'il eût pu être considéré à lui seul comme la véritable constitution de l'empire, c'est-à-dire la garantie des propriétés et de l'indépendance de chacun : car une fois établi et la législature ayant fixé l'impôt, chacun faisait aussitôt son propre compte, et n'avait plus à craindre l'arbitraire de l'autorité ou celui des répartiteurs; ce qui est un point essentiel, et le moyen le plus sûr pour forcer à la soumission.

(*Mémorial.*)

CADOUDAL.

Voyez GEORGES.

CAFFARELLI DUFALGA.

Commandant du génie en Égypte, mort au siège de Saint-Jean-d'Acre.

Le général Caffarelli, qui a fait fortifier les différen-

tes places de l'Égypte, est un officier recommandable par une activité, un courage et des talens rares.

(*OEuvres de Napoléon. — Lett. au Directoire du 23 vent. an VII*
— 15 mars 1799.)

Le général Caffarelli avait une jambe de bois, ayant perdu la sienne sur les bords du Rhin. C'est pour cela que, pendant les marches du désert, nos soldats disaient de lui en riant, qu'il pouvait être tranquille, qu'il avait un pied en France.

CAIRE.

Moyens de maintenir la tranquillité dans cette place.

Une grande vigilance est plus nécessaire, pour la tranquillité de la place, qu'une grande dissémination de troupes; quelques officiers de service qui courent la ville, quelques sergens de planton qui se croisent sur des ânes, quelques adjudans-majors qui visitent les endroits les plus essentiels, quelques Francs qui se faufilent dans les marchés et les différens quartiers, et quelques compagnies de réserve pour pouvoir envoyer dans les endroits où il y aurait quelque trouble, sont plus utiles et fatiguent moins que des gardes fixées sur des places et dans les carrefours.

(C. 1. *Lett. au général Dupuis, du 17 therm. an V*
— 4 août. 1798.)

Ce général Dupuis est le même qui fut tué dans la révolte du Caire.

CALCUL.

Du calcul dans la vie.

Il faut toujours se conduire par le raisonnement et le calcul. Il faut savoir compter ses peines, ses sacrifices, ses jouissances, pour arriver à un résultat, de même qu'on additionne ou qu'on soustrait tout ce qui se calcule. La raison, la logique, un résultat, doivent être les mobiles et le but constant de tout ici-bas.

(*Mémorial.*)

Cambacérés, — député à la Convention, membre du conseil des Cinq-Cents, second consul de la République, après le 18 brumaire, prince archi-chancelier de l'empire, etc. — Lebrun, député du tiers-état aux États-Généraux, député au conseil des Anciens, troisième consul après le 18 brumaire, prince archi-trésorier de l'empire, etc.

L'empereur disait qu'il avait choisi en Cambacérés et Lebrun deux hommes de mérite, deux personnages distingués, tous deux sages, modérés, capables; mais d'une nuance tout-à-fait opposée. L'un, avocat des abus, des préjugés, des anciennes institutions, du retour des honneurs, des distinctions, etc; l'autre, froid, sévère, insensible, combattant toutes ces choses, y cédant sans illusion, et tombant naturellement dans l'idéologie.

(*Mémorial.*)

— Napoléon choisit pour deuxième consul Cambacérés, et pour troisième Lebrun. Cambacérés, d'une famille honorable de Languedoc, était âgé de cinquante ans; il avait été membre de la Convention et s'était conservé dans une mesure de modération: il était généralement estimé. Sa carrière politique n'avait été déshonorée par aucun excès. Il jouissait, à juste titre, de la réputation d'un des premiers jurisconsultes de la république. Lebrun, âgé de soixante ans, était de Normandie. Il avait rédigé toutes les ordonnances du chancelier Maupeou, il s'était fait remarquer par la pureté et l'élégance de son style. C'était un des meilleurs écrivains de France. Député au conseil des anciens, par le département de la Manche, il était d'une probité sévère, n'approuvant les changemens de la révolution que sous le point de vue des avantages qui en résultaient pour la masse du peuple; car il était né d'une famille de paysans.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— L'art d'asseoir un camp sur une position n'est autre chose que l'art de prendre une ligne de bataille sur cette position. Il faut que toutes les machines de jet soient en jeu et favorablement placées; il faut que la position prise ne soit pas dominée, prolongée, enveloppée, et qu'au contraire, autant que cela est possible, elle domine, prolonge, enveloppe, la position opposée.

(*Ibid.*)

Une bonne armée de 35 à 40,000 hommes doit, en peu de jours, surtout lorsqu'elle est appuyée à une grande place et à une grande rivière, rendre son camp inattaquable par une armée double en force.

(*Ibid.*)

CAMPO-FORMIO (PAIX DE),

Signée le 17 octobre 1797. — Sur les préliminaires de la paix signés à Léoben, le 18 avril 1797.

J'ai fait conclure la paix à mon quartier-général. Les conditions de cette paix sans doute sont avantageuses à la France et à l'empereur : c'est ce qui fait sa bonté. Elle nous ôte l'influence de la Prusse, et nous met à même de tenir la balance dans l'Europe.

(C. I. Lettre au Directoire du 11 floréal an v
— 30 avril 1796.)

— Motifs qui ont déterminé Napoléon à conclure la paix de Campo-Formio.

J'ai profité des pouvoirs que vous m'avez donnés et de la confiance dont vous m'avez revêtu pour conclure ladite paix; j'y ai été conduit :

1^o Par la saison avancée, contraire à la guerre offensive surtout de ce côté-ci, où il faut repasser les Alpes et entrer dans des pays très-froids;

2^o La faiblesse de mon armée, qui cependant a toutes les forces de l'empereur contre elle;

3° La mort de Hoche, et le mauvais plan d'opérations adopté;

4° L'éloignement des armées du Rhin des états héréditaires de la maison d'Autriche;

5° La nullité des Italiens. Je n'ai avec moi au plus que 1,500 Italiens qui sont le ramassis des polissons dans les grandes villes;

6° La rupture qui vient d'éclater avec l'Angleterre;

7° L'impossibilité où je me trouve, par la non ratification du traité d'aillance avec le roi de Sardaigne, de me servir des troupes sardes, et la nécessité d'augmenter de 6,000 hommes de troupes françaises les garnisons du Piémont et de la Lombardie;

8° L'envie de la paix qu'a toute la république, envie qui se manifeste même dans les soldats qui se battraient, mais qui verront avec plus de plaisir encore leurs foyers, dont ils sont absens depuis bien des années, et dont l'éloignement ne serait bon que pour établir le gouvernement militaire;

9° L'inconvenance d'exposer des avantages certains et le sang français pour des peuples peu dignes et peu amans de la liberté, qui, par caractère, habitude et religion, nous haïssent profondément.

La ville de Venise renferme, il est vrai, 300 patriotes; leurs intérêts seront stipulés dans le traité, et ils seront accueillis dans la Cisalpine. Le désir de quelques centaines d'hommes ne vaut pas la mort de 20,000 Français;

10° Enfin, la guerre avec l'Angleterre nous ouvrira un champ plus vaste, plus essentiel et plus beau d'activité. Le peuple anglais vaut mieux que le peuple vénitien, et sa libération consolidera à jamais la li-

berté et le bonheur de la France; ou, si nous obligeons ce gouvernement à la paix, notre commerce, les avantages que nous lui procurerons dans les deux mondes, seront un grand pas vers la consolidation de la liberté et le bonheur public.

Si, dans tous ces calculs, je me suis trompé, mon cœur est pur, mes intentions sont droites : j'ai fait taire l'intérêt de ma gloire, de ma vanité, de mon ambition; je n'ai vu que la patrie et le gouvernement; j'ai répondu d'une manière digne de moi à la confiance illimitée que le directoire a bien voulu m'accorder depuis deux ans.

Je crois avoir fait ce que chaque membre du directoire eût fait à ma place.

J'ai mérité par mes services l'approbation du gouvernement et de la nation; j'ai reçu des marques réitérées de son estime. Il ne me reste plus qu'à rentrer dans la foule, reprendre le soc de Cincinnatus, et donner l'exemple du respect pour les magistrats et de l'aversion pour le régime militaire qui a détruit tant de républiques et perdu plusieurs états.

(C. I. Lett. au Directoire, du 19 vendémiaire an vi
— 10 octobre 1797.)

— Apologie du traité de Campo-Formio.

Je ne doute pas que la critique ne s'attache vivement à déprécier le traité que je viens de signer. Tous ceux cependant qui connaissent l'Europe et qui ont le tact des affaires seront bien convaincus qu'il était impossible d'arriver à un meilleur traité sans commencer par se battre, et sans conquérir encore deux ou trois provinces de la maison d'Autriche. Cela était-il possible? Oui. Préférable? Non.

En effet, l'empereur avait placé toutes ses troupes contre l'armée d'Italie, et nous avons laissé toute la force de nos troupes sur le Rhin. Il aurait fallu trente jours de marche à l'armée d'Allemagne pour pouvoir arriver sur les lisières des états héréditaires de la maison d'Autriche, et pendant ce temps-là j'aurais eu contre moi les trois quarts de ses forces. Je ne devais pas avoir les probabilités de les vaincre, et les eussé-je vaincues, j'aurais perdu une grande partie des braves soldats qui ont à eux seuls vaincu toute la maison d'Autriche et changé le destin de l'Europe. Vous avez 150,000 hommes sur le Rhin, j'en ai 50,000 en Italie.

L'empereur, au contraire, a 150,000 hommes contre moi, 40,000 en réserve, et au plus 40,000 au-delà du Rhin.

Le refus de ratifier le traité du roi de Sardaigne me privait de 10,000 hommes et me donnait des inquiétudes réelles sur mes derrières, qui s'affaiblissaient par les armemens extraordinaires de Naples.

Les cimes des montagnes sont déjà couvertes de neige ; je ne pouvais pas, avant un mois, commencer les opérations militaires, puisque, par une lettre que je reçois du général qui commande l'armée d'Allemagne, il m'instruit du mauvais état de son armée, et me fait part que l'armistice de quinze jours qui existait entre les armées n'est pas encore rompu. Il faut dix jours pour qu'un courrier se rende d'Udine à l'armée d'Allemagne annoncer la rupture. Les hostilités ne pouvaient donc, en réalité, commencer que vingt-cinq jours après la rupture, et alors nous nous trouvions dans les grandes neiges.

Il y aurait eu le parti d'attendre au mois d'avril et de passer tout l'hiver à organiser les armées et à concerter un plan de campagne, qui était, pour le dire entre nous, on ne peut pas plus mal combiné; mais ce parti ne convenait pas à la situation intérieure de la république, de nos finances et de l'armée d'Allemagne.

Nous avons la guerre avec l'Angleterre : cet ennemi est assez considérable.

Si l'empereur répare ses pertes dans quelques années de paix, la république cisalpine s'organisera de son côté, et l'occupation de Mayence et la destruction de l'Angleterre nous compenseront de reste et empêcheront bien ce prince de penser à se mesurer avec nous.

Jamais, depuis plusieurs siècles, on n'a fait une paix plus brillante que celle que nous faisons. Nous acquérons la partie de la république de Venise la plus précieuse pour nous. Une autre partie du territoire de cette république est acquise à la Cisalpine et le reste à l'empereur.

L'Angleterre allait renouveler une autre coalition. La guerre, qui a été nationale et populaire lorsque l'ennemi était sur nos frontières, semble aujourd'hui étrangère au peuple, et n'est devenue qu'une guerre de gouvernement. Dans l'ordre naturel des choses, nous aurions fini par y succomber.

Lorsque la Cisalpine a les frontières les plus militaires de l'Europe, que la France a Mayence et le Rhin, qu'elle a dans le Levant Corfou, place extraordinairement bien fortifiée, et les autres îles, que veut-on davantage? Diverger nos forces, pour que l'An-

gleterre continue à enlever à nous, à l'Espagne, à la Hollande leurs colonies, et éloigner encore pour long-temps le rétablissement de notre commerce et de notre marine?

Les Autrichiens sont lourds et avarés : aucun peuple moins intrigant et moins dangereux pour nos affaires militaires qu'eux ; l'Anglais, au contraire, est généreux, intrigant, entreprenant. Il faut que notre gouvernement détruise la monarchie anglicane, ou il doit s'attendre lui-même à être détruit par la corruption et l'intrigue de ces actifs insulaires. Le moment actuel nous offre un beau jeu. Concentrons toute notre activité du côté de la marine, et détruisons l'Angleterre : cela fait, l'Europe est à nos pieds.

(C. I. Lett. au min. des relations extérieures, du 27 vend. an vi
— 18 octobre 1797.)

— Des sentimens du Directoire sur la paix de Campo-Formio.

Le Directoire vit avec peine les effets de la paix de Campo-Formio. Il allait jusqu'à dire à ses affidés : Napoléon aurait dû marcher sur Vienne, renverser le trône impérial ; nous aurions révolutionné l'Allemagne, et c'est alors seulement que la république serait sortie triomphante de la lutte. Cette ineptie politique et militaire n'a pas besoin d'être réfutée. Napoléon signa la paix, parce qu'il était pénétré des véritables intérêts de sa patrie et de son armée. Dans les grandes circonstances de la guerre, il n'y a qu'un moment pour faire la paix : ce moment, il le saisit.

(Mémoires de NAPOLÉON.)

CANON.

Du rôle du canon dans la guerre et du passage des rivières.

Dans la guerre de siège, comme dans celle de cam-

pagne, c'est le canon qui joue le principal rôle; il a fait une révolution totale. Les hauts remparts en maçonnerie ont dû être abandonnés pour les feux rasans, et recouverts par des masses de terre. L'usage de se retrancher chaque jour, en établissant un camp, et de se trouver en sûreté derrière de mauvais pieux, plantés à côté les uns des autres, a dû être aussi abandonné.

Du moment où l'on est maître d'une position qui domine la rive opposée, si elle a assez d'étendue pour que l'on puisse y placer un bon nombre de pièces de canon, on acquiert bien des facilités pour le passage de la rivière. Cependant, si la rivière a de deux cents à cinq cents toises de large, l'avantage est bien moindre, parce que votre mitraille n'arrivant plus sur l'autre rive, et l'éloignement permettant à l'ennemi de se défilier facilement, les troupes qui défendent le passage ont la faculté de s'enterrer dans des boyaux qui les mettent à l'abri du feu de la rive opposée. Si les grenadiers, chargés de passer pour protéger la construction du pont, parviennent à surmonter cet obstacle, ils sont écrasés par la mitraille de l'ennemi, qui, placé à deux cents toises du débouché du pont, est à portée de faire un feu très-meurtrier, et est cependant éloigné de quatre ou cinq cents toises des batteries de l'armée qui veut passer; de sorte que l'avantage du canon est tout entier pour lui. Aussi, dans ce cas, le passage n'est-il possible que lorsqu'on parvient à surprendre complètement l'ennemi, et qu'on est favorisé par une île intermédiaire, ou par un rentrant très-prononcé qui permet d'établir des batteries croisant leurs feux sur la gorge. Cette île ou

ce rentrant forme alors une tête de pont naturelle, et donne tout l'avantage de l'artillerie à l'armée qui attaque.

Quand une rivière a moins de soixante toises, les troupes qui sont jetées sur l'autre bord, protégées par une grande supériorité d'artillerie et par le grand commandement que doit avoir la rive où elle est placée, se trouvent avoir tant d'avantage, que, pour peu que la rivière forme un rentrant, il est impossible d'empêcher l'établissement du pont. Dans ce cas, les plus habiles généraux se sont contentés, lorsqu'ils ont pu prévoir le projet de leur ennemi, et arriver avec leur armée sur le point de passage, de s'opposer au passage du pont, qui est un vrai défilé, en se plaçant en demi-cercle alentour, et en se défilant du feu de la rive opposée, à trois ou quatre cents toises de ses hauteurs. C'est la manœuvre que fit Vendôme pour empêcher Eugène de profiter de son pont de Cassano.

(Mémoires de Napoléon.)

— On a fait la remarque que l'empereur n'a jamais perdu de canons, dans les armées qu'il a commandées, soit dans les premières campagnes d'Italie et d'Égypte, soit dans celle de l'armée de réserve, soit dans celle d'Autriche et de Moravie, soit dans celle de Prusse et de Pologne.

(64^e bulletin, du 2 mars 1807.)

CANONNIERS FRANÇAIS.

Les canonniers français méritent, à justeraison, le titre d'hommes d'élite.

(68^e bulletin, du 20 mars 1807.)

Sur la canonisation d'un ancêtre de Napoléon.

A l'époque du couronnement, le pape Pie VII proposait à l'empereur de canoniser un Bonaventure Bonaparte, mort obscurément dans un cloître.

Saint père, lui répondit Napoléon, épargnez-moi ce ridicule. Comme vous êtes en mon pouvoir, on ne manquerait pas de dire que je vous ai forcé à faire un saint dans ma famille.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

CANOVA.

Sur la statue de Napoléon par Canova.

Le sculpteur Canova avait représenté Napoléon dans des proportions colossales et lui avait donné une attitude menaçante... Napoléon dit à ce sujet :

Canova croit donc que je fais mes conquêtes à coups de poing.

(*Ibid.*)

CANTONS.

Voyez SUISSE. *Sur l'organisation des cantons.*

CAPITAINE.

Devoirs d'un grand capitaine.

Un grand capitaine doit se dire plusieurs fois par jour : si l'armée ennemie apparaissait sur mon front, sur ma droite ou sur ma gauche, que ferais-je ? S'il se trouve embarrassé, il est mal posté, il n'est pas en règle ; il doit y remédier.

(*Mémoires de Napoléon.*)

Voyez *Armée, Armes, Généraux, Guerre, etc.*

CAPITALES.

De la fortification des capitales.

Une grande capitale est la patrie de l'élite de la nation ; tous les grands y ont leur domicile, leur famille ;

c'est le centre de l'opinion, le dépôt de tout. C'est la plus grande des contradictions et des inconséquences que de laisser un point aussi important sans défense immédiate....

Si en 1805 Vienne eût été fortifiée, la bataille d'Ulm n'eût pas décidé de l'issue de la guerre, le corps d'armée que commandait le général Kutusoff y aurait attendu les autres corps de l'armée russe, déjà arrivés à Olmutz, et l'armée du prince Charles arrivant d'Italie... En 1809, le prince Charles, qui avait été battu à Eckmühl, et obligé de faire sa retraite par la rive gauche du Danube, aurait eu le temps d'arriver à Vienne, et de s'y réunir avec le corps du général Hiller et l'armée de l'archiduc Jean.

Si Berlin avait été fortifié en 1806, l'armée battue à Iéna s'y fût ralliée, et l'armée russe l'y eût rejoint.

Si en 1808 Madrid avait été une place forte, l'armée française, après les victoires d'Espinosa, de Tudella, de Burgos et de Sommosiera, n'eût pas marché sur cette capitale, en laissant derrière Salamanque et Valladolid, l'armée anglaise du général Moore et l'armée espagnole de la Romana; ces deux armées anglo-espagnoles se fussent réunies sous les fortifications de Madrid à l'armée d'Arragon et de Valence.

En 1812, l'empereur Napoléon entra dans Moscou: si les Russes n'avaient pas pris le parti de brûler cette grande ville, parti inouï dans l'histoire et qu'eux seuls pouvaient exécuter, la prise de Moscou eût entraîné la soumission de la Russie; car le vainqueur eût trouvé dans cette grande ville, 1^o tout ce qui est nécessaire pour rétablir l'habillement et le matériel

d'une armée; 2° les farines, les légumes, les vins, les eaux-de-vie, et tout ce qu'il faut pour la subsistance d'une grande armée; 3° des chevaux pour remonter la cavalerie, et enfin l'appui de trente mille affranchis, fils d'affranchis ou esclaves jouissant d'une grande fortune, fort impatiens du joug de la noblesse, lesquels eussent communiqué des idées de liberté et d'indépendance aux esclaves; perspective effrayante qui eût conseillé au czar de faire la paix, d'autant plus que le vainqueur avait des intentions modérées. L'incendie détruisit tous les magasins, dispersa la population; les marchands et le tiers-état furent ruinés, et cette grande ville ne fut plus qu'un cloaque de désordre, d'anarchie et de crimes. Si elle eût été fortifiée, Kutusoff eût campé sur ses remparts, et l'investissement en eût été impossible.

Constantinople, ville beaucoup plus grande qu'aucune de nos capitales modernes, n'a dû son salut qu'à ses fortifications; sans elles, l'empire de Constantin eût été terminé en 700, et n'eût duré que trois cents ans. Les heureux Mussen y auraient dès lors planté l'étendard du prophète; ils le firent en 1440, environ huit cents ans après. Cette capitale dut à ses murailles huit cents ans d'existence. Dans cet intervalle, assiégée cinquante-trois fois, elle le fut cinquante-deux fois inutilement. Les Français et les Vénitiens la prirent, mais après une attaque très-vive.

Paris a dû dix ou douze fois son salut à ses murailles : 1° en 885, il eût été la proie des Normands; ces barbares l'assiégèrent inutilement deux ans; 2° en 1358, il fut assiégé inutilement par le Dauphin, et si quelques années après les habitans lui en ouvrirent les

portes, ce fut de plein gré; 3° en 1359, Édouard, roi d'Angleterre, campa à Montrouge, porta le ravage jusqu'aux pieds de ses murailles, mais recula devant ses fortifications et se retira à Chartres; 4° en 1429, le roi Henri V repoussa l'attaque de Charles VII; 5° en 1464, le comte de Charolais cerna cette grande capitale, il échoua dans toutes ses attaques; 6° en 1472, elle eût été prise par le duc de Bourgogne qui fut obligé de se contenter de ravager sa banlieue; 7° en 1536, Charles-Quint, maître de la Champagne, porta son quartier-général à Meaux; ses coureurs vinrent sous les remparts de la capitale, qui ne dut son salut qu'à ses murailles; 8° et 9° en 1588 et 1589, Henri III et Henri IV échouèrent devant les fortifications de Paris; et si plus tard les habitans ouvrirent leurs portes, ils les ouvrirent de plein gré, et en conséquence de l'abjuration de St-Denis; 10° enfin, en 1636, les fortifications de Paris en sauvèrent, pendant plusieurs années, les habitans. Si Paris eût été encore une place forte en 1814 et en 1815, capable de résister seulement huit jours, quelle influence cela n'aurait-il pas eue sur les événemens du monde!!!....

Comment, dira-t-on, vous prétendez fortifier des villes qui ont douze à quinze mille toises de pourtour? Il vous faudra quatre-vingts ou cent fronts, cinquante à soixante mille soldats de garnison, huit cents ou mille pièces d'artillerie en batterie. Mais soixante mille soldats sont une armée; ne vaut-il pas mieux l'employer en ligne?.... Cette objection est faite en général contre les grandes places fortes, mais elle est fausse en ce qu'elle confond un soldat avec un homme. Sans doute, il faut, pour défendre une grande capitale,

cinquante à soixante mille hommes, mais non cinquante à soixante mille soldats. Aux époques de malheurs et de grandes calamités, les états peuvent manquer de soldats, mais ils ne manquent jamais d'hommes pour leur défense intérieure. Cinquante mille hommes, dont deux à trois mille canonniers, défendront une capitale, en interdiront l'entrée à une armée de trois à quatre cent mille hommes, tandis que ces cinquante mille hommes, en rase campagne, s'ils ne sont pas des soldats faits, et commandés par des officiers expérimentés, seront mis en désordre par une charge de trois mille hommes de cavalerie. D'ailleurs, toutes les grandes capitales sont susceptibles de couvrir une partie de leur enceinte par des inondations, parce qu'elles sont toutes situées sur de grands fleuves, que les fossés peuvent être remplis d'eau, soit par des moyens naturels, soit par des pompes à feu. Des places si considérables, qui contiennent des garnisons si nombreuses, ont un certain nombre de positions dominantes sans la possession desquelles il est impossible de se hasarder à entrer dans la ville.

(Mémoires de Napoléon.)

— Comment on peut défendre une capitale.

Faut-il défendre une capitale en la couvrant directement, ou en s'enfermant dans un camp retranché sur les derrières? Le premier parti est le plus sûr : il permet de défendre le passage des rivières, les défilés; de se créer même des positions de campagne; de se renforcer de toutes ses troupes de l'intérieur dans le temps que l'ennemi s'affaiblit insensiblement. Ce serait prendre un mauvais parti, que de se laisser enfermer dans un camp retranché; on courrait risque d'y

être forcé, d'y être au moins bloqué, et d'être réduit à se faire jour l'épée à la main, pour se procurer du pain et des fourrages. Il faut quatre ou cinq cents voitures par jour pour nourrir une armée de 100,000 hommes. L'armée envahissante étant supérieure d'un tiers en infanterie, cavalerie et artillerie, empêcherait les convois d'y arriver; et sans les bloquer hermétiquement, comme on bloque les places, elle rendrait les arrivages si difficiles, que la famine serait dans le camp.

Il reste un troisième parti, celui de manœuvrer sans se laisser acculer à la capitale que l'on veut défendre, ni renfermer dans un camp retranché sur les derrières; il faut, pour cela, une bonne armée, de bons généraux et un bon chef. En général, l'idée de couvrir une capitale, ou un point quelconque, par des marches de flanc, comporte avec elle la nécessité d'un détachement, et les inconvéniens attachés à toute dissémination devant une armée supérieure.

Après l'affaire de Smolensk, en 1812, l'armée française marchant droit sur Moscou, le général Kutusow couvrit cette ville par des mouvemens successifs, jusqu'à ce que, arrivé au camp retranché de Mojaïsk, il tint ferme et accepta la bataille; l'ayant perdue, il continua sa marche, et traversa la capitale qui tomba au pouvoir du vainqueur. S'il se fût retiré dans la direction de Kiow, il eût attiré à lui l'armée française; mais il eût fallu alors couvrir Moscou par un détachement, et rien n'empêchait le général français de faire suivre ce détachement par un détachement supérieur qui l'eût contraint à évacuer cette importante capitale.

De pareilles questions proposées à Turenne, à Villars, ou à Eugène de Savoie, les auraient fort em-

barrassés... Toutes ces questions de grande tactique sont des problèmes physico-mathématiques indéterminés, qui ont plusieurs solutions, et qui ne peuvent être résolus par les formules de la géométrie élémentaire.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— De l'avantage qu'il y a à fortifier les capitales en pays ennemi.

En fortifiant les capitales, les généraux ont à leur disposition toutes leurs ressources, toutes leurs richesses, toute leur influence. Ils y trouvent des caves, des édifices publics, qui servent à contenir les magasins de l'armée. Ces villes ayant presque toutes eu anciennement des fortifications, ont encore des remparts en maçonnerie, ou des écluses, etc., ce qui est utile.

(*Ibid.*)

CAPITULATION.

Des capitulations sur le champ de bataille.

Un corps de troupes en ligne ne doit jamais capituler pendant les batailles... Aucun souverain, aucun peuple, aucun général, ne peut avoir de garantie, s'il tolère que les officiers capitulent en plaine, et posent les armes par le résultat d'un contrat favorable aux individus des corps qui le contractent, mais contraire à l'armée. Cette conduite doit être proscrite, déclarée infâme, et passible de la peine de mort. Les généraux, les officiers, doivent être décimés, un sur dix, les sous-officiers, un sur cinquante, les soldats, un sur mille. Celui ou ceux qui commandent de rendre les armes à l'ennemi, ceux qui obéissent, sont également traités et dignes de la peine capitale.

(*Ibid.*)

— Des capitulations des garnisons et des capitulations sur le champ de bataille.

Les lois de la guerre, les principes de la guerre autorisent-ils un général à ordonner à ses soldats de poser les armes, de les rendre à leurs ennemis et à constituer tout un corps prisonnier de guerre? Cette question ne fait pas un doute pour la garnison d'une place de guerre : mais le gouverneur d'une place est dans une catégorie à part. Les lois de toutes les nations l'autorisent à poser les armes lorsqu'il manque de vivres, que les défenses de sa place sont ruinées et qu'il a soutenu plusieurs assauts. En effet, une place est une machine de guerre qui forme un tout, qui a un rôle, une destination prescrite, déterminée et connue. Un petit nombre d'hommes, protégés par cette fortification, se défendent, arrêtent l'ennemi et conservent le dépôt qui leur est confié contre les attaques d'un grand nombre d'hommes; mais lorsque ces fortifications sont détruites, qu'elles n'offrent plus de protection à la garnison, il est juste, raisonnable, d'autoriser le commandant à faire ce qu'il juge le plus propre à l'intérêt de sa troupe. Une conduite contraire serait sans but et aurait en outre l'inconvénient d'exposer la population de toute une cité, vieillards, femmes et enfans. Au moment où la place est investie, le prince et le général en chef chargés de la défense de cette frontière savent que cette place ne peut protéger la garnison et arrêter l'ennemi qu'un certain temps, et que, ce temps écoulé, les défenses détruites, la garnison posera les armes. Tous les peuples civilisés ont été d'accord sur cet objet, et il n'y a jamais eu de discussion que sur le plus ou le moins de défense qu'a faite un gouverneur avant de capituler. Il est vrai

qu'il est des généraux, Villars est de ce nombre, qui pensent qu'un gouverneur ne doit jamais se rendre, mais à la dernière extrémité faire sauter les fortifications, et se faire jour de nuit au travers de l'armée assiégeante : ou dans le cas que la première de ces deux choses ne soit pas faisable, sortir du moins avec sa garnison et sauver ses hommes. Les gouverneurs qui ont adopté ce parti ont rejoint leur armée avec les trois quarts de leur garnison.

De ce que les lois et la pratique de toutes les nations ont autorisé spécialement les commandans des places fortes à rendre leurs armes en stipulant leur intérêt, et qu'elles n'ont jamais autorisé aucun général à faire poser les armes à ses soldats dans un autre cas, on peut avancer qu'aucun prince, aucune république, aucune loi militaire ne les y a autorisés. Le souverain ou la patrie commandent à l'officier inférieur et aux soldats l'obéissance envers leur général et leurs supérieurs, pour tout ce qui est conforme au bien ou à l'honneur du service. Les armes sont remises au soldat avec le serment militaire de les défendre jusqu'à la mort. Un général a reçu des ordres et des instructions pour employer ses troupes à la défense de la patrie : comment peut-il avoir l'autorité d'ordonner à ses soldats de livrer leurs armes et de recevoir des chaînes?

Il n'est presque pas de bataille où quelques compagnies de voltigeurs ou de grenadiers, souvent quelques bataillons, ne soient momentanément cernés dans des maisons, des cimetières, ou des bois. Le capitaine ou le chef de bataillon, qui, une fois le fait constaté qu'il est cerné, ferait sa capitulation, trahirait

son prince et son honneur. Il n'est presque pas de bataille où la conduite tenue dans des circonstances analogues n'ait décidé de la victoire. Or, un lieutenant-général est à une armée ce qu'un chef de bataillon est à une division. Les capitulations faites par des corps cernés, soit pendant une bataille, soit pendant une campagne active, sont un contrat, dont toutes les clauses avantageuses sont en faveur des individus qui contractent et dont toutes les clauses onéreuses sont pour le prince et les autres soldats de l'armée. Se soustraire au péril pour rendre la position de ses camarades plus dangereuse, est évidemment une lâcheté. Un soldat qui dirait à un commandant : « Voilà mon fusil, laissez-moi m'en aller dans mon village, » serait un déserteur en présence de l'ennemi, les lois le condamneraient à mort. Que fait autre chose le général de division, le chef de bataillon, le capitaine qui dit : « Laissez-moi m'en aller chez moi, ou recevez-moi chez vous, et je vous donne mes armes? » Il n'est qu'une manière honorable d'être fait prisonnier de guerre, c'est d'être pris isolément les armes à la main et lorsque l'on ne peut plus s'en servir. C'est ainsi que furent pris François I^{er}, le roi Jean et tant de braves de toutes les nations. Dans cette manière de rendre les armes, il n'y a pas de condition, il ne saurait y en avoir avec l'honneur ; c'est la vie que l'on reçoit, parce que l'on est dans l'impuissance de l'ôter à son ennemi, qui vous la donne à charge de représaille, parce qu'ainsi le veut le droit des gens.

Les dangers d'autoriser les officiers et les généraux à poser les armes, en vertu d'une capitulation particulière, dans une autre position que celle où ils for-

ment la garnison d'une place forte, sont incontestables. C'est détruire l'esprit militaire d'une nation, en affaiblir l'honneur, que d'ouvrir cette porte aux lâches, aux hommes timides, ou même aux braves égarés. Si les lois militaires prononçaient des peines afflictives et infamantes contre les généraux, officiers et soldats qui posent leurs armes en vertu d'une capitulation, cet expédient ne se présenterait jamais à l'esprit des militaires pour sortir d'un pas fâcheux ; il ne leur resterait de ressource que dans la valeur ou l'obstination, et que de choses ne leur a-t-on pas vu faire !

Si les 28 bataillons, troupes d'élite, qui posèrent les armes à Hochstedt, eussent été convaincus qu'ils entachaient leurs noms, flétrissaient leurs familles, encouraient la peine d'être décimés, ils se fussent battus ; et si leur obstination n'eût pas fait changer les destins de la journée, ils eussent certainement regagné l'aile gauche et fait leur retraite. Si l'infanterie bavoise, qui avait défendu avec gloire le village de Allerheim à la bataille de Nordlingen, et avait repoussé les attaques du grand Condé, n'eût pu capituler avec Turenne qu'en attirant sur elle le déshonneur et le châtimement d'être décimée, elle n'eût pas même songé à quitter sa position ; une heure plus tard elle eût reconnu qu'elle n'était pas coupée de Jean-de-Vert ; les Bavares auraient eu le champ de bataille et la victoire ; Condé eût ramené peu d'hommes de son armée en-deçà du Rhin.

Mais que doit donc faire un général qui est cerné par des forces supérieures ? Nous ne saurions faire d'autre réponse que celle du vieil Horace. Dans une

situation extraordinaire il faut une résolution extraordinaire; plus la résistance sera opiniâtre, plus on aura de chances d'être secouru ou de percer. Que de choses qui paraissaient impossibles ont été faites par des hommes résolus, n'ayant plus d'autre ressource que la mort! Plus vous ferez de résistance, plus vous tuerez de monde à l'ennemi, et moins il en aura le jour même ou le lendemain, pour se porter contre les autres corps de l'armée. Cette question ne nous paraît pas susceptible d'une autre solution, sans perdre l'esprit militaire d'une nation et s'exposer aux plus grands malheurs.

La législation doit-elle autoriser un général, cerné loin de son armée par des forces très-supérieures, et lorsqu'il a soutenu un combat opiniâtre, à disloquer son armée la nuit en confiant à chaque individu son propre salut, en indiquant le point de ralliement plus ou moins éloigné? Cette question peut être douteuse; mais toutefois il n'est pas douteux qu'un général qui prendrait un tel parti dans une situation désespérée sauverait les trois quarts de son monde, et ce qui est plus précieux que les hommes, il se sauverait du déshonneur de remettre ses armes et ses drapeaux par le résultat d'un contrat qui stipule des avantages pour les individus, au détriment de l'armée et de la patrie.

Dans la capitulation de Maxen, il y a une circonstance fort singulière. Le général Wunch, avec la cavalerie, s'était, à la pointe du jour, ouvert le passage. Une des conditions de la capitulation fut qu'il reviendrait au camp poser ses armes. Ce général eut la simplicité d'obéir à l'ordre que lui donna le général

Finck; ce fut un mal-entendu de l'obéissance militaire. Un général au pouvoir de l'ennemi n'a plus d'ordres à donner, celui qui lui obéit est criminel. On ne peut pas s'empêcher de dire ici que, puisque Wunch avec un gros corps de cavalerie avait percé, l'infanterie pouvait percer aussi, car dans un pays de montagnes comme Maxen, elle avait plus de facilité de s'échapper la nuit que la cavalerie.

Les Romains désavouèrent la capitulation faite avec les Samnites; ils refusèrent d'échanger les prisonniers, de les racheter. Ce peuple avait l'instinct de tout ce qui est grand : ce n'est pas sans raison qu'il a conquis le monde.

(*Mémoires de Napoléon.*)

CARACTÈRE.

Où se montre le vrai caractère.

Le vrai caractère perce toujours dans les grandes circonstances. Il ne faut pas s'y méprendre, il est des dormeurs dont le réveil est terrible. Kléber était d'habitude un endormi; mais dans l'occasion, et toujours au besoin, il avait le réveil du lion.

(*Mémorial.*)

Voyez KLÉBER.

CARNOT,

Député à l'Assemblée législative et à la Convention, membre du Directoire, ministre de l'intérieur pendant les Cent Jours, etc.

Carnot était entré très-jeune dans le génie; il soutint dans le corps le système de Montalembert; il passait pour original parmi ses camarades; il était chevalier de Saint-Louis lors de la révolution qu'il embrassa chaudement; il fut nommé à la convention et membre du comité de salut public avec Robespierre, Bar-

rère, Couthon, Saint-Just, Billaud-Varennés, Collot-d'Herbois. Il montra constamment une grande exaltation contre les nobles, ce qui occasionna plusieurs querelles singulières avec Robespierre qui, sur les derniers temps, en protégeait un grand nombre. Il était travailleur, sincère dans tout ce qu'il faisait, sans intrigue et facile à tromper. Il était près de Jourdan, comme commissaire de la convention, au déblocus de Maubeuge; il y rendit des services importants. Au comité de salut public, il dirigea les opérations de la guerre; il y fut utile sans mériter les éloges qu'on lui a donnés. Il n'avait aucune expérience de la guerre; ses idées étaient fausses sur toutes les parties de l'art militaire, même sur l'attaque et la défense des places et sur les principes des fortifications qu'il avait étudiés dès son enfance. Il a imprimé sur ces matières des ouvrages qui ne peuvent être avoués que par un homme qui n'a aucune pratique de la guerre. Il montra du courage moral. Après thermidor, lorsque la convention mit en arrestation tous les membres du comité de salut public, excepté lui, il voulut partager leur sort. Cette conduite fut d'autant plus noble, que l'opinion publique était violemment prononcée contre le comité, et qu'effectivement Collot-d'Herbois et Billaud-Varennés, avec qui il voulait s'associer, étaient des hommes affreux. Il fut nommé membre du directoire après vendémiaire; mais, depuis le 9 thermidor, il avait l'âme déchirée par les reproches de l'opinion publique qui attribuait au comité tout le sang qui avait coulé sur les échafauds; il sentit le besoin de plaire : il se laissa entraîner par les meneurs du parti de l'étranger : alors il fut porté aux

nues, mais il ne mérita pas les éloges des ennemis de la France; il se trouva placé dans une fausse position et succomba au 18 fructidor. Après le 18 brumaire, il fut rappelé et mis au ministère de la guerre par le premier consul; il y montra peu de talens, et eut avec le ministre des finances et le directeur du trésor, Dufresne, beaucoup de querelles dans lesquelles il avait le plus souvent tort; enfin il quitta le ministère, persuadé qu'il ne pouvait plus aller faute d'argent. Membre du tribunat, il vota et parla contre l'empire; mais sa conduite toujours droite ne donna point d'ombrage au gouvernement. L'empereur lui accorda une retraite de 20,000 francs. Tant que les choses prospérèrent, il ne dit mot et se tint dans son cabinet; mais après la campagne de Russie, lors des malheurs de la France, il demanda du service; la ville d'Anvers lui fut confiée, il s'y comporta bien.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Au retour de l'île d'Elbe, l'empereur, après quelque hésitation, nomma Carnot ministre de l'intérieur; et il n'eut pas lieu de s'en plaindre : il le trouva fidèle, probe, travailleur, et toujours vrai. Nommé membre de la commission du gouvernement provisoire au mois de juin, et peu propre à cette fonction, il y fut joué.

(*Mémorial.*)

— Carnot, n'eût-il fait que contribuer au déblocus de Maubeuge, aura toujours des droits à ma reconnaissance et à mon intérêt.

(*Lett. au minist. de la guerre, août 1809.*)

Le 30 thermidor an v (17 août 1797), c'est-à-dire environ quinze jours avant le coup d'état de fructidor dont il devait être lui-même une des victimes, Carnot, écrivant à Bonaparte sur la situation de la République,

finissait sa lettre en ces termes : « Mon cher général, venez jouir de la bénédiction du peuple français tout entier, qui vous appellera son bienfaiteur ; venez étonner les Parisiens par votre modération et votre philosophie. On vous prête mille projets plus absurdes les uns que les autres ; on ne peut pas croire qu'un homme qui fait de si grandes choses puisse se réduire à vivre en simple citoyen. Quant à moi, je crois qu'il n'y a que Bonaparte redevenu simple citoyen qui puisse laisser voir le général Bonaparte dans toute sa grandeur... »

(Correspondance inédite.)

CAROLINE BONAPARTE,

Mariée à Joachim Murat, grande duchesse de Berg et de Clèves, reine de Naples.

Dans sa petite enfance, on la regardait comme la sotte et la Cendrillon de la famille ; mais elle en a bien rappelé ; elle a été une très-belle femme, et est devenue très-capable.

— « Caroline s'était beaucoup formée dans les événements, disait l'empereur à Sainte-Hélène. Il y avait chez elle de l'étoffe, beaucoup de caractère et une ambition désordonnée.... Elle devait beaucoup souffrir en cet instant, d'autant plus qu'on pouvait dire qu'elle était née reine. Elle n'avait pas, comme nous, connu le simple particulier. Elle, Pauline, Jérôme, étaient encore des enfans, que j'étais le premier homme de France ; aussi ne se sont-ils jamais cru d'autre état que celui dont ils ont joui au temps de ma puissance. »

(Mémorial.)

Voyez BONAPARTE. *De la famille Bonaparte.*

CASTLEREAGH (LORD),

Ministre dirigeant la politique anglaise en 1814 et 1815.

Lord Castlereagh, élève de M. Pitt, dont il se croit peut-être l'égal, n'en est tout au plus que le singe : il n'a cessé de poursuivre les plans et les complots de

son maître contre la France; et sa pertinacité, son obstination, ont été peut-être ses véritables et seules qualités. Mais Pitt avait de grandes vues; chez lui l'intérêt de son pays marchait avant tout; il avait du génie, il créait; et de son île, comme point d'appui, il dirigeait et faisait agir à son gré les rois du continent. Castlereagh, au contraire, substituant l'intrigue à la création, les subsides au génie, et s'inquiétant fort peu de son pays, n'a cessé d'employer le crédit et l'influence de ces rois du continent à perpétuer son pouvoir dans son île. Toutefois, et telle est la marche des choses d'ici-bas, Pitt, avec tout son génie, a constamment échoué, et Castlereagh, incapable, a complètement réussi!

(Ibid.)

Voyez ANGLETERRE. *Sur le machiavélisme des ministres anglais.*

CASUEL (DE).

L'empereur, au conseil d'état, s'élevait avec force contre le casuel des ministres du culte. « En rendant les actes de la religion gratuits, observait-il, nous relevons sa dignité, sa bienfaisance, sa charité; nous faisons beaucoup pour le petit peuple; et rien de plus naturel et de plus simple que de remplacer le casuel par une imposition légale. Tout le monde naît, beaucoup se marient, et tous meurent : voilà trois grands objets d'agiotage religieux qui me répugnent et que je voudrais faire disparaître. Puisqu'ils s'appliquent également à tous, pourquoi ne pas les soumettre à une imposition spéciale, ou bien encore les noyer dans la masse des impositions générales, etc., etc. »

(Ibid.)

C'était une maîtresse femme, elle était digne d'avoir de la barbe au menton.

(*Mémorial.*)

Catherine-la-Grande connaissait bien le génie et les ressources de la Russie, lorsque dans la première coalition elle n'envoya point d'armée, et se contenta de secourir les coalisés par ses conseils et par ses vœux. Elle avait l'expérience d'un long règne et du caractère de sa nation. Elle avait réfléchi sur les dangers des coalitions.

(34^e bulletin, du 16 frim. an XIV — 6 déc. 1806.)

CATHERINE DE WURTEMBERG ,

Mariée à Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie, aujourd'hui princesse de Montfort.

La conduite de cette princesse, lorsqu'après ma chute, son père, ce terrible roi de Wurtemberg, si despotique, si dur, a voulu la faire divorcer, est admirable. Cette princesse s'est inscrite dès-lors de ses propres mains dans l'histoire.

(*Mémorial.*)

CATHOLICISME.

Pourquoi Napoléon a-t-il établi le catholicisme en France préférablement au protestantisme.

Lorsque je saisis le timon des affaires, j'avais déjà des idées arrêtées sur tous les grands élémens qui cohésionnent la société; j'avais pesé toute l'importance de la religion; j'étais persuadé, et j'avais résolu de la rétablir. Mais on croirait difficilement les résistances que j'eus à vaincre pour ramener le catholicisme. On m'eût suivi plus volontiers si j'eusse arboré la bannière protestante; c'est au point qu'au conseil d'état, où j'eus grande peine à faire adopter le concor-

dat, plusieurs ne se rendirent qu'en complotant d'y échapper. Eh bien ! se disaient-ils l'un à l'autre, faisons-nous protestans, et cela ne nous regardera pas. Il est sûr, après le désordre auquel je succédais, que sur les ruines où je me trouvais placé, je pouvais choisir entre le catholicisme et le protestantisme ; et il est vrai de dire encore que les dispositions du moment poussaient toutes à celui-ci ; mais outre que je tenais réellement à ma religion natale, j'avais les plus hauts motifs pour me décider. En proclamant le protestantisme, qu'eussé-je obtenu ? J'aurais créé en France deux grands partis à peu près égaux, lorsque je voulais qu'il n'y en eût plus du tout ; j'aurais ramené la fureur des querelles de religion, lorsque les lumières du siècle et ma volonté avaient pour but de les faire disparaître tout-à-fait. Ces deux partis en se déchirant eussent annihilé la France, et l'eussent rendue esclave de l'Europe, lorsque j'avais l'ambition de l'en rendre maîtresse. Avec le catholicisme j'arrivais bien plus sûrement à tous mes grands résultats : dans l'intérieur, chez nous, le grand nombre absorbait le petit, et je me promettais de traiter celui-ci avec une telle égalité, qu'il n'y aurait bientôt plus lieu à connaître la différence. Au dehors, le catholicisme me conservait le pape ; et avec mon influence et nos forces en Italie, je ne désespérais pas tôt ou tard, par un moyen ou par un autre, de finir par avoir à moi la direction de ce pape ; et dès-lors quelle influence ! Quel levier d'opinion sur le reste du monde ! etc., etc.

François I^{er} était placé véritablement pour adopter le protestantisme à sa naissance, et s'en déclarer

le chef en Europe. Charles-Quint, son rival, prit vivement le parti de Rome ; c'est qu'il croyait voir là pour lui un moyen de plus d'obtenir l'asservissement de l'Europe. Cela seul ne suffisait-il pas pour indiquer à François I^{er} la nécessité de se charger de défendre l'indépendance de cette même Europe ; mais il laissa le plus pour courir après le moins. Il s'attacha à poursuivre ses mauvais procès d'Italie ; et dans l'intention de faire sa cour au pape, il se mit à brûler des réformés dans Paris.

Si François I^{er} eût embrassé le luthéranisme, si favorable à la suprématie royale, il eût épargné à la France les terribles convulsions religieuses amenées plus tard par les calvinistes, dont la teinte toute républicaine fut sur le point de renverser le trône et de dissoudre notre belle monarchie. Malheureusement, François I^{er} ne comprit rien de tout cela, car il ne saurait donner ses scrupules pour excuse, lui qui s'allia avec les Turcs et les amena au milieu de nous. Tout bonnement c'est qu'il n'y voyait pas si loin. Bêtise du temps ! Intelligence féodale ! François I^{er}, après tout, n'était qu'un héros de tournoi, un beau de salon, un de ces grands hommes pygmées.

(*Mémorial.*)

CATHOLIQUE.

De la religion catholique.

Les philosophes modernes se sont efforcés de persuader à la France que la religion catholique était l'implacable ennemie de tout système démocratique et de tout gouvernement républicain : de là cette cruelle persécution que la république française exerça contre la religion et contre ses ministres ; de là toutes les horreurs auxquelles fut livré cet infortuné peuple.

La diversité des opinions qui, à l'époque de la révolution, régnaient en France au sujet de la religion, n'a pas été une des moindres sources de ces désordres. L'expérience a détrompé les Français et les a convaincus que, de toutes les religions, il n'y en a pas qui s'adapte comme la catholique aux diverses formes de gouvernement; qui favorise davantage, en particulier, le gouvernement démocratique-républicain, en établisse mieux les droits, et jette plus de jour sur ses principes. Moi aussi je suis philosophe, et je sais que, dans une société quelle qu'elle soit, nul homme ne saurait passer pour vertueux et juste, s'il ne sait d'où il vient et où il va. La simple raison ne saurait nous fixer là-dessus; sans la religion, on marche continuellement dans les ténèbres; et la religion catholique est la seule qui donne à l'homme des lumières certaines sur son principe et sa fin dernière.

(Discours adressé par Bonaparte aux curés de la ville de Milan, le 16 prairial an VIII — 5 juin 1800.)

— Sur le clergé catholique en 1806.

Je conçois qu'on ait été disposé à la défiance envers les prêtres catholiques pendant la révolution, parce qu'ils étaient mécontents; mais aujourd'hui que le gouvernement se les est rattachés à force d'adresse et de faveurs, on doit changer de conduite à leur égard. Les prêtres catholiques se conduisent très-bien et sont d'un très-grand secours; ils ont été cause que la conscription de cette année a été beaucoup mieux que celle des années précédentes. Les mœurs se sont améliorées par leur influence. C'est par eux que le calme et la tranquillité se sont rétablis. Aucun corps de l'état ne parle aussi bien qu'eux du gouvernement.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

L'empereur lisait la *Conjuration de Catilina*; il ne pouvait la comprendre telle qu'elle est tracée. « Quelque scélérat que fût Catilina, remarquait-il, il devait avoir un but : or ce ne pouvait être celui de gouverner dans Rome, puisqu'on lui reprochait d'avoir voulu y mettre le feu aux quatre coins. » L'empereur pensait que c'était plutôt quelque nouvelle faction à la façon de Marius et de Sylla, qui, ayant échoué, avait vu accumuler sur son chef toutes les accusations banales dont on les accable en pareil cas.

(*Mémorial.*)

CATINAT.

L'empereur, parlant de Catinat, disait l'avoir trouvé fort au-dessous de sa réputation, à l'inspection des lieux où il avait opéré en Italie, et à la lecture de sa correspondance avec Louvois. « Sorti du tiers-état, observait l'empereur, et du corps des avocats, avec des vertus douces, des mœurs, de la probité; affectant la pratique de l'égalité; établi à Saint-Gratien, aux portes de Paris, Catinat était devenu l'affection des gens de lettres de la capitale, des philosophes du jour, qui l'avaient beaucoup trop exalté... Catinat n'était nullement comparable à Vendôme. »

(*Ibid*)

CATON.

Du suicide de Caton.

La conduite de Caton a été approuvée par ses contemporains et admirée par l'histoire; mais à qui sa mort fut-elle utile? à César; à qui fit-elle plaisir? à César; et à qui fut-elle funeste? à Rome, à son parti. Mais, dira-t-on, il préféra se donner la mort à fléchir

devant César; mais qui l'obligeait à fléchir? pourquoi ne suivit-il pas ou la cavalerie ou ceux de son parti qui s'embarquèrent dans le port d'Utique? Ils rallièrent le parti en Espagne. De quelle influence n'eussent point été son nom, ses conseils et sa présence au milieu des dix légions qui, l'année suivante, balancèrent les destinées sur le champ de bataille de Munda! Après cette défaite même, qui l'eût empêché de suivre sur mer le jeune Pompée, qui survécut à César et maintint avec gloire encore long-temps les aigles de la république? Cassius et Brutus, neveu et élève de Caton, se tuèrent sur le champ de bataille de Philippes. Cassius se tua lorsque Brutus était vainqueur; par un malentendu, par ces actions désespérées inspirées par un faux courage et de fausses idées de grandeur, ils donnèrent la victoire au triumvirat. Marius, abandonné par la fortune, fut plus grand qu'elle : exclu du milieu des mers, il se cache dans les marais de Minturnes; sa constance fut récompensée : il rentra dans Rome et fut une septième fois consul : vieux, cassé et arrivé au plus haut point de prospérité, il se donna la mort pour échapper aux vicissitudes du sort. Mais lorsque son parti était triomphant, si le livre du destin avait été présenté à Caton et qu'il y eût vu que dans quatre ans César, percé de vingt-trois coups de poignard, tomberait dans le sénat aux pieds de la statue de Pompée, que Cicéron y occuperait encore la tribune aux harangues et y ferait retentir les Philippiques contre Antoine, Caton se fût-il percé le sein...? Non, il se tua par dépit, par désespoir. Sa mort fut la faiblesse d'une grande âme, l'erreur d'un stoïcien, une tache dans sa vie.

(MARCHAND.)

Quel service n'aurait pas rendu Caton, s'il se fût trouvé à Cordoue, au milieu du camp des jeunes Pompée, dont le parti vaincu à Pharsale, à Thapsus, renaissait de ses cendres, tant il était puissant dans l'opinion des peuples! La mort de cet homme de bien fut donc un malheur pour le sénat et la république; il manqua de patience, il ne sut pas attendre le temps et l'occasion.

(MARCHAND.)

CAULAINCOURT,

Grand écuyer de l'empire, duc de Vicence, etc., etc.

Bassano et Caulaincourt, deux hommes de cœur, et de droiture.

(Mémorial.)

CAVALERIE (DE LA).

1° L'administration des corps de cavalerie légère doit-elle dépendre de celle des corps d'infanterie?

2° La cavalerie légère doit-elle être instruite à la tactique, comme la cavalerie de ligne? ou doit-elle servir

en fourrageurs, comme l'insurrection hongroise, les Mamelucks, les Cosaques? 3° Doit-elle être employée

aux avant-gardes, aux arrière-gardes, sur les ailes d'une armée, sans être soutenue par la cavalerie de ligne?

4° Doit-on supprimer les dragons? 5° La grosse cavalerie doit-elle être toute mise en réserve? 6° Com-

bien faut-il de cavalerie différente dans une armée, et en quelle proportion?

La cavalerie légère doit éclairer l'armée fort au loin; elle n'appartient donc pas à l'infanterie: elle doit être

soutenue et protégée spécialement par la cavalerie de ligne. De tout temps il y eut rivalité et émulation entre la cavalerie et l'infanterie: la cavalerie légère est

nécessaire à l'avant-garde, à l'arrière-garde, sur les

ailes de l'armée; elle ne peut donc pas être attachée à un corps particulier d'infanterie pour en suivre les mouvemens. Il serait plus naturel de réunir son administration à celle de la cavalerie de ligne, que de la faire dépendre de celle de l'infanterie, avec laquelle elle n'a aucune communication; mais elle doit avoir son administration séparée.

La cavalerie a besoin de plus d'officiers que l'infanterie; elle doit être plus instruite. Ce n'est pas seulement sa vélocité qui assure son succès; c'est l'ordre, l'ensemble, le bon emploi de ses services. Si la cavalerie légère doit former les avant-gardes, il faut donc qu'elle soit organisée en escadrons, en brigades, en divisions, pour qu'elle puisse manœuvrer; car les avant-gardes, les arrières-gardes, ne font pas autre chose: elles poursuivent ou se retirent en échiquier, se forment en plusieurs lignes, ou se plient en colonne, opèrent un changement de front avec rapidité, pour déborder toute une aile. C'est par la combinaison de toutes ces évolutions qu'une avant-garde ou une arrière-garde, inférieure en nombre, évite les actions trop vives, un engagement général, et cependant retarde assez l'ennemi pour donner le temps à l'armée d'arriver, à l'infanterie de se déployer, au général en chef de faire ses dispositions, aux bagages, aux parcs, de filer. L'art d'un général d'avant-garde, ou d'arrière-garde, est, sans se compromettre, de contenir l'ennemi, de le retarder, de l'obliger à mettre trois ou quatre heures à faire une lieue: la tactique seule donne les moyens d'arriver à ces grands résultats; elle est plus nécessaire à la cavalerie qu'à l'infanterie, à l'avant-garde ou à l'arrière-garde que dans toute autre posi-

tion. L'insurrection hongroise, que nous avons vue, en 1797, 1805 et 1809, était pitoyable. Si les troupes légères du temps de Marie-Thérèse se sont rendues redoutables, c'était par leur bonne organisation, et surtout par leur grand nombre. Supposer que de pareilles troupes fussent supérieures aux hussards de Wurmser, aux dragons de Latour ou de l'archiduc Jean, c'est se former d'étranges idées des choses : mais ni l'insurrection hongroise, ni les Cosaques n'ont jamais formé les avant-gardes des armées autrichiennes et russes ; parce que qui dit avant-garde, ou arrière-garde, dit troupes qui manœuvrent. Les Russes estimaient autant un régiment de Cosaques instruits que trois régimens de Cosaques non instruits. Tout est méprisable dans ces troupes, si ce n'est le Cosaque lui-même qui est un bel homme, fort adroit, fin, bon cavalier, infatigable ; il est dans la plaine ce qu'est le Bédouin dans le désert, le Barbet dans les Alpes ; il n'entre jamais dans une maison, ne couche jamais dans un lit, change toujours son bivouac au coucher du soleil pour ne pas passer la nuit dans un lieu où l'ennemi aurait pu l'observer. Deux Mamelucks tenaient tête à trois Français, parce qu'ils étaient mieux armés, mieux montés, mieux exercés ; ils avaient deux paires de pistolets, un tromblon, une carabine, un casque avec une visière, une cotte de mailles, plusieurs chevaux et plusieurs hommes de pied pour les servir. Mais cent cavaliers français ne craignaient pas cent Mamelucks ; trois cents étaient vainqueurs d'un pareil nombre ; 1,000 en battaient 1,500 : tant est grande l'influence de la tactique, de l'ordre et des évolutions ! Les généraux de cavalerie, Murat, Leclerc,

Lasalle, se présentaient aux Mamelucks sur plusieurs lignes : lorsque ceux-ci étaient sur le point de déborder la première, la seconde se portait à son secours par la droite et par la gauche ; les Mamelucks s'arrêtaient alors et convergeaient pour tourner les ailes de cette nouvelle ligne : c'était le moment qu'on choisissait pour les charger ; ils étaient toujours rompus.

Le devoir d'une avant-garde, ou d'une arrière-garde, ne consiste pas à s'avancer ou à reculer, mais à manœuvrer. Il faut qu'elle soit composée d'une bonne cavalerie légère, soutenue par une bonne réserve de cavalerie de ligne, et d'excellens bataillons d'infanterie et de bonnes batteries d'artillerie ; il faut que ces troupes soient bien instruites, que les généraux, les officiers et les soldats connaissent également bien leur tactique, chacun selon le besoin de son grade. Une troupe qui ne serait pas instruite ne serait qu'un objet d'embarras à l'avant-garde.

Il est reconnu que pour la facilité des manœuvres l'escadron doit être d'une centaine d'hommes, et que trois ou quatre escadrons doivent avoir un officier supérieur.

Toute la cavalerie de ligne ne doit pas être cuirassée : les dragons montés sur des chevaux de quatre pieds neuf pouces, armés d'un sabre droit, sans cuirasse, doivent faire partie de la grosse cavalerie ; ils doivent être armés d'un fusil d'infanterie avec baïonnette, avoir le schako de l'infanterie, le pantalon recouvrant la demi-botte-brodequin, des manteaux à manches, et des porte-manteaux si petits qu'ils puissent les porter en sautoir quand ils sont à pied. Toute cavalerie doit être munie d'une arme à feu, et savoir

manœuvrer à pied. 3,000 hommes de cavalerie légère, ou 3,000 cuirassiers, ne doivent point se laisser arrêter par 1,000 hommes d'infanterie, postés dans un bois ou dans un terrain impraticable à la cavalerie; 3,000 dragons ne doivent point hésiter à attaquer deux mille hommes d'infanterie, qui, favorisés par leur position, les voudraient arrêter.

Turenne, le prince Eugène de Savoie, Vendôme, faisaient grand cas et grand usage des dragons. Cette arme s'est couverte de gloire en Italie, en 1796 et 1797. En Égypte, en Espagne, dans les campagnes de 1806 et 1807, un préjugé s'est élevé contre elle. Les divisions de dragons avaient été réunies à Compiègne et à Amiens, pour être embarquées sans chevaux pour l'expédition d'Angleterre, et y servir à pied jusqu'à ce qu'on pût les monter dans le pays. Le général Baraguay-d'Hilliers, leur premier inspecteur, les commandait; il leur fit faire des guêtres, et incorpora une grande quantité de recrues, qu'il ne fit exercer qu'aux manœuvres de l'infanterie; ce n'était plus des régimens de cavalerie : ils firent la campagne de 1806 à pied, jusque après la bataille d'Iéna, qu'on les monta sur des chevaux de prise de la cavalerie prussienne, les trois quarts hors de service. Ces circonstances réunies leur nuisirent; mais, en 1813 et 1814, les divisions de dragons rivalisèrent avec avantage avec les cuirassiers. Les dragons sont nécessaires pour appuyer la cavalerie légère à l'avant-garde, à l'arrière-garde et sur les ailes d'une armée; les cuirassiers sont peu propres aux avant-gardes et aux arrière-gardes : il ne faut les employer à ce service que lorsque cela est nécessaire pour les tenir en haleine et les aguerir.

Une division de 2,000 dragons, qui se porte rapidement sur un point avec 1,500 chevaux de cavalerie légère, peut mettre pied à terre pour y défendre un pont, la tête d'un défilé, une hauteur, et attendre l'arrivée de l'infanterie. De quel avantage cette armée n'est-elle pas dans une retraite !

La cavalerie d'une armée doit être le quart de l'infanterie ; elle doit se diviser en quatre espèces, deux de cavalerie légère, deux de grosse cavalerie, savoir : les éclaireurs, composés d'hommes de cinq pieds, ayant des chevaux de quatre pieds six pouces ; la cavalerie légère, des chevaux de quatre pieds sept à huit pouces ; les dragons, des chevaux de quatre pieds neuf pouces ; les cuirassiers, des chevaux de quatre pieds dix à onze pouces : ce qui emploiera, pour la remonte, toutes les espèces de chevaux.

Les éclaireurs seront attachés à l'infanterie, parce que la petitesse de leurs chevaux les rendra peu propres aux charges de cavalerie. En attachant un escadron de 360 hommes à chaque division de 9,000 hommes, ils seraient le vingt-cinquième de l'infanterie ; ils fourniraient les ordonnances aux généraux, des escortes aux convois ; des garnisaires, des brigades de sous-officiers, aideraient la gendarmerie dans l'escorte des prisonniers et la police. Il resterait encore de quoi former plusieurs divisions pour éclairer la légion, et occuper une position importante où il serait avantageux de prévenir l'ennemi. Rangés en bataille derrière l'infanterie, constamment sous les ordres des généraux d'infanterie, ils saisiraient le moment favorable où l'ennemi serait rompu, pour tomber avec leurs lances sur les fuyards et faire des prisonniers. La peti-

tesse de leurs chevaux ne tenterait point les généraux de cavalerie.

Au moment d'entrer en campagne, chaque régiment d'infanterie fournirait une compagnie de 120 éclaireurs, tout organisée pour être incorporée dans les régimens de grosse cavalerie, à raison d'un dixième pour les cuirassiers, d'un cinquième pour les dragons. Ainsi, par exemple, 360 cuirassiers auraient 36 éclaireurs; pareil nombre de dragons en aurait 72 : ils seraient employés à fournir les ordonnances aux généraux, les escortes aux bagages, aux prisonniers; ils feraient le service des tirailleurs, ils battraient la campagne, ils tiendraient les chevaux des dragons, quand ceux-ci combattraient à pied.

Une armée composée de 36,000 hommes d'infanterie aura 9,000 hommes de cavalerie, savoir : 2,070 éclaireurs, dont 1,440 avec les quatre divisions d'infanterie; 420 avec les dragons, 210 avec les cuirassiers; 2,700 chasseurs ou hussards; 2,100 dragons; 2,100 cuirassiers; ce qui formera 4,800 hommes de cavalerie légère, et 4,200, grosse cavalerie.

(*Mémoires de Napoléon.*)

Même sujet.

La meilleure manière de protéger sa cavalerie est d'en appuyer le flanc. La méthode de mêler des pelotons d'infanterie avec la cavalerie est vicieuse, elle n'a que des inconvéniens; la cavalerie cesse d'être mobile, elle est gênée dans tous ses mouvemens, elle perd son impulsion, et l'infanterie est compromise; au premier mouvement de la cavalerie, elle est sans appui.

(*Ibid.*)

— La cavalerie de ligne doit être à l'avant-garde , à l'arrière-garde, aux ailes et en réserve, pour appuyer la cavalerie légère.

(Ibid.)

— La cavalerie a plus besoin d'ordre , de tactique, que l'infanterie elle-même; elle doit de plus savoir combattre à pied, être exercée à l'école du peloton et du bataillon.

(Ibid.)

— La cavalerie doit être dans une armée en Flandre, ou en Allemagne, le quart de l'infanterie; sur les Pyrénées, sur les Alpes, un vingtième; en Italie, en Espagne, un sixième.

(Ibid.)

— Les besoins de la guerre réclament quatre espèces de cavalerie: les éclaireurs, la cavalerie légère, les dragons, les cuirassiers.

(Ibid.)

— Dans quel moment d'une bataille la cavalerie doit-elle donner?

Les charges de cavalerie sont bonnes également au commencement, au milieu ou à la fin d'une bataille; elles doivent être exécutées toutes les fois qu'elles peuvent se faire sur les flancs de l'infanterie, surtout lorsque celle-ci est engagée de front... Toutes les batailles d'Annibal furent gagnées par sa cavalerie; s'il eût attendu pour la faire donner la fin de ses batailles, il n'aurait jamais pu l'employer qu'à couvrir sa retraite. Vouloir réserver la cavalerie pour la fin de la bataille, c'est n'avoir aucune idée de la puissance des charges combinées de l'infanterie et de la cavalerie, soit pour l'attaque, soit pour la défense.

(Ibid.)

Voyez ARMÉE. *De la composition d'une armée.*

Voyez IONIE.

CENSURE.

De la censure forcée et de la censure facultative.

La censure forcée est le droit d'empêcher la manifestation d'idées qui troublent la paix de l'état, ses intérêts et le bon ordre; mais elle doit être appliquée suivant le siècle où l'on vit et les circonstances où l'on se trouve. Sous ce rapport, on peut distinguer trois époques. Il y a d'abord les siècles barbares où tout est sous la puissance des papes, l'autorité du clergé, l'empire des moines. Dans ce temps on doit nécessairement lier toutes les études aux sciences ecclésiastiques.... Cependant les excès des papes et du clergé finirent par blesser et révolter les souverains. Ils cherchèrent à y opposer une digue, ils encouragèrent les lettres et propagèrent l'étude des anciens. Les circonstances servirent ce projet. Les dépositaires de ce qui restait des anciennes connaissances venaient de fuir de l'Orient; les Médicis et François I^{er} les recueillirent. Alors on vit paraître des ouvrages où les préjugés n'étaient pas ménagés. Joseph II est le dernier souverain qui ait propagé les opinions nouvelles et hardies..... Depuis, tout a changé : on ne redoute plus les papes, le clergé; mais on peut craindre cette fausse philosophie qui, soumettant tout à l'analyse, tombe dans le sophisme, et aux anciennes erreurs substitue des erreurs nouvelles. Peut-être par l'effet de cette crainte la censure compromettrait-elle la philosophie véritable. D'un autre côté, si elle n'écarterait pas les ouvrages qui, sans attaquer précisément l'état, blessent cependant les maximes reçues, elle semblerait les sanctionner. Par exemple, pourrait-elle, sans

blessar toutes les religions suivies en France, laisser passer un livre où l'on enseignerait que le monde dure depuis vingt mille ans?

La religion chrétienne est la religion nationale. Divisés sur quelques points, les protestans et les catholiques sont d'accord sur le fond de la doctrine. L'autorité doit donc faire respecter la religion chrétienne. Or, paraîtrait-elle le faire si l'on approuvait un livre qui donnerait au monde une existence beaucoup plus longue que celle qui lui est assignée par l'Écriture?

Au contraire, l'autorité n'approuvant aucun écrit, on ne tirera pas la même conséquence. Que sera-ce s'il s'agit d'un livre tel que l'*Origine des cultes* par Dupuis? La censure le laissera-t-elle imprimer? elle se prononcerait contre la religion. Aura-t-elle la faculté d'en empêcher l'impression? cela serait dangereux..... L'embarras sera bien plus grand encore, quand il faudra prononcer sur les questions de morale si délicates.

J'admets la censure facultative exercée par un tribunal contre les décisions duquel on pourra se pourvoir au conseil d'état dans les formes établies pour les affaires contentieuses. Elle ne se mêlera pas des écrits contre les particuliers, pour lesquels le recours doit être ouvert devant les tribunaux, et on laissera une grande liberté aux écrits sur les matières religieuses, dans la crainte que, sous prétexte d'offense à la religion, on n'étouffe la manifestation de vérités utiles; mais on sera inexorable pour les écrits dirigés contre l'état.

(Le Consulat et l'Empire.)

Activité de l'administration à cette époque.

Il y eut à cette époque dans la capitale plus d'activité qu'en 1793, mais avec cette différence que tout était alors gaspillage, anarchie et désordre; les armes que fabriquaient les ateliers révolutionnaires étaient défectueuses, d'un mauvais service; mais en 1815, tout fut conduit avec la plus grande économie, par les principes d'une bonne administration; et toutes les armes qui en sortirent étaient conformes aux règles de l'art.

(Mémorial de Napoléon.)

CENTRALISATION.

De la centralisation sous l'empire.

Il y a en France trop d'influence centrale : je voudrais moins de force à Paris, et plus dans chaque localité.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

CÉSAR.

C'est un des plus grands hommes de l'histoire. Il eût été le plus grand sans la sottise qu'il commit. Il connaissait les hommes qui voulaient se débarrasser de lui, il aurait dû se débarrasser d'eux d'abord.

(Conversation avec Wieland.)

Sur la conduite de César dans les Gaules.

L'on ne peut que détester la conduite que tint César contre le sénat de Vannes. Ces peuples ne s'étaient point révoltés; ils avaient fourni des otages, avaient promis de vivre tranquilles; mais ils étaient en possession de toute leur liberté et de tous leurs droits. Ils avaient donné lieu à César de leur faire la guerre, sans doute, mais non de violer le droit des gens à leur égard et d'abuser de la victoire d'une manière aussi atroce. Cette conduite n'était point juste; elle était

encore moins politique. Ces moyens ne remplissent jamais leur but ; ils exaspèrent et révoltent les nations. La punition de quelques chefs est tout ce que la justice et la politique permettent ; c'est une règle importante de bien traiter les prisonniers. Les Anglais ont violé cette règle de politique et de morale en mettant les prisonniers français sur des pontons, ce qui les a rendus odieux sur tout le continent.

(MARCHAND.)

— Sur la mort de César.

Pendant que ce grand homme se préparait à remplir ses grandes destinées, les débris du parti de l'aristocratie, qui devaient la vie à sa générosité, conjurèrent contre sa vie : Brutus et Cassius étaient à la tête ; Brutus était stoïcien, élève de Caton. César l'affectionnait et lui avait deux fois sauvé la vie ; mais la secte dont il était n'admettait rien qui le pût fléchir. Plein des idées enseignées dans les écoles grecques contre la tyrannie, l'assassinat de tout homme qui était de fait au-dessus des lois était regardé comme légitime. César, dictateur perpétuel, gouvernait tout l'univers romain ; il n'avait qu'un simulacre de sénat : cela ne pouvait pas être autrement, après les proscriptions de Marius et de Sylla, la violation des lois par Pompée, cinq ans de guerre civile, un aussi grand nombre de vétérans établis en Italie, attachés à leurs généraux, attendant tout de la grandeur de quelques hommes, et rien de la république. Dans un tel état de choses, ces assemblées délibérantes ne pouvaient plus gouverner ; la personne de César était donc la cause de la suprématie de Rome sur l'univers, et faisait la sé-

curité des citoyens de tous les partis : son autorité était donc légitime.

Les conjurés n'eurent pas de peine à réussir ; César avait confiance en eux ; Brutus, Cassius, Décimus, etc., étaient ses amis et ses familiers : César était confiant ; il les croyait tous intéressés à la conservation de sa personne, car il protégeait tout ce que Rome avait de grand et d'hommes élevés, malgré les murmures du parti populaire et de l'armée.

Pour justifier depuis un lâche et inpolitique assassinat, les conjurés et leurs partisans ont prétendu que César voulait se faire roi ; assertion évidemment absurde et calomnieuse, qui cependant s'est transmise d'âge en âge, et passe aujourd'hui pour une vérité historique. Si César avait eu affaire à la génération qui avait vu Numa, Tullus et les Tarquin, il eût pu avoir recours, pour consolider son pouvoir et mettre un terme aux incertitudes de la république, à des formes de gouvernement vénérées, et auxquelles on eût été accoutumé ; mais il vivait chez un peuple qui depuis cinq cents ans ne connaissait pas d'autre autorité que celle des consuls, des dictateurs, des tribuns ; la dignité des rois était bien méprisable, avilie ; la chaise curule était au-dessus du trône. Sur quel trône eût pu s'asseoir César ? sur celui des rois de Rome, dont l'autorité s'étendait à la banlieue de la ville ? sur celui des rois barbares de l'Asie, vaincus par les Fabricius, les Paul-Émile, les Scipion, les Métellus, les Clodius, etc., etc. ? C'eût été une étrange politique. Quoi ! César eût cherché de la stabilité, de la grandeur, de la considération dans la couronne que portaient Philippe, Persée, Attale, Mithridate, Pharnace,

Ptolomée, que les citoyens avaient vu traîner à la suite du char triomphal de leurs vainqueurs ! Cela est trop absurde. Les Romains étaient accoutumés à voir les rois dans les antichambres de leurs magistrats.

On a dit que ce n'était pas roi de Rome qu'il voulait se faire proclamer, mais roi des provinces ; comme si les peuples de la Grèce, de l'Asie-Mineure, de la Syrie, conservaient plus de respect pour le trône renversé sur lequel s'étaient assis Persée, Antiochus, Attale et Ptolomée, que pour la chaise curule de Lucullus, de Sylla, de Pompée et de César même : ce projet est donc tout aussi dénué de raison.

César a toujours affecté, jusqu'au dernier moment de sa vie, les formes populaires ; il ne faisait rien que par un décret du sénat ; les magistratures étaient nommées par le peuple, et s'il s'arrogea la réalité du pouvoir, il avait laissé subsister toutes les formes républicaines ; il marchait sans garde, comme un simple citoyen ; sa maison était sans faste ; il allait journellement dîner chez ses amis ; il était assidu à la tribune aux harangues, aux assemblées du peuple et au sénat. La première action de César, s'il eût voulu être roi, eût été de s'environner d'une bonne garde ; il n'en fit rien, et se refusa constamment à la sollicitation de ses amis, qui, entendant frémir la faction vaincue, croyaient une garde nécessaire à la sûreté de sa personne. Quoique dictateur, il voulut être consul cette même année avec Antoine ; il partagea tous les devoirs de cette charge. Les statues de Pompée ayant été renversées, il les fit relever avec éclat ; il n'introduisit aucun changement dans l'esprit de

son armée, qui constamment resta républicaine et dévouée au parti populaire et démocratique.

Quelles sont les preuves qu'allèguent ses accusateurs? Ils citent quatre anecdotes, probablement fausses ou mal rendues; car Cicéron, Florus, Velleius, n'en parlent pas; mais admettez-les comme vraies, elles ne prouvent rien. Ils disent : 1° que le 26 juin, revenant du mont Albain avec l'honneur de l'ovation, il fut salué par quelqu'un du peuple du nom de roi, mais que la multitude resta muette et consternée, et qu'il répondit qu'il n'était *pas roi, mais César*; 2° que dans ce même temps un homme du peuple mit sur sa statue une couronne de laurier avec un bandeau royal; 3° que, célébrant les lupercales, le consul Antoine, qui était un des luperques, s'approcha de César qui était assis sur la tribune aux harangues, vêtu de sa robe triomphale, et sa couronne de laurier sur la tête; qu'il lui présenta un diadème; que celui-ci, au lieu de le mettre sur sa tête, l'envoya au Capitole, disant que *Jupiter était le seul roi des Romains*. Ces fêtes lupercales étaient des fêtes extravagantes : les luperques couraient la ville nus ayant en main des fouets de cuir dont ils frappaient les passans; les dames les plus qualifiées présentaient leurs mains pour en recevoir les coups; le préjugé était que cela les rendait fécondes; 4° que Lucius Cotta, l'un des prêtres commis à la garde des livres sibyllins, disait que les *Parthes ne pouvaient être vaincus que par un roi*.

On a été plus loin pour indisposer les Romains; on a dit que César roi devait porter le siège de l'empire à Alexandrie ou à Ilion. Voila pourtant les misérables fondemens sur lesquels le bon Plutarque le libelliste,

Suétone et quelques écrivains du parti, ont bâti un système si peu vraisemblable. Si César eût trouvé quelque avantage pour son autorité à s'asseoir sur le trône, il y fût arrivé par les acclamations de son armée et du sénat, avant d'y avoir introduit la faction de Pompée. Ce n'était pas en se faisant saluer dans une promenade par un homme ivre du nom de roi, en faisant dire aux sibylles qu'un roi pouvait seul vaincre les Parthes, en se faisant présenter un diadème dans les lupercales, qu'il pouvait espérer d'arriver à son but. Il eût persuadé à ses légions que leur gloire, leur richesse dépendaient d'une nouvelle forme de gouvernement qui mît sa famille à l'abri des factions de la toge; c'eût été en faisant dire au sénat qu'il fallait mettre les lois à l'abri de la victoire et del a soldatesque, et les propriétés à l'abri de l'avidité des vétérans, en élevant un monarque sur le trône: mais il prit une voie contraire: il ne gouverna que comme consul, dictateur ou tribun; il confirma donc, au lieu de les décréditer, les formes anciennes de la république. Après les succès qui ont suivi le passage du Rubicon, César n'a rien fait pour changer les formes de la république. Auguste, même long-temps après, et lorsque les générations républicaines tout entières étaient détruites par les proscriptions et la guerre des triumvirs, n'eut jamais l'idée d'élever un trône: Tibère, Néron, après lui, n'en ont jamais eu la pensée, parce qu'il ne pouvait pas entrer dans la tête d'un maître d'un grand état de se revêtir d'une dignité odieuse et méprisée. Si la couronne royale eût été utile à Auguste et à ses successeurs, ils l'eussent placée sur leur tête; mais César, qui

était essentiellement romain, populaire, et qui, dans ses harangues et ses écrits, employait toujours la magie du peuple romain avec tant d'ostentation, ne l'eût fait qu'avec regret.

César n'a donc pas pu désirer, n'a pas désiré, n'a rien fait, a fait tout le contraire de ce dont on l'accuse. Certes, ce n'est pas à la veille de partir pour l'Euphrate et de s'engager dans une guerre difficile, qu'il eût culbuté les formes en usage depuis cinq cents ans, pour en établir de nouvelles. Qui aurait gouverné Rome dans l'absence du roi? Un régent! un gouverneur! un vice-roi! tandis qu'elle était accoutumée à l'être par un consul, un préteur, un sénat, des tribuns.

En immolant César, Brutus céda à un préjugé d'éducation qu'il avait puisé dans les écoles grecques; il l'assimila à ces obscurs tyrans des villes du Péloponèse, qui, à la faveur de quelques intrigans, usurpèrent l'autorité de la ville: il ne voulut pas voir que l'autorité de César était légitime, parce qu'elle était nécessaire et protectrice, parce qu'elle conservait tous les intérêts de Rome, parce qu'elle était l'effet de l'opinion et de la volonté du peuple. César mort, il a été remplacé par Antoine, par Octave, par Tibère, par Néron, et après celui-ci toutes les combinaisons humaines se sont épuisées pendant six cents ans; mais ni la république ni la monarchie royale n'y ont paru, signe certain que ni l'une ni l'autre n'étaient plus appropriées aux événemens et au siècle. César n'a pas voulu être roi, parce qu'il n'a pas pu le vouloir; il n'a pas pu le vouloir, puisque, après lui, pendant six cents ans, aucun de ses successeurs ne l'a voulu. C'eût été une étrange politique

de remplacer la chaise curule des vainqueurs du monde par le trône pourri, méprisé des vaincus!

(MARCHAND.)

Voyez GUERRE. *De la guerre méthodique.*

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS.

Sur la chambre des représentans en 1818.

Je ne connais point de moyens pour gouverner une telle assemblée; quand j'y enverrai mes ministres, ils y seront conspués. Je n'ai pas même la ressource des moyens qu'emploie le roi d'Angleterre pour s'assurer la majorité dans le parlement. Le caractère français s'y oppose. En Angleterre, dès qu'un membre du parlement s'engage au gouvernement, son engagement est pour tous les cas, il est sacré. En France on croirait se déshonorer en prenant un semblable engagement; ainsi je ne pourrais pas compter pour demain sur la majorité d'aujourd'hui. Est-ce la chambre des pairs qui défendra la couronne? C'est moi qui serai obligé de la soutenir contre la chambre des représentans.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

CHAMEAU.

Service du chameau dans le désert.

Un chameau peut porter de l'eau pour cent Français pendant un jour.

(*Voyage du duc de Raguse.*)

CHARETTE,

Chef vendéen.

J'ai lu une histoire de la Vendée: si les détails, les portraits sont exacts, Charette est le seul grand

caractère, le véritable héros de cet épisode marquant de notre révolution, lequel, s'il présente de grands malheurs, n'immole pas du moins notre gloire. On s'y égorge; mais on ne s'y dégrade point : on y reçoit des secours de l'étranger; mais on n'a pas la honte d'être sous sa bannière, et d'en recevoir un salaire journalier pour n'être que l'exécuteur de ses volontés. Oui, Charette me laisse l'impression d'un grand caractère; je lui vois faire des choses d'une énergie, d'une audace peu communes; il laisse percer du génie.

(*Mémorial.*)

CHARLATANERIES.

De quelques charlataneries. — Mesmer, Gall, Lavater.

On parlait devant l'empereur de rêves, de pressentimens, de prévisions, et l'on débitait les lieux communs qu'amènent d'ordinaire les sujets de cette espèce.

Toutes ces charlataneries et tant d'autres, dit l'empereur, telles que celles de Cagliostro, Mesmer, Gall, Lavater, etc., se détruisent par ce seul raisonnement, bien simple pourtant : tout cela peut être, mais cela n'est pas.

« L'homme aime le merveilleux, disait-il; il a pour lui un charme irrésistible; il est toujours prêt à quitter celui dont il est entouré, pour courir après celui qu'on lui forge. Il se prête lui-même à ce qu'on le trompe. Le vrai, c'est que tout est merveille autour de nous. Il n'est point de phénomène proprement dit; tout est phénomène dans la nature : mon existence est un phénomène; le bois qu'on met dans la chemi-

née et qui me chauffe, est un phénomène; la lumière que voilà et qui m'éclaire est un phénomène; toutes les causes premières, mon intelligence, mes facultés, sont des phénomènes; car tout cela est, et nous ne savons le définir. Je vous quitte ici, continua-t-il, me voilà à Paris, entrant à l'Opéra; je salue les spectateurs, j'entends les acclamations, je vois les acteurs, j'entends la musique. Or, si je puis franchir la distance de Sainte-Hélène, pourquoi ne franchirais-je pas la distance des siècles? Pourquoi ne verrais-je pas l'avenir comme le passé? L'un serait-il plus extraordinaire, plus merveilleux que l'autre? Non; mais seulement, cela n'est pas. Voilà le raisonnement qui détruira toujours, sans réplique, toutes les merveilles imaginaires. Tous ces charlatans disent des choses fort spirituelles; leurs raisonnemens peuvent être justes, ils séduisent; seulement la conclusion est fausse, parce que les faits manquent.

» Mesmer et le mesmérisme ne se sont jamais relevés du rapport de Bailly, au nom de l'académie des sciences. Mesmer produisait des effets sur une personne, en la magnétisant en face. Cette même personne, magnétisée par derrière, à son insu, n'éprouvait plus rien. C'était donc de sa part une erreur de son imagination, une faiblesse des sens: c'était le somnambule qui, la nuit, court sur les toits sans danger, parce qu'il ne craint pas; le jour il se casserait le cou, parce que ses sens se troubleraient.

» J'entrepris un jour, à une de mes audiences publiques, le charlatan Puységur, sur sa somnambule. Il voulut le prendre très-haut; je le terrassai par ces seuls mots: si elle est si savante, qu'elle nous

dise quelque chose de neuf. Dans deux cents ans, les hommes auront fait bien des progrès; qu'elle en spécifie un seul. Qu'elle dise ce que je ferai dans huit jours. Qu'elle fasse connaître les numéros qui sortiront demain à la loterie, etc.

» J'en fis de même pour Gall; j'ai beaucoup contribué à le perdre. Corvisart était son grand sectateur: lui et ses semblables ont un grand penchant pour le matérialisme: il accroîtrait leur science et leur domaine. Mais la nature n'est point si pauvre. Si elle était si grossière que de s'annoncer par des formes extérieures, nous irions plus vite en besogne, et nous serions plus savans. Ses secrets sont plus fins et plus délicats, plus fugitifs; jusqu'ici ils échappent à tout. Un petit bossu se trouve un grand génie; un grand bel homme n'est qu'un sot. Une large tête à grosse cervelle n'a parfois pas une idée, tandis qu'un petit cerveau se trouvera d'une vaste intelligence. Et voyez l'imbécillité de Gall: il attribue à certaines bosses des penchans et des crimes qui ne sont pas dans la nature, qui ne viennent que de la société et de la convention des hommes: que devient la bosse du vol s'il n'y avait point de propriétés? la bosse de l'ivrognerie, s'il n'existait point de liqueurs fermentées? celle de l'ambition, s'il n'existait point de société?

» Il en est de même de cet insigne charlatan Lavater, avec ses rapports du physique et du moral. Notre crédulité est dans le vice de notre nature; il est en nous de vouloir aussitôt nous parer d'idées positives, lorsque nous devrions, au contraire, nous en garantir soigneusement. A peine voyons-nous les traits d'un homme, que nous voulons prétendre connaître son

caractère. La sagesse serait d'en repousser l'idée, de neutraliser ces circonstances mensongères. Un tel m'a volé; il avait les yeux gris; depuis je ne verrai plus d'yeux gris, sans l'idée, la crainte du vol; c'est une arme qui m'a blessé, et que je redoute partout où je la vois; mais sont-ce bien les yeux gris qui m'ont volé? La raison, l'expérience, et j'ai été dans le cas d'en faire une grande pratique, montrent que tous ces signes extérieurs sont autant de mensonges; qu'on ne saurait trop s'engarantir, et qu'il n'est réellement d'autre moyen de juger et de connaître sûrement les hommes, que de les voir, de les essayer, de les pratiquer. Après tout cela, il se rencontre des figures tellement hideuses, il faut l'avouer, que la raison la plus forte est mise d'abord en fuite, et que la condamnation se prononce en dépit de toute cette raison même. »

(*Mémorial.*)

CHARLEMAGNE.

Charlemagne, poème. Voyez LUCIEN.

CHARLES IV, ROI D'ESPAGNE.

Justification de la conduite de Napoléon à l'égard de ce prince.

Le vieux roi, la reine, au moment de l'événement, étaient l'objet de la haine et du mépris des sujets. Le prince des Asturies conspira contre eux, les fit abdiquer, et devint aussitôt l'amour, l'espoir de la nation...

— On m'a imputé bêtement d'avoir pris part à toutes ces intrigues, mais j'y étais d'autant plus étranger, que la dernière circonstance surtout dérangeait tous mes projets arrêtés avec le père, et par suite desquels

mes troupes se trouvaient déjà au sein de l'Espagne. Les deux partis sentirent bien dès-lors que je pouvais et devais être leur arbitre. Le roi détrôné s'adressa donc à moi pour obtenir vengeance; et le fils y eut recours pour être reconnu. Tous deux s'empressèrent de venir plaider devant moi...

Le prince de la Paix, ayant failli être massacré, persuada facilement le voyage de Bayonne à Charles IV et à la reine, qui s'étaient eux-mêmes vus en danger de périr par la multitude. De son côté, le chanoine Escoïquiz, le véritable auteur de tous les maux de l'Espagne, alarmé de voir Charles IV protester contre son abdication, ne voyant que l'échafaud, si son pupille ne triomphait pas, fut fort ardent à déterminer le jeune roi.

Je résolus de profiter de cette occasion unique pour me délivrer de cette branche des Bourbons, continuer dans ma propre dynastie le système de la famille de Louis XIV, et enchaîner l'Espagne aux destinées de la France...

J'offris à Charles IV et à la reine de me céder la couronne d'Espagne, et de vivre paisiblement en France; ils s'y prêtèrent, je pourrais dire presque volontiers, tant ils étaient ulcérés contre leur fils, et tant eux et leur favori ne recherchaient désormais autre chose que le repos et la sûreté...

Toutefois, j'embarquai fort mal toute cette affaire, je le confesse; l'immoralité dut se montrer par trop patente, l'injustice par trop cynique, et le tout demeure fort vilain, puisque j'ai succombé; car l'attentat ne se présente plus que dans sa hideuse nudité, privé de tout le grandiose et des nombreux bienfaits

qui remplissent mon intention. La postérité l'eût préconisé pourtant si j'eusse réussi...

(*Mémorial.*)

M. de Pradt a publié, sur les événemens de Bayonne auxquels Napoléon fait illusion, des détails pleins d'intérêt. Voici comment le spirituel publiciste décrit l'impression produite sur Napoléon par une scène qui s'était passée entre le roi et la reine d'Espagne et le prince des Asturies, et dont lui, Napoléon, avait été témoin :

« En revenant du palais du roi Charles, il traversa avec agitation les appartemens du château de Marac, se rendit dans le jardin, et après avoir fait trois ou quatre tours avec beaucoup d'action, il appela toutes les personnes qui se trouvaient présentes, et comme un homme plein d'un sentiment qui l'oppressait, il se mit à raconter dans ce style animé, pittoresque, plein d'images, de verve et d'originalité qui lui était familier, tout ce dont il venait d'être témoin. Il frissonnait. Ses tableaux nous avaient transportés au milieu des acteurs de cette horrible scène ; il peignait le roi Charles se plaignant à son fils de ses conspirations, de la perte de la monarchie que lui-même avait conservée entière, au milieu des désordres de l'Europe ; des outrages faits à ses cheveux blancs. C'était, dit-il, le roi Priam. Ce furent ses expressions, lorsque, s'arrêtant tout à coup, il ajouta après un moment de silence : « La scène devenait fort belle, quand la reine est venue l'interrompre en éclatant en invectives et en menaces contre son fils, et après lui avoir reproché de les avoir détrônés, elle m'a demandé de le faire monter sur l'échafaud. Quelle femme ! quelle mère ! s'écria-t-il ; elle m'a fait horreur, elle m'a intéressé pour lui. » Puis après une suspension de quelques instans, il reprit : « Il n'y a eu parmi ces gens-là qu'un homme de génie, c'est le prince de la Paix ; il a voulu les conduire en Amérique : c'est là ce qui était grand et beau ! » Et là-dessus, il parla ou plutôt il poétisa, il *ossianisa* pendant long-temps sur l'immensité des trônes du Mexique et du Pérou, sur la grandeur des souverains qui les possédaient, et sur les résultats que ces établissemens auraient pour l'uni-

yers. Je l'avais souvent entendu ; mais dans aucune circonstance , je ne l'avais vu développer de pareilles richesses d'imagination et de langage, et, soit abondance du sujet, soit que toutes ses facultés eussent été remuées par la scène de laquelle il sortait, et que toutes les cordes de l'instrument vibrassent à la fois, il fut sublime : je ne l'ai plus revu à la même hauteur. »

(*Mémoires sur la révolution d'Espagne*, p. 150 et suiv.)

Voyez ESPAGNE, FERDINAND VII, INFANTADO, GODOY, et DE PRADT.

CHARLES (L'ARCHIDUC).

Voyez GÉNÉRAL. *Des généraux autrichiens.*

CHASSELOUP-LAUBAT,

Général de division, sénateur, comte de l'empire.

Le colonel Chasseloup commandait le génie à l'armée d'Italie, il fut fait général ; c'était un des meilleurs officiers de son corps ; d'un caractère inégal, mais connaissant bien toutes les ressources de son art.

(*Mémoires de Napoléon.*)

CHATAM (LORD),

Homme d'état, père de William Pitt.

Voyez ANGLETERRE. *Sur le machiavélisme des ministres anglais.*

CHATEAUBRIAND.

Châteaubriand a reçu de la nature le feu sacré : ses ouvrages l'attestent. Son style n'est pas celui de Racine, c'est celui du prophète. Il n'y a que lui au monde qui ait pu dire impunément à la tribune des pairs, que la redingote grise et le chapeau de Napoléon placés au bout d'un bâton, sur la côte de Brest, feraient courir

l'Europe aux armes. Si jamais il arrive au timon des affaires, il est possible que Châteaubriand s'égare : tant d'autres y ont trouvé leur perte ! Mais ce qui est certain, c'est que tout ce qui est grand et national doit convenir à son génie.

(*Ibid.*)

M. de Châteaubriand a fait à Napoléon le même honneur qu'il en a reçu ; il a, de son côté, essayé de le peindre. Dans son *Voyage en Amérique*, l'illustre écrivain, après avoir tracé le portrait de Washington, esquisse de la sorte celui de Napoléon :

« Bonaparte n'a aucun trait de ce grave Américain : il combat sur une vieille terre, environné d'éclat et de bruit ; il ne veut créer que sa renommée ; il ne se charge que de son propre sort. Il semble savoir que sa mission sera courte, que le torrent qui descend de si haut s'écoulera promptement ; il se hâte de jouir et d'abuser de sa gloire comme d'une jeunesse fugitive. A l'instar des dieux d'Homère, il veut arriver en quatre pas au bout du monde ; il paraît sur tous les rivages, il inscrit son nom dans les fastes de tous les peuples ; il jette en courant des couronnes à sa famille et à ses soldats ; il se dépêche dans ses monuments, dans ses lois, dans ses victoires. Penché sur le monde, d'une main il terrasse les rois, de l'autre il abat le géant révolutionnaire ; mais en écrasant l'anarchie, il étouffe la liberté, et finit par perdre la sienne sur son dernier champ de bataille. »

Il ne nous appartient pas de prononcer sur les mérites respectifs de ces deux portraits ; il nous a seulement paru qu'il ne serait pas sans intérêt de les mettre en regard. Nous laissons au lecteur à décider lequel des deux est le plus ressemblant et le plus vrai, lequel annonce le plus de pénétration, de justesse et de grandeur d'esprit, ainsi qu'une nature plus sympathique et plus indulgente.

CHATILLON.

Sur le projet du traité préliminaire de Châtillon.

Vers la fin de février (1814), Napoléon reçut le projet du traité préliminaire remis par les alliés à Châtillon. On ne pouvait reconnaître un ultimatum dans un assemblage de propositions révoltantes. Abandonner

tout ce que Napoléon avait conquis, il croyait avoir le droit d'en faire le sacrifice; abandonner ce que la France républicaine avait conquis, il ne se croyait pas le droit de le faire; il l'aurait fait cependant, car le salut de la patrie impose des devoirs qui passent avant tout, si un traité de paix définitif eût été le résultat immédiat de tant et de si douloureux sacrifices; mais ce n'était pas un traité définitif qu'on lui proposait, c'étaient des préliminaires de paix, c'était un armistice les armes à la main; ou plutôt c'était un armistice par lequel la France aurait mis bas les armes, tandis que ses ennemis auraient occupé les parties de son territoire qu'ils avaient envahies, et les forteresses d'Huningue, Belfort, Besançon, dont ils exigeaient la remise quoiqu'elles fussent situées dans les pays qu'ils n'occupaient pas. Un tel traité n'était autre chose à ses yeux qu'une capitulation déshonorante. Il écrivit à son plénipotentiaire : « Pourquoi les alliés ne demandent-ils pas que nous leur remettions nos fusils et nos canons? Venez les prendre, serait la seule réponse à faire à de telles propositions de paix. Les Romains, à la fin de la troisième guerre punique, avaient d'abord exigé que les Carthaginois remissent leurs vaisseaux et détruisissent leurs machines de guerre; Carthage obéit, et bientôt le sénat romain ordonna qu'elle fût abandonnée par ses habitants, parce qu'il lui avait plu de décider qu'elle devait être réduite en cendres. »

(Mémoires de Napoléon.)

— Pourquoi Napoléon ne voulut-il pas signer la paix de Châtillon.

L'empereur disait que la cession d'Auvers était un des motifs qui l'avaient déterminé à ne pas signer la paix de Châtillon.

« J'ai dû m'y refuser, disait l'empereur, et je l'ai fait en toute connaissance de cause ; aussi, même sur mon roc, ici, en cet instant, au sein de toutes mes misères, je ne m'en repens pas. Peu me comprendront, je le sais ; mais pour le vulgaire même, et malgré la tournure fatale des événemens, ne doit-il pas aujourd'hui demeurer visible que le devoir et l'honneur ne me laissaient pas d'autre parti ? Les alliés, une fois qu'ils m'eussent entamé, en seraient-ils demeurés là ? Leur paix eût-elle été de bonne foi, leur réconciliation sincère ? C'eût été bien peu les connaître, c'eût été vraie folie que de le croire et de s'y abandonner. N'eussent-ils pas profité de l'avantage immense que le traité leur eût consacré, pour achever, par l'intrigue, ce qu'ils avaient commencé par les armes ? Et que devenaient la sûreté, l'indépendance, l'avenir de la France ? Que devenaient mes obligations, mes sermens, mon honneur ? Les alliés ne m'eussent-ils pas perdu au moral dans les esprits, comme ils venaient de le faire sur le champ de bataille ? Ils n'eussent trouvé l'opinion que trop bien préparée ! Que de reproches la France ne m'eût-elle pas faits d'avoir laissé morceler le territoire confié à ma garde ! Que de fautes l'injustice et le malheur n'eussent pas accumulées sur ma tête ? Avec quelle impatience les Français, pleins du souvenir de leur puissance et de leur gloire, eussent supporté, dans ces jours de deuil, les charges inevitables dont il eût fallu les accabler ! et de là des

commotions nouvelles, l'anarchie, la dissolution, la mort. Je préférerais de courir jusqu'à extinction les chances des combats, et d'abdiquer au besoin.»

(*Mémorial.*)

CHAUMIÈRE.

La chaumière indienne, roman. Voyez BERNARDIN DE ST-PIERRE.

CHAUVET,

Ordonnateur en chef de l'armée d'Italie.

Chauvet, ordonnateur en chef, est mort à Gênes: c'est une perte réelle pour l'armée; il était actif, entreprenant. L'armée a donné une larme à sa mémoire.

(*Œuvres de Napoléon. Lettre au Direct. du 17 germinal an iv*
— 6 avril 1796.)

CHEIKS.

En captivant l'opinion des grands cheiks du Caire, on a l'opinion de toute l'Égypte; et de tous les chefs que ce peuple peut avoir, il n'y en a aucun de moins dangereux que les cheiks, qui sont peureux, ne savent pas se battre, et qui, comme tous les prêtres, inspirent le fanatisme sans être fanatiques.

(*C. I. Lettre à Kléber, du 4 fructidor an vii*
— 21 août 1799.)

CHERBOURG.

Sur le port de Cherbourg.

Jamais les Romains n'entreprirent rien de plus fort, de plus difficile, qui dût durer davantage..... J'avais résolu de renouveler à Cherbourg les merveilles de l'Égypte: j'avais élevé déjà dans la mer ma pyramide; j'aurais eu aussi mon lac Mœris. Mon grand objet était de pouvoir concentrer à Cherbourg toutes

nos forces maritimes; et avec le temps, au besoin, elles eussent été immenses, afin de pouvoir porter le grand coup à l'ennemi. J'établissais mon terrain de manière à ce que les deux nations tout entières eussent pu, pour ainsi dire, se prendre corps à corps; et l'issue ne devait pas être douteuse, car nous aurions été plus de quarante millions de Français contre quinze millions d'Anglais: j'eusse terminé par une bataille d'Actium. Et puis que voulais-je de l'Angleterre: sa destruction? Non sans doute, je ne lui demandais que le terme d'une usurpation intolérable; la jouissance de droits imprescriptibles et sacrés; l'affranchissement, la liberté des mers; l'indépendance, l'honneur des pavillons. Je parlais au nom de tous et pour tous, et je l'eusse obtenu de gré ou de force: j'avais pour moi la puissance, le bon droit, le vœu des nations, etc., etc.

(*Mémorial.*)

CHEVAL.

Du cheval arabe.

Les chevaux des déserts qui touchent à l'Égypte sont les plus beaux du monde. Les étalons de cette race ont servi à améliorer toutes celles de l'Europe.... Ce qui distingue le cheval arabe, est la vitesse et surtout le moelleux et la douceur de ses allures. Il ne boit qu'une fois par jour, trotte rarement, et va presque toujours au pas ou au galop. Il peut s'arrêter brusquement sur ses jambes de derrière, ce qu'il serait impossible d'obtenir de nos chevaux.

(*Mémoires de Napoléon.*)

Comment l'armée française devait se procurer des chevaux en Égypte.

Je désire fort apprendre que vous avez monté notre

cavalerie. Le moyen le plus court, je crois, est celui-ci : ordonnez que chaque village vous fournisse deux bons chevaux. Il ne faut pas en recevoir de mauvais, et les villages qui, cinq jours après la proclamation de votre ordre, ne les auront pas fournis, seront condamnés à payer mille talaris d'amende. C'est un moyen infaillible, expéditif, d'avoir les 600 chevaux qui vous seront nécessaires.

(C. I. Lettre au général Zaionscheck, du 17 therm. an vi
— 4 août 1798.)

CHIMIE.

Avenir de la chimie.

Dans les derniers temps, la France a conquis le sucre de betterave, de même quantité et de même prix que le sucre de canne : c'est un fait des plus avérés, bien qu'en opposition avec le préjugé de l'Europe et même de la France. Il en est de même du pastel, substitut de l'indigo, et ainsi de presque tous les objets coloniaux, à l'exception du bois de teinture. Ce qui me porte à conclure que si la découverte de la boussole a produit une révolution dans le commerce, les progrès de la chimie étaient appelés à en produire la contre-révolution.

(*Mémorial.*)

CHOUANNERIE.

C'est vers la fin de 1793 que commença la guerre de la chouannerie que l'histoire flétrira à jamais du nom de brigandage, si l'on peut appeler guerre ce qui était un crime d'un côté et juste répression de l'autre. La révolte des gladiateurs, du temps des Romains, a mérité une place dans l'histoire parce qu'ils eurent un grand homme à leur tête, et qu'ils combat-

taient pour le plus précieux de tous les biens, pour la liberté individuelle. C'est peut-être, dans l'ordre social, le seul privilège où la nature et la loi se rencontrent au même degré.

Réduit à ses seules forces depuis le passage de la Loire par la grande armée vendéenne, Charette ne pouvait plus risquer de tenir la campagne dans la basse Vendée; d'ailleurs la journée de Savenay venait de mettre fin à toute coopération entre les deux armées, et avait donné aux troupes républicaines trop d'avantage pour que la petite armée de Charette pût leur résister. Il dispersa donc ses soldats et ses officiers en partisans, et, par la connaissance qu'ils avaient des localités de ce pays difficile, ils interceptaient les communications, s'embusquaient pour attaquer les convois, surprenaient des détachemens; et, n'agissant presque jamais que la nuit, ils fatiguaient, sans pouvoir être atteints, la marche régulière des colonnes envoyées contre eux. Se trouvait-il pressé par une attaque imprévue, Charette n'avait plus d'autre commandement que le cri de *sauve qui peut*! Il disparaissait lui-même, seul ou avec quelques cavaliers, et tous se ralliaient à plusieurs lieues en arrière, à un point convenu. Jamais ils ne perdaient de vue les républicains; ils avaient pour espions tous les paysans, et tombaient à l'improviste, soit sur les détachemens, soit, dans la nuit, au milieu des bivouacs. Ils massacraient impitoyablement tout ce qui se trouvait sous leurs coups. Charette avait ainsi organisé les moyens de se maintenir dans sa province, malgré la supériorité des forces républicaines.

Les chouans se recrutaient bien plus promptement

encore que ne l'avaient fait les armées catholiques et royales, parce que c'était une association d'intérêts individuels, plutôt qu'une union politique. Dès ce moment la cause de la royauté n'exista plus; le nom du roi et celui de Dieu furent profanés par ces partisans d'une nouvelle espèce, pour qui la religion et la monarchie n'étaient plus qu'un prétexte de destruction et de rapine. Les paysans aimaient ce genre de guerre, où ils trouvaient leur profit sans courir des dangers réels; ils le préféraient surtout à la discipline, aux fatigues d'une guerre régulière, qui avait fini par les éloigner de leur pays, et qui exposait chaque jour la fortune et la vie de leurs familles : aussi la chouannerie s'étendit rapidement dans le Morbihan, dans le pays Nantais et dans la basse Normandie; elle forma, par le nombre de ses soldats, de véritables armées, dont les subdivisions inaperçues avaient des points de ralliement et d'appui.

(Mémoires de Napoléon.)

CHRISTIANISME.

Sur le christianisme et le mahométisme.

En parlant de l'Égypte, l'empereur faisait observer comme bien digne de remarque, que du même coin de terre étaient sortis les trois cultes qui avaient déraciné le polythéisme, et couvert tout le globe de la connaissance d'un seul Dieu. Alors analysant de la manière la plus ingénieuse les deux religions de l'Orient et de l'Occident, il disait que la nôtre était toute *spirituelle*, et celle de Mahomet toute *sensuelle*; que les châtimens dominaient chez nous; c'était l'enfer et ses supplices éternels, tandis que ce n'était que récompenses chez les Musulmans : les houris aux yeux bleus,

les bocages rians, les fleuves de lait. Et de là il concluait, en opposant les deux religions, que l'on pouvait dire que l'une était une *menace*, elle se présentait comme la religion de la *crainte*; que l'autre, au contraire, était une *promesse*, et devenait la religion des *attraits*, etc.

(*Mémorial.*)

Ce n'est que dans le christianisme que le pontificat s'est trouvé séparé du gouvernement civil. Dans la république romaine, les sénateurs étaient les interprètes du ciel; c'était le principal ressort de la puissance et de la solidité de ce gouvernement. Dans la Turquie et dans tout l'Orient, l'alcoran est en même temps loi civile et évangile religieux.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

CHRONIQUES.

Sur nos vieilles chroniques.

Mes lectures habituelles, en me couchant, sont de vieilles chroniques des 3^e, 4^e, 5^e et 6^e siècles; je les lis ou je me les fais traduire. Rien n'est plus curieux et plus ignoré que le passage des anciennes mœurs aux mœurs nouvelles, la transition des anciens états aux nouveaux fondés sur leurs ruines. On se figure, par exemple, que les anciens Gaulois étaient barbares : c'est une grande erreur; ce furent les barbares qui leur apportèrent la barbarie.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

CIMETIÈRES.

Je voudrais, disait l'empereur à M. Fontaine, quatre projets pour autant de grands cimetières que je ferais bâtir aux quatre points cardinaux de Paris, et en-

ployer un million à chacun d'eux. Ces jours derniers j'ai été me promener sur les boulevards extérieurs; je suis entré dans un cimetière qui se trouve au bas de Montmartre; j'y ai trouvé si peu d'ordre et de décence, que ce spectacle m'a affligé autant qu'il m'a blessé. Cela ne peut rester ainsi, il faut y remédier.

(*Mémoires de BAUSSET.*)

CIRCONVALLATION.

Utilité des lignes de circonvallation.

Turenne, assiégeant la Capelle (1), dut la prise de cette place à ses lignes de circonvallation; car don Juan, s'en étant approché à une portée de canon, les reconnut et n'osa pas les attaquer. Cet exemple fut répété à Saint-Venant (2); la place fut prise grâce à la circonvallation, en présence de l'armée ennemie. Les exemples de cette espèce peuvent se compter par milliers, dans les xv^e et xvi^e siècles, chez toutes les nations européennes, et cependant on demande à quoi servent les signes de circonvallation; on les a discréditées; il est posé en principe qu'il n'en faut pas élever!

(*Mémoires de NAPOLEON.*)

CIVIL.

Des vertus civiles.

Les qualités militaires ne sont nécessaires que dans quelques circonstances; les vertus civiles, qui caractérisent le vrai magistrat, ont une influence de tous les momens sur la félicité publique.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

(1) En 1656.

(2) En 1657.

Duc de Feltre, maréchal de France, ministre de la guerre pendant et après les Cent-Jours. — Clarke en 1797.

Je dois rendre au général Clarke un témoignage de sa bonne conduite. Soit dans les négociations, soit dans ses conversations, il m'a toujours paru animé par un patriotisme pur, et gémir sur les progrès que faisaient tous les jours les malveillans et les ennemis intérieurs de la république.

(C. 1. *Lettre au Directoire*, du 2^e jour compl. an v
— 18 sept. 1797.)

— J'attendais, citoyen ministre, pour vous parler du général Clarke, que vous-même m'en eussiez écrit. Je ne cherche pas s'il est vrai que ce général ait été envoyé dans l'origine pour me servir d'espion, si cela était, moi seul aurais le droit de m'en offenser, et je déclare que je lui pardonne.

Je l'ai vu, dans sa conduite passée, gémir le premier sur la malheureuse réaction qui menaçait d'engloutir la liberté avec la France. Sa conduite dans la négociation a été bonne et loyale : il n'y a pas déployé de grands talens, mais il y a mis beaucoup de bonne volonté, de zèle et même une sorte de caractère. On l'ôte de la négociation, peut-être fait-on bien ; mais, sous peine de commettre la plus grande injustice, on ne doit pas le perdre. Il a été porté principalement par Carnot. Auprès d'un homme raisonnable, lorsqu'on sait qu'il est depuis près d'un an à trois cents lieues de lui, cela ne peut pas être une raison de proscription. Je vous demande donc avec instance pour lui une place diplomatique du second ordre, et je garantis que le gouvernement n'aura jamais à s'en repentir. Il est chargé d'une très-grande mission, il

connaît tous les secrets comme toutes les relations de la république : il ne convient pas à notre dignité qu'il tombe dans la misère, et se trouve proscrit et disgracié.

J'entends dire qu'on lui reproche d'avoir écrit ce qu'il pensait des généraux de l'armée d'Italie. Si cela est vrai je n'y vois aucun crime : depuis quand un agent du gouvernement serait-il accusé d'avoir fait connaître à son gouvernement ce qu'il pensait des généraux auprès desquels il se trouvait ?

On dit qu'il a écrit beaucoup de mal de moi. Si cela est vrai, il l'a également écrit au gouvernement : dès lors il avait droit de le faire ; cela pouvait même être nécessaire, et je ne pense pas que ce puisse être un sujet de proscription.

Le morale publique est fondée sur la justice, qui, bien loin d'exclure l'énergie, n'en est au contraire que le résultat.

Je vous prie donc de vouloir bien ne pas oublier le général Clarke auprès du gouvernement : on pourrait lui donner une place de ministre auprès de quelque cour secondaire.

(C. I. Lett. au min. des relat. ext., du 3 vend. an vi
— 26 septembre 1797.)

— Portrait historique de Clarke.

Clarke était, au moment de la révolution, capitaine dans le régiment d'Orléans dragons. Il suivit, dès 89, le parti d'Orléans. En 1795, il fut appelé près du comité de salut public pour diriger le bureau topographique. Spécialement protégé par Carnot, il fut choisi par le directoire, en 1796, pour faire des ouvertures de paix à l'empereur, et se rendit à cet effet à Milan.

Le but réel de sa mission n'était point d'ouvrir une négociation, mais d'être, au quartier-général, l'agent secret du directoire pour surveiller le général dont les victoires commençaient à porter ombrage. Clarke envoyait à Paris des notes sur les premières personnes de l'armée, ce qui excita des murmures et lui attira des désagrémens. Napoléon, convaincu que les gouvernemens ont besoin d'être instruits, préférait que cette mission secrète fût confiée à un homme connu, plutôt qu'à ces agens subalternes qui ramassent dans les cabarets et les antichambres les renseignemens les plus absurdes; il protégea Clarke, et l'employa même à diverses négociations avec la Sardaigne et avec les princes d'Italie. Après le 18 fructidor, il le défendit avec chaleur, non seulement parce qu'il avait su gagner son estime dans la mission si délicate qu'il avait remplie, mais aussi parce qu'il croyait de sa dignité d'accorder protection à tout homme qui avait eu des rapports journaliers avec lui, et dont il n'avait pas eu ostensiblement à se plaindre. Clarke n'avait point l'esprit militaire; c'était un homme de bureau, travailleur exact et probe, fort ennemi des fripons. Il descend d'une des familles irlandaises qui ont accompagné les Stuarts dans leurs malheurs. Entiché de sa naissance, il s'est rendu ridicule sous l'empire par des recherches généalogiques qui contrastaient avec les opinions qu'il avait professées, la carrière qu'il avait parcourue, les circonstances du siècle; c'était un travers. Mais cela n'empêcha pas l'empereur de lui confier le portefeuille de la guerre, comme à un bon administrateur qui devait lui être attaché, puisqu'il l'avait comblé de bienfaits. Sous l'empire, il a rendu des ser-

vices importants par l'intégrité de son administration, et l'on doit regretter pour sa mémoire qu'à la fin de sa carrière il ait fait partie d'un ministère auquel la France reprochera éternellement de l'avoir fait passer tout entière sous les fourches caudines, en ordonnant le licenciement de l'armée qui avait fait sa gloire pendant vingt-cinq ans, et en livrant aux ennemis étonnés nos places encore invincibles.

(*Mémoires de Napoléon.*)

CLAUSEL,

Maréchal de France et député.

En 1815, Clausel montra la plus grande fermeté à l'armée de Bordeaux.

— Les généraux qui semblaient devoir s'élever, les destinées de l'avenir, étaient Gérard, Clausel, Foy, Lamarque, etc. C'étaient mes nouveaux maréchaux.

(*Mémorial.*)

CLÉMENCE.

De la clémence dans les condamnations politiques.

C'est particulièrement dans les condamnations qui ont lieu pour des délits politiques, que la clémence est bien placée. En ces matières, il est de principe que, si c'est le souverain qui est attaqué, il y a de la grandeur dans le pardon. Au premier bruit d'un délit de ce genre, l'intérêt public se range du côté du coupable, et point de celui d'où doit partir la punition. Si ce prince fait la remise de la peine, les peuples le placent au-dessus de l'offense, et la clameur s'élève contre ceux qui l'ont offensé. S'il suit le système opposé, on le répute haineux et tyran.

(*Lettre au roi Louis de Hollande.*)

Quei doit être l'esprit du clergé.

Les ministres de la religion ne doivent, comme vous l'observez fort bien, jamais s'émanciper dans les affaires civiles; ils doivent porter la teinte de leur caractère qui, selon l'esprit de l'Évangile, doit être pacifique, tolérant et conciliant.

(C. I. *Lettre à l'évêque de Côme, du 17 flor. an v*
— 6 mai 1797.)

— Du clergé français au XVIII^e siècle.

Je me convaincs tous les jours d'une vérité bien démontrée à mes yeux, c'est que si le clergé de France eût été sage, modéré, attaché aux principes de l'Évangile, la religion romaine n'aurait subi aucun changement en France; mais la corruption de la monarchie avait infecté jusqu'à la classe des ministres de la religion: l'on n'y voyait plus d'hommes d'une vie exemplaire et d'une morale pure....

(*Lettres à M. Battaglia, du 12 nivôse an v*
— 3 janvier 1797.)

— Du clergé pour l'enseignement de la jeunesse. — Du vieux et du jeune clergé.

L'empereur avait dit dans son conseil d'état, lors de l'organisation de l'université: ma pensée est que les moines seraient de beaucoup le meilleur corps enseignant, s'il était possible de les maîtriser, de les soustraire à un chef étranger. J'ai du penchant pour eux, avait-il ajouté. J'aurais peut-être eu la puissance de les rétablir; mais ils me l'ont rendu impossible. Je ne fais rien pour le clergé, qu'il ne me donne aussitôt lieu de m'en repentir. Ce n'est pas que je me plaigne précisément du vieux clergé, j'en suis même assez content; mais on élève les nouveaux prêtres dans une

doctrine sombre, fanatique; il n'y a rien de gallican dans le jeuneclergé.

Je n'ai rien à dire contre les anciens, les vieux évêques: ils se sont montrés reconnaissans de ce que j'avais fait pour la religion; ils ont répondu à mes espérances.

Le cardinal de Boisgelin était un homme d'esprit, un homme de bien, qui m'avait loyalement adopté.

L'archevêque de Tours, Barral, homme de beaucoup d'instruction, et qui nous a fort servis dans nos différens avec le pape m'est toujours demeuré fort attaché.

Le digne cardinal du Belloy, le bon archevêque Roquelaure, m'affectionnaient sincèrement.

Je n'avais fait nulle difficulté de mettre l'évêque Bausset au nombre des dignitaires de l'université, et je ne doute pas qu'il ne fût un de ceux qui s'y conduisaient le plus sincèrement dans mes intentions.

Tous ces anciens évêques eurent ma confiance et nul ne la trompa. Ce qu'il y a de singulier, c'est que ceux dont j'ai eu à me plaindre sont précisément ceux que j'avais faits moi-même, tant il n'est que trop vrai que l'onction sainte, en nous attachant au domaine du ciel, ne nous délivre pas des infirmités de la terre, de ses travers, de ses vilenies, de ses turpitudes, etc., etc.

(*Mémorial.*)

CLICHY.

Sur le club de Clichy.

Les Clichyens se donnaient pour sages, modérés,

bons Français. Étaient-ils républicains? Non. Étaient-ils royalistes? Non. Ils voulaient donc la constitution de 1791? Non. Celle de 1793? Beaucoup moins. Celle de 1795? Oui et non. Qu'étaient-ils donc? Ils n'en savaient rien. Ils auraient voulu telle chose avec des *si*, telle autre avec des *mais*. Ce qui les faisait agir, leur donnait du mouvement, c'étaient les applaudissemens des salons, les louanges résultant des succès de la tribune. Ils votèrent avec le comité royaliste sans le savoir; ils furent étonnés, lorsque, après leur catastrophe, ils acquirent la conviction que Pichegru, Imbert Colomès, Villot, de Lahaye, etc., étaient des conspirateurs; que toutes ces belles harangues, ces beaux discours qu'ils avaient prononcés, étaient des actes de conspiration qui secondaient la politique de Pitt et des princes. Rien n'était plus loin de leur pensée; ils n'eussent pas eu le courage de conspirer.

(Mémorial de Napoléon.)

Au demeurant, les Clichyens étaient plutôt royalistes que républicains, mais modérés, et c'était leur modération qui leur inspirait les *si* et les *mais* dont Napoléon se moque avec tant d'esprit. Il est vrai qu'on ne conçoit guère un *club modéré* dans un temps de révolution, et qu'il est difficile qu'un tel club échappe au ridicule.

CLUBS.

Un club ne supporte point de chef durable; il lui en faut un pour chaque passion.

(Mémorial.)

COALITION.

Comment on fait les coalitions.

L'argent est utile aux coalitions, on ne l'ignore pas; mais ce n'est point avec de l'argent qu'on fait les coalitions..... C'est en suivant une politique sage et me-

surée, en ayant de la prévoyance dans la prospérité, en se montrant prêt à secourir ses amis dans le malheur, et à faire des sacrifices, pour leur avantage, qu'on a des alliés.

(*Moniteur du 10 ventôse an XIII — 1^{er} mars 1805.*)

La note d'où ces lignes ont été tirées a été insérée en son entier dans le recueil des *Œuvres de Napoléon*; et en effet il est facile d'y reconnaître ses idées et sa manière.

— Avantages qu'a retirés la France des trois premières coalitions.

L'armée française, qui, en deux mois, a dissipé une troisième coalition, n'était alors que sur le pied de paix; après les trois mois qui se sont écoulés depuis, elle se trouve sur le pied de guerre. Elle n'aurait rien à craindre de toutes les forces de l'Europe; mais personne ne fera plus une quatrième coalition. L'Angleterre sait bien que ce serait de l'argent perdu : elle calcule avec effroi que la première coalition, qui a duré cinq ans, a donné à la France la Hollande, la Belgique, le Rhin et la Cisalpine; que la seconde, qui n'a duré que deux ans, a donné le Piémont et la Suisse; que la troisième, qui a duré trois mois, a donné Venise, Naples et Gênes; que la moindre chose que la France pût obtenir d'une quatrième coalition serait Trieste et Fiume, et l'exclusion à perpétuité des Anglais de tous les ports de l'Europe. La Russie, revenue des vaines illusions qui l'avaient abusée, sait très-bien ce que peuvent trente millions d'hommes répandus sur un terrain immense, et ayant à s'opposer aux Persans, aux Turcs, aux Tartares, contre quarante millions de Français réunis sur un seul plateau, braves, actifs, intelligens, et plus capables de conquérir la Russie que les Russes de conquérir la France.

(*Moniteur du 13 avril 1806.*)

Même chose à dire que pour l'article qui précède. On pourrait en outre remarquer dans celui-ci, comme révélant Napoléon, l'usage heureux de l'histoire, et la comparaison entre les ressources de la Russie et celles de la France.

COBENTZEL.

M. Cobentzel était plénipotentiaire pour l'Autriche, lors du traité de Campo-Formio.

Le comte de Cobentzel était né à Bruxelles; fort aimable en société, d'une politesse recherchée, mais dur et difficile en affaires. Sa dialectique manquait de justesse et de précision; il le sentait, et croyait y suppléer par des éclats de voix et des gestes impérieux.

(Mémoires de Napoléon.)

M. de Cobentzel était, à l'époque du traité de Campo-Formio, l'homme de la monarchie autrichienne, l'âme de ses projets, le directeur de sa diplomatie. Il avait occupé les premières ambassades de l'Europe, et s'était trouvé long-temps auprès de Catherine, dont il avait la bienveillance particulière. Fier de son rang et de son importance, il ne doutait pas que la dignité de ses manières, et son habitude des cours, ne dussent écraser facilement un général sorti des camps révolutionnaires: aussi aborda-t-il le général français avec une certaine légèreté; mais il suffit de l'attitude et des premières paroles de celui-ci, pour le remettre aussitôt à sa place, dont, au demeurant, il ne chercha jamais plus à sortir.

(Mémorial.)

CODES.

Utilité des codes.

Si l'on veut fixer enfin la nation, il faut se hâter

de régler par des codes les principales matières de la législation.

Le Code civil, sans être un ouvrage parfait, a cependant opéré beaucoup de bien. Chacun désormais sait d'après quels principes se diriger; il arrange en conséquence sa propriété et ses affaires.

Le Code criminel est celui qui influe le plus sur la tranquillité publique; il contribue beaucoup à mettre les Français dans cet état de calme et de repos dont ils ont besoin après de si longues agitations.

Qu'ensuite, par un Code particulier, on règle les affaires de commerce; que le Code de la procédure détermine la manière d'exercer les actions civiles, et l'on aura dans la législation un ordre de choses fixe.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

CODE CIVIL.

Sur le projet de Code civil.

En général, on s'est souvent plaint dans le cours de la discussion du projet de Code civil, de ce qu'il ne donne pas assez de latitude aux juges. L'inconvénient de trop préciser a été senti par presque tous les peuples : ils n'ont mis dans leurs lois que des principes généraux, lumineux et féconds en conséquences. On a conçu que les combinaisons d'application variant à l'infini, on tenterait en vain de les fixer toutes, et que, cependant, si l'on en omettait quelque une, les lois rédigées dans cet esprit de précision seraient nécessairement incomplètes; que d'ailleurs elles seraient souvent vicieuses dans l'application. On reproche avec raison ce défaut au projet de Code civil. Dans une foule de circonstances on le trouvera rebelle à l'équité....

En général, le projet de Code civil ne laisse pas assez de latitude aux tribunaux, et n'est pas assez dogmatique. Si la loi n'indique pas le but qu'elle veut atteindre et n'explique pas ses intentions, on décidera souvent contre son vœu par l'analyse de ses dispositions....

Sacrifier les intérêts des particuliers dans les cas non privés, c'est admettre que la loi peut être injuste; une telle maxime doit suffire pour la faire proscrire.

L'injustice peut se rencontrer dans les juges parce que ce sont des hommes; il est contre la nature des choses qu'elle se rencontre jamais dans la loi, et que la loi force le juge à être injuste malgré lui.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

Sur les commentaires du Code.

« A peine le Code eut paru, disait l'empereur, qu'il fut suivi presque aussitôt, et comme en supplément, de commentaires, d'explications, de développemens, d'interprétations, que sais-je ?... J'avais coutume de m'écrier au conseil d'état : Eh ! messieurs, nous avons nettoyé l'écurie d'Augias ; pour Dieu, ne l'encombrons pas de nouveau ! »

(Mémorial.)

COLONS ET COLONIES.

Défense des colons.

On ne veut voir que des partisans des Anglais dans nos colonies, pour avoir le prétexte de les opprimer. On a livré tous les blancs à la férocité des noirs, et l'on ne veut pas même que les victimes soient mécontentes ! Eh bien ! si j'eusse été à la Martinique, j'aurais été pour les Anglais, parce qu'avant tout il faut sauver sa vie. Je suis pour les blancs parce que je suis

blanc; je n'en ai pas d'autre raison, et celle-là est la bonne. Comment a-t-on pu accorder la liberté à des Africains, à des hommes qui n'avaient aucune civilisation, qui ne savaient seulement pas ce que c'était que colonie, ce que c'était que la France? Il est tout simple que ceux qui ont voulu la liberté des noirs veuillent l'esclavage des blancs; mais encore croyez-vous que si la majorité de la convention avait su ce qu'elle faisait, et connu les colonies, elle eût donné la liberté aux noirs? Non sans doute; mais peu de personnes étaient en état d'en prévoir les résultats, et un sentiment d'humanité est toujours puissant sur l'imagination. Mais à présent, tenir encore à ces principes! il n'y a pas de bonne foi; il n'y a que de l'amour-propre et de l'hypocrisie.

(*Mémoires sur le Consulat.*)

— Quand je vois un homme fort comme Siméon mettre en doute si les individus nés dans les colonies sont Français, je me demande si la tête m'a tourné; car c'est un point clair comme le jour.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

— Des délégués des colonies.

Sous le nom de *chambre d'agriculture*, le premier consul voulait établir une espèce d'assemblée représentative pour les colons. L'amiral Truguet ayant dit que ce projet pouvait être dangereux, qu'il ne fallait point faire de concessions aux colons, que ces chambres inquiéteraient le gouvernement, Napoléon répondit :

Toute institution sous un gouvernement faible, peut devenir un instrument dangereux. Mais enfin les colons sont des Français; ils en ont le caractère et la dignité; ils ont le sentiment de leurs droits : ils

ne peuvent pas être esclaves ; il faudrait pour cela leur ôter la faculté de penser, de parler et d'écrire. Ils n'ont point de représentation : la constitution s'y oppose avec raison ; du moins faut-il leur donner un moyen de se faire entendre du gouvernement, de faire connaître leurs besoins, de réclamer contre les vexations. Si l'on peut trouver un projet qui donne moins d'importance aux colons, je l'adopterai ; mais je ne crois pas qu'il soit possible de rien imaginer de plus faible ; et c'est peut-être là son défaut. Sans doute il faut gouverner les colonies avec force, mais il n'y a point de force sans justice. Il faut donc que le gouvernement puisse être éclairé et qu'il entende les parties intéressées ; car il ne suffit pas pour être juste de faire le bien, il faut encore que les administrés soient convaincus ; et ils ne peuvent l'être que lorsqu'ils ont été entendus. Quand le conseil d'état serait composé d'anges et de dieux qui verraient du premier coup-d'œil ce qu'il y a de mieux à faire, il faudrait encore que les colons eussent la conviction qu'on les a entendus. La force est aussi fondée sur l'opinion : c'est surtout pour la former que l'institution proposée est nécessaire. Il n'y a actuellement aucun rapport entre la France et ses colonies : les bruits les plus absurdes y circulent, les véritables principes du gouvernement n'y sont point connus ; ils y sont travestis : c'est que les colons qui sont à Paris vont puiser les nouvelles dans les antichambres, chez les ennemis du gouvernement, ou dans des sociétés qui n'ont aucun rapport avec lui. S'il y avait au contraire ici, auprès du gouvernement, une sorte de représentation coloniale, elle connaîtrait la vérité, elle la dirait, l'écrirait dans les

colonies : c'est donc un canal de l'opinion qu'il faut ouvrir pour elles. Le citoyen Serres a commis des horreurs, des vexations inouïes au Sénégal. Il y a des déportés qui se sont révoltés contre lui : je les ferai juger, parce qu'ils devaient d'abord respecter l'autorité de la métropole; mais je ferai juger aussi le citoyen Serres. S'il y avait eu ici un député du Sénégal, s'il y avait eu une Chambre, le citoyen Serres aurait eu des craintes, il se serait conduit avec plus de réserve. On dit : Choisissez mieux vos agens ! Mais le citoyen Serres jouissait d'une bonne réputation, le pouvoir lui a tourné la tête. Ce n'est pas d'ailleurs seulement pour retenir les agens du gouvernement que l'institution est bonne, c'est aussi pour le défendre. On a débité mille horreurs de ce pauvre général Dugua. Il avait, disait-on, soutenu les nègres. Il n'y a personne qui n'ait entendu les plus fortes accusations contre lui. Eh bien ! s'il y avait un reproche à lui faire, c'était de les avoir traités avec trop de rigueur. Malgré tout ce que j'ai fait pour arrêter la calomnie, elle n'en a pas moins circulé contre un malheureux qui s'est dévoué et qui a péri. Un agent du gouvernement, pressé par la nécessité, fait des modifications aux lois de douanes, et laisse introduire des farines étrangères dans une colonie. Aussitôt les places de Bordeaux et de Nantes le dénoncent : c'est un homme corrompu, vendu; et cependant c'est l'urgence et le salut de la colonie qui l'ont déterminé. Dans ce cas, croyez-vous que, s'il y avait près du gouvernement des députés des colonies, ils ne s'empresseraient pas de rétablir la vérité et de défendre l'homme qui aurait servi leur pays ? Le commerce et les colonies ont des intérêts

toujours opposés : quand il s'agit d'établir des droits sur les denrées coloniales, toutes les Chambres de Commerce me remettent leurs mémoires, et personne ne stipule pour l'intérêt des colonies; la loi y arrive avec toute sa rigueur, sans que personne en donne aux colons les motifs, et prenne la peine de les assurer qu'on a tout balancé. Je sais bien que l'on a des colonies pour le commerce, pour la métropole. Mais les colons sont aussi des Français et des frères; ils supportent des charges, ils ont des intérêts à défendre, et c'est bien le moins que l'on fasse pour eux, que de leur donner cette faible représentation.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

— Pourquoi les colonies françaises sont-elles régies par des lois spéciales.

L'art. xci de la constitution porte : que les colonies françaises seront régies par des lois spéciales.

Cette disposition dérive de la nature des choses et de la différence des climats.

Les habitans des colonies françaises situées en Amérique, en Asie, en Afrique, ne peuvent être gouvernés par la même loi.

La différence des habitudes, des mœurs, des intérêts, la diversité du sol, des cultures, des productions, exigent des modifications diverses.

(*Procl. aux cit. de St-Domingue, du 4 niv. an VIII*

— 23 décembre 1799.)

— Du droit d'entrée sur les denrées coloniales.

Le droit d'entrée sur les denrées coloniales peut être augmenté sans inconvénient. On objecte que si le café devient trop cher, on prendra l'habitude de consommer de la poudre de chicorée, et qu'à la paix cette habitude nuira à la consommation du café de nos

colonies : je ne suis pas touché de cette crainte. Il y aura toujours assez de consommateurs pour les denrées de nos colonies dans tous les pays sur lesquels pourra s'étendre le grand empire, d'autant que, quarante-huit heures après la paix avec l'Angleterre, je proscrirai les denrées étrangères, et promulguerai un acte de navigation qui ne permettra l'entrée de nos ports qu'aux bâtimens français construits avec du bois français, montés par un équipage aux deux tiers français. Le charbon même et les milords anglais ne pourront aborder que sous pavillon français. On criera beaucoup, parce que le commerce, en France, a un mauvais esprit ; mais six ans après on sera dans la plus grande prospérité.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

— Sur le système colonial en 1813.

« Le système colonial que nous avons connu est fini pour tous ; disait l'empereur, pour l'Angleterre qui possède toutes les colonies, comme pour les autres puissances qui n'en possèdent plus aucune. L'empire des mers, aujourd'hui, appartient à l'Angleterre sans discussion. Pourquoi, dans une situation toute nouvelle, continuerait-elle une marche routinière ? Pourquoi ne créerait-elle pas des combinaisons plus profitables ? Il faut qu'elle imagine une espèce d'émancipation de ses colonies ; aussi bien beaucoup lui échapperont avec le temps, et c'est à elle à profiter du moment pour s'assurer des liens nouveaux, et des rapports plus avantageux. Pourquoi la plupart de ces colonies ne seraient-elles pas sollicitées à acheter leur émancipation de la mère-patrie, au prix d'une quotité de la dette générale, qui deviendrait spécia-

lement la leur. La mère-patrie s'allégerait de ses charges et n'en conserverait pas moins tous ses avantages. Elle conserverait pour liens la foi des traités, les intérêts réciproques, la similitude du langage, la force de l'habitude; elle se réserverait d'ailleurs, par forme de garantie, un seul point fortifié, une rade pour ses vaisseaux, à la façon des comptoirs d'Afrique. Que perdrait-elle? rien; et elle sauverait les embarras, les frais d'une administration qui ne la font que trop souvent détester. Les ministres auraient, il est vrai, quelques places de moins à donner; mais la nation recueillerait certainement davantage....

» Je ne doute pas, qu'avec une connaissance approfondie de la matière, on n'obtint quelque résultat de ces idées brutes, quelque erronées qu'elles pussent être à leur premier jet. Il n'est pas jusqu'à l'Inde même dont il ne fût possible, sans doute, de tirer quelque grand parti par quelques combinaisons nouvelles. Les Anglais m'assurent ici que l'Angleterre n'en retire aucun bénéfice dans la balance de son commerce; les frais emportent tout ou dépassent même encore: ils ne reste donc que des gaspillages individuels et quelques fortunes personnelles colossales; mais ce sont autant d'alimens pour le patronage des ministres; et dès lors on se donnerait bien garde d'y toucher. Puis ces nababs, comme ils les appellent, en revenant en Angleterre y sont autant de bonnes recrues pour la haute aristocratie. Peu importe qu'ils présentent le scandale d'une fortune acquise par les rapines et le brigandage; peu importe qu'ils influent fortement sur la morale publique, en animant chacun du désir des mêmes richesses poursuivies à tout prix; les minis-

tres actuels n'y regardent pas de si près : ce seront autant de votes pour eux , et plus ils seront pourris , plus ils seront faciles à gouverner. Et avec les choses de la sorte, le moyen d'attendre quelque réforme? Aussi, à la moindre proposition, vous voyez quels cris! car l'aristocratie anglaise veut bien journellement gagner du terrain en avant, mais sitôt qu'on propose de la faire rétrograder d'un atome, elle n'y entend plus, et l'explosion est universelle. Si l'on touche aux plus minutieux détails, tout l'édifice va crouler, s'écrie-t-elle. C'est tout simple. Qu'on veuille arracher d'un vorace le morceau qu'il tient à la bouche, il le défendra en héros , etc. »

(*Mémorial.*)

COMMANDANT.

Devoirs des commandans de place.

Tout commandant doit considérer sa place comme susceptible d'être attaquée ou insultée à l'improviste, et de passer subitement de l'état de paix à l'état de guerre ou de siège.

En conséquence, il établira, même dans l'état de paix, son plan de service et de défense, suivant les hypothèses d'attaque les plus probables, et déterminera, pour les principaux cas, ses postes et ses réserves, les mouvemens des troupes, l'action et le concours de tous les corps et de tous les services.

Il rédigera, d'après ces bases, ses instructions en cas d'alarmes, et s'assurera de leur exécution, conformément au titre XVIII de l'ordonnance du 1^{er} mars 1768.

Il réunira, dans ce même but, les divers élémens

de sa défense, et s'attachera particulièrement à bien connaître la situation,

De l'intérieur de la place, des fortifications, bâtimens ou établissemens militaires, et du terrain extérieur dans les rayons d'attaque, d'investissement et d'activité;

De la garnison, de l'artillerie et des munitions ou approvisionnemens de toute espèce;

De la population à nourrir en cas de siège; des hommes capables de porter les armes, des maîtres et des compagnons ouvriers susceptibles d'être employés en cas d'incendie ou pour les travaux;

Et des subsistances, des matériaux, des outils et des autres ressources que la ville et les pays qui l'environnent peuvent fournir, ou dont il convient de s'assurer dans l'état de siège....

Le commandant d'armes étant personnellement responsable de la conservation de la place et de la tranquillité de la garnison et des habitans, ne peut, même dans l'état de paix, concher hors des barrières, ni s'éloigner le jour hors de la portée du canon, si ce n'est avec la permission du général commandant la division, lequel désignera toujours l'officier qui doit commander par intérim.

Lorsque les commandans d'armes seront admis à la retraite ou appelés à d'autres fonctions, ils ne pourront semblablement quitter leur place qu'après avoir remis le commandement à leur successeur ou à l'officier qui sera désigné pour les remplacer, soit par notre ministre de la guerre, soit par le général commandant la division.

(Décret du 21 décembre 1811.)

Même sujet.

A la guerre, un commandant de place n'est pas juge des événemens; il doit défendre la place jusqu'à la dernière heure; il mérite la mort quand il la rend un moment plus tôt qu'il n'y est obligé.

(Mémoires de Napoléon.)

Voyez au mot SIÈGE, la note qui suit le morceau intitulé : *Des devoirs des gouverneurs dans les places en état de siège.*

COMMERCE.

Voyez COMPAGNIES.

COMMERÇANS.

Des engagements des commerçans.

Il est impossible de confondre les engagements des commerçans avec ceux des autres citoyens. Un commerçant qui contracte une dette ne s'oblige pas seulement à en payer le montant, mais encore à la payer à un moment précis et qui ne peut être reculé sous aucun prétexte. Les obligations des particuliers n'ont pas ce caractère de précision.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

COMMISSAIRES.

Des commissaires des guerres.

La loi veut que les commissaires des guerres ne soient que des agens civils, tandis qu'il leur faut plus de courage et d'habitudes militaires qu'aux officiers mêmes : le courage qui leur est nécessaire doit être tout moral; il n'est jamais le fruit que de l'habitude des dangers. J'ai senti combien il est essentiel de n'admettre à remplir les fonctions de commissaires des guerres, que des hommes qui auraient servi dans

la ligne plusieurs campagnes, et qui auraient donné des preuves de courage... L'on est révolté lorsqu'on entend journellement les individus des différentes administrations avouer et se faire presque gloire d'avoir eu peur.

(Œuvres de NAPOLÉON. Lett. au Directoire, du 8 fruct. an IV
— 25 août 1796.)

COMMUNES.

De l'organisation des communes et des propriétés communales.

L'administration de la France est encore (1806) une machine qui s'organise : il reste, par exemple, à reconstituer les communes. Il faudra pour cette organisation dix ans et beaucoup de réglemens.

Une immense étendue de territoire n'a pu être améliorée, parce qu'elle est la propriété des communes. Il faut adopter une mesure large qui obligera les communes à aliéner ou à donner à bail emphytéotique tous leurs terrains incultes, leurs marais, etc. C'est la plus grande question qu'on puisse agiter.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

COMMUNES (CHAMBRE DES).

Pourquoi la chambre des communes en Angleterre a-t-elle seule le droit d'imposer la nation.

V. POUVOIRS. *Des attributions des divers pouvoirs.*

COMPAGNIES.

Des compagnies et de la liberté du commerce.

Une compagnie donne de très-grands avantages à quelques particuliers, qui peuvent très-bien faire leurs affaires en négligeant celles de la masse. Toute compagnie dégénère bientôt en oligarchie, toujours amie du pouvoir et prête à lui donner secours. Sous ce

rapport, les compagnies tiennent tout-à-fait du vieux temps et des anciens systèmes. Le commerce libre, au contraire, favorise toutes les classes, agite toutes les imaginations, remue tout un peuple ; il est identique avec l'égalité, porte naturellement à l'indépendance, et sous ce rapport, il tient beaucoup plus de notre système moderne.

(*Mémorial.*)

— Le commerce de l'Inde doit se faire par compagnies, mais par compagnies libres.. C'est ainsi que le faisait la maison Rabaud, de Marseille ; elle prenait des fonds en commandite, et cependant on ne connaissait qu'elle. Avec de telles compagnies dans les ports, on fera mieux le commerce de l'Inde qu'avec une compagnie privilégiée ; car une semblable compagnie est comme le gouvernement ; ses opérations sont toujours plus chères que celles des particuliers ; son administration est plus coûteuse. Elle se forme une marche dont elle ne s'écarte pas. C'est un canal qui a sa longueur et sa largeur, et qui est parcouru uniformément. Les particuliers, au contraire, se détournent de ce canal, suivant qu'ils y trouvent leur intérêt. Ils vont fouillant partout les divers débouchés et les points les plus avantageux. Que le gouvernement arme des corsaires et leur désigne leurs stations, ils ne feront jamais autant de prises que les corsaires particuliers, qui ont leurs correspondances et une foule de notions que n'a pas un gouvernement. On m'a démontré par des calculs et des faits que, pendant vingt ans que le commerce de l'Inde a été libre, il a été plus productif que sous le régime de la compagnie, et que l'on a plus exporté de nos produits industriels.

La compagnie envoyait principalement de l'argent dans l'Inde. C'est une erreur de croire que l'Angleterre est maîtresse absolue du commerce de l'Inde. Il y a des princes qui ne sont pas sous sa dépendance, et avec lesquels le commerce français peut travailler avantageusement. Les marchandises de l'Inde circulent aussi dans le monde autrement que par la voie des Anglais. Nous en avons abondamment en Égypte, et des premières qualités. L'exemple des Américains est pour la liberté. Ils n'ont point de compagnie privilégiée, et ils font un commerce très étendu dans l'Inde, la Chine, la mer Rouge, le golfe Persique; ils vont partout. La guerre leur a été très-favorable; mais la paix donnera à nos armateurs la facilité de faire comme eux, et de diminuer par là leur commerce. Il est important de prendre à cet égard une décision solennelle, législative, afin que le commerce puisse se livrer avec sécurité à ses spéculations. Si je pense qu'il ne faut pas de compagnie, ce n'est pas, comme on semble le croire, par la raison qu'on ne pourrait pas en former une actuellement. On nous fait toujours plus pauvres que nous ne le sommes. Je crois, au contraire, que l'on ne parviendrait pas à former une compagnie, parce que ce n'est pas une bonne institution, qu'elle est repoussée par tout le commerce, et que personne ne voudrait lui livrer ses capitaux. S'il en était autrement, on ferait facilement une compagnie. Ne dirait-on pas qu'il faut pour cela une si grande somme? Il suffirait de vingt millions, et qu'est-ce que c'est pour la France?

• (Le Consulat et l'Empire.)

De la comptabilité militaire.

La comptabilité n'ira bien que lorsque nous aurons des trésoriers de régiment à cautionnement. Maintenant (1) le quartier-maître est officier, il doit obéissance au chef de brigade. Un trésorier civil dira: Je suis responsable, je ne peux faire que conformément aux ordres de la trésorerie.

(Le Consulat et l'Empire.)

— Les commissaires d'un gouvernement près d'une armée ne doivent pas s'occuper de comptabilité.

— La comptabilité est une science à part; elle exige un travail à part et une attention réfléchie; d'ailleurs, peut-être penserez-vous qu'il convient de ne pas donner une comptabilité de détails à des hommes qui ont une responsabilité morale et politique.

(C. 1. Lett. au Direct., du 21 vend. an v
— 12 octobre 1796.)

— La comptabilité doit-elle être confiée aux officiers.

L'auteur des *Considérations sur l'art de la guerre* demandait que les officiers fussent désormais chargés des détails qui concernent actuellement le sergent-major. Napoléon le combat en ces termes :

Les officiers des compagnies se dégraderaient s'ils se mêlaient du détail du décompte du soldat; ils deviendraient des sous-officiers : le sergent-major est propre à ce service. Est-il donc impossible de trouver un sergent-major honnête homme ?.. Mais si l'officier abusait, à qui le soldat aurait-il recours ? Quelle ne serait pas la répugnance d'un capitaine à recevoir des réclamations d'un soldat contre son lieutenant, qui fait sa société, avec qui il mange, et dont il est l'égal !

(1) En 1803.

Nous voulons croire qu'aucun officier ne serait assez vil pour abuser de l'ignorance du soldat ; mais celui-ci, qui, de sa nature, est soupçonneux, en aurait-il moins de méfiance ? Et l'opinion de profond respect, que la discipline militaire exige qu'il ait pour son officier, n'en serait-elle pas altérée ?

(Mémoires de NAPOLEON.)

CONCORDAT.

Le concordat, — convention entre le gouvernement français et la cour de Rome, sur les affaires ecclésiastiques, — fut signé à Paris, le 15 juillet 1801.

— Esprit du concordat.

En rétablissant en France, par un concordat, mes relations avec les papes, je n'ai entendu le faire que sous l'égide des quatre propositions de l'église gallicane ; sans quoi j'aurais sacrifié l'honneur et l'indépendance de l'empire aux plus absurdes prétentions.

(Réponse à la dép. du dépt. du Léman, le 4 fév. 1810.)

— Résultats heureux du concordat.

L'exécution du concordat, sur laquelle les ennemis de l'ordre public avaient encore fondé de coupables espérances, a donné presque partout les résultats les plus heureux. Les principes d'une religion éclairée, la voix du souverain pontife, la constance du gouvernement, ont triomphé de tous les obstacles. Des sacrifices mutuels ont réuni les ministres du culte. L'église gallicane renaît par les lumières et la concorde, et déjà un changement heureux se fait sentir dans les mœurs publiques. Les opinions et les cœurs se rapprochent ; l'enfant redevient plus docile à la voix de ses parens, la jeunesse plus soumise à la voix

des magistrats; la conscription s'exécute au lieu même où le nom seul de la conscription soulevait les esprits, et servir la patrie est une partie de la religion.

(*An Corps Législatif, le 2 vent. an XI*

— 24 février 1805.)

— Sur le concordat de 1801.

Napoléon ne s'est jamais repenti d'avoir fait le concordat de 1801, et les propos qu'on lui prête à cette occasion sont faux... Les discussions qu'il a eues depuis avec Rome proviennent de l'abus que faisait cette cour du mélange du spirituel et du temporel. Cela peut lui avoir occasionné quelques momens d'impatience; c'était le lion qui se sentait piqué par des mouches; mais ils n'ont jamais altéré ses dispositions, ni pour les principes de sa religion, ni pour ce grand œuvre qui a eu des résultats si importants.

Le concordat de 1801 était nécessaire à la religion, à la république, au gouvernement. Les temples étaient fermés; les prêtres étaient persécutés, ils étaient divisés en trois sectes: les constitutionnels, les vicaires apostoliques, les évêques émigrés à la solde de l'Angleterre. Le concordat mit fin à ces divisions, et fit sortir de ses ruines l'Église catholique, apostolique et romaine. Napoléon releva les autels, fit cesser les désordres; prescrivit aux fidèles de prier pour la république, dissipa tous les scrupules des acquéreurs de domaines nationaux, et rompit le dernier fil par lequel l'ancienne dynastie communiquait encore avec le pays, en destituant les évêques qui lui étaient restés fidèles, et les signalant comme des rebelles qui avaient préféré les affaires du monde et les intérêts terrestres aux affaires du ciel et à la cause de Dieu.

On a dit : « Napoléon eût dû ne pas se mêler des affaires religieuses, mais tolérer la religion en pratiquant le culte, en lui restituant ses temples. » Pratiquer le culte.... mais lequel? Restituer ses temples.... mais à qui? Aux constitutionnels, au clergé, ou aux vicaires papistes à la solde de l'Angleterre?

Il fut question, dans les conférences pour la négociation du concordat, d'assigner un délai à l'exercice du droit conféré au pape d'instituer les évêques ; mais il avait déjà fait de grandes concessions : il consentait à la suppression de soixante diocèses, dont les sièges dataient de la naissance du christianisme ; il destituait de sa propre autorité un grand nombre d'évêques anciens, et consommait la vente, sans aucune indemnité, de 400 millions de biens du clergé : il fut jugé que, même dans l'intérêt de la république, il ne fallait pas exiger de stipulations nouvelles qui auraient favorisé les ultramontains. Ce fut dans une de ces conférences que Napoléon dit : « Si le pape n'avait pas existé, il eût fallu le créer pour cette occasion, comme les consuls romains faisaient un dictateur dans les circonstances difficiles. »

Il est vrai que le concordat reconnaissait dans l'état un pouvoir étranger, propre à le troubler un jour, mais il ne l'introduisait pas ; ce pouvoir existait de tout temps. Maître de l'Italie, Napoléon se considérait comme maître de Rome, et cette influence italienne lui servait à détruire l'influence anglaise.

(Mémoires de NAPOLÉON.)

CONDÉ.

Voyez TURENNE.

Toutes les législations connues ont toujours attaché la confiscation aux condamnations pour crime d'état.

Ce système se concilie parfaitement avec les principes de la successibilité; car ce n'est point de la nature qu'un père tient le droit de transmettre après lui ses biens à ses enfans, c'est de l'organisation sociale: or, quand il l'attaque, il se dépouille lui-même des droits qu'elle lui donnait.

Il est même beaucoup d'autres cas où, par le fait du père, sa succession, réduite à rien, échappe à ses enfans.

Il faut prendre garde, d'ailleurs, qu'un conjuré peut avoir acquis avec le prix de sa trahison les biens qu'il possède, et qu'alors sa propriété a une cause trop coupable pour qu'elle doive profiter à sa famille.

La confiscation a cet avantage, qu'elle donne à toutes les familles intérêt à détourner ceux qui leur appartiennent de tremper dans une conspiration.

Le droit qu'a le gouvernement de remettre la confiscation lui donne la facilité d'éteindre, dans le cœur des enfans, la haine qu'a pu y jeter le supplice mérité de leur père. Il peut d'ailleurs mettre à la grâce qu'il accorde les conditions que le bien de l'état exige. Par exemple, si les biens du condamné sont situés dans les lieux où il s'était fait un parti, le gouvernement peut les remplacer par d'autres.

Si la confiscation n'a pas été en usage pendant les premiers siècles de Rome, c'est qu'alors elle eût été inutile; car les successions n'étaient pas encore réglées: c'était le peuple qui donnait aux enfans les biens de leur père intestat.

L'histoire dépose en faveur de la confiscation. C'est elle qui a empêché la famille des Biron de s'éteindre. Le roi, en remettant les biens du coupable à sa famille, a étouffé en elle une inimitié que dans la suite il eût été forcé de punir. Il est vrai qu'on a abusé de la confiscation, mais on a également abusé de la peine de mort; et c'est parcequ'on se souvient trop des abus qu'on répugne à une sévérité qui n'est que juste.

(*Procès-verbaux du conseil d'état.*)

— Je ne pense pas qu'on puisse abolir la peine de la confiscation; il n'y a aucun peuple qui ne l'ait adoptée pour les cas de fausse monnaie et de conspiration.

(*PELET DE LA LOZÈRE.*)

— Il faut confisquer les biens des nobles au service de l'étranger.

Autrefois le monarque avait, pour forcer un noble à rentrer dans son pays, les lois féodales, la félonie, la dégradation, etc.; aujourd'hui nous n'avons plus rien de tout cela: il faut donc s'en prendre aux biens pour les confisquer, non au profit de la nation, mais des héritiers qui ne manqueront pas ensuite de défendre leurs droits.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

— Sur la nécessité de maintenir la confiscation en 1818.

Le comité de constitution avait été invité par le conseil d'état à insister auprès de l'empereur pour que la confiscation fût abolie. Napoléon se montra fort mécontent de cette demande.

« On me pousse, s'écria-t-il, dans une route qui n'est pas la mienne. On n'affaiblit, on m'enchaîne. La France me cherche et ne me trouve plus. L'opinion était excellente, elle est exécration. La France se de-

mande qu'est devenu le vieux bras de l'empereur, ce bras dont elle a besoin pour dompter l'Europe. Que me parle-t-on de bonté, de justice abstraite, de lois naturelles? La première loi, c'est la nécessité; la première justice, c'est le salut public. On veut que des hommes que j'ai comblés de biens s'en servent pour conspirer contre moi dans l'étranger. Cela ne peut être, cela ne sera pas; chaque soldat, chaque Français, chaque patriote aurait droit de me demander compte des richesses laissées à ses ennemis. Quand la paix sera faite, nous verrons. A chaque jour sa peine, à chaque circonstance sa loi, à chacun sa nature. La mienne n'est pas d'être un ange. Messieurs, je le répète, il faut qu'on retrouve, il faut qu'on revoie le vieux bras de l'empereur. »

(*Mémoires sur les Cent-Jours.*)

CONQUÊTE.

Quelles sont les vraies conquêtes.

Les vraies conquêtes, les seules qui ne donnent aucun regret, sont celles que l'on fait sur l'ignorance. L'occupation la plus honorable comme la plus utile pour les nations, c'est de contribuer à l'extension des idées humaines.

(*Lettre à Camus, septembre 1797.*)

— Nécessité des conquêtes pour Napoléon.

Mon pouvoir tient à ma gloire, et ma gloire aux victoires que j'ai remportées. Ma puissance tomberait, si je ne lui donnais pour base encore de la gloire et des victoires nouvelles. La conquête m'a fait ce que je suis, la conquête seule peut me maintenir.

(*Mémoires de BOURIENNE.*)

— De la conduite d'un général dans un pays conquis.

La conduite d'un général dans un pays conquis est

environnée d'écueils. S'il est dur, il irrite et accroit le nombre de ses ennemis; s'il est doux, il donne des espérances qui font ensuite ressortir davantage les abus et les vexations inévitablement attachés à l'état de guerre. Quoi qu'il en soit, si une sédition dans ces circonstances est calmée à temps, et que le conquérant sache y employer un mélange de sévérité, de justice et de douceur, elle n'aura eu qu'un bon effet, elle aura été avantageuse et sera une nouvelle garantie pour l'avenir.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Comment on contient les provinces conquises.

Les provinces conquises doivent être contenues dans l'obéissance au vainqueur par des moyens moraux, la responsabilité des communes, le mode d'organisation de l'administration; les otages sont un des moyens les plus puissans; mais, pour cela, il faudrait qu'ils fussent nombreux et choisis parmi les hommes prépondérans, et que les peuples pussent être persuadés que la mort des otages est la suite immédiate de la violation de leur foi.

(*Ibid.*)

CONSCRIPTION.

La conscription est la loi la plus affreuse et la plus détestable pour les familles; mais elle fait la sûreté de l'état.

(*PELET DE LA LOZÈRE.*)

— Par qui la classe de la conscription doit-elle être commandée, et comment doit-elle être répartie.

On avait présenté au conseil d'état un projet de loi d'après lequel la classe entière de la conscription aurait été soumise à une organisation militaire, et commandée, avant son incorporation dans l'armée, par des officiers réformés. Napoléon, alors premier consul, combattit ce projet.

« Les officiers réformés, dit-il, ne songeront qu'à conserver leurs bataillons sur les lieux pour la gloire, céderont aux affections locales, et n'auront pas l'esprit de l'armée. Ils demanderont une augmentation de traitement, ce sera une grande dépense. Des officiers détachés des corps vaudront mieux; ils en auront l'esprit, celui de l'armée. Stimulés par leurs supérieurs, ils seront intéressés à accélérer les levées, les départs, à n'envoyer que des hommes capables d'un bon service, et à prévenir la désertion. Je laisserais aux autorités civiles la désignation des hommes; c'est une affaire municipale. Elles sont moins capables d'injustices, et moins susceptibles de corruption que des militaires de passage, qui s'inquiètent fort peu de ce qu'on dira d'eux après leur départ. L'organisation de bataillons auxiliaires ne va point au but : elle donnerait plutôt aux conscrits l'esprit de localité que celui de l'armée. D'ailleurs, en temps de paix, que veut-on faire de tant d'hommes? Pourquoi vexer, mécontenter? Il ne faut lever que le nombre nécessaire au complément de l'armée, et laisser tout le reste libre. Il faut songer aux arts, aux sciences, aux métiers. Nous ne sommes pas des Spartiates; une réserve de vingt-cinq ou trente mille hommes pour le cas de guerre suffit. Il faut admettre le remplacement. Chez une nation où il y aurait égalité de fortune, chacun devrait servir de sa personne; chez un peuple où les fortunes sont inégales, il convient de laisser aux riches la faculté de se faire remplacer et d'en tirer seulement quelque argent pour concourir à l'équipement de la réserve des conscrits. Les détails sur le mode de recruter la cavalerie et l'artillerie sont inu-

tiles : tous les Français sont également propres à ces deux armes ! La cavalerie aura plus d'hommes de bonne volonté qu'il n'en faudra. On doit seulement avoir soin de placer les hommes des pays de montagnes dans l'infanterie légère. »

(PELET DE LA LOZÈRE.)

— L'empereur eût constamment tenu à faire passer toute la nation par l'épreuve de la conscription. « Je suis intraitable sur les exemptions, disait-il un jour au conseil d'état : elles seraient des crimes. Comment charger sa conscience d'avoir fait tuer l'un au détriment de l'autre ? Je ne sais même pas si j'exempterai mon fils. »

Dans une autre occasion, il disait encore que la conscription est la racine éternelle d'une nation, l'épuration de son moral, la véritable institution de toutes ses habitudes ; et puis la nation, ajoutait-il, se trouvait de la sorte toute classée dans ses véritables intérêts pour sa défense au dehors et son repos au dedans. « Organisé, maçonné de la sorte, disait-il, le peuple français eût pu défier l'univers ; il eût pu, et avec plus de justesse, renouveler ce mot des fiers Gaulois : Si le ciel venait à tomber, nous le soutiendrions de nos lances. »

Dans son système et ses intentions, la conscription, loin de nuire à l'éducation, en fût devenue l'instrument. L'empereur en serait arrivé, disait-il, à avoir dans chaque régiment une école pour le commencement ou la continuation de l'enseignement dans tous les genres, soit pour la ligne scientifique, ou pour les arts libéraux ou pour les simples mécaniques. « Et rien de plus aisé que d'obtenir tout cela, remarquait-

il ; le principe une fois adopté, vous eussiez vu chaque régiment tirer tout ce qui eût été nécessaire de ses rangs mêmes : et quel bienfait le déversement de tous ces jeunes gens avec leurs connaissances acquises, n'eussent-elles été qu'élémentaires, avec les mœurs qui en dérivent nécessairement, n'aurait-il pas été produire dans la masse de la société! etc. »

(*Mémorial.*)

— Enrôlemens forcés. — Milice. — Conscription.

Les enrôlemens forcés ont toujours été en usage dans les républiques comme dans les monarchies, chez les anciens comme chez les modernes. Les paysans étant esclaves en Russie et en Pologne, on y lève des hommes de la même manière qu'on lève des chevaux dans les autres pays. En Allemagne, chaque village a son seigneur qui désigne les recrues, sans considérer ni les droits ni les convenances de ceux-ci. En France, on a toujours pourvu au recrutement de l'armée par la voie du sort : ce qui s'appelait tirer la milice, sous Louis XIV, Louis XV et Louis XVI; tirer la conscription, sous l'empereur Napoléon. Les classes privilégiées étaient exemptes de tirer à la milice, personne n'était exempt de tirer à la conscription : c'était la milice sans privilège ; ce qui la rendait aussi désagréable aux classes privilégiées, que la milice l'était à la masse du peuple. La conscription était le mode le plus juste, le plus doux, le plus avantageux au peuple. Ses lois ont été si perfectionnées sous l'empire, qu'il n'y a rien à y changer, pas même le nom, de peur que ce ne soit un acheminement pour altérer la chose. Les départemens qui, depuis 1814, ont été détachés de la France, ont sollicité et obtenu, comme

un bienfait, de continuer à être soumis aux lois de la conscription, afin d'éviter l'arbitraire, l'injustice et les vexations des lois autrichiennes et prussiennes sur cette matière. Les provinces Illyriennes, depuis longtemps accoutumées au recrutement autrichien, ne cessaient d'admirer les lois de la conscription française; et, depuis qu'elles sont rentrées sous le sceptre de leur ancien souverain, elles ont obtenu qu'elles continuassent à les régir.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Des conscriptions levées sous l'empire.

Aucune conscription n'a été levée sous l'empire sans une loi rédigée dans un conseil privé, présentée au sénat par des orateurs du conseil d'état, renvoyée à l'examen d'une commission, et, sur son rapport, délibérée et votée au scrutin secret. La liberté de ces délibérations était entière; elles avaient lieu par des boules blanches et noires; il y a eu souvent sept à huit boules noires : la presque totalité des sénateurs croyait donc à l'utilité de ses levées. Cette opinion, la nation entière la partageait; elle a été convaincue que, dans les circonstances politiques où elle se trouvait, elle devait être prête à tous les sacrifices, aussi longtemps que l'Angleterre se refuserait à reconnaître ses droits, la liberté des mers, à lui restituer ses colonies, et à mettre fin à la guerre.

(*Ibid.*)

— De la conscription et des conscrits.

« Une grande conséquence de la conscription, disait l'empereur, c'est qu'elle avait rendu l'armée française la mieux composée qui fut jamais. C'était, continuait-il, une institution éminemment nationale et

déjà fort avancée dans nos mœurs : il n'y avait plus que les mères qui s'en affligeassent encore ; et le temps serait venu où une fille n'eût pas voulu d'un garçon qui n'aurait pas acquitté sa dette envers la patrie. Et c'est dans cet état seulement, ajoutait-il, que la conscription aurait acquis la dernière mesure de ses avantages : quand elle ne se présente plus comme un supplice ou comme une corvée, mais qu'elle est devenue un point d'honneur dont chacun demeure jaloux, alors seulement la nation est grande, glorieuse, forte ; c'est alors que son existence peut défier les revers, les invasions, les siècles.

» Du reste, continuait-il, il est vrai de dire encore qu'il n'est rien qu'on n'obtienne des Français par l'appât du danger, il semble leur donner de l'esprit ; c'est leur héritage gaulois..... La vaillance, l'amour de la gloire, sont chez les Français un instinct, une espèce de sixième sens. Combien de fois dans la chaleur des batailles, je me suis arrêté à contempler mes jeunes conscrits se jetant dans la mêlée pour la première fois ; l'honneur et le courage leur sortaient par tous les pores ! »

(*Mémorial.*)

CONSEIL D'ÉTAT.

Comment il était composé sous l'empire et comment Napoléon employait ses conseillers d'état.

« Le conseil d'état était généralement composé, disait l'empereur, de gens instruits, bons travailleurs, et de bonne réputation ; *Fermont* et *Boulay*, par exemple, sont certainement de braves et honnêtes gens. Malgré les immenses affaires litigieuses qu'ils ont gérées, et les gros émolumens dont ils jouissaient, on ne me

surprendrait pas du tout si on me disait qu'aujourd'hui ils sont tout au plus au-dessus de l'aisance.»

L'empereur employait individuellement les conseillers d'état à tout, disait-il, et avec avantage. En masse, c'était son véritable conseil, sa pensée en délibération, comme les ministres étaient sa pensée en exécution.

(Ibid.)

— Du conseil d'état organisé en tribunal de haute administration.

Si le conseil d'état doit être organisé, pour certains cas, en tribunal de haute administration, il vaudra mieux qu'il prenne alors la qualification de *conseil administratif* ou *cour administrative*, que celle de *conseil de haute police*; je n'aime pas le mot de *police*.

Je ne devrai pas, ce me semble, présider le conseil d'état quand il aura à prononcer comme tribunal sur des individus, puisque ce sera par moi qu'ils auront été traduits devant lui. Je pense aussi que ce serait à moi, et non au conseil d'état, à renvoyer, dans certains cas, les prévenus devant les tribunaux ordinaires; car le conseil d'état préjugerait en quelque sorte la culpabilité en prononçant ce renvoi après sa délibération, tandis que moi je ne ferais que renvoyer devant ceux qui jugent en mon nom, sans délibération, et par conséquent sans rien préjuger.

Il y a en ce moment un grand vice dans le jugement des affaires contentieuses au conseil d'état, puisqu'elles sont jugées sans entendre les parties.

Je trouverais très commode de pouvoir renvoyer au conseil les abus commis par les préfets; cette crainte

contiendrait le petit nombre de ceux qui me donnent des sujets de plainte.

(PELLET DE LA LOZÈRE.)

— Je veux créer dans le conseil d'état une commission pour le jugement des affaires contentieuses. Elle se composera de cinq ou six auditeurs et de deux conseillers d'état, et sera présidée par le grand-juge.... Il faut que les auditeurs, membres de la commission du contentieux, aient la parole au conseil d'état et soient entendus contradictoirement avec les parties.

(*Ibid.*)

— J'ai besoin d'un tribunal spécial pour le jugement des fonctionnaires publics, pour les appels des conseils de préfecture, pour les questions relatives à la fourniture des subsistances, pour certaines violations des lois de l'état, pour les grandes affaires de commerce que peut avoir l'état, en sa qualité de propriétaire du domaine et d'administrateur.

Il y a dans tout cela un arbitraire inévitable. Je veux instituer un corps demi-administratif, demi-judiciaire, qui réglera l'emploi de cette portion d'arbitraire nécessaire dans l'administration de l'état. On ne peut laisser cet arbitraire dans les mains du prince, parce qu'il l'exercera mal ou négligera de l'exercer. Dans le premier cas, il y aura tyrannie, le pire des maux pour un peuple civilisé; dans le second cas, le gouvernement tombera dans le mépris.

Je veux qu'on gouverne par des moyens légaux, et qu'on légalise par l'intervention d'un corps constitué ce qu'on peut être obligé de faire hors de la loi.

Ce tribunal administratif pourra être appelé *Conseil*

des parties, ou Conseil des dépêches, ou Conseil du contentieux.

(Ibid.)

CONSEILS DE GUERRE.

L'ordre public ne souffre pas de ce que les délits commis par des militaires en garnison ou en service sont renvoyés aux conseils de guerre ; car les conseils de guerre ne sont pas plus indulgens, si même ils ne sont plus sévères, que les cours criminelles.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

CONSOLATIONS.

Des consolations dans les grandes douleurs.

Le moment qui nous sépare de l'objet que nous aimons est terrible ; il nous isole de la terre, il fait éprouver au corps les convulsions de l'agonie. Les facultés de l'âme sont anéanties ; elle ne conserve de relations avec l'univers qu'au travers d'un cauchemar qui altère tout. Les hommes paraissent plus froids, plus égoïstes qu'ils ne sont réellement. L'on sent dans cette situation que si rien ne nous obligeait à la vie, il vaudrait beaucoup mieux mourir. Mais lorsque, après cette première pensée, l'on presse ses enfans sur son cœur, des larmes, des sentimens tendres raniment la nature, et l'on vit pour ses enfans.....

*(Lettre du gén. Bonaparte à la citoyenne Brueys,
août 1798.)*

CONSTANTINOPLE.

Importance de cette capitale.

J'ai pu partager l'empire turc avec la Russie ; il en a été plus d'une fois question entre nous : Constantinople l'a toujours sauvé. Cette capitale était le grand embarras, la vraie pierre d'achoppement. La Russie

la voulait; je ne devais pas l'accorder : c'est une clef trop précieuse; elle vaut à elle seule un empire : celui qui la possédera peut gouverner le monde.

(*Mémorial.*)

— Les Ottomans ne se maintiendront ni dans l'Asie mineure, ni dans la Syrie, ni dans l'Égypte, lorsque les Russes, maîtres de la Crimée, du Phare, des bords de la mer Caspienne, le seront aussi de Constantinople.....

Lorsque les Russes s'empareront de Constantinople, ils y conserveront autant de musulmans qu'ils voudront, en leur assurant leurs propriétés, et tolérant leur religion : les Maures d'Espagne se soumirent à tout, même à l'inquisition; il fallut, pour les chasser, un ordre de Ferdinand et d'Isabelle; tous les moyens indirects avaient échoué.

(*Mémoires de Napoléon.*)

CONTRIBUTIONS.

Des contributions nécessaires à la France.

Je veux faire le bien de mon peuple et je ne serai point arrêté par les murmures des contribuables. Il faut à la France de grandes contributions; elles seront établies.

Je veux fonder et préparer pour mes successeurs des ressources sûres, qui puissent leur tenir lieu des moyens extraordinaires que j'ai su me créer.

(*PELET DE LA LOZÈRE.*)

— Sur la contribution foncière.

Napoléon disait au conseil d'état, en l'an x :

« Votre système d'imposition est le plus mauvais de toute l'Europe. Il fait qu'il n'y a ni propriété ni li-

berté civile : car la vraie liberté civile dépend de la sûreté de la propriété. Il n'y en a point dans un pays où l'on peut chaque année changer la cote du contribuable. Celui qui a 3,000 francs de rente ne sait pas combien il lui en restera l'année suivante pour exister. On peut absorber tout son revenu par la contribution. On voit, pour un misérable intérêt de 50 ou de 100 francs, plaider solennellement devant un grave tribunal ; et un simple commis peut d'un seul coup de plume vous surcharger de plusieurs mille francs ! Il n'y a donc plus de propriété. Lorsque j'achète un domaine, je ne sais pas ce que je fais. En Lombardie, en Piémont, il y a un cadastre ; chacun sait ce qu'il doit payer. Le cadastre est invariable. On n'y fait de changemens que dans des cas extraordinaires et après un jugement solennel. Si l'on augmente la contribution, chacun en supporte sa part au marc la livre, et peut faire ce calcul dans son cabinet. On sait alors ce qu'on a ; il y a une propriété. Pourquoi n'y a-t-il pas d'esprit public en France ? C'est qu'un propriétaire est obligé de faire sa cour à l'administration. S'il est mal avec elle, il peut être ruiné. Le jugement des réclamations est arbitraire. C'est ce qui fait que chez aucune autrenation on n'est aussi servilement attaché au gouvernement qu'en France, parce que la propriété y est dans sa dépendance. En Lombardie, au contraire, un propriétaire vit dans sa terre sans s'inquiéter qui gouverne. On n'a jamais rien fait en France pour la propriété. Celui qui fera une bonne loi sur le cadastre méritera une statue.

(Mémoires sur le consulat.)

Voyez CADASTRE.

De quelques actes de cette assemblée.

L'assemblée constituante mit le roi au second rang : elle eut raison. Le roi avait dans sa main la noblesse et le clergé. Il était d'ailleurs le représentant du régime féodal.

(Le Consulat et l'Empire.)

L'assemblée constituante avait fait trop et pas assez; elle était composée d'hommes doués des plus grands talents, mais n'ayant aucune expérience. Elle fit deux fautes qui pouvaient entraîner la ruine entière de la nation : la première, de décréter une constitution contraire à l'expérience de tous les siècles et de toutes les nations, et dont tout le mécanisme était dirigé non pour donner des forces à l'ordre social et à l'autorité, mais pour contenir et annuler la force publique qui est celle du gouvernement. Quelque grande que soit cette faute, elle fut moindre et eut des effets moins déplorables que celle de s'être obstiné à vouloir rétablir Louis XVI sur le trône, après l'événement de Varennes.

(Mémoires de NAPOLÉON.)

— Conduite qu'aurait dû tenir l'assemblée constituante lorsque Louis XVI fut arrêté à Varennes.

Que devait faire l'assemblée constituante après l'événement de Varennes? Envoyer des commissaires extraordinaires à Varennes, non pour ramener le roi à Paris, mais pour lui ouvrir le chemin et le conduire en sûreté au-delà des frontières; décréter, en se fondant sur la constitution, qu'il avait abdiqué; proclamer roi Louis XVII, créer une régence, confier la garde du roi mineur à une princesse de la maison de Condé; composer le conseil de régence et les ministères des

principaux membres de l'assemblée constituante. Un gouvernement si conforme aux principes, si national, eût trouvé des remèdes aux inconvéniens de la constitution; la force des choses eût bientôt fait adopter les modifications nécessaires; il est probable que la France eût triomphé de ses ennemis intérieurs et extérieurs, et qu'elle n'eût connu ni l'anarchie ni le gouvernement révolutionnaire. A la majorité du roi, la révolution aurait jeté de telles racines qu'elle eût été à l'abri de toute atteinte. Agir autrement, c'était confier le gouvernement du navire, au milieu de la plus épouvantable tempête, à un pilote qui ne pouvait plus le gouverner; c'était appeler, au nom du salut public, l'équipage à l'insurrection et à la révolte; c'était appeler l'anarchie.

(*Ibid.*)

CONSTITUANT.

Dans l'esprit du sénatus-consulte de l'an x, où était le pouvoir constituant ?

Mon système est fort simple. J'ai cru que, dans les circonstances, il fallait centraliser le pouvoir, et accroître l'autorité du gouvernement, afin de constituer la nation. C'est moi qui suis le pouvoir constituant.

(*Mémoires sur le consulat.*)

CONSTITUTIONS.

Comment elles doivent être conçues.

Les constitutions sont l'ouvrage du temps; on ne saurait laisser une trop large voie aux améliorations.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

— Tout ce qu'on a jusqu'à présent appelé *constitution* en était tout le contraire. Je ne peux pas mieux comparer une constitution qu'à un vaisseau : si vous abandonnez votre vaisseau au vent avec toutes ses

voiles, vous ne savez où vous allez, vous changez au gré du vent qui vous pousse; mais au contraire, si vous vous servez de votre gouvernail, vous allez à la Martinique, malgré le vent qui vous mène à Saint-Domingue.

(Le Consulat et l'Empire.)

— Une constitution doit être faite de manière à ne pas gêner l'action du gouvernement, et à ne pas le forcer à la violer. Aucune constitution n'est restée telle qu'elle a été faite. Sa marche est toujours subordonnée aux hommes et aux circonstances. Si un gouvernement trop fort a des inconvénients, un gouvernement faible en a bien davantage. Chaque jour on est obligé de violer les lois positives; on ne peut pas faire autrement : sans cela il serait impossible d'aller. J'ai fait arrêter Bourmont et deux cents personnes dans l'Ouest, des contrebandiers de grains. Il n'y a pas un seul ministre qui ne fût dans le cas d'être accusé. Le gouvernement ne peut pas être despotique, parce qu'il n'a pour l'appuyer, ni système féodal, ni corps intermédiaires, ni préjugés. Le jour où le gouvernement serait tyrannique, il perdrait l'opinion publique, il serait perdu. Il faudrait un conseil extraordinaire pour les cas imprévus; le sénat serait très propre à cela. J'avais à me plaindre de torts faits à un Français à Venise; j'en demandai réparation; on m'opposa les lois : je menaçai de les anéantir, et je dis qu'on avait le conseil des dix, les inquisiteurs, etc. Les inquisiteurs trouvèrent bien le moyen de me satisfaire.

(Ibid.)

— Sur la constitution de l'an III.

La constitution était en elle-même préférable à ce

qui existait, et, sur ce point, tous les partis étaient d'accord. Les uns, il est vrai, eussent voulu un président au lieu de cinq directeurs; les autres auraient désiré un conseil plus populaire; mais en général on vit cette nouvelle constitution avec plaisir. Quant au parti de l'étranger, qui était dirigé par des comités secrets, il n'attachait aucune importance à des formes de gouvernement qu'il ne voulait pas maintenir; il n'étudiait dans la constitution que le moyen d'en profiter pour opérer la contre-révolution; et tout ce qui tendait à ôter l'autorité des mains de la convention et des conventionnels lui était agréable.

(*Mémorial.*)

— Nécessité de se rallier à la constitution en 1813.

La constitution est notre point de ralliement, elle doit être notre étoile polaire dans ces momens d'orage. Toute discussion publique qui tendrait à diminuer directement ou indirectement la confiance qu'on doit avoir dans ses dispositions, serait un malheur pour l'État; nous nous trouverions au milieu des écueils, sans boussole et sans direction. La crise où nous sommes engagés est forte. N'imitons pas l'exemple du Bas-Empire qui, pressé de tous côtés par les barbares, se rendit la risée de la postérité en s'occupant de discussions abstraites, au moment où le béliet brisait les portes de la ville.

(*Rép. à l'adresse des Représentans, juin 1813.*)

— Constitution anglaise. — Elle est inapplicable à la France.

On a proposé la constitution anglaise comme étant la meilleure; je pense le contraire. Il y a dans la con-

stitution anglaise un corps de noblesse qui réunit la plus grande partie de la propriété et une ancienne illustration. Ces deux circonstances lui donnent une grande influence sur le peuple, et l'intérêt de ce corps le rattache au gouvernement. En France ce corps manque : voudrait-on l'établir ? Pour le composer des hommes de la révolution, il faudrait réunir dans leurs mains une grande partie de la propriété, ce qui est impraticable. Si on le composait des hommes de l'ancienne noblesse, on ferait la contre-révolution. D'abord l'institution en elle-même serait la contre-révolution des choses, qui amènerait bientôt celle des hommes. Le caractère des deux peuples est d'ailleurs trop différent : l'Anglais est brutal, le Français est vain, poli et léger. Voyez l'Anglais se soulant pendant quarante jours aux frais de sa noblesse ; jamais le Français ne se livrerait à un semblable excès... Il aime l'égalité par-dessus tout. On objectera cependant que l'inégalité a bien duré quatorze siècles ; mais on n'a qu'à consulter l'histoire depuis les Gaulois jusqu'à nos jours : dans tous les mouvements, dans toutes les révolutions, le peuple a manifesté, à cet égard, ses prétentions. Je pense donc que la constitution anglaise est inapplicable à la France.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

Voyez SÉNAT. *Sur les prétentions du sénat au moment de l'établissement de l'empire. Vers la fin.*

Voyez POUVOIR. *Des attributions des divers pouvoirs.*

Pourquoi Napoléon demanda que le sénatus-consulte du 16 floréal fût soumis à l'approbation du peuple.

Par une délibération du 18 floréal an x, le sénat avait décidé que le consulat de Napoléon Bonaparte serait prorogé de dix ans. Une députation du sénat étant venue apporter au premier consul expédition du sénatus-consulte, Bonaparte, qui ne s'attendait pas à ce résultat, et qui souhaitait le consulat à vie, demanda que le sénatus-consulte fût renvoyé à l'acceptation du peuple.

« Si le président du sénat, disait-il plus tard à un conseiller d'état, m'eût apporté la délibération ayant de l'expédier, j'aurais fait des observations qui auraient amené un autre résultat. Mais vous savez ce que c'est que les corps : on ne les manie pas toujours comme on veut. Je me serais mis dans la dépendance du sénat, car celui qui a le droit d'élire peut aussi destituer. Le recours au peuple a le double avantage de légaliser la prorogation et de purifier l'origine de mon pouvoir; autrement il aurait toujours paru équivoque.... »

(*Mémoires sur le Consulat.*)

— Sur le consulat à vie.

On objectait à Bonaparte, sur le consulat à vie, qu'un sénatus-consulte, un vote national, ne seraient pas de bien fortes garanties.

« Pour l'intérieur, répondit-il, je le sais bien; mais c'est une bonne chose pour l'extérieur. Je suis dès ce moment au niveau des autres souverains, car au bout du compte ils ne sont aussi quelque chose qu'à vie; eux et leurs ministres me respecteront davantage. Il ne faut pas que l'autorité d'un homme qui mène toutes les affaires de l'Europe soit précaire ou du moins le paraisse. »

(*Ibid.*)

Quelle classe de citoyens doit y être soumise.

La contrainte est nécessaire dans le commerce pour assurer l'exactitude du paiement à la minute même où il doit être fait; la loi doit donc déclarer qu'un négociant qui signe un billet à ordre est soumis à la contrainte, par le seul effet de sa qualité. Mais hors de là, cette voie est trop sévère quand il n'y a qu'un léger retard. Pourquoi vouloir qu'un particulier qui a 300,000 francs de biens, et auquel il ne faut que quelques jours pour trouver des fonds, soit jeté jusque-là dans une prison?

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

— Il ne faut pas qu'une courtisane qui aura arraché d'un jeune homme un billet à ordre puisse le traîner devant un tribunal de commerce et le faire condamner par corps, sans que celui-ci soit admis à prouver qu'il a été surpris, trompé, lésé, et que ce billet n'a pas une cause réelle et sérieuse.

(Ibid.)

— Une législation qui autoriserait la contrainte par corps contre tous les signataires de billets à ordre indistinctement, alarmerait tous les pères de famille. Ils craindraient, et avec raison, que leurs enfans, entraînés par la fougue de la jeunesse, ne contractassent des engagemens indiscrets dont une prison humiliante serait la suite.

Les billets à ordre n'ont pas toujours une cause juste et raisonnable. On les fait pour solder les dettes du jeu, les dettes de la débauche, les plus folles dépenses : et l'on prétendra gravement qu'il faut tout confondre, et soumettre à la contrainte par corps

quiconque les a signés, sans prendre en considération la nature de la dette !

Ce système aurait des inconvéniens immenses.

Il ne faut pas, d'ailleurs, par une simple formule, et sous le prétexte de la faveur due au commerce, renverser à l'égard de tous ces principes salutaires du droit civil, que celui dont le patrimoine suffit pour satisfaire à ses engagemens doit être exécuté dans ses biens, et ne peut pas être contraint dans sa personne.

(*Ibid.*)

CONVENTION.

Deux notes dictées par Napoléon à M. de Las Cases sur l'histoire de la Convention.

PREMIÈRE NOTE.

« La Convention, appelée par une loi de l'assemblée législative pour donner une nouvelle constitution à la France, décréta la république; non que les meilleurs esprits ne pensassent dès lors que le système républicain était incompatible avec les mœurs présentes de la France; mais parce qu'on ne pouvait continuer la monarchie sans prendre pour monarque le duc d'Orléans, qui eût éloigné une grande partie de la nation.

» La Convention décréta, pour la marche des affaires de la république, un pouvoir exécutif composé de cinq ministres.

» Deux partis se disputaient le pouvoir dans la Convention nationale : celui des *Girondins*, composé des hommes qui avaient influencé l'Assemblée législative; et celui de la *Montagne*, formé par la Commune de Paris, laquelle avait dirigé les journées du 10 août

et du 2 septembre, et maîtrisait la population de la capitale.

» Vergniaud, Brissot, Condorcet, Guadet et Roland étaient les chefs des Girondins: Danton, Robespierre, Marat, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennés, étaient les chefs de la Montagne. Ces deux partis étaient également exaltés sur les principes de la révolution; leurs meneurs sortaient des sociétés populaires qu'ils avaient successivement maîtrisées.

» Le parti des Girondins était le plus fort en talens: il était éminemment populaire dans les grandes villes de province, et spécialement à Bordeaux, Montpellier, Marseille, Caen et Lyon.

» Le parti de la Montagne avait plus d'énergie et de passion: il était éminemment populaire dans la capitale et parmi les clubs des départemens.

» Le parti des Girondins qui, dans l'assemblée législative, avait été le parti le plus chaud de la révolution, devint, dans la Convention, le parti modéré, parce qu'il se trouvait avoir en présence le parti beaucoup plus fougueux que lui, qui, sous la législative; se trouvait en dehors de l'assemblée.

» Les Girondins appelaient leurs adversaires *la faction de septembre*, et leur reprochaient sans cesse les indignes massacres dont ils s'étaient rendus coupables. Ils accusaient ce parti de ne vouloir point d'assemblée nationale, et de vouloir faire gouverner la France par la Commune de Paris; mais par là les Girondins ne faisaient précisément qu'exciter contre eux-mêmes les jacobins de tous les départemens.

» De son côté, la Commune de Paris, les Montagnards, appelaient les Girondins fédéralistes, les ac-

cusant de vouloir établir en France un système fédératif semblable à celui de la Suisse. Elle les accusait encore de chercher à exciter les provinces contre la capitale, et les signalait par là à la haine du peuple de Paris, qui ne pouvait conserver sa splendeur que par l'union et l'unité de tout le territoire. Lorsque les Girondins accusaient les Montagnards des massacres du 2 septembre, ceux-ci reprochaient aux Girondins d'avoir, sous la législative, imprudemment et sans raison, déclaré la guerre à toute l'Europe.

» Dans la convention, les Girondins parurent d'abord prendre le dessus ; ils firent mettre en jugement Marat, et ordonnèrent qu'il serait procédé au jugement des journées de septembre. Mais Marat, soutenu par les jacobins et la Commune de Paris, fut acquitté par le tribunal révolutionnaire, et rentra en triomphe dans le sein de l'assemblée.

» Le procès du roi avait été une pomme de discorde. Les deux partis semblèrent marcher d'accord, et votèrent, il est vrai, pour la mort ; mais la plus grande partie des Girondins vota aussi pour l'appel au peuple ; et ici il est difficile de comprendre la raison de la conduite de ce parti dans cette circonstance. S'il voulait sauver le roi, il en était le maître ; il n'avait qu'à voter pour la déportation, l'exil ou l'ajournement ; mais le condamner à mort, et faire dépendre son sort d'une volonté populaire, était le comble de l'inconséquence et de l'impolitique : c'était, après avoir tué la monarchie, vouloir encore déchirer la France en lambeaux par la guerre civile.

» Dès ce moment se vérifia ce qu'on avait toujours pensé depuis le commencement de la révolution ; que

le parti le plus audacieux et le plus exagéré aurait toujours le dessus. Néanmoins les Girondins luttèrent avec courage, et très-souvent obtinrent la majorité dans l'assemblée pendant tous les mois de mars, avril et mai. Mais le parti de la Montagne usa dans cette circonstance du moyen qu'il avait constamment employé : le 31 mai, une insurrection des sections de Paris décida du sort du parti girondin; vingt-sept furent arrêtés, traduits au tribunal révolutionnaire et condamnés à mort; soixante-treize furent retenus dans les prisons : dès-lors la Montagne triomphante ne connut plus d'obstacles dans la Convention. Mais une partie des membres de la députation de la Gironde s'était réfugiée à Caen, et y arbora l'étendard de l'insurrection. Lyon, Marseille, Bordeaux, Montpellier, plusieurs villes de la Bretagne épousèrent la cause des Girondins, et s'insurgèrent aussi contre la Convention.

» Tous ces efforts isolés ne pouvaient rien contre la capitale; et la Montagne restait en possession paisible de la tribune nationale. Une circonstance toute particulière contribuait à assurer la prépondérance de Paris; c'étaient les assignats, alors la seule ressource qui alimentât le trésor: on ne payait plus aucune imposition.

» Les provinces apprirent l'événement du 31 mai, puis la mort des hommes les plus fameux du parti girondin, et s'en émurent grandement. Les armées ne furent point ébranlées par ces catastrophes; elles ne participèrent point aux insurrections de quelques provinces; elles restèrent toutes attachées à la Convention et au parti qui dominait à Paris.

» Lorsque les insurrections partielles de quelques villes, en faveur des Girondins, furent connues, toutes les armées avaient déjà prêté leur serment et fait leur acte d'adhésion à la Montagne; et puis, pour les Français, Paris était la France. D'ailleurs les départements d'Alsace, de la Moselle, de la Flandre, de la Franche-Comté, du Dauphiné, où étaient les principales forces de la république, ne partageaient pas l'esprit des villes fédéralistes.

» Le 31 mai priva la France d'hommes d'un grand talent, qui étaient chaudement attachés à la liberté et aux principes de la révolution. Cette catastrophe put affliger les bons esprits, mais ne dut pas les surprendre. Il était impossible qu'une assemblée qui avait à tirer la France de la situation critique où elle se trouvait, pût marcher avec deux partis aussi acharnés et aussi irréconciliables. Pour que la république pût être sauvée, l'un des deux partis devait nécessairement faire disparaître l'autre; nul doute que si le parti girondin eût triomphé, il n'eût envoyé ses adversaires à l'échafaud. »

L'empereur qui avait dicté, comme de coutume, de pure mémoire et sans nulle recherche, soit qu'il fût peu satisfait de la marche qu'il venait de prendre ou pour toute autre raison, s'est interrompu en cet endroit pour recommencer, a-t-il dit, une nouvelle dictée sur le même sujet.

DEUXIÈME NOTE.

« La Convention a commencé en septembre 1792, et a fini en octobre 95. Son règne a duré un peu plus de trois ans. Elle montre quatre âges.

» Le premier, depuis son commencement jus-

qu'au 31 mai 93, époque de la destruction des Girondins.

» Le deuxième jusqu'en mars 94, destruction de la commune de Paris.

» Le troisième jusqu'en juillet 94, chute de Robespierre.

» Le quatrième jusqu'au 13 vendémiaire (4 octobre 1795), installation du gouvernement du Directoire.

» Son premier âge est de huit mois, son second de dix, son troisième de quatre, son quatrième de quatorze : total trois ans.

» Dans son premier âge, la Convention fut constamment divisée entre le parti de la Montagne et celui de la Gironde.

» Danton, Robespierre, Marat, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes, Carnot, Héroult de Séchelles, étaient les chefs du parti de la *Montagne*.

» Brissot, Condorcet, Vergniaud, Guadet, Gensonné, Pétion, Lasource, Barbaroux, étaient les chefs du parti de la *Gironde*.

» Les deux partis étaient également ennemis des Bourbons et des royalistes.

» Les hommes du premier parti avaient plus d'énergie, ceux du second plus de talens; tous les deux voulaient la république, les Montagnards, pour détruire ce qui avait existé avant la révolution, hommes et choses; les Girondins, par enivrement de jeunesse. C'était pour eux Athènes et Rome; elle leur retraçait le souvenir de la belle antiquité.

» Les Montagnards existaient dès l'assemblée constituante; ils étaient les énergumènes des clubs si

connus sous le nom de Jacobins. Ce furent eux qui formèrent l'insurrection du Champ-de-Mars.

» Pendant la constituante et la législative, ce parti se trouvait en dehors de ces assemblées.

» Les Girondins, dans la législative, qu'ils dominèrent, furent les ennemis de la constitution de 91 et du roi. Ils ne voulurent point le défendre, et le laissèrent succomber sous les efforts de la Montagne, qui pourtant était aussi leur ennemie. Ce furent les Montagnards qui firent les journées du 20 juin, du 10 août et du 2 septembre; ils n'avaient alors aucun parti dans l'assemblée; mais ils contraignirent les Girondins à se joindre à eux après leur victoire.

» *Le premier âge* de la Convention offre la lutte des Girondins et des Montagnards; les Girondins la dominèrent d'abord par la supériorité de leurs talens, de leur éloquence et de leur réputation déjà acquise. Presque tous les présidens furent Girondins; ils accusaient la Montagne de vouloir détruire l'assemblée nationale et y substituer une dictature parisienne; ils l'accusaient des massacres de septembre, etc.

» La Montagne, de son côté, leur reprochait de vouloir une république fédérative comme la Suisse, d'être ennemis de la capitale, et d'avoir, sans raison, mis la république en guerre contre toute l'Europe.

» La Montagne dominait les jacobins de Paris et la plus grande partie des sociétés populaires de la république; la commune de Paris, les sections, le tribunal révolutionnaire, le bas peuple de la capitale, lui étaient dévoués.

» Les Girondins avaient un grand crédit sur la plu-

part des départemens et sur les parties les plus instruites de la nation ; ils avaient plus de partisans dans les hautes classes de la société. Les Girondins, qui avaient occupé le côté gauche de la législative, et avaient montré tant de violence contre le roi, contre les ministres et contre le côté droit, ou les modérés, ne se trouvaient plus à leur tour ici que le côté droit et le parti modéré de la Convention, opposé à la violente et fougueuse Montagne, qui formait désormais le côté gauche.

» Les Montagnards, suivant le rôle qu'ils avaient adopté sous la Constituante, faisaient fermenter toutes les passions, et demandaient à grands cris la mort du roi. Les Girondins pouvaient le sauver en le défendant ouvertement : ils adoptèrent le singulier système de le condamner, et après avoir ainsi détruit la monarchie, de vouloir que la sentence fût confirmée par un appel au peuple, c'est-à-dire détruire la France par une épouvantable guerre civile. Cette fausse combinaison les perdit ; Vergniaud, une des colonnes de la Gironde, proclama la sentence de mort du roi.

» La force des Girondins était telle dans l'assemblée, que plusieurs mois de travail et plusieurs jours d'insurrection furent nécessaires pour que la Convention les abandonnât.

» Ce parti eût dominé la Convention, gouverné la France, écrasé la Montagne, si sa marche eût été plus simple et plus franche ; il fut trop dominé par les métaphysiciens.

» *Le second âge* de la Convention est le règne de la Montagne. Vingt-deux des principaux Girondins périrent sur l'échafaud ou se suicidèrent, soixante-treize

furent mis en arrestation. La Montagne régna sans contradiction ; elle créa le gouvernement révolutionnaire, et la Convention en masse se mit elle-même sous le joug du comité du salut public et du tribunal révolutionnaire.

» Dans ce second âge, les séances de la Convention ne ressemblèrent plus à celles du premier ; il n'y avait plus de discussion, plus de liberté : c'était le règne des décemvirs. Une partie des députés gouverna les comités de sûreté générale, des finances, etc. Une autre partie fut envoyée par le comité de salut public aux armées et dans les départemens, et devint de véritables proconsuls.

» Tous les mois, toutes les semaines, tous les jours, le gouvernement devient plus farouche et plus sanglant ; tout ce qui, dans les classes élevées de la société, n'a pas émigré, est entassé comme suspect dans les prisons, et conduit à la mort par centaines.

» Après avoir considéré comme suspect tout ce qui était noble, prêtre, négociant, grand propriétaire, les excès du parti se repliant sur lui-même, il domina les jacobins, la Commune de Paris, maîtrisa la Convention et la menaça d'une destruction finale ; il prêcha l'athéisme, proscrivit les arts et les sciences et tous les genres de talent : les artistes, les savans, furent emprisonnés comme suspects ; on vit le moment où la bibliothèque nationale, le jardin des plantes, allaient être incendiés, détruits.

» Robespierre et Danton s'en indignèrent à la fois, et travaillèrent d'accord pour arrêter cette marche effrayante du délire populaire. Alors le capucin Chabot,

Bazire, Fabre d'Eglantine, Hébert, Chaumette, Vincent, et tous leurs confrères périrent sur l'échafaud.

» Pour la première fois, depuis le commencement de la révolution, le peuple vit conduire à la mort comme ultra-révolutionnaire, et non plus comme ayant voulu arrêter la révolution. Ce fut un renversement, une véritable révolution dans ses idées.

» Les prisons furent remplies de sans-culottes et de tout ce que la société avait de plus impur. On a remarqué que les prêtres apostats étaient nombreux dans ce parti.

» Le peuple vit sans étonnement et avec joie le supplice de ceux dont il avait suivi jusque là la direction; et ce sentiment fut une révolution qui échappa à Robespierre et à Danton, ou dont ils ne surent pas profiter.

» *Le troisième âge* présente un spectacle différent des deux premiers : Danton, Robespierre, avaient sans efforts arrêté la révolution et terminé le pouvoir de la Commune de Paris; mais ils se divisèrent après le succès.

» Danton, Camille Desmoulins, Hérault de Séchelles, Lacroix, voulurent faire un pas de plus, et mettre un terme aux assassinats du tribunal révolutionnaire. Danton et Lacroix avaient rapporté des richesses de leur mission dans la Belgique. Camille Desmoulins, qui, dès l'origine de la révolution, s'était titré de *procureur-général de la lanterne*, se trouvait séduit et adouci par une jeune femme. Ils osèrent demander que le coup qui venait d'être porté contre Hébert, ou le reste du parti de Marat, tournât tout-à-fait au profit de la république entière; qu'aucun innocent ne

fût plus condamné, qu'on mit un terme à la terreur, qu'on établit un comité de clémence.

» Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, qui dominaient au comité de salut public, et la masse des jacobins, repoussèrent ces mesures avec indignation et fureur, et Robespierre, après avoir hésité, n'osa point soutenir Danton et le sacrifia. Danton, Canille Desmoulins, Hérault de Séchelles, etc., périrent sur l'échafaud, et y furent trainés par le comité de salut public tout entier, et par les jacobins en furie. Le peuple fut consterné, et pour la première fois ne donna aucun signe d'allégresse.

» Cependant ce que Robespierre n'avait pas osé faire, et ce qui lui eût été facile, s'il eût appuyé Danton, il osa tenter de l'opérer seul après que celui-ci eut péri. Pour mettre un terme à l'athéisme, il fit proclamer l'existence de Dieu, et essaya de réhabiliter les vertus, les sciences et les arts. Alors Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, Barrère, frémirent de voir la fin du gouvernement révolutionnaire; ils se réunirent à tous les représentans qui, dans leurs missions, avaient fait couler le sang, à tous les nombreux amis que Danton avait dans la Convention, tels que Tallien, Fréron, Legendre; et lorsque Robespierre osa laisser entrevoir à son tour qu'il fallait que le régime des proconsuls se terminât, qu'il fallait faire justice des hommes impurs qui avaient rendu la révolution odieuse dans les provinces, il trouva l'échafaud.

» La journée du 9 thermidor fut réellement le triomphe de Collot-d'Herbois et de Billaud-Varennes, hommes plus affreux et plus avides de sang que Robespierre; mais cette victoire n'avait pu se remporter sur

les jacobins et la Commune que par l'appel de tous les citoyens; de sorte que, pour la masse de la bourgeoisie et du peuple, la mort de Robespierre fut la mort du gouvernement révolutionnaire, et qu'après diverses oscillations, ceux qui voulaient continuer la terreur, et qui avaient sacrifié Robespierre comme celui-ci avait sacrifié Danton parce qu'il voulait adoucir et modérer la révolution, se trouvèrent entraînés, maîtrisés par l'opinion publique.

» Dans les dix derniers mois, Robespierre se plaignait souvent qu'on le rendait odieux en mettant sous son nom tous les massacres qui se commettaient. C'étaient des hommes plus sanguinaires et plus affreux que Robespierre qui le faisaient périr; mais toute la nation, qui attribuait depuis long-temps tous les assassinats à Robespierre, cria que la journée avait été contre la tyrannie, et cette croyance la fit finir.... »

(Dicté par NAPOLÉON à Sainte-Hélène.)

La dictée se termina ici; l'empereur ne fit plus que causer, et comme il n'y est plus revenu, nous sommes privés du quatrième âge.

Histoire de la Convention, par M. LACRETELLE. Voyez LACRETELLE.

CORAN.

Du Coran et de l'Évangile.

Le Coran ordonne d'exterminer les idolâtres ou de les soumettre aux tributs; il n'admet pas l'obéissance et la soumission à une puissance infidèle. En cela il est contraire à l'esprit de notre religion : *Rendez à César ce qui appartient à César*, a dit Jésus-Christ; *mon empire n'est pas de ce monde, obéissez aux puissances.*

(Mémoires de NAPOLÉON.)

— Du Coran considéré comme encyclopédie.

A un dîner du général en chef chez le scheick El-Fayoum, on parlait du Coran. « Toutes les connaissances humaines s'y trouvent », disaient les scheicks. — « Y voit-on l'art de fondre les canons et de faire la poudre ? » demanda Napoléon. — « Oui, répondirent-ils, mais il faut savoir le lire. » Distinction scolastique dont toutes les religions ont fait plus ou moins d'usage.

(Mémoires de Napoléon.)

CORFOU.

Je ne regrette pas les dépenses que Corfou coûte à mon trésor; elle est la clef de l'Adriatique.

(A la déput. des Iles Ioniennes 1811.)

Voyez IONIE, *Iles Ioniennes*.

CORINNE.

Corinne, roman. Voyez STAËL.

CORNEILLE.

De la haute tragédie et de Corneille.

« La haute tragédie, disait l'empereur à un de ses couchers à Saint-Cloud, est l'école des grands hommes. C'était le devoir des souverains de l'encourager et de la répandre. Il n'était pas nécessaire d'être poète pour la juger; il suffisait de connaître les hommes et les choses, d'avoir de l'élévation, et d'être homme d'état. » Et s'animant par degrés : « La tragédie, disait-il, échauffe l'âme, élève le cœur, peut et doit créer des héros. Sous ce rapport, peut-être, la France doit à Corneille une partie de ses belles actions. Aussi, messieurs, s'il vivait je le ferais prince. »

(Mémorial.)

— Du rôle de l'infante dans la pièce du Cid.

Assistant, sous le consulat, à une représentation du Cid, et s'apercevant que l'on avait supprimé dans la pièce le rôle de l'infante, Napoléon demanda le motif de cette suppression. Il lui fut répondu que le rôle avait été jugé inutile et ridicule.

« Tout au contraire, dit-il, ce rôle est fort bien imaginé. Corneille a voulu nous donner la plus haute idée du mérite de son héros, et il est glorieux pour le Cid d'être aimé par la fille de son roi en même temps que par Chimène. Rien ne relève ce jeune homme comme ces deux femmes qui se disputent son cœur. »

(Note communiquée.)

— Sur le Qu'il mourût.

Napoléon, après l'affaire de Baylen, se présenta au conseil d'état apportant un projet de décret pour régler le mode de mise en jugement des chefs d'armée. Avant de discuter ce projet, il dit quelques mots de l'événement, en laissant voir la douleur qui l'oppressait ; puis, parlant des ressources que le général aurait pu trouver dans son désespoir, il s'écria :

Oh ! que le vieil Horace a bien raison, après avoir dit : *qu'il mourût*, d'ajouter : *Ou qu'un beau désespoir alors le secourût* ; et qu'ils connaissent mal le cœur humain, ceux qui blâment Corneille et l'accusent d'avoir, sans nécessité, affaibli, par ce second vers, l'effet du *qu'il mourût* !

(FLEET DE LA LOZÈRE.)

Voyez TRAGIQUES. *Sur les tragiques français.*

CORNWALLIS (CHARLES COMTE DE),

Plénipotentiaire anglais chargé de signer la paix d'Amiens.

Cornwallis était un homme probe, généreux et sincère, un très-brave homme. C'est le premier qui m'ait donné une bonne opinion des Anglais. Son intégrité,

sa fidélité, sa franchise et la noblesse de ses sentimens me firent concevoir une opinion très-favorable des Anglais. Je me rappelle que Cornwallis disait un jour : « Il y a certaines qualités qu'on peut acquérir; mais un bon caractère, la sincérité, un noble orgueil et le calme dans le danger ne peuvent s'acquérir. » Ces paroles me firent impression... Je lui donnai à Amiens, pour lui servir de récréation, un régiment de cavalerie qui avait coutume de manœuvrer devant lui; les officiers de ce régiment l'aimaient beaucoup. Je ne crois pas qu'il fût un homme du premier mérite, mais il avait du talent et une grande probité. Il n'a jamais manqué à sa parole. A Amiens, le traité était prêt, et il devait le signer à neuf heures à l'Hôtel-de-Ville. Quelque chose survint qui l'empêcha d'y aller; mais il fit dire aux ministres français qu'ils pouvaient considérer le traité comme signé et qu'il donnerait le lendemain sa signature. Il arriva le soir un courrier d'Angleterre qui lui portait l'ordre de refuser son consentement à certains articles, et de ne pas signer le traité. Quoique Cornwallis ne l'eût pas signé et eût pu facilement se prévaloir de cet ordre il eut assez de loyauté pour dire qu'il considérerait sa promesse comme équivalant à sa signature, et il écrivit à son gouvernement qu'il avait promis et qu'il tiendrait sa parole; que si l'on n'était pas content on pouvait refuser de ratifier le traité. Voilà un homme d'honneur, un véritable Anglais.

(O'MÉARA.)

Voyez Fox.

CORPS INTERMÉDIAIRES.

Comme toutes les institutions, les corps intermé-

diaires n'ont pas de bonté absolue; leur succès dépend des hommes. Rien n'étant plus variable que leurs opinions et leurs passions, ce qu'on aura cru bien fait en principe, paraîtra détestable six mois après, surtout chez la nation française. En Angleterre, la majorité du parlement est constamment la même dans une session; en France; cela change tous les jours.

(*Mémoires sur le Consulat.*)

— Comment Napoléon entendait se servir de leurs lumières.

Il est dans mes principes de me servir des lumières de tous les corps intermédiaires, soit conseil des consultants, soit conseil législatif, soit corps législatif; soit même des différens collèges, toutes les fois qu'ils auront la même direction que moi; mais toutes les fois qu'ils ne porteront dans leurs délibérations qu'un esprit de faction et de turbulence, ou des projets contraires à ceux que je puis avoir médités pour le bonheur et la prospérité de mes peuples, leurs efforts seront impuissans, la honte leuren restera tout entière, et, malgré eux, je remplirai tous les desseins, je terminerai toutes les opérations que j'aurai jugées nécessaires à la marche de mon gouvernement.

(*C. I. Lettre au prés. Taverna, du 28 therm. an XIII*

— 11 août 1805.)

— Nécessité des corps intermédiaires en France.

Il faut nécessairement des corps intermédiaires entre le peuple et les pouvoirs, sans cela on n'aura rien fait. Chez tous les peuples, dans toutes les républiques, il y a eu des classes... Il n'y a rien d'organisé dans l'État que l'armée; les militaires ont pour eux l'éclat des faits d'armes; les services civils sont moins positifs, moins

brillans, plus contestables. A l'exception de quelques hommes qui ont été sur un grand théâtre, dans de grandes occasions, qui ont concouru à un traité de paix, occasions qui deviendront de plus en plus rares, tout le reste est dans l'isolement et l'obscurité : voilà une lacune importante à remplir ; il faut que le camp cède à la cité. Pourquoi la Convention avait-elle une si grande puissance ? C'est qu'il y avait des conseils généraux, des administrations populaires, des corps électoraux, une organisation enfin. C'étaient les pères des militaires qui composaient ces corps ; il y avait des points de contact et des moyens d'équilibre qui n'existent plus et qu'il faut rétablir. Si les collèges électoraux devaient se renouveler souvent, ils n'auraient aucune considération, aucune influence.

(Le Consulat et l'Empire.)

CORPS LÉGISLATIF.

Du corps législatif sous l'empire.

Je ne vois pas d'inconvénient à ce que les fonctions de législateur soient déclarées compatibles avec celles de juge et d'administrateur. Il est même utile que beaucoup de membres du corps judiciaire siègent au corps législatif, parce que le gouvernement n'osera leur proposer des lois contraires à la jurisprudence établie ; et la jurisprudence ne variera pas.

Je veux qu'on me fasse un corps législatif qui n'exige rien de moi ; il ne faut pas toutefois le rendre plus faible qu'il l'est maintenant, car il ne pourrait me servir.

Le corps législatif doit être composé d'individus qui, après leur temps expiré, puissent vivre de leur fortune, sans qu'on leur donne une place. Il y a main-

tenant, chaque année, soixante législateurs sortans dont on ne sait que faire ; ceux qui ne sont point placés vont porter leur bouderie dans leurs départemens.

Je voudrais des propriétaires âgés, mariés en quelque sorte à l'État, par leur famille ou leur profession, attachés par quelque lien à la chose publique. Ces hommes viendraient toutes les années à Paris, parleraient à l'empereur, dans son cercle, et seraient contens de cette petite portion de gloriole jetée dans la monotonie de leur vie.

Il convient que les fonctionnaires publics, autres que les comptables, puissent être membres du corps législatif : on ne saurait pour le bien d'une nation, rendre le corps législatif trop maniable parce que, s'il était assez fort pour vouloir dominer, il serait détruit par le gouvernement, ou le détruirait.

On ne peut permettre cependant que les secrétaires-généraux de préfecture soient en même temps députés ; leur position est trop subordonnée, ils ne tiennent d'aucune loi leurs attributions. Il y aurait anarchie à classer les secrétaires-généraux avec les sous-préfets. Un secrétaire-général doit rester éternellement dans sa préfecture, comme un chef de division dans un ministère, pour y conserver les traditions.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

— Au corps législatif, les trois cents font sans parler. Trois cents hommes qui ne parlent jamais prêtent au ridicule. Il eût suffi que le corps législatif eût nommé, au commencement de chaque session, trente orateurs pour examiner et discuter les lois.

(Le Consulat et l'Empire.)

— Le corps législatif est le gardien du domaine public; sa mission est de consentir l'impôt. S'il s'oppose à des lois d'un intérêt purement local, on le laissera faire; mais si une opposition se formait dans son sein, qui fût capable d'arrêter la marche du gouvernement, j'aurais recours au sénat pour le proroger, ou le changer, ou le casser. J'en appellerais au besoin à la nation qui est derrière tout cela. On en parlera diversement; mais peu m'importe: je sais que la bouderie est le caractère national depuis les Gaulois.

(Ibid.)

— Sur la conduite du corps législatif en 1813.

Dans les derniers jours de décembre 1813, au moment où l'ennemi entra en France, le corps législatif délibéra sur les moyens de nationaliser la guerre. M. Lainé, chargé du rapport, demanda qu'en échange des sacrifices imposés à la nation, des institutions libérales fussent garanties. Une majorité des quatre cinquièmes vota l'impression et la distribution du rapport de M. Lainé à six exemplaires. Napoléon fit, le 30 décembre, arrêter l'impression de cette pièce, saisir les épreuves, et vint au conseil d'état.

Messieurs, dit-il, vous connaissez la situation des choses et les dangers de la patrie; j'ai cru, sans y être obligé, devoir en donner une communication intime aux députés du corps législatif; j'ai voulu les associer ainsi à leurs intérêts les plus chers. Mais ils ont fait de cet acte de ma confiance une arme contre moi, c'est-à-dire contre la patrie. Au lieu de me seconder de leurs efforts, ils gênent les miens. Notre attitude seule pouvait arrêter l'ennemi, leur conduite l'appelle; au lieu de lui montrer un front d'airain ils lui découvrent nos blessures. Ils me demandent la paix à grands cris, lorsque le seul moyen pour l'obtenir

était de me recommander la guerre ; ils se plaignent de moi, ils parlent de leurs griefs ; mais quel temps, quel lieu prennent-ils ? N'était-ce pas en famille et non en présence de l'ennemi qu'ils devaient traiter de pareils objets ? Étais-je donc inabordable pour eux ? Me suis-je jamais montré incapable de discuter la raison ? Toutefois il faut prendre un parti : le corps législatif, au lieu d'aider à sauver la France, concourt à précipiter sa ruine, il trahit ses devoirs ; je remplis les miens, je le dissous.

Alors, par ordre de l'empereur, lecture fut faite d'un décret prononçant la prorogation et l'ajournement du corps législatif.

Après la lecture, l'empereur reprit : Tel est le décret que je rends ; et si l'on m'assurait qu'il doit, dans la journée, porter le peuple de Paris à venir en masse me massacrer aux Tuileries, je le rendrais encore ; car tel est mon devoir. Quand le peuple français me confia ses destinées, je considérai les lois qu'il me donnait pour le régir ; si je les eusse crues insuffisantes je n'aurais pas accepté. Qu'on ne pense pas que je suis un Louis XVI ! Qu'on n'attende pas de moi des oscillations journalières ! Pour être devenu empereur, je n'ai pas cessé d'être citoyen. Si l'anarchie devait être consacrée de nouveau, j'abdiquerais pour aller dans la foule jouir de ma part de souveraineté, plutôt que de rester à la tête d'un ordre de choses où je ne pourrais que compromettre chacun, sans pouvoir protéger personne. Du reste, ma détermination est conforme à la loi ; et si tous veulent aujourd'hui faire leur devoir, je dois être invincible derrière elle, comme devant l'ennemi.

(Mémorial.)

Le lendemain, 1^{er} janvier à la réception des autorités aux Tuileries, Napoléon s'emporta vivement contre le corps législatif.

Messieurs, vous pouviez faire du bien et vous n'avez fait que du mal.

Les onze douzièmes d'entre vous sont bons, les autres sont des factieux.

Qu'espériez-vous en vous mettant en opposition ? vous saisir du pouvoir ? Mais quels étaient vos moyens ? Êtes-vous représentans du peuple ? Je le suis, moi : quatre fois j'ai été appelé par la nation, et quatre fois j'ai eu les votes de cinq millions de citoyens pour moi. J'ai un titre et vous n'en avez pas ; vous n'êtes que les députés des départemens de l'empire.

Votre commission a été conduite par l'esprit de la Gironde et d'Auteuil. M. Lainé est un conspirateur, un agent de l'Angleterre, avec lequel il est en correspondance par l'intermédiaire de l'avocat Desèze : les autres sont des factieux.

Jesuivrai de l'œil M. Lainé, c'est un méchant homme.

Votre rapport est rédigé avec une astuce et des intentions perfides dont vous ne vous doutez pas. Deux batailles perdues en Champagne eussent fait moins de mal.

J'ai sacrifié mes passions, mon orgueil, mon ambition au profit de la France ; je m'attendais que vous m'en sauriez quelque gré, et lorsque j'étais disposé à faire tous les sacrifices, j'espérais que vous m'engageriez à ne pas faire ceux qui ne seraient pas compatibles avec l'honneur de la nation. Loin de là, dans votre rapport, vous avez mis l'ironie la plus sanglante à côté des reproches. Vous dites que l'adversité m'a donné des conseils salutaires. Comment pouvez-vous

me reprocher mes malheurs ? Je les ai supportés avec honneur, parce que j'ai reçu de la nature un caractère fort et fier, et si je n'avais pas cette fierté dans l'âme, je ne me serais pas élevé au premier trône de l'univers.

Cependant j'avais besoin de consolations, et je les attendais de vous ; vous avez voulu me couvrir de boue, mais je suis de ces hommes qu'on tue et qu'on ne déshonore pas.

Était-ce par de pareils reproches que vous prétendiez relever l'éclat du trône ?... Au reste qu'est-ce que le trône ? Quatre morceaux de bois dorés, couverts d'un morceau de velours ?... Le trône est dans la nation, on ne peut me séparer d'elle sans lui nuire, car la nation a plus besoin de moi que je n'ai besoin d'elle ; que ferait-elle sans chef et sans guide ?

Lorsqu'il s'agit de repousser l'ennemi, vous demandez des institutions comme si nous n'en avions pas ! N'êtes-vous pas contents de la constitution ? Il y a quatre ans qu'il fallait en demander une autre ou attendre deux ans après la paix. Vous voulez donc imiter l'assemblée constituante et recommencer une révolution ? Mais je n'imiterai pas Louis XVI, j'abandonnerais le trône et j'aimerais mieux faire partie du peuple souverain que d'être roi esclave.

(Manuscrit de 1844.)

— S'il y a quelques abus, est-ce le moment de me venir faire des remontrances, quand deux cent mille cosaques franchissent nos frontières ? Est-ce le moment de venir disputer sur les libertés et les sûretés individuelles, quand il s'agit de sauver la liberté politique et l'indépendance nationale ?

(Ibid.)

Des corps délibérans en temps de guerre.

Quand la guerre est engagée, disait Napoléon pendant les Cent Jours, la présence d'un corps délibérant est aussi embarrassante que funeste. Il lui faut des vic-toires. Que le monarque ait des revers, la terreur s'empare des gens timides et les rend, à leur insu, l'instrument et les complices des hommes audacieux. La crainte du péril, l'envie de s'y soustraire, dérangent toutes les têtes. La raison n'est plus rien; les sensa-tions physiques sont tout. Les turbulens, les ambi-tieux, avides de bruit, de popularité, de domination, s'érigent de leur propre autorité en avocats du peuple, en conseillers du prince, ils veulent tout savoir, tout régler, tout diriger. Si l'on n'écoute point leurs con-seils, de conseillers ils deviennent censeurs, de cen-seurs factieux, et de factieux rebelles. Il faut alors, ou que le prince subisse leur joug, ou qu'il les chasse, et dans l'un ou l'autre cas, il compromet presque tou-jours sa couronne et l'État.

(FLEURY DE CHABOULON.)

CORSE.

Du caractère des Corses. — Heureuse influence de l'administration française. —

Du cap. — Des Mœurs de la Corse. — Pourquoi Napoléon ne s'est pas retiré en Corse en 1843.

Le Corse est un peuple extrêmement difficile à con-naître; ayant l'imagination très vive, il a les passions extrêmement actives.

(C. I. Lettre au Directoire, du 3 frim. an v
— 25 novembre 1796.)

— Depuis que les deux départemens qui composent l'île de Corse sont rentrés sous la domination de la république, il n'y a eu aucun assassinat ni attentat

aux propriétés; jamais pays n'a été plus tranquille, et jamais révolution ne s'est faite avec aussi peu de commotion.

(C. I. Lett. au min. de la guerre, du 14 pluviôse an v
— 2 février 1797.)

— Le cap est, de toute la Corse, la contrée la plus ingrate; cependant ses habitans sont les meilleurs cultivateurs, les commerçans les plus industrieux de l'île. Pauvres, mais intelligens; mauvais soldats, mais excellens marins : ils sont, en général, sobres, pacifiques, honnêtes. Ils jouissent d'une paix profonde, alors même que les autres districts sont en proie aux plus violentes agitations. Leurs mœurs, leur caractère sont tout-à-fait opposés au caractère et aux mœurs de ceux de nos compatriotes qui vivent dans les montagnes. Aussi les uns tremblent-ils à la vue des autres, et cela avec raison. Le naturel doux, tranquille de l'homme de la plaine ne peut faire tête aux habitudes altières, à l'impétuosité du montagnard. En général les premiers sont pauvres, ils travaillent beaucoup; ils s'exténuent à féconder le sol, ou, pour mieux dire, les rochers; mais leur travail produit fort peu, et ils ont de la peine à vivre. Les autres, au contraire, se fatiguent peu ou point du tout, et s'ils ne sont pas riches, ils mènent du moins une vie douce, indépendante.

(ANTOMMARCHI.)

— Les besoins les plus urgens de la Corse sont : 1° un bon code rural qui protège l'agriculture contre l'incursion des bestiaux, et ordonne la destruction des chèvres; 2° le dessèchement des marais, pour rappeler insensiblement la population sur les bords de la mer;

3° des primes pour encourager la plantation et la greffe des oliviers et des mûriers ; elles doivent être doubles pour les plantations faites sur les bords de la mer ; 4° une police juste, mais sévère ; un désarmement général et absolu tant des grandes que des petites armes, telles que stylets, poignards ; 5° deux cents places exclusivement réservées pour les jeunes Corses, dans les lycées, les écoles militaires, les séminaires, les écoles vétérinaires, les écoles d'agriculture et des arts et métiers en France ; 6° une exportation régulière, et au compte de la marine des bois de construction ; en profitant de cette circonstance pour fonder des bourgs au bord de la mer, aux débouchés des forêts, car tous les soins de l'administration doivent tendre à attirer la population dans les plaines.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— L'empereur disait dernièrement que s'il se fût retiré en Corse en quittant Paris, il eût été bien sûr d'y réunir tous les vœux, toutes les opinions, tous les efforts ; et il y eût été à l'abri contre toute puissance étrangère. Il en avait eu un moment la pensée et aucun obstacle de mer ne l'eût empêché d'y arriver. Il ne le voulut point pour rendre, disait-il, son abdication plus franche, plus fructueuse pour la France. Son séjour au centre de la Méditerranée, au sein de l'Europe, si près de la France et de l'Italie, pouvait demeurer un prétexte durable pour les alliés.... Il est vrai, ajoutait-il, qu'il n'avait pas prévu et ne pouvait pas prévoir, d'après la confiance de sa démarche (1), l'inique et violente déportation à Sainte-Hélène.

(*Mémorial.*)

(1) Lorsqu'il s'était livré aux Anglais.

— Il n'y a rien de si lâche et de si misérable que les cosaques; c'est la honte de la nature humaine..... Ils peuvent arrêter par leur nombre et le tintamarre qu'ils font en chargeant, des troupes qui n'ont pas l'habitude de les voir; mais quand on les connaît, deux mille de ces malheureux ne sont pas capables de charger un escadron qui les attend de pied ferme.

(44^e bulletin, du 21 décembre 1806.)

— Les cosaques sont mal vêtus; ils sont sur de petits chevaux presque sans selle et sans harnachement, parce que ce sont des milices irrégulières que les peuplades du Don fournissent, et qui s'établissent à leurs frais.

(Œuvres de Napoléon. — Lett. à Pimp., du 16 mai 1815.)

— Sur les cosaques prussiens.

A la bataille de Lutzen, un régiment composé de l'élite de la noblesse prussienne, et qui se faisait appeler *cosaques prussiens*, a été presque entièrement détruit; il n'en resta pas quinze hommes; ce qui a mis en deuil toutes les familles.

Ces cosaques singeaient réellement les cosaques du Don. De pauvres jeunes gens délicats avaient à la main la lance, qu'ils soutenaient à peine, et étaient costumés comme de vrais cosaques.

Que dirait Frédéric, dont les ouvrages sont pleins d'expressions de mépris pour ces hideuses milices, s'il voyait que son petit-neveu y cherche aujourd'hui des modèles d'uniforme et de tenue?

(Ibid.)

COTES.

De l'armement des côtes.

On n'a en France aucun principe fixe sur l'arme-

ment des côtes. Ce qui donne lieu à des discussions perpétuelles entre les officiers d'artillerie et les autorités locales; celles-ci en voudraient partout; les officiers d'artillerie en voudraient trop peu.

Il n'y a pas de règles certaines sur le tracé des batteries de côtes. On établit des magasins à poudre et des corps-de-garde dans de mauvaises positions; ils sont souvent mal construits, quoique coûtant beaucoup, exigent de fréquentes réparations, sont inutiles à la défense, et ne durent qu'une ou deux campagnes. On construit des fourneaux à réverbère, on établit des grils à rougir les boulets, sans discernement; on les place dans des positions où, pendant le feu, il est impossible aux canonniers de les approcher sans danger, etc., etc.

On doit distinguer trois espèces de batteries de côtes, savoir : 1° celles destinées à défendre l'entrée d'un grand port et à protéger des escadres de guerre ;

2° Celles destinées à protéger l'entrée d'un port marchand, des rades, des mouillages et l'arrivage des convois marchands ;

3° Celles établies sur les extrémités des promontoires pour favoriser le cabotage et défendre un débarquement sur une plage.

Les batteries de la première classe doivent être armées d'un grand nombre de bouches à feu. Elles doivent avoir leur gorge fermée par une tour (1^{er} modèle) capable de contenir sur sa plate-forme quatre pièces de campagne, ou caronades de vingt-quatre ; et dans son intérieur, un logement pour 60 hommes, et les vivres nécessaires pour douze à quinze jours, ainsi que l'approvisionnement en poudre pour les

bouches à feu. De semblables tours ont été construites pour soixante mille francs; et, comme on le voit, elles remplacent le magasin à poudre, le corps-de-garde, et le magasin des vivres. Il y a donc économie. Les batteries défendues par de pareilles tours se trouvent à l'abri d'un coup de main, et ne craignent point un débarquement de plusieurs milliers d'hommes qui les auraient tournées. Ces batteries doivent avoir un fourneau ou un gril à rougir les boulets; mais ce fourneau ou ce gril ne doivent point être placés au centre de la batterie et en arrière des plates-formes; car c'est là que frappent tous les projectiles ennemis. Il faut placer les fourneaux à réverbère ou les grils contre l'épaulement, en augmentant à cet effet la ligne de la batterie: dans cette position on est à l'abri des boulets ennemis, et l'on peut faire le service avec sûreté. Le service du tir à boulets rouges est par lui-même dangereux, pénible et difficile; les canonniers y répugnent tant, que pour peu qu'il y ait encore d'autres dangers, ils y renoncent et ne tirent qu'à boulets froids. La tour à la gorge doit être éloignée de trente à quarante toises au moins des plates-formes, afin que les éclats et les boulets qui la frappent ne retombent pas sur la plate-forme.

Les batteries de la deuxième espèce doivent, comme celles de la première, avoir à leur gorge une tour en maçonnerie (2^e modèle), ne contenant sur la plate-forme que deux pièces de campagne ou caronades de dix-huit, et ayant dans son intérieur des magasins et des logemens pour 25 à 30 hommes. On en a construit pour 40,000 francs. Les batteries de la seconde espèce n'ont pas besoin d'être armées de beaucoup

de bouches à feu. Elles sont rarement susceptibles d'être attaquées. Quelque intérêt que l'ennemi ait à les prendre, il n'emploiera jamais autant de moyens ni autant d'opiniâtreté que pour prendre des bâtimens de guerre.

Enfin les batteries de la troisième classe doivent être armées de peu de pièces. Dans de semblables batteries, un gril est inutile; car aucun bâtiment ne viendra s'exposer assez long-temps à son feu, pour que l'on puisse en faire usage : une tour à la gorge est nécessaire comme aux deux premières classes; mais moins grande, et de troisième modèle, n'ayant qu'un canon ou caronade de douze sur la plate-forme. Une pareille tour peut résister à toute attaque de vive force; on en a fait pour 6,000 francs; elles remplacent, comme les autres, le magasin à poudre, le corps-de-garde, et ces tours de troisième espèce n'ont ni contre-coupe ni chemin couvert.

Lorsque ce système sera établi sur toutes les côtes de l'empire, il n'y aura plus de discussions à chaque guerre sur la nature de l'armement.

(Mémorial de Napoléon.)

COUPS D'ÉTAT.

C'est un si grand malheur pour une nation de trente millions d'habitans, et au dix-huitième siècle, d'être obligée d'avoir recours aux baïonnettes pour sauver la patrie! Les remèdes violens accusent le législateur; car une constitution qui est donnée aux hommes doit être calculée pour des hommes.

(C. I. Lett. au minist. des relat. extérieures, du 3^e jour compl. an v
— 19 septembre 1797.)

Ces paroles pourraient s'appliquer au 18 brumaire; mais, comme on le voit par la date de la lettre, Napoléon, en écrivant, ne pouvait avoir en vue que le coup d'état du 18 fructidor.

De quoi dépend à la guerre la réussite d'un coup de main.

La réussite d'un coup de main dépend absolument du bonheur, d'un chien ou d'une oie (1).

(C. 1. Lett. au Directoire, du 24 messidor an vi
— 24 juillet 1796.)

COURAGE.

Rien ne donne plus de courage et n'éclaircit plus les idées que de bien connaître la position de son ennemi.

(Corr. de NAP., lettre du 25 mai 1805.)

— Un homme qui manque de courage n'est pas Français.

(C. 1. Lettre au gén. Marmont, du 15 frim. an vii
— 5 décembre 1798.)

COURAGE CIVIL.

Un magistrat doit avoir un courage à toute épreuve, et, à l'exemple des présidents Harlay et Molé, être prêt à périr en défendant le souverain, le trône et les lois.... La plus belle mort serait celle d'un soldat qui périt au champ d'honneur, si la mort d'un magistrat périssant en défendant le souverain, le trône et les lois, n'était pas plus glorieuse encore.

(Moniteur du 21 décembre 1812.)

COUR.

Sur l'influence de la cour.

« On est dans l'habitude, disait l'empereur, de citer l'influence du ton et des manières de la cour sur celles d'une nation : il était loin d'avoir obtenu, remarquait-il, aucun résultat à ce sujet ; mais c'était le vice des circonstances et de plusieurs combinaisons inaperçues ; il y avait beaucoup réfléchi, et il pensait qu'il l'eût obtenu avec le temps.

(1) Allusion à un trait bien connu de l'histoire romaine.

« La cour, continuait-il, prise collectivement, n'exerce point cette influence; ce n'est que parce que ses éléments, ceux qui la composent, vont propager, chacun dans sa sphère d'activité, ce qu'ils ont puisé à la source commune; le ton de la cour n'arrive donc à toute une nation qu'au travers des sociétés intermédiaires. Or, nous n'avions pas de sociétés, nous ne pouvions point encore en avoir. Les sociétés, ces réunions pleines de charme, où l'on jouit si bien des avantages de la civilisation, disparaissent subitement devant les révolutions, et ne se rétablissent qu'avec lenteur après la tempête. Les bases indispensables de la société sont l'oisiveté et le luxe; or, nous étions encore tous dans l'agitation, et les grandes fortunes n'étaient pas encore bien établies. Un grand nombre de spectacles, une foule d'établissements publics, présentaient d'ailleurs des plaisirs plus faciles, moins gênans, plus vifs. La génération des femmes du jour était jeune; elles aimaient mieux courir et se montrer en public que de demeurer chez elles et se composer un cercle rétréci. Mais elles auraient vieilli, disait-il, et avec un peu de temps et de repos, toutes les choses eussent repris leur allure naturelle. Et puis encore, faisait-il observer, ce serait peut-être une erreur que de juger d'une cour moderne par le souvenir des cours anciennes : les cours anciennes étaient véritablement la puissance; on disait la cour et la ville. Aujourd'hui, si l'on voulait parler juste, on était obligé de dire la ville et la cour. Les seigneurs féodaux, depuis qu'ils avaient perdu le pouvoir, cherchaient en dédommagement leurs jouissances. Les souverains eux-mêmes semblaient désormais soumis à cette loi : le trône, avec nos idées libé-

rales, cessait insensiblement d'être une seigneurie, et devenait purement une magistrature; le prince n'ayant plus qu'une représentation morale, toujours triste et ennuyeuse à la longue, devait chercher à s'y dérober, pour venir, en simple citoyen, prendre sa part des charmes de la société. »

(*Mémorial.*)

COUR DE CASSATION.

La cour de cassation est principalement instituée pour juger de la violation des formes. Il faut prendre garde de ne pas lui donner des attributions qui, insensiblement, pourraient la conduire à connaître du fond des affaires. On arriverait à cet abus si on lui renvoyait indistinctement toute fausse application, toute contradiction à la loi.

(*Procès-verbaux du conseil d'état.*)

COURONNEMENT.

Quel devait être, selon Napoléon, le lieu le plus favorable pour son couronnement.

« On a songé au Champ-de-Mars, dit-il, par réminiscence de la fédération, mais les temps sont bien changés : le peuple alors était souverain, tout devait se faire devant lui; gardons-nous de lui donner à penser qu'il en est toujours ainsi. Le peuple aujourd'hui est représenté par les pouvoirs légaux. Je ne saurais voir d'ailleurs le peuple de Paris, encore moins le peuple français, dans vingt ou trente mille poissardes, ou autres gens de cette espèce, qui envahiraient le Champ-de-Mars; je n'y vois que la populace ignare et corrompue d'une grande ville. Le véritable peuple, en France, ce sont les présidens de cantons et les présidens des collèges électoraux; c'est l'armée, dans les rangs de la-

quelle sont des soldats de toutes les communes de la France.

» Se représente-t-on l'effet que produiraient l'empereur et sa famille exposés, dans leurs habits impériaux, à l'injure du temps, à la boue, à la poussière ou à la pluie? Quel sujet de plaisanteries pour les Parisiens, qui aiment tant à tourner tout en ridicule, et qui sont accoutumés à voir Chéron, à l'Opéra, et Talma, au Théâtre-Français, faire l'empereur beaucoup mieux que je ne saurais le faire!

» On a parlé de célébrer la cérémonie dans l'église des Invalides, à cause des souvenirs guerriers qui s'y rattachent; mais celle de Notre-Dame vaudra mieux; elle est plus vaste, elle a aussi ses souvenirs qui parlent davantage à l'imagination; elle donnera à la solennité un caractère plus auguste. »

(PELET DE LA LOZÈRE.)

COUVENS.

L'empereur disait qu'il était contraire aux couvens en général, comme inutiles et d'une oisiveté abrutissante. Pourtant, d'un autre côté, disait-il encore, il y avait certaines choses à dire en leur faveur. Les tolérer, astreindre leurs membres à être utiles, ne reconnaître que des vœux annuels, était, selon lui, le meilleur *mezzo termine*, et c'est ce qu'il avait fait.

» Et puis, il fallait convenir encore, ajoutait-il, qu'il était des caractères, des imaginations de toutes sortes; qu'on ne devait pas contraindre les travers mêmes, quand ils n'étaient pas nuisibles; qu'un empire comme la France pouvait et devait avoir quelques hospices de fous appelés *Trapistes*. »

Au sujet de ceux-ci, il faisait la remarque que s'il

venait dans la pensée d'un homme d'infliger les pratiques qu'ils observent, assurément elles passeraient, à juste titre, pour la plus abominable des tyrannies, et que pourtant elles peuvent faire les délices de celui qui se les impose volontairement. Voilà l'homme, ses bizarreries, ou sa folie !

(*Mémorial.*)

— Des couvens de femmes.

Les couvens de femmes attaquent la population dans sa racine. On ne peut pas calculer la perte, pour un État, de dix mille femmes cloîtrées ; la guerre nuit très-peu, parce que le nombre des mâles est d'un vingt-cinquième, au moins, en sus des femmes. On pourrait tout au plus permettre les vœux à cinquante ans ; à cette époque leur tâche est remplie.

(*Journal anecdotique de M^{me} Campan.*)

CRETIN,

Chef de brigade dans l'armée d'Égypte, tué à Aboukir.

C'était l'officier du génie que j'ai connu qui possédait le mieux cette science difficile, et dans laquelle les moindres bévues ont tant d'influence sur le résultat des campagnes et les destinées des États.

(*Œuv. de NAP. Lettre au Directoire, du 9 thermidor an VII*
— 27 juillet 1799.)

CRÉVIER.

Voyez HISTOIRE. *De quelques historiens.*

CUIRASSIERS.

Des cuirassiers français.

Les cuirassiers français sont la meilleure cavalerie du monde pour enfoncer l'infanterie.

(O'MÉARA.)

Il doit être gratuit.

Tout, dans le culte, doit être gratuit et pour le peuple. L'obligation de payer à la porte ou de payer les chaises est une chose révoltante. On ne doit pas priver les pauvres, parce qu'ils sont pauvres, de ce qui les console de leur pauvreté.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

CURÉS.

Projets de Napoléon touchant les curés.

L'empereur pensait que plus les curés sont éclairés, moins ils sont portés à abuser de leur ministère; il s'était proposé de les rendre très-importans et fort utiles. Il eût voulu qu'à leur cours de théologie on eût joint un cours d'agriculture et les élémens de la médecine et du droit. « Par là, disait-il, le dogme et la controverse, qui ne sont que le cheval de bataille et les armes du sot et du fanatique, fussent insensiblement devenus plus rares dans la chaire; il ne serait plus guère demeuré que la pure morale, toujours belle, toujours éloquente, toujours persuasive, toujours écoutée; et, comme on aime d'ordinaire à parler de ce qu'on sait, ces ministres d'une religion toute de charité eussent de préférence entretenu les paysans de leur culture, de leurs travaux, de leurs champs; ils eussent pu donner de bons conseils contre la chicane, et de bons avis aux malades: tous y eussent gagné. Alors les pasteurs eussent été vraiment une providence pour les onailles, et comme on leur eût composé un très-bel état, ils auraient joui d'une grande considération: ils se seraient fort respectés eux-mêmes, et l'eussent été de tous. Ils n'auraient pas eu le pouvoir de la seigneurie féodale; mais ils en auraient

eu, sans danger, toute l'influence. Un curé eût été le juge de paix naturel, le vrai chef moral qui eût dirigé, conduit la population sans danger, parce qu'il était lui-même dépendant du gouvernement qui le nommait et le salariait. Si l'on joint à tout cela les épreuves et le noviciat nécessaires pour le devenir, qui garantissent en quelque sorte la vocation et supposent de belles dispositions de cœur et d'esprit, on est porté à prononcer qu'une telle composition de pasteurs au milieu des peuples eût dû amener une révolution morale tout à l'avantage de la civilisation. »

(*Mémorial.*)

D'ALEMBERT.

D'Alembert, celui des mathématiciens français qui, dans le dernier siècle, a le plus contribué à l'avancement de cette première des sciences.

(*Lett. au minist. de l'intérieur, du 17 mars 1807.*)

DANUBE.

Du Danube et des travaux exécutés par les Romains sur ce fleuve.

La rapidité de ce fleuve dans cette partie (à l'île Lobau) est, lors des grandes eaux, de sept à douze pieds, et lors de la hauteur moyenne, de quatre pieds six pouces par seconde, et plus forte que sur aucun autre point. En Hongrie, elle diminue beaucoup, et à l'endroit où Trajan fit jeter un pont, elle est presque insensible. Le Danube est là d'une largeur de quatre cent cinquante toises; ici il n'est que de quatre cents. Le pont de Trajan était un pont de pierre fait en plusieurs années. Le pont de César, sur le Rhin, fut jeté, il est vrai, en huit jours, mais aucune voiture chargée n'y pouvait passer.

(*21^e bulletin, du 5 juillet 1809.*)

Des travaux exécutés sur le Danube par le général Bertrand, voyez BERTRAND.

DARÇON.

Le général Darçon, l'officier le plus estimé du génie, l'un des corps militaires les plus considérés de l'Europe.

(Message au Sénat, du 14 pluviôse an VIII — 5 mars 1800.)

Le général Darçon (d'autres écrivent d'Arçon), ingénieur et mécanicien du premier ordre, est l'inventeur des batteries flottantes insubmersibles et incombustibles. Il faisait partie, avec Danissy et Lafitte, de la commission chargée par le comité de salut public, en 1794 et 1795, de la confection des plans d'opération, et, à ce titre, il lui revient, dans le succès de ces campagnes, une part de la gloire que l'on attribue tout entière à Carnot. Il mourut le 1^{er} juillet 1800, bien peu de temps, comme on voit, après sa nomination au sénat.

DARU,

Comte de l'empire, commissaire général de la grande armée en 1806.

Daru était un homme d'une extrême probité, sûr et grand travailleur. A la retraite de Moscou, la fermeté de M. Daru s'était fait particulièrement remarquer. Au travail du bœuf il joignait le courage du lion.

(Mémorial.)

DAUNOU,

Aujourd'hui principal rédacteur du *Journal des savans* et membre de l'Académie des Inscriptions.

Daunou était oratorien, député du Pas-de-Calais, homme de bonnes mœurs, bon écrivain : il avait rédigé la constitution de l'an III, il fut le rédacteur de celle de l'an VIII; il a été archiviste impérial.

(Mémoires de NAPOLÉON.)

D'AUTICHAMP.

D'Autichamp avait fait plusieurs campagnes comme

simple hussard dans les troupes de la république; pendant la grande terreur. C'était un homme d'un esprit borné; mais ayant le ton, les manières et l'élégance que comportaient son éducation et l'usage du grand monde.

(*Mémoires de Napoléon.*)

DAVID, LE PEINTRE.

Sur le tableau du sacre.

Que cela est grand! Quel relief ont tous les objets! Cela est bien beau! Quelle vérité! Ce n'est pas une peinture; on marche dans ce tableau.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

DAVOUST,

Maréchal d'empire, duc d'Avrastaedt, prince d'Eckmühl. — Sur sa conduite à la bataille d'Iéna.

A notre droite, le corps du maréchal Davoust faisait des prodiges. Non-seulement il contint, mais mena battant pendant plus de trois lieues, le gros des troupes ennemies qui devaient déboucher du côté de Kœsen. Ce maréchal a déployé une bravoure distinguée et de la fermeté de caractère, première qualité d'un homme de guerre.

(3^e bulletin, du 13 octobre 1806.)

Voyez IÉNA.

DECÈS,

Ministre de la marine et des colonies sous l'empire.

Dans la marine, la stérilité était réelle, et Decrès, après tout, était peut-être encore le meilleur. Il avait du commandement; son administration était rigoureuse et pure. Il avait de l'esprit, et beaucoup, mais seulement pour la conversation. Il ne créait rien, exécutait

mesquinement, marchait et ne voulait pas courir. Il eût dû passer la moitié de son temps dans les ports et sur les flottes d'exercice; je lui en eusse tenu compte; mais, en courtisan, il craignait de s'éloigner de son portefeuille. Il me connaissait mal; il eût été bien mieux défendu là que dans ma cour : son éloignement eût été son meilleur avocat.

(*Mémorial.*)

DÉCRETS.

Pourquoi Napoléon faisait habituellement précéder ses décrets d'un rapport qui en exposait les motifs.

« C'était, disait-il, l'ordre mathématique, qui veut qu'on énonce la proposition avant de la prouver. »

(PELET DE LA LOZÈRE.)

DÉFECTION.

Sur les défections de 1811.

L'histoire dira que, sans la défection du 6^e corps, après l'entrée des alliés à Paris, ils eussent été forcés d'évacuer cette grande capitale; car ils n'eussent jamais livré bataille sur la rive gauche de la Seine, en ayant derrière eux Paris, qu'ils n'occupaient que depuis trois jours; ils n'eussent pas violé ainsi toutes les règles, tous les principes du grand art de la guerre. Les malheurs de cette époque sont dus aux défections des chefs du 6^e corps et de l'armée de Lyon (1), et aux intrigues qui se tramaient dans le sénat.

(*Mémoires de NAPOLÉON.*)

DEFERMON.

Voyez CONSEIL D'ÉTAT.

(1) Marmont et Augereau.

Célèbre astronome. — Pourquoi Napoléon s'est opposé à la publication de ses derniers écrits.

Je me suis opposé à la publication des derniers écrits de M. Delalande. Je ne m'en serais pas mêlé s'il n'avait fait que prêcher l'athéisme sans compromettre personne.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

DELILLE.

Sur le poème de *la Pitié*.

L'empereur a lu le poème de *la Pitié*, de l'abbé Delille. Il en a trouvé les vers bien faits, le langage pur, les idées agréables; mais pourtant, remarquait-il, c'était sans création et sans chaleur. C'était, sans doute, supérieur de versification à Voltaire; mais bien loin encore de nos autres grands maîtres.

(*Mémorial.*)

DÉLITS.

Quels sont les délits militaires, et comment il faut les punir.

Il n'y a de délits militaires que ceux auxquels le code militaire donne cette qualification. Tous les autres délits sont des délits communs, encore qu'ils soient commis par des soldats envers des soldats.

(*Procès-verbaux du conseil d'état.*)

— Les délits militaires veulent être jugés promptement et sévèrement.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

— Nécessité de définir les délits ecclésiastiques.

Les prêtres forment, comme les militaires, une classe particulière dans l'État. Ils peuvent, à raison de leur ministère, se rendre coupables de délits autres que les délits communs. Ils peuvent, par exemple, sous prétexte de hiérarchie, entretenir avec une puissance

étrangère des correspondances et des rapports contraires à la fidélité qu'ils doivent à leur souverain. Ils peuvent, par leurs prédications, animer les citoyens les uns contre les autres, ou ruiner les libertés de l'Église gallicane. Ils peuvent tyranniser les consciences. Il serait donc nécessaire de définir dans le code les délits ecclésiastiques.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

DELPHINE.

Delphine, roman. Voyez STAËL.

DÉMOCRATIE.

De l'aristocratie et de la démocratie. Voyez ARISTOCRATIE.

DENNIÉE,

Ordonnateur en chef de l'armée d'Italie.

Le citoyen Denniée est un brave homme, bon comme ordonnateur ordinaire, mais n'ayant point assez de caractère ni de talens pour être en chef.

(C. L. Lettre au Directoire, du 16 brumaire an v
-- 6 décembre 1796.)

DÉPÔT.

Sur le Dépôt de la préfecture de police.

Je reçois beaucoup de plaintes sur le Dépôt de la préfecture de police. Les plus honnêtes gens sont exposés à passer la nuit dans ce Dépôt et quelquefois un plus long temps avant d'être reconnus et interrogés; on y trouve des femmes honnêtes, de jeunes enfans, avec des filles publiques et des scélérats. Je demande depuis quatre ans qu'il y ait des chambres propres et séparées où les détenus aisés, les gens comme il faut, puissent trouver, en payant, des loge-

mens particuliers, gais et commodes, dans lesquels ils puissent être seuls, s'ils le désirent.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

DÉPORTATION.

Nécessité d'une loi sur la déportation.

On ne doit pas hésiter à faire des lois particulières pour peupler un nouveau monde en purgeant l'ancien.

— La loi ne doit pas obliger à déporter hors du territoire, mais dire seulement ou que le déporté sera conduit hors du territoire continental, ou, plus simplement encore, qu'il sera transporté dans le lieu que le gouvernement déterminera....

— Il n'est pas nécessaire de réunir les déportés dans un lieu qui ne soit habité que par eux. Il suffit de leur assigner un canton, par exemple, de six lieues carrées, dans un pays où il se trouve d'autres habitants. Si on leur rendait ensuite leurs droits civils, ils en jouiraient dans cette circonférence, et pas au-delà.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

D'ERLON (LE GÉNÉRAL DROUET, COMTE).

Sur le rôle que ce général eût pu jouer à Waterloo.

A Waterloo, d'Erlon s'est rendu inutile. Si le soir il eût connu la position de Grouchy, et qu'il eût pu s'y jeter, il lui eût été possible, au jour, avec cette magnifique réserve, de rétablir les affaires, et peut-être même de détruire les alliés par un de ces prodiges, de ces retours de fortune qui lui étaient familiers; ils n'eussent surpris personne. Mais il n'avait nulle connaissance de Grouchy; et puis il n'était pas facile de se gouverner au milieu des débris de cette armée: c'était un torrent hors de son lit, il entraînait tout.

(Mémorial.)

Sur sa belle conduite en Égypte.

Je vous envoie, citoyen général, un sabre d'un très-beau travail, sur lequel j'ai fait graver : *conquête de la Haute-Égypte*, qui est due à vos bonnes dispositions et à votre constance dans les fatigues.

(C. I. Lettre du 26 therm. an vii — 14 août 1790.)

— Desaix comparé à Kléber.

De tous les généraux que j'ai eus sous moi, Desaix et Kléber ont été ceux qui avaient le plus de talent. Kléber n'aimait la gloire qu'autant qu'elle lui procurait des richesses, et méprisait toute autre chose. Desaix ne rêvait que la guerre et la gloire : les richesses et les plaisirs n'étaient rien pour lui ; il ne leur accordait pas même une seule pensée. C'était un petit homme d'un air sombre, à peu près d'un pouce moins grand que moi, toujours vêtu avec négligence, quelquefois même déchiré, méprisant les jouissances et même les commodités de la vie. Plusieurs fois, lorsqu'il était en Égypte, je lui fis présent d'un équipage de campagne complet, mais il le perdait aussitôt. Enveloppé dans son manteau, Desaix se jetait sur un canon, et dormait aussi à son aise que s'il eût été couché sur l'édredon. La mollesse n'avait pour lui aucun charme. Droit et honnête dans tous ses procédés, les Arabes l'avaient surnommé le *Sultan juste*.

(O'MÉARA.)

— Kléber était le talent de la nature : le talent de Desaix était celui de l'éducation et du travail. Le génie de Kléber ne jaillissait que par momens, quand il était réveillé par l'importance de l'occasion, et il se rendormait au sein de la mollesse et des plaisirs. Le talent de Desaix était de tous les instans ; il ne vivait,

ne respirait que l'ambition noble et la véritable gloire : c'était un caractère tout-à-fait antique. Napoléon disait que sa mort était la plus grande perte qu'il ait pu faire ; leur conformité d'éducation et de principes eût fait qu'ils se seraient toujours entendus : Desaix se serait contenté du second rang, et fût toujours demeuré dévoué et fidèle. S'il n'eût pas été tué à Marengo, le premier consul lui eût donné l'armée d'Allemagne, au lieu de la continuer à Moreau.

Du reste, une circonstance bien extraordinaire dans la destinée de ces deux lieutenans de Napoléon, c'est que le même jour et à la même heure où Kléber périssait assassiné au Caire, Desaix tombait, à Marengo, d'un coup de canon.

(*Mémorial.*)

— Portrait historique de Desaix.

Desaix aimait la gloire pour elle-même, et la France par-dessus tout. Il était d'un caractère simple, actif, insinuant ; il avait des connaissances étendues ; personne n'avait mieux étudié que lui le théâtre de la guerre dans le haut Rhin, la Souabe et la Bavière. Sa mort a fait couler les larmes du vainqueur de Marengo.

(*Mémoires de Napoléon.*)

Voici quelques passages de lettres adressées par Desaix à Napoléon, dans lesquelles lui-même achève de se peindre, et qui nous semblent bien glorieuses pour chacun d'eux.

A la veille de partir d'Égypte, Desaix écrivait à Napoléon une lettre qui se termine ainsi : « Je suis toujours prêt à faire tout ce qui pourra vous convenir davantage. Bien servir mon pays, et rester le moins possible sans rien faire, est tout ce que je désire. Personne ne vous est plus dévoué que moi, et personne n'a plus d'envie d'être utile à votre gloire. » Et quelques mois plus tard, à peine débarqué, Desaix, du lazaret de Toulon, écrivait encore à Napoléon une lettre où l'on remarque

les passages suivans : « Je vous prierai de me laisser le moins de temps possible sans rien faire : je ne veux pas de repos ; travailler à augmenter la gloire de la République, la vôtre, est tout mon désir.... Quelque grade que vous me donniez, je serai content. Vous savez que je ne tiens pas à avoir les premiers commandemens, que je ne les désire pas ; je serai avec le même plaisir volontaire ou général. Seulement, je vous avouerai que dans ce moment-ci, un peu fatigué, je ne voudrais pas entrer en campagne dans une armée hors d'état d'agir ; mais du reste tout ce que vous voudrez me conviendra. Je désire bien connaître ma destination de suite, afin de pouvoir faire préparer tout ce qu'il me faut et de ne pas perdre un instant pour entrer en campagne. Un jour qui n'est pas bien employé est un jour perdu. »

(*Pièces officielles de l'armée d'Égypte*, t. 2, p. 60 et 89.)

DÉSERT.

Du désert et de ses habitans.

Les déserts sont habités par des tribus d'Arabes errans, vivant sous des tentes. On en compte environ soixante, toutes dépendantes de l'Égypte, et formant une population d'à peu près 120,000 âmes, qui peut fournir 18 à 20,000 cavaliers. Elles dominent les différentes parties des déserts, qu'elles regardent comme leurs propriétés, et y possèdent une grande quantité de bestiaux, chameaux, chevaux et brebis. Ces Arabes se font souvent la guerre entre eux, soit pour la démarcation des limites de leurs tribus, soit pour le pacage de leurs bestiaux, soit pour tout autre objet. Le désert seul ne pourrait les nourrir, car il ne s'y trouve rien. Ils possèdent des oasis qui, semblables à des îles, ont, au milieu du désert, de l'eau douce, de l'herbe et des arbres. Ils les cultivent, et s'y réfugient à certaines époques de l'année. Néanmoins les Arabes sont en général misérables, et ont constamment besoin de l'Égypte. Ils viennent annuellement en cultiver les lisières, y vendent le produit de leurs troupeaux,

louent leurs chameaux pour les transports dans le désert, et emploient le bénéfice qu'ils retirent de ce trafic à acheter les objets qui leur sont nécessaires. Les déserts sont des plaines de sable, sans eau et sans végétation, dont l'aspect monotone n'est varié que par des mamelons, des monticules ou des rideaux de sable. Il est rare cependant d'y faire plus de vingt à vingt-quatre lieues sans trouver une source d'eau; mais elles sont peu abondantes, plus ou moins jaunâtres, et exhalent presque toutes une odeur alcaline. On trouve, dans le désert, une grande quantité d'ossements d'hommes et d'animaux, dont on se sert pour faire du feu. On y voit aussi des gazelles et des troupeaux d'autruches, qui ressemblent de loin à des Arabes à cheval.

Il n'y existe aucune trace de chemins; les Arabes s'accoutument, dès l'enfance, à s'y orienter par les sinuosités des collines ou rideaux de sable, par les accidens du terrain ou par les astres. Les vents déplacent quelquefois les monticules de sable mouvant, ce qui rend très-pénible et souvent dangereuse la marche dans le désert. Parfois le sol est ferme; parfois il enfonce sous les pieds. Il est rare de rencontrer des arbres, excepté autour des puits où se trouvent quelques palmiers. Il y a dans le désert des bas-fonds où les eaux s'écoulent et séjournent plus ou moins longtemps. Auprès de ces mares, naissent des broussailles d'un pied à dix-huit pouces de hauteur, qui servent de nourriture aux chameaux; c'est la partie riche des déserts. Quels que soient les désagrémens de la marche dans ces sables, on est souvent obligé de les traverser pour communiquer du sud au nord de l'É-

gypte ; suivre les sinuosités du cours du Nil , triplerait la distance.

(*Mémoires de NAPOLEON.*)

— Le désert ne produit que quelques broussailles qui aident à la subsistance des chameaux. Aucun homme ne peut vivre du désert... Le désert est sablonneux. Les puits y sont rares , peu abondans et la plupart salés, saumâtres ou sulfureux. Cependant il y a peu de routes où l'on ne trouve toutes les trente heures un puits.

(*Voyage du duc de RAGUSE.*)

— L'empereur disait que le désert avait toujours eu pour lui un attrait particulier ; il ne l'avait jamais traversé sans une certaine émotion. On n'en voyait point les bornes ; il n'avait ni commencement ni fin : c'était l'image de l'immensité, un Océan de pied ferme. Ce spectacle plaisait à son imagination. Et il se complaisait à faire observer que Napoléon veut dire *lion du désert!*...

(*Mémorial.*)

DESPINOIS,

Général de l'armée d'Italie en 1796.

Despinois : mou, sans activité, sans audace, n'a pas l'état de la guerre, n'est pas aimé du soldat, ne se bat pas à sa tête ; a d'ailleurs de la hauteur, de l'esprit et des principes politiques sains : bon à commander dans l'intérieur.

(C. l. *Lettre au Directoire, du 26 therm. an iv*
— 13 août 1796.)

DESPOTISME.

Il n'y a point de despotisme absolu.

Il n'y a point de despotisme absolu, il n'en est que de relatif ; un homme ne saurait impunément en absorber un autre. Si un sultan fait couper des têtes à

son caprice, il perd facilement aussi la sienne, et de la même façon. Il faut que l'excès se déverse toujours de côté ou d'autre; ce que l'Océan envahit dans une partie, il le perd ailleurs. Et puis il est des mœurs, certains usages contre lesquels viennent se briser toute puissance. Moi, en Égypte, conquérant, dominateur, maître absolu, exerçant les lois sur la population par de simples ordres du jour, je n'aurais pas osé faire fouiller les maisons, et il eût été hors de mon pouvoir d'empêcher les habitans de parler librement dans les cafés. Ils étaient plus libres, plus parleurs, plus indépendans qu'à Paris : s'ils se soumettaient à être esclaves ailleurs, ils prétendaient et voulaient être libres là. Les cafés étaient la citadelle de leurs franchises, le bazar de leurs opinions. Ils y déclamaient et jugeaient en toute hardiesse : on n'eût pu venir à bout de leur fermer la bouche. S'il m'est arrivé d'y entrer, on s'y inclinait devant moi, il est vrai; mais c'était affaire d'estime personnelle; j'étais le seul, on ne l'eût pas fait pour mes lieutenans, etc.

(*Mémorial.*)

DESTINÉE.

Napoléon a toujours obéi à sa destinée.

Toute ma vie, j'ai tout sacrifié, tranquillité, intérêt, bonheur, à ma destinée.

(*Lett. à Joséphine, du 27 mars 1807.*)

— Ce que c'est que la destinée!

« Voyez, disait Napoléon en avril 1814, ce que c'est que la destinée! Au combat d'Arcis-sur-Aube, j'ai fait tout ce que j'ai pu pour trouver une mort glorieuse en disputant pied à pied le sol de la patrie. Je me suis exposé sans ménagement. Les balles pleuvaient au-

tour de moi; mes habits en ont été criblés, et aucune n'a pu m'atteindre... Je suis un homme condamné à vivre !... »

(Mémoires de BAUSSET.)

Voyez EVÉNEMENS, FATALISME.

DETTE.

De la dette de l'Angleterre et du système financier de Napoléon.

La dette est le ver rongeur de l'Angleterre : c'est la chaîne de tous ses embarras, car c'est elle qui force à l'énormité des taxes ; celles-ci font hausser le prix des denrées ; de là la misère du peuple, le haut prix du travail et celui des objets manufacturés, qui ne se présentent plus avec le même avantage sur les marchés de l'Europe. L'Angleterre doit donc combattre à tout prix ce monstre dévorant ; il lui faut l'attaquer par tous les bouts à la fois, l'assommer par le *négatif* et le *positif* réunis, c'est-à-dire par la réduction de ses dépenses, et l'accroissement de ses capitaux.

Ne peut-elle pas réduire l'intérêt de sa dette, les hauts salaires, les sinécures, les dépenses de l'armée, renoncer à celle-ci pour s'en tenir à sa marine ; enfin, beaucoup d'autres choses encore que j'ignore, et ne saurais fouiller ? Quant à l'accroissement de ses capitaux, ne peut-elle pas s'enrichir de tous les biens ecclésiastiques, qui sont immenses, qu'elle acquerrait par une salubre réforme, et à l'extinction des titulaires ; ce qui ne blesserait personne. Mais qu'on prononce un mot de la sorte, et toute l'aristocratie sera sous les armes et en campagne, et elle l'emportera ; car en Angleterre, c'est elle qui gouverne, et c'est pour elle qu'on gouverne. Elle recourra à son adage habituel : Si l'on touche le moindre aux fonda-

mens antiques, le tout va s'écrouler; ce que la masse répète benoitement; et toute réforme s'arrête, et tous les abus demeurent, croissent, pullulent.

Il est vrai de dire qu'en dépit d'une composition de détails odieux, surannés, ignobles, la constitution anglaise présente cependant le phénomène d'un heureux et beau résultat; et c'est ce résultat et tous ses bienfaits qui attachent la multitude craintive de les perdre. Mais est-ce donc bien la nature condamnable des détails qui procure le résultat? Non, elle le ternit, au contraire, et il resplendirait bien davantage si la grande et belle machine se désencombraît de ses vices parasites, etc., etc.

« Mais voyez, après tout, disait l'empereur, où peut conduire pourtant le système des emprunts, et combien il est dangereux; aussi n'y ai-je jamais voulu entendre chez nous, où les avis étaient partagés. J'y suis demeuré constamment et opiniâtrément opposé.

» On a dit dans le temps que je ne faisais point d'emprunt, faute de crédit, parce que je n'eusse point trouvé de prêteurs; c'était faux. Ce serait bien peu connaître les hommes et l'agiotage, que d'imaginer qu'en présentant des chances et l'appât du jeu, on n'eût pas toujours trouvé à remplir ces emprunts; seulement c'est que cela n'entraît pas dans mon système, et j'avais cherché à le consacrer comme base fondamentale, en fixant, par une loi spéciale, le montant de la dette publique à ce que l'on avait généralement pensé devoir être utile à la prospérité générale, à quatre-vingts millions de rente pour ma France, dans sa plus grande étendue, et après la réunion de la Hollande, qui seule l'avait accrue de vingt millions:

cette somme était raisonnable et utile ; toute autre plus forte devenait nuisible. Et qu'est-il arrivé de ce système ? Voyez quelles ressources j'ai laissées après moi ! La France , après tant de gigantesques efforts, après de si terribles désastres , ne demeure-t-elle pas la plus prospère ? Ses finances ne sont elles pas les premières de l'Europe ? A quoi et à qui le doit-on ? J'étais si loin de vouloir manger l'avenir que j'avais la résolution de laisser un trésor ; j'en avais même déjà un et j'y puisais pour prêter à des maisons de banque , à des familles embarrassées , à des personnes placées auprès de moi.

» Non-seulement j'eusse maintenu avec soin la caisse d'amortissement ; mais je comptais encore avoir , avec le temps , des caisses d'activité , dont les sommes croissantes eussent été consacrées aux travaux publics et à toute sorte d'améliorations : il y aurait eu la caisse d'activité de l'empire pour les travaux généraux ; la caisse d'activité des départemens pour les travaux locaux , la caisse d'activité des communes pour les travaux municipaux , etc., etc. »

(*Mémorial.*)

D'HAUTPOUL (LE GÉNÉRAL),

Mort à la suite de la bataille d'Eylau.

Le général d'Hautpoul est mort de ses blessures. Il a été généralement regretté. Peu de soldats ont eu une fin plus glorieuse. Sa division de cuirassiers s'est couverte de gloire à toutes les affaires.

(89^e bulletin, du 14 février 1807.)

DICTATURE.

Le gouvernement de Napoléon devait être une dictature.

« Le système du gouvernement , disait Napoléon ,

doit être adapté à l'esprit de la nation et aux circonstances. Lorsque je me mis à la tête des affaires, la France se trouvait dans le même état que Rome, lorsqu'on déclarait qu'un dictateur était nécessaire pour sauver la république. Tous les peuples les plus puissans de l'Europe s'étaient coalisés contre elle : pour résister avec succès, il fallait que le chef de l'état pût disposer de toute la force et de toutes les ressources de la nation. »

(O'MEARA.)

DIDEROT.

Sur le drame du *Père de famille*.

L'empereur venait de lire *le Père de famille*, et trouvait cette pièce pitoyable. « Tout y est faux et ridicule, disait-il. A quoi bon parler à un insensé dans le fort de la fièvre chaude? Ce sont des remèdes qu'il lui faut, de grandes mesures, et non des argumens. Qui ne sait que la seule victoire contre l'amour, c'est la fuite? Mentor, quand il veut guérir Télémaque, le précipite dans la mer. Ulysse, quand il veut se préserver des syrènes, se fait lier, après avoir bouché avec de la cire les oreilles de ses compagnons, etc. »

(*Mémorial.*)

DIEU.

Je ne suis rien; j'étais mahométan en Égypte, je serai catholique ici pour le bien du peuple. Je ne crois pas aux religions.... Mais l'idée d'un Dieu!

(*Mémoires sur le consulat.*)

DIPLOMATIE.

Conseils à un diplomate.

Dans vos conversations évitez soigneusement tout ce qui peut choquer..... Ne frondez aucun usage, ne re-

marquez aucun ridicule. Chaque peuple a ses usages, et il n'est que trop dans l'habitude des Français de rapporter tout aux leurs, et de se donner pour modèles. C'est une mauvaise marche, qui vous empêcherait de réussir en vous rendant insupportable à toute la société.

(*Mémoires du duc de ROVIGO.*)

DIRECTOIRE.

De l'institution du Directoire.

L'opinion publique fut d'abord séduite par les avantages qui paraissaient attachés à la forme de gouvernement prescrite par la constitution de 1795. Un conseil de cinq magistrats, ayant des ministres responsables pour l'exécution de ses ordres, aurait tout le loisir de mûrir les affaires; le même esprit, les mêmes principes se transmettraient d'âge en âge sans interruption; plus de régence, plus de minorité à craindre. Mais ces illusions se dissipèrent bientôt; on éprouva à la fois tous les inconvéniens, résultats inévitables de l'amalgame de cinq intérêts, de cinq passions, de cinq caractères divers : on sentit toute la différence qui existe entre un individu créé par la nature, et un être factice qui n'a ni cœur ni âme, et n'inspire ni confiance, ni amour, ni illusion.

Les cinq directeurs se partagèrent le palais du Luxembourg et s'y établirent avec leurs familles, qu'ils mirent en évidence; cela forma cinq petites cours bourgeoises, placées à côté l'une de l'autre et agitées par les passions des femmes, des enfans et des valets; la suprême magistrature fut avilie; les hommes de 93, les classes élevées de la société furent également choquées. L'esprit de la constitution était violé. Un direc-

teur n'était ni un ministre, ni un préfet, ni un général; il n'était qu'un cinquième d'un tout. Il ne devait paraître en évidence qu'en conseil. Sa femme, ses enfans, ses domestiques, auraient dû ignorer qu'il était membre du gouvernement. Le directeur devait rester simple citoyen, mais le Directoire devait être environné des respects de l'étiquette et de la splendeur qui appartient à la magistrature suprême d'une grande nation. Cette splendeur devait être celle de la puissance, et non celle de la cour. Le directeur sortant de fonctions n'eût trouvé aucun changement dans son intérieur, il n'eût éprouvé aucune privation. C'est dans cet esprit que la constitution lui avait alloué seulement la somme modique de cent mille francs d'appointemens, et que les frais de représentation du Directoire étaient compris au budget pour cinq millions, sous le titre de *frais de maison*. Alors un traitement de cent mille francs était suffisant : mais il aurait dû être assuré pour la vie; ce qui aurait permis d'imposer au directeur sortant de charge, l'obligation de ne plus occuper aucune fonction, et eût assuré son indépendance.

(Mémoires de NAPOLÉON.)

— Du Directoire et de son système.

Le Directoire n'avait pas plus de système d'administration que de politique extérieure : il marchait au jour le jour, entraîné par le caractère individuel des directeurs ou par la nature vicieuse d'un gouvernement de cinq personnes; il ne prévoyait rien et n'apercevait de difficultés que quand il était matériellement arrêté.

(Ibid.)

— Le mécontentement général était l'élément du Directoire. Ce machiavélisme eût été bon pour un gouvernement qui eût voulu n'être que révolutionnaire. Mais le Directoire avait la prétention d'être légal; et il se croyait légitime à tout jamais, parce qu'il avait traité avec plusieurs couronnes.

(*Ibid.*)

— Tyrannie du Directoire.

Le calendrier républicain avait divisé l'année en douze mois égaux de trente jours, et chaque mois en trois décadis : il n'y avait plus de dimanche; le décadé était marqué pour le jour de repos. Le Directoire alla au-delà et défendit, sous des peines correctionnelles, que l'on travaillât le décadé et que l'on se reposât le dimanche; il employa les officiers de paix, les gendarmes, les commissaires de police, à faire exécuter ces absurdes réglemens. Le peuple fut gêné et exposé à des condamnations, à des vexations, pour des fautes étrangères à l'ordre et à l'intérêt général. La clameur publique invoqua inutilement les droits de l'homme, les dispositions des constitutions, les lois qui garantissaient la liberté des consciences et le droit de faire tout ce qui ne nuit ni à l'état ni à autrui. On se formerait difficilement une idée de l'aversion que cette conduite inspira contre l'administration qui tyrannisait ainsi les citoyens dans tous les détails de la vie, au nom de la liberté et des droits de l'homme.

(*Ibid.*)

— La tyrannie directoriale avait encore un vice plus dangereux que celui de s'immiscer dans la marche intérieure des républiques adoptives de la France : c'était

le soin qu'elle prenait de les appauvrir, de les ruiner par le pillage de ses agens. C'était gouverner à la façon des pirates, excepté que le Directoire pour lui-même n'en profitait pas : car ses membres furent tous successivement si haïs, qu'ils furent calomniés, pendant et après leur règne, comme s'étant enrichis par les concussions et les déprédations; ce qui est de toute fausseté. Rewbell, qui était le plus détesté peut-être, fut presque flétri comme millionnaire; et il n'était qu'un homme dur et probe...

Le système général du Directoire fut de dominer, aux dépens de la justice, de la constitution et de la raison; de diviser pour régner, de proscrire, d'enrichir ses créatures et d'inquiéter l'Europe.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— De la conduite du Directoire dans l'affaire du pays de Vaud.

Le pays de Vaud, de tous temps français par ses habitudes, ses mœurs, son caractère, son commerce, ses besoins, son langage, conspirait, à la faveur du voisinage de la révolution, pour s'affranchir de l'oligarchie bernoise...

De leur côté, les meneurs de Paris continuaient le prosélytisme des révolutions avec ardeur; et ils couraient au-devant des conversions. Celle du pays de Vaud fut prise de loin. On déterra à Lausanne un vieux traité avec Charles IX, qui rendait à perpétuité le trône de France garant de la liberté du peuple vaudois. Le Directoire, par respect pour Charles IX, notifia aux cantons son intervention en faveur de cet antique allié et ami du peuple français son protecteur...

Il y avait de tout dans cette affaire : intérêt général de la liberté, immoralité politique, intérêt privé. Il

n'y avait point d'ambition; jamais gouvernement ne fut moins ambitieux, et le personnel du Directoire était rassurant à cet égard. C'étaient les trois vainqueurs de fructidor, le stoïcien Rewbell, l'illuminé Laréveillère-Lépeaux, le noble Barras, le poète François de Neufchâteau, et l'avocat Merlin. Celui-ci menait une vie de cabinet; les autres ne cherchaient qu'à vivre de leurs revenus dans le Capitole du Luxembourg.

(Ibid.)

— La révolution d'Helvétie excita contre le Directoire toutes les opinions de l'Europe, en ce qu'elle renversa un vieux gouvernement républicain, respecté même des monarchies; mais bien plus encore parce que, pour soumettre ce pays, il fallut faire la guerre aux chaumières. Le Directoire trouva ainsi le moyen de blesser les intérêts populaires, dans une cause entreprise pour briser les fers d'une des plus belles parties de la Suisse. Il aurait eu pour lui la Suisse et l'Europe, s'il avait su respecter son propre drapeau en respectant la démocratie des petits cantons. Un manifeste énergique exprima leur indignation : ils étaient libres comme l'air de leurs montagnes; la démagogie de leur administration était plus convenable à leurs mœurs pastorales que le civisme métaphysique, que les baïonnettes françaises voulaient leur imposer. Le Directoire fut sourd aux voix populaires et sauvages de ces vrais descendants de Guillaume Tell; il ordonna la guerre contre *des insensés* qui osaient vouloir continuer d'être plus libres que *des Jacobins*.

(Ibid.)

— De la conduite du Directoire à l'égard des généraux.

Le Directoire était maîtrisé par sa propre faiblesse;

il avait besoin pour exister de l'état de guerre, comme un autre gouvernement a besoin de l'état de paix..... Les révolutions de Rome et de l'Helvétie, par la force des armes, au milieu de la négociation presque européenne de Rastadt, proclamèrent hautement le penchant du Directoire pour la guerre.

Il craignait le retour des armées; il profitait, il était jaloux de la gloire des généraux; il cherchait à les désunir entre eux; il ne les laissait point vieillir dans les commandemens; il les destituait sous le moindre prétexte, et surtout après de grands succès. Ainsi il avait rappelé Championnet, après la conquête de Naples. Joubert, excellent général, avait trouvé sa destitution à Turin, où il venait de rendre aux républicains le service de détrôner un roi, et c'est à cette circonstance, plus peut-être qu'à ses talens, que ce général dut qu'un parti, pendant l'expédition d'Égypte, jeta les yeux sur lui, pour qu'il parvint à se faire un grand nom en Italie, et qu'il pût, à son retour, dicter la loi au Luxembourg.

L'expédition d'Égypte fut bien plus le résultat de la crainte que le Directoire avait de Napoléon, que celui d'une politique grande, glorieuse et digne de la nation. Tout ce qui venait d'honorer la république était dû au général de l'armée d'Italie. Le Directoire n'avait point d'amis; et Napoléon eut tout de suite des courtisans; il avait aussi des enthousiastes. Les citoyens et les soldats le regardaient déjà, les uns comme un libérateur futur, les autres comme leur chef naturel. Les Jacobins s'y trompèrent, ils le prirent pour un Mahomet de la liberté. Enfin tout le monde avait les yeux sur lui; en France et en Europe.

Aussi le Directoire ne le perdit pas de vue, et à force de le regarder, il le faisait regarder à tous. Napoléon s'amusait de ces inquiétudes, en portant son habit de savant et vivant avec ses collègues de l'Institut.

(*Mémoires de Napoléon.*)

Voyez BARRAS, CARNOT, LARÉVEILLÈRE-LÉPEAUX, REWBELL, SIEYES, MAJUS, etc., etc.

DISCIPLINE.

Sur la rigueur de la discipline militaire.

Les règles rigoureuses de la discipline militaire sont nécessaires pour garantir l'armée des défaites, du carnage, et surtout du déshonneur. Il faut qu'elle regarde le déshonneur comme plus affreux que la mort. Une nation retrouve des hommes plus aisément qu'elle ne retrouve son honneur.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

DIVORCE.

Nécessité et moralité du divorce.

Si l'intérêt des mœurs et de la société exige que les mariages aient de la stabilité, il exige peut-être aussi qu'on sépare des époux qui ne peuvent vivre ensemble, et dont l'union, si elle était prolongée, engloutirait souvent le patrimoine commun, dissoudrait la famille, et produirait l'abandon des enfans. C'est offenser la sainteté du mariage que de laisser subsister de pareils nœuds.

(*Procès-verbaux du conseil d'état.*)

— Le mariage n'est pas toujours, comme on le suppose, la conclusion de l'amour. Une jeune personne consent à se marier, pour se conformer à la mode, pour arriver à l'indépendance et à un établissement; elle accepte un mari d'un âge disproportionné, dont l'i-

magination, les goûts et les habitudes ne s'accordent pas avec les siens. La loi doit donc lui ménager une ressource pour le moment où, l'illusion cessant, elle reconnaît qu'elle se trouve dans des liens mal assortis, et que sa volonté a été séduite.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

— La question est de savoir s'il y aura ou s'il n'y aura pas de divorce. Que l'on consulte donc les mœurs de la nation ! Tout ce que l'on a dit est en opposition avec elles. On cède à des préjugés religieux, et non aux lumières de la raison..... Les femmes ont besoin d'être contenues dans ce temps-ci et cela les contiendra. Elles vont où elles veulent, elles font ce qu'elles veulent. C'est comme cela dans toute la république. Elles ont trop d'autorité. Il y a plus de femmes qui outragent leurs maris que de maris qui outragent leurs femmes. Il faut un frein aux femmes qui sont adultères pour des clinquans, des vers, Apollon, les muses, etc.

(Mémoires sur le consulat.)

— On oppose les bonnes mœurs ; il n'y a rien qui les blesse davantage qu'une loi qui rend le divorce impossible. Les avocats de l'indissolubilité marchent toujours à leur but sans considérer les besoins de la société. Mais l'indissolubilité n'est que dans l'intention au moment du contrat ; elle n'existe pas malgré les événemens imprévus, tels que la disparité de caractère, de tempérament, et les autres causes de désunion.

(Ibid.)

— Inconvéniens du divorce.

Le divorce devait être dans notre législation, la liberté des cultes le réclamait ; mais ce serait un grand

malheur qu'il passât dans nos habitudes. Qu'est-ce qu'une famille dissoute? Que sont les époux qui, après avoir vécu dans les liens les plus étroits que la nature et la loi puissent former entre des êtres raisonnables, deviennent tout-à-coup étrangers l'un à l'autre, sans néanmoins pouvoir s'oublier? Que sont des enfans qui n'ont plus de père; qui ne peuvent confondre dans les mêmes embrassemens les auteurs désunis de leurs jours; qui, obligés de les chérir et de les respecter également, sont, pour ainsi dire, forcés de prendre parti entre eux; qui n'osent rappeler en leur présence le déplorable mariage dont ils sont les fruits. Ah! gardons-nous d'encourager le divorce! De toutes les modes, ce serait la plus funeste. N'imprimons pas le sceau de la honte à l'époux qui en use, mais plaignons-le comme un homme auquel il est arrivé un grand malheur. Que les mœurs repoussent la triste ressource que la loi n'a pu refuser aux époux malheureux.

(Locat., *Esprit du Code civil.*)

— De l'action en divorce.

Il est peut-être utile que l'action en divorce rencontre quelques difficultés morales, afin qu'on n'y recoure que dans le cas d'une véritable nécessité.

(*Procès-verbaux du conseil d'état.*)

— La procédure publique serait peut-être utile lorsque le divorce serait demandé pour une cause grave; parce que la crainte du déshonneur pourrait retenir les époux dans le devoir.

(*Ibid.*)

— Il ne serait pas convenant de restreindre tellement le divorce par les difficultés qu'on y apporterait,

que les époux fussent tous réduits à n'user que de la séparation.

(*Procès-verbaux du conseil d'état.*)

— Du divorce comparé à la séparation de corps.

La séparation est au divorce ce que la suspension est à la cassation. Dans la séparation les époux peuvent rétablir leur union; la femme conserve le nom de son mari; un autre mariage est impossible. C'est tout le contraire dans le divorce. Il ne doit donc pas être prononcé, comme la séparation, pour des causes qui, de leur nature, ne sont que momentanées, à moins qu'on ne vienne à s'apercevoir que ces causes sont plus grandes au fond que les apparences ne l'annonçaient; c'est ce que prouverait le consentement mutuel.

(*Ibid.*)

— Du divorce pour cause de sévices.

On peut donner le nom de sévices à des actes produits par de simples mouvemens d'humeur....

Admettre les sévices comme cause de divorce, sans les faire servir à couvrir l'adultère à l'aide du consentement mutuel, c'est adopter cette cause sans en tirer aucun avantage politique. Cette opinion relâche le lien du mariage, bien plus que l'opinion qui, ne reconnaissant pour cause de divorce que l'adultère, n'emploie la cause des sévices que comme un voile.....

Quand sur cent divorces il n'y en aurait que vingt dans lesquels le prétexte des sévices, appuyé du consentement mutuel, masquerait l'adultère, ce système aurait cependant des résultats très-heureux, puisqu'il viendrait au secours de vingt maris honnêtes, et les

tirerait de la pénible alternative, ou de rester spectateurs muets des désordres de leurs femmes, ou d'intenter une action scandaleuse.

(*Ibid.*)

— Dans mon opinion, les sévices ne sont des causes de divorce que quand ils dégénèrent en attentats, à moins qu'ils ne soient couverts et avoués par le consentement mutuel.

(*Ibid.*)

— Je voudrais que le consentement mutuel fût l'aveu et la preuve des sévices qui seraient le seul motif apparent du divorce, et qui cacheraient des causes plus graves; que quand il y aurait aveu et consentement mutuel, le tribunal fût tenu de prononcer le divorce sans examen... Si ensuite quelques personnes soupçonnent et devinent la cause plus réelle, ce ne sera qu'un de ces bruits qui passent, et qui ne sont point comparables à la diffamation résultant des preuves judiciaires.

(*Ibid.*)

— Du divorce pour cause d'incompatibilité d'humeur.

Je voudrais que deux individus qui ne peuvent vivre ensemble fussent séparés sans déshonneur, pourvu que quelques faits vinssent à l'appui de l'allégation de l'incompatibilité d'humeur et de caractère....

L'incompatibilité d'humeur entre deux individus qui ne sont pas organisés de même ne porte aucune atteinte à leur moralité....

(*Ibid.*)

— On a dit que le divorce pour incompatibilité est contraire à l'intérêt des femmes, des enfans, et à l'esprit de famille. Mais rien n'est plus contraire à l'intérêt des époux, lorsque leurs humeurs sont incompatibles.

tibles, que de les réduire à l'alternative ou de vivre ensemble, ou de se séparer avec éclat. Rien n'est plus contraire à l'esprit de famille qu'une famille divisée.

(*Procès-verbaux du conseil d'état.*)

— Qu'après dix ans de mariage, le divorce ne soit plus admis que pour des causes très-graves, on le conçoit; mais puisque les mariages contractés dans la première jeunesse sont si rarement l'ouvrage des époux; puisque ce sont les familles qui les forment d'après certaines idées de convenances, il faut que les premières années soient un temps d'épreuve, et que, si les époux reconnaissent qu'ils ne sont pas faits l'un pour l'autre, ils puissent rompre une union sur laquelle il ne leur a pas été permis de réfléchir. Cependant cette facilité ne doit favoriser ni la légèreté, ni la passion. Qu'on s'entoure donc de toutes les précautions, de toutes les formes propres à en prévenir l'abus; qu'on décide, par exemple, que les époux seront entendus dans un conseil secret de famille, formé sous la présidence du magistrat; qu'on ajoute encore, si l'on veut, qu'une femme ne pourra user qu'une seule fois du divorce; qu'on ne lui permette de se remarier qu'après cinq ans afin que le projet d'un autre mariage ne la porte pas à dissoudre le premier; qu'après dix ans de mariage, la dissolution soit rendue très-difficile. On a donc des moyens de restreindre les effets de la cause trop vague de l'incompatibilité d'humeur.

(*Ibid.*)

Même sujet.

Les rédacteurs du Code, Portalis à leur tête, ne voulaient pas le divorce; ils ne l'admettaient donc que pour cause déterminée et l'envi-

ronnaient de toutes les entraves possibles. A la tête du parti contraire était le premier consul. Il attaqua Portalis dans un dialogue qui s'établit entre eux.

Le premier Consul : « Votre système est fondé sur ce qu'il y a des catholiques et des protestans ; mais vous rendez l'obtention du divorce si difficile, qu'elle est inconciliable avec les bonnes mœurs. Si vous en étiez le maître, vous n'admettriez pas le divorce ; car ce n'est pas en vouloir que de le rendre déshonorant pour ceux qui le demanderaient, excepté pour les hommes à masque de bronze. Est-ce là votre système ? »

Portalis : « Si nous avions affaire à un peuple neuf, je ne l'établirais pas.

Le premier Consul : « Vous avez fixé l'âge du mariage pour les filles à quinze ans. A cet âge, elles ne peuvent ni aliéner leurs biens ni contracter : tout ce qu'elles feraient serait nul. Ainsi le veulent la politique et la nature des choses. Vous faites cependant une exception pour le mariage.

Un individu qui se sera marié mineur, dans un temps où il n'avait pas une grande prévoyance, s'apercevra par la suite qu'il s'est trompé, qu'il n'a pas trouvé dans l'être qu'il a choisi les qualités qu'il espérait, et il ne pourra dissoudre son mariage sans flétrir cet être et sans se déshonorer lui-même ! Si vous aviez fixé l'âge du mariage à vingt-un ans, ce serait différent.

Vous dites que le divorce pour incompatibilité est funeste aux époux, aux enfans et aux familles. Pour moi, je ne trouve rien de plus funeste qu'un mauvais mariage ou un divorce déshonorant. Il y avait autre-

fois autant de séparations qu'il y a de divorces. Je ne parle pas des premiers momens où il a été permis. Dans le cas de la séparation, les enfans et les familles ne sont-ils pas aussi lésés? Il y a de plus l'inconvénient que la femme continue à mener une mauvaise vie sous le nom de son mari, ce qui est très-fâcheux pour lui. Tous les jours il entend dire : Madame une telle a fait telle chose, etc., ce qui est toujours un nouvel outrage. Je veux bien la séparation de corps pour ne pas gêner les consciences; mais il ne faut pas trop la protéger pour forcer tout le monde à se contenter de ce remède.

Venons à l'article qui énumère les diverses causes du divorce. Quel est celui qui, comme cet ancien, voudrait que sa maison fût de verre, pour qu'on vit tout son intérieur et ses moindres mouvemens de nerfs? L'incompatibilité d'humeur n'a pas les mêmes inconvéniens. Si une femme a été infidèle en l'absence de son mari, il peut la renvoyer sans la déshonorer. Il peut avoir la conviction qu'elle est adultère, sans être en état d'en faire la preuve comme vous l'exigez. Enfin je crois que la séparation a les mêmes effets que le divorce sans en avoir les avantages, et que la rédaction proposée est faite pour forcer tout le monde à prendre la voie de la séparation. »

Portalis : « Les lois font tout ce qui est possible pour protéger le mineur. Il ne peut se marier sans le consentement de ses parens. »

Le premier Consul : « Souvenez-vous de ce que vous avez dit sur les nullités. L'erreur de qualité, que vous appelez erreur de personne, produit la nullité du mariage. Dans ce cas vous ne le respectez pas.

Quand on se marie, on est environné de tant de séductions ! Il ne faudrait donc pas permettre de mariages d'âges disproportionnés. Deux individus, dont l'un n'a que quinze ans et dont l'autre en a quarante, ne peuvent pas voir de la même manière. Le plus souvent on consulte plus dans le mariage les convenances des familles que celles des époux. Si l'union est malheureuse, la loi civile, qui est étrangère aux idées sacramentelles exaltées, ne doit-elle pas pourvoir au bonheur des individus ? »

Portalis : « L'homme est le ministre de la nature : la société vient s'enter sur elle. On lit dans les livres le *pacte social* ; je n'entends pas cela : l'homme est sociable, et le mariage est dans la nature. »

Le premier Consul : « Je nie cela ! Le mariage ne dérive point de la nature, mais de la société et des mœurs. La famille orientale est entièrement différente de la famille occidentale. La première est composée de plusieurs épouses et de concubines ; cela paraît immoral, mais cela marche ; les lois y ont pourvu. Je n'adopte point l'opinion que la famille vient du droit civil, et le droit civil du droit naturel. Les Romains avaient d'autres idées de la famille : son organisation vient des mœurs. Le citoyen Portalis n'a point répondu à l'objection résultant de l'âge fixé pour le mariage. La plupart des unions sont faites par convention ; il n'y a que le temps qui puisse les sanctifier. Proscrivez le divorce après un certain temps, quand on s'est connu, quand il y a eu échange d'amour et de sang, comme après dix ans de mariage ; à la bonne heure : j'en conçois la raison. On ne doit pas chasser une femme dont on a eu des enfans, à moins que ce

ne soit pour cause d'adultère; alors, c'est une affaire criminelle. Mais avant les dix ans, il faut que l'incompatibilité suffise, que l'affaire se traite devant un conseil de famille présidé par un magistrat, et que l'on ne puisse pas divorcer deux fois, car cela serait absurde et avilirait le mariage. Il faut que les individus divorcés ne puissent se marier qu'après un délai de cinq ans, afin que ce ne soit pas la perspective d'un autre mariage qui les porte au divorce. Alors vous aurez fait tout ce qu'exige la morale, mais vous n'aurez pas sciemment fermé les yeux sur les inconvéniens de votre système. Chaque individu a une grande liberté dans sa famille, même sous le despotisme oriental. Il faut aussi considérer le bonheur des individus. Que direz-vous à une femme qui, se fondant sur le code romain, demandera le divorce pour impuissance de son mari? Vous n'en parlez pas. Cela arrivera cependant; en vain crierez-vous alors au scandale. Plusieurs membres du conseil allèguent les bonnes mœurs pour rejeter le divorce pour cause d'incompatibilité : cela n'est pas exact. Un mari sait que sa femme est adultère : s'il a des mœurs, elle lui sera insupportable, il ne pourra pas vivre avec elle. Il ne veut pas, par pitié pour elle, demander le divorce pour cause d'adultère; il ne le veut pas pour lui, à cause du ridicule qui, dans nos mœurs, rejaillit sur le mari; il ne le veut pas pour les enfans qui seraient déshonorés par la mauvaise conduite de leur mère. »

(*Le Consulat et l'Empire.*)

— Du divorce par consentement mutuel et de l'intervention de la famille.

L'article 2 du projet spécifie les causes pour lesquelles il admet le divorce : mais quel malheur ne

serait-ce pas que de se voir forcé à les exposer, et à révéler jusqu'aux détails les plus minutieux et les plus secrets de l'intérieur de son ménage !.....

D'ailleurs les causes déterminées, quand elles seront réelles, opèreront-elles toujours le divorce ? La cause d'adultère, par exemple, ne peut obtenir de succès que par des preuves toujours très-difficiles, souvent impossibles. Cependant le mari qui n'aurait pu les faire serait obligé de vivre avec une femme qu'il abhorre, qu'il méprise, et qui introduit dans sa famille des enfans étrangers. Sa ressource serait de recourir à la séparation de corps ; mais elle n'empêcherait pas que son nom ne continuât à être déshonoré.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

— Vouloir n'admettre le divorce que pour cause d'adultère publiquement prouvé, c'est le proscrire absolument : car, d'un côté, peu d'adultères peuvent être prouvés ; de l'autre, il est peu d'hommes assez éhontés pour proclamer la turpitude de leur épouse. Il serait d'ailleurs scandaleux, et contre l'honneur de la nation, de révéler ce qui se passe dans un certain nombre de ménages : on en conclurait, quoique à tort, que ce sont là les mœurs des Français.

(Ibid.)

— En n'admettant pour le divorce que la cause d'adultère et en obligeant de l'articuler, on rendrait le divorce impossible à la plus grande partie des maris ; car il est peu d'hommes honnêtes qui ne craignent l'éclat d'une semblable procédure. Il s'agissait donc de trouver un mode et des formes qui conciliasent l'usage du divorce avec le juste désir d'éviter le scandale : c'est dans ces vues qu'on a proposé le consen-

ment mutuel. On a pensé qu'il serait pour les époux et pour les familles un moyen de dissimuler la cause d'adultère, si, le divorce étant demandé pour une autre cause, pour cause de sévices, par exemple, le consentement mutuel pouvait survenir après la procédure commencée, dispenser de la preuve le demandeur, et devenir, non la cause du divorce, mais une circonstance qui dût le faire prononcer.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

— De toutes les causes pour lesquelles la législation a admis le divorce, l'adultère est la seule qui rompe l'engagement du mariage ; elle doit donc être la seule cause déterminée du divorce, la seule pour laquelle il puisse être prononcé d'après un examen et une procédure judiciaires. On laisserait cependant à l'époux outragé la faculté de couvrir le déshonneur de sa femme, en recourant au divorce par consentement mutuel, entouré des formes et des précautions qui ont été proposées. Ce dernier mode, qui n'entraîne pas d'examen judiciaire, serait le seul admis, lorsque le divorce serait demandé pour d'autres causes que pour adultère ; il n'aurait pas les inconvénients du divorce pour incompatibilité d'humeur, lequel en effet blesse l'essence du mariage.

(Ibid.)

— Il ne faut pas que les époux, au moment où ils s'unissent, prévoient qu'il existe pour eux un moyen de rompre leurs liens. Le mariage ne doit être dissous que par l'effet d'un délit. La procédure commence pour ce délit, et ensuite le consentement mutuel intervient comme conciliation entre les parties.... Afin

qu'on ne s'en serve pas pour opérer un divorce amené par l'inconstance ou par l'intérêt, et non par des faits inattendus, il est nécessaire qu'il y ait d'abord un éclat quelconque, que le consentement mutuel assoupit par voie de conciliation.

(Ibid.)

— Un honnête homme ne se détermine au divorce que pour cause d'adultère, et pourvu que le divorce puisse s'effectuer sans éclat. Ces idées sont dans les mœurs françaises; la loi doit donc s'y plier.

(Ibid.)

— Le consentement mutuel n'est pas la cause du divorce, mais un signe que le divorce est devenu nécessaire. Ainsi le tribunal prononcera le divorce, non parce qu'il y aura consentement mutuel, mais quand il y aura consentement mutuel : il s'arrêtera à ce signe, et n'ira pas jusqu'aux causes réelles qui peuvent avoir amené la rupture entre les époux. Ce mode a l'avantage de dérober au public des motifs qu'on ne pourrait énoncer sans alarmer la pudeur.

(Ibid.)

— Le mariage ayant été formé sous l'autorisation des familles, on pourrait exiger cette même autorisation pour le dissoudre par le consentement mutuel, afin qu'il ne fût rompu que de la même manière qu'il a été contracté. Cette condition du consentement de la famille serait une garantie que le mariage ne serait dissous que pour des causes graves et réelles; et cependant il existerait un moyen de couvrir les causes de divorce que l'intérêt des mœurs ne permet pas de divulguer....

. Ce n'est pas un tribunal de famille que je veux,

c'est le consentement de la famille, ou plutôt des deux familles. Le tribunal public serait le seul qui prononcerait le divorce, mais sans procédure et sans examen, quand les époux lui auraient justifié de ce double consentement. Il faudrait que les pères, les mères, en un mot tous les parens, appelés des deux côtés, eussent été unanimes. Leur aveu serait une garantie suffisante qu'il y a des causes réelles de divorce; car ils ont intérêt à maintenir un mariage qu'ils ont formé, et ils ne partagent pas l'égarement et les passions qui peuvent faire agir les époux....

Les époux doivent être considérés comme mineurs, parce que les passions ne leur permettent pas d'user de leur maturité d'esprit

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

— Il est important de réduire dans le fait l'intervention des tribunaux au seul effet de prononcer sans examen le divorce, et d'empêcher cependant que le consentement mutuel, sans motifs, ne donne au mariage une telle instabilité qu'il ne subsiste plus que tant qu'il plaît aux époux d'y rester. Cependant les motifs ne doivent pas être déduits devant les juges. Pour obtenir ce résultat, on pourrait déclarer que le divorce sera admis pour sévices, pour injure grave, et que ces causes seront réputées constatées lorsque les parens autoriseront le divorce. Par là on éviterait la nécessité de prouver publiquement devant les tribunaux, et l'on se ménagerait un moyen de dissimuler les causes scandaleuses de divorce, comme serait celle de l'impuissance.

(Ibid.)

— L'objection faite contre l'intervention de la famille

est fondée sur la fausse idée que la famille s'érigerait en tribunal. La famille ne serait pas appelée pour prononcer sur le divorce, mais pour l'autoriser par son consentement, ou pour l'empêcher par son refus.

(*Ibid.*)

— Le divorce par consentement mutuel doit être considéré comme une conciliation entre les familles.

On a objecté que s'il est mis au rang des causes de divorce, il convient de le dire franchement; que s'il n'en est pas une, il ne peut avoir l'effet de changer la procédure.

On se trompe sur les faits. Avant la procédure, le consentement mutuel n'est rien; pendant la procédure, il est un acte nouveau. Cette procédure même, et l'accusation sur laquelle elle est fondée, devient un sévice et un mauvais traitement capable de déterminer le consentement mutuel. Les inculpations qui sortent de la défense, la révélation de certains détails intérieurs et cachés, peuvent jeter entre les deux époux des semences d'aigreur, dont l'effet soit de les dégoûter sans retour l'un de l'autre; car l'identité que forme le mariage entre ceux qu'il unit cesse d'être parfaite, dès que le ressentiment ou de fâcheux souvenirs indisposent les époux. Alors se présente une cause qui n'est pas celle de la première procédure, mais que la première procédure a produite, une cause toute nouvelle; et cette cause devient le principe du consentement mutuel.

(*Ibid.*)

— Quand il y a réunion de volontés pour le divorce, cela prouve que le mal est grand. Quel homme sera assez éloigné des mœurs de son pays pour attaquer sa

femme en justice?... On cite l'exemple de l'Angleterre; mais c'est la risée de l'Europe que ces discussions. Elles démoraliseraient nos provinces. Il y a à Paris plus de six cents mariages dont on n'a pas d'idée dans les départemens. Il ne faut pas rendre publiques des manières de vivre dangereuses et qui y sont tout à fait inconnues.

(Mémoires sur le Consulat.)

— Les lois sont faites pour les mœurs. Il y aurait de l'inconvénient à obliger un époux de poursuivre devant les tribunaux le divorce pour adultère. Cette cause doit être couverte par un consentement mutuel qui n'est pas une raison de divorce, mais un indice de sa nullité. Le conseil de famille examine les faits et décide. En procédant ainsi vous êtes bien éloignés du système de ceux qui admettent la simple incompatibilité.... On craint d'ouvrir la porte au divorce pour des motifs trop légers. Si le mari et son père étaient, par exemple, d'accord, le père de la femme refuserait son consentement; il dirait : « Je m'oppose, ma fille est sage; si je consentais on la croirait coupable. Vous la menacez d'une action en justice; eh bien, allez, elle ne craint rien, nous soutiendrons le procès. » Si au contraire la femme était coupable d'adultère, ses parens consentiraient au divorce.

(Ibid.)

— De la demande en divorce par consentement mutuel.

Le divorce par consentement mutuel ne doit être limité ni par la durée du mariage ni par l'âge des époux. Il serait juste de ne donner ces bornes qu'au divorce provoqué par un seul d'entre eux.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

— Du divorce pour cause d'absence.

On pourrait autoriser les tribunaux à prononcer le divorce après dix ans d'absence, lorsque, d'après une enquête, ils présument la mort de l'absent.

(*Ibid.*)

— Sur le divorce de Napoléon.

Le divorce de l'impératrice Joséphine est unique en son genre dans l'histoire, Il n'altéra en rien l'union des deux familles. Ce fut un sacrifice pénible, également partagé par les deux époux, mais fait aux intérêts de la politique... Les deux époux déclarèrent dans une assemblée de famille leur assentiment au divorce. Cette cérémonie se fit dans les grands appartemens des Tuileries; elle fut extrêmement intéressante : les larmes coulaient des yeux de tous les spectateurs.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Motifs politiques du divorce de Napoléon.

Le 15 décembre 1809, l'empereur et l'impératrice étant au milieu d'une assemblée de famille, l'empereur dit :

« La politique de ma monarchie, l'intérêt, le besoin de mes peuples, qui ont constamment guidé toutes mes actions, veulent qu'après moi je laisse à des enfans héritiers de mon amour pour mes peuples, ce trône où la Providence m'a placé. Cependant, depuis plusieurs années, j'ai perdu l'espérance d'avoir des enfans de mon mariage avec ma bien aimée épouse, l'impératrice Joséphine : c'est ce qui me porte à sacrifier les plus douces affections de mon cœur, à n'écouter que le bien de l'État, et à vouloir la dissolution de notre mariage.... Parvenu à l'âge de quarante ans, je puis concevoir l'espérance de vivre assez pour élever, dans mon esprit et dans ma pensée, les enfans

qu'il plaira à la Providence de me donner. Dieu sait combien une pareille résolution a coûté à mon cœur; mais il n'est aucun sacrifice qui soit au-dessus de mon courage, lorsqu'il m'est démontré qu'il est utile au bien de la France. »

(*Moniteur du 16 décembre 1809.*)

M. Locré, dans l'introduction de son bel ouvrage sur la *Législation civile et commerciale de la France*, émet l'opinion que Napoléon *hâs-sait* le divorce, et que ce fut dans des vues toutes personnelles qu'il travailla si persévéramment à le faire passer dans le Code. Quelque digne de confiance et de respect que soit à nos yeux l'autorité de M. Locré, nous ne saurions, dans l'espèce, nous rendre à son avis. S'il en était comme M. Locré le suppose, Napoléon, il faut l'avouer, aurait pris ses précautions bien long-temps à l'avance, ou aurait fort tardé à réaliser un désir qui, cependant, aurait été, selon M. Locré, assez puissant pour lui faire désert ses principes; car la discussion relative au divorce se rapporte au commencement de l'année 1803, et le divorce de Napoléon est du 15 décembre 1809, ce qui met entre les deux à peu près sept ans d'intervalle! Au reste, M. Locré semble se réfuter lui-même lorsqu'il dit dans le même ouvrage, que c'a été également en vue de ses desseins particuliers sur Eugène Beauharnais que Napoléon a tant disputé au conseil d'état, afin d'obtenir que l'adoption fût prononcée, pour plus de solennité, par le corps législatif : car comment Napoléon aurait-il pu penser à divorcer avec la mère au moment où il était si fort préoccupé des moyens de solenniser l'adoption du fils ?.... Les motifs d'intérêt privé n'ont pas autant d'influence que quelques personnes le croient sur la conduite et les opinions des grands hommes.

DJEZZAR-PACHA.

Djezzar avait le pachalie d'Acce lors de la campagne d'Égypte.

Djezzar-Pacha est un vieillard de soixante-dix ans, homme féroce, qui a une haine démesurée contre les Français.

(C. 1. *Lettre au Directoire, du 22 pluviôse an vii*
— 10 février 1799.)

DOMICILE.

Quel doit être le domicile légal et comment on doit le changer.

A proprement parler, il n'y a pas de domicile poli-

tique; il n'y a que la détermination d'un lieu où chacun exerce ses droits de cité pendant un an.....

Je voudrais que l'habitation réelle, jointe à l'intention, ne pût changer le domicile que lorsque l'intention aurait été manifestée trois mois d'avance. La possibilité de former brusquement un domicile nouveau pourrait devenir un moyen de se soustraire à ses créanciers.....

Le domicile est formé de plein droit par la naissance. C'est dans le lieu où un homme naît qu'est d'abord son établissement principal : il faut donc expliquer (dans la loi), non comment le domicile se forme, mais comment il peut changer....

On ne pourrait admettre les changemens brusques et fréquens, sans blesser l'intérêt des tiers..

La facilité de changer subitement son domicile donnerait lieu à beaucoup de fraudes : on en abuse-rait même pour se soustraire aux contributions...

La loi ne peut attacher d'effet à cette volonté versatile, qui changerait de domicile, pour ainsi dire, à chaque poste : le domicile est là où se trouve le principal établissement; et pour se résoudre à le changer, pour effectuer ce changement, il ne faut pas moins de trois mois.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

DONATIONS.

La portion héréditaire étant une espèce de droit sur l'héritage paternel, acquis au fils par le fait même de sa naissance, permettre au père de réduire cette portion à un simple usufruit, c'est l'autoriser à user d'une rigueur extrême. C'est paralyser pour toujours

l'industrie de celui qui, par une meilleure conduite, aurait réparé les écarts de son premier âge.

(*Procès-verbaux du conseil d'état.*)

— Plus on se rapprochera des lois romaines dans la fixation de la légitime, et moins on affaiblira le droit que la nature semble avoir confié aux chefs de chaque famille. Le législateur, en disposant sur cette matière, doit avoir essentiellement en vue les fortunes modiques. La trop grande subdivision de celles-ci met nécessairement un terme à leur existence, surtout quand elle entraîne l'aliénation de la maison paternelle qui en est pour ainsi dire le point central.

(*Ibid.*)

— Il serait peut-être convenable de graduer la légitime sur la quotité de la succession, plutôt que sur le nombre des enfans.

On pourrait, par exemple, accorder au père la disposition de la moitié de ses biens, lorsqu'ils s'élèveraient à 100,000 fr.; au-delà il ne pourrait disposer que d'une part d'enfans.

Ce système semble laisser la latitude au père, en même temps qu'il tend à conserver les petites fortunes, et à empêcher qu'il ne s'en forme de trop considérables.

(*Ibid.*)

— Motifs des donations impériales.

C'est à moi de songer à assurer l'état et la fortune des familles qui se dévouent entièrement à mon service, et qui sacrifient constamment leurs intérêts aux miens. Les honneurs permanens, la fortune légitime, honorable et glorieuse que je veux donner à ceux qui me rendent des services éminens dans la carrière

militaire, contrasteront avec la fortune illégitime, cachée, honteuse, de ceux qui, dans l'exercice de leurs fonctions, ne chercheront que leur intérêt, au lieu d'avoir en vue celui de mes peuples et le bien de mon service. Sans doute, la conscience d'avoir fait son devoir, et les biens attachés à mon estime, suffisent pour retenir un bon Français dans la ligne de l'honneur; mais l'ordre de la société est ainsi constitué, qu'à des distinctions apparentes, à une grande fortune, sont attachés une considération et un éclat dont je veux que soient environnés ceux de mes sujets, grands par leurs talens, par leurs services et par leur caractère, ce premier don de l'homme.

(Message au sénat, du 28 mai 1808.)

DRAPEAU.

Des sentimens du soldat français pour son drapeau.

Le soldat français a pour ses drapeaux un sentiment qui tient de la tendresse. Ils sont l'objet de son culte, comme un présent reçu des mains d'une maîtresse.

(25^e bulletin, du 25 brum. an XIV — 16 nov. 1806.)

DROITS CIVILS.

De la jouissance des droits civils.

Il ne peut y avoir que de l'avantage à étendre les lois civiles françaises; ainsi, au lieu d'établir que l'individu né en France d'un père étranger n'obtiendra les droits civils que lorsqu'il aura déclaré vouloir en jouir, on pourrait décider qu'il n'en est privé que lorsqu'il y renonce formellement.

Si les individus nés en France d'un père étranger n'étaient pas considérés comme étant de plein droit Français, alors on ne pourrait soumettre à la cons-

cription et aux autres charges publiques les fils de ces étrangers qui se sont mariés en France par suite des événemens de la guerre.

Je pense qu'on ne doit envisager la question que sous le rapport de l'intérêt de la France. Si les individus nés en France n'ont pas de bien, ils ont du moins l'esprit français, les habitudes françaises; ils ont l'attachement que chacun a naturellement pour le pays qui l'a vu naître; enfin, ils supportent les charges publiques.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

— Quels sont les Français qui doivent être privés de leurs droits civils.

La faculté accordée à l'abdiquant de reprendre ses droits civils est dans l'intérêt de la république; mais il conviendrait de n'en pas étendre la faveur au Français qui, sans la permission du gouvernement, a pris du service chez l'étranger, ou s'y est affilié à une corporation militaire: celui-là doit être regardé comme ayant abdicqué sans retour; le droit commun de l'Europe le considère comme portant les armes contre sa patrie. Il est possible, en effet, qu'en vertu de l'obéissance à laquelle il se soumet, on le dirige contre la France, ou que du moins on le dirige contre les intérêts de la France, en le faisant combattre quelque puissance que ce soit; car il ne peut connaître le système politique de son pays. Le condamner à la peine de mort, ce serait le punir avec trop de sévérité; mais qu'il perde sans retour les droits civils; c'est d'ailleurs mieux assurer son châtimement: on peut s'en rapporter à l'intérêt personnel, du soin de lui faire appliquer cette peine purement civile.

(Ibid.)

— Un Français qui a vécu à l'étranger a-t-il perdu pour cela sa qualité de Français ?

La nation française, nation grande et industrielle, est répandue partout; elle se répandra encore davantage par la suite; mais les Français, autres que les émigrés, ne vivent chez l'étranger que pour pousser leur fortune : les actes par lesquels ils paraissent se rattacher à un autre gouvernement ne sont faits que pour obtenir une protection nécessaire à leurs professions : il est dans leur intention de rentrer en France quand leur fortune sera achevée; faudra-t-il les repousser?...

S'il arrivait un jour qu'une contrée envahie par l'ennemi lui fût cédée par un traité, on ne pourrait, avec justice, dire à ceux de ses habitans qui viendraient s'établir sur le territoire de la république, qu'ils ont perdu leur qualité de Français, parce qu'ils n'ont pas abandonné leur ancien pays au moment même qu'il a été cédé, parce que même ils ont prêté serment au nouveau souverain. La nécessité de conserver leur fortune, de la recueillir et de la transporter en France, les a obligés de différer leur transmigration.

(*Procès-verbaux du conseil d'état.*)

— Des Français d'origine.

« Le plus beau titre sur la terre, disait un jour Napoléon au conseil d'état, est d'être né Français; c'est un titre dispensé par le ciel, qu'il ne devrait être donné à personne sur la terre de pouvoir retirer. Pour moi, je voudrais qu'un Français d'origine, fût-il à sa dixième génération d'étranger, se trouvât encore Français s'il le réclamait. Je voudrais, s'il se présentait sur l'autre rive du Rhin, disant : « Je veux être Français, » que sa voix fût plus forte que la loi, que les barrières s'abaussent devant lui, et qu'il rentrât triomphant au sein de la mère commune. »

(*Mémorial.*)

Du droit des gens dans les guerres de terre et dans celles de mer.

Le droit des gens, dans les siècles de barbarie, était le même sur terre que sur mer. Les individus des nations ennemies étaient faits prisonniers, soit qu'ils eussent été pris les armes à la main, soit qu'ils fussent de simples habitans; et ils ne sortaient d'esclavage qu'en payant une rançon. Les propriétés mobilières, et même foncières, étaient confisquées, en tout ou en partie. La civilisation s'est fait sentir rapidement et a entièrement changé le droit des gens dans la guerre de terre, sans avoir eu le même effet dans celle de mer. De sorte que, comme s'il y avait deux raisons et deux justices, les choses sont réglées par deux droits différens. Le droit des gens, dans la guerre de terre, n'entraîne plus le dépouillement des particuliers, ni un changement dans l'état des personnes. La guerre n'a d'action que sur le gouvernement. Ainsi les propriétés ne changent pas de mains, les magasins de marchandises restent intacts, les personnes restent libres. Sont seulement considérés comme prisonniers de guerre, les individus pris les armes à la main, et faisant partie de corps militaires. Ce changement a beaucoup diminué les maux de la guerre. Il a rendu la conquête d'une nation plus facile, la guerre moins sanglante et moins désastreuse. Une province conquise prête serment, et, si le vainqueur l'exige, donne des otages, rend les armes; les contributions se perçoivent au profit du vainqueur, qui, s'il le juge nécessaire, établit une contribution extraordinaire, soit pour pourvoir à l'entretien de son armée, soit pour s'indemniser lui-même des dépenses que lui a causées la guerre. Mais cette contribution n'a

aucun rapport avec la valeur des marchandises en magasin ; c'est seulement une augmentation proportionnelle plus ou moins forte de la contribution ordinaire. Rarement cette contribution équivaut à une année de celles que perçoit le prince, et elle est imposée sur l'universalité de l'état ; de sorte qu'elle n'entraîne jamais la ruine d'aucun particulier.

Le droit des gens, qui régit la guerre maritime, est resté dans toute sa barbarie ; les propriétés des particuliers sont confisquées ; les individus non combattans sont faits prisonniers. Lorsque deux nations sont en guerre, tous les bâtimens de l'une ou de l'autre, naviguant sur les mers, ou existant dans les ports, sont susceptibles d'être confisqués, et les individus à bord de ces bâtimens sont faits prisonniers de guerre. Ainsi, par une contradiction évidente, un bâtiment anglais (dans l'hypothèse d'une guerre entre la France et l'Angleterre), qui se trouvera dans le port de Nantes, par exemple, au moment de la déclaration de guerre, sera confisqué ; les hommes à bord seront prisonniers de guerre, quoique non combattans et simples citoyens ; tandis qu'un magasin de marchandises anglaises, appartenant à des Anglais existans dans la même ville, ne sera ni séquestré ni confisqué, et que les négocians anglais voyageant en France ne seront point prisonniers de guerre, et recevront leur itinéraire et les passeports nécessaires pour quitter le territoire. Un bâtiment anglais, naviguant et saisi par un vaisseau français, sera confisqué, quoique sa cargaison appartienne à des particuliers, les individus trouvés à bord de ce bâtiment seront prisonniers de guerre, quoique non combattans ; et un convoi de

cent charrettes de marchandises, appartenant à des Anglais, et traversant la France, au moment de la rupture entre les deux puissances, ne sera pas saisi.

Dans la guerre de terre, les propriétés, même territoriales, que possèdent des sujets étrangers, ne sont point soumises à confiscation; elles le sont tout au plus au séquestre. Les lois qui régissent la guerre de terre sont donc plus conformes à la civilisation et au bien-être des particuliers; et il est à désirer qu'un temps vienne où les mêmes idées libérales s'étendent sur la guerre de mer, et que les armées navales de deux puissances puissent se battre, sans donner lieu à la confiscation des navires marchands, et sans faire constituer prisonniers de guerre les simples matelots du commerce ou les passagers non militaires. Le commerce se ferait alors sur mer entre les nations belligérantes, comme il se fait, sur terre, au milieu des batailles que se livrent les armées.

(*Mémoires de Napoléon.*)

DROIT MARITIME.

Du droit maritime des puissances neutres.

La mer est le domaine de toutes les nations; elle s'étend sur les trois quarts du globe, et établit un lien entre les divers peuples. Un bâtiment chargé de marchandises, naviguant sur les mers, est soumis aux lois civiles et criminelles de son souverain, comme s'il était dans l'intérieur de ses États. Un bâtiment, qui navigue, peut être considéré comme une colonie flottante, dans le sens que toutes les nations sont également souveraines sur les mers. Si les navires de commerce des puissances en guerre pouvaient naviguer librement, il n'y aurait, à plus forte raison, au-

eune enquête à exercer sur les neutres. Mais, comme il est passé en principe que les bâtimens de commerce des puissances belligérantes sont susceptibles d'être confisqués, il a dû en résulter le droit, pour tous les bâtimens de guerre belligérans, de s'assurer du pavillon du bâtiment neutre qu'ils rencontrent; car, s'il était ennemi, ils auraient le droit de le confisquer. De là, le droit de visite, que toutes les puissances ont reconnu par les divers traités; de là pour les bâtimens belligérans, celui d'envoyer leurs chaloupes à bord des bâtimens neutres de commerce, pour demander à viser leurs papiers et s'assurer ainsi de leur pavillon. Tous les traités ont voulu que ce droit s'exerçât avec tous les égards possibles, que le bâtiment armé se tint hors de la portée de canon, et que deux ou trois hommes seulement pussent débarquer sur le navire visité, afin que rien n'eût l'air de la force et de la violence. Il a été reconnu qu'un bâtiment appartient à la puissance dont il porte le pavillon, lorsqu'il est muni de passeports et d'expéditions en règle, et lorsque le capitaine et la moitié de l'équipage sont des nationaux. Toutes les puissances se sont engagées, par les divers traités, à défendre à leurs sujets neutres de faire, avec les puissances en guerre, le commerce de contrebande; et elles ont désigné sous ce nom le commerce des munitions de guerre, telles que poudre, boulets, bombes, fusils, selles, brides, cuirasses, etc. Tout bâtiment ayant de ces objets à bord est censé avoir transgressé les ordres de son souverain, puisque ce dernier s'est engagé à défendre ce commerce à ses sujets; et ces objets de contrebande sont confisqués.

La visite faite par les bâtimens croiseurs ne fut donc

plus une simple visite pour s'assurer du pavillon; et le croiseur exerça, au nom même du souverain dont le pavillon couvrait le bâtiment visité, un nouveau droit de visite, pour s'assurer si ce bâtiment ne contenait pas des effets de contrebande. Les hommes de la nation ennemie, mais seulement les hommes de guerre, furent assimilés aux objets de contrebande. Ainsi cette inspection ne fut pas une dérogation au principe, que le pavillon couvre la marchandise.

Bientôt il s'offrit un troisième cas. Des bâtimens neutres se présentèrent pour entrer dans des places assiégées, et qui étaient bloquées par des escadres ennemies. Ces bâtimens neutres ne portaient pas de munitions de guerre, mais des vivres, des bois, des vins et d'autres marchandises, qui pouvaient être utiles à la place assiégée et prolonger sa défense. Après de longues discussions entre les puissances, elles sont convenues, par divers traités, que dans le cas où une place serait réellement bloquée, de manière qu'il y eût danger évident, pour un bâtiment, de tenter d'y entrer, le commandant du blocus pourrait interdire au bâtiment neutre l'entrée de cette place, et le confisquer, si, malgré cette défense, il employait la force ou la ruse pour s'y introduire.

Ainsi les lois maritimes sont basées sur ces principes : 1° Le pavillon couvre la marchandise. 2° Un bâtiment neutre peut être visité par un bâtiment belligérant, pour s'assurer de son pavillon et de son chargement, dans ce sens qu'il n'a pas de contrebande. 3° La contrebande est restreinte aux munitions de guerre. 4° Des bâtimens neutres peuvent être empêchés d'entrer dans une place, si elle est assiégée,

pourvu que le blocus soit réel, et qu'il y ait danger évident, en y entrant. Ces principes forment les droits maritimes des neutres, parce que les différens gouvernemens se sont librement, et par des traités, engagés à les observer et à les faire observer par leurs sujets. Les diverses puissances maritimes, la Hollande, le Portugal, l'Espagne, la France, l'Angleterre, la Suède, le Danemarck et la Russie, ont, à plusieurs époques et successivement, contracté l'une avec l'autre ces engagemens, qui ont été proclamés aux traités généraux de pacification, tels que ceux de Westphalie, en 1646, et d'Utrecht, en 1712.

(*Mémoires de Napoléon.*)

DROMADAIRE.

Comme le chameau, le dromadaire boit peu, et peut même supporter la soif plusieurs jours. Il trouve, jusque dans les lieux les plus arides, quelque chose pour se nourrir. C'est l'animal du désert.

(*Ibid.*)

DROUOT,

Général d'artillerie, — aide-de-camp de Napoléon, — commandant-général de la garde impériale en 1813.

L'empereur élevait au plus haut point les talens et les facultés du général Drouot. Il avait, disait-il, des raisons suffisantes pour le supposer supérieur à un grand nombre de ses maréchaux, et n'hésitait pas à le croire capable de commander cent mille hommes. « Et peut-être, ajoutait-il, ne s'en doute-t-il pas lui-même; ce qui ne serait en lui qu'une qualité de plus. »

(*Mémorial.*)

— Drouot est un homme qui vivrait aussi satisfait,

pour ce qui le concerne personnellement, avec quarante sous par jour, qu'avec les revenus d'un souverain. Plein de charité et de religion, sa morale, sa probité et sa simplicité, lui eussent fait honneur dans les plus beaux jours de la république romaine.

(O'MÉARA.)

— Il n'existait pas deux officiers, dans le monde, pareils à Murat pour la cavalerie, et à Drouot pour l'artillerie.

(Ibid.)

— Sur le procès fait au général Drouot en 1815.

L'empereur pensait que l'on ne pouvait pas condamner le général Drouot pour être venu à la suite d'un souverain reconnu, faisant la guerre à un autre: ce serait condamner l'émigration, et légitimer les jugemens contre les émigrés... Du reste, le cas de Drouot était bien différent de celui de Ney, et il y avait eu en Ney une vacillation malheureuse qu'on ne retrouvait pas dans Drouot. Aussi l'intérêt qu'on avait porté à Ney ne tenait-il qu'à l'opinion: celui qu'inspirait Drouot tenait à la personne.

(Mémorial.)

DUBELLOI,

Ancien évêque de Marseille, archevêque de Paris, cardinal.

- Il a été, pendant cinquante ans d'épiscopat, le modèle de l'église gallicane. Placé à la tête du premier diocèse de France, il donne l'exemple de toutes les vertus apostoliques et civiques.

(Message au sénat, du 28 fructidor an x —
15 août 1802.)

Voyez CLERGÉ. *Du clergé pour l'enseignement de la jeunesse.*

Membre du Directoire.

Ducos était un homme d'un caractère borné et facile.

(*Mémoires de Napoléon.*)

DUFRESNE,

Directeur du trésor public sous le consulat.

Je sens vivement la perte que nous venons de faire du conseiller-d'état Dufresne, directeur du trésor public.

L'esprit d'ordre et la sévère probité qui le distinguaient si éminemment nous étaient encore bien nécessaires.

L'estime publique est la récompense des gens de bien.

(*Oeuvres de Napoléon. Lett. au min. des finances, du 3 vent. an ix*
— 22 février 1801.)

DUGOMMIER (LE GÉNÉRAL).

Portrait historique de Dugommier.

C'était un des riches colons de la Martinique, officier retiré. Au moment de la révolution, il se mit à la tête des patriotes et défendit la ville de Saint-Pierre : chassé de l'île lorsque les Anglais y entrèrent, il perdit tous ses biens. Il était employé comme général de brigade à l'armée d'Italie, lorsque les Piémontais, voulant profiter de la diversion du siège de Toulon, méditèrent de passer le Var et d'entrer en Provence ; il les battit au camp de Gillette, ce qui les décida à reprendre leur ligne. Il avait toutes les qualités d'un vieux militaire ; extrêmement brave de sa personne, il aimait les braves et en était aimé ; il était bon quoique vif, très-actif, juste, avait le coup d'œil militaire, le sang-froid et l'opiniâtreté dans le combat.

(*Mémoires de Napoléon.*)

Tué par des Prussiens à qui il s'était rendu prisonnier à la fin de la bataille de Waterloo.

Le général Duhesme était un soldat intrépide, un général consommé qui s'est toujours montré ferme et inébranlable, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune.

(*Mémoires de Napoléon.*)

DUMAS (LE GÉNÉRAL ALEXANDRE).

Sur la conduite du général Dumas au combat de Burk.

Le général Dumas, qui a chargé à la tête de la cavalerie dès l'instant que l'infanterie eut percé, a eu son cheval tué sous lui... Je vous demande pour le général Dumas, qui, avec son cheval, a perdu une paire de pistolets, une paire de pistolets de la manufacture de Versailles.

(*Œuv. de Nap. Lett. au Direct., du 16 germinal an v*
— 3 avril 1797.)

Nous croyons faire plaisir à nos lecteurs en transcrivant ici une lettre adressée par le général Dumas à Napoléon, pendant la campagne d'Égypte, et qui nous a paru tout-à-fait originale et curieuse :

Au Caire, le 4 fructidor an vi (21 août 1798).

Au Général Bonaparte,

Le léopard ne change jamais de taches, ni moi de caractère et de principes. Comme un honnête homme, je ne dois qu'à vous la confiance que je vais vous faire :

Je suis instruit qu'il existe en terre, dans la maison du bey, un trésor et plusieurs effets très-précieux. Ne devant point en profiter sans votre participation, j'abandonne le tout à votre disposition, vous représentant seulement que je suis père et sans fortune. Je réclamerai de vous, mon général, d'être présent au dépouillement, afin que rien ne soit dilapidé.

Le Général de cavalerie,

Alexandre DUMAS.

(*Correspondance inédite.*)

DUMERBION (LE GÉNÉRAL),

Commandant l'armée d'Italie en 1794.

Le général Dumerbion commandait l'armée. Ce gé-

néral, vieux capitaine de grenadiers, avait obtenu les grades de colonel, de général de brigade et de division dans les campagnes de 1792 à 1795, à l'armée d'Italie ; il en connaissait toutes les positions, et avait commandé une attaque sous Brunet, au mois de juin. C'était un homme de soixante ans, d'un esprit droit, brave de sa personne, assez instruit, mais rongé de goutte et constamment au lit ; il était des mois entiers sans pouvoir bouger.

(*Mémoires de Napoléon.*)

DUMOURIEZ.

Sur sa campagne de l'Argonne.

L'empereur a parlé de la campagne de l'Argonne, et a fort blâmé Dumouriez dont il trouvait la position trop audacieuse. « Et de ma part, a-t-il dit, on doit prendre cela pour beaucoup ; car je me regarde comme l'homme le plus audacieux, en guerre, qui peut-être ait jamais existé, et bien certainement je ne serais pas resté dans la position de Dumouriez, tant elle m'eût présenté de dangers. Je ne m'explique sa manœuvre qu'en me disant qu'il n'aura pas osé se retirer. Il aura jugé qu'il y aurait encore plus de péril dans la retraite qu'à demeurer. »

(*Mémorial.*)

— *Portrait historique de Dumouriez.*

Dumouriez ne fut ni un bon général ni un bon Français ; il devait garder la Hollande ou au moins la Belgique. Il ne devait, sous aucun rapport, menacer son pays de la guerre civile pour en punir le gouvernement, c'est-à-dire pour se venger. Il avait trahi, il déserta ; il traîna dans l'exil une vie sans considération, il vécut de sa plume à Hambourg aux gages des

libraires. L'Angleterre, qui a refusé un asile à Napoléon, en a donné un à Dumouriez! Dumouriez y continua son exil, car aucune France ne voulut de lui. Il n'y eut pas un Français qui le rappelât; il avait trahi; il est le premier qui ait trahi à la tête d'une armée française; il mourut sans patrie, chez l'étranger et à sa solde.

(Mémorial de Napoléon.)

DUNES.

Dunes (bataille des). Voyez TURENNE.

DUPHOT.

Né à Lyon, vers 1770, mort à Rome, dans une émeute contre les Français, en 1797.

Je vous demande le grade de général de brigade pour l'adjudant-général Duphot..... C'est un de nos plus braves officiers.

(G. I. Lett. au Directoire, du 4^{re} ventôse an v
— 24 décembre 1796.)

— Le jeune Duphot, général de la plus belle espérance.....

(Mémorial.)

Voyez RÉVOLUTION. *Des généraux de la révolution.*

DUPONT (LE GÉNÉRAL).

Sur la conduite de ce général à Baylen.

Il y a peu d'exemples d'une conduite aussi contraire à tous les principes de la guerre. Ce général, qui n'a pas su diriger son armée, a ensuite montré, dans les négociations, encore moins de courage civil et d'habileté. Comme Sabinus-Titurius, il a été entraîné à sa perte par un esprit de vertige, et il s'est laissé tromper par les ruses et les insinuations d'un autre Ambiorix;

mais, plus heureux que les nôtres, les soldats romains moururent tous les armes à la main.

(*Moniteur du 10 août 1808.*)

Napoléon seul pouvait se permettre de flétrir aussi énergiquement, quoique en toute justice, dans le journal officiel un de ses principaux généraux, et cette citation de l'histoire romaine est bien dans le caractère tout romain de son génie.

Voir au surplus aux mots : BAYLEN, — CAPITULATIONS, — et CORNEILLE sur le *Qu'il mourût*.

DUROC,

Grand-maréchal du Palais sous l'empire, — sénateur, — duc de Frioul.

Napoléon, au siège de Toulon, distingua et s'attacha un jeune officier du train, qu'il eut d'abord beaucoup de peine à former, mais dont il a tiré depuis les plus grands services : c'était Duroc qui, sous un extérieur peu brillant, possédait les qualités les plus solides et les plus utiles; aimant l'empereur pour lui-même, dévoué pour le bien, sachant dire la vérité à propos. Il a été depuis duc de Frioul et grand-maréchal. Il avait mis le palais sur un pied admirable et dans l'ordre le plus parfait. A sa mort, l'empereur pensa qu'il avait fait une perte irréparable.... L'empereur disait que Duroc seul avait eu son intimité, et possédé son entière confiance.

(*Mémoires.*)

— Duroc avait des passions vives, tendres, secrètes, qui répondaient peu à sa froideur extérieure. J'ai été long-temps sans le savoir, tant son service était exact et régulier. Ce n'était que quand ma journée était entièrement close et finie, quand je reposais déjà, que la sienne commençait. Le hasard seul ou quelque accident a pu me le faire connaître. Duroc était pur et

moral, tout-à-fait désintéressé pour recevoir, extrêmement généreux pour donner.

(*Ibid.*)

Le 22 mai 1813, le lendemain de la bataille de Wurtchen, Duroc, atteint par un boulet perdu, fut transporté dans une maison du village de Makersdorf. Il y mourut peu d'heures après. Napoléon, que cet événement avait navré de douleur, acheta la maison où le grand-maréchal était mort, et chargea le pasteur du village de faire poser à la place du lit où il avait expiré une pierre avec cette inscription :

ICI LE GÉNÉRAL DUROC, DUC DE FRIOUL,
GRAND-MARÉCHAL DU PALAIS DE L'EMPEREUR NAPOLEON,
FRAPPÉ D'UN BOULET,
A EXPIRÉ DANS LES BRAS DE SON EMPEREUR ET DE SON AMI.

DUSSAULT.

Voyez BICHAT.

EAU.

Comment il faut s'opposer au cours des eaux.

On saitassez qu'il ne faut pas s'opposer directement au cours des eaux; c'est en le caressant et en se soumettant à tous ses caprices, que les Hollandais ont assujéti l'Océan.

(*Mémoires de NAPOLEON.*)

ÉCHAFAUD.

M. Raynouard, dans sa tragédie des *Templiers*, ayant mis le mot d'échafaud dans la bouche de Philippe-le-Bel, Napoléon lui dit :

Un roi emploie quelquefois l'échafaud, mais ce mot ne sort jamais de sa bouche.

(DE PONGERVILLE, *éloge de M. Raynouard.*)

ÉCOLES MILITAIRES.

Utilité des écoles militaires.

Une école militaire allège le poids de la conscription. La conscription interrompt l'éducation en faisant un soldat. Ici le jeune homme peut suivre son éducation :

l'école avance la science; elle donne des officiers instruits qui sont en même temps soldats. Dans l'ancienne école militaire, les jeunes gens ne savaient rien de pratique. Les vieux officiers les voyaient avec peine devenir officiers. J'ai été obligé de m'instruire moi-même.... L'armée a été long-temps alimentée par les cent bataillons qui, en 1793, sortirent des écoles; aujourd'hui il n'en reste que quelques hommes. Tous les chefs de corps demandent des jeunes gens instruits; j'en nomme, mais ils ne savent pas le métier de soldat, et c'est une injustice aux yeux des soldats : elle est nécessaire. Il faut donc faire cesser cet inconvénient.... Le Français est tellement disposé à s'engouer pour l'étranger, qu'il ne faut peut-être pas apprendre aux élèves les langues étrangères. Un des obstacles au rétablissement de notre marine, c'est la grande opinion qu'ont nos marins de la supériorité des Anglais. Ce fut la *prussomanie* qui fit perdre la bataille de Rosbach.

(Mémoires sur le consulat.)

— Des écoles militaires sous l'empire.

L'empereur dans ses écoles militaires avait voulu, disait-il, éviter le travers des écoles militaires de l'ancien régime, où les élèves étaient traités et servis magnifiquement. Il avait voulu que ses jeunes officiers, qui devaient un jour commander, eussent commencé par être soldats, et pratiqué eux-mêmes tous les détails techniques, ce qui est d'un avantage immense, disait-il, pour pouvoir les enseigner et les faire observer à ceux qui doivent vous obéir. Ainsi, à Saint-Germain, les jeunes gens pensaient eux-mêmes leurs chevaux, apportaient à les ferrer, etc. A Saint-Cyr on pratiquait

de même tous les détails correspondans de l'infanterie. On y était vraiment à la chambrée, on y mangeait à la gamelle, etc.; le tout sans que le reste des instructions analogues à la condition future des jeunes gens en souffrit aucunement. « Aussi, ajoutait l'empereur, si les jeunes gens qui se présentèrent dans les corps à l'origine de cette institution y furent reçus d'abord avec une grande jalousie, du moins fut-on obligé de rendre pleine justice à leur tenue et à leur capacité. »

(*Mémorial.*)

ÉCOLE POLYTECHNIQUE.

L'école Polytechnique a toujours été l'objet des sollicitudes de Napoléon. Elle était fondée par Monge qu'il aimait. Laplace, Lagrange, Prony, qui étaient ses amis, en étaient les chefs. On y enseignait les sciences mathématiques et chimiques, qu'il affectionnait. Ce qui a donné lieu au bruit populaire que Napoléon n'aimait pas cette école, c'est que ces jeunes gens, la plupart âgés de plus de quinze ans, se libertinant au milieu de la corruption de la capitale, on les fit caserner, ce qui leur déplut d'abord.

(*Mémoires de NAPOLEON.*)

ÉCONOMIE POLITIQUE.

L'empereur a parlé du commerce, de ses principes, des systèmes qu'il a enfantés. Il a combattu les économistes, dont les principes pouvaient être vrais dans leur énoncé, mais devenaient vicieux dans leur application. La combinaison politique des divers États, continuait-il, rendait ces principes fautifs; les localités particulières demandaient à chaque instant des déviations de leur grande uniformité. Les douanes que les économistes blâmaient ne devaient point être un

objet de fisc, il est vrai, mais elles devaient être la garantie et les soutiens d'un peuple ; elles devaient suivre la nature et l'objet du commerce. La Hollande, sans productions, sans manufactures, n'ayant qu'un commerce d'entrepôt et de commission, ne devait connaître ni entrave ni barrière. La France, au contraire, riche en productions, en industrie de toute sorte, devait sans cesse être en garde contre les importations d'une rivale qui lui demeurerait encore supérieure ; elle devait l'être contre l'avidité, l'égoïsme, l'indifférence des purs commissionnaires.

Je n'ai garde, disait l'empereur, de tomber dans la faute des hommes à système modernes ; de me croire, par moi seul et par mes idées, la sagesse des nations. La vraie sagesse des nations, c'est l'expérience. Et voyez comme raisonnent les économistes : ils nous vantent sans cesse la prospérité de l'Angleterre, et nous la montrent constamment pour modèle. Mais c'est elle dont le système des douanes est le plus lourd, le plus absolu, et ils déclament sans cesse contre les douanes ; ils voudraient nous les interdire. Ils proscrivent aussi les prohibitions ; et l'Angleterre est le pays qui donne l'exemple des prohibitions, et elles sont en effet nécessaires pour certains objets ; elles ne sauraient être suppléées par la force des droits : la contrebande et la fantaisie feraient manquer le but du législateur. Nous demeurons encore en France bien arriérés sur ces matières délicates : elles sont encore étrangères ou confuses pour la masse de la société. Cependant quel pas n'avions-nous pas fait ! quelle rectitude d'idées n'avait pas répandue la seule classification graduelle que j'avais consacrée de l'agriculture, de l'industrie et du

commerce! Objets si distincts et d'une graduation si réelle et si grande.

1° L'agriculture; l'âme, la base première de l'empire;

2° L'industrie; l'aisance, le bonheur de la population;

3° Le commerce extérieur; la surabondance, le bon emploi des deux autres.

L'agriculture n'a cessé de gagner durant tout le cours de la révolution. Les étrangers la croyaient perdue chez nous. En 1814 les Anglais ont été pourtant contraints de confesser qu'ils avaient peu ou point à nous montrer.

L'industrie ou les manufactures et le commerce intérieur ont fait sous moi des progrès immenses. L'application de la chimie aux manufactures les a fait avancer à pas de géant. J'ai imprimé un élan qui sera partagé de toute l'Europe.

Le commerce extérieur, infiniment au-dessous des deux autres dans ses résultats, leur a été aussi constamment subordonné dans ma pensée. Celui-ci est fait pour les deux autres; les deux autres n'en sont pas faits pour lui. Les intérêts de ces trois bases essentielles sont divergens, souvent opposés. Je les ai constamment servis dans leur rang naturel, mais n'ai jamais pu ni dû les satisfaire à la fois. Le temps fera connaître ce qu'ils me doivent tous, les ressources nationales que je leur ai créées, l'affranchissement des Anglais que j'avais ménagé. Nous avons à présent le secret du traité de commerce de 1783. La France crie encore contre son auteur; mais les Anglais l'avaient exigé sous peine de recommencer la guerre. Ils voulurent s'en faire autant après le traité d'Amiens; mais j'étais puis

sant et haut de cent coudées. Je répondis qu'ils seraient maîtres des hauteurs de Montmartre, que je m'y refuserais encore; et ces paroles remplirent l'Europe.

Ils imposeront aujourd'hui, à moins que la clameur publique, toute la masse de la nation, ne les forcent à reculer; et ce servage en effet serait une infamie de plus aux yeux de cette même nation, qui commence à posséder aujourd'hui de vraies lumières sur ses intérêts.

Quand je pris le gouvernement, les Américains, qui venaient chez nous à l'aide de leur neutralité, nous apportaient les matières brutes, et avaient l'impertinence de repartir à vide pour aller se remplir à Londres des manufactures anglaises. Ils avaient la seconde impertinence de nous faire leurs paiemens, s'ils en avaient à faire, sur Londres; de là les grands profits des manufacturiers et des commissionnaires anglais, entièrement à notre détriment. J'exigeai qu'aucun Américain ne pût importer aucune valeur sans exporter aussitôt son exact équivalent; on jeta les hauts cris parmi nous, j'avais tout perdu, disait-on. Qu'arriva-t-il néanmoins? C'est que mes ports fermés, en dépit même des Anglais qui donnaient la loi sur les mers, les Américains revinrent se soumettre à mes ordonnances. Que n'eussé-je donc pas obtenu dans une meilleure situation!

C'est ainsi que j'avais naturalisé au milieu de nous les manufactures de coton, qui comportent:

1° *Du coton filé.* Nous ne le filions pas; les Anglais le fournissaient même comme une espèce de faveur.

2° *Le tissu.* Nous ne le faisions point encore; il nous venait de l'étranger.

3° Enfin *l'impression.* C'était notre seul travail. Je

voulus acquérir les deux premières branches ; je proposai au conseil d'état d'en prohiber l'importation ; on y pâlit. Je fis venir Oberkampf, je causai long-temps avec lui ; j'en obtins que cela occasionnerait une secousse, sans doute ; mais qu'au bout d'un an ou deux de constance, ce serait une conquête dont nous recueillerions d'immenses avantages. Alors je lançai mon décret en dépit de tous ; ce fut un vrai coup d'état.

Je me contentai d'abord de prohiber le tissu ; j'arrivai enfin au coton filé, et nous possédons aujourd'hui les trois branches, à l'avantage immense de notre population, au détriment et à la douleur insigne des Anglais : ce qui prouve qu'en administration comme à la guerre, pour réussir il faut souvent mettre du caractère. Si j'avais pu réussir à faire filer le lin comme le coton, et j'avais offert un million pour prix de l'invention, que j'aurais obtenue indubitablement sans nos malheureuses circonstances, j'en serais venu à prohiber le coton, si je n'eusse pu le naturaliser sur le continent.

Je ne m'occupais pas moins d'encourager les soies. Comme empereur et roi d'Italie, je comptais cent vingt millions de rente en récolte de soie.

Le système des licences était vicieux, sans doute : Dieu me garde de l'avoir posé comme principe ! Il était de l'invention des Anglais ; pour moi ce n'était qu'une ressource du moment. Le système continental lui-même dans son étendue et sa vigueur n'était, dans mes opinions, qu'une mesure de guerre et de circonstance.

La souffrance et l'anéantissement du commerce extérieur, sous mon règne, étaient dans la force des

choses, dans les accidens du temps. Un moment de paix l'eût ramené aussitôt à son niveau naturel.

(*Mémorial.*)

ÉDUCATION PUBLIQUE.

Nécessité de l'institution d'un corps enseignant.

Il n'y aura pas d'état politique fixe, s'il n'y a pas un corps enseignant avec des principes fixes. Tant qu'on n'apprendra pas, dès l'enfance, s'il faut être républicain ou monarchique, catholique ou irréligieux, l'État ne formera point une nation; il reposera sur des bases incertaines et vagues, il sera constamment exposé aux désordres et aux changemens.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

— De l'ordre civil et de la création d'un corps enseignant.

Je veux constituer en France l'ordre civil. Il n'y a eu jusqu'à présent dans le monde que deux pouvoirs, le militaire et l'ecclésiastique. Les barbares qui ont envahi l'empire romain n'ont pu former d'établissement solide, parce qu'ils manquaient à la fois d'un corps de prêtres et d'un ordre civil. Les Romains n'avaient que l'ordre militaire. Constantin, le premier, établit, au moyen des prêtres, une espèce d'ordre civil. Clovis n'a fondé la monarchie française qu'avec cet appui; il n'aurait pu sans cela se soutenir contre les Goths. La monarchie prussienne est la plus militaire de l'Europe, parce que les prêtres catholiques en ont été écartés. Les moines sont ennemis naturels des militaires, et ont servi plus d'une fois de barrière contre eux. Si Julien a été apostat, c'est parce qu'à l'époque où il était gouverneur des Gaules, l'empereur de Constantinople, qui le craignait, lui opposait toujours l'ordre civil dont les évêques étaient les chefs. Les

moines ne sont peut-être pas aussi inutiles qu'on l'a cru de nos jours. L'ordre civil sera fortifié par la création d'un corps enseignant.

(*Ibid.*)

— De l'éducation publique en Occident et en Orient.

Les gouvernemens ont eu peu à s'occuper de l'éducation publique dans les états d'Occident, particulièrement depuis la religion chrétienne, parce qu'elle était confiée au clergé; il leur suffisait de connaître l'esprit du clergé pour savoir dans quel esprit elle était dirigée. Les gouvernemens de l'Orient, au contraire, s'en sont beaucoup occupés, surtout avant la religion chrétienne. Les lois de Lycurgue, par exemple, obligeaient les jeunes gens à manger à la même table; mais des lois semblables, bonnes pour une petite ville pauvre, ne ressemblent en rien à celles que réclame la grande nation.

(*Ibid.*)

— Nécessité de fonder en France l'éducation publique.

Si les rois de France se sont peu occupés de l'instruction publique, est-ce une raison pour les imiter, ayant l'ambition de faire mieux qu'ils n'ont fait? Sortis d'ailleurs des brouillards de l'ignorance avec le corps ecclésiastique, ils ont trouvé des élémens d'instruction publique tout organisés, et ont été obligés de laisser agir cette force parallèle. Nous pouvons, au contraire, supposer que rien n'existe; tout est à organiser à neuf; il est impossible de rester plus longtemps comme on est, puisque chacun peut lever une boutique d'instruction comme une boutique de drap.

(*Ibid.*)

— Comment il faut constituer le corps enseignant.

Je désire qu'il y ait un corps d'instruction qui soit

la pépinière des professeurs, des recteurs et des maîtres d'étude, et qu'on leur donne de grands motifs d'émulation ; il faut que les jeunes gens qui se voueront à l'enseignement aient la perspective de s'élever d'un grade à l'autre, jusqu'aux premières places de l'État. Les pieds de ce grand corps seront dans les bancs du collège, et sa tête dans le sénat. Mais il faut établir ici le principe du célibat, dans ce sens que les maîtres d'étude ne pourront se marier qu'à l'âge de vingt-cinq ou trente ans, quand ils auront obtenu un traitement de trois ou quatre mille francs, et auront fait des économies suffisantes : ce n'est que l'application d'une prévoyance usitée, quant au mariage, dans toutes les classes de la société.

Je sens que les jésuites ont laissé, sous le rapport de l'enseignement, un très grand vide ; je ne veux pas les rétablir, ni aucune autre corporation qui soit soumise à une domination étrangère ; mais je me crois obligé d'organiser l'éducation de la génération nouvelle, de manière à pouvoir surveiller ses opinions politiques et morales.

Je pense donc qu'il faut adopter, dans cette institution, le célibat jusqu'à une époque déterminée ; non pas le célibat absolu, car le mariage est sans contredit l'état de perfection sociale.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

—Je veux former une corporation non de jésuites qui aient leur souverain à Rome, mais des jésuites qui n'aient d'autre ambition que celle d'être utiles, et d'autre intérêt que l'intérêt public.

Il faut que ce corps ait des privilèges, qu'il ne soit pas trop dépendant des ministres et de l'empereur ;

que les chefs, par exemple, soient sénateurs-nés ; qu'ils aient une autorité capable de leur donner de la consistance ; il faut réserver seulement à l'empereur la sanction des réglemens les plus importants.

On doit former deux classes distinctes, l'une pour enseigner les élèves, l'autre pour les gouverner : ce sont deux talens très-différens.

(*Ibid.*)

— Il y aura un corps enseignant, si tous les proviseurs, censeurs et professeurs, ont un ou plusieurs chefs, comme les jésuites avaient leur général et leur provincial ; si l'on ne peut être proviseur qu'après avoir été professeur, ni professer dans les hautes classes qu'après avoir professé dans les classes inférieures ; s'il y a enfin un ordre d'avancement qui entretienne l'émulation. Ce corps acquerra autant de consistance qu'en avaient les jésuites, si l'on voit qu'un jeune homme qui s'est distingué dans un lycée devient professeur à son tour, et parvient, à la fin de sa carrière, aux premières dignités de l'État. Il faut qu'un homme qui se consacre à l'enseignement ne puisse se marier qu'après avoir franchi les premiers degrés de sa carrière. Le mariage doit être pour lui en perspective, comme un but auquel il ne pourra atteindre qu'après avoir assuré son sort et celui de sa famille. On ne fera que lui imposer une prévoyance qui est dans le devoir de tous les hommes.

(*Ibid.*)

— Je veux que les membres du corps enseignant contractent non pas un engagement religieux comme autrefois, mais un engagement civil, devant notaire ou devant le juge de paix, ou le préfet, ou tout autre ;

ils s'engageront pour trois ans, ou six ans, ou neuf ans, à ne pouvoir quitter, sans prévenir un certain nombre d'années d'avance. Ils épouseront l'instruction publique comme leurs devanciers épousaient l'Église, avec cette différence que ce mariage ne sera pas aussi sacré, ni aussi indissoluble. Je veux cependant qu'on mette quelque solennité dans cette prise d'habit, tout en l'appelant d'un autre nom.

(PRÉLÈT DE LA LOZÈRE.)

— Il faut imiter dans le corps enseignant la classification des grades militaires.

Je veux surtout une corporation, parce qu'une corporation ne meurt point.

Mon but principal, dans l'établissement d'un corps enseignant, est d'avoir un moyen de diriger les opinions politiques et morales.

(*Ibid.*)

— Il faut constituer ce corps de manière à avoir des notes sur chaque enfant depuis l'âge de neuf ans.

(*Ibid.*)

— De la police des écoles.

Il faut déterminer qui aura la police des écoles, quelle sera cette police, quelles seront les peines : c'est la partie morale qu'il faut aussi instituer... Voyez comme les corporations enseignantes avaient organisé cette partie : elles en avaient trouvé le véritable secret. Si elles n'obéissaient pas à un chef étranger, on ne pourrait rien faire de mieux que de leur rendre l'instruction publique.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

— Discipline du corps enseignant.

On aura soin d'établir partout une discipline sévère.

Les professeurs eux-mêmes seront soumis, dans certains cas, à la peine des arrêts. Ils n'en souffriront pas plus dans leur considération que les colonels contre qui cette peine est prononcée.

(PRELÈVE DE LA LOZÈRE.)

— On fera circuler les professeurs dans l'empire selon les besoins.

(Ibid.)

— De l'instruction religieuse.

On doit faire en sorte que les jeunes gens ne soient ni trop bigots ni trop incrédules; ils doivent être appropriés à l'état de la nation et de la société.

(Ibid.)

— Des ouvrages classiques.

Le ministre des cultes doit présider au choix des ouvrages classiques qui seront mis dans les mains des jeunes gens. Je le charge de faire faire un petit volume pour chaque classe, qui sera composé de passages des écrivains anciens et modernes, propres à inspirer à la jeunesse un esprit et des opinions conformes aux lois nouvelles de l'empire.

(Ibid.)

ÉGALITÉ.

Tous les hommes sont égaux devant Dieu : la sagesse, les talents et les vertus mettent seuls de la différence entre eux.

(Proclamation, campagne d'Égypte.)

— Le principe de l'égalité des droits est respecté, lorsque tous les Français sont également soumis à la loi au moment où elle arrive dans le lieu qu'ils habitent.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

Division et productions de l'Égypte.

L'Égypte se divise en haute, moyenne et basse Égypte. La haute, appelé Saïde, forme deux provinces, savoir : Thèbes et Girgeh; la moyenne, nommée Ouestanieh, en forme quatre : Benisouf, Siout, Fayoum et Daifih; la basse, appelée Baïhreh, en a neuf : Baïhreh, Rosette, Garbieh, Menouf, Damiette, Mansourah, Charkieh, Kelioub et Gizeh.

L'Égypte comprend, en outre, la grande Oasis, la vallée du Fleuve-sans-Eau, et l'Oasis de Jupiter-Ammon.

La grande Oasis est située parallèlement au Nil, sur la rive gauche; elle a cent cinquante lieues de long. Ses points les plus éloignés de ce fleuve en sont à soixante lieues, les plus rapprochés à vingt.

La vallée du Fleuve-sans-eau, près de laquelle sont les lacs Natrons, objet d'un commerce de quelque importance, est à quinze lieues de la branche de Rosette. Jadis cette vallée a été fertilisée par le Nil. L'Oasis de Jupiter-Ammon est à quatre-vingts lieues, sur la rive droite du fleuve.

Le territoire égyptien s'étend vers les frontières de l'Asie jusqu'aux collines que l'on trouve entre El-Arisch, El-Kanonès et Refah, à environ quarante lieues de Peluse, d'où la ligne de démarcation traverse le désert de l'Égarement, passe à Suez, et longe la mer Rouge, jusqu'à Bérénice. Le Nil coule parallèlement à cette mer. Ses points les plus éloignés en sont à cinquante lieues, les plus rapprochés à trente. Un seul de ses coudes en est à vingt-deux lieues, mais il en est séparé par des montagnes impraticables. La

superficie carrée de l'Égypte est de deux cents lieues de long, sur cent dix à cent vingt de large.

L'Égypte produit en abondance du blé, du riz et des légumes. Elle était le grenier de Rome, elle est encore aujourd'hui celui de Constantinople. Elle produit aussi du sucre, de l'indigo, du séné, de la casse, du natron, du lin, du chanvre ; mais elle n'a ni bois, ni charbon, ni huile. Elle manque aussi de tabac, qu'elle tire de Syrie, et de café, que l'Arabie lui fournit. Elle nourrit de nombreux troupeaux, indépendamment de ceux du désert, et une multitude de volaille. On fait éclore les poulets dans des fours, et l'on s'en procure ainsi une quantité immense.

Ce pays sert d'intermédiaire à l'Afrique et à l'Asie. Les caravanes arrivent au Caire comme des vaisseaux sur une côte, au moment où on les attend le moins, et des contrées les plus éloignées. Elles sont signalées à Gizeh, et débouchent par les Pyramides. Là on leur indique le lieu où elles doivent passer le Nil, et celui où elles doivent camper près du Caire. Les caravanes ainsi signalées sont celles des pèlerins ou négocians de Maroc, de Fez, de Tunis, d'Alger ou de Tripoli, allant à la Mecque, et apportant des marchandises qu'elles viennent échanger au Caire. Elles sont ordinairement composées de plusieurs centaines de chameaux, quelquefois même de plusieurs milliers, et escortées par des hommes armés. Il vient aussi des caravanes de l'Abyssinie, de l'intérieur de l'Afrique, de Tangoust et des lieux qui se trouvent en communication directe avec le cap de Bonne-Espérance et le Sénégal. Elles apportent des esclaves, de la gomme, de la poudre d'or, des dents d'éléphant, et géné-

ralement tous les produits de ces pays, qu'elles viennent échanger contre les marchandises de l'Europe et du Levant. Il en arrive enfin de toutes les parties de l'Arabie et de la Syrie, apportant du charbon, du bois, des fruits, de l'huile, du café, du tabac, et en général ce que fournit l'intérieur de l'Inde.

(*Mémoires de NAPOLEON.*)

— Population ancienne et moderne de l'Égypte.

La surface de la vallée du Nil équivalait à un sixième de l'ancienne France ; ce qui ne supposerait, dans un état de prospérité, que quatre à cinq millions de population. Cependant les historiens arabes assurent que, lors de la conquête par Amroug, l'Égypte avait vingt millions d'habitans et plus de vingt mille villes. Ils y comprenaient, il est vrai, indépendamment de la vallée du Nil, les oasis et les déserts appartenant à l'Égypte.

Cette assertion des historiens arabes ne doit pas être rangée au nombre de ces anciennes traditions qu'une critique judicieuse désavoue. Une bonne administration et une population nombreuse pouvaient étendre beaucoup le bienfait de l'inondation du Nil. Sans doute, si la vallée offrait une surface de même nature que celles de nos terres de France, elle ne pourrait nourrir plus de quatre à cinq millions d'individus. Mais il y a, en France, des montagnes, des sables, des bruyères et des terres incultes, tandis qu'en Égypte tout produit. A cette considération il faut ajouter que la vallée du Nil, fécondée par les eaux, le limon, et la chaleur du climat, est plus fertile que nos bonnes terres, et que les deux tiers ou les trois quarts de la France sont de peu de rapport. Nous

sommes d'ailleurs fondés à penser que le Nil fécondait plusieurs oasis.

Si l'on suppose que tous les canaux, qui saignent le Nil pour en porter les eaux sur les terres, soient mal entretenus ou bouchés, son cours sera beaucoup plus rapide, l'inondation s'étendra moins, une plus grande masse d'eau arrivera à la mer, et la culture des terres sera fort réduite. Si l'on suppose, au contraire, que tous les canaux d'irrigation soient parfaitement soignés, aussi nombreux, aussi longs et profonds que possible, et dirigés par l'art de manière à arroser en tous sens une plus grande étendue du désert, on conçoit que très-peu des eaux du Nil se perdront dans la mer, et que les inondations fertilisant un terrain plus vaste, la culture s'augmentera dans la même proportion. Il n'est donc aucun pays où l'administration ait plus d'influence qu'en Égypte sur l'agriculture, et par conséquent sur la population. Les plaines de la Beauce et de la Brie sont fécondées par l'arrosement régulier des pluies; l'effet de l'administration y est nul sous ce rapport. Mais, en Égypte, où les irrigations ne peuvent être que factices, l'administration est tout. Bonne, elle adopte les meilleurs réglemens de police sur la direction des eaux, l'entretien et la construction des canaux d'irrigation. Mauvaise, partielle ou faible, elle favorise des localités ou des propriétés particulières, au détriment de l'intérêt public, ne peut réprimer les dissensions civiles des provinces, quand il s'agit d'ouvrir de grands canaux, ou enfin les laisse tous se dégrader; il en résulte que l'inondation est restreinte, et par suite l'étendue des terres cultivables. Sous une bonne administration le Nil ga-

gne sur le désert; sous une mauvaise, le désert gagne sur le Nil. En Égypte, le Nil ou le génie du bien, le désert ou le génie du mal, sont toujours en présence; et l'on peut dire que les propriétés y consistent moins dans la possession d'un champ, que dans le droit fixé par les réglemens généraux d'administration, d'avoir, à telles époques de l'année et par tel canal, le bienfait de l'inondation.

Depuis deux cents ans, l'Égypte a sans cesse décro. Lors de l'expédition des Français, elle avait encore de 2,500,000 à 2,800,000 habitans. Si elle continue à être régie de la même manière, dans cinquante ans elle n'en aura plus que 1,500,000.

En construisant un canal pour dériver les eaux du Nil dans la grande Oasis, on acquerrait un vaste royaume. Il est raisonnable d'admettre que du temps de Sésostris et de Ptolémée l'Égypte ait pu nourrir douze à quinze millions d'habitans, sans le secours de son commerce et par sa seule agriculture.

(Mémoires de Napoléon.)

— Des différentes races qui habitent l'Égypte.

A l'époque de l'expédition d'Égypte, il s'y trouvait trois races d'hommes les Mamelucks ou Circassiens, les Ottomans ou janissaires et spahis, et les Arabes ou naturels du pays.

Ces trois races n'ont ni les mêmes principes, ni les mêmes mœurs, ni la même langue. Elles n'ont de commun que la religion. La langue habituelle des Mamelucks et des Ottomans est le turc; les naturels parlent la langue arabe. A l'arrivée des Français les Mamelucks gouvernaient le pays et possédaient les richesses et la force. Ils avaient pour chefs vingt-trois

beys, égaux entre eux et indépendans ; car ils n'étaient soumis qu'à l'influence de celui qui , par son talent et sa bravoure , savait captiver tous les suffrages.

La maison d'un bey se compose de quatre cents à huit cents esclaves , tous à cheval , et ayant chacun pour les servir deux ou trois fellahs. Ils ont divers officiers pour le service d'honneur de leur maison. Les katchefs sont les lieutenans des beys ; ils commandent sous eux cette milice , et sont seigneurs des villages. Les beys ont des terres dans les provinces et une habitation au Caire. Un corps-de-logis principal leur sert de logement , ainsi qu'à leur harem ; autour des cours , sont ceux des esclaves , gardes et domestiques.

Les beys ne peuvent se recruter qu'en Circassie. Les jeunes Circassiens sont vendus par leurs mères , ou volés par les gens qui en font le métier , et vendus au Caire par les marchands de Constantinople. On admet quelquefois des noirs ou des Ottomans ; mais ces exceptions sont rares.

Les esclaves faisant partie de la maison d'un bey sont adoptés par lui , et composent sa famille. Intelligens et braves , ils s'élèvent successivement de grade en grade , et parviennent à celui de katchef et même de bey.

Les Mamelucks ont peu d'enfans , et ceux qu'ils ont ne vivent pas aussi long-temps que les naturels du pays. Il est rare qu'ils se soient propagés au delà de la troisième génération. On a voulu attribuer la stérilité des mariages des Mamelucks à leur goût anti-physique. Les femmes arabes sont grosses , lourdes ; elles affectent de la mollesse , peuvent à peine marcher , et

restent des jours entiers immobiles sur un divan. Un jeune Mameluck de quatorze à quinze ans, lesté, agile, déployant beaucoup d'adresse et de grâces en exerçant un beau coursier, excite les sens d'une manière différente. Il est constant que tous les beys, les katchefs, avaient d'abord servi aux plaisirs de leurs maîtres; et que leurs jolis esclaves leur servaient à leur tour, eux-mêmes ne le désavouent pas.

On a accusé les Grecs et les Romains du même vice. De toutes les nations, celle qui donne le moins dans cette inclination monstrueuse, est, sans contredit, la nation française. On en attribue la raison à ce que, de toutes, il n'en est aucune chez laquelle les femmes charment davantage par leur taille svelte, leur tournure élégante, leur vivacité et leurs grâces.

On pouvait compter en Égypte de 60 à 70,000 individus de race circassienne.

Les Ottomans se sont établis en Égypte, lors de la conquête par Sélim, dans le seizième siècle. Ils forment le corps des janissaires et spahis, et ont été augmentés de tous les Ottomans inscrits dans ces compagnies, selon l'usage de l'empire. Ils sont environ 200,000, constamment avilis et humiliés par les Mamelucks.

Les Arabes composent la masse de la population; ils ont pour chefs les grands-cheiks, descendants de ceux des Arabes qui, du temps du prophète, au commencement de l'hégire, conquièrent l'Égypte. Ils sont à la fois les chefs de la noblesse et les docteurs de la loi; ils ont des villages, un grand nombre d'esclaves, et ne vont jamais que sur des mules. Les mosquées sont sous leur inspection; celle de Jemil-Azar a seule

soixante grands-cheiks. C'est une espèce de Sorbonne, qui prononce sur toutes les affaires de religion, et sert même d'université. On y enseigne la philosophie d'Aristote, l'histoire et la morale du Koran; elle est la plus renommée de l'Orient. Ses cheiks sont les principaux du pays: les Mamelucks les craignaient; la Porte même avait des ménagemens pour eux. On ne pouvait influer sur le pays et le remuer que par eux. Quelques-uns descendent du prophète, tel que le cheik el Békry; d'autres de la deuxième femme du prophète, tel que le cheik el Sadda. Si le sultan de Constantinople était au Caire, à l'époque des deux grandes fêtes de l'empire, il les célébrerait chez l'un de ces cheiks. C'est assez faire connaître la haute considération qui les environne. Elle est telle, qu'il n'est aucun exemple qu'on leur ait infligé une peine infamante. Lorsque le gouvernement juge indispensable d'en condamner un, il le fait empoisonner, et ses funérailles se font avec tous les honneurs dus à son rang, et comme si sa mort avait été naturelle.

Tous les Arabes du désert sont de la même race que les cheiks, et les vénèrent. Les fellahs sont Arabes, non que tous soient venus au commencement de l'hégire avec l'armée qui conquiert l'Égypte; on ne pense pas que, par la suite de la conquête, il s'en soit établi plus de 100,000; mais comme, à cette époque, tous les indigènes embrassèrent la foi mahométane, ils sont confondus de même que les Francs et les Gaulois. Les cheiks sont les hommes de la loi et de la religion; les Mamelucks et les janissaires sont les hommes de la force et du gouvernement. La différence entre eux est plus grande qu'elle ne l'est en France entre

les militaires et les prêtres ; car ce sont des familles et des races tout-à-fait distinctes.

Les Cophtes sont catholiques, mais ne reconnaissent pas le pape ; on en compte 150,000 à peu près en Égypte. Ils ont le libre exercice de leur religion. Ils descendent des familles, qui, après la conquête des califes, sont restées chrétiennes. Les catholiques syriens sont peu nombreux. Les uns veulent qu'ils soient les descendants des croisés ; les autres que ce soient des originaires du pays, chrétiens au moment de la conquête, comme les Cophtes, et qui ont conservé des différences dans la religion. C'est une autre secte catholique. Il y a peu de Juifs et de Grecs. Ces derniers ont pour chef le patriarche d'Alexandrie, qui se croit égal à celui de Constantinople et supérieur au pape. Il demeure dans un couvent, au vieux Caire, et a l'existence d'un chef d'ordre religieux de l'Europe, qui aurait trente mille livres de rente. Les Francs sont peu nombreux : ce sont des familles anglaises, françaises, espagnoles ou italiennes, établies dans ce pays pour le commerce, ou simplement des commissionnaires des maisons européennes.

(Mémoires de NAPOLÉON.) :

— Avantages de la possession de l'Égypte pour la France.

De tout temps l'Égypte a servi d'entrepôt pour le commerce de l'Inde. Il se faisait anciennement par la mer Rouge. Les marchandises étaient débarquées à Bérénice, et transportées à dos de chameau, pendant quatre-vingts lieues, jusqu'à Thèbes, ou bien elles remontaient par eau de Bérénice à Cosséir : ce qui augmentait la navigation de quatre-vingts lieues, réduisait le portage à trente. Parvenues à Thèbes, elles

étaient embarquées sur le Nil, pour être ensuite répandues dans toute l'Europe. Tellé a été la cause de la grande prospérité de Thèbes aux cent portes. Les marchandises remontaient aussi au-delà de Cosséir, jusqu'à Suez, d'où on les transportait à dos de chameau jusqu'à Memphis et Péluse, c'est-à-dire l'espace de trente lieues. Du temps de Ptolémée, le canal de Suez au Nil fut ouvert. Dès-lors plus de portage pour les marchandises; elles arrivaient par eau à Baboust et Péluse, sur les bords du Nil et de la Méditerranée.

Indépendamment du commerce de l'Inde, l'Égypte en a un qui lui est propre. Cinquante années d'une administration française accroîtraient sa population dans une grande proportion. Elle offrirait à nos manufactures un débouché, qui amènerait un développement dans toute notre industrie; et bientôt nous serions appelés à fournir à tous les besoins des habitans des déserts de l'Afrique, de l'Abyssinie, de l'Arabie, et d'une grande partie de la Syrie. Ces peuples manquent de tout; et qu'est-ce que Saint-Domingue et toutes nos colonies, après tant de vastes régions? .

La France tirerait à son tour de l'Égypte du blé, du riz, du sucre, du natron, et toutes les productions de l'Afrique et de l'Asie.

Les Français établis en Égypte, il serait impossible aux Anglais de se maintenir long-temps dans l'Inde. Des escadres construites sur les bords de la mer Rouge, approvisionnées des produits du pays, équipées et montées par nos troupes stationnées en Égypte, nous rendraient infailliblement maîtres de l'Inde, au moment où l'Angleterre s'y attendrait le moins.

En supposant même le commerce de ce pays libre

comme il l'a été jusqu'ici entre les Anglais et les Français, les premiers seraient hors d'état de soutenir la concurrence. La possibilité de la reconstruction du canal de Suez étant un problème résolu, et le travail qu'elle exigerait étant de peu d'importance, les marchandises arriveraient si rapidement par ce canal et avec une telle économie de capitaux, que les Français pourraient se présenter sur les marchés avec des avantages immenses; le commerce de l'Inde, par l'Océan, en serait infailliblement écrasé.

(Mémoires de NAPONÉON.)

— Opportunité d'une expédition en Égypte en 1797.

Les temps ne sont pas éloignés où nous sentirons que pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous emparer de l'Égypte. Le vaste empire ottoman, qui périt tous les jours, nous met dans l'obligation de penser de bonne heure à prendre des moyens pour conserver notre commerce du Levant.

(C. I. Lettre au Directoire, du 29 thermidor an v
— 16 août 1797.)

— Facilité que devait trouver la République française à s'emparer de l'Égypte.

S'il arrivait qu'à notre paix avec l'Angleterre nous fussions obligés de céder le cap de Bonne-Espérance, il faudrait alors nous emparer de l'Égypte. Ce pays n'a jamais appartenu à une nation européenne, les Vénitiens seuls y ont eu une prépondérance précaire. On pourrait partir d'ici avec 25,000 hommes escortés par huit ou dix bâtimens de ligne ou frégates vénitien-
nes et s'en emparer.

L'Égypte n'appartient pas au grand-seigneur.

Je désirerais, citoyen ministre, que vous prissiez à Paris quelques renseignemens, et me fissiez connai-

tre quelle réaction aurait sur la Porte notre expédition d'Égypte.

1. Avec des armées comme les nôtres, pour qui toutes les religions sont égales, mahométane, copte, arabe, etc., tout cela nous est indifférent : nous respecterons les unes comme les autres.

(G. J. Lett. au min. des relat. ext., du 27 fruct. an v
— 13 septembre 1797.)

— Les trois buts de l'expédition d'Égypte.

L'expédition d'Égypte avait trois buts : 1° établir sur le Nil une colonie française qui pût prospérer sans esclaves, et qui tint lieu de la république de Saint-Domingue et de toutes les îles à sucre ; 2° ouvrir un débouché à nos manufactures dans l'Afrique, l'Arabie et la Syrie, et fournir à notre commerce toutes les productions de ces vastes contrées ; 3° partir de l'Égypte comme d'une place d'armes pour porter une armée de 60,000 hommes sur l'Indus, soulever les Marattes et les peuples opprimés de ces vastes contrées... L'Océan a cessé d'être un obstacle depuis qu'on a des vaisseaux ; le désert cesse d'en être un pour une armée qui a en abondance des chameaux et des dromadaires.

(Mémoires de Napoléon.)

— But principal de l'expédition.

Le principal but de l'expédition des Français en Orient était d'abaisser la puissance anglaise. C'est du Nil que devait partir l'armée qui allait donner de nouvelles destinées aux Indes. L'Égypte devait remplacer Saint-Domingue et les Antilles, et concilier la liberté des noirs avec les intérêts de nos manufactures ; la conquête de cette province entraînait la perte de tous

les établissemens anglais en Amérique et dans la presque île du Gange. Les Français une fois maîtres des ports d'Italie, de Corfou, de Malte et d'Alexandrie, la Méditerranée devenait un lac français.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Qualités que demandait cette expédition.

L'expédition que nous avons entreprise exige du courage de plus d'un genre.

(C. I. *Lettre à Kléber, du 28 therm. an vi*
— 18 août 1798.)

— Importance pour la France de la possession d'Égypte.

Vous savez apprécier aussi bien que moi combien la possession de l'Égypte est importante à la France : cet empire turc, qui menace ruine de tous côtés, s'écroule aujourd'hui, et l'évacuation de l'Égypte serait un malheur d'autant plus grand, que nous verrions de nos jours cette belle province passer en des mains européennes...

L'intérêt de ce qui se passe ici est vif, et les résultats en seront immenses pour le commerce, pour la civilisation ; ce sera l'époque d'où dateront les grandes révolutions.

(C. I. *Lettre à Kléber, du 4 fructidor an vii*
21 août 1799.)

— Sur l'armée d'Égypte.

L'empereur disait qu'aucune armée dans le monde n'était moins propre à l'expédition d'Égypte que celle qu'il y conduisit : c'était celle d'Italie. Il serait difficile de rendre le dégoût, le mécontentement, le découragement de cette armée, lors de ses premiers momens en Égypte. « Cette armée avait rempli sa carrière, disait Napoléon ; tous les individus en étaient gorgés de richesses, de grades, de jouissances et de

considération ; ils n'étaient plus propres aux déserts ni aux fatigues de l'Égypte. Aussi, continuait-il, si elle se fût trouvée en d'autres mains que les miennes, il serait difficile de déterminer les excès dont elle se fût rendue coupable. »

(*Mémorial.*)

— Nous avons eu bien des ennemis à combattre dans cette expédition : déserts, habitans du pays, Arabes, Mamelucks, Russes, Turcs, Anglais.

(C. I. *Lettre au Directoire, du 22 pluviôse an VII*
— 10 février 1799.)

— J'ai été parfaitement content de l'armée : dans des événemens et dans un genre de guerre si nouveaux pour des Européens, elle fait voir que le vrai courage et les talens guerriers ne s'étonnent de rien, et ne se rebutent d'aucun genre de privation.

(C. I. *Lett. au Direct., du 21 floréal an VII*
— 10 mai 1799.)

— Utilité, pour l'armée d'Égypte, d'une troupe de comédiens français.

J'avais déjà demandé plusieurs fois une troupe de comédiens ; je prendrai un soin particulier de vous en envoyer. Cet article est très-important pour l'armée, et pour commencer à changer les mœurs du pays.

(C. I. *Lett. à Kéber, du 4 fruct. an VII*
21 août 1799.)

— D'où proviennent les maux d'yeux en Égypte.

Les maux d'yeux ont fort incommodé l'armée française en Égypte ; plus de la moitié des soldats en ont été atteints. Cette maladie provient, dit-on, de deux causes ; des sels qui se trouvent dans le sable et la poussière, et affectent nécessairement la vue, et de l'irritation que produit le défaut de transpiration pendant les nuits très-fraîches qui succèdent à des jours brûlans. Quoi qu'il en soit de cette explication, ces

ophthalmies résultent évidemment du climat. Saint Louis de retour de son expédition du Levant ramena une foule d'aveugles, et c'est ce qui donna lieu à l'établissement de l'hospice des Quinze-Vingts à Paris.

(Mémoires de Napoléon.)

— Influence de Pitt sur l'expédition d'Égypte.

On a dit que Pitt, pour compléter le vaste plan de coalition qu'il méditait, avait entraîné sourdement le Directoire à l'expédition d'Égypte, afin de forcer la Porte Ottomane à se déclarer; mais cette assertion est fausse. Sans doute la guerre de la Turquie avec la France avait pour l'Angleterre le grand avantage de rendre disponibles toutes les forces de la Russie, en ce qu'elle débarrassait cette puissance de son observation sur la Turquie; mais si Saint Jean-d'Acre était tombé devant Napoléon, l'empire ottoman en eût été ébranlé : la politique de la Russie aurait changé subitement; l'Angleterre aurait tremblé pour l'Inde, la politique de Pitt aussi aurait changé.

(Ibid.)

— Pourquoi Napoléon retourna en France.

Napoléon retourna en France, 1° parce qu'il y était autorisé par ses instructions : il avait carte blanche sur tout; 2° parce que sa présence était nécessaire à la république; 3° parce que l'armée d'Orient, victorieuse et nombreuse, ne pouvait avoir de long-temps aucun ennemi à combattre... Lorsque Napoléon laissa le commandement à Kléber, l'armée était de 28,000 hommes, dont 25,000 en état de combattre. Il est notoire qu'en quittant l'Égypte au mois d'août 1799, il croyait ce pays pour toujours à la France. Quant aux idées qu'il avait alors sur les affaires de France, il les a com-

muniquées à Menou, qui l'a souvent répété: il projetait la journée du 18 brumaire.

(Ibid.)

— Sur la campagne d'Égypte.

L'empereur, parlant de sa campagne d'Égypte, à laquelle il venait de travailler, disait qu'elle serait aussi intéressante qu'un épisode de roman....

« Si j'avais été maître de la mer, disait-il, j'eusse été maître de l'Orient; et la chose était si possible, que cela n'a tenu qu'à la stupidité ou à la mauvaise conduite de quelques marins.

» Volney, voyageant en Égypte avant la révolution, avait écrit qu'on ne pourrait occuper ce pays sans trois grandes guerres : contre l'Angleterre, le grand-seigneur et les habitans. La dernière surtout lui paraissait difficile et terrible. Il s'est trompé tout-à-fait à l'égard de celle-ci, car elle n'a été rien pour nous. Nous étions même venus à bout d'avoir, en peu de temps, les habitans pour amis, et d'avoir mêlé leur cause à la nôtre.

» Une poignée de Français avait donc suffi pour conquérir ce beau pays, qu'ils n'eussent jamais dû perdre! Nous avions vraiment accompli des prodiges de guerre et de politique! Notre affaire n'avait rien de commun avec les anciennes croisades : les croisés étaient innombrables et mus par le fanatisme; mon armée, au contraire, était fort petite, et les soldats si peu passionnés pour leur entreprise, qu'ils furent tentés souvent, dans le principe, d'enlever leurs drapeaux et de revenir. Toutefois, j'étais venu à bout de les réconcilier avec le pays, où il y avait abondance de toutes choses, et à si bon marché, que je fus un

moment tenté de les mettre à la demi-solde , pour leur conserver l'autre moitié en réserve. Je m'étais acquis un tel empire sur eux , qu'il m'eût suffi d'un simple ordre du jour pour les rendre Mahométans. Ils n'eussent fait qu'en rire ; la population eût été satisfaite , et les chrétiens de l'Orient eux-mêmes eussent cru leur cause gagnée ; ils nous eussent approuvés, pensant que nous ne pouvions pas faire mieux pour eux et pour nous.

Les Anglais ont frémi de nous voir occuper l'Égypte. Nous montrions à l'Europe le vrai moyen de les priver de l'Inde. Ils ne sont pas encore bien rassurés ; et ils ont raison. Si quarante ou cinquante mille familles européennes fixent jamais leur industrie, leurs lois et leur administration en Égypte, l'Inde sera aussitôt perdue pour les Anglais, bien plus encore par la force des choses que par celle des armes.

(*Mémorial.*)

— Pourquoi nous avons perdu l'Égypte.

L'Égypte fût restée à jamais une province française, s'il y eût eu pour la défendre tout autre que Menou ; rien que les fautes grossières de ce dernier ont pu amener la perte de cette contrée.

(*Ibid.*)

— L'empereur répétait jusqu'à satiété que l'Égypte devait demeurer à la France, et qu'elle y fût infailliblement demeurée, si elle eût été défendue par Kléber ou Desaix. « C'étaient ses deux lieutenans les plus distingués, disait-il ; tous deux d'un grand et rare mérite, quoique d'un caractère et de dispositions bien différentes. »

(*Ibid.*)

Voyez DESAIX et KLÉBER.

Lorsque, de sa retraite de l'île d'Elbe, Napoléon apprit que les factions s'agitaient en France, que les partis se formaient, que la guerre civile devenait imminente, et que toutes ses horreurs allaient éclater de nouveau sur notre belle patrie, il sentit que son espoir (1) avait été déçu. Fidèle à sa devise, *tout pour le peuple français*, il résolut de rentrer en France, non avec l'ambition de reconquérir son trône, mais pour se placer entre les factions. Il avait toujours pensé que la France ne voulait que l'égalité; et il la lui avait donnée tout entière. Les événemens venaient de lui apprendre qu'elle voulait aussi la liberté; et il avait résolu de rendre le peuple français le plus libre de tous les peuples de la terre.

A la fin de janvier 1815, le congrès de Vienne décida de transférer Napoléon à Sainte-Hélène, et de violer toutes les stipulations du traité de Fontainebleau. Déjà le cabinet des Tuileries avait prouvé qu'il ne voulait remplir aucun des engagemens qu'il avait contractés par ce traité; mais ces circonstances n'eurent aucune influence sur les résolutions de Napoléon : ce n'était pas de lui qu'il s'agissait dans le parti qu'il avait à prendre. Une conspiration existait, mais son retour n'en était pas l'objet..... Il n'a été appelé par aucune conspiration : c'est avec l'imagination et l'opinion des grandes masses qu'il a constamment agi. Il comptait sur l'amour du peuple français et de l'armée; sa marche et les acclamations qui l'ont accompagné

(1) Napoléon, en signant l'abdication de Fontainebleau, se flattait que son éloignement rendrait la paix à la France.

du golfe Juan à Paris ont surpris tout le monde, excepté lui.

Le duc Cambacérès, le duc de Rovigo, le duc d'Otrante, le comte Carnot, ont souvent avoué à Napoléon dans les cent jours, qu'ils ne supposaient pas qu'il pût jamais arriver à Paris, et que les événemens qui venaient de se passer avaient été pour eux une révélation des sentimens secrets du peuple et de l'armée.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Napoléon prit la résolution de rentrer en France dès qu'il lui fut prouvé que le gouvernement royal ne voulait pas exécuter le traité de Fontainebleau; qu'il voulait continuer la troisième dynastie, et considérait comme illégitimes et usurpateurs les gouvernemens de la république et de l'empire. La conséquence rigoureuse de ce système était que, dès lors, les anciens évêques devraient réclamer leurs sièges supprimés par le concordat de 1801; le clergé exiger la restitution de ses biens, l'église catholique redevenir dominante dans l'état; les anciens seigneurs, les anciens privilégiés réclamer contre les spoliations de la république, et demander la restitution des privilèges et des biens qu'ils avaient perdus pour la cause de la légitimité; tous les services rendus contre la république et l'empire, toutes les trahisons pour livrer Toulon et Brest aux Anglais, mériteraient des récompenses.

(*Ibid.*)

— Le retour de l'île d'Elbe fut l'effet d'avoir déclaré illégitime usurpation, ce que la nation avait fait depuis vingt-cinq ans et que l'Europe avait reconnu.

(*Ibid.*)

— C'est l'insolence des nobles et des prêtres qui m'a fait quitter l'île d'Elbe..... J'aurais pu arriver avec trois millions de paysans qui accouraient pour se plaindre et m'offrir leurs services ; mais j'étais sûr de ne pas trouver de résistance devant Paris..... Les Bourbons sont bien heureux que je sois revenu : sans moi ils auraient fini par une révolution épouvantable.

(Mémoires de NAPP.)

— Je suis venu, sans intelligence, sans concert, sans préparation aucune, tenant en main les journaux de Paris et le discours de M. Ferrand. Lorsque j'ai vu ce que l'on écrivait sur l'armée et sur les biens nationaux, et sur la ligne droite et la ligne courbe, je me suis dit : la France est à moi.

(Mémoires sur les Cent Jours.)

— Empereur, consul, soldat, je tiens tout du peuple. Dans la prospérité, dans l'adversité, sur le champ de bataille, au conseil, sur le trône, dans l'exil, la France a été l'objet unique et constant de mes pensées et de mes actions.

Comme ce roi d'Athènes, je me suis sacrifié pour mon peuple, dans l'espoir de voir se réaliser la promesse donnée de conserver à la France son intégrité naturelle, ses honneurs et ses droits.

L'indignation de voir ces droits sacrés, acquis par vingt-cinq années de victoires, méconnus et perdus à jamais ; le cri de l'honneur français flétri, les vœux de la nation m'ont ramené sur ce trône qui m'est cher, parce qu'il est le palladium de l'indépendance, de l'honneur et des droits du peuple.....

(Discours du Champ-de-Mai. 1815.)

— L'empereur disait que dès Fontainebleau il avait songé au retour. Comme on se récriait, il s'est expliqué ainsi :

« Si les Bourbons, me suis-je dit, veulent commencer une cinquième dynastie, je n'ai plus rien à faire ici, mon rôle est fini; mais s'ils s'obstinaient par hasard à vouloir recontinuer la troisième, je ne tarderais pas à reparaitre. On pourrait dire que les Bourbons eurent alors ma mémoire et ma conduite à leur disposition : s'ils se fussent contentés d'être les magistrats d'une grande nation, s'ils l'eussent voulu, je demeurais, pour le vulgaire, un ambitieux, un tyran, un brouillon, un fléau. Que de sagacité, de sang-froid, il eût fallu pour m'apprécier et me rendre justice ! Mais ils ont tenu à se retrouver encore les seigneurs féodaux, ils ont préféré n'être que les chefs odieux d'un parti odieux à toute la nation. Leur entourage, une fausse marche, m'ont rendu désirable, et ce sont eux qui ont réhabilité ma popularité et prononcé mon retour. Autrement ma mission politique était dès-lors consommée; je demeurais pour toujours à l'île d'Elbe; et nul doute qu'eux et moi nous y eussions tous gagné : car je ne suis pas revenu pour recueillir un trône, mais bien pour acquitter une grande dette. Peu le comprendront, n'importe; j'entrepris une étrange charge; mais je la devais au peuple français; ses cris arrivaient jusqu'à moi, pouvais-je y demeurer insensible ?

» Mon existence, du reste, à l'île d'Elbe, était encore assez enviable, assez douce; j'allais m'y créer en peu de temps une souveraineté d'un genre nouveau : ce qu'il y avait de plus distingué en Europe commen-

çait à venir passer en revue devant moi. J'aurais offert un spectacle inconnu à l'histoire; celui d'un monarque descendu du trône, qui voyait défilier avec empressement devant lui le monde civilisé.

» On m'objectera, il est vrai, que les alliés m'auraient enlevé de mon île, et je conviens que cette circonstance a même hâté mon retour. Mais si l'on eût bien gouverné en France, si les Français eussent été contents, mon influence avait fini, je n'appartenais plus qu'à l'histoire, et l'on n'eût point songé à Vienne à me déplacer. C'est l'agitation créée, entretenue en France, qui a forcé de songer à mon éloignement. »

(*Mémorial.*)

— Comment s'est effectué le retour de l'île d'Elbe.

Il n'y a pas eu de conspiration pour le retour de l'île d'Elbe, et lorsque l'histoire pourra parler sans réserve, on prouvera que la conspiration qui se tramait alors à Paris, et dont les ramifications s'étendaient sur toute la France, n'avait aucun rapport avec le 20 mars et avait un tout autre but.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Vingt-quatre heures avant de lever l'ancre, il n'y avait à Porto-Ferrajo que Bertrand et Drouot qui eussent le secret de l'expédition.

(*Ibid.*)

— Pourquoi Napoléon, aux Cent Jours, n'a-t-il point formé un corps à part du bataillon de l'île d'Elbe.

Il n'était pas convenable que le bataillon de l'île d'Elbe formât un corps à part: c'eût été une garde dans une garde. Les grenadiers de l'île d'Elbe n'étaient que la députation de la garde. Lorsqu'on demanda des hommes de bonne volonté, toute la garde se présenta;

il n'y avait donc aucune raison pour faire déchoir en quoi que ce fût les autres soldats de la garde, et la subdiviser eût été une faute qui eût eu des conséquences.....

(*Ibid.*)

— Sur la conduite des généraux lors du retour de l'île d'Elbe.

L'empereur, parlant de son retour de l'île d'Elbe, disait qu'il n'avait d'autre mérite que d'avoir bien jugé de l'état des choses en France, et d'avoir su lire dans le cœur des Français; que cela avait été toutes ses intelligences. Car, observait-il, si l'on excepte Labédoyère, qui accourut à moi d'enthousiasme et de cœur, et un autre encore qui me rendit franchement de grands et vrais services, presque tous les autres généraux, sur la route, se montrèrent incertains et de mauvaise grâce; ils ne firent que céder à l'impulsion de leurs soldats, si même ils ne se montrèrent hostiles.

Tout le monde sait bien aujourd'hui, disait-il, que Ney quitta Paris tout au roi, et que, s'il tourna contre lui quelques jours plus tard, c'est qu'il crut ne pouvoir faire autrement.

J'étais si loin de compter en aucune manière sur Masséna, que je me crus obligé, en débarquant, de le sauter à pieds joints; et le questionnant plus tard à Paris sur ce qu'il aurait fait, si je ne me fusse éloigné aussi rapidement de la Provence, il eut la franchise de répondre qu'il serait bien embarrassé de me le dire; mais que le plus sûr, dans tous les cas, avait été d'agir ainsi que j'avais fait; que de la sorte le tout avait été pour le mieux.

Saint-Cyr s'était vu en danger pour avoir voulu contenir les soldats confiés à ses ordres.

Soult me confessa que le roi lui avait inspiré un véritable goût, tant il se trouvait bien de son régime ; et il ne voulut reprendre du service qu'après le Champ-de-Mai.

Macdonald ne reparut point.

Le duc de Bellune suivit le roi à Gand.

Ainsi, concluait-il, si les Bourbons ont eu à se plaindre de la désertion complète du soldat et du peuple, certes, ils n'ont pas le droit de reprocher le manque de dévouement et de fidélité aux principaux de l'armée, à ces élèves ou chefs de la révolution, qui, malgré une habitude de vingt-cinq ans, disait-il, n'ont montré, dans cette circonstance, que de vrais enfans en politique. On ne les a trouvés ni émigrés, ni nationaux !...

(*Mémorial.*)

— Parlant de la conduite des généraux qui avaient quitté les Bourbons pour revenir à lui au retour de l'île d'Elbe, l'empereur disait que tous les chefs avaient fait leur devoir ; mais ils n'avaient rien pu contre le torrent de l'opinion, et personne n'avait bien calculé les sentimens de la masse et l'élan de la nation. « Si le roi, ajoutait-il, fût resté plus long-temps en France, il eût peut-être péri dans quelque soulèvement. Mais s'il fût tombé dans mes mains, je me serais cru assez fort pour pouvoir l'entourer de bons traitemens dans quelque demeure à son choix, comme j'avais traité Ferdinand à Valencey, etc. »

(*Ibid.*)

— Avantage qu'il y aurait eu pour l'Europe à s'en tenir au retour de l'île d'Elbe.

Quelle fatalité, disait l'empereur, que l'on ne s'en

soit pas tenu à mon retour de l'île d'Elbe! que chacun n'ait pas vu que j'étais le plus propre et le plus nécessaire à l'équilibre et au repos européens! Mais les rois et les peuples m'ont craint; ils ont eu tort, et peuvent le payer chèrement. Je revenais un homme nouveau; ils n'ont pu le croire; ils n'ont pu imaginer qu'un homme eût l'âme assez forte pour changer son caractère, ou se plier à des circonstances obligées. J'avais pourtant fait mes preuves et donné quelques gages de ce genre. Qui ne sait que je ne suis pas un homme à demi-mesures? J'aurais été franchement le monarque de la constitution et de la paix, comme j'avais été celui de la dictature et des grandes entreprises.

Et raisonnons un peu sur ces craintes des rois et des peuples à mon égard. Quelles pouvaient être les craintes des rois? Redoutaient-ils toujours mon ambition, mes conquêtes, ma monarchie universelle? Mais ma puissance et mes forces n'étaient plus les mêmes; et puis je n'avais vaincu et conquis que dans ma propre défense; c'est une vérité que le temps développera chaque jour davantage. L'Europe ne cessa jamais de faire la guerre à la France, à ses principes, à moi; et il nous fallait abattre, sous peine d'être abattus. La coalition exista toujours, publique ou secrète, avouée ou démentie; elle fut toujours en permanence; c'était aux alliés seuls à nous donner la paix: pour nous, nous étions fatigués; les Français s'effrayaient de conquérir de nouveau. Moi-même, me croit-on insensible aux charmes du repos et de la sécurité, quand la gloire et l'honneur ne le veulent pas autrement! Avec nos deux chambres, on m'eût refusé désormais de

passer le Rhin; et pourquoi l'eussé-je voulu! pour ma monarchie universelle? Mais je n'ai jamais fait preuve entière de démençe; or, ce qui la caractérise surtout, c'est la disproportion entre les vues et les moyens. Si j'ai été sur le point d'accomplir cette monarchie universelle, c'est sans calcul, et parce qu'on m'y a amené pas à pas. Les derniers efforts pour y parvenir semblaient coûter à peine; était-il si déraisonnable de les tenter? Mais au retour de l'île d'Elbe, une pareille idée, une pensée aussi folle, un résultat aussi impossible, pouvaient-ils entrer dans la tête du moins sage des hommes? Les souverains n'avaient donc rien à craindre de mes armes.

Redoutaient-ils que je les inondasse de principes anarchiques? Mais ils connaissent par expérience mes doctrines sur ce point. Ils m'ont vu tous occuper leur territoire; combien n'ai-je pas été poussé à révolutionner leurs pays, municipaliser leurs villes, soulever leurs sujets. Bien qu'on m'ait salué, en leur nom, de *moderne Attila*, de *Robespierre à cheval*, tous savent mieux dans le fond de leur cœur!!! qu'ils y descendent! Si je l'avais été, je règnerais encore peut-être; mais eux, bien sûrement et depuis long-temps, ils ne régneraient plus. Dans la grande cause dont je me voyais le chef et l'arbitre, deux systèmes se présentaient à suivre : de faire entendre raison aux rois par les peuples, ou de conduire à bon port les peuples par les rois; mais on sait s'il est facile d'arrêter les peuples quand une fois ils sont lancés. Il était plus naturel de compter un peu sur la sagesse et l'intelligence des rois; j'ai dû leur supposer toujours assez d'esprit pour de si clairs intérêts; je me suis trompé;

ils n'ont tenu compte de rien ; et dans leur aveugle passion, ils ont déchainé contre moi ce que j'avais retenu contre eux. Ils verront!!!

Enfin, les souverains se trouvaient-ils offusqués de voir un simple soldat parvenir à une couronne? Redoutaient-ils l'exemple? Mais les solennités, mais les circonstances qui ont accompagné mon élévation, mon empressement à m'associer à leurs mœurs, à m'identifier à leur existence, à m'allier à leur sang et à leur politique, fermaient assez la porte aux nouveaux concurrens. Bien plus, si l'on eût dû avoir le spectacle d'une légitimité interrompue, je maintiens qu'il leur était bien plus avantageux que ce fût par moi, sorti des rangs du peuple, que par un prince membre de leur famille; car des milliers de siècles s'écouleront avant que les circonstances accumulées sur ma tête aillent en puiser un autre dans la foule, pour reproduire le même spectacle; tandis qu'il n'est pas de souverain qui n'ait, à quelques pas de lui, dans son palais, des cousins, des neveux, des frères, quelques parens propres à imiter facilement celui qui une fois les aurait remplacés.

D'une autre part, de quoi pouvaient s'effrayer les peuples? Que je vinsse les ravager, leur imposer des chaînes? Mais je revenais le messie de la paix et de leurs droits; cette doctrine nouvelle faisait ma force; la violer, c'était me perdre. Cependant les Français mêmes m'ont redouté; ils ont eu l'insanité de disputer quand il n'y avait qu'à combattre, de se diviser quand il fallait à tout prix se réunir. Et ne valait-il pas mieux encore courir les dangers de m'avoir pour maître que de s'exposer à subir le joug de

l'étranger? N'était-il pas plus aisé de se défaire d'un despote, d'un tyran, que de secouer les chaînes de toutes les nations réunies? Et puis d'où leur venait cette défiance sur ma personne? De ce qu'ils m'avaient déjà vu concentrer en moi tous les efforts, et les diriger d'une main vigoureuse?... Mais n'apprennent-ils pas aujourd'hui à leurs dépens combien c'était nécessaire? Eh bien! le péril fut toujours le même, la lutte terrible et la crise imminente. Dans cet état de choses, la dictature n'était-elle pas nécessaire, indispensable? Le salut de la patrie me commandait même de la déclarer ouvertement au retour de Leipsick. J'eusse dû le faire encore au retour de l'île d'Elbe. Je manquai de caractère, ou plutôt de confiance dans les Français, parce que plusieurs n'en avaient plus en moi, et c'était me faire grande injure. Si les esprits étroits et vulgaires ne voyaient dans tous mes efforts que le soin de ma puissance, les esprits larges n'auraient-ils pas dû démontrer que, dans les circonstances où nous nous trouvions, ma puissance et la patrie ne faisaient qu'un? Fallait-il donc de si grands malheurs sans remèdes, pour pouvoir me faire comprendre? L'histoire me rendra plus de justice; elle me signalera, au contraire, comme l'homme des abnégations et du désintéressement! De quelles séductions ne fus-je pas l'objet à l'armée d'Italie? L'Angleterre m'offrit d'être roi de France lors du traité d'Amiens. Je repoussai la paix de Châtillon; je dédaignai toute stipulation personnelle à Waterloo : pourquoi? C'est que rien de tout cela n'était la patrie, et je n'avais d'autre ambition que la sienne, celle de sa gloire, de son ascendant, de sa majesté. Et aussi voilà pourquoi, en dépit de tant de

malheurs, je demeure si populaire parmi les Français. C'est une espèce d'instinct, d'arrière-justice de leur part.

Après tout encore, quelles pouvaient être leurs craintes? Les chambres et la constitution nouvelle n'étaient-elles pas désormais des garanties suffisantes? Ces actes additionnels, contre lesquels on s'est tant élevé, ne portaient-ils pas en eux-mêmes tous les correctifs, les remèdes absolus? Comment les eussé-je violés? je n'avais pas à moi seul des millions de bras, je n'étais qu'un homme; l'opinion m'élevait de nouveau, l'opinion pouvait m'abattre de même; et, à côté de ce péril, qu'avais-je à gagner?

Mais autour de nous, je reviens à celle-là surtout, à l'Angleterre: quelles pouvaient être ses craintes, ses motifs, ses jalousies? On se le demande en vain. Avec notre constitution nouvelle, nos deux chambres, n'avions-nous pas désormais embrassé sa religion? N'était-ce donc pas là un moyen sûr de nous entendre, de faire désormais cause commune? Les caprices, les passions des gouvernans une fois enchaînés, les intérêts des peuples marchent sans obstacles dans leur route naturelle. Qu'on regarde les négocians des nations opposées; ils continuent de s'entendre et de faire leurs affaires, bien que leurs gouvernemens guerroyent: les deux peuples en étaient arrivés là. Grace à leurs parlemens respectifs, chacun fût devenu la garantie de l'autre; et saura-t-on jamais jusqu'à quel point pouvait se porter l'union des deux peuples, et celle de leurs intérêts; les combinaisons nouvelles qu'il était possible de mettre en œuvre? Ce qu'il y a de certain, c'est qu'avec l'établissement de nos chambres et de

notre constitution, les ministres d'Angleterre ont tenu dans leurs mains la gloire et la prospérité de leur patrie, les destinées et le bien-être du monde. Si j'eusse battu l'armée anglaise et gagné ma dernière bataille, j'eusse causé un grand et heureux étonnement; le lendemain je proposais la paix; et pour le coup c'eût été moi qui aurais prodigué les avantages à pleines mains. Au lieu de cela, peut-être les Anglais seront-ils réduits à pleurer un jour d'avoir vaincu à Waterloo!

Je le répète, les peuples et les rois ont eu tort; j'avais retrempé les trônes, j'avais retrempé la noblesse inoffensive, et les trônes et la noblesse peuvent se trouver de nouveau en péril. J'avais consacré, fixé les limites raisonnables des droits des peuples; et les réclamations vagues, absolues, immodérées peuvent renaître.

Mon retour et mon maintien sur le trône, mon adoption franche cette fois de la part des souverains, jugeaient définitivement la cause des rois et des peuples, tous les deux l'avaient gagnée. Aujourd'hui on la remet en question : tous deux peuvent la perdre. On pouvait avoir tout fini, on peut avoir tout à reprendre; on a pu se garantir un calme long et assuré, commencer à jouir; et au lieu de cela, il peut suffire d'une étincelle pour ramener une conflagration universelle!.. Pauvre et triste humanité!..

(Mémorial.)

ÉLECTIONS.

Comment il faut organiser les collèges électoraux.

Les collèges électoraux rattachent les grandes autorités au peuple et réciproquement. Ce sont des

corps intermédiaires entre le pouvoir et le peuple, c'est une classification de citoyens, une organisation de la nation. Dans cette classification, il faut combiner les intérêts opposés des propriétaires et des prolétaires, puisque la propriété est la base fondamentale de toute association politique. Il faut y appeler aussi des non-propriétaires pour ne pas fermer la carrière aux talens et au génie...

(*Le Consulat et l'Empire.*)

ÉMIGRÉS.

Des lois sur les émigrés.

Quel pays n'a pas ses lois révolutionnaires? Est-ce l'Angleterre? Voyez sa loi du *test*, ses lois sur les Irlandais. Révolutionnaire, c'est un mot. Il y a cinq ou six mille émigrés qu'on ne doit pas laisser rentrer pour troubler les propriétaires, à moins qu'ils ne passent sur nos cadavres.

(*Ibid.*)

— Sur les listes d'émigrés en l'an VIII.

Il y a peut-être plus de cent mille noms sur ces malheureuses listes; dans cette confusion, les plus considérables et les plus hostiles se tirent d'embarras. Ils ont plus que les autres de quoi acheter des témoins. Ainsi, un duc est rayé et un pauvre laboureur maintenu. C'est un pitoyable contre-sens. Je voudrais qu'on éliminât le fretin, en classant les individus d'après certains caractères qui feraient descendre la faveur sur les plus basses classes, au lieu de la faire remonter vers les plus élevées. C'est à celles-ci qu'appartiennent les émigrés de 1789 et de 1791, vrais criminels de lèse-nation. Il faudrait réduire les listes des trois quarts aux noms vraiment hostiles. Alors

ils seraient mieux signalés, ils n'échapperaient plus, ils ne se sauveraient pas dans l'eau trouble.

(*Ibid.*)

— Sur la conduite des émigrés amnistiés lors de la conspiration de George et de Pichegru.

Aucune plainte ne m'a été portée contre les émigrés amnistiés. Ils ne sont pour rien dans la conspiration. Ce n'est point chez eux que George et les Polignac ont trouvé asile, mais chez des filles publiques et chez quelques mauvais sujets de Paris.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

— Des bois des émigrés.

Des émigrés rayés coupent leurs bois, soit par besoin, soit pour emporter l'argent à l'étranger. Je ne veux pas que les plus grands ennemis de la république, les défenseurs des vieux préjugés, recouvrent leur fortune et dépouillent la France. Je veux bien les recevoir; mais il importe à la nation de conserver les forêts : la marine en a besoin. Leur destruction est contraire à tous les principes d'une bonne économie. Nous ne devons pas garder les bois sans indemnité; mais on la paiera quand on pourra et progressivement : ce sera d'ailleurs un moyen, en faisant traîner ce paiement, de tenir les émigrés sous la main du gouvernement.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

— Projet de Napoléon concernant la restitution des biens des émigrés.

« J'ai eu un moment la pensée, disait l'empereur, de composer une masse, un syndicat de tous les biens restans des émigrés, et de les leur distribuer à leur retour dans une échelle proportionnelle. Au lieu de

cela, quand je me suis mis à rendre individuellement, je n'ai pas tardé à m'apercevoir que je les rendais trop riches, et ne faisais que des insolens. Tel à qui, grâce à ses mille sollicitations et à ses mille courbettes, on rendait cinquante mille écus, cent mille écus de rente, ne nous tirait plus le chapeau le lendemain; et loin d'avoir la moindre reconnaissance, ce n'était plus qu'un impertinent qui prétendait même avoir payé sous main la faveur qu'il avait obtenue. Tout le faubourg Saint-Germain allait prendre cette direction. Il se trouva que j'allais recréer sa fortune, et qu'il n'en fût pas moins demeuré ennemi et anti-national. Alors j'arrêtai, en opposition à l'acte d'amnistie, la restitution des bois non vendus, toutes les fois qu'ils dépasseraient une certaine valeur. C'était une injustice, d'après la lettre de la loi, sans doute; mais la politique le voulait impérieusement : la faute en avait été à la rédaction et à l'imprévoyance. Cette réaction de ma part détruisit le bon effet du rappel des émigrés, et m'aliéna toutes les grandes familles. J'eusse pourvu à cet inconvénient ou j'en eusse neutralisé les effets par mon syndicat. Pour une grande famille mécontente, j'eusse attaché cent nobles de la province, et satisfait au fond à la stricte justice, qui voulait que l'émigration entière, qui avait couru une même chance, embarqué sa fortune en commun sur le même vaisseau, éprouvé le même naufrage, encouru une même peine, obtint un même résultat. C'est une faute de ma part, ajoutait l'empereur, d'autant plus grande que j'en ai eu l'idée; mais j'étais seul, entouré d'oppositions et d'épines; tous étaient contre les émigrés; et cependant les grandes affaires me talon-

naient, le temps courait, j'étais obligé de voir ailleurs.»

(*Mémorial.*)

— Des émigrés par rapport à la France.

Les émigrés ont établi, consacré dans la France politique une scission pareille à celle que les catholiques et les protestans amenèrent dans l'Europe religieuse.

(*Ibid.*)

EMPRUNT.

Sur les emprunts.

Quelque temps après le 18 fructidor, une loi sur la dette publique ordonna que le tiers du capital serait inscrit sur un nouveau livre, et les intérêts payés à cinq pour cent; que les deux autres tiers seraient remboursés en *bons de deux tiers*.... Plus tard, les bons des deux tiers furent réduits à deux pour cent.

L'opinion de Napoléon était qu'il fallait, avant tout, être fidèle à la foi publique; qu'il convenait d'éteindre la dette, en y affectant tous les domaines nationaux quelconques, même ceux sous séquestre, et donner une telle activité à cette mesure, qu'elle se trouvât consommée en trois ans. Il pensait qu'il fallait consacrer en même temps comme loi constitutionnelle, en la soumettant à la sanction du peuple, le principe qu'une génération ne peut être engagée par une autre génération, et que les intérêts d'un emprunt ne pouvaient être exigés que pendant les quinze premières années. Ce qui eût préservé de l'abus qu'on peut faire de cette ressource, et protéger les générations à venir contre la cupidité de la génération présente.

(*Mémoires de Napoléon.*)

Voyez DETTE. *De la dette de l'Angleterre, etc., etc.*

Affaire du duc d'Enghien.

Le duc d'Enghien, fils du duc de Bourbon et petit-fils du dernier prince de Condé, habitait le château d'Ettenheim, à quatre lieues de Strasbourg, sur le territoire de Bade. Soupçonné par le gouvernement français de n'être pas étranger aux complots tramés à cette époque par les royalistes contre la vie du premier consul, il fut, dans la nuit du 15 au 16 mars 1804, enlevé par un détachement de gendarmes français et amené en France. Arrivé à Paris le 20 mars il fut le même jour transporté au château de Vincennes, livré immédiatement à une commission militaire, condamné à mort, et en conséquence, le lendemain fusillé.

— Pourquoi Napoléon a fait arrêter et juger le duc d'Enghien.

J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français, lorsque le comte d'Artois entretenait, de son aveu, soixante assassins à Paris. Dans une semblable circonstance, j'agisais encore de même.

(*Testament de Napoléon.*)

— Sur l'exécution du duc d'Enghien.

Aussitôt après l'exécution du duc d'Enghien, le duc de Rovigo étant venu l'annoncer à Napoléon, celui-ci, étonné, lui dit :

Il y a là quelque chose que je ne comprends pas. Que la commission ait prononcé sur l'aveu du duc d'Enghien, cela ne me surprend pas... Mais enfin, on n'a eu cet aveu qu'en procédant au jugement qui ne devait avoir lieu qu'après que M. Réal l'aurait interrogé sur un point qu'il nous importe d'éclaircir... Il y a là quelque chose qui me surpasse... Voilà un crime, et qui ne mène à rien.

(*Mémoires du duc de Rovigo.*)

— Pourquoi Napoléon n'a-t-il pas fait exécuter publiquement le duc d'Enghien.

J'aurais pu faire exécuter publiquement le duc

d'Enghien. Si je ne l'ai pas fait, ce n'est point par crainte; c'est pour ne point donner occasion aux partisans secrets de cette famille d'éclater et de se perdre.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

— A qui la mort du duc d'Enghien doit-elle être attribuée.

La mort du duc d'Enghien doit être attribuée aux personnes qui dirigeaient et commandaient, de Londres, l'assassinat du premier consul, et qui destinaient le duc de Berry à entrer en France par la falaise de Beville et le duc d'Enghien par Strasbourg; elle doit être attribuée aussi à ceux qui s'efforcèrent, par des rapports et des conjectures, à le présenter comme chef de la conspiration; elle doit être éternellement reprochée enfin à ceux qui, entraînés par un zèle criminel, n'attendirent point les ordres de leur souverain pour exécuter le jugement de la commission militaire. Le duc d'Enghien périt victime des intrigues d'alors. Sa mort, si injustement reprochée à Napoléon, lui nuisit et ne lui fut d'aucune utilité politique.

(MÉMOIRES DE NAPOLÉON.)

— Apologie de la conduite de Napoléon dans cette affaire.

Si je n'avais pas eu pour moi contre le duc d'Enghien les lois du pays, disait l'empereur, il me serait resté les droits de la loi naturelle, ceux de la légitime défense. Lui et les siens n'avaient d'autre but journalier que de m'ôter la vie; j'étais assailli de toutes parts et à chaque instant : c'étaient des fusils à vent, des machines infernales, des complots, des embûches de toute espèce. Je m'en lassai, je saisis l'occasion de leur renvoyer la terreur jusque dans Londres, et.

cela me réussit. A compter de ce jour les conspirations cessèrent.

Et qui pourrait y trouver à redire?... Quoil jour, nellement, à cent cinquante lieues de distance, on me portera des coups à mort; aucune puissance, aucun tribunal sur la terre ne sauraient m'en faire justice, et je ne rentrerais pas dans le droit naturel de rendre guerre pour guerre! Quel est l'homme de sang froid, de tant soit peu de jugement et de justice, qui oserait me condamner? De quel côté irait-il jeter le blâme, l'odieux, le crime? Le sang appelle le sang; c'est la réaction naturelle, inévitable, infaillible; malheur à qui la provoque! Quand on s'obstine à susciter des troubles civils et des commotions politiques, on s'expose à en tomber victime. Il faudrait être niais ou insensé pour croire, après tout, qu'une famille aurait l'étrange privilège d'attaquer journellement mon existence, sans me donner le droit de le lui rendre; que cette famille pourrait se prétendre au-dessus des lois pour détruire autrui, et se réclamer d'elles pour sa propre conservation. Les chances doivent être égales.

Je n'avais personnellement jamais rien fait à aucun d'eux; une grande nation m'avait placé à sa tête; la presque totalité de l'Europe avait accédé à ce choix; et mon sang, après tout, valait autant que le leur. Qu'eût-ce donc été si j'avais étendu plus loin mes représailles! Je le pouvais : j'eus plus d'une fois l'offre de leurs destinées, on m'a fait proposer leurs têtes depuis le premier jusqu'au dernier; je l'ai repoussé avec horreur. Ce n'est pas que je le crusse injuste dans la position où ils me réduisaient; mais je me

trouvais si puissant, je me croyais si peu en danger, que je l'eusse regardé comme une basse et gratuite lâcheté. Ma grande maxime, a toujours été, qu'en politique comme en guerre, tout mal, fût-il dans les règles, n'est excusable qu'autant qu'il est absolument nécessaire : tout ce qui est au-delà est crime.

On aurait eu mauvaise grâce à se rejeter sur le droit des gens, quand on le violait si manifestement soi-même. La violation du territoire de Bade, sur laquelle on s'est tant récrié, demeure étrangère au fond de la question. L'inviolabilité du territoire n'a pas été imaginée dans l'intérêt des coupables, mais seulement dans celui de l'indépendance des peuples et de la dignité du prince. C'était donc au souverain de Bade seul à se plaindre, et il ne le fit pas. Il sentait son infériorité, et ne céda qu'à la violence, je le veux bien; mais encore que faisait tout cela au mérite intrinsèque des machinations et des attentats dont j'avais à me plaindre, et dont je pouvais, en tout droit, me venger?

L'empereur concluait en disant que les vrais auteurs, et les seuls responsables de cette sanglante catastrophe, étaient, au dehors, précisément les auteurs, les fauteurs, les excitateurs des assassinats tramés contre le premier consul. « Car, disait-il, ou ils y avaient fait tremper le malheureux prince, et par là ils avaient prononcé son sort; ou, en ne lui en donnant pas connaissance, ils l'avaient laissé dormir imprudemment sur le bord du précipice, à deux pas de la frontière, au moment où ils allaient frapper un si grand coup au nom et dans les intérêts de sa famille (1).

(1) Allusion à la conspiration de George et de Pichegru.

» Quant aux diverses oppositions que je rencontraï, aux nombreuses sollicitations qui me furent faites, ainsi qu'on l'a répandu dans le temps, rien de plus faux; on ne les a imaginées que pour me rendre plus odieux. Il en est de même des motifs si variés qu'on m'a prêtés : ces motifs ont pu exister peut-être dans l'esprit des auteurs subalternes qui concoururent à cet acte; de ma part il n'y a eu que la nature du fait en lui-même et l'énergie de mon caractère. Assurément, si j'eusse été instruit à temps de certaines particularités concernant les opinions et le naturel du prince; si surtout j'avais vu la lettre qu'il m'écrivit et qu'on ne me remit, Dieu sait par quels motifs, qu'après qu'il n'était plus, bien certainement j'eusse pardonné.

(*Mémorial.*)

Nous n'avons pas à juger ici la conduite de Napoléon dans l'affaire du duc d'Enghien; mais nous ne devons pas laisser passer sans un mot d'explication une contradiction qui se trouve dans les diverses opinions qu'il a exprimées à ce sujet : dans deux des articles que nous avons cités plus haut, Napoléon taxe de crime l'exécution du duc d'Enghien; et ailleurs, dans les quelques lignes que nous avons empruntées à l'ouvrage de M. Pellet (de la Lozère), si digne de toute confiance, Napoléon, sans s'arrêter à la moralité de cet acte, dit seulement pourquoi il n'a pas voulu que l'exécution fût *publique*. Comment accorder deux opinions si différentes? C'est que Napoléon, selon la remarque de l'auteur du *Mémorial*, avait en réalité deux manières de s'exprimer sur cette affaire : l'une en quelque sorte privée et confidentielle, dans laquelle il déplorait la hâte que l'on avait apportée à l'exécution du duc d'Enghien; et l'autre pour ainsi dire officielle, dans laquelle il soutenait énergiquement la nécessité et l'équité de l'exécution. La justesse de cette observation serait, au besoin, confirmée par ce passage des mémoires du duc Rovigo, dont les révélations ou les aveux sur ce sujet ont tant d'importance : « Les instructions (de Napoléon) avaient été, dit-il, transgressées; il était mécontent de ce qui avait été fait, mais il ne voulait pas sévir contre des hommes qui avaient péché par excès de zèle et qui sans doute avaient cru le servir. » (*Mémoires du duc de Rovigo*, t. II, p. 68.) Enfin nous invitons

le lecteur à peser attentivement les paroles qu'a employées Napoléon, en parlant de cet acte, dans son testament. Il déclare que « dans une semblable circonstance, il agirait encore de même; » mais il ne dit pas qu'il a fait *exécuter* le duc d'Enghien, il dit seulement qu'il l'a fait *arrêter* et *juger*. Cette distinction, un peu subtile, est tout à fait dans le caractère de Napoléon, et elle donne le mot d'une contradiction que l'éditeur des *Opinions et jugemens* était tenu d'expliquer.

ÉNÉIDE.

Enéide, poème. Voyez VIRGILE.

ENFANS TROUVÉS.

Un enfant qui n'a pas de père devient l'enfant de la république.

(*Procès-verbaux du conseil d'état.*)

V. le décret du 19 janvier 1811.

ENGOUEMENT.

De l'engouement des Français pour l'Angleterre. — Shakspeare. — Milton.
— Hume.

On s'engoue de l'Angleterre sur parole; il en est ainsi pour les belles-lettres. Shakspeare était oublié depuis deux cents ans même en Angleterre; il plut à Voltaire, qui était à Genève, et qui voyait beaucoup d'Anglais, de vanter cet auteur pour leur faire sa cour, et l'on répéta que Shakspeare était le premier écrivain du monde. Je l'ai lu : il n'y a rien qui approche de Corneille et de Racine : il n'y a pas moyen de lire une de ses pièces, elles font pitié. Quant à Milton, il n'y a que son invocation au soleil, et deux ou trois autres morceaux; le reste n'est qu'une rapsodie. J'aime mieux Vélv que l'anne... La France n'a rien à envier à l'Angleterre, un pays que ses habitans désertent dès qu'ils le peuvent : il y en a actuellement plus de quarante mille sur le continent.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

Voyez CONSCRIPTION. *Enrôlemens forcés, milice, conscription.*

ENTERREMENT.

Des enterremens et des frais d'église.

Je lis dans le rapport sur les enterremens qu'il meurt à Paris, année commune, quatorze mille personnes : c'est une belle bataille. On compte dans le nombre beaucoup d'enfans abandonnés ; mais parmi les autres décès, il y en a à peine trois mille pour lesquels la pompe des cérémonies religieuses soit demandée, parce qu'elle est d'un prix très-élevé ; et les familles qui la demandent sont souvent jetées dans une dépense qui excède leurs moyens. Cette dépense est, dit-on, facultative, puisque l'inhumation n'entraîne aucuns frais lorsqu'elle se fait sans cérémonie ; mais combien n'y a-t-il pas de familles peu aisées qui sont jalouses, cependant, de faire inhumer le parent qu'elles ont perdu, avec un peu plus de cérémonie qu'on n'en observe pour le petit peuple ? Il faut respecter et conserver précieusement cette espèce de point d'honneur ; on devrait faire en sorte que cette classe obtint pour six francs une inhumation modeste, mais décente. Nous n'avons pas le droit de mettre un impôt sur la mort ; les prêtres coûtent à l'État trente millions ; ils n'ont plus de prétexte pour justifier leurs exactions...

— Je ne prétends pas que les cérémonies des enterremens soient entièrement gratuites pour la classe peu aisée, car l'amour-propre ferait que personne n'oserait demander cette faveur ; mais il faut que ceux qui ont ce genre de vanité puissent le satisfaire à bon marché.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

L'empereur disait quelquefois que l'enthousiasme des autres le refroidissait.

(*Mémoires de BAUSSET.*)

ÉQUIPAGES MILITAIRES.

Quatre-vingts voitures d'équipages militaires, pour une armée de 40,000 hommes, sont fort insuffisantes : elles ne porteraient que mille cinq cent vingt quintaux, la farine et l'eau-de-vie, pour deux jours. L'expérience a prouvé qu'il faut qu'une armée ait avec elle un mois de vivres, dix jours portés par les hommes et les chevaux de bât, vingt jours sur les caissons ; il faudrait donc au moins quatre cent quatre-vingts voitures : deux cent quarante régulièrement organisées, deux cent quarante de réquisition. A cet effet, on aura un bataillon de trois compagnies d'équipages militaires par division : chaque compagnie ayant ses cadres pour quarante voitures, dont vingt seraient fournies et attelées par l'administration, et vingt par voie de réquisition ; ce qui donne par division cent vingt voitures, quatre cent quatre-vingts par corps d'armée, 210 hommes par bataillon.

(*Mémoires de NAPOLÉON.*)

ESCHYLE.

Sur sa tragédie d'*Agamemnon*.

L'empereur a lu l'*Agamemnon* d'Eschyle, dont il a beaucoup admiré l'extrême force, jointe à la grande simplicité.

(*Mémorial.*)

ESCLAVAGE.

De l'esclavage en Orient.

L'esclavage n'est pas et n'a jamais été dans l'Orient ce qu'il fut en Europe. Les mœurs sous ce rapport

sont restées les mêmes que celles de l'Écriture. La servante se marie avec le maître.

La loi des juifs supposait si peu de distinction entre eux, qu'elle prescrit ce que la servante doit devenir, lorsqu'elle épouse le fils de la maison. De nos jours encore, un Musulman achète un esclave, l'élève, et s'il lui plaît, l'unit à sa fille et le fait héritier de sa fortune, sans que cela choque en rien les coutumes du pays.

Mourah-Bey, Aly-Bey, avaient été vendus à des beys dans un âge encore tendre, par des marchands qui les avaient achetés eux-mêmes en Circassie. Ils remplirent d'abord les plus bas offices dans la maison de leurs maîtres; mais leur jolie figure, leur aptitude aux exercices du corps, leur bravoure ou leur intelligence, les firent arriver progressivement aux premières places. Il en est de même chez les pachas, les visirs et les sultans. Leurs esclaves parviennent comme parviendraient leurs fils.

En Europe, au contraire, quiconque était empreint du sceau de l'esclavage demeurait pour toujours dans le dernier rang de la domesticité. Chez les Romains l'esclave pouvait être affranchi, mais il conservait un caractère déshonnête et bas; jamais il n'était considéré comme un citoyen né libre. L'esclavage des colonies, fondé sur la différence des couleurs, est bien plus rigide et plus avilissant encore.

La manière dont les Orientaux considèrent l'esclavage et traitent leurs esclaves diffère tellement de nos mœurs et de nos idées sur la servitude, que nous concevons difficilement tout ce qui se passe chez eux.

Il fallut également beaucoup de temps aux Égyptiens pour comprendre que tous les Français n'étaient pas les esclaves de Napoléon, et encore n'y a-t-il eu que les plus éclairés d'entre eux qui y soient parvenus.

Tout père de famille, en Orient, possède sur sa femme, ses enfans et ses esclaves, un pouvoir absolu que l'autorité publique ne peut modifier. Esclave du grand seigneur, il exerce au dedans le despotisme auquel il est lui-même soumis au dehors; et il est sans exemple qu'un pacha ou un officier quelconque ait pénétré dans l'intérieur d'une famille pour en troubler le chef dans l'exercice de son autorité: c'est une chose qui choquerait les coutumes, les mœurs et le caractère national. Les Orientaux se considèrent comme maîtres dans leurs maisons, et tout agent du pouvoir qui veut exercer sur eux son ministère attend qu'ils en sortent ou les envoie chercher.

(Mémoires de Napoléon.)

ESPAGNE.

Sur la situation de l'Espagne après la révolution du 20 mars 1808.

Le peuple de Madrid s'étant soulevé, le roi Charles IV avait abdiqué en faveur de son fils, proclamé Ferdinand VII. Godoy, prince de la Paix, favori du roi Charles IV, avait été arrêté. Napoléon, en apprenant ces événemens, écrivit à Murat :

29 mars 1808.

Monsieur le grand duc de Berg,

« Je crains que vous ne me trompiez sur la situation de l'Espagne, et que vous ne vous trompiez vous-même. L'affaire du 20 mars a singulièrement compliqué les événemens. Je reste dans une grande perplexité.

» Ne croyez pas que vous attaquiez une nation dé-

sarmée, et que vous n'ayez que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. La révolution du 20 mars prouve qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. Vous avez affaire à un peuple neuf: il a tout le courage et il aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre chez des hommes que n'ont point usés les passions politiques.

» L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne. S'ils craignent pour leurs privilèges et pour leur existence, ils feront contre nous des levées en masse, qui pourront éterniser la guerre. J'ai des partisans; si je me présente en conquérant je n'en aurai plus.

» Le prince de la Paix est détesté, parce qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne à la France. Voilà le grief qui a servi l'usurpation de Ferdinand. Le parti populaire est le plus faible.

» Le prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires au chef d'une nation; cela n'empêchera pas que, pour nous l'opposer, on n'en fasse un héros. Je ne veux pas que l'on use de violence envers les personnages de cette famille: il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer les haines. L'Espagne a plus de cent mille hommes sous les armes, c'est plus qu'il ne faut pour soutenir avec avantage une guerre intérieure. Divisés sur plusieurs points, ils peuvent servir de noyau au soulèvement total de la monarchie.

» Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont inévitables; il en est d'autres que vous sentirez. L'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion de multiplier nos embarras. Elle expédie journellement

des avisos aux forces qu'elle tient sur les côtes du Portugal et dans la Méditerranée; elle fait des enrôlemens de Siciliens et de Portugais.

» La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne pour aller s'établir aux Indes, il n'y a qu'une révolution qui puisse changer l'état de ce pays. C'est peut-être celui de l'Europe qui y est le moins préparé. Les gens qui voient les vices monstrueux de ce gouvernement et l'anarchie qui a pris la place de l'autorité légale, font le plus petit nombre; le plus grand nombre profite de ces vices et de cette anarchie.

» Dans l'intérêt de mon empire, je puis faire beaucoup de bien à l'Espagne. Quels sont les meilleurs moyens à prendre?

» Irai-je à Madrid? Exercerai-je l'acte d'un grand protectorat, en prononçant entre le père et le fils? Il me semble difficile de faire régner Charles IV : son gouvernement et son favori sont tellement dépopularisés qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois.

» Ferdinand est l'ennemi de la France, c'est pour cela qu'on l'a fait roi. Le placer sur le trône sera servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéantissement de la France. Une alliance de famille serait un faible lien. La reine Élisabeth et d'autres princesses françaises ont péri misérablement lorsque l'on a pu les immoler impunément à d'atroces vengeances. Je pense qu'il ne faut rien précipiter, qu'il convient de prendre conseil des événemens qui vont suivre..... Il faudra fortifier les corps d'armée qui se tiendront sur les frontières du Portugal et attendre.....

» Je n'approuve pas le parti qu'a pris votre altesse

impériale de s'emparer aussi précipitamment de Madrid. Il fallait tenir l'armée à dix lieues de la capitale. Vous n'aviez pas l'assurance que le peuple et la magistrature allaient reconnaître Ferdinand sans contestation. Le prince de la Paix doit avoir dans les emplois publics des partisans ; il y a d'ailleurs un attachement d'habitude au vieux roi, qui pourrait produire des résultats. Votre entrée à Madrid, en inquiétant les Espagnols, a puissamment servi Ferdinand. J'ai donné ordre à Savary d'aller auprès du nouveau roi voir ce qui se passe. Il se concertera avec votre altesse impériale. J'aviserai ultérieurement au parti qui sera à prendre : en attendant, voici ce que je juge convenable de vous prescrire :

» Vous ne m'engagerez à une entrevue en Espagne avec Ferdinand que si vous jugez la situation des choses telle que je doive le reconnaître comme roi d'Espagne. Vous userez de bons procédés envers le roi, la reine et le prince Godoy. Vous exigerez pour eux et vous leur rendrez les mêmes honneurs qu'autrefois. Vous ferez en sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que je prendrai. Cela ne vous sera pas difficile : je n'en sais rien moi-même.

» Vous ferez entendre à la noblesse et au clergé que si la France doit intervenir dans les affaires d'Espagne, leurs privilèges et leurs immunités seront respectés. Vous leur direz que l'empereur désire le perfectionnement des institutions politiques de l'Espagne, pour la mettre en rapport avec l'état de civilisation de l'Europe, pour la soustraire au régime des favoris..... Vous direz aux magistrats et aux bourgeois

des villes, aux gens éclairés, que l'Espagne a besoin de recréer la machine de son gouvernement, et qu'il lui faut des lois qui garantissent les citoyens de l'arbitraire et des usurpations de la féodalité, des institutions qui raniment l'industrie, l'agriculture et les arts. Vous leur peindrez l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit la France, malgré les guerres où elle s'est toujours engagée; la splendeur de la religion, qui doit son établissement au concordat que j'ai signé avec le pape. Vous leur démontrerez les avantages qu'ils peuvent tirer d'une régénération politique: l'ordre et la paix dans l'intérieur, la considération et la puissance à l'extérieur. Tel doit être l'esprit de vos discours et de vos écrits. Ne brusquez aucune démarche; je puis attendre à Bayonne, je puis passer les Pyrénées, et, me fortifiant vers le Portugal, aller conduire la guerre de ce côté.

» Je songerai à vos intérêts particuliers, n'y songez pas vous-même..... Le Portugal restera à ma disposition. Qu'aucun projet personnel ne vous occupe et ne dirige votre conduite: cela me nuirait, et vous nuirait encore plus qu'à moi.

» Vous allez trop vite dans vos instructions du 14; la marche que vous prescrivez au général Dupont est trop rapide, à cause de l'événement du 19 mars. Il y a des changemens à faire, vous donnerez de nouvelles dispositions, vous recevrez des instructions de mon ministre des affaires étrangères.

» J'ordonne que la discipline soit maintenue de la manière la plus sévère: point de grâce pour les plus petites fautes. L'on aura pour l'habitant les plus grands

égards. L'on respectera principalement les églises et les couvens.

» L'armée évitera toute rencontre, soit avec des corps de l'armée espagnole, soit avec des détachemens : il ne faut pas que d'aucun côté il soit brûlé une amorce.

» Laissez Solano dépasser Badajoz ; faites-le observer ; donnez vous-même l'indication des marches de mon armée, pour la tenir toujours à une distance de plusieurs lieues des corps espagnols. Si la guerre s'allumait, tout serait perdu.

» C'est à la politique et aux négociations qu'il appartient de décider des destinées de l'Espagne. Je vous recommande d'éviter des explications avec Solano, comme avec les autres généraux et les gouverneurs espagnols.

» Vous m'enverrez deux estafettes par jour. En cas d'événemens majeurs, vous m'expédiez des officiers d'ordonnance. Vous me renverrez sur-le-champ le chambellan de T..., qui vous porte cette dépêche, vous lui remettrez un rapport détaillé. »

(De NORVINS, *Histoire de Napoléon.*)

— Sur la constitution espagnole de 1808.

Les Espagnols pleureront long-temps la constitution de Bayonne. Si elle eût triomphé, ils n'auraient plus de juridiction ecclésiastique en matière séculière, plus de bannalité, plus de barrières intérieures. Leurs domaines nationaux ne resteraient point incultes pour l'État et la nation. Ils auraient un clergé séculier, une noblesse sans privilèges féodaux ni exemptions de contributions et de charges publiques ; ils seraient aujourd'hui un autre peuple.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— L'Espagne pouvait, en 1808, devenir une puissance maritime.

En vain l'on dira que l'Espagne manque de tout. Elle ne manque que d'argent; mais elle a des moyens d'en avoir, et avec de l'argent, elle trouvera des matelots, des voiles, du chanvre, des fers; tout cela existe en Espagne.

(*Corr. de NAP. Lettre sans date, rapportée à 1808.*)

— Mœurs espagnoles en 1808. — Les moines, — les paysans, — la noblesse.

On se ferait en Allemagne, en Italie, en France, une bien fausse idée des moines espagnols, si on les comparait aux moines qui ont existé dans ces contrées. On trouvait parmi les bénédictins, les bernardins, etc., etc., de France, d'Italie, une foule d'hommes remarquables dans les sciences et les lettres; ils se distinguaient et par leur éducation et par la classe honorable et utile d'où ils étaient sortis; les moines espagnols, au contraire, sont tirés de la lie du peuple, ils sont ignares et crapuleux; on ne saurait leur trouver de ressemblance qu'avec des artisans employés dans les boucheries; ils en ont l'ignorance, le ton et la tournure. Ce n'est que sur le bas peuple qu'ils exercent leur influence. Une maison bourgeoise se serait crue déshonorée en admettant un moine à sa table.

Quant aux malheureux paysans espagnols, on ne peut les comparer qu'aux fellahs d'Égypte; ils n'ont aucune propriété; tout appartient, soit aux moines, soit à quelque maison puissante. La faculté de tenir une auberge est un droit féodal; et dans un pays aussi favorisé de la nature, on ne trouve ni postes ni hôtelleries. Les impositions même ont été aliénées et appartiennent aux seigneurs.

Les grands ont tellement dégénéré, qu'ils sont sans énergie, sans mérite et même sans influence.

(12^e bulletin, du 28 novembre 1808.)

— Des troupes espagnoles en 1808.

Il est impossible de trouver de plus mauvaises troupes, soit dans les montagnes, soit dans la plaine. Ignorance crasse, folle présomption, cruauté contre le faible, souplesse et lâcheté avec le fort, voilà le spectacle que nous avons devant les yeux. Les moines et l'inquisition ont abruti cette nation.

(4^e bulletin, du 15 nov. 1808.)

— Pourquoi l'on a perdu l'Espagne.

On a perdu l'Espagne après cinq ans de lutte.... Les Espagnols avaient présenté la même résistance aux Romains. Les peuples conquis ne deviennent sujets du vainqueur que par un mélange de politique et de sévérité, et par leur amalgame avec l'armée : ces choses ont manqué en Espagne.

(Mémoires de Napoléon.)

— Sur la guerre d'Espagne.

Cette malheureuse guerre m'a perdu. Toutes les circonstances de mes désastres viennent se rattacher à ce nœud fatal. Elle a compliqué mes embarras, divisé mes forces, ouvert une aile aux soldats anglais, détruit ma moralité en Europe. Mais, pourtant, pouvait-on laisser la Péninsule aux machinations des Anglais; aux intrigues, à l'espoir, aux prétextes des Bourbons?

Les événemens ont prouvé que j'avais fait une grande faute dans le choix de mes moyens; car la faute est dans les moyens bien plus que dans les principes. Il est hors de doute que, dans la crise où se trouvait la France, dans la lutte des idées nouvelles, dans la

grande cause du siècle contre le reste de l'Europe, nous ne pouvions laisser l'Espagne en arrière, à la disposition de nos ennemis : il fallait l'enchaîner, de gré ou de force, dans notre système. Le destin de la France le demandait ainsi, et le code du salut des nations n'est pas toujours celui des particuliers. D'ailleurs, à la nécessité de la politique se joignait ici, pour moi, la force du droit. L'Espagne, quand elle m'avait cru en péril, l'Espagne, quand elle me sut aux prises à Iéna m'avait à peu près déclaré la guerre, L'injure ne devait pas passer impunie; je pouvais la lui déclarer à mon tour. C'est cette facilité même qui m'égara. La nation méprisait son gouvernement; elle appelait à grand cris une régénération. De la hauteur à laquelle le sort m'avait élevé, je me crus appelé, je crus digne de moi d'accomplir en paix un si grand événement. Je voulus épargner le sang; que pas une goutte ne souillât l'émancipation castillane. Je délivrai donc les Espagnols de leurs hideuses institutions; je leur donnai une constitution libérale; je crus nécessaire, trop légèrement peut-être, de changer leur dynastie. Je plaçai un de mes frères à leur tête; mais il fut le seul étranger au milieu d'eux. Je respectai l'intégrité de leur territoire, leur indépendance, leurs mœurs, le reste de leurs lois. Le nouveau monarque gagna la capitale, n'ayant d'autres ministres, d'autres conseillers, d'autres courtisans que ceux de la dernière cour. Mes troupes allaient se retirer: j'accomplissais le plus grand bienfait qui ait jamais été répandu sur un peuple, me disais-je, et je le dis encore. Les Espagnols eux-mêmes, m'a-t-on assuré, le pensaient au fond, et ne se sont plaints que des

formes. J'attendais leurs bénédictions; il en fut autrement : ils dédaignèrent l'intérêt, pour ne s'occuper que de l'injure; ils s'indignèrent à l'idée de l'offense, se révoltèrent à la vue de la force, tous coururent aux armes. Les Espagnols en masse se conduisirent comme un homme d'honneur. Je n'ai rien à dire à cela, sinon qu'ils ont été cruellement punis! qu'ils en sont peut-être à regretter!.... Ils méritaient mieux!....

(*Mémorial.*)

— L'empereur, revenant sur la guerre d'Espagne, disait que les résultats lui donnaient irrévocablement tort; mais qu'indépendamment de ce tort du destin, il se reprochait aussi des fautes graves dans l'exécution. Une des plus grandes était d'avoir mis de l'importance à détrôner la dynastie des Bourbons, et à maintenir comme base de ce système, pour souverain nouveau, précisément celui qui, par ses qualités et son caractère, devait nécessairement le faire manquer.

« Le plan le plus digne de moi, disait-il, le plus sûr pour mes projets, eût été une espèce de médiation à la manière de celle de la Suisse. J'aurais dû donner une constitution libérale à la nation espagnole, et charger Ferdinand de la mettre en pratique. S'il l'exécutait de bonne foi, l'Espagne prospérerait et se mettrait en harmonie avec nos mœurs nouvelles; le grand but était obtenu, la France acquerrait une alliée intime, une addition de puissance vraiment redoutable. Si Ferdinand, au contraire, manquait à ses nouveaux engagemens, les Espagnols eux-mêmes n'eussent pas manqué de le renvoyer, et seraient venus me solliciter de leur donner un maître.

« Toutefois on m'assaillit alors de reproches que je ne méritais pas : l'histoire me lavera. On m'accusa dans cette affaire de perfidie, d'embûches et de mauvaise foi, et il n'y avait rien de tout cela. Jamais, quoi qu'on en ait dit, je ne manquai de foi ni ne violai ma parole, pas plus contre l'Espagne que contre aucune autre puissance.

» On sera certain un jour que dans les grandes affaires d'Espagne je fus complètement étranger à toutes les intrigues intérieures de sa cour ; que je ne manquai de parole ni à Charles IV, ni à Ferdinand VII ; que je ne rompis aucun engagement vis-à-vis du père ni du fils ; que je n'employai point de mensonge pour les attirer tous deux à Bayonne ; mais qu'ils y accoururent à l'envi l'un de l'autre. Quand je les vis à mes pieds, que je pus juger moi-même de toute leur incapacité, je pris en pitié le sort d'un grand peuple, je saisis aux cheveux l'occasion unique que me présentait la fortune pour régénérer l'Espagne, l'enlever à l'Angleterre et l'unir intimement à notre système. Dans ma pensée, c'était poser une des bases fondamentales du repos et de la sécurité de l'Europe. Mais loin d'y employer d'ignobles, de faibles détours, comme on l'a répandu, si j'ai péché, c'est, au contraire, par une audacieuse franchise, par un excès d'énergie. Bayonne ne fut pas un guet-apens ; mais un immense, un éclatant coup d'état. Quelque peu d'hypocrisie m'eût sauvé, ou bien encore si j'avais voulu seulement abandonner le prince de la Paix à la fureur du peuple ; mais l'idée m'en parut horrible ; il m'eût semblé recueillir le prix du sang. Et puis il est vrai de dire encore que Murat m'a beaucoup gâté tout cela...

« Quoi qu'il en soit, je dédaignai les voies tortueuses et communes, je me trouvais si puissant!... J'osai frapper de trop haut. Je voulus agir comme la Providence qui remédie aux maux des mortels par des moyens à son gré; parfois violens, et sans s'inquiéter d'aucun jugement.

« Mais je le répète, il n'y eut ni manque de foi, ni perfidie; ni mensonge; bien plus, il n'y avait nulle occasion pour cela. »

(*Mémorial.*)

Les personnes qui ont lu les diverses opinions émises par Napoléon sur la conduite des Espagnols dans la guerre de 1808 auront sans doute remarqué que dans un endroit il s'exprime à leur égard de la manière la plus injurieuse, et qu'ailleurs il déclare que « la nation en masse se conduisit alors comme eût fait un homme d'honneur. » C'est que, dans le premier cas, Napoléon parlait au milieu de la chaleur et de l'irritation de la lutte, et que plus tard, la lutte terminée, il avait été rendu à son équité naturelle. Et, il faut l'avouer, il était beau à Napoléon de faire ainsi réparation aux Espagnols lorsqu'il était déchu, exilé, et qu'il considérait leur résistance comme la principale cause de sa chute.

— Sur les sentimens de l'Espagne en 1817. *

Au commencement de l'année 1817, Porlier, un des chefs les plus remarquables des guérillas, s'était insurgé contre la tyrannie de Ferdinand VII, mais il avait échoué, avait été pris et pendu. Parlant de cette insurrection, Napoléon disait :

Je ne suis pas du tout surpris de cette tentative en Espagne. A mon retour de l'île d'Elbe, ceux des Espagnols qui s'étaient montrés le plus opposés à mon invasion, qui avaient acquis le plus de renommée dans la résistance, s'adressèrent immédiatement à moi : ils m'avaient combattu, disaient-ils, comme leur tyran; ils venaient m'implorer comme leur libérateur. Ils ne me demandaient qu'une légère somme pour s'affran-

chir eux-mêmes, et produire dans la Péninsule une révolution semblable à la mienne. Si j'eusse vaincu à Waterloo, j'allais les secourir. Cette circonstance m'explique la tentative d'aujourd'hui. Nul doute qu'elle ne se renouvelle encore. Ferdinand, dans sa fureur, a beau vouloir serrer avec rage son sceptre; un de ces matins il lui glissera de la main comme une anguille.

(*Mémorial.*)

La révolution d'Espagne de 1820 est venue confirmer les prévisions de Napoléon.

ESSLING (BATAILLE D'),

Livrée le 22 mai 1809.

La bataille d'Essling sera, aux yeux de la postérité, un nouveau monument de la gloire et de l'inébranlable fermeté de l'armée française.

(10^e bulletin, du 23 mai 1809.)

— Sur les portes que fit Napoléon dans cette journée.

Dans cette journée, périrent les généraux duc de Montebello et Saint-Hilaire, deux héros, les meilleurs amis de Napoléon; il en versa des larmes. Ceux-là n'eussent pas manqué de constance dans ses malheurs, ils n'eussent pas été infidèles à la gloire du peuple français.

(*Mémoires de Napoléon.*)

Voyez MONTEBELLO et SAINT-HILAIRE.

ESTÈVE,

Administrateur des finances de l'armée d'Égypte, et, sous l'empire, administrateur-général des domaines de la couronne jusqu'en 1812. — Sur les services qu'il a rendus en Égypte.

Estève dirige avec intelligence et fidélité une administration de finances que l'Europe ne désavouerait pas.

(*Message au corps législatif, du 19 nivôse an x*
— 9 janvier 1800.)

— Sur son dévouement à Napoléon.

Parlant à Sainte-Hélène de l'infidélité de M. de La Bouillerie, qui, en 1814, avait livré au comte d'Artois le trésor particulier de l'empereur, Napoléon disait :

Estève, son prédécesseur, n'en eût pas fait autant : il m'était chaudement attaché. Il m'eût conduit mon trésor par force à Fontainebleau. S'il ne l'eût pu, il l'eût enterré, jeté dans la rivière, distribué, plutôt que de le livrer.

(*Mémorial.*)

ÉTAT.

Ce qu'il faut pour gouverner les États.

Il en est des États comme d'un bâtiment qui navigue, et comme d'une armée; il faut de la froideur, de la modération, de la sagesse, de la raison dans la conception des ordres, commandemens ou lois, et de l'énergie et de la vigueur dans leur exécution.

(*Œuv. de Nap. Lett. au gouv. prov. de la répub. Ligur., du 21 brum. an vi — 11 nov. 1797.*)

ÉTATS DE BLOIS.

États de Blois (les) tragédie. Voyez RAYNOUARD.

ÉTIQUETTE.

Sur l'étiquette de la cour de Napoléon.

L'empereur disait qu'il était le premier qui eût séparé le *service d'honneur* (expression imaginée sous lui) du service des besoins. Il avait mis de côté tout ce qui était réel et malpropre, pour y substituer ce qui n'était que nominal et de pure décoration. « Un roi, disait-il, n'est pas dans la nature; il n'est que dans la civilisation. Il n'en est point de nu; il n'en saurait être que d'habillés, etc. »

(*Mémorial.*)

— Motifs de l'étiquette de la cour impériale.

« Il m'était devenu bien difficile de m'abandonner à moi-même, disait l'empereur. Je sortais de la foule ; il me fallait, de nécessité, me créer un extérieur, me composer une certaine gravité, en un mot établir une étiquette : autrement l'on m'eût journellement frappé sur l'épaule. En France, nous sommes naturellement enclins à une familiarité déplacée ; et j'avais à me prémunir surtout contre ceux qui avaient sauté à pieds joints sur leur éducation. Nous sommes très-facilement courtisans, très-obséquieux au début, portés d'abord à la flatterie, à l'adulation ; mais bientôt arrive, si on ne la réprime, une certaine familiarité qu'on porterait aisément jusqu'à l'insolence. »

(*Mémorial.*)

ÉTUDES.

Études de la nature (les). Voyez BERNARDIN DE ST-PIERRE.

EUGÈNE DE SAVOIE (LE PRINCE).

Voyez GUERRE. *De la guerre méthodique.*

EUGÈNE BEAUHARNAIS (LE PRINCE).

En élevant son beau-fils Eugène Beauharnais à la dignité d'archi-chancelier d'état de l'empire, Napoléon écrivit au sénat :

De tous les actes de notre pouvoir, il n'en est aucun qui soit plus doux à notre cœur. Élevé par nos soins et sous nos yeux depuis son enfance, il s'est rendu digne d'imiter, et avec l'aide de Dieu, de surpasser un jour les exemples et les leçons que nous lui avons donnés. Quoique jeune encore, nous le considérons dès aujourd'hui, par l'expérience que nous en avons faite dans les plus grandes circonstances, comme un

des soutiens de notre trône et un des plus habiles défenseurs de la patrie.

(*Message du 12 pluviôse an XIII — 1^{er} fév. 1803.*)

— Sur sa conduite dans la campagne de 1809.

Le prince Eugène a montré, dans toute cette campagne, un sang-froid et un coup-d'œil qui présagent un grand capitaine.

(13^e bulletin, du 28 mai 1809.)

V. GÉNÉRAL. *Des qualités nécessaires à un grand général.*

EUROPE.

De l'état de l'Europe au commencement du XIX^e siècle.

L'état de la nation européenne n'est pas tel qu'il le faudrait pour le bonheur des hommes; mais la partie occidentale est obligée de s'accommoder à cet état de choses.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

— Avenir de l'Europe.

Avant vingt ans toute l'Europe sera cosaque ou toute en république.

(*Mémorial.*)

Même sujet.

L'Asie et l'Europe ont des circonstances territoriales différentes. Les déserts qui ferment l'Asie de tous côtés sont habités par de nombreuses populations de barbares qui élèvent une grande quantité de chevaux et de chameaux. Les Scythes, les Arabes, les Tartares sous les califes, les Gengis-Kan, les Tamerlan, etc., sortirent de ces immenses solitudes; ils inondèrent avec des millions de cavaliers, les plaines de la Perse, de l'Euphrate, de l'Asie-Mineure, de la Syrie, de l'Égypte. Ces conquêtes furent rapides, parce qu'elles furent entreprises par des populations tout entières,

aguerries, accoutumées à la vie sobre et pénible du désert. Mais l'Europe, habitée du nord au midi, de l'orient à l'occident, par des peuples civilisés, n'est point exposée à de pareilles révolutions.

(*Mémoires de Napoléon.*)

ÉVANGILE.

La morale de l'Évangile est celle de l'égalité, et dès lors elle est la plus favorable au gouvernement républicain.

(C. 1. *Lettre à l'évêque de Côme, du 17 floréal an vi*
— 6 mai 1797.)

— La souveraineté du peuple, la liberté, l'égalité, c'est le code de l'Évangile.

(C. 1. *Lettre à l'archevêque de Gènes, du 14 fruct. an v*
— 10 sept. 1797.)

ÉVÉNEMENTS.

Soumission qu'on doit aux événemens.

Il faut se soumettre aux événemens.

(*Lett. à Joséphine.*)

— Je dépends des événemens; je n'ai pas de volonté; j'attends tout de leur issue.

(*Ibid.*)

— Plus on est grand et moins on doit avoir de volonté; l'on dépend des événemens et des circonstances.....

Vous autres jolies femmes, vous ne connaissez pas de barrières; ce que vous voulez doit être; mais moi je me déclare le plus esclave des hommes: mon maître n'a pas d'entrailles, et ce maître, c'est la nature des choses.

(*Ibid.*)

— Pouvoir des événemens.

Il est des événemens d'une telle nature qu'ils sont au-dessus de l'organisation humaine.

(*Proclamation du 1^{er} mars 1815.*)

— A quoi tiennent les plus grands événemens.

J'ai vu dans les plus grandes circonstances qu'un rien a toujours décidé des plus grands événemens.

(C. I. *Lettre au min. des relat. ext.*, du 16 vend. an vi
— 7 oct. 1797.)

— Tous les grands événemens ne tiennent jamais qu'à un cheveu. L'homme habile profite de tout, ne néglige rien de ce qui peut lui donner quelques chances de plus. L'homme moins habile, quelquefois, en en méprisant une seule, fait tout manquer.

(C. I. *Lett. au minist. des relat. ext.*, du 3 vend. an vi
26 sept. 1797.)

Voyez FATALISME.

EXAGÉRATION.

Dangers de l'exagération.

Quand dans un État (surtout dans un petit), l'on s'accoutume à condamner sans entendre, à applaudir d'autant plus à un discours qu'il est plus furieux; quand on appelle vertu l'exagération et la fureur, et crime la modération, cet état-là est près de sa ruine.

(OÈuv. de NAP. *Lett. au gouv. pr. de la répub. Ligur.*,
du 21 brum. an vi — 11 nov. 1797.)

EXCELMANS (LE GÉNÉRAL).

Après le combat de Wertingen, le chef d'escadron Excelmans fut chargé d'aller porter à l'empereur les drapeaux enlevés à l'ennemi. Napoléon le nomma officier de la Légion-d'Honneur, en lui disant :

Je sais qu'on ne peut être plus brave que vous.

(3^e bulletin, du 18 vend. an xiv
— 10 oct. 1805.)

EXCLUSIONS.

Des exclusions prononcées par Napoléon en arrivant à l'empire.

J'entends exclure, pour le moment, de ma succes-

sion politique deux de mes frères : l'un (1) parce qu'il a fait, malgré tout son esprit, un mariage de carnaval; l'autre (2) parce qu'il s'est permis d'épouser, sans mon consentement, une Américaine. Je leur rendrai leurs droits, s'ils renoncent à leurs femmes.

Quant aux maris de mes sœurs, ils n'ont rien à prétendre. Je n'arrive point à l'empire par droit de succession, mais par le vœu du peuple; j'en puis faire part à qui il me plaît.

On a dit que si je prononce des exclusions, elles peuvent n'être point respectées; on a cité le testament de Louis XIV. Les circonstances n'auront rien de semblable. Louis XIV avait eu le tort d'appeler à la régence un prince non guerrier, fruit d'un commerce illégitime; il fut aisé au duc d'Orléans d'effrayer le duc du Maine en le menaçant, s'il résistait, de le faire déclarer adultérin, et de le priver de son rang de prince. Louis XIV, d'ailleurs, quand il mourut, avait perdu le respect et l'amour du peuple; de là le mépris qu'on montra pour ses dernières volontés.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

EXERCICE.

De l'impôt appelé *exercice*.

Je n'ignore pas combien cet impôt est impopulaire; mais la sureté de la France est à ce prix : on ne peut, sans cela, entretenir un état militaire suffisant, et il vaut mieux se payer à soi-même des contributions pour n'être pas conquis, que de les payer à l'ennemi pour se racheter de la conquête.

(Ibid.)

(1) Lucien.

(2) Jérôme.

Du rôle des officiers des ponts et chaussées dans les expropriations. — D'un jury. — De l'intervention du gouvernement, — Indemnité. — Délais pour le paiement.

Personne en France ne doit être exproprié sans un jugement qui lui soit signifié, et sans avoir été entendu dans ses réclamations...

Dans l'état actuel des choses, un simple officier des ponts et chaussées est seul juge de la nécessité d'exproprier. Il a donc le pouvoir immense de prendre la propriété de qui il lui plaît; et cependant, sous le rapport de la propriété, il faut que le citoyen ne dépende que de ses magistrats. L'officier des ponts et chaussées n'est pas de ce nombre. On ne doit pas mettre les citoyens dans la position de le solliciter et de se le rendre favorable par des courtoisies, peut-être par des présents.

Que l'officier des ponts et chaussées rentre donc dans le cercle des fonctions qui lui sont propres. Elles consistent à dresser le plan des travaux, à en tracer la ligne, à indiquer les fonds qu'il sera nécessaire de prendre, les édifices qu'il faudra abattre. Mais tout doit s'arrêter là; il ne convient pas de souffrir plus long-temps que l'expropriation s'opère d'après la seule décision d'un ingénieur.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

— Je voudrais que le plan arrêté en jury formé sur les lieux en déterminât l'application, après qu'on aurait entendu les propriétaires... Et il ne faut pas croire que, dans cette matière, les propositions d'un ingénieur ne puissent pas être jugées par ceux qui n'ont pas les mêmes connaissances que lui : il n'est besoin que des lumières communes pour reconnaître sur quels points la ligne des travaux doit passer. Nul obs-

tacle donc à déposer entre les mains des magistrats le pouvoir immense dont les ingénieurs sont maintenant investis.

(*Procès-verbaux du conseil d'État.*)

— Il n'appartient qu'au chef du gouvernement de juger si les travaux sont nécessaires. La fonction du jury se borne à appliquer le décret. Les tribunaux interviennent pour sanctionner la décision et vérifier si toutes les conditions et toutes les formalités ont été remplies : ils examinent s'il y a un décret, s'il y a une décision du jury, si l'indemnité a été régulièrement et équitablement évaluée. Voilà d'immenses avantages. Du moins, les directeurs des ponts et chaussées et les préfets n'auront plus, comme aujourd'hui, la faculté d'exproprier pour exécuter, sous prétexte d'utilité publique, des travaux qui ne servent que leur utilité ou leur commodité personnelle.

(*Ibid.*)

— Indépendamment des vices qu'on a déjà relevés, l'ancien système a un grave inconvénient : l'indemnité est évaluée par des experts, qui, presque toujours, la portent à un taux exorbitant... Il importe de consacrer le principe que le rapport des experts n'est qu'un moyen de vérification qui ne lie pas les juges ; que ceux-ci demeurent toujours les maîtres d'employer d'autres moyens ; de consulter, par exemple, les contrats de vente, les partages, les haux, et de prononcer d'après leur conscience. Il serait absurde qu'un tribunal fût obligé d'admettre aveuglément une expertise qui évaluerait à cent mille francs une maison que chacun saurait n'en valoir que dix mille.

(*Ibid.*)

— D'après le code civil, nulle expropriation pour cause d'utilité publique ne peut avoir lieu sans une juste et préalable indemnité, ce qui ne veut pas dire que le paiement réel et entier sera effectué avant la dépossession : on ne doit donc entendre cet article que par le règlement de l'indemnité, ce qui est une partie du paiement, ou du moins le préliminaire indispensable. L'article proposé dans la première rédaction ne blesse donc pas les principes du code ; il est avantageux aux citoyens, parce qu'il ordonne le paiement des intérêts, ce qui désintéresse le propriétaire ou l'indemnise de sa dépossession. Dans un contrat de gré à gré on pourrait stipuler que le prix ne serait payé qu'en partie, à des termes convenus. Ce qu'eût fait une convention, une sentence peut le faire, parce que, lorsque l'intérêt privé est en opposition avec l'intérêt général, il faut que l'autorité publique intervienne et stipule pour suppléer au consentement de la partie qui, par sa volonté isolée, voudrait arrêter la volonté générale ; on confie cette intervention à une autorité neutre dans le débat, plus portée même à protéger l'individu que la masse des citoyens, qui, n'étant qu'un corps moral, n'inspire pas la même pitié, la même affection. Si donc on reconnaît que, traitant de gré à gré, le citoyen dépossédé aurait pu accorder des délais, il faut dans le cas d'urgence, lorsque la convention ne peut se former parce qu'on n'a pas le temps de s'entendre, de débattre les propositions, il faut que le tribunal fasse ce qu'il est à présumer que le citoyen bien intentionné aurait fait. Il faudrait aussi décider par quelle autorité sera déclarée l'urgence.

(Ibid.)

—L'on peut retrancher la disposition portant qu'il sera payé le cinquième de l'indemnité présumée, et y substituer la disposition précise du paiement des intérêts de la totalité du capital, à compter du jour de l'expropriation. Lorsque les arrérages seront régulièrement payés, aucune plainte ne sera véritablement fondée. Le propriétaire d'une terre qui ne produit que deux ou trois pour cent par an, ne pourra venir importuner de ses réclamations, ni prétendre qu'on le ruine, puisqu'il recevra cinq pour cent d'un capital qui ne lui en rendait que trois au plus. Après avoir envisagé, examiné les besoins du citoyen, il faut aussi envisager les moyens de l'administration ; or, tout le monde convient qu'il est impossible de payer la totalité des capitaux avant de commencer les travaux, surtout dans les cas d'urgence ; la loi serait donc violée journellement, si l'on n'accorde pas les délais nécessaires pour effectuer ce paiement.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

—Dans plusieurs circonstances le juge accorde des délais au débiteur, malgré la réclamation du créancier : c'est ce qu'on réclame ici en faveur de l'État. Nous reconnaissons qu'il faut indemniser le propriétaire dépossédé, mais nous demandons un délai proportionné à nos moyens, en payant toutefois les intérêts, pour que l'individu ne souffre pas du terme de grâce accordé à l'État. On ferait, autrement, une loi impossible à exécuter ; malgré cette loi, les travaux d'utilité publique seraient continués, le propriétaire ne recevrait rien ; c'est ce qu'il faut empêcher, en conciliant l'intérêt individuel et les moyens de l'administration, qui paie.

(Ibid.)

Voyez *Hambourg*.

EYLAU (BATAILLE D'),

Livrée le 8 février 1807.

Il y a eu hier une grande bataille. La victoire m'est restée, mais j'ai perdu bien du monde. La perte de l'ennemi, plus considérable encore, ne me console pas.

(Lettre à Joséphine, du 26 février 1807.)

La bataille d'Eylau a été très-sanglante et fort opiniâtre.

(Lettre à la même, du 9 fév. 1807.)

— Sur l'aspect du champ de bataille d'Eylau.

Ce pays est couvert de morts et de blessés. Ce n'est pas la belle partie de la guerre. L'on souffre, et l'âme est oppressée de voir tant de victimes.

(Lettre à la même, du 14 fév. 1807.)

FABRE D'ÉGLANTINE.

Sur le *Philinte de Molière*.

J'ai toujours cherché à deviner, sans pouvoir y réussir, pour quel motif l'auteur avait intitulé sa comédie le *Philinte de Molière*, son héros ne ressemblant pas plus au *Philinte de Molière* qu'à tout autre personnage de tout autre comédie. Le véritable *Philinte de Molière* n'est pas sans doute, comme le misanthrope *Alceste*, un *Don Quichotte de vertu* : il ne se croit pas obligé de rompre en visière aux gens, pour des vers bons ou mauvais; il connaît assez les maladies incurables des hommes pour savoir que la franchise, placée mal à propos, peut souvent faire beaucoup de mal en irritant gratuitement les passions : en un mot, c'est un homme raisonnable, honnête, de

bonne compagnie, et incapable de la moindre action ou du moindre discours qui blesserait la morale ou la délicatesse. Le Philinte de Fabre, au contraire, est un homme des plus méprisables, qui se montre ouvertement capable de commettre les actions les plus odieuses, pour un vil intérêt, et qui est aussi peu digne d'être l'époux de celle qu'il aime, que l'ami du misanthrope Alceste. Quant à l'intrigue, elle est pitoyable sous tous les rapports. Quel est le banquier, le capitaliste ou le receveur-général qui laissera disparaître de sa caisse un billet de *six cent mille francs au porteur* sans s'en apercevoir?... Et puis c'est un procureur qui convient sur le champ de sa friponnerie, au premier mot que lui dit Alceste !... Il faut convenir que tout cela est bien pauvre d'invention. — Pour ce qui est de l'exécution, j'ai vu représenter plusieurs fois cette comédie dans ma jeunesse ; j'en ai toujours trouvé le style barbare et étrange pour la fin du dix-huitième siècle.

(Mémoires de BAUSSET.)

FACTIONS.

Pourquoi Napoléon ne craignait pas, en 1797, de se mettre en butte aux factions.

Je me suis lancé très-avant et mis très-volontiers en butte à toutes les factions. Cela serait très-mal calculé, si je trouvais dans l'ambition et l'occupation de grandes places ma satisfaction et le bonheur ; mais ayant placé de bonne heure l'une et l'autre dans l'opinion de l'Europe entière et dans l'estime de la postérité, j'ai pensé que je ne devais pas être arrêté par tous ces calculs et ce grand tapage des factions.

(C. I. Lett. à Clarke, du 30 mess. an 7
— 18 juillet 1797.)

Comment il faut procéder à l'égard des faillis. — De l'intervention du gouvernement. — La femme doit partager le malheur de son mari.

Je ne comprends pas les distinctions qu'on établit entre les banqueroutiers, ni comment on n'agirait pas dans le cas de banqueroute comme dans tous les cas où il peut y avoir délit. Celui qui a tué un homme, même par accident, à la chasse, par exemple, est d'abord arrêté et constitué en prévention de délit : on examine ensuite, et s'il est innocent on l'absout.

Dans les mœurs actuelles, la sévérité devient nécessaire. Les banqueroutes servent la fortune sans faire perdre l'honneur, et voilà ce qu'il importe de détruire. Qu'un failli n'affecte plus un air de triomphe ou du moins d'indifférence; qu'il se présente du moins en public avec l'abattement d'un homme auquel il est arrivé un grand malheur. Puisque les habitudes de la vie ont pris une direction différente, il faut les changer : l'incarcération du failli opérera cet effet. Il est possible néanmoins de ne pas la prolonger et de faire relâcher le failli sous caution.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

— Dans toute faillite, il y a un corps de délit, puisque le failli fait tort à ses créanciers. Il est possible qu'il n'y ait pas mauvaise intention, quoique ce cas soit rare; mais le failli se justifiera. Pourquoi en userait-on autrement pour la faillite que pour beaucoup d'autres sortes d'affaires? Par exemple, un capitaine qui perd son vaisseau, fût-ce par un naufrage, se rend d'abord en prison. Si l'on reconnaît que la perte du navire est l'effet d'un accident, on met le capitaine en liberté.

Au surplus si la prison paraît trop sévère, qu'on prenne tout autre moyen pour empêcher que le failli fasse, en quelque sorte, trophée de sa faillite.

(Ibidi)

— Je ne veux pas blesser l'intérêt des créanciers ; mais je ne pense pas qu'on doive s'en reposer sur eux du soin de rétablir l'ordre. Un seul soin les occupe, celui de tirer de leur créance le plus qu'il sera possible. Il en est de ceci comme de l'adultère : on est si peu disposé à en poursuivre la punition, qu'il a fallu ouvrir au mari qui veut se séparer d'une épouse infidèle la voie du consentement mutuel. Qu'on prenne donc des mesures qui, sans nuire aux créanciers, sans frapper d'une condamnation un failli avant qu'il ait pu se justifier, le mettent cependant dans un état d'humiliation conforme à la situation de sa fortune, et que les mœurs anciennes lui imprimaient. La prison, ne dût-elle durer qu'une heure, opérerait cet effet.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

— Je mets à part l'hypothèse où il n'y a que suspension de paiement ; mais quand un négociant fait perdre ses créanciers, il y a une présomption de banqueroute qui justifie la sévérité des premières mesures. Si un examen postérieur dissipe cette présomption, on fera justice à celui qu'elle atteint, et on donnera à l'affaire un titre moins odieux et moins grave.

(Ibid.)

— Je désire qu'on donne le nom de banqueroutier à tout négociant qui fait perdre ses créanciers....

Si l'on qualifie d'abord de la dénomination commune de banqueroutier tout marchand qui fait perdre ses créanciers, ce n'est que par forme de précaution ; les distinctions que la justice exige viennent ensuite. Le nom honteux de banqueroutier ne demeure pas au négociant qui n'a été que malheureux. Il est

justifié, il rentre pur dans la société, reprend son rang et ses droits, et peut parvenir à toutes les places.

(*Ibid.*)

— Ce n'est pas assez de donner la faculté de poursuivre au criminel celui qui d'abord ne paraissait être que banqueroutier simple; il faut prendre la marche inverse, et n'adoucir les mesures que lorsqu'on acquiert la conviction que le failli n'est pas coupable.

(*Ibid.*)

— Il ne suffit pas d'éveiller l'attention de la partie publique et de lui donner la faculté de poursuivre; il faut que la poursuite soit forcée toutes les fois qu'il y aura banqueroute, sauf, après que les faits auront été examinés, à faire les distinctions qu'exige la justice. Or, il y a fait matériel de banqueroute quand le négociant fait perdre ses créanciers, quelle que soit d'ailleurs la cause de cet événement.

(*Ibid.*)

— Il serait à désirer que la femme, dans tous les cas, partageât le malheur de son mari. Dans une communauté de biens et de maux, telle qu'est le mariage, il est inconcevable que le désastre du mari ne retombe pas d'abord sur sa famille, et que sa femme ne sacrifie pas tout ce qu'elle possède pour prévenir ou du moins adoucir les torts d'une personne avec laquelle elle est si étroitement unie....

Il répugne de voir la femme d'un failli étaler un luxe insolent auprès d'un malheureux créancier dont les dépouilles l'ont peut-être enrichie. Ne serait-ce donc pas assez de réduire cette femme à de simples alimens?...

Encore une fois, la femme est appelée naturellement à partager le malheur de son mari comme elle l'est à partager sa bonne fortune.

(*Procès-verbaux du conseil d'état.*)

— Je crains que, si la femme conserve des reprises, les négocians ne trouvent moyen de pratiquer des fraudes.....

Il convient du moins de décider que la femme ne reprendra que les immeubles dont elle aura eu la propriété un an avant son mariage, afin qu'on soit certain qu'elle ne reprend pas des immeubles acquis des deniers du mari.....

J'admettrais qu'on laissât la femme retirer ses immeubles jusqu'à concurrence d'une certaine somme, de soixante mille francs, par exemple; ce ne sont là que des alimens pour la famille; mais il me répugnerait de voir un mari jouir tranquillement, au milieu des créanciers qu'il a ruinés, du produit d'un immeuble de quatre cent mille francs provenant de sa femme.

(*Ibid.*)

FANATISME.

Dans des têtes fanatisées il n'y a pas d'organe par où la raison puisse pénétrer.

(*C. 1. Lettre au Directoire, du 1^{er} mess. an VII*
— 19 juin 1799.)

— Il n'y a pas de petits moyens en fait de fanatisme; ce sont ceux qui sont à la portée du peuple qui sont les meilleurs.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Il faut endormir le fanatisme afin de pouvoir le déraciner.

(*C. 1. Lettre à Kléber, du 4 fruct. an VII*
— 21 août 1799.)

— Du fanatisme militaire.

Le fanatisme militaire est le seul qui soit bon à quelque chose. Il en faut pour se faire tuer.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

FATALISME.

Absurdité de cette doctrine.

On me fait passer pour imbu du fatalisme!... Ce que sont les hommes pourtant!... On est plus sûr de les occuper, de les frapper davantage par des absurdités, que par des idées justes; mais un homme de bon sens peut-il bien s'y arrêter un instant! Ou le fanatisme admet le libre arbitre, ou il le repousse. S'il l'admet, qu'est-ce qu'un résultat déjà fixé d'avance, vous dit-on, et que pourtant la moindre détermination, un seul pas, une seule parole vont faire varier à l'infini? Si le fatalisme, au contraire, n'admet pas le libre arbitre, c'est bien autre chose; alors, quand vous venez au monde, il n'y a plus qu'à vous jeter dans votre berceau, sans vous donner aucun soin; s'il est irrévocablement fixé que vous vivrez, bien qu'on ne vous donne ni à boire ni à manger, vous grandirez toujours. Vous voyez bien que ce n'est pas une doctrine soutenable, ce n'est qu'un mot. Les Turcs eux-mêmes, ces patrons du fatalisme, n'en sont pas persuadés; autrement, il n'y aurait plus de médecine chez eux, et celui qui occupe un troisième étage ne se donnerait pas la peine de descendre longuement les escaliers, il descendrait tout de suite par la fenêtre; et vous voyez à quelle foule d'absurdités cela conduit, etc.

(*Mémorial.*)

Napoléon se défend si bien d'avoir cru au fatalisme, qu'il serait ridicule de persister à soutenir qu'il y croyait. Il était d'ailleurs bien diffi-

cile que l'homme le plus actif et le plus remuant qui, peut-être, ait jamais existé, fût sérieusement partisan d'une doctrine qui annule ou réduit à un rôle purement passif la volonté humaine. Mais, il faut l'avouer, c'est Napoléon lui-même qui a donné lieu à l'opinion dont il se plaint, par la manière dont il parlait de la destinée et du pouvoir irrésistible des événemens.

Voyez DESTINÉE, ÉVÉNEMENS.

FAUBOURG SAINT-ANTOINE.

Sur l'esprit du faubourg Saint-Antoine.

Napoléon eut souvent (1) à haranguer à la halle, dans les rues, aux sections et dans les faubourgs; et une remarque singulière à ce sujet, c'est que, de toutes les parties de la capitale, le faubourg Saint-Antoine est celle qu'il a toujours trouvée le plus facile à entendre raison, et à recevoir des impulsions généreuses.

(Dicté par Napoléon, *Mémorial*.)

FAUBOURG SAINT-GERMAIN.

Des arrangemens de Napoléon avec le faubourg Saint-Germain.

« J'ai mal fait mes arrangemens avec le faubourg Saint-Germain, disait l'empereur, j'ai fait trop ou trop peu. J'ai fait assez pour mécontenter le parti opposé, et pas assez pour m'attacher tout-à-fait celui-là. Pour quelques-uns d'entre eux qui sont avides d'argent, la foule se fût contentée de hochets et de vent, dont j'eusse pu la gorger sans blesser au fond nos nouveaux principes. J'ai fait trop et pas assez, et cependant cela m'a fort occupé. Malheureusement j'étais le seul dans mes intentions; tout ce qui m'entourait les contrariait au lieu de les servir, et pourtant il ne pouvait y avoir que deux grands partis à votre égard : celui d'*extirper* ou celui de *fusionner*. Le premier ne pouvait entrer

(1) Dans les jours qui suivirent le 13 vendémiaire.

dans ma pensée ; le second n'était pas facile, mais je ne le croyais pas au-dessus de mes forces. Et en effet, bien que nullement secondé, contrarié même, j'en étais venu à bout. Si je fusse demeuré, la chose se trouvait accomplie. Cela semblera prodigieux à celui qui sait juger du cœur des hommes et de l'état de la société. Je ne pense pas qu'on ait rien à citer de pareil dans l'histoire ; qu'on puisse montrer un aussi grand résultat en aussi peu de temps. J'en avais mesuré toute l'importance. Je devais compléter cette fusion ; cimenter cette union à tout prix ; avec elle nous eussions été invincibles. Le contraire nous a perdus, et peut prolonger encore les malheurs, l'agonie, peut-être, de cette pauvre France. Je le répète de nouveau, j'ai fait trop ou trop peu : j'aurais dû m'attacher l'émigration à sa rentrée, l'aristocratie m'eût facilement adoré ; aussi bien il m'en fallait une ; c'est le vrai, le seul soutien d'une monarchie, son modérateur, son levier, son point résistant : l'État sans elle est un vaisseau sans gouvernail, un vrai ballon dans les airs. Or le bon de l'aristocratie, sa magie, est dans son ancienneté, dans le temps ; et c'étaient les seules choses que je ne pusse pas créer ; mais je manquai d'intermédiaires. M. de Breteuil s'était insinué auprès de moi et m'y portait. M. de Talleyrand, au contraire, qui n'en était pas aimé sans doute, m'en éloignait de tous ses moyens. La démocratie raisonnable se borne à ménager à tous l'égalité pour prétendre et obtenir. La vraie marche eût été d'employer les débris de l'aristocratie avec les formes et l'intention de la démocratie. Il fallait surtout recueillir les noms anciens, ceux

de notre histoire : c'est le seul moyen de vieillir tout aussitôt les institutions les plus modernes.

» J'avais là-dessus des idées tout à moi. Si l'Autriche et la Russie eussent fait des difficultés, j'allais épouser une Française; j'aurais choisi un des premiers noms de la monarchie, c'était même là ma première pensée, ma véritable inclination; mes ministres ne purent m'en empêcher qu'en invoquant la politique. Si j'eusse eu autour de moi des Montmorency, des Nesle, des Clisson, j'eusse fait épouser leurs filles aux souverains étrangers en les adoptant. Mon orgueil et mon plaisir eussent été d'étendre ces belles tiges françaises, si elles eussent été ou se fussent données tout-à-fait à nous. Ils n'ont pas su me deviner! Eux et les miens n'ont vu en moi que des préjugés, lorsque j'agissais par les plus profondes combinaisons. Quoi qu'il en soit, les vôtres ont plus perdu en moi qu'ils ne pensent!..... Ils sont sans esprit, sans connaissance de la véritable gloire. Par quel malheureux penchant ont-ils préféré d'aller se vautrer dans la fange des alliés, au lieu de me suivre sur la cime du Simplon pour y commander le respect et l'admiration du reste de l'Europe. Les insensés!.....

» Au surplus, a-t-il continué, j'avais dans mon portefeuille, le temps seul m'a manqué, un projet qui m'eût rallié beaucoup de tout ce monde-là, et qui, après tout, n'eût été que juste. C'est que tout descendant d'ancien maréchal ou ministre, etc., etc., eût été apte, dans tous les temps, à se faire déclarer duc, en présentant la dotation requise. Tout fils de général, de gouverneur de province, etc., etc., eût pu en tout

temps se faire reconnaître comte, et ainsi de suite. Ce qui eût avancé les uns, maintenu les espérances des autres, excité l'émulation de tous, et n'eût blessé l'orgueil de personne; grands hochets, tout-à-fait innocens, du reste, dans ma marche et mes combinaisons.

» Les nations vieilles et corrompues ne se gouvernent pas comme les peuples antiques et vertueux : pour un aujourd'hui qui sacrifierait tout au bien public il en est des milliers et des millions qui ne connaissent que leurs intérêts, leurs jouissances, leur vanité; or, prétendre régénérer un peuple en un instant et en poste, serait un acte de démence. Le génie de l'ouvrier doit être de savoir employer les matériaux qu'il a sous la main; et voilà un des secrets de la reprise de toutes les formes monarchiques, du retour des titres, des croix, des cordons. Le secret du législateur doit être de savoir tirer parti même des travers de ceux qu'il prétend régir. Et après tout, ici tous ces colifichets présentaient peu d'inconvéniens, et n'étaient pas sans quelques avantages; au point de civilisation où nous demeurons aujourd'hui, ils sont propres à appeler les respects de la multitude, tout en commandant aussi le respect de soi-même; ils peuvent satisfaire la vanité du faible, sans effaroucher nullement les têtes fortes, etc. »

(Mémorial.)

FÉDÉRALISME.

— Du système fédératif en France.

Nous avons eu des fédéralistes; mais les habitudes du peuple français, le rôle qu'il doit par sa position, et qu'il désire, par caractère, jouer en Europe, s'opposent

à ce qu'il consente à un morcellement contraire à sa gloire autant qu'à ses usages.

(*Mémoires sur le Consulat.*)

FEMMES.

Les femmes ne s'occupent que de plaisir et de toilette.

Si l'on ne vieillissait pas, je ne voudrais pas de femme.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

— Quelles sont les femmes qu'il aime.

.... Tu me parais fâchée du mal que je dis des femmes. Il est vrai que je hais les femmes intrigantes au-delà de tout. Je suis accoutumé à des femmes bonnes, douces et conciliantes; ce sont celles que j'aime.

(*Lettre à Joséphine, du 6 novembre 1806.*)

— Quel est le lot des femmes.

Dans les grandes crises le lot des femmes est d'adoucir nos travers.

(*Mémorial.*)

— Quelle est la première femme du monde.

Une femme célèbre (1), déterminée à lutter avec le vainqueur d'Italie, l'interpella au milieu d'un grand cercle lui demandant quelle était, à ses yeux, la première femme du monde, morte ou vivante : « *Celle qui a fait le plus d'enfants,* » lui répondit en souriant Napoléon.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Déclamation contre les femmes.

Napoléon à Sainte-Hélène s'amusa un jour à déclamer contre les femmes :

« Nous n'y entendions rien, nous autres peuples d'Oc-

(1) Madame de Staël.

cident, disait-il avec malice, en présence de mesdames de Montholon et Bertrand; nous avons tout gâté en traitant les femmes trop bien. Nous les avons portées, à grand tort, presque à l'égal de nous. Les peuples de l'Orient avaient bien plus d'esprit et de justesse, ils les avaient déclarées la véritable propriété de l'homme; et, en effet, la nature les avait faites nos esclaves; ce n'est que par nos travers d'esprit qu'elles osent prétendre à être nos souveraines; elles abusaient de quelques avantages pour nous séduire et nous gouverner. Pour une qui nous inspirait quelque chose de bien, il en était cent qui nous faisaient faire des sottises. »

Et, continuant d'applaudir aux maximes de l'Orient, il approuvait fort la polygamie, la prétendait dans la nature. « La femme, disait-il, est donnée à l'homme pour qu'elle fasse des enfans. Or, une femme unique ne pourrait suffire à l'homme pour cet objet, elle ne peut être sa femme quand elle est grosse, elle ne peut être sa femme quand elle nourrit, elle ne peut être sa femme quand elle est malade, elle cesse d'être sa femme quand elle ne peut plus lui donner d'enfans; l'homme que la nature n'arrête ni par l'âge, ni par aucun de ces inconvéniens, doit donc avoir plusieurs femmes, etc. »

» Et de quoi vous plaindriez-vous après tout, mesdames, continuait-il, en souriant de côté, ne vous avons-nous pas reconnu une âme, vous savez qu'il est des philosophes qui ont balancé. Vous prétendriez à l'égalité? Mais c'est folie : la femme est notre propriété, nous ne sommes pas la sienne; car elle nous donne des enfans et l'homme ne lui en donne pas. Elle est donc sa propriété comme l'arbre à fruit est celle

du jardinier. Si l'homme fait une infidélité à sa femme, qu'il lui en fasse l'aveu, s'en repente, il n'en demeure plus de traces; la femme se fâche, pardonne, ou se raccommode, et encore y gagne-t-elle parfois. Il ne saurait en être ainsi de l'infidélité d'une femme : elle aurait beau l'avouer, s'en repentir, qui garantit qu'il n'en demeurera rien? Le mal est irréparable; aussi ne doit-elle, ne peut-elle jamais en convenir. Il n'y a donc, mesdames, et vous devez l'avouer, que le manque de jugement, les idées communes et le défaut d'éducation qui puissent porter une femme à se croire en tout l'égale de son mari. Dû reste rien de déshonorant dans la différence; chacun a ses propriétés et ses obligations. Vos propriétés, mesdames, sont la beauté, les grâces, la séduction; vos obligations, la dépendance et la soumission, etc.»

(Mémorial.)

FÉNÉLON.

Un prélat comme Fénélon rend la religion aimable en pratiquant toutes les vertus qu'elle enseigne; et c'est le plus beau présent que le ciel puisse faire à une grande ville et à un gouvernement.

(C. 1. Lett. d'Archev. de Gênes, du 14 fruct. an v
10 sept. 1797.)

— Sur le traité de la *Direction de la conscience d'un roi*.

L'empereur a trouvé sous sa main un volume de Fénélon : c'était la *Direction de la conscience d'un roi*. Il en a lu quelques passages, les sabrant tout d'abord avec beaucoup d'esprit et de gaité. Enfin, il a jeté le livre en disant que le nom d'un auteur n'avait jamais influé sur son opinion; qu'il avait toujours jugé les ouvrages sur ce qu'ils lui faisaient éprouver, louant vo-

lontiers, censurant de même, et qu'ici, en dépit du nom de Fénélon, il n'hésitait pas à prononcer que c'était autant de rapsodies.

(*Mémorial.*)

FERDINAND VII,

Roi d'Espagne.

Le prince des Asturies n'a aucune des qualités nécessaires au chef d'une nation.

(*Mémorial.*)

FEUX.

Quels sont les feux praticables devant l'ennemi.

Il n'y a de feux praticables devant l'ennemi que celui à volonté, qui commence par la droite et la gauche de chaque peloton.

(*Mémoires de Napoléon.*)

FIGARO.

Le *Mariage de Figaro*, comédie. Voyez BEAUMARCHAIS.

FINANCES.

Mon système de finances consisterait à établir un grand nombre de contributions indirectes, dont le tarif très-modéré serait susceptible d'être augmenté à mesure des besoins.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

Voyez CONTRIBUTION, DETTE, IMPÔT.

FLANDRE.

Des places de la frontière de Flandre.

Le système de la défense de la frontière de Flandre a été, en grande partie, conçu par Vauban ; mais cet ingénieur a été obligé d'adopter les places déjà existantes ; il en a construit de nouvelles pour couvrir des écluses, étendre les inondations, ou fermer

les débouchés importants entre de grandes forêts ou des montagnes. Il y a sur cette frontière des places de première, deuxième, troisième et quatrième force : elles peuvent être évaluées à quatre ou cinq cents millions ; construites en cent ans, cela ferait une dépense de quatre millions par an : 50,000 hommes de gardes nationales de l'intérieur suffirent pour les mettre à l'abri d'un coup de main, et au-dessus de la menace des batteries incendiaires ; Lille, Valenciennes, Charlemont, peuvent donner refuge à des armées, ainsi que les camps retranchés de Maubeuge, de Cambrai. Vauban a organisé des contrées entières en camps retranchés, couverts par des rivières, des inondations, des places et des forêts ; mais il n'a jamais prétendu que ces forteresses seules pussent fermer la frontière : il a voulu que cette frontière, ainsi fortifiée, donnât protection à une armée inférieure contre une armée supérieure ; qu'elle lui donnât un champ d'opérations plus favorable pour se maintenir et empêcher l'armée ennemie d'avancer, et des occasions de l'attaquer avec avantage ; enfin les moyens de gagner du temps pour permettre à ses secours d'arriver.

Lors des revers de Louis XIV, ce système de places fortes sauva la capitale. — Le prince Engène de Savoie perdit une campagne à prendre Lille : le siège de Landrecies offrit l'occasion à Villars de faire changer la fortune. Cent ans après, en 1793, lors de la trahison de Dumouriez, les places de Flandre sauvèrent de nouveau Paris ; les coalisés perdirent une campagne à prendre Condé, Valenciennes, le Quesnoy et Landrecies. Cette ligne de forteresses fut également utile en 1814 : les alliés, qui violèrent le territoire de

la Suisse, s'engagèrent dans les défilés du Jura pour éviter les places; et même, en les tournant ainsi, il leur fallut, pour les bloquer, s'affaiblir d'un nombre d'hommes supérieur au total des garnisons. Lorsque Napoléon passa la Marne et manœuvra sur les derrières de l'armée ennemie, si la trahison n'avait ouvert les portes de Paris, les places de cette frontière allaient jouer un grand rôle; l'armée de Schwartzenberg aurait été obligée de se jeter entre elles, ce qui eût donné lieu à de grands événemens. En 1815, elles eussent également été d'une grande utilité: l'armée anglo-prussienne n'eût pas osé passer la Somme, avant l'arrivée des armées austro-russes, sur la Marne, sans les événemens politiques de la capitale; et l'on peut assurer que celles des places qui restèrent fidèles ont influé sur les conditions des traités et sur la conduite des rois coalisés en 1814 et 1815.

(Mémoires de NAPOLÉON.)

FLOTTE.

Sur la prise de la flotte hollandaise par la cavalerie française.

Ce fut à cette époque (1) qu'eut lieu un fait d'armes tout nouveau dans l'histoire des nations: la flotte hollandaise, retenue dans le Zuyderzée par les glaces, fut prise par notre artillerie et notre cavalerie légères. C'est une singularité plutôt qu'un prodige, surtout après les marches que l'armée n'avait cessé d'opérer au travers des fleuves et des canaux dont la Hollande est couverte. De sorte que ces moyens de résistance, les plus insurmontables, étaient devenus des moyens d'attaque naturels qui permettaient d'aborder les pla-

(1) En 1795, le 20 janvier.

ces par les côtés où les points de défense étaient confiés aux écluses. La prise de la flotte hollandaise par la cavalerie française présenta une sorte de merveilleux inconnu dans les annales militaires, et fit plus d'impression sur l'Europe que n'aurait fait le gain d'une bataille rangée.

(*Mémoires de Napoléon.*)

FOLIE.

De la folie innocente et de la folie terrible.

Napoléon définissait la folie innocente, une lacune ou divagation de jugement entre des idées justes et leur application : un fou mange des raisins dans une vigne qui n'est pas la sienne, et répond aux reproches du propriétaire : « Nous sommes deux ici ; le soleil nous voit ; donc j'ai le droit de manger des raisins. » Le fou terrible était celui chez qui cette lacune ou divagation de jugement s'exerçait entre des idées et des actes : c'était celui qui coupait la tête d'un homme endormi, et se cachait derrière une haie pour jouir de l'embarras du mort lorsqu'il viendrait à se réveiller.

(*Mémorial.*)

FONTAINEBLEAU.

« Voilà, disait l'empereur en parlant de Fontainebleau, la vraie demeure des rois, la maison des siècles. Peut-être, à la rigueur, n'était-ce pas un palais d'architecte, mais c'était assurément un lieu d'habitation bien choisi et parfaitement convenable. C'était, sans nul doute, ce qu'il y avait de plus commode, de plus heureusement situé en Europe pour le souverain.

» Fontainebleau, ajoutait encore l'empereur, était

en même temps la situation politique et militaire la plus favorable. »

(*Ibid.*)

— Sur la situation de Napoléon à Fontainebleau en 1814.

Napoléon, à Fontainebleau, avait encore autour de lui 25,000 hommes de sa garde. Rien ne s'opposait à ce qu'il ralliât les 25,000 hommes de l'armée de Lyon, les 18,000 hommes que le lieutenant-général Grenier ramenait d'Italie, les 15,000 du maréchal Suchet, les 40,000 du maréchal Soult, et reparût sur le champ de bataille à la tête de plus de 100,000 combattans. Il était maître de toutes les places fortes de France et d'Italie. Il aurait long-temps encore entretenu la guerre, et bien des chances de succès s'offraient aux calculs; mais ses ennemis déclaraient à l'Europe qu'il était le seul obstacle à la paix : il n'hésita pas sur le sacrifice qui semblait lui être demandé dans l'intérêt de la France. Après avoir tout fait pendant vingt ans pour le bonheur et la gloire du peuple français, il se livra volontairement, et remit à la nation la couronne qu'il avait reçue d'elle.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Sur le traité de Fontainebleau.

« Je ne veux point de ce traité, je le renie, disait l'empereur en parlant du traité de Fontainebleau; loin de m'en vanter, j'en rougis plutôt. On l'a discuté pour moi. Celui qui me l'apporta me trahissait.... Si j'eusse voulu traiter alors sensément, j'aurais obtenu le royaume d'Italie, la Toscane ou la Corse; tout ce que j'aurais voulu. Ma décision fut une faute de mon caractère, une boutade de ma part, un véritable excès de tempérament. Je pris du dégoût et du mépris

pour tous ceux qui m'entouraient ; j'en pris pour la fortune que je me plus à braver... Je cherchai des yeux un coin de terre où je fusse mal, et où je pusse profiter des fautes que l'on ferait : et je me décidai pour l'île d'Elbe. Cet acte fut celui d'une âme de rocher. »

(*Mémorial.*)

Par le traité de Fontainebleau, appelé aussi quelquefois le traité de Paris, et en date du 11 avril 1814, il était accordé à Napoléon, outre la souveraineté de l'île d'Elbe, un revenu de cinq millions. C'était cette stipulation d'argent qui choquait Napoléon. Il ne lui fallait, disait-il, qu'un petit écu par jour et un cheval.

FORÊTS.

Comment on peut empêcher que l'on ne coupe les bois trop jeunes.

On se plaint que les particuliers coupent leurs bois trop jeunes. Ne pourrait-on pas, pour combattre cette disposition, s'abstenir de demander aux propriétaires de bois une contribution annuelle, et percevoir toute la contribution au moment de la coupe, ou ne percevoir la contribution annuelle sur les bois que jusqu'à ce qu'ils soient arrivés à un certain âge, à quinze ans, par exemple, et les exempter ensuite de l'impôt annuel jusqu'à la coupe ?

Deux circonstances ont pu faire couper les bois plus jeunes et en faire même détruire quelques-uns. Beaucoup de bois ne payaient pas d'impôt avant la révolution, parce qu'ils étaient dans des mains privilégiées, et ceux mêmes qui appartenaient à des particuliers payaient moins de contribution qu'aujourd'hui.

Il faut ouvrir des routes pour le transport des bois dans la Nièvre et dans le Berry ; j'en ai reconnu l'utilité dans mes voyages. Il sera facile de pourvoir à

cette dépense par des centimes additionnels. On devra faire supporter surtout cette imposition aux propriétaires de bois.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

FORFAIT,

Ministre de la marine sous le consulat.

Forfait, né en Normandie, avait la réputation d'être le meilleur ingénieur constructeur de vaisseaux; mais c'était un homme à système, et il n'a pas justifié ce que l'on attendait de lui.

(Mémoires de Napoléon.)

FORMES.

Nécessité des formes dans la justice.

Les formes sont la garantie nécessaire de l'intérêt particulier. Des formes ou l'arbitraire, il n'y a pas de milieu. C'étaient des temps barbares que ceux où les rois, assis au pied d'un arbre, jugeaient sans formalité.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

FORTIFICATIONS.

Des fortifications de campagne.

Les fortifications de campagne sont toujours utiles, jamais nuisibles, lorsqu'elles sont bien entendues....

Les principes de fortifications de campagne ont besoin d'être perfectionnés: cette partie de l'art de la guerre est susceptible de faire de grands progrès..... Les batteries doivent être placées dans les positions les plus avantageuses et le plus en avant possible des lignes de l'infanterie et de la cavalerie, sans compromettre leur sûreté. Il est bon qu'elles commandent la campagne de toute la hauteur de la plate-forme; il faut qu'elles ne soient point masquées de droite et de

gauche, de manière que leur feu puisse être dirigé dans tous les sens.

(Mémoires de Napoléon.)

FORTUNE.

Profitez des faveurs de la fortune, lorsque ses caprices sont pour vous; craignez qu'elle ne change de dépit, elle est femme.

(Ibid.)

FOUCHÉ, DUC D'OTRANTE.

Pourquoi Napoléon le conserva après le 18 brumaire.

Fouché, né à Nantes, avait été oratorien avant la révolution; il avait ensuite exercé un emploi subalterne dans son département, et s'était distingué par l'exaltation de ses principes. Député à la convention, il marcha dans la même direction que Collot-d'Herbois. Après la révolution de thermidor, il fut proscrit comme terroriste. Sous le Directoire, il s'était attaché à Barras, et avait commencé sa fortune dans des compagnies de fournitures, où l'on avait imaginé de faire entrer un grand nombre d'hommes de la révolution: idée qui avait jeté une nouvelle déconsidération sur des hommes que les événemens politiques avaient déjà dépopularisés. Fouché, appelé au ministère de la police depuis plusieurs mois, avait pris parti contre la faction du manège qui s'agitait encore, et qu'il fallait détruire; mais Sieyes n'attribuait pas cette conduite à des principes fixes, mais seulement à la haine qu'il portait à ces sociétés où, sans aucune retenue, on déclamait constamment contre les dilapidations et contre ceux qui avaient eu part aux fournitures. Napoléon convenait avec Sieyes qu'on ne pouvait en rien compter sur la moralité d'un tel ministre et sur son

esprit versatile ; mais enfin sa conduite avait été utile à la république. *Nous formons une nouvelle époque*, disait Napoléon. *Du passé, il ne faut nous souvenir que du bien et oublier le mal. L'âge, l'habitude des affaires et l'expérience, ont formé bien des têtes et modifié bien des caractères.* Fouché conserva son ministère.

(*Ibid.*)

— Pourquoi Fouché fut changé en 1810.

J'ai changé Fouché parce qu'au fond je ne pouvais pas compter sur lui. Il se défendait contre moi lorsque je ne lui commandais rien, et se faisait une considération à mes dépens. Il cherchait toujours à me deviner pour ensuite paraître me mener ; et comme j'étais devenu réservé avec lui, il était dupe de quelques intrigans et s'égarait toujours.

(*Mémoires du duc de Rovigo.*)

— Pourquoi il fut chargé de la police au retour de l'île d'Elbe.

Le duc d'Otrante fut chargé de la police, parce que Cambacérès, le duc de Bassano, Lavalette, Savary même, Réal et toutes les personnes en qui Napoléon pouvait avoir le plus de confiance, se réunirent pour témoigner de sa conduite en 1814, qui même avait exposé fortement sa propre sûreté. Toutes ces circonstances firent surmonter à Napoléon sa répugnance pour remettre en place un homme qu'il connaissait d'une immoralité si profonde.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Caractère de Fouché.

L'intrigue était aussi nécessaire à Fouché que la nourriture : il intriguait en tout temps, en tous lieux, de toutes manières et avec tous. On ne découvrait ja-

mais rien qu'on ne fût sûr de l'y rencontrer pour quelque chose; sa manie était de vouloir être de tout. *Toujours dans les souliers de tout le monde!*

Si j'eusse été vainqueur, Fouché m'eût été fidèle. Il est vrai qu'il se donnait de grands soins pour être prêt selon toutes les chances. Il me fallait vaincre!

— Fouché était le Talleyrand des clubs, et Talleyrand, le Fouché des salons.

(*Mémorial.*)

FOURNISSEURS.

L'empereur appelait cette classe le fléau, la lèpre d'une nation. Il faisait l'observation qu'à son arrivée à la tête des affaires ils composaient une véritable puissance et qu'ils étaient des plus dangereux pour l'État dont ils corrompaient les ressorts par leurs intrigues et celles de leurs agens et de leur nombreuse clientèle. « Jamais, disait Napoléon, je n'en voulus élever aucun aux honneurs : de toutes les aristocraties, celle-là me semblait la pire. »

(*Ibid.*)

— Des banquiers et des fournisseurs.

Napoléon, sous le consulat, disait un jour à Joséphine :

Je consens à ce que vous diniez chez des banquiers, ce sont des marchands d'argent; mais je ne veux point que vous alliez chez des fournisseurs, ce sont des voleurs d'argent.

(*Journal anecdotique de M^{me} Campan.*)

FOX.

M. Fox est un modèle pour les hommes d'État, et son école tôt ou tard doit régir le monde..... La mort de M. Fox est une des fatalités de ma carrière. S'il eût continué de vivre, les affaires eussent pris une

tout autre tournure; la cause des peuples l'eût emporté, et nous eussions fixé un nouvel ordre de choses en Europe.

(*Mémorial.*)

— Fox vint en France immédiatement après le traité d'Amiens. Il s'occupait d'une histoire des Stuarts, et me fit demander à fouiller dans nos archives diplomatiques. J'ordonnai que tout fût mis à sa disposition. Je le recevais souvent; la renommée m'avait entre-tenu de ses talens; je reconnus bientôt en lui une belle âme, un bon cœur, des vues larges, généreuses, libérales, un ornement de l'humanité: je l'aimais. Nous causions souvent, et sans nul préjugé, sur une foule d'objets. Quand je voulais l'asticoter, je le ramenais sur la *machine infernale*; je lui disais que ses ministres avaient voulu m'assassiner; il me combattait alors avec chaleur, et finissait toujours en me disant dans son mauvais français: *Premier consul, ôtez-vous donc cela de votre tête.* Mais il n'était pas convaincu sans doute de la bonté de sa cause, et il est à croire qu'il s'escrimait bien plus en défense de l'honneur de son pays qu'en défense de la moralité des ministres.

(*Ibid.*)

— Fox était sincère, avait de la droiture, et voyait juste: s'il ne fût pas mort, la paix se serait effectuée, et l'Angleterre serait actuellement heureuse et satisfaite. Fox connaissait les vrais intérêts de son pays. Il fut reçu comme un triomphateur dans toutes les villes de France où il passa. On lui offrit spontanément des fêtes, et on lui rendit les plus grands honneurs dans tous les lieux où il fut reconnu. Il doit

avoir été véritablement flatté d'une telle réception, d'autant plus honorable pour lui, qu'elle lui était faite dans un pays qui avait été long-temps l'ennemi du sien, et qu'il ne la devait qu'à la haute estime que le peuple français portait à son noble caractère. Il est probable que si Pitt fût venu à la place de Fox, on l'eût assassiné. J'aimais Fox, et me plaisais à converser avec lui..:

(O'MÉARA.)

— Fox et Cornwallis.

Il suffirait d'une demi-douzaine de Fox pour faire la fortune morale d'une nation... Avec de telles gens, je me serais toujours entendu; nous eussions été bientôt d'accord. Non-seulement nous aurions eu la paix avec une nation foncièrement très-estimable, mais encore nous aurions fait ensemble de très-bonne besogne.

(Mémorial.)

Fox et Pitt comparés. Voyez ANGLETERRE. *Du machiavélisme des ministres anglais.*

FOY (LE GÉNÉRAL).

Voyez CLAUSEL.

FRANÇAIS ET FRANCE.

Du titre de Français.

Je veux que le titre de Français soit le plus beau, le plus désirable sur la terre; que tout Français, voyageant en Europe, se croie, se trouve toujours chez lui.

(Mémorial.)

— Du caractère français.

Le caractère distinctif de notre nation est d'être beaucoup trop vifs dans la prospérité.

(C. I. Lett. au minist. des relat. extérieures, du 16 vend. an vi

— 7 octobre 1797.)

— Il est dans le caractère français d'exagérer, de se plaindre, et de tout défigurer dès qu'on est mécontent.

(*Mémorial.*)

— Les Français sont frondeurs, turbulens, mais non conspirateurs, encore moins conjurés. Leur légèreté est tellement naturelle, qu'on ne peut pas dire qu'elle les déshonore : ce sont de vraies girouettes au gré des vents ; mais ce vice, chez eux, est sans calcul ; et voilà leur meilleure excuse. Du reste, il est bien entendu que nous ne parlons ici que de la masse ; car, des exemples individuels, au contraire, ont fourmillé dans nos derniers temps, qui couvrent certaines classes d'une abjection dégoûtante.

(*Ibid.*)

— « Notre légèreté, notre inconséquence nous viennent de loin, disait Napoléon ; nous demeurons toujours Gaulois. Nous ne vaudrons tout notre prix que lorsque nous substituerons les principes à la turbulence, l'orgueil à la vanité, et l'amour des institutions à l'amour des places. »

(*Ibid.*)

— « Nous sommes si volatils, si inconséquens, si faciles à enlever, disait Napoléon en parlant des hommes qui avaient, en 1814, passé aux Bourbons et étaient revenus à lui lors du retour de l'île d'Elbe, qu'il ne me demeurerait pas prouvé, après tout, que ces mêmes gens ne fussent pas revenus réellement de bon cœur à moi. »

(*Ibid.*)

— L'empereur observait que nous autres Français, si nous avions moins d'énergie que les Romains, nous

avons plus de bienséance; nous ne nous serions pas donné la mort comme eux sous les premiers empereurs, mais aussi nous n'aurions pas montré toutes les turpitudes, toute la servilité qu'on rencontre sous les derniers. « Même dans nos momens les plus corrompus, disait-il, notre bassesse n'était pas sans de certaines restrictions : tels des courtisans à qui le prince eût pu tout faire faire chez lui, lui eussent refusé de s'agenouiller à son lever, etc., etc. »

(*Mémorial.*)

— « La première classe, chez les Anglais, disait l'empereur, avait de l'orgueil; chez nous, elle avait le malheur de n'avoir que de la vanité; là gisait la grande différence caractéristique des deux peuples. La masse du nôtre présentait certainement aujourd'hui le peuple de l'Europe qui avait le plus de sentiment national; il avait profité de ses vingt-cinq ans de révolution; mais, malheureusement, la classe que la révolution avait élevée, remarquait-il, n'avait point répondu à ses nouvelles destinées; elle n'avait montré que corruption et versatilité; elle n'avait déployé dans les dernières crises ni talent, ni caractère, ni vertu; elle avait perdu l'honneur du peuple. »

(*Ibid.*)

— De la jeunesse française formée sous l'empire.

Quelle jeunesse je laisse après moi! C'est pourtant mon ouvrage! Elle me vengera suffisamment par tout ce qu'elle vaudra. A l'œuvre il faudra bien, après tout, qu'on rende justice à l'ouvrier! et le travers d'esprit ou la mauvaise foi des déclamateurs tombera devant ces résultats. Si je n'eusse songé qu'à moi; à mon pouvoir, ainsi qu'ils l'ont dit et le répètent sans

cesse, si j'eusse réellement eu un autre but que le règne de la raison, j'aurais cherché à étouffer les lumières sous le boisseau; au lieu de cela, on ne m'a vu occupé que de les produire au grand jour. Et encore n'a-t-on pas fait pour ces enfans tout ce dont j'avais eu la pensée. Mon université, telle que je l'avais conçue, était un chef-d'œuvre dans ses combinaisons et devait en être un dans ses résultats nationaux. Un méchant homme (1) m'a tout gâté, et cela avec mauvaise intention, et par calcul sans doute.

(Ibid.)

— Nécessités de la France.

La France, obligée d'être en même temps puissance maritime et puissance continentale, aura toujours de grands besoins d'argent; elle est en butte à la jalousie de l'Europe, depuis Henri IV.

— Il faut à la France une armée de quatre cent mille hommes.

— Sans marine, la France reste exposée à toute sorte d'insultes.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

— D'où vient que la France a pu repousser la première coalition.

Si, en 1792, la France repoussa l'agression de la première coalition, c'est qu'elle avait eu trois ans pour se préparer et lever deux cents bataillons de garde nationale, c'est qu'elle ne fut attaquée que par des armées au plus de 100,000 hommes. Si 800,000 hommes eussent marché sous les ordres du duc de Brunswick, Paris eût été pris, malgré l'énergie et l'élan de la nation.

(Mémoires de NAPOLEON.)

(1) M. de Fontanes.

— La France terre d'asile.

Il serait contre le droit des gens et contre nos principes de refuser de donner refuge à des hommes persécutés.

(C. 1. Lett. au cit. Faypoult, du 23 therm. an v
— 12 août 1797.)

— Noble usage que le peuple français a fait de sa force.

Si le peuple romain eût fait le même usage de sa force que le peuple français, les aigles romaines seraient encore sur le Capitole, et dix-huit siècles d'esclavage et de tyrannie n'auraient pas deshonoré l'espèce humaine.

(Procl. au peuple cisalpin, du 21 brum. an vi
— 11 novembre 1797.)

— Quelle devait être l'attitude du peuple français au commencement du
xix^e siècle.

Le peuple français n'ignore pas qu'il existe une grande masse de jalousies, et que long-temps contre lui on fomentera des dissensions soit intestines, soit étrangères; aussi demeure-t-il constamment dans cette attitude que les Athéniens ont donnée à Minerve : *le casque en tête et la lance en arrêt.*

(Moniteur du 6 brum. an xi — 28 oct. 1802.)

Voyez au mot AMIENS la note qui accompagne le morceau intitulé :

Le traité d'Amiens a réglé les relations de la France avec l'Angleterre.

— La France en 1806.

Les choses ne sont pas solidement établies en France. La constitution ne donne pas assez de force au gouvernement, et là où le gouvernement est faible, l'armée gouverne. Un caporal pourrait s'emparer du gouvernement dans un moment de crise (1).

(PELET DE LA LOZÈRE.)

(1) Voyez MALET.

— Devoirs de la France à la fin de 1813.

Les sacrifices que comportent les bases préliminaires proposées par l'ennemi, et que j'ai acceptées, je les ferai sans regret; ma vie n'a qu'un but, le bonheur des Français. Cependant le Béarn, l'Alsace, la Franche-Comté, le Brabant, sont entamés; les cris de cette partie de ma famille me déchirent l'âme! J'appelle les Français au secours des Français. J'appelle les Français de Paris, de la Bretagne, de la Normandie, de la Champagne, de la Bourgogne et des autres départemens, au secours de leurs frères! Les abandonnons-nous dans leur malheur? Paix et délivrance de notre territoire doit être notre cri de ralliement. A l'aspect de tout ce peuple en armes, l'étranger fuira ou signera la paix sur les bases qu'il a lui-même proposées...

(*Réponse à l'adresse du sénat, déc. 1813.*)

— Richesses de la France en 1814.

Ce sont de vaines déclamations propagées par l'ignorance ou la haine qui avaient fait croire à l'Europe en 1814 qu'il n'y avait plus d'hommes, plus de bestiaux, plus d'agriculture, plus d'argent en France, que le peuple y était réduit au dernier degré de misère, qu'on ne voyait plus dans les campagnes que des vieillards, des femmes ou des enfans. La France alors était le pays le plus riche de l'univers, elle avait plus de numéraire que le reste de l'Europe réunie.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Sentimens de la France en 1814.

La France tout entière, hors quelques milliers d'intrigans, resta attachée d'esprit, d'opinion et de cœur à Napoléon, au principe de la souveraineté natio-

nale et à l'honneur français ; elle se soumit à la nécessité que lui imposaient les anciens ennemis et les nouveaux Judas. Mais sur trente millions d'hommes, vingt-neuf millions cinq cent mille renfermèrent dans leur cœur l'espoir de chasser les ennemis de la nation, les mandataires des étrangers, les lieutenans du czar et du prince régent.

(Mémorial de Napoléon.)

— La France tout entière était attachée aux intérêts qu'elle avait conquis pendant vingt-cinq ans de sacrifices et de triomphes. Si elle vit sans inquiétude relever le trône de la troisième dynastie, c'est qu'elle avait le besoin de la paix, et qu'elle entendit l'héritier présomptif de la couronne lui dire : « Rien n'est changé en France si ce n'est qu'il y a un Français de plus. » Cette conduite n'était pas nouvelle. Henri IV, vainqueur de ses sujets, leur avait donné des garanties ; il avait abjuré, il s'était environné des ligueurs, il avait poussé le désir d'inspirer la confiance jusqu'à éloigner de lui et des emplois ceux mêmes qui l'avaient rendu vainqueur à Coutras, à Arques, à Ivry : il savait que l'amour des hommes est hors du pouvoir des baïonnettes, et qu'un roi qui ne règne pas sur le cœur de ses peuples n'est rien : et cependant Henri IV n'avait pas à respecter les droits acquis par une révolution, que ses victoires avaient fait reconnaître de toute l'Europe.

Sans doute, si le cardinal de Richelieu eût tenu les rênes de l'état en 1814, son vaste génie eût embrassé d'un coup d'œil la position de son roi, régnant par les droits de sa naissance et par les règles de la hiérarchie féodale sur une nation fière de tant de victoires, heureuse par les lois qu'elle s'était données depuis 1789. Il se fût dit que la contre-révolution, si

on la tentait, ne pouvait s'opérer que par la volonté constante de la coalition, et par la présence en France et l'emploi des armées ennemies; que, du moment où les baïonnettes étrangères quitteraient le sol de la patrie, la nation rentrerait dans la jouissance de son indépendance; que le sentiment de ses véritables intérêts et de ses droits se réveillerait avec une force nouvelle; que le besoin de l'égalité et de la liberté serait plus fort que jamais, et qu'alors un trône national, c'est-à-dire un trône franchement constitutionnel, pourrait seul convenir aux intérêts du roi et du peuple.

(*Ibid.*)

— Gouvernement qu'il fallait à la France en 1813.

Depuis vingt-cinq ans, la France a de nouveaux intérêts, de nouvelles institutions, une nouvelle gloire, qui ne peuvent être garantis que par un gouvernement national et par une dynastie née dans ces nouvelles circonstances.

(*Proclamation du 1^{er} mars 1813.*)

— Du mouvement populaire de 1813.

Le mouvement populaire de 1815 fut aussi grand que de 1790 à 1792; mais alors on eut trois ans pour armer, et ici on n'eut que quarante jours; alors on ne fut attaqué que par une armée de 80,000 hommes, et ici on le fut par 600,000.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Position de la France après Waterloo.

La position de la France était critique après la bataille de Waterloo, mais non désespérée... Tout pouvait se réparer. Mais il fallait du caractère, de l'énergie, de la fermeté de la part des officiers, du gouverne-

ment, des Chambres, de la nation tout entière!! Il fallait qu'elle fût animée par le sentiment de l'honneur, de la gloire, de l'indépendance nationale; qu'elle fixât les yeux sur Rome après la bataille de Cannes, et non sur Carthage après Zama!! Si la France s'élevait à cette hauteur, elle était invincible; son peuple contenait plus d'éléments militaires qu'aucun autre peuple du monde; le matériel de la guerre était en abondance et pouvait suffire à tous les besoins.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— La France après 1814 et 1815.

Si, en 1814 et en 1815, la confiance royale n'avait point été placée dans des hommes dont l'âme était détrempée par des circonstances trop fortes, ou qui, renégats à leur patrie, ne voyaient de salut et de gloire pour le trône de leur maître que dans le joug de la sainte-alliance; si le duc de Richelieu, dont l'ambition fut de délivrer son pays de la présence des baïonnettes étrangères; si Châteaubriand, qui venait de rendre à Gand d'éminens services, avaient eu la direction des affaires, la France serait sortie puissante et redoutée de ces deux grandes crises nationales.

(*Ibid.*)

— La France à la fin de 1815.

Pauvre France, quelles seront tes destinées? Sur-tout qu'est devenue ta gloire! quelles sont tes espérances, tes ressources? Un roi sans système, incertain, à demi-mesures, quand elles devraient être positives et extrêmes. Une ombre de ministère, quand il lui faudrait tant de force et de talent! Division dans la maison royale, quand il n'y faudrait qu'une volonté! Un prince du sang à la tête d'une opposition

toute nationale ! Que de sujets de troubles , que de combinaisons pour l'avenir ! Qui pourrait assigner le dénouement !.... Quelles adresses que celles de ces deux chambres ? On les a lues tout à l'heure , à qui de nous en reste-t-il quelque chose ? Elles sont sans couleur , sans but , sans résultats ; propres à tous les temps , à toutes les circonstances ; de mauvais oripeaux de souveraineté , guenilles de trônes , lieux communs ; flagorneries abjectes et stupides qui nous dégradent et nous avilissent aux yeux des étrangers ! Y a-t-il rien dans tout cela de national , je le demande ? Aperçoit-on une lueur de cette opposition utile à la dignité et à la force du souverain ? Comment osent-ils parler de son chagrin , pleurer avec lui , c'est lui qui cause leurs maux ; il était de la coalition , il est l'allié de leurs bourreaux !.... Ils disent qu'il n'a qu'à parler , que tous les sacrifices qu'il demandera ils sont prêts à les faire..... Ils appuient surtout sur le système de la légitimité auquel ne croient aucun de ceux qui parlent.... Mais c'est là le discours de Metternich , de Nesselrode , de Castlereagh , et non celui de Français !... A quoi bon des assemblées sous le roi ? C'est de sa part une faute de plus ; elles ne feront qu'éveiller , et il fallait endormir. Elles ne sont composées que de ses affidés , dit-on , soit ; mais qu'en peut-il attendre ? Croit-il qu'elles lui donneront du crédit dans la nation ? Elles sont anti-nationales si elles marchent avec lui ; furieuses dans leurs réactions , elles le porteront plus loin qu'il ne voudra. Si au contraire elles témoignent la moindre opposition , elles le gêneront dans sa marche. Jamais les assemblées n'ont réuni pri-

dence et énergie, sagesse et vigueur, et c'est pourtant aujourd'hui ce qu'il faut au roi.

(*Mémorial.*)

— Les alliés n'ont pas bien entendu leurs intérêts. Il fallait affaiblir la France et non la désespérer; il fallait lui enlever du territoire et non lui imposer des contributions. Ce n'est pas ainsi qu'on traite vingt-huit millions d'hommes. Les Français devaient au moins racheter la perte de leur gloire par du repos et du bonheur. En imposant des humiliations, il fallait donner du pain, il fallait essayer de réduire ce grand corps à la stagnation.

L'empereur a terminé en disant qu'il était bien sinistre sans doute; mais qu'il avait beau faire, qu'il ne pouvait voir que des catastrophes, des massacres, du sang.

(*Ibid.*)

— Pertes de la France comparées à celles des autres puissances, depuis 1800.

Il serait facile de prouver que de toutes les puissances de l'Europe, la France est celle qui, depuis 1800, a le moins perdu.

L'Espagne, qui a éprouvé tant de défaites, a perdu davantage dans la proportion de sa population; que l'on considère ce que l'Aragon seul a sacrifié à Saragosse.

Les levées de l'Autriche, en 1800, détruites à Marengo, à Hohenlinden, celles de 1805 détruites à Ulm, à Austerlitz, celles de 1809 détruites à Eckmühl, à Wagram, ont été hors de proportion avec sa population.

La Prusse perdit toute son armée, 250 à 300,000 hommes, dès sa première campagne, en 1806.

Ce que perd l'Angleterre aux Grandes-Indes, aux

Indes occidentales, ce qu'elle a perdu dans ses expéditions en Hollande, à Buenos-Ayres, à Saint-Domingue, en Égypte, à Flessingue, en Amérique, est au-dessus de ce que l'on peut imaginer. L'opinion généralement reçue que les Anglais ménagent leurs soldats est tout-à-fait fausse; ils en sont au contraire fort prodigues; ils les exposent continuellement dans des expéditions hasardeuses, dans des assauts contre toutes les règles de l'art, dans des colonies très-malsaines. On peut dire que cette nation solde le commerce des Indes par le plus pur de son sang.

En Russie nos pertes furent considérables, mais non pas telles qu'on se l'imagine. 400,000 hommes passèrent la Vistule; 160,000 seulement dépassèrent Smolensk pour se porter sur Moscou; 240,000 hommes restèrent en réserve entre la Vistule, le Borysthène et la Dwina, savoir: les corps des maréchaux ducs de Tarente, de Reggio, de Bellune, du comte Saint-Cyr, du comte Régnier, du prince de Schwarzenberg; la division Loison à Wilna, celle de Dombrowski à Borisow, celle de Durutte à Varsovie. La moitié de ces 400,000 hommes étaient Autrichiens, Prussiens, Saxons, Polonais, Bavares, Wurtembergeois, Bergeois, Badois, Hessois, Westphaliens, Meklembourgeois, Espagnols, Italiens, Napolitains; l'armée impériale proprement dite était pour un tiers composée de Hollandais, Belges, habitans des bords du Rhin, Piémontais, Suisses, Génois, Toscans, Romains, habitans de la trente-deuxième division militaire, Brême, Hambourg, etc.; elle comptait à peine 140,000 hommes parlant français. La campagne de 1812, en Russie, coûta moins de 50,000 hommes à la France actuelle.

L'armée russe dans sa retraite de Wilna à Moskou, dans les différentes batailles, a perdu quatre fois plus que l'armée française; l'incendie de Moskou a coûté la vie à 100,000 Russes morts de froid et de misère dans les bois; enfin, dans sa marche de Moskou à l'Oder, l'armée russe fut aussi atteinte par l'intempérie de la saison: elle ne comptait à son arrivée à Wilna que 50,000 hommes, et à Kalisch moins de 18,000. On peut avancer que, tout calculé, la perte de la Russie dans cette campagne a été six fois plus grande que celle de la France d'aujourd'hui.

(MÉMOIRES DE NAPOLEON.)

— Bien qu'aurait produit une alliance entre la France et l'Angleterre.

« L'Angleterre et la France, disait Napoléon à un Anglais, ont tenu dans leurs mains le sort de la terre, celui surtout de la civilisation européenne. Que de mal nous nous sommes fait! Que de bien nous pouvions faire!

» Sous l'école de Pitt, nous avons désolé le monde, et pour quel résultat? Vous avez imposé quinze cents millions à la France, et les avez fait lever par des Cosaques. Moi je vous ai imposé sept milliards, et les ai fait lever de vos propres mains, par votre parlement; et aujourd'hui encore, même après la victoire, est-il bien certain que vous ne succombiez pas tôt ou tard sous une telle charge?

» Avec l'école de Fox nous nous serions entendus..., nous eussions accompli, maintenu l'émancipation des peuples, le règne des principes; il n'y eût eu en Europe qu'une seule flotte, une seule armée; nous aurions gouverné le monde, nous aurions fixé chez

tous le repos et la prospérité, ou par la force ou par la persuasion.

» Oui, encore une fois, que de mal nous avons fait !
Que de bien nous pouvions faire ! »

(*Mémorial.*)

— Que serait devenue la France sans la rivalité de l'Angleterre.

Ce serait un beau champ à exploiter pour la spéculation, que d'estimer ce que fût devenue la destinée de la France et de l'Europe, si l'Angleterre, tout en désavouant le meurtre de Louis XVI, ce qui était d'une morale publique, eût écouté les conseils d'une politique philanthropique, en acceptant comme alliée la révolution française. Les échafauds n'eussent pas couvert la France. Les rois n'eussent pas été ébranlés sur leurs trônes, ils auraient tous été plus ou moins au-devant des révolutions; l'Europe entière fût devenue, sans secousses, constitutionnelle et libre sans jalousie, sans ambition; le projet de l'abbé de Saint-Pierre pouvait se trouver réalisé. La république française se serait assise sur elle-même et sur la sécurité environnante; elle n'aurait eu ni la pensée ni le besoin d'envahir. Elle n'aurait pas eu la nécessité de la victoire, et la législation implacable qui appuyait au dedans cette nécessité n'eût pas répandu les flots de sang dont le sol français a été abreuvé. Aucune supériorité que celle de la loi ne se fût élevée dans son sein; il n'y aurait eu de place pour aucune ambition privée. Toute la gloire eût été dans les tribunes et sur les bancs des magistrats; tout l'intérêt eût été pour l'industrie. Le commerce, l'agriculture seraient devenus, avec les beaux-arts, le patrimoine de la liberté. Une seule campagne aurait eu lieu peut-être dans le

commencement; celle-là eût donné à la France les belles limites du Rhin, des Alpes et des Pyrénées: c'eût été sa seule conquête. La France eût été le plus grand miracle de la civilisation: elle eût ressuscité la Rome des Scipions, et la Grèce de Miltiade et de Léonidas; mais l'Angleterre n'eût été qu'un comptoir, parce que la France eût été la métropole du monde. La mort de la France fut résolue par l'Angleterre.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— La France peut toujours être la grande nation.

L'empereur disait que le premier il avait salué la France du nom de *la grande nation*. « Et certes, remarquait-il, je l'ai montrée telle au monde abattu devant elle..... Et elle le sera encore et le demeurera toujours, si son caractère national redevient en harmonie avec tous ses avantages physiques et ses moyens moraux. »

(*Mémorial.*)

FRANÇOIS I,

Roi de France. Voyez CATHOLICISME.

FRANÇOIS I,

Empereur d'Autriche.

L'empereur est paresseux et inexpérimenté.

(*C. I. Lett. au Directoire, du 4 messidor an 7*

— 22 juin 1797.)

— L'empereur d'Allemagne est un enfant, gouverné par ses ministres, qui le sont à leur tour par l'Angleterre.

(*Mémoires sur le consulat.*)

— Il est difficile de voir un prince plus débile et plus faux.

(*4^e bulletin, du 1^{er} mai 1809.*)

— L'empereur François est un homme bon et religieux, mais une ganache; un homme qui, avec du bon sens, ne faisait jamais rien par lui-même, et que Metternich ou quelque autre conduisaient à leur gré. Son gouvernement devait être mauvais aussi longtemps qu'il aurait de mauvais ministres, parce qu'il se fiait entièrement à eux, et ne s'occupait que de botanique et de jardinage.

(O'MÉARA.)

Voyez ALEXANDRE. *Sur les empereurs d'Autriche et de Russie et le roi de Prusse.*

FRÉDÉRIC II,

Roi de Prusse.

Un des premiers capitaines dont l'histoire conservera le souvenir.

(23^e bulletin, du 30 octobre 1806.)

— L'empereur, parlant du *Grand-Frédéric*, disait qu'il avait été, sur toute chose, tacticien par excellence, et qu'il avait eu le secret de faire des soldats de véritables machines....

Il a dit encore, à son sujet. « Combien les hommes diffèrent parfois de ce qu'ils annoncent! Savent-ils bien toujours eux-mêmes ce qu'ils sont? En voilà un, qui, à son début, prend la fuite devant sa propre victoire, et qui, tout le reste de sa carrière, se montre bien certainement le plus intrépide, le plus tenace, le plus froid des hommes, etc. »

(Mémorial.)

— De sa marche sur Prague.

Le projet du roi de Prusse, de cerner une ville comme Prague, renfermant une armée de 40,000 hommes, qui, il est vrai, vient de perdre une bataille, est

une des idées les plus vastes et les plus hardies qui jamais aient été conçues dans les temps modernes.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Sur la bataille de Rosbach.

Le résultat de la bataille de Rosbach n'est point extraordinaire : 22 à 26,000 Prussiens, troupes d'élite et bien commandées, devaient battre 45 à 50,000 hommes de troupes de l'empire et françaises de ce temps, si misérablement commandées; mais ce qui a été un sujet d'étonnement et de honte, c'est d'avoir été battu par six bataillons et trente escadrons. Ce n'est pas une armée composée de pareilles troupes, commandée par de pareils officiers, dont l'âme et l'esprit étaient si faibles, dont tous les ressorts étaient si mous, qui pouvait entreprendre une marche de flanc devant une armée bien constituée.

(*Ibid.*)

— Sur la bataille de Leutten.

La bataille de Leutten est un chef-d'œuvre de mouvement, de manœuvres et de résolutions; seule elle suffirait pour immortaliser Frédéric et lui donner rang parmi les plus grands généraux. Il attaque une armée plus forte que la sienne, en position et victorieuse, avec une armée composée en partie des troupes qui viennent d'être battues, et remporte une victoire complète sans l'acheter par une perte disproportionnée avec le résultat.

(*Ibid.*)

— Sur ses dernières campagnes.

Les dernières campagnes de Frédéric n'ont plus le même cachet. Il devient craintif, n'ose plus livrer de batailles. Il est vrai cependant de dire que le grand

avantage qu'avait eu le roi, au commencement de la guerre, l'existence d'une armée de 120,000 hommes parfaitement disciplinés et aguerris, lorsque les Autrichiens n'avaient pas d'armée, s'affaiblissait tous les jours; puisque d'un côté sa vieille armée s'épuisait, et que de l'autre celles de l'ennemi se formaient et s'aguerrissaient. L'armée française elle-même, quoique si misérablement commandée, était tout autre en 1761 que dans la campagne de 1757.

(Ibid.)

Voyez GUERRE. *De la guerre méthodique.*

FRÉDÉRIC-AUGUSTE,

Duc de Varsovie, proclamé roi de Saxe en 1806.

Le plus honnête homme qui ait jamais tenu un sceptre.

(Mémorial.)

FRÉDÉRIC-GUILLAUME III,

Roi de Prusse.

Le plus grand sot de la terre, sans talent, sans instruction, incapable de soutenir une conversation de cinq minutes. Il a l'air d'un vrai don Quichotte.

(O'MÉARA.)

Voyez ALEXANDRE. *Sur les empereurs d'Autriche et de Russie et le roi de Prusse.*

FRÈRES IGNORANTINS.

Il faut les comprendre dans l'Université.

On prétend que les écoles primaires tenues par les frères ignorantins pourraient introduire dans l'Université un esprit dangereux; on propose de les laisser en dehors de la juridiction....

Je ne conçois pas l'espèce de fanatisme dont quel-

ques personnes sont animées contre les frères ignorantins. C'est un véritable préjugé. Partout on me demande leur rétablissement; ce cri général démontre assez leur utilité.

Une preuve, dit-on, que l'influence des frères ignorantins a été toujours redoutée, c'est l'obligation qu'on leur a imposée de s'interdire par leur vœu toute autre connaissance que la lecture, l'écriture et les élémens du calcul. Cette prétendue preuve n'est qu'un enfantillage. On n'a eu d'autre but, en leur prescrivant ce vœu, que de les rendre plus propres à leur destination....

Ceux qui proposent de laisser les frères ignorantins en dehors de l'Université ne s'aperçoivent pas qu'ils vont contre leur but : c'est en les comprenant dans l'Université qu'on les rattachera à l'ordre civil, et qu'on préviendra le danger de leur indépendance : ils ne seront plus dangereux dès qu'ils n'auront plus un chef étranger ou inconnu.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

FRIEDLAND,

Bataille livrée le 14 juin 1807.

Mes enfans ont dignement célébré la bataille de Marengo. La bataille de Friedland sera aussi célèbre et est aussi glorieuse pour mon peuple.... C'est une digne sœur de Marengo, Austerlitz, Iéna.

(Lettre à Joséphine, du 15 juin 1807.)

FRIPONS.

Par ce mot de *fripons*, Napoléon désignait d'habitude les fournisseurs et les faiseurs d'affaires.

Napoléon fera toujours la guerre aux fripons.

Depuis que je suis à Milan, je m'occupe à faire la

guerre aux fripons; j'en ai déjà fait juger et punir plusieurs : je dois vous en dénoncer d'autres. En leur faisant une guerre ouverte, il est clair que j'intéresse contre moi mille voix qui vont chercher à pervertir l'opinion. Je comprends que, s'il y a deux mois, je voulais être duc de Milan, aujourd'hui je voudrai être roi d'Italie; mais tant que mes forces et votre confiance dureront, je ferai une guerre impitoyable aux fripons et aux Autrichiens.

(C. 1. *Lettre au Directoire du 21 vend. an v* —
— 12 octobre 1796.)

FRUCTIDOR.

Nécessité du 18 fructidor.

Les étrangers ne peuvent plus croire à la stabilité de notre gouvernement, lorsqu'ils savent que tous les émigrés, que tous les prêtres rentrent, et lorsqu'ils voient dans l'esprit qui anime les hommes influens dans les conseils, l'envie de perdre le gouvernement et la république.

(C. 1. *Lett. au Direct., du 4 therm. an v* —
— 22 juillet 1797.)

— Toutes les négociations ne sont que des plaisanteries, les vraies négociations se feront à Paris. Si le gouvernement prend une bonne fois la stabilité qu'il doit avoir; si cette poignée d'hommes évidemment vendus à l'Angleterre, ou séduits par les cajoleries d'une bande d'esclaves, se trouve une fois dans l'impuissance et sans moyens d'agiter, vous aurez la paix, et telle que vous la voudrez, quarante-huit heures après...

Je vous le répète, que la république ne soit pas chancelante; que cette nuée de journaux qui corrompent l'esprit public et font avoir de nous une très-

mauvaise opinion à l'étranger, soit étouffée; que le corps législatif soit pur et ne soit pas ambitieux; que l'on chasse hors de la France les émigrés, et que l'on ôte de toutes les administrations les partisans de la royauté, que solde l'or de l'Angleterre, et la grande nation aura la paix comme elle voudra. Tant que tout cela n'existera pas, ne comptez sur rien. Tous les étrangers nous menacent de l'opinion de la France: que l'on ait de l'énergie sans fanatisme, des principes sans démagogie, et de la sévérité sans cruauté; que l'on cesse d'être faible, tremblant; que l'on n'ait pas honte, pour ainsi dire, d'être républicain; que l'on balaie de la France cette horde d'esclaves conjurés contre nous, et le sort de l'Europe est décidé.

Que le gouvernement, les ministres, les premiers agens de la république n'écoutent que la voix de la postérité.

(C. I. Lett. au min. des relat. ext., du 26 fruct. an v
— 12 sept 1797.)

— Le 18 fructidor approuvé par l'armée d'Italie.

Vous trouverez ci-joint ma proclamation à l'armée, en lui faisant part de votre proclamation et des événemens qui sont arrivés le 18 à Paris.

Comptez que vous avez ici 100,000 hommes qui seuls sauraient faire respecter les mesures que vous prendrez pour asseoir la liberté sur des bases solides.

Qu'importe que nous remportions des victoires, si nous sommes honnis dans notre patrie. On peut dire de Paris ce que Cassius disait de Rome. Qu'importe qu'on l'appelle reine, lorsqu'elle est sur les bords de la Seine, esclave de l'or de Pitt?

(C. I. Lettre au Directoire, du 26 fruct. an v
— 12 septembre 1797.)

— Comment le gouvernement devait se conduire après le 18 fructidor.

Il est à souhaiter actuellement que l'on ne fasse pas la bascule, et que l'on ne se jette pas dans le parti contraire. Ce n'est qu'avec la sagesse et une grande modération de pensée, que l'on peut assurer d'une manière stable le bonheur de la patrie. Quant à moi, c'est le vœu le plus ardent de mon cœur.

(C. l. Lett. à Augereau, du 2 vend. an vi
— 15 sept. 1797.)

— Sur la loi du 19 fructidor.

La loi du 19 fructidor condamna à la déportation deux directeurs, cinquante députés et cent quarante-huit individus ; les élections de plusieurs départemens furent cassées, etc., etc.

Lorsque Napoléon eut connaissance de la loi du 19 fructidor, il fut profondément affligé et témoigna hautement son mécontentement. Il reprocha aux trois directeurs de n'avoir pas su vaincre avec modération. Il approuvait que Carnot, Barthélemy et les cinquante députés fussent destitués de leurs fonctions par mesure de salut public, et mis en surveillance dans une des villes de l'intérieur de la république. Il désirait que Pichegru, Willot, Imbert-Colomès et deux ou trois autres seulement fussent mis en accusation, et expiassent sur l'échafaud le crime de trahison dont ils s'étaient rendus coupables, et dont on avait les preuves ; mais il voulait qu'on en restât là. Il gémissait de voir des personnes d'un grand talent, comme Portalis, Tronson-Ducoudray, Fontanes ; des patriotes comme Boissy-d'Anglas, Dumolard, Muraire ; les supérieurs magistrats Carnot, Barthélemy, condamnés sans acte d'accusation, sans jugement, à périr dans les marais de Sinnamary. Quoi ! punir de la déporta-

tion un grand nombre de folliculaires qui ne méritaient que le mépris et la flétrissure de quelques peines correctionnelles! C'était renouveler les proscriptions des triumvirs de Rome; c'était se montrer plus cruel, plus arbitraire que le tribunal de Fouquier-Tinville, puisqu'au moins il entendait les accusés et ne les condamnait qu'à mort! Toutes les armées, le peuple tout entier étaient pour la république. Le salut public eût pu seul justifier une injustice aussi révoltante et une telle violation des droits et des lois.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Durôle que Napoléon aurait pu jouer à l'époque du 18 fructidor.

Un parti puissant engageait Napoléon à renverser le Directoire et à s'emparer des rênes du gouvernement. L'enthousiasme que la conquête d'Italie avait excité en France, et le dévouement de l'armée qu'il venait de couvrir de tant de lauriers, semblaient aplanir tous les obstacles. Si l'ambition eût été le guide de sa vie, il n'eût point hésité : ce qu'il a fait au 18 brumaire, il l'eût fait au 18 fructidor; mais, alors comme toujours, l'indépendance, la puissance et le bonheur de la France étaient sa première pensée. Vainqueur d'Arcole et de Rivoli, il ne croyait pas plus qu'il fût en son pouvoir dans ce moment de réaliser ce grand œuvre, qu'il ne l'a cru depuis, à Paris, après ses désastres, du moment où les chambres législatives l'eurent abandonné. En 1787, comme en 1815, l'exaltation des idées révolutionnaires égarait les meneurs et l'imagination des masses; les mêmes hommes qui avaient renversé le trône de Louis XVI dominaient l'opinion et se croyaient destinés à sauver la révolution. Napoléon se décida à

soutenir le Directoire, et, à cet effet, il envoya le général Augereau à Paris; mais si, contre son attente, les conjurés l'eussent emporté, tout était disposé pour qu'il fit son entrée dans Lyon, à la tête de 15,000 hommes, cinq jours après qu'il aurait appris leur victoire, et, de là, marchant sur Paris, et ralliant tous les républicains, tous les intérêts de la révolution, il eût, comme César, passé le Rubicon à la tête du parti populaire.

(MÉMOIRES DE NAPOLEON.)

FUSIL.

Le fusil est la meilleure machine de guerre qui ait été inventée par les hommes.

(Ibid.)

— Serait-il avantageux d'armer les tirailleurs de fusils à deux coups.

Il n'est pas un cadet sortant de l'école qui n'ait eu l'idée d'armer les tirailleurs avec des fusils à deux coups; il ne leur a fallu que l'expérience d'une campagne pour sentir tous les inconvénients qui en résulteraient pour l'usage de la guerre.

(Ibid.)

GABELLES.

La gabelle était, comme on sait, un impôt sur le sel.

Comment Napoléon aurait rétabli les gabelles.

Je ne veux pas avoir l'air de présenter une loi pour le rétablissement des gabelles. Ce n'est pas que je craigne de les rétablir si je croyais la chose utile à la nation; mais je le ferais alors ouvertement. Je suis quelquefois renard, mais je sais être lion.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

GAËTE (GAUDIN, DUC DE),

Ministre des finances sous l'empire.

Gandin, depuis duc de Gaëte, qui avait occupé

pendant long-temps la place de premier commis des finances, remplaça Lindet au ministère (1)... Tout ce qu'il est possible de faire en peu de jours, pour détruire les abus d'un régime vicieux et fâcheux, remettre en honneur les principes du crédit et de la modération, le ministre Gaudin le fit. C'était un administrateur de probité et d'ordre, qui savait se rendre agréable à ses subordonnés, marchant doucement, mais sûrement.

Tout ce qu'il fit et proposa dans ces premiers momens, il l'a maintenu et perfectionné pendant quinze années d'une sage administration. Jamais il n'est revenu sur aucune mesure, parce que ses connaissances étaient positives et le fruit d'une longue expérience...

(Mémoires de Napoléon.)

GALL.

De Gall et de la phrénologie.

Voyez CHARLATANERIES. *De quelques charlataneries.*

GALLO (LE MARQUIS DE),

Plénipotentiaire de l'empereur d'Autriche pour la paix avec la France en 1797.

M. de Gallo est à la fois le favori de l'impératrice, de l'empereur et de Thugut, dont il est le vieil ami : il paraît jouir d'un grand crédit à Vienne.....

Jusqu'à cette heure le cabinet de Vienne a été conduit par un seul homme, qui paraît être fort peu habile, pas du tout prévoyant, et divaguant sur tout; il est même sans système, flottant au milieu des intrigues de toute l'Europe, et n'ayant, en dernière analyse, qu'une idée, que je crois de bonne foi, c'est de ne plus renouveler la guerre.

(G. L. Lett. au Directoire, du 7 prairial an v

— 26 mai 1797.)

(1) Après la révolution de brumaire.

Des gardes impériales.

« La catastrophe de Pierre, celle de Paul, disait Napoléon, étaient des révolutions de sérail, des coups de main de janissaires. Ces milices de palais sont terribles, ajoutait-il, et d'autant plus dangereuses que le souverain est plus absolu. Ma garde impériale aussi eût pu devenir fatale sous une autre main que la mienne. »

(Mémorial.)

GARDE NATIONALE.

A l'occasion d'un projet d'organisation de la garde nationale, Napoléon disait au conseil d'État :

Dans le projet qui nous occupe en cet instant, je n'ai nulle vue ultérieure relative au dehors, je le déclare; je ne pense qu'à la sûreté, au repos, à la stabilité de la France au dedans. Poursuivez donc les bans de la garde nationale; que chaque citoyen connaisse son poste au besoin; que M. Cambacérès, que voilà, soit dans le cas de prendre son fusil si le danger le requiert; et alors vous aurez vraiment une nation maçonnée à chaux et à sable, capable de défier les siècles et les hommes. Je releverai, du reste, cette garde nationale à l'égal de la ligne; les vieux officiers retirés en seront les chefs et les pères; j'en ferai solliciter les grades à l'égal des faveurs de la cour, etc.

(Ibid.)

GARNISONS.

Des garnisons des places fortes.

Les garnisons des places fortes doivent être tirées de la population, et non pas des armées actives; les régimens de milice provinciaux avaient cette destina-

tion : c'est la plus belle prérogative de la garde nationale.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Il ne faut pas imposer des conditions trop dures aux garnisons.

La conduite de la garnison espagnole de Bergues (1) est remarquable. L'assiégeant refuse de la laisser sortir de la place avec ses armes, sans être prisonnière de guerre ; elle se disloque, chacun se sauve pour son compte au milieu des marais, les cinq sixièmes rejoignent leur armée. Pourquoi a-t-on perdu de vue ces belles résolutions ? Les clefs d'une place valent toujours bien la liberté de sa garnison, lorsqu'elle est résolue de n'en sortir que libre.

(*Ibid.*)

— Devoirs des garnisons.

Au 17^e siècle, les garnisons ne tenaient une capitulation comme honorable qu'autant qu'elles obtenaient de rejoindre leurs armées avec armes et bagages, sans être prisonnières de guerre.... Cet usage pourra se renouveler lorsque les commandans de place le voudront. Il n'est pas un général qui ne laisse sortir une garnison fatiguée, ruinée, pour s'épargner un assaut, une attaque de barricades et de rues ; mais il faut que la garnison ait donné une bonne opinion de sa résolution et de son dévouement.

(*Ibid.*)

GAULES.

Des Gaules à l'époque de César.

Le peu de difficulté que César trouva à soumettre les provinces gauloises les plus puissantes tient à des causes qu'il n'est pas possible d'apprécier ou de dé-

(1) En 1658.

terminer exactement, quoiqu'il soit facile de voir que la principale était dans l'esprit d'isolement et de localité qui caractérisait les peuples des Gaules. A cette époque ils n'avaient aucun esprit national ni même de province; ils étaient dominés par un esprit de ville. C'est le même esprit qui depuis a forgé les fers de l'Italie. Rien n'est plus opposé à l'esprit national, aux idées générales de liberté, que l'esprit particulier de famille ou de bourgade. De ce morcellement il résultait aussi que les Gaulois n'avaient aucune armée de ligne entretenue, exercée, et dès-lors aucun art ni aucune science militaire. Aussi, si la gloire de César n'était fondée que sur la conquête des Gaules, elle serait problématique. Toute nation qui perdrait de vue l'importance d'une armée de ligne perpétuellement sur pied, et qui se confierait à des levées ou des armées nationales, éprouverait le sort des Gaules, mais sans même avoir la gloire d'opposer la même résistance, qui a été l'effet de la barbarie d'alors et du terrain, couvert de forêts, de marais, de fondrières, sans chemins; ce qui le rendait difficile pour la conquête et facile pour la défense.

(MARCHAND.)

— Sur l'histoire de la guerre des Gaules.

L'empereur disait qu'il trouvait dans Rollin, dans César même, des circonstances de la guerre des Gaules qu'il ne pouvait comprendre. Il ne comprenait rien à l'invasion des Helvétiens, aux chemins qu'ils prenaient, au but qu'on leur donnait, au temps qu'ils étaient à passer la Saône; à la diligence de César, qui avait le temps d'aller en Italie chercher des légions aussi loin qu'Aquilée, et qui retrouvait les envahis-

seurs encore à leur passage de la Saône, etc... Il ne comprenait pas davantage la manière d'établir des quartiers d'hiver qui s'étendaient de Trèves à Vannes.

(*Mémorial.*)

GÉNÉRAL.

De la présence du général.

La présence du général est indispensable : c'est la tête, c'est le tout d'une armée : ce n'est pas l'armée romaine qui a soumis la Gaule, mais César; ce n'est pas l'armée carthaginoise qui faisait trembler l'armée républicaine aux portes de Rome, mais Annibal; ce n'est pas l'armée macédonienne qui a été sur l'Indus, mais Alexandre; ce n'est pas l'armée française qui a porté la guerre sur le Wésér et sur l'Inn, mais Turenne; ce n'est pas l'armée prussienne qui a défendu sept ans la Prusse contre les trois plus grandes puissances de l'Europe, mais Frédéric-le-Grand.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Comment on devient un grand général.

Les généraux en chef sont guidés par leur propre expérience ou par leur génie. La tactique, les évolutions, la science de l'ingénieur et de l'artilleur, peuvent s'apprendre dans des traités, à peu près comme la géométrie; mais la connaissance des hautes parties de la guerre ne s'acquiert que par l'expérience et par l'étude de l'histoire des guerres et des batailles des grands capitaines. Apprend-on dans la grammaire à composer un chant de l'Illiade, une tragédie de Corneille?

(*Ibid.*)

— Quelle est la première qualité d'un général en chef.

La première qualité d'un général en chef est d'avoir

une tête froide, qui reçoive des impressions justes des objets, qui ne s'échauffe jamais, ne se laisse pas éblouir, enivrer par les bonnes ou mauvaises nouvelles : que les sensations successives ou simultanées qu'il reçoit dans le cours d'une journée s'y classent et n'occupent que la place juste qu'elles méritent d'occuper ; car le bon sens, la raison, sont le résultat de la comparaison de plusieurs sensations prises en égale considération. Il est des hommes qui, par leur constitution physique et morale, se font de toute chose un tableau : quelque savoir, quelque esprit, quelque courage et quelques bonnes qualités qu'ils aient d'ailleurs, la nature ne les a point appelés au commandement des armées et à la direction des grandes opérations de la guerre.

(*Ibid.*)

— Des qualités nécessaires à un grand général.

« Il est rare et difficile, disait Napoléon, de réunir toutes les qualités nécessaires à un grand général. Ce qui était le plus désirable et tirait aussitôt un homme hors de ligne, c'est que chez lui l'esprit ou le talent fût en équilibre avec le caractère ou le courage : c'est ce qu'il appelait être carré autant de base que de hauteur. Si le courage, continuait-il, était de beaucoup supérieur, le général entreprenait vicieusement au-delà de ses conceptions ; et au contraire, il n'osait pas les accomplir, si son caractère ou son courage demeurait au-dessous de son esprit. Il citait alors le vice-roi (1), chez lequel cet équilibre était le seul mérite, et suffisait néanmoins pour en faire un homme très-distingué. »

(*Mémorial.*)

(1) Le prince Eugène Beauharnais.

De là on a beaucoup parlé du courage physique et du courage moral; et l'empereur disait, au sujet du courage physique, qu'il était impossible à Murat et à Ney de n'être pas braves; mais qu'on n'avait pas moins de tête qu'eux, et que le premier surtout.

Quant au courage moral, il avait trouvé fort rare, disait-il, celui de deux heures après minuit; c'est-à-dire le courage de l'improviste qui, en dépit des événemens les plus soudains, laisse néanmoins la même liberté d'esprit, de jugement et de décision. Il n'hésitait pas à prononcer qu'il était celui qui s'était trouvé avoir le plus de ce courage de deux heures après minuit, et qu'il avait vu fort peu de personnes qui ne fussent demeurées de beaucoup en arrière.

Il disait à la suite de cela qu'on se faisait une idée peu juste de la force d'âme nécessaire pour livrer, avec une pleine méditation de ses conséquences, une de ces grandes batailles d'où vont dépendre le sort d'une armée, d'un pays, la possession d'un trône. Aussi observait-il qu'on trouvait rarement des généraux empressés à donner bataille : « Ils prenaient bien leur » position, s'établissaient, méditaient leurs combinaisons; mais là commençaient leurs indécisions; et » rien de plus difficile et pourtant de plus précieux » que de savoir se décider. »

Passant à un grand nombre de généraux, et daignant répondre à quelques questions : « Kléber, disait-il, était doué du plus grand talent; mais il n'était que l'homme du moment : il cherchait la gloire comme la seule route aux jouissances; d'ailleurs nullement national, il eût pu, sans effort, servir l'étranger : il

avait commencé dans sa jeunesse sous les Prussiens, dont il demeurait fort engoué.

» Desaix possédait à un degré très-supérieur cet équilibre précieux défini plus haut.

» Moreau était peu de chose dans la première ligne des généraux : la nature, en lui, n'avait pas fini sa création ; il avait plus d'instinct que de génie.

» Chez Lannes, le courage l'emportait d'abord sur l'esprit ; mais chez lui l'esprit montait chaque jour pour se mettre en équilibre. Il était devenu très-supérieur quand il a péri : je l'avais pris pygmée, je l'ai perdu géant. »

Chez tel autre qu'il nommait, l'esprit, au contraire, surpassait le caractère : on ne pouvait lui refuser de la bravoure assurément ; mais enfin il calculait le boulet, ainsi que beaucoup d'autres.

Parlant d'ardeur et de courage, l'empereur disait : « Il n'est aucun de mes généraux dont je ne connaisse ce que j'appelle son tirant-d'eau. Les uns, disait-il en s'accompagnant du geste, en prennent jusqu'à la ceinture, d'autres jusqu'au menton, enfin d'autres jusque par-dessus la tête, et le nombre de ceux-ci est bien petit, je vous assure. »

Suchet était quelqu'un chez qui le caractère et l'esprit s'étaient accrus à surprendre.

Masséna avait été un homme très-supérieur qui, par un privilège très-particulier, ne possédait l'équilibre tant désiré qu'au milieu du feu : il lui naissait au milieu du danger.

Les généraux qui semblaient devoir s'élever, les destinées de l'avenir, terminait-il, étaient Gérard,

Clausel, Foy, Lamarque, etc. : c'étaient mes nouveaux maréchaux.

(*Mémorial.*)

— Obligations et devoirs des généraux.

La gloire et l'honneur des armes est le premier devoir qu'un général qui livre bataille doit considérer; le salut et la conservation des hommes n'est que secondaire : mais c'est aussi dans l'audace, dans l'opiniâtreté du général que se trouvent le salut et la conservation des hommes.

(*Mémoires de Napoléon.*)

Même sujet.

Un général en chef n'est pas à couvert par un ordre d'un ministre ou d'un prince éloigné du champ d'opérations, et connaissant mal ou ne connaissant pas du tout le dernier état des choses. 1° Tout général en chef qui se charge d'exécuter un plan qu'il trouve mauvais et désastreux est criminel; il doit représenter, insister pour qu'il soit changé, enfin donner sa démission plutôt que d'être l'instrument de la ruine des siens; 2° tout général en chef qui, en conséquence d'ordres supérieurs, livre une bataille, ayant la certitude de la perdre, est également criminel; 3° un général en chef est le premier officier de la hiérarchie militaire. Le ministre, le prince, donnent des instructions auxquelles il doit se conformer en son âme et conscience; mais ces instructions ne sont jamais des ordres militaires, et n'exigent pas une obéissance passive; 4° un ordre militaire même n'exige une obéissance passive que lorsqu'il est donné par un supérieur qui, se trouvant présent au moment où il le donne, a connaissance de l'état des choses,

peut écouter les objections et donner les explications à celui qui doit exécuter l'ordre.

Tourville attaqua quatre-vingts vaisseaux anglais avec quarante; la flotte française fut détruite. L'ordre de Louis XIV ne le justifie point; cet ordre n'était pas un ordre militaire qui exigeait une obéissance passive; c'était une instruction. La clause sous-entendue était, s'il y avait des chances de succès au moins égales. Dans ce cas, la responsabilité de l'amiral était à couvert par l'ordre du prince; mais lorsque par l'état des choses la perte de la bataille était certaine, c'était mal comprendre l'esprit de cet ordre que de l'exécuter à la lettre. Si, en abordant Louis XIV, l'amiral lui eût dit : « Sire, si j'eusse attaqué les Anglais, toute votre escadre aurait été perdue; je l'ai fait rentrer dans tel port, » le roi l'eût remercié, et, de fait, l'ordre royal aurait été exécuté.

On a justifié la conduite du duc d'Orléans devant Turin, en 1706; les historiens l'ont déchargé de tout blâme. Le duc d'Orléans était prince; il a été régent; il était d'un caractère facile; les écrivains lui ont été favorables; tandis que Marsin, resté mort sur le champ de bataille, n'a pas pu se défendre. On sait pourtant qu'il protesta, en mourant, sur le parti que l'on prit de rester dans les lignes. Mais quel était le général en chef de l'armée française d'Italie? Le duc d'Orléans. Marsin, La Feuillade, Albergotti, étaient sous ses ordres; il dépendait de lui de prendre ou non les avis d'un conseil de guerre, il le présida; il dépendait de lui de se conformer ou non à l'opinion de ce conseil de guerre. Le prince n'a pas été troublé dans son commandement; personne ne lui a refusé obéissance.

1° S'il eût donné l'ordre à l'armée de sortir de ses lignes; 2° S'il eût donné l'ordre à la gauche de passer la Doire pour renforcer la droite; 3° S'il eût donné positivement l'ordre à Albergotti de repasser le Pô, et que les généraux eussent refusé d'obéir, sous prétexte qu'ils ne lui devaient pas obéissance; tout serait bien, le prince serait disculpé... Mais, dit-on, Albergotti n'obéit pas à l'ordre qu'il reçut de faire un détachement sur la rive droite du Pô; il s'est permis des observations. Eh! c'est ce qui arrive tous les jours; ce ne fut pas un acte de désobéissance : si le prince lui eût envoyé un ordre positif, s'il se fût porté à son camp d'un temps de galop, qu'il eût fait prendre les armes et qu'il eût commandé : *Tête de colonne à gauche*, il eût été obéi. 4° La bataille perdue, l'armée se retirait sur Asti, pour couvrir la Lombardie et joindre l'armée de Medavi, qui avait, le même jour, remporté une victoire à Castiglione. Le prince général en chef changea de résolution, et il se retira sur Pignerol, parce qu'il crut que la route de Lombardie lui était coupée. Si l'obscur anecdote que l'on a colportée; que le duc d'Orléans n'était général que de nom, et que Marsin était investi d'un ordre secret du roi pour commander, était en effet vraie, le duc d'Orléans, en acceptant un pareil rôle à l'âge de trente-deux ans, aurait fait une chose contraire à l'honneur, digne de mépris et qui aurait couvert de honte le dernier gentilhomme. Si les Français eussent été vainqueurs, qui aurait eu la gloire? Le comte de Marsin était muni d'une recommandation du roi auprès de lui pour que ce jeune prince écoutât de préférence ses avis, voilà tout. Le duc d'Orléans était le général en chef reconnu par

les généraux, les officiers et les soldats ; aucun ne refusa et n'eût refusé d'obéir, il est responsable de tout ce qui a été fait.

Le général Jourdan dit, dans ses mémoires, que le gouvernement lui avait fait insinuer de donner la bataille de Stockach; il cherche ainsi à se justifier de la mauvaise issue de cette affaire; mais cette justification ne pourrait pas être admise, quand même il en aurait reçu l'ordre positif et formel, comme nous l'avons prouvé. Lorsqu'il s'est décidé à donner la bataille, il a cru avoir les chances favorables pour la gagner, il s'est trompé.

Mais ne pourrait-il pas arriver qu'un ministre ou qu'un prince expliquât ses intentions assez clairement pour qu'aucune clause ne pût être sous-entendue? qu'il dit à un général en chef : *Livrez bataille. L'ennemi, par le nombre, la bonté de ses troupes, et les positions qu'il occupe, vous battra; n'importe, c'est ma volonté.* Un pareil ordre devrait-il être exécuté passivement? Non. Si le général comprenait l'utilité et dès lors la moralité d'un ordre aussi étrange, il le devrait exécuter; mais s'il ne les comprenait pas, il ne devrait pas y obéir.

Quelque chose de semblable cependant arrive souvent à la guerre : un bataillon est laissé dans une position difficile pour sauver l'armée; mais le commandant de ce bataillon en reçoit l'ordre positif de son chef, qui est présent au moment où il le donne, qui répond à toutes les objections, s'il y en a de raisonnables à faire; c'est un ordre militaire donné par un chef présent et auquel on doit une obéissance passive. Mais si le ministre ou le prince étaient à l'armée? Alors,

s'ils prennent le commandement, ils sont généraux en chef; le général en chef n'est plus qu'un général de division subordonné.

Il ne s'ensuit pas de là qu'un général en chef ne doit pas obéir au ministre qui lui ordonne de livrer une bataille; il doit au contraire le faire toutes les fois que, dans son opinion, il y a égalité de chances et autant de probabilité pour que contre; car l'observation que nous avons faite n'est que pour le cas où les chances lui paraîtraient tout-à-fait contraires.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Que doit faire un général chassé d'une première position.

Lorsque vous êtes chassé d'une première position, il faut rallier vos colonnes assez en arrière pour que l'ennemi ne puisse les prévenir; car ce qui peut vous arriver de plus fâcheux, c'est que vos colonnes soient attaquées isolément avant leur réunion.

(*Ibid.*)

— Du général en chef chez les anciens et chez les modernes.

La tâche qu'a à remplir le commandant d'une armée est plus difficile dans les armées modernes qu'elle ne l'était dans les armées anciennes: il est vrai aussi que son influence est plus efficace sur le résultat des batailles. Dans les armées anciennes, le général en chef, à quatre-vingts toises ou cent toises de l'ennemi, ne courait aucun danger, et cependant il était convenablement placé pour bien diriger tous les mouvemens de son armée. Dans les armées modernes, un général en chef, placé à quatre ou cinq cents toises, se trouve au milieu du feu des batteries enne-

mies, il est fort exposé; et cependant il est déjà tellement éloigné, que plusieurs mouvemens de l'ennemi lui échappent. Il n'est pas d'actions où il ne soit obligé de s'approcher à la portée des petites armes. Les armes modernes ont d'autant plus d'effet qu'elles sont convenablement placées; une batterie de canon qui prolonge, domine, bat l'ennemi en écharpe, peut décider d'une victoire. Les champs de bataille modernes sont plus étendus, ce qui oblige à étudier un plus grand champ de bataille : il faut beaucoup plus d'expérience et de génie militaire pour diriger une armée moderne, qu'il n'en fallait pour diriger une armée ancienne.

(Ibid.)

Même sujet.

Les généraux en chef des armées anciennes étaient moins exposés que ceux des armées modernes; ils paraient les traits avec leurs boucliers; les flèches, les frondes et toutes leurs machines de jet étaient peu meurtrières : il est des boucliers qui ont paré jusqu'à deux cents flèches. Aujourd'hui le général en chef est obligé tous les jours d'aller au coup de canon, souvent à portée de la mitraille, et à toutes les batailles à portée de fusil, pour pouvoir reconnaître, voir et ordonner; la vue n'a pas assez d'étendue pour que les généraux puissent se tenir hors de la portée des balles.

(MARCHAND.)

— Des généraux des armées navales et des généraux des armées de terre.

Un général commandant en chef une armée navale, et un général commandant en chef une armée de terre, sont des hommes qui ont besoin de qualités dif-

férentes. On naît avec les qualités propres pour commander une armée de terre, tandis que les qualités nécessaires pour commander une armée navale ne s'acquièrent que par expérience.

Alexandre, Condé, ont pu commander dès leur plus jeune âge ; l'art de la guerre de terre est un art de génie, d'inspiration ; mais ni Alexandre ni Condé, à l'âge de 22 ans, n'eussent commandé une armée navale. Dans celle-ci rien n'est génie ni inspiration ; tout y est positif et expérience. Le général de mer n'a besoin que d'une science, celle de la navigation. Celui de terre a besoin de toutes, ou d'un talent qui équivaut à toutes, celui de profiter de toutes les expériences et de toutes les connaissances. Un général de mer n'a rien à deviner, il sait où est son ennemi, il connaît sa force. Un général de terre ne sait jamais rien certainement, ne voit jamais bien son ennemi, ne sait jamais positivement où il est. Lorsque les armées sont en présence, le moindre accident de terrain, le moindre bois cache une partie de l'armée. L'œil le plus exercé ne peut pas dire s'il voit toute l'armée ennemie, ou seulement les trois quarts. C'est par les yeux de l'esprit, par l'ensemble de tout le raisonnement, par une espèce d'inspiration, que le général de terre voit, connaît et juge. Le général de mer n'a besoin que d'un coup d'œil exercé ; rien des forces de l'ennemi ne lui est caché. Ce qui rend difficile le métier de général de terre, c'est la nécessité de nourrir tant d'hommes et d'animaux ; s'il se laisse guider par les administrateurs, il ne bougera plus, et ses expéditions échoueront. Celui de mer n'est jamais gêné ; il porte tout avec lui. Un général de mer n'a point de

reconnaissance à faire ; ni de terrain à examiner, ni de champ de bataille à étudier. Mer des Indes, mer d'Amérique, Manche, c'est toujours une plaine liquide. Le plus habile n'aura d'avantage sur le moins habile que par la connaissance des vents qui règnent dans tels ou tels parages, par la prévoyance de ceux qui doivent régner, ou par les signes de l'atmosphère ; qualités qui s'acquièrent par l'expérience, et par l'expérience seulement.

Le général de terre ne connaît jamais le champ de bataille où il doit opérer. Son coup d'œil est celui de l'inspiration, il n'a aucun renseignement positif. Les données, pour arriver à la connaissance du local, sont si éventuelles que l'on n'apprend presque rien par expérience. C'est une facilité de saisir tout d'abord les rapports qu'ont les terrains, selon la nature des contrées ; c'est enfin un don qu'on appelle coup d'œil militaire, et que les grands généraux ont reçu de la nature. Cependant les observations qu'on a pu faire sur des cartes topographiques, la facilité que donnent l'éducation et l'habitude de lire sur ces cartes peuvent être de quelque secours.

Un général en chef de mer dépend plus de ses capitaines de vaisseau, qu'un général en chef de terre de ses généraux. Ce dernier a la faculté de prendre lui-même le commandement direct des troupes, de se porter sur tous les points et de remédier aux faux mouvemens par d'autres. Le général de mer n'a personnellement d'influence que sur les hommes du vaisseau où il se trouve ; la fumée empêche les signaux d'être vus ; les vents changent, ou ne sont pas les mêmes sur tout l'espace que couvre sa ligne. C'est

donc de tous les métiers, celui où les subalternes doivent le plus prendre sur eux.

(MÉMOIRES DE NAPOLEON.)

— C'est aux seuls généraux qu'il faut attribuer les revers de la campagne de 1761.

Le soldat français d'alors valait au moins le soldat qui lui était opposé, ce qui est prouvé par les succès qu'il obtenait dans toutes les affaires de postes. La cavalerie était belle, bien montée et bien disciplinée; l'artillerie était excellente; le corps du génie était le plus savant de l'Europe, et l'infanterie n'était pas mauvaise; enfin, tout cela était composé de Français qui étaient fort humiliés de l'issue des campagnes précédentes, et désireux de relever la gloire de leurs drapeaux: mais les généraux en chef (1), les généraux particuliers étaient de la plus parfaite incapacité.

(Ibid.)

— Justification de la conduite des généraux en 1814 et 1815.

Sans doute il y a eu des fautes; mais qui n'en fait pas? Le citoyen, dans sa vie facile, a ses momens de faiblesse et de force; et l'on veut que des hommes qui ont vieilli au milieu des hasards de la guerre, qui ont été constamment aux prises avec tous les genres de difficultés, aient toujours été au dessus d'eux-mêmes, aient toujours touché juste au but!

(ANTONMARCHÉ.)

— La paix devait être fatale aux généraux de l'empire.

Le 6 avril 1814, au moment de signer l'acte d'abdication, Napoléon disait aux généraux qui l'entouraient et dont il avait pénétré les sentimens :

Vous voulez du repos; ayez-en donc! Hélas! vous

(1) Le prince de Soubise et le duc de Broglie.

ne savez pas combien de chagrins et de dangers vous attendent sur vos lits de duvet ! Quelques années de cette paix que vous allez payer si cher en moissonneront un plus grand nombre d'entre vous que n'aurait fait la guerre, la guerre la plus désespérée !

(Manuscrit de 1814.)

Les prévisions de Napoléon se sont accomplies : plusieurs de ses généraux ont été moissonnés dans les premières années de la restauration, tels que Ney, Berthier, Masséna, Lefebvre, etc.

Des généraux de la révolution. Voyez RÉVOLUTION.

GÈNES.

Sur la conduite à tenir avec Gènes en 1796.

Le gouvernement de Gènes a plus de génie et plus de force que l'on ne croit. Il n'y a que deux partis avec lui : prendre Gènes par un coup de main prompt, mais cela est contraire à vos intentions et au droit des gens ; ou bien vivre en bonne amitié, et ne pas chercher à leur tirer leur argent, qui est la seule chose qu'ils estiment.

(C. I. Lett. au Directoire, du 8 germinal an iv
— 28 mars 1796.)

— Sur l'esprit public à Gènes en 1797.

A Gènes, l'esprit public est comme en 1789 en France.

(C. I. Lettre au Directoire, du 29 messidor an v
— 17 juillet 1797.)

— Sur les sentimens des Gènois en 1797.

Gènes va parfaitement bien : s'il y a quelque chose à craindre, c'est trop d'enthousiasme.

Toutes les personnes qui viennent de ce pays assurent que, dans aucune époque de notre révolution, nous n'avons montré autant d'unanimité et d'enthousiasme.

(C. I. Lettre au Directoire, du 4 thermidor an v
— 22 juillet 1797.)

— Avantages que Gènes devait retirer de sa réunion à la France en 1805.

Vous trouverez dans votre union avec mon peuple un continent, vous qui n'avez qu'une marine et des ports. Vous y trouverez un pavillon que, quelles que soient les prétentions de mes ennemis, je maintiendrai sur toutes les mers de l'univers, constamment libre d'insultes et de visites, et affranchi du droit de blocus, que je ne reconnaitrai jamais que pour les places véritablement bloquées par terre comme par mer (1). Vous vous y trouverez enfin absolument à l'abri de ce honteux esclavage dont je souffre malgré moi l'existence envers les puissances faibles, mais dont je saurai toujours garantir mes sujets (2).

(A la déput. de Gènes le 4 juin 1805.)

— Dans quel but Napoléon a réuni Gènes à la France.

Après la réunion de Gènes, l'archi-trésorier Lebrun, envoyé avec de pleins pouvoirs dans cette ville, avait exercé une sorte de presse pour compléter les équipages de la station française, et, ayant trouvé de la résistance, il avait fait cesser cette mesure. L'empereur lui écrivit à ce sujet :

Je n'ai réuni Gènes que pour avoir des matelots, et cependant les trois seules frégates que j'ai dans ce port ne sont pas armées. Gènes ne sera française que lorsqu'elle aura six mille matelots à bord de mes escadres.... La seule réponse à votre dépêche, c'est des matelots et des matelots. Ne voyez dans votre administration, ne rêvez que matelots. Dites tout ce que vous voudrez de ma part, j'y consens, mais dites que je veux des matelots.

(Bignon, *Histoire de France*.)

(1) Allusion au blocus des Anglais.

(2) Allusion aux attaques des Barbaresques.

Chef vendéen, condamné à mort en 1804, pour crime de conspiration.

L'empereur racontait qu'en arrivant au consulat il avait eu à cœur d'apaiser les départemens de l'Ouest; qu'il avait fait venir la plupart des chefs, et en avait ému plusieurs au nom de la patrie et de la gloire. Georges eut son tour. L'empereur dit qu'il tâta toutes ses fibres, parcourut toutes les cordes; ce fut en vain: le clavier fut épuisé sans produire aucune vibration. Il le trouva constamment insensible à tout sentiment vraiment élevé. Georges ne se montra que froidement avide du pouvoir; il en demeurait toujours à vouloir commander ses cantons.

(*Mémorial.*)

— Georges était lieutenant-général du royaume de France. Il agissait par les ordres du comte d'Artois qui avait prescrit l'assassinat de l'usurpateur du trône légitime de saint Louis.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Georges, en voulant attenter à la vie de Napoléon, agissait par ordre; il méritait une récompense comme en méritèrent ceux qui assassinèrent le duc de Guise, le maréchal d'Ancre, comme Jacques Clément en mérita de la ligue: Georges devait être justifié, sa mémoire réhabilitée et sa famille anoblie. Son exécution n'inspira pas de regrets, parce que l'assassinat, pour quelque cause que ce soit, sera toujours odieux à des Français. L'action de Judith a besoin de toute la puissance des Écritures pour ne pas révolter.

(*Ibid.*)

— Georges était une bête féroce, couvert de crimes; il fallait en purger la société.

(*Ibid.*)

Voyez CLAUSEL.

GERMANIQUE.

L'existence du corps germanique était utile à la France en 1797. Voyez ALLEMAGNE.

GIBBON.

Voyez ENGOUEMENT.

GIBRALTAR.

Pourquoi Napoléon n'a jamais attaqué Gibraltar.

L'amiral Cockburn ayant dit à l'empereur que ses compatriotes lui avaient supposé, pendant quelque temps, le dessein d'attaquer Gibraltar : « Nous nous en serions bien donné de garde, a dit l'empereur ; cela nous servait trop bien. Cette place ne vous est d'aucune utilité ; elle ne défend, n'intercepte rien ; ce n'est qu'un objet d'amour-propre national qui coûte fort cher à l'Angleterre, et blesse singulièrement la nation espagnole. Nous aurions été bien maladroits de détruire une pareille combinaison. »

(*Mémorial.*)

GIL BLAS.

Gil Blas, roman. Voyez LESAGE.

GIRONDE.

De la Gironde et de la Montagne.

Les factions de la Gironde et de la Montagne étaient trop acharnées. Si elles se fussent maintenues, l'administration eût été entravée, et la république n'eût pas pu lutter contre l'Europe conjurée contre elle. Le bien de la patrie voulait qu'une des deux triomphât. Au 31 mai la Gironde succomba, et la Montagne gouverna sans opposition. Le résultat est connu : les cam-

pagnes de 1793 et 1794 ont sauvé la France de l'invasion étrangère.

Aurait-on obtenu le même résultat si la Gironde l'eût emporté, et que la Montagne eût été sacrifiée au 31 mai? Nous ne le pensons pas. Le parti de la Montagne comprimé eût toujours conservé une grande influence dans Paris, dans les sociétés populaires et dans les armées, ce qui eût conseillé à la Gironde de conserver plus de ménagement pour les partis ennemis de la révolution, et essentiellement diminué l'énergie de la nation, tout entière nécessaire dans les circonstances.

(*Mémoires de Napoléon.*)

Voyez CONVENTION, — ROBESPIERRE.

GIROUETTES.

Sur le dictionnaire des girouettes.

Le *Dictionnaire des Girouettes*, publié vers l'an 1815, est le dictionnaire biographique des personnes qui avaient figuré sur la scène depuis la Révolution et dont la conduite avait suivi les variations du vent.

L'empereur a lu quelques articles du *Dictionnaire des Girouettes* et n'a pu s'empêcher d'en rire. Néanmoins, au bout de quelques pages, il a rejeté le livre avec l'expression du dégoût et de la douleur, faisant observer qu'après tout ce recueil était la dégradation de la société, le code de la turpitude, le borborygme de notre honneur.

(*Mémorial.*)

GLOIRE.

La gloire nécessaire au bonheur.

Comme les peuples, ton mari, tes enfans, ne peuvent être heureux qu'avec un peu de gloire, il ne faut pas tant en faire fi!

(*Lettre à Joséphine, — 1807.*)

— La gloire est nécessaire aux Français.

Quand j'aurai appris qu'une nation peut vivre sans pain, alors je croirai que les Français peuvent vivre sans gloire.

(O'MÉARA.)

— Que devait être, selon Napoléon, le Temple de la Gloire.

Napoléon avait fait mettre au concours le projet d'un temple de la Gloire, dédié à la grande armée. Les plans de divers architectes lui furent envoyés pendant la campagne de Pologne. Les ayant examinés, il écrivit au ministre de l'intérieur :

Après avoir examiné attentivement les différens plans du monument dédié à la grande armée, je n'ai pas été un moment en doute : celui de M. Vignon est le seul qui remplisse mes intentions. C'est un temple que j'avais demandé, et non une église. Que pouvait-on faire, dans le genre des églises, qui fût dans le cas de lutter avec Sainte-Geneviève, même avec Notre-Dame, et surtout avec Saint-Pierre de Rome ? Le projet de M. Vignon réunit à beaucoup d'avantages celui de s'accorder beaucoup mieux avec le palais du corps législatif, et de ne pas écraser les Tuileries. Lorsque j'ai fixé la dépense à trois millions, j'ai entendu que ce temple ne devait pas coûter beaucoup plus que ceux d'Athènes, dont la construction ne s'élevait pas à la moitié de cette somme. Il m'a paru que l'entrée de la cour devait avoir lieu par l'escalier vis-à-vis le trône. Il faut que dans les projets définitifs M. Vignon s'arrange pour qu'on descende à couvert ; il faut aussi que l'appartement soit le plus beau possible. M. Vignon pourrait peut-être le faire double puisque sa salle est déjà trop longue. Il sera également facile d'ajouter quelques tribunes. Je ne veux rien en bois. Les spec-

tateurs doivent être placés, comme je l'ai dit, sur des gradins de marbre formant les amphithéâtres destinés au public; et les personnes nécessaires à la cérémonie seront sur des bancs, de manière que la distinction de ces deux sortes de spectateurs soit très-sensible. Les amphithéâtres garnis de femmes feront un contraste avec le costume grave et sévère des personnages nécessaires à la cérémonie. La tribune de l'orateur doit être fixe et d'un beau travail : rien, dans ce temple, ne doit être mobile et changeant; tout, au contraire, doit y être fixé à sa place. S'il était possible de placer à l'entrée du temple le *Nil* et le *Tibre* qui ont été apportés de Rome, cela serait d'un très-bon effet : il faut que M. Vignon tâche de les faire entrer dans son projet définitif, ainsi que des statues équestres qu'on placerait au dehors, puisque réellement elles seraient mal dans l'intérieur. Il faut aussi désigner le lieu où l'on placera l'armure de François I^{er} et le quadrigé de Berlin. Il ne faut pas de bois dans la construction de ce temple. Pourquoi n'emploierait-on pas, pour la voûte, qui a fait un objet de discussion, du fer, ou même des pots de terre; ces matières ne seraient-elles pas préférables à du bois? Dans un temple qui est destiné à durer plusieurs milliers d'années, il faut chercher la plus grande solidité possible, éviter toute construction qui pourrait être mise en problème par des gens de l'art, et porter la plus grande attention au choix des matériaux : du granit ou du fer, tels devraient être ceux de ce monument. On objectera que les colonnes actuelles ne sont pas de granit; mais cette objection ne serait pas bonne, puisque avec le temps on peut renouveler ces colonnes sans nuire au mo-

nement. Cependant, si l'on prouvait que l'emploi du granit entraînerait une trop grande dépense et de trop longs délais, il faudrait y renoncer, car la condition principale du projet, c'est qu'il soit exécuté en trois ou quatre ans, et au plus en cinq ans. Ce monument tient en quelque sorte à la politique, il est dès-lors du nombre de ceux qui doivent se faire vite. Il convient néanmoins de s'occuper à chercher du granit pour d'autres monumens que j'ordonnerai, et qui, par leur nature, peuvent permettre de donner à leur construction trente, quarante, ou cinquante ans. Je suppose que toutes les sculptures intérieures seront en marbre. Et qu'on ne me propose pas des sculptures propres aux salons et aux salles à manger des femmes des banquiers de Paris : tout ce qui est futile n'est pas simple et noble ; tout ce qui n'est pas de longue durée ne doit pas être employé dans ce monument. Je répète qu'il n'y faut aucune espèce de meubles, pas même de rideaux. Quant au projet qui a obtenu le prix, il n'atteint pas mon but : c'est le premier que j'ai écarté. Il est vrai que j'ai donné pour base de conserver la partie du bâtiment de la Madeleine qui existe aujourd'hui : mais cette expression est une ellipse ; il était sous-entendu que l'on conserverait de ce bâtiment le plus possible : autrement il n'y aurait pas eu besoin de programme, il n'y avait qu'à se borner à suivre le plan primitif. Mon intention était de n'avoir pas une église, mais un temple, et je ne voulais ni qu'on rasât ni qu'on conservât tout. Si les deux propositions étaient incompatibles, savoir celle d'avoir un temple et celle de conserver les constructions actuelles de la Madeleine, il était simple de

s'attacher à la définition d'un temple. Par temple, j'ai entendu un monument tel qu'il y en avait à Athènes et qu'il n'y en a pas à Paris. Il y a beaucoup d'églises à Paris, il y en a dans tous les villages. Je n'aurais assurément pas trouvé mauvais que les architectes eussent observé qu'il y avait contradiction entre l'idée d'avoir un temple et l'intention de conserver les constructions faites pour une église : la première était l'idée principale ; la seconde était l'idée accessoire. M. Vignon a donc deviné ce que je voulais. Quant à la dépense fixée à trois millions, je n'en fais pas une condition absolue ; j'ai entendu qu'il ne fallait pas un autre Panthéon : celui de Sainte-Geneviève a déjà coûté plus de quinze millions. Mais, en disant trois millions, je n'ai pas entendu qu'un ou deux millions de plus ou de moins entrassent en concurrence avec la convenance d'avoir un monument plus ou moins beau. Je pourrai, s'il le faut, autoriser une dépense de cinq ou six millions, si elle est nécessaire ; et c'est ce que le devis définitif me prouvera.

(Lettre à M. de Champagny, du 30 mai 1807.)

GODOY (DON MANUEL),

Prince de la Paix. — Sur le procès que Ferdinand VII voulait faire, en 1808, au prince de la Paix.

Le peuple de Madrid, irrité contre le prince de la Paix, s'était soulevé le 17 mars. Charles IV, roi d'Espagne, avait abdiqué le 19 en faveur de son fils aîné, le prince des Asturies. Celui-ci, après avoir fait arrêter le prince de la Paix, voulait lui faire son procès ; mais Napoléon, à qui il avait confié ce projet, lui écrivit pour l'en détourner :

Il n'est pas de l'intérêt de l'Espagne de faire du mal à un prince qui a épousé une princesse du sang royal, et qui a si long-temps régi le royaume.... Comment, d'ailleurs, pourrait-on faire le procès au prince de la

Paix, sans le faire à la reine et au roi votre père? Ce procès alimentera les haines et les passions factieuses; le résultat en sera funeste pour votre couronne. Votre altesse royale n'y a de droits que ceux que lui a transmis sa mère : si le procès la déshonore, votre altesse royale déchire par là ses droits. Qu'elle ferme l'oreille à des conseils faibles et perfides; elle n'a pas le droit de juger le prince de la Paix; ses crimes, si on lui en reproche, se perdent dans les droits du trône....

(*Lettre au prince des Asturies, du 16 avril 1808.*)

GOHIER.

Membre du Directoire, élu le 15 juin 1799.

Gohier était avocat de réputation, d'un patriotisme exalté; jurisconsulte distingué, homme intègre et franc.

(*Mémoires de Napoléon.*)

GOURGAUD (LE GÉNÉRAL).

Gourgaud était mon premier officier d'ordonnance : il est mon ouvrage, c'est mon enfant.

(*Mémorial.*)

GOUVERNEMENT.

Obligation de l'homme qui veut se mêler de gouverner.

Quand on veut se mêler de gouverner il faut savoir payer de sa personne, il faut savoir se laisser assassiner.

(*Mémoires sur le Consulat.*)

— Des gouvernemens paternels.

Trop de sollicitude pour les citoyens n'est pas un bienfait, et il n'y a rien de si tyrannique qu'un gouvernement qui prétend être personnel. Un père a des entrailles faites exprès, on ne les imite point.

(*PELET DE LA LOZÈRE.*)

— La force d'un gouvernement n'est pas dans sa forme.

La Macédoine sous les successeurs d'Alexandre, l'Asie sous Mithridate, la Parthie sous les Arsaces, la Prusse sous Frédéric-le-Grand, la Russie, l'Espagne, dans ces derniers temps, n'étaient-elles pas des monarchies despotiques? L'Achaïe, l'Étolie, du temps de Paul-Emile; la Hollande, en 1786; Venise, en 1797; la Suisse, en 1798, n'étaient-elles pas des républiques? Les peuples comme les hommes ont leurs divers âges : l'enfance, la force, et la vieillesse.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Des gouvernemens nationaux.

Tout gouvernement qui est né et se maintient sans l'intervention d'une force étrangère est national.

(*Ibid.*)

— Des liens des gouvernemens.

La propriété, les lois civiles, l'amour du pays, la religion, sont les liens de toute espèce de gouvernement.

(*Ibid.*)

— Des gouvernemens provisoires.

Les gouvernemens provisoires placés dans des circonstances difficiles doivent exclusivement prendre conseil du salut public et de l'intérêt de la patrie.

(C. I. *Lett. au gouv. prov. de Gènes, du 28 prair. an v*
— 16 juin 1797.)

GRACE.

Utilité du droit de faire grâce.

Il manquait à la France un pouvoir que réclamait la justice même, celui de faire grâce. Combien de fois, depuis douze ans, il avait été invoqué! Combien de malheureux avaient succombé victimes d'une in-

flexibilité que les sages reprochaient à nos lois ! Combien de coupables qu'une funeste indulgence avait acquittés, parce que les peines étaient trop sévères !

(Au corps législatif, le 2 vent. an xi

— 21 février 1803.)

— Comment le souverain doit l'exercer.

Ne croyez pas que le droit de faire grâce puisse être exercé impunément, et que la société applaudisse toujours à l'usage qu'en peut faire un monarque. Elle le blâme lorsqu'il l'applique à des scélérats, à des meurtriers, parce que ce droit devient nuisible à la famille sociale.

(Lettre au roi Louis de Hollande.)

GRACQUES.

Sur l'histoire des Gracques.

L'histoire des Gracques inspirait à l'empereur des doutes, des soupçons, qui, disait-il, devenaient presque des certitudes quand on s'était trouvé dans les affaires de nos jours.

« L'histoire, faisait-il observer, présente en résultat les Gracques comme des séditeux, des révolutionnaires, des scélérats ; et dans les détails elle laisse échapper qu'ils avaient des vertus, qu'ils étaient doux, désintéressés, de bonnes mœurs ; et puis ils étaient les fils de l'illustre Cornélie, ce qui pour les grands cœurs doit être tout d'abord une forte présomption en leur faveur. D'où pouvait donc venir un tel contraste ? Le voici : c'est que les Gracques s'étaient généreusement dévoués pour les droits du peuple opprimé contre un sénat oppresseur, et que leur grand talent, leur beau caractère, mirent en péril une aristocratie féroce qui triompha, les égorga et les

flétrit. Les historiens du parti les ont transmis avec cet esprit. Sous les empereurs il a fallu continuer ; le seul mot de droits du peuple, sous un maître despotique, était un blasphème, un vrai crime. Plus tard, il en a été de même sous la féodalité, fourmilière de petits despotes. Voilà la fatalité sans doute de la mémoire des Gracques : leurs vertus n'ont donc jamais cessé, dans la suite des siècles, d'être des crimes ; mais aujourd'hui qu'avec nos lumières nous nous sommes avisés de raisonner, les Gracques peuvent et doivent trouver grâce à nos yeux.

» Dans cette lutte terrible de l'aristocratie et de la démocratie qui vient de se renouveler de nos jours ; dans cette exaspération du vieux terrain contre l'industrie nouvelle qui fermente dans toute l'Europe, nul doute que si l'aristocratie triomphait par la force, elle ne montrât partout beaucoup de Gracques, et ne les traitât à l'avenant tout aussi bénévolement qu'ils l'ont fait ses devanciers. »

(*Mémorial.*)

Un de nos savans les plus distingués, M. Dureau de la Malle, a composé sur la loi agraire et les Gracques un mémoire dont les conclusions reviennent exactement à l'opinion émise par Napoléon. Voy. le *Journal des savans*, août 1836.

GRÈCE.

Sur la délivrance de la Grèce.

On se souvient encore en Albanie et en Grèce de Sparte et d'Athènes..... La Grèce pourrait peut-être renaître de ses cendres.

(C. I. Lettre au Directoire, du 10 therm. an v
28 juillet 1797.)

« La Grèce, disait Napoléon en 1816, attend un li-

bérateur!... Ce se fait une belle couronne de gloire!... Il inscrira son nom à jamais avec ceux d'Homère, de Platon et d'Épaminondas!... La Grèce, le Péloponèse du moins, doit être le lot de la puissance européenne qui possédera l'Égypte. Ce devait être le nôtre..... Et puis, au nord, un royaume indépendant, Constantinople avec ses provinces, pour servir comme de barrage à la puissance russe, ainsi qu'on a prétendu faire à l'égard de la France, en créant le royaume de Belgique.

Les prévisions de Napoléon se sont accomplies : la Grèce, d'ailleurs plus ou moins heureuse, plus ou moins forte et puissante, forme aujourd'hui un État indépendant.

(*Mémorial.*)

GRÉGOIRE (L'ABBÉ).

Voyez RÉVOLUTION. *Des hommes de la révolution.*

GRIBEAUVAL,

Officier qui a fait faire beaucoup de progrès à l'artillerie.

M. de Gribeauval avait fait la guerre de sept ans dans l'armée autrichienne et avait le génie de l'artillerie.

• (*Mémoires de Napoléon.*)

GROUCHY (LE GÉNÉRAL),

Comte de l'Empire, maréchal de France. — Sur sa conduite à Waterloo.

A Waterloo Grouchy s'est perdu.

(*Mémorial.*)

— J'aurais gagné cette affaire sans l'imbécillité de Grouchy.

(*O'Méara.*)

GUDIN (LE GÉNÉRAL).

Le général Gudin était un des officiers les plus distingués de l'armée ; il était recommandable par

ses qualités morales autant que par sa bravoure et son intrépidité.

(14^e bulletin, du 25 août 1813.)

GUÉRILLAS.

Pourquoi les guérillas se sont-ils formés en Espagne.

Les guérillas ne se sont formés en Espagne que deux ans après le départ de Napoléon, par l'effet des désordres et des abus qui s'étaient introduits dans l'armée, excepté dans le corps d'armée du maréchal Suchet qui occupait le royaume de Valence.

(Mémoires de NAPOLÉON.)

GUERRE.

Du génie de la guerre.

Achille était fils d'une déesse et d'un mortel : c'est l'image du génie de la guerre. La partie divine, c'est tout ce qui dérive des considérations morales du caractère, du talent, de l'intérêt de votre adversaire, de l'opinion, de l'esprit du soldat qui est fort et vainqueur, faible et battu selon qu'il croit l'être. La partie terrestre, c'est les armes, les retranchemens, les positions, les ordres de bataille, tout ce qui tient à la combinaison des choses matérielles.

(Ibid.)

— Mauvais côté du métier.

« Messieurs, disait Napoléon au conseil d'État, la guerre n'est point un métier de roses. Vous ne la connaissez ici, sur vos bancs, que d'après la lecture des bulletins ou le récit de nos triomphes; vous ne connaissez pas nos bivouacs, nos marches forcées, nos privations de tout genre; nos souffrances de toute espèce. Moi je les connais, parce que je les vois et que parfois je les partage. »

(Mémorial.)

— Quelques principes de guerre.

On est souvent trompé à la guerre sur la force de l'ennemi qu'on a à combattre. Les prisonniers ne connaissent que leurs corps; les officiers font des rapports bien incertains; c'est ce qui a fait adopter un axiome qui remédie à tout : *qu'une armée doit être tous les jours, toutes les nuits et toutes les heures, prête à opposer toute la résistance dont elle est capable*. Ce qui exige que les soldats aient constamment leurs armes et leurs munitions; que l'infanterie ait constamment avec elle son artillerie, sa cavalerie, ses généraux; que les diverses divisions de l'armée soient constamment en mesure de se soutenir, de s'appuyer et de se protéger; que dans les camps, dans les haltes et dans les marches, les troupes soient toujours dans des dispositions avantageuses, qui aient les qualités exigées pour tout champ de bataille, savoir : 1° que les flancs soient appuyés; 2° que toutes les armes de jet puissent être mises en jeu dans les positions qui leur sont le plus avantageuses. Pour satisfaire à ces conditions, lorsqu'on est en colonnes de marche, il faut avoir des avant-gardes et des flanqueurs qui éclairent en avant, à droite et à gauche, assez loin pour que le corps principal puisse se déployer et prendre position. Les tacticiens autrichiens se sont constamment éloignés de ces principes, en faisant des plans basés sur des rapports incertains, et qui même, s'ils eussent été vrais au moment où ils arrêtaient les plans, cessaient de l'être le lendemain ou le surlendemain, c'est-à-dire lorsqu'ils devaient être exécutés.

(Mémoires de NAPOLÉON.)

— Il est de principe qu'il ne faut faire aucun déta-

chement la veille du jour d'une attaque, parce que, dans la nuit, l'état des choses peut changer, soit par des mouvemens de retraite de l'ennemi, soit par l'arrivée de grands renforts, qui le mettent à même de prendre l'offensive et de rendre funestes les dispositions prématurées que vous avez faites.

(Ibid.)

— Il est de principe que les réunions des divers corps d'armée ne doivent jamais se faire près de l'ennemi.

(Ibid.)

— Côtayer une armée double en force est une opération bien difficile : il est bien peu de positions assez fortes pour pouvoir protéger une armée si inférieure en nombre.

(Ibid.)

— Ne séparez jamais les ailes de votre armée les unes des autres, de manière que votre ennemi se puisse placer dans les intervalles.

(Ibid.)

— De la guerre méthodique.

Toute guerre bien conduite est une guerre méthodique. Les principes de la guerre sont ceux qui ont dirigé les grands capitaines, dont l'histoire nous a transmis les hauts faits : Alexandre, Annibal, César, Gustave-Adolphe, Turenne, le prince Eugène, Frédéric-le-Grand.

Alexandre a fait huit campagnes, pendant lesquelles il a conquis l'Asie et une partie des Indes; Anibal en a fait dix-sept; une en Espagne, quinze en Italie, une en Afrique; César en a fait treize, huit contre les Gaulois, cinq contre les légions de Pompée; Gustave-Adolphe en a fait trois, une en Livonie contre les Russes, deux en Allemagne contre la maison d'Autri-

che; Turenne en a fait dix-huit, neuf en France, neuf en Allemagne; le prince Eugène de Savoie en a fait treize, deux contre les Turcs, cinq en Italie contre la France, six sur le Rhin ou en Flandre; Frédéric en a fait onze, en Silésie, en Bohême et sur les rives de l'Elbe. L'histoire de ces quatre-vingt-quatre campagnes (1), faite avec soin, serait un traité complet de l'art de la guerre; les principes que l'on doit suivre dans la guerre défensive et offensive en découleraient comme de source.

(Mémorial de Napoléon.)

— Toute guerre conduite selon les règles de l'art est une guerre méthodique.....

Les guerres de Gengis-Kan, de Tamerlan, étaient méthodiques, parce qu'elles étaient conformes aux règles, et raisonnées, parce que leurs entreprises étaient proportionnées à la force de leur armée : l'habit d'un géant n'est pas celui d'un pygmée.....

Toute guerre doit être méthodique, parce que toute guerre doit être conduite conformément aux principes et aux règles de l'art et avec un but; elle doit être faite avec des forces proportionnées aux obstacles que l'on prévoit. Il y a donc deux espèces de guerre offensive : celle qui est bien conçue, conforme aux principes de la science, et celle qui est mal conçue, qui les viole. Charles XII a été battu par le czar, le plus despotique des hommes, parce que sa guerre était mal pensée; Tamerlan l'eût été par Bajazet, si son plan de guerre eût ressemblé à celui du monarque suédois.

(Ibid.)

(1) Napoléon, ou l'éditeur de ses Mémoires, s'est trompé dans le compte de ces campagnes : il n'y en a au juste que 83.

— De la guerre offensive.

Toute guerre offensive est une guerre d'invasion....

Faites la guerre offensive comme Alexandre, Annibal, César, Gustave-Adolphe, Turenne, le prince Eugène et Frédéric; lisez, relisez l'histoire de leurs quatre-vingt-quatre campagnes, modelez-vous sur eux; c'est le seul moyen de devenir grand capitaine, et de surprendre les secrets de l'art.

(*Ibid.*)

— De la guerre offensive et de la guerre défensive.

La guerre défensive n'exclut pas l'attaque, de même que la guerre offensive n'exclut pas la défense, quoique son but soit de forcer la frontière et d'envahir le pays ennemi.

(*Ibid.*)

— Du système de guerre.

« Le système de guerre, disait l'empereur, a souvent changé; et de nos jours il n'est déjà plus celui des temps de Turenne et de Vauban. Aujourd'hui les travaux de campagne devenaient inutiles, et le système même de nos places était désormais problématique ou sans effet : l'énorme quantité de bombes et d'obus changeait tout. C'en'était plus contre l'horizontale qu'on avait à se défendre, mais contre la courbe et la développée. Aucune des places anciennes n'était désormais à l'abri; elles cessaient d'être tenables; aucun pays n'était assez riche pour les entretenir. Le revenu de la France ne pouvait suffire à ses lignes de Flandre; car les fortifications extérieures n'étaient guère aujourd'hui que le quart ou le cinquième de la dépense nécessaire. Les casemates, les magasins, les établissemens à l'abri de la bombe, voilà ce qui était à

l'avenir indispensable, et ce à quoi on ne pouvait suffire.»

L'empereur se plaignait surtout de la faiblesse de la maçonnerie actuelle. Le génie avait un vice radical sur cet objet. Il lui avait coûté des sommes immenses en pure perte.

L'empereur frappé de ces inconvéniens avait imaginé un système qui allait tout-à-fait contre les axiomes établis jusqu'ici : c'était d'avoir un calibre de gros échantillon, poussé en dehors de la ligne magistrale vers l'ennemi, et d'avoir cette ligne magistrale elle-même, au contraire, défendue par une grande quantité de petite artillerie mobile. Par là l'ennemi était arrêté court dans son approche subite : il n'avait que des pièces faibles pour attaquer des pièces fortes ; il était dominé par ce gros échantillon autour duquel les ressources de la place, les petites pièces venaient se grouper, où même se portaient au loin en tirailleurs, et pouvaient suivre tous les mouvemens de l'ennemi, grâce à leur mobilité. Il fallait dès lors à l'ennemi de l'artillerie de siège ; il devait ouvrir la tranchée ; on gagnait du temps, et le véritable objet de la fortification était accompli. L'empereur a employé ce moyen avec beaucoup de succès, et au grand étonnement des ingénieurs, à la défense de Vienne et à celle de Dresde ; il voulait l'employer à celle de Paris, qu'il ne croyait défendable que de la sorte ; mais il n'aurait nullement douté du succès, etc.

(*Mémoires.*)

— Projet concernant l'administration de la guerre.

L'empereur trouvait que la France était trop grande pour un ministre de la guerre. « C'était au-dessus des

forces d'un homme, disait-il; on avait centralisé à Paris les décisions, les marchés, les fournitures, les confections, et subdivisé la correspondance du ministre en autant de personnes qu'il y avait de régimens et de corps. Il fallait, au contraire, centraliser les correspondances, et subdiviser les ressources, en les transportant dans les localités mêmes. Aussi j'avais long-temps médité le projet de former en France vingt ou vingt-cinq arrondissemens militaires, qui eussent composé autant d'armées. Il n'y eût plus eu que ce nombre de dépôts de comptabilités... C'eût été vingt sous-ministres, il eût fallu trouver vingt honnêtes gens. Le ministre n'eût plus eu que vingt correspondances. Il eût centralisé le tout, et fait mouvoir la machine avec rapidité, etc., etc. »

(Ibid.)

— De la guerre et des accidens.

L'empereur disait que la guerre ne se composait que d'accidens, et que bien que tenu de se plier à des principes généraux, un chef ne devait jamais perdre de vue tout ce qui pouvait le mettre à même de profiter de ces accidens. Le vulgaire appellerait cela bonheur, et ce ne serait pourtant que la propriété du génie...

(Ibid.)

— Du coup-d'œil dans la guerre. — Austerlitz. — Marengo. — Iéna, etc.

Le succès à la guerre tient tellement au coup d'œil et au moment, que la bataille d'Austerlitz, gagnée si complètement, eût été perdue si j'eusse attaqué six heures plus tôt. Les Russes s'y montrèrent des troupes excellentes qu'on n'a jamais retrouvées depuis : l'ar-

mée russe d'Austerlitz n'aurait pas perdu la bataille de la Moscowa.

Marengo était la bataille où les Autrichiens s'étaient le mieux battus : leurs troupes s'y étaient montrées admirables ; mais leur valeur s'y enterra : on ne les a plus retrouvées depuis.

Les Prussiens n'ont pas fait à Iéna la résistance qu'on attendait de leur réputation.

Du reste, les multitudes de 1814 et de 1815 n'étaient que de la canaille auprès des vieux soldats d'Austerlitz, de Marengo, et d'Iéna.

(*Mémorial.*)

— Du bonheur dans la guerre et des grands capitaines.

« Il n'est pas, disait l'empereur, de grandes actions suivies qui soient l'œuvre du hasard et de la fortune ; elles dérivent toujours de la combinaison et du génie. Rarement on voit échouer les grands hommes dans leurs entreprises les plus périlleuses. Regardez Alexandre, César, Annibal, le grand Gustave et autres, ils réussissent toujours ; est-ce parce qu'ils ont du bonheur qu'ils deviennent ainsi de grands hommes ? Non ; mais parce qu'étant de grands hommes, ils ont su maîtriser le bonheur. Quand on veut étudier les ressorts de leurs succès, on est tout étonné de voir qu'ils avaient tout fait pour l'obtenir.

» Alexandre, à peine au sortir de l'enfance, conquiert, avec une poignée de monde, une partie du globe ; mais fut-ce de sa part une simple irruption, une façon de déluge ? Non ; tout est calculé avec profondeur, exécuté avec audace, conduit avec sagesse. Alexandre se montre tout à la fois grand guerrier, grand politique, grand législateur. Malheureusement quand il atteint

le zénith de la gloire et du succès, la tête lui tourne ou le cœur se gâte : il avait débuté avec l'âme de Trajan, il finit avec le cœur de Néron et les mœurs d'Héliogabale. » Et l'empereur développait les campagnes d'Alexandre, et montrait le sujet sous un jour tout nouveau.

Passant ensuite à César, il disait, qu'au rebours d'Alexandre, il avait commencé sa carrière fort tard, et qu'ayant débuté par une jeunesse oisive et des plus vicieuses, il avait fini montrant l'âme la plus active, la plus élevée, la plus belle ; il le pensait un des caractères les plus aimables de l'histoire. « César, observait-il, conquiert les Gaules et les lois de sa patrie ; mais, est-ce au hasard et à la simple fortune qu'il doit ses grands actes de guerre ? » Et il analysait encore les hauts faits de César comme il avait fait de ceux d'Alexandre.

« Et cet Annibal, disait-il, le plus audacieux de tous, le plus étonnant peut-être, si hardi, si sûr, si large en toutes choses, qui à vingt-six ans conçoit ce qui est à peine concevable, exécute ce qu'on devait tenir pour impossible ; qui, renonçant à toute communication avec son pays, traverse des peuples ennemis ou inconnus qu'il faut attaquer et vaincre, escalade les Pyrénées et les Alpes, qu'on croyait insurmontables, et ne descend en Italie qu'en payant de la moitié de son armée la seule acquisition de son champ de bataille, le seul droit de combattre ; qui occupe, parcourt et gouverne cette même Italie durant seize ans, met plusieurs fois à deux doigts de sa perte la terrible et redoutable Rome, et ne lâche sa proie que quand on met à profit la leçon qu'il a donnée d'aller le com-

battre chez lui. Croira-t-on qu'il ne dut sa carrière et tant de grandes actions qu'aux caprices du hasard, aux faveurs de la fortune? Certes, il devait être doué d'une âme de la trempe la plus forte, et avoir une bien haute idée de sa science en guerre, celui qui, interpellé par son jeune vainqueur, n'hésite pas à se placer, bien que vaincu, immédiatement après Alexandre et Pyrrhus, qu'il estime les deux premiers du métier.

» Tous ces grands capitaines de l'antiquité, continuait Napoléon, et ceux qui plus tard ont dignement marché sur leurs traces, n'ont fait de grandes choses qu'en se conformant aux règles et aux principes naturels de l'art; c'est-à-dire par la justesse des combinaisons et le rapport raisonné des moyens avec les conséquences, des efforts avec les obstacles. Ils n'ont réussi qu'en s'y conformant quelles qu'aient été d'ailleurs l'audace de leurs entreprises et l'étendue de leurs succès. Ils n'ont cessé de faire constamment de la guerre une véritable science. C'est à ce titre seul qu'ils sont nos grands modèles, et ce n'est qu'en les imitant qu'on doit espérer d'en approcher.

» On a attribué à la fortune mes plus grands actes, et on ne manquera pas d'imputer mes revers à mes fautes; mais si j'écris mes campagnes, on sera bien étonné de voir que dans les deux cas, et toujours, ma raison et mes facultés ne s'exercèrent qu'en conformité avec les principes, etc: »

(*Mémorial.*)

— De la guerre de montagnes.

Dans les montagnes, on trouve partout un grand nombre de positions extrêmement fortes par elles-mêmes, qu'il faut bien se garder d'attaquer. Le génie

de cette guerre consiste à occuper des camps, ou sur les flancs ou sur les derrières de ceux de l'ennemi qui ne lui laissent que l'alternative ou d'évacuer ses positions sans combattre pour en prendre d'autres, en arrière, ou d'en sortir pour vous attaquer. Dans la guerre de montagnes, celui qui attaque a du désavantage ; même dans la guerre offensive, l'art consiste à n'avoir que des combats défensifs, et à obliger l'ennemi à attaquer.

(Mémoires de NAPOLÉON.)

— De la guerre de terre et de celle de mer.

La guerre de terre consomme en général plus d'hommes que celle de mer ; elle est plus périlleuse. Le soldat de mer, sur une escadre, ne se bat qu'une fois dans une campagne, le soldat de terre se bat tous les jours. Le soldat de mer, quels que soient les dangers et les fatigues attachés à cet élément, en éprouve beaucoup moins que celui de terre : il ne souffre jamais de la faim, de la soif, il a toujours avec lui son logement, sa cuisine, son hôpital et sa pharmacie. Les armées de mer, dans les services de France et d'Angleterre, où la discipline maintient la propreté, et où l'expérience a fait connaître toutes les mesures qu'il faut prendre pour conserver la santé, ont moins de malades que les armées de terre. Indépendamment du péril des combats, le soldat de mer a celui des tempêtes ; mais l'art a tellement diminué ce dernier, qu'il ne peut être comparé à ceux de terre, tels qu'émeutes populaires, assassinats partiels, surprises de troupes légères ennemies.

(Ibid.)

— De la guerre civile.

Quand une fois les torches de la guerre civile sont allumées, les chefs militaires ne sont que des moyens de victoire ; c'est la foule qui gouverne.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Dans les guerres de parti, celui qui est vaincu un jour est découragé pour long-temps. C'est surtout dans les guerres civiles que la fortune est nécessaire.

(*Ibid.*)

— Dans les guerres civiles, il n'est pas donné à tout homme de savoir se conduire ; il faut quelque chose de plus que la prudence militaire, il faut de la sagacité, de la connaissance des hommes.

(*Ibid.*)

— Guerres des anciens et guerres des modernes comparées.

L'opinion est établie que les guerres des anciens étaient plus sanglantes que celles des modernes : cela est-il exact ? Les armées modernes se battent tous les jours, parce que les canons et les fusils atteignent de loin ; les avant-gardes, les postes se fusillent et laissent souvent cinq ou six cents hommes sur le champ de bataille de chaque côté. Chez les anciens les combats étaient plus rares et moins sanglans. Dans les batailles modernes, la perte faite par les deux armées, qui est, par rapport aux morts et blessés, à peu près égale, est plus forte que la perte des batailles anciennes qui ne tombait que sur l'armée battue.

(*MARCHAND.*)

GUSTAVE-ADOLPHE.

Voyez GUERRE. *De la guerre méthodique.*

Tout avilit hors la haine.

(Lettre à Joséphine, du 17 octobre 1796.)

Napoléon, à peine marié depuis quelques mois et au début des campagnes d'Italie, se croyait déjà oublié de Joséphine, et lui écrivait pour lui dire qu'il préférerait la haine à l'indifférence.

Ainsi expliquées, les paroles que l'on vient de lire sentent un peu le héros de roman ; mais c'était de la sorte que Napoléon aimait Joséphine, et les lettres qu'il lui écrivait à cette époque sont la meilleure réfutation des calomnies qui ont couru relativement à son mariage.

HALLE.

Du loyer des places des vendeuses.

Je ne veux pas qu'on fasse payer le loyer de leurs places aux vendeuses, puisqu'elles sont en possession de ne rien payer. Il faut éviter d'étendre l'esprit de fiscalité jusque sur cette classe malheureuse : on doit avoir la place publique et l'eau pour rien. C'est bien assez de faire payer le vin et le sel ; il ne faut pas empirer la situation d'une classe peu fortunée pour cinquante malheureux petits écus que pourrait produire la location de ces places.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

— De la taxe de la ville sur les factrices.

Je ne m'oppose pas à la taxe que la ville de Paris veut percevoir à son profit sur ses factrices de la halle au beurre et aux œufs ; mais pour empêcher les murmures, il faut affecter le produit de cette taxe aux hôpitaux : la ville réduira d'autant la somme qu'elle leur paie.

(Ibid.)

— Du rétablissement de la halle aux blés.

« La ville de Paris, disait Napoléon en 1806, ferait bien de s'occuper du rétablissement de la Halle aux blés. J'ordonnerai par un décret que cette halle soit

rétablie avant le premier janvier 1807. Si la ville n'a pas de fonds, on lui en donnera. »

La Halle aux blés, que Paris possède aujourd'hui, était achevée à l'époque marquée par Napoléon.

(*Ibid.*)

HAMBOURG.

Sur l'extradition consentie par le sénat de Hambourg.

Le sénat de Hambourg avait livré à l'Angleterre deux Irlandais naturalisés Français, qui traversaient le territoire hambourgeois, pour se rendre en France. Quelque temps après le 18 brumaire, il écrivit aux consuls pour témoigner son repentir. Bonaparte fit cette réponse :

« Nous avons reçu votre lettre, messieurs; elle ne vous justifie pas.

» Le courage et les vertus conservent les États; la lâcheté et les vices les ruinent.

» Vous avez violé l'hospitalité; cela ne fût pas arrivé parmi les hordes les plus barbares du désert. Vos concitoyens vous le reprocheront éternellement.

» Les deux infortunés que vous avez livrés meurent illustres; mais leur sang fera plus de mal à leurs persécuteurs que n'aurait pu faire une armée. »

(*Lettre du 9 nivôse an v*

— 30 décembre 1799.)

HARANGUES.

Des harangues des généraux.

Ce ne sont pas des harangues, au moment du feu, qui rendent les troupes braves : les vieux soldats les écoutent à peine; les jeunes les oublient au premier coup de canon. Il n'est pas une seule harangue de Tite-Live qui ait été tenue par un général d'armée, car il n'en est pas une qui ait le trait de l'impromptu; le geste d'un général aimé, estimé de ses troupes, vaut autant que la plus belle harangue. Si les harangues,

les raisonnemens sont utiles, c'est dans le courant de la campagne, pour détruire les insinuations, les faux bruits, maintenir une bonne opinion dans le camp, fournir des matériaux aux causeries des bivouacs. L'ordre du jour imprimé a bien plus d'avantages que les harangues des anciens.

Quand Napoléon disait, en parcourant les rangs de son armée, au milieu du feu, *Déployez ces drapeaux ! le moment est enfin arrivé !* le geste, l'action, le mouvement, faisaient trépigner le soldat français.

(Mémoires de Napoléon.)

HASARD.

Ce hasard tant cité, ce hasard dont les anciens faisaient un dieu, qui nous étonne chaque jour, nous frappe à chaque instant, le hasard, après tout, ne nous paraît si singulier, si bizarre, si extraordinaire, que parce que nous ignorons les causes secrètes et toutes naturelles qui l'ont amené ; et il suffit de cette combinaison occulte pour créer du merveilleux et enfanter des mystères.

(Mémoires.)

Bossuet s'est exprimé sur le *hasard* dans le même sens et presque dans les mêmes termes que Napoléon. « Les Grecs, dit-il, avaient tort de s'imaginer, du temps de Polybe, que Rome s'agrandissait plutôt par hasard que par conduite.... Ils attribuaient au hasard, selon la coutume des hommes, les effets dont les causes ne leur étaient pas connues. »

DISCOURS SUR L'HISTOIRE UNIVERSELLE, 3^e part.

— Influence du hasard sur la destinée des hommes.

« C'est parce que je sais toute la part que le hasard a sur nos déterminations politiques, disait l'empereur, que j'ai toujours été sans préjugés, et fort indulgent sur le parti que l'on avait suivi dans nos convulsions :

être bon Français, ou vouloir le devenir, était tout ce qu'il me fallait... Et moi-même, ajoutait-il, puis-je affirmer, malgré mes opinions naturelles, qu'il n'y eût pas eu telles circonstances qui eussent pu me faire émigrer? Le voisinage de la frontière, une liaison d'amitié, l'influence d'un chef, etc. En révolution, on ne peut affirmer que ce qu'on a fait : il ne serait pas sage d'affirmer qu'on n'aurait pas pu faire autre chose. Et il citait à ce sujet un exemple bien singulier de l'influence du hasard sur les destinées : *Serrurier* et *Hédouville cadet* marchent de compagnie pour émigrer en Espagne; une patrouille les rencontre : Hédouville plus jeune, plus leste, franchit la frontière, se croit très-heureux, et va végéter misérablement en Espagne : Serrurier, obligé de rebrousser dans l'intérieur, et s'en désolant, devient maréchal. Voilà pourtant ce qui en est des hommes, de leurs calculs et de leur sagesse ! »

(*Mémorial.*)

HAUTE-COUR.

Pourquoi Napoléon n'a point fait usage de la haute-cour.

L'empereur expliquait pourquoi il n'avait point fait usage de la haute-cour, qui était dans la constitution et dont le conseil d'État avait même arrêté l'organisation. — « Une telle procédure, disait-il, était un véritable appel au public, et devenait toujours un grand échec pour l'autorité, si l'accusé l'emportait. Un ministère, en Angleterre, pouvait bien supporter, sans inconvénient, les effets de cet appel perdu; mais un souverain tel que j'étais et dans les circonstances où je me trouvais, ne l'aurait pas pu sans le plus grand danger pour la chose publique. Aussi préférais-je m'en tenir constamment aux tribunaux ordinaires. La mal-

veillance trouva souvent à y redire; et pourtant, de tous ceux qu'il lui plut d'appeler alors des victimes, quel est celui qui ait survécu populaire à nos dernières épreuves? Elles ont pris soin de me justifier; tous demeurent flétris dans l'opinion nationale.

(*Ibid.*)

HECTOR.

Hector, tragédie. Voyez LANCIVAL.

HÉLOÏSE.

La nouvelle Héloïse, roman. Voyez ROUSSEAU.

HÉRÉDITÉ.

L'hérédité impossible en France.

Napoléon disait au commencement du consulat :

L'hérédité est absurde, non dans ce sens qu'elle n'assure pas la stabilité de l'État, mais parce qu'elle est impossible en France. Elle y a été établie pendant long-temps, mais avec des institutions qui la rendaient praticable, qui n'existent plus, et qu'on ne peut ni ne doit rétablir. L'hérédité dérive du droit civil; elle suppose la propriété, elle est faite pour en assurer la transmission. Comment concilier l'hérédité de la première magistrature avec le principe de la souveraineté du peuple? Comment persuader que cette magistrature est une propriété? Lorsque la couronne était héréditaire, il y avait un grand nombre de magistratures qui l'étaient aussi : cette fiction était une loi presque générale, il n'en reste plus rien.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

— Avantages de l'hérédité pour la France.

A l'époque où le consulat à vie lui fut déferé, Napoléon disait à plusieurs conseillers d'État :

L'hérédité peut seule empêcher la contre-révolution. On n'a rien à craindre de mon vivant; mais tout chef électif serait, après moi, trop faible pour résister aux partisans des Bourbons... La France doit beaucoup à ses vingt généraux de division; ils ont bravement combattu dans le rang où ils étaient placés; mais aucun n'a l'étoffe d'un général en chef, encore moins d'un chef de gouvernement.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

Bien que les deux opinions de Napoléon sur l'hérédité, citées ci-dessus, soient complètement contradictoires, nous les avons données toutes les deux, parce que les ayant trouvées dans des ouvrages également dignes d'une entière confiance, nous n'avions pas le droit d'accepter l'une et d'omettre l'autre. On comprend d'ailleurs comment Napoléon a pu se contredire sur ce sujet, en considérant les deux époques différentes où il parlait. Du reste, on nous permettra de l'ajouter sans nous taxer de scepticisme, il a donné, dans ces deux circonstances, les meilleures raisons pour et contre l'hérédité.

HISTOIRE.

Obligation de celui qui veut écrire l'histoire.

L'histoire n'est pas de la métaphysique : on ne peut pas l'écrire d'imagination, et bâtir à volonté; il faut d'abord l'apprendre.

(MÉMOIRES DE NAPOLEON.)

— Utilité de l'histoire.

L'histoire peint le cœur humain : c'est dans l'histoire qu'il faut chercher les avantages et les inconvénients des différentes législations.

(MONITEUR DU 21 DÉC. 1812.)

— Sur la vérité de l'histoire.

« Il faut en convenir, disait l'empereur, les véritables vérités sont bien difficiles à obtenir pour l'histoire. Heureusement que la plupart du temps elles sont bien plutôt un objet de curiosité que de réelle importance.

Il est tant de vérités!.... Celle de Fouché, par exemple, et autres intrigans de son espèce; celle même de beaucoup d'honnêtes gens différeront parfois beaucoup de la mienne. Cette vérité historique, tant explorée, à laquelle chacun s'empresse d'en appeler, n'est trop souvent qu'un mot : elle est impossible au moment même des événemens, dans la chaleur des passions croisées; et si, plus tard, on demeure d'accord, c'est que les intéressés, les contradicteurs ne sont plus. Mais qu'est alors cette vérité historique la plupart du temps? Une fable convenue, ainsi qu'on l'a dit fort ingénieusement. Dans toutes les affaires, il est deux portions essentielles fort distinctes : les faits matériels et les intentions morales. Les faits matériels sembleraient devoir être incontestables; et pourtant, voyez s'il est deux relations qui se ressemblent : il en est qui demeurent des procès éternels. Quant aux intentions morales le moyen de s'y retrouver, en supposant même de la bonne foi dans les narrateurs? Et que sera-ce s'ils sont mus par la mauvaise foi, l'intérêt et la passion? J'ai donné un ordre; mais qui a pu lire le fond de ma pensée, ma véritable intention? Et pourtant chacun va se saisir de cet ordre, le mesurer à son échelle, le plier à son plan, à son système individuel. Voyez les diverses couleurs que va lui donner l'intrigant dont il gêne ou peut au contraire servir l'intrigue, la torsion qu'il va lui faire subir. Il en sera de même de l'important à qui les ministres ou le souverain auront confidentiellement laissé échapper quelque chose sur le sujet. Il en sera de même des nombreux oisifs du palais, qui, n'ayant rien de mieux à faire que d'éconter aux portes, in-

ventent faute d'avoir entendu. Et chacun sera si sûr de ce qu'il racontera! Et les rangs inférieurs qui le tiendront de ces bouches privilégiées en seront si sûrs à leur tour! Et alors les mémoires, et les agenda, et les bons mots, et les anecdotes de salon d'aller leur train!.... Voilà pourtant l'histoire! J'ai vu me disputer, à moi, la pensée de ma bataille, me disputer l'intention de mes ordres, et prononcer contre moi. N'est-ce pas le démenti de la créature vis-à-vis de celui qui a créé? N'importe; mon contradicteur, mon opposant aura ses partisans. Aussi est-ce ce qui m'a détourné d'écrire mes mémoires particuliers, d'émettre mes sentimens individuels, d'où fussent découlées naturellement les nuances de mon caractère privé. Je ne pouvais descendre à des confessions à la Jean-Jacques, qui eussent été attaquées par le premier venu. Aussi, j'ai pensé ne devoir dicter à vous autres ici que sur les actes publics. Je sais bien encore que ces relations même peuvent être combattues; car quel est l'homme ici-bas, quels que soient son bon droit et la force et la puissance de ce bon droit, que la partie adverse n'attaque et ne démente? Mais aux yeux du sage, de l'impartial, du réfléchi, du raisonnable, ma voix, après tout, vaudra bien celle d'un autre, et je redoute peu la décision finale. Il existe aujourd'hui tant de lumières, que quand les passions auront disparu, que les nuages seront passés, je m'en fie à l'éclat qui restera. Mais que d'erreurs intermédiaires! On donnera souvent beaucoup de profondeur, de sublimité de ma part à ce qui ne fut peut-être que le plus simple du monde. On me supposera des projets que je n'eus jamais. On se demandera si je visais en effet à la monar-

chie universelle ou non. On raisonnera longuement pour savoir si mon autorité absolue et mes actes arbitraires dériveraient de mon caractère ou de mes calculs ; s'ils étaient produits par mon inclination ou par la force des circonstances ; si mes guerres constantes vinrent de mon goût, ou si je n'y fus conduit qu'à mon corps défendant ; si mon immense ambition, tant reprochée, avait pour guide ou l'avidité de la domination, ou la soif de la gloire, ou le besoin de l'ordre, ou l'amour du bien-être général ; car elle mérite d'être considérée sous diverses faces. On se débattrait sur les motifs qui me déterminèrent dans la catastrophe du duc d'Enghien, et ainsi d'une foule d'autres événemens. Souvent on alambiquera, on tordra ce qui fut tout-à-fait naturel et entièrement droit. Il ne m'appartenait pas à moi de traiter ici spécialement tous ces objets : ils seraient mes plaidoyers, et je les dédaigne. Si dans ce que j'ai dicté sur les matières générales, la rectitude et la sagacité des historiens y trouvent de quoi se former une opinion juste et vraie sur ce que je ne mentionne pas, tant mieux. Mais à côté de ces faibles étincelles, que de fausses lumières dont ils se trouveront assaillis!.. depuis les fables et les mensonges des grands intrigans, qui ont eu chacun leur but, leurs menées, leurs négociations particulières, lesquelles, s'identifiant avec le fil véritable, compliquent le tout d'une manière inextricable, jusqu'aux révélations, aux *portefeuilles*, aux assertions même de mes ministres, honnêtes gens qui cependant auront à donner bien moins ce qui était que ce qu'ils auront cru ; car en est-il qui aient eu ma pensée générale tout entière ? Leur portion spéciale n'était, la plupart du

temps, qu'uu des élémens du grand ensemble qu'ils ne soupçonnaient pas. Ils n'auront donc vu que la face du prisme qui leur est relative; et encore, comment l'auront-ils saisie! Leur sera-t-elle arrivée pleine et entière? n'était-elle pas elle-même morcelée? Et pourtant il n'en est probablement pas un qui, d'après les éclairs dont il aura été frappé, ne donne pour mon véritable système le résultat fantastique de ses propres combinaisons; et de là encore la fable convenue qu'on appellera l'histoire; et cela ne saurait être autrement. Il est vrai que, comme ils sont plusieurs, il est probable qu'ils seront loin d'être d'accord. Du reste, dans leurs affirmations positives, ils se montreraient plus habiles que moi, qui, très-souvent, aurais été très-embarrassé d'affirmer avec vérité toute ma pleine et entière pensée. On sait que je ne me butais pas à plier les circonstances à mes idées; mais que je me laissais en général conduire par elles : or, qui peut à l'avance répondre des circonstances fortuites, des accidens inopinés? Que de fois j'ai donc dû changer essentiellement! Aussi ai-je vécu de vues générales, bien plus que de plans arrêtés. La masse des intérêts communs, ce que je croyais être le bien du très-grand nombre, voilà les ancres auxquelles je demeurais amarré, mais autour desquelles je flottais la plupart du temps au hasard, etc. »

(*Mémorial.*)

— Des *niaiseries* historiques.

L'empereur se moquait fort de ce qu'il appelait des *niaiseries historiques*, lesquelles prouvaient dans l'origine, disait-il, des historiens qui jugeaient mal des hommes et des situations.

« C'était à tort, par exemple, faisait-il observer, qu'ils vantaient si haut la continence de Scipion, et s'extasiaient sur le calme d'Alexandre, de César et d'autres, pour avoir dormi la veille d'une bataille. Il n'y a qu'un moine, disait-il, privé de femme, dont le visage s'enlumine à leur seul nom et qui hennit à leur approche derrière ses barreaux, qui puisse faire un grand mérite à Scipion de n'avoir pas violé celle que le hasard mettait en son pouvoir, quand il en avait tant d'autres à sa disposition : autant valait qu'un affamé lui tint aussi grand compte d'avoir passé tranquillement à côté d'une table bien servie sans s'être rué dessus. Quant à dormir au moment d'une bataille, il n'est point, assurait-il, de nos soldats, de nos généraux, qui n'aient répété vingt fois cette merveille; et tout leur héroïsme n'était guère que dans la fatigue de la veille. »

(Ibid.)

— De quelques historiens, — Vertot, — Rollin, — Crévier, et de nos histoires de France.

En lisant les *Révolutions romaines* de Vertot, que l'empereur estimait fort d'ailleurs, il en trouvait les harangues délayées. C'est la plainte constante de l'empereur contre tous les ouvrages qu'il rencontre. Cela avait été aussi, disait-il, son défaut à lui-même dans sa jeunesse.

L'empereur s'est amusé à rayer au crayon les phrases parasites qu'il condamnait dans Vertot : il est sûr qu'avec ces suppressions l'ouvrage présentait en effet bien autrement de force, d'énergie, et de chaleur.

« Ce serait un travail bien précieux et bien goûté sans doute, disait-il, que de se dévouer à réduire

ainsi, avec goût et discernement, les principaux ouvrages de notre langue. Je ne connais guère que Montesquieu, disait-il, qui pût échapper à ces réductions. » Il parcourait souvent Rollin, et le trouvait diffus et trop bonhomme. Crévier, son continuateur, lui semblait détestable. Il se plaignait de nos matériaux classiques et du temps que de si mauvais livres faisaient perdre à la jeunesse. C'est qu'ils étaient composés par des rhéteurs, de simples professeurs, et que ces sujets immortels, la base de nos connaissances dans la vie, eussent dû être, disait-il, présentés, écrits et rédigés par des hommes d'État et des hommes du monde.

L'empereur était encore moins satisfait de nos histoires de France; il n'en pouvait lire aucune. « Notre histoire, disait-il, devrait être en quatre ou cinq volumes ou en cent. »

(*Mémorial.*)

— D'où vient que nous n'avons pas de bonne histoire.

Nous n'avons pas de bonne histoire, et la plupart des peuples de l'Europe sont dans le même cas que nous. Les moines, les privilégiés, les ennemis de la vérité et des lumières, avaient exercé ce monopole; et ils nous avaient raconté tout ce qu'ils avaient voulu, c'est-à-dire tout ce qui était dans leur intérêt, leurs passions ou leurs vues!

(*Ibid.*)

— Projet d'une histoire européenne.

L'empereur avait conçu l'idée, disait-il, et regrettait fort de n'avoir pu l'exécuter, de faire composer toutes les histoires de l'Europe depuis Louis XIV sur les pièces mêmes de nos relations extérieures où se

trouvent les rapports réguliers de tous les ambassadeurs.

« Mon règne, observait-il, eût été une époque parfaite pour cet objet. La supériorité de la France, son indépendance, sa régénération, mettaient le gouvernement à même de faire cette publication sans inconvénient : c'eût été comme si l'on eût publié l'histoire ancienne. Rien n'eût été plus précieux. »

(*Ibid.*)

HOCHE.

Hoche en Vendée.

Le général Hoche reçut le commandement en chef dans l'ouest; il justifia par sa conduite dans cette malheureuse circonstance l'estime de tous les partis. Ce fut une des plus belles réputations militaires de la révolution. On a prétendu qu'il avait inspiré de la jalousie et même de l'inquiétude au Directoire : c'était l'histoire de tous les généraux qui avaient de l'indépendance de caractère, de la popularité, et à qui on pouvait supposer des vues élevées pour le bonheur de la France.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Sa mort et son caractère.

Le général Hoche, commandant l'armée de Sambre et Meuse, mourut, dans ce temps, subitement à Mayence. Beaucoup de gens ont cru qu'il avait été empoisonné; cette opinion n'est pas fondée. Ce jeune général s'était distingué aux lignes de Weissenbourg, en 1794. Il avait fait preuve de talent dans la Vendée, en 1795 et 1796; il eut la gloire de la pacifier momentanément. Il tenta une expédition en Irlande; personne n'était plus capable de la faire réussir. D'un

patriotisme exalté, d'un caractère ardent, d'une bravoure remarquable, d'une ambition active, inquiète, il ne sut pas attendre les événemens, et s'exposa par des entreprises prématurées. Il témoigna en toute occasion de l'attachement pour Napoléon.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Hoche et Napoléon.

On parlait de Hoche devant l'empereur, à Sainte-Hélène, et quelqu'un disait qu'il était bien jeune encore lorsqu'il mourut, mais qu'il donnait beaucoup d'espérances. « C'est bien mieux que cela, a repris Napoléon, dites qu'il les avait déjà beaucoup remplies. »

Napoléon n'a pas fait difficulté de dire qu'il avait sur Hoche l'avantage d'une profonde instruction et les principes d'une éducation distinguée.

Du reste il établissait entre Hoche et lui cette grande différence : « Hoche, disait-il, cherchait toujours à se faire un parti, et n'obtenait que des créatures; moi, je m'étais créé une immensité de partisans sans rechercher nullement la popularité. De plus, Hoche était d'une ambition hostile, provoquante; il était homme à venir de Strasbourg avec vingt-cinq mille hommes, saisir le gouvernement par force, tandis que moi je n'avais jamais eu qu'une politique patiente, conduite toujours par l'esprit du temps et les circonstances du moment. »

L'empereur ajoutait que Hoche, plus tard, ou se serait rangé, ou se serait fait écraser par lui; et comme il aimait l'argent, les plaisirs, il ne doutait pas qu'il ne se fût rangé. « Hoche, continuait l'empereur, périt subitement et avec des circonstances singulières qui donnèrent lieu à beaucoup de conjectures; et comme

il existait un parti avec lequel tous les crimes me revenaient de droit, l'on essaya de répandre que je l'avais fait empoisonner. Il fut un temps où rien de mauvais ne pouvait arriver que je n'en fusse l'auteur; ainsi, de Paris je faisais assassiner Kléber en Égypte; à Marengo, je brûlais la cervelle à Desaix...

« Tel est l'empire des bruits, quelque absurdes qu'ils soient, qu'il est probable que tout cela a été cru du vulgaire, et qu'une bonne partie le croit peut-être encore. Heureusement qu'il n'en est pas ainsi de l'histoire; elle raisonne. »

(*Mémorial.*)

Voyez RÉVOLUTION. *Des généraux de la révolution.*

HOHENLINDEN (BATAILLE DE).

Voyez MOREAU.

HOLLANDE.

Pourquoi la Hollande a succombé.

La Hollande succomba, comme la Grèce, parce qu'elle était vieille, qu'elle était troublée par des discordes intestines, et que son faisceau était à demi brisé. Elle avait de plus un vice capital dans son organisation d'État; son souverain n'en était pas un, et il avait en main tous les moyens de le devenir. Tant que les princes de Nassau ne furent pas ambitieux pour leur propre compte, ils vécurent honorés, glorieux, et eurent un beau rang dans l'Europe. Ils avaient courageusement résisté à Louis XIV, leur pavillon était respecté; ils avaient de la prépondérance parmi les souverains du second ordre, et ceux du premier recherchaient leur alliance. Ils étaient dans la véritable condition d'un bon gouvernement : égalité dans la

souveraineté entre le prince et les états-généraux. Une fois cette égalité rompue par un empiétement de l'un ou de l'autre, il devait y avoir péril pour tous les deux ; c'est ce qui arriva.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Pourquoi Napoléon nomma le prince Louis au trône de Hollande.

Votre détermination, dans cette circonstance, nous a paru conforme aux intérêts de nos peuples. Sous le point de vue militaire, la Hollande possédant toutes les places qui garantissent notre frontière du Nord, il importait à la sûreté de nos États que la garde en fût confiée à des personnes sur l'attachement desquelles nous ne pussions concevoir aucun doute. Sous le point de vue commercial, la Hollande étant située à l'embouchure des grandes rivières qui arrosent une partie considérable de notre territoire, il fallait que nous eussions la garantie que le traité de commerce que nous concluerions avec elle fût fidèlement exécuté, afin de concilier les intérêts de nos manufactures et de notre commerce avec ceux du commerce de ces peuples. Enfin la Hollande est le premier intérêt politique de la France. Une magistrature élective aurait eu l'inconvénient de livrer fréquemment ce pays aux intrigues de nos ennemis ; et chaque élection serait devenue le signal d'une guerre nouvelle...

(*Décret du 5 juin 1806.*)

— Sur les contraventions de la Hollande au système continental,

Le Moniteur avait relevé amèrement les contraventions de la Hollande au système continental ; le roi Louis en prit de l'humeur, et en écrivit à l'empereur, qui lui répondit de Schœnbrunn :

C'est la France qui a sujet de se plaindre du mauvais esprit qui règne chez vous. Si vous voulez que

je vous cite toutes les maisons hollandaises qui sont les trompettes de l'Angleterre, ce sera fort aisé. Vos réglemens de douane sont si mal exécutés, que toute la correspondance de l'Angleterre avec le continent se fait par la Hollande... La Hollande est une province anglaise.

(Lettre du 17 juillet 1809.)

HOMÈRE.

Sur l'Iliade.

« L'Iliade, disait l'empereur, est, ainsi que la Genèse et la Bible, le signe et le gage du temps. Homère, dans sa production, était poète, orateur, historien, législateur, géographe, théologien : c'était l'encyclopédiste de son époque. Les sensations que ce poème lui faisaient éprouver, ajoutait Napoléon, lui confirmaient la justesse de l'approbation universelle. Ce qui le frappait surtout, remarquait-il, c'était la grossièreté des mœurs avec la perfection des idées. On voyait les héros tuer leur viande, la préparer de leurs propres mains, et prononcer pourtant des discours d'une rare éloquence et d'une grande civilisation. »

(Mémorial.)

— Sur un épisode de l'Odyssée.

L'empereur venait de lire dans l'Odyssée le combat d'Ulysse contre Irus, et désapprouvait fort cet épisode; il le trouvait misérable, inconvenant, indigne d'un roi. « Et puis, ajoutait-il, après avoir épuisé tout ce que j'y trouve de mauvais, je devine ce qui m'affecte encore, je me mets à sa place, c'est la crainte d'être rossé par un misérable; il n'est pas donné à tout prince, à tout général, d'avoir les épaules de ses gardes ou de ses grenadiers; n'est pas portefaix qui veut.

Le bon Homère remédie à tout cela en faisant de ses héros autant de colosses; mais en est-il ainsi parmi nous? Et où en serions-nous si l'on était encore au bon temps où la force du bras donnait le sceptre?... La civilisation fait tout pour l'âme et par l'âme, et la favorise entièrement aux dépens du corps. »

(*Mémorial.*)

Voyez VIRGILE. *Sur le deuxième livre de l'Énéide.*

HOMME.

Les hommes sont comme les chiffres qui n'acquièrent de valeur que par leur position.

Il faut pour les hommes un jour favorable comme pour les tableaux.

En général, ce sont les circonstances qui font les hommes.

(*Mémoires de BAUSSET.*)

— L'empereur lisait les contes du *Caravanserail de Sarrazin*. Après quelques pages de l'un d'eux, il a dit : « La morale va être sans doute que *les hommes ne changent jamais*, ce qui n'est pas vrai; ils changent en mal et même en bien. Il en est ainsi d'une foule d'autres maximes consacrées par les auteurs toutes également fausses : *Les hommes sont ingrats*, disent-ils; non, il n'est pas vrai que les hommes soient aussi ingrats qu'on le dit; et si l'on a si souvent à s'en plaindre, c'est que d'ordinaire le bienfaiteur exige encore plus qu'il ne donne. On vous dit encore que *quand on connaît le caractère d'un homme, on a la clef de sa conduite*; c'est faux : tel fait une mauvaise action, qui est forcément honnête homme; tel fait une méchanceté sans être méchant. C'est que presque jamais l'hom-

me n'agit par acte naturel de son caractère, mais par une passion secrète du moment, réfugiée, cachée dans les derniers replis du cœur. Autre erreur quand on vous dit que *le visage est le miroir de l'âme*. Le vrai est que l'homme est très difficile à connaître, et que, pour ne pas se tromper, il faut ne le juger que sur ses actions; et encore faudrait-il que ce fût sur celles du moment, et seulement pour ce moment.

» Au fait, les hommes ont leurs vertus et leurs vices, leur héroïsme et leur perversité; les hommes ne sont ni généralement bons ni généralement mauvais, mais ils possèdent et exercent tout ce qu'il y a de bon et de mauvais ici-bas; voilà le principe; ensuite le naturel, l'éducation, les accidens, sont les applications. Hors de cela tout est système, tout est erreur; tel a été mon guide, et il m'a réussi assez généralement. Toutefois je me suis trompé en 1814 en croyant que la France, à la vue de ses dangers, allait ne faire qu'un avec moi; mais je ne m'y suis plus trompé en 1815, au retour de Waterloo. »

(*Mémorial.*)

— « Nos facultés physiques, disait l'empereur, s'aiguissent par nos périls ou nos besoins. Ainsi le Bédouin du désert a la vue perçante du lynx, et le sauvage des forêts a l'odorat des bêtes. »

(*Ibid.*)

— Sur la méchanceté des hommes.

Un philosophe a prétendu que les hommes naissent méchans : ce serait une grande affaire, et fort oiseuse, que d'aller rechercher s'il a dit vrai. Ce qu'il y a de certain, c'est que la masse de la société n'est

point méchante; car si la très grande majorité voulait être criminelle, et méconnaître les lois, qui est-ce qui aurait la force de l'arrêter ou de la contraindre? Et c'est là précisément le triomphe de la civilisation, parce que cet heureux résultat sort de son sein, naît de sa propre nature.

(*Ibid.*)

— De l'homme et des animaux.

« L'homme, disait Napoléon, n'est qu'un animal plus parfait que les autres, et qui raisonne mieux. Mais que savons-nous si les animaux n'ont pas un langage qui leur est propre? Mon opinion est qu'il y a de notre part présomption à dire que non, seulement parce que nous ne les entendons pas. Le chien a une sagacité merveilleuse. Le cheval a de la mémoire, de la connaissance et de l'affection. J'avais un cheval qui me distinguait de toute autre personne. Il ne se laissait monter par aucun autre, si ce n'est par un palefrenier qui en prenait soin; et alors encore ses allures étaient si différentes, qu'on eût dit qu'il avait la conviction de porter un inférieur. Lorsque je perdais mon chemin, je lui jetais la bride sur le cou, et il le retrouvait toujours en des lieux où, avec toute mon intelligence si vantée, je n'aurais pu le faire. Il existe une chaîne entre tous les animaux; et il y a des degrés jusqu'à l'homme, qui n'est que le plus parfait de tous. »

(O'MÉARA.)

HOMME D'ÉTAT.

- Le cœur d'un homme d'État doit être dans sa tête.
- L'homme fait pour les affaires et l'autorité ne

voit point les personnes; il ne voit que les choses, leur poids et leurs conséquences.

(*Mémorial.*)

HONNEUR.

Nos mœurs européennes veulent que le pouvoir soit limité par l'honneur.

(*Ibid.*)

— Une nation ne doit jamais rien faire contre l'honneur, car dans ce cas elle serait la dernière de toutes; il vaudrait mieux périr.

(*Le Consulat et l'Empire.*)

HUDSON-LOWE,

Gouverneur de Sainte-Hélène.

« Il est hideux, disait Napoléon : c'est une face patibulaire; mais ne nous hâtons pas de prononcer : le moral, après tout, peut nous raccommoder avec ce que cette figure a de sinistre; cela ne serait pas impossible. »

(*Mémorial.*)

— J'ai vu des Tartares, des Cosaques, des Calmoucks; et je n'ai jamais vu une figure aussi sinistre et aussi repoussante,

(*O'MéARA.*)

— Quelle ignoble et sinistre figure que celle de ce gouverneur! De ma vie je ne rencontraï jamais rien de pareil! C'est à ne pas boire sa tasse de café, si on avait laissé un tel homme un instant seul auprès!... On pourrait bien m'avoir envoyé pis qu'un geôlier!

(*Mémorial.*)

— Les fautes de M. Lowe viennent de ses habitudes dans la vie; il n'a jamais commandé que des déserteurs étrangers, des Piémontais, des Corses, des Si-

ciliens, et tous renégats traîtres à leur patrie ; la lie, l'écume de l'Europe. S'il eût commandé des hommes, des Anglais, s'il l'était lui-même, il aurait des égards pour ceux qu'on doit honorer.

(*Mémorial.*)

— C'est un homme retors, abject, et dont la méchanceté naturelle est augmentée par la crainte de la responsabilité du poste qu'il occupe.

(O'MÉARA.)

— Il semble toujours en colère contre quelqu'un, ou bien inquiet, troublé, comme si quelque chose tourmentait sa conscience, et qu'il fût impatient de se fuir lui-même.

(*Ibid.*)

— « Voulez-vous que je vous dise ce que nous pensons de vous ? disait l'empereur à sir Hudson-Lowe, nous vous croyons capable de tout ; *mais de tout* ; et tant que vous demeurerez avec votre haine, nous demeurerons avec notre pensée. J'attends encore quelque temps, parce que j'aime à être sûr ; et je me plaindrai alors de ce que le plus mauvais procédé des ministres n'a point été de m'envoyer à Sainte-Hélène, mais bien de vous en avoir donné le commandement. Vous êtes pour nous un plus grand fléau que toutes les misères de cet affreux rocher. »

(*Mémorial.*)

HUME.

Voyez ENGOUEMENT.

HYPOTHÈQUES.

Des hypothèques légales.

En établissant la nécessité de l'inscription pour toutes les hypothèques, il faut excepter les hypothè-

ques légales ; car la loi doit défendre celui qui ne peut se défendre lui-même. Or la femme, le mineur, sont incapables de se défendre,

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

— Ce n'est pas cependant qu'on ne rencontre quelques légers embarras en donnant aux hypothèques légales leur effet par la seule force de la loi. Mais cet inconvénient n'est rien auprès de celui de porter des lois contradictoires, et d'imprimer à la législation tout entière le cachet de l'instabilité. D'ailleurs on a déjà indiqué des moyens de concilier le système des hypothèques légales avec celui de la publicité et de la spécialité.

(Ibid.)

— Les hypothèques de la femme seront bien plus certaines, si, pour les conserver, il lui suffit de ne pas y renoncer, que s'il lui fallait, pour en obtenir l'effet, agir et prendre des inscriptions. On sait qu'en général les femmes refusent avec beaucoup de fermeté de signer tout acte qui peut compromettre leur dot; qu'au contraire elles sont peu capables de faire des démarches et de conduire des affaires.

(Ibid.)

— Je désire que les hypothèques légales des femmes et des mineurs aient leur effet par la seule force de la loi.

J'admets la publicité et la spécialité pour toutes les autres hypothèques; mais je pense que celles de la femme et du mineur ne doivent pas dépendre de la formalité de l'inscription. Je voudrais cependant que l'acquéreur fût admis à les purger par une procédure

particulière qui garantit également ses droits et ceux de la femme, et que cette procédure ne pût avoir lieu qu'après que le contrat serait demeuré exposé pendant deux ou trois mois au bureau des hypothèques.

(Procès-verbaux du conseil d'état.)

— L'inscription des hypothèques légales ne doit être qu'une simple formalité, et non une condition nécessaire pour en assurer l'effet. Il faut cependant établir des moyens de les purger. S'il était possible d'organiser un système qui mît tous les intérêts à couvert, il faudrait faire céder la sûreté d'un majeur qui prête et qui acquiert, à celle de la femme et du mineur que leur état rend incapables de se protéger eux-mêmes.

(Ibid.)

— On doit refuser au mari, même lorsqu'il avantage sa femme, le droit de la faire renoncer aux hypothèques légales; sa libéralité n'est pas désintéressée; il ne donne que pour obtenir la main d'une femme qui lui convient. Ce mari est ordinairement un vieillard. Il ne faut pas, qu'après avoir fait consentir la femme à l'épouser, en lui présentant certains avantages, il puisse à son gré les lui retrancher et la laisser sans ressource.

(Ibid.)

IDÉOLOGIE.

De l'idéologie et des maux qu'elle a causés.

C'est à l'idéologie, à cette ténébreuse métaphysique qui, en recherchant avec subtilité les causes premières, veut sur ces bases fonder la législation des peuples, au lieu d'approprier les lois à la connaissance du cœur humain et aux leçons de l'histoire, qu'il faut attribuer tous les malheurs qu'a éprouvés notre belle France.

Ces erreurs devaient et ont effectivement amené le régime des hommes de sang. En effet, qui a proclamé le principe d'insurrection comme un devoir? Qui a adulé le peuple, en le proclamant à une souveraineté qu'il était incapable d'exercer? Qui a détruit la sainteté et le respect des lois, en les faisant dépendre, non des principes sacrés de la justice, de la nature des choses et de la justice civile, mais seulement de la volonté d'une assemblée composée d'hommes étrangers à la connaissance des lois civiles, criminelles, administratives, politiques et militaires? Lorsqu'on est appelé à régénérer un état, ce sont des principes constamment opposés qu'il faut suivre.....

(*Moniteur du 21 décembre 1812.*)

Si nous avons bien compris Napoléon, il appelait *idéologie* l'application de l'entendement à la science politique, et la croyance à des principes de gouvernement supérieurs à toutes les nécessités, éternels et immuables. Bien que Napoléon ne fût pas ennemi des lumières (ce qu'il fit pour les répandre en est la meilleure preuve), il n'aimait pas à voir les esprits se livrer à ces études; et ce qui contribuait à le maintenir dans ces sentimens, c'est que les hommes qu'il considérait comme portés à l'*idéologie* et qu'il désignait sous le nom d'*idéologues*, Cabanis, Volney, Garat, de Tracy, formaient dans le sénat une petite opposition. Les paroles que nous avons rapportées ci-dessus furent adressées par lui au conseil d'état, le lendemain de son retour de la campagne de Russie; et dans cette circonstance il était, par suite de la tentative récente de Malet, moins attiré que jamais vers l'*idéologie* et les *idéologues*.

IÉNA (BATAILLE D'),

Livrée le 14 octobre 1806. — Conséquences de la bataille d'Iéna.

La bataille d'Iéna a lavé l'affront de Rosbach et décidé, en sept jours, une campagne qui a entièrement calmé cette frénésie guerrière qui s'était emparée des têtes prussiennes.

(3^e bulletin, du 13 octobre 1806.)

— De la manœuvre d'Iéna.

L'auteur des *Considérations sur l'art de la guerre* (1) n'est pas content de la manœuvre d'Iéna!! César, Annibal, Alexandre, Turenne, Eugène de Savoie, Frédéric-le-Grand, le seraient probablement d'avantage.

(Mémoires de Napoléon.)

— Sur la conduite du 3^e corps à Iéna.

Généraux, officiers et sous-officiers du troisième corps d'armée, vous vous êtes couverts de gloire à la bataille d'Iéna; j'en conserverai un éternel souvenir. Les braves qui sont morts, sont morts avec gloire. Nous devons désirer de mourir dans des circonstances si glorieuses.

(22^e bulletin, du 29 octobre 1806.)

La bataille d'Iéna est en quelque sorte une bataille double : dans la même journée deux armées françaises, séparées par un espace de six lieues, se battirent contre deux armées prussiennes également isolées, — partie près du village d'Iéna où se tenait Napoléon, — partie près du village d'Averstaedt où avaient été placés les maréchaux Davoust et Bernadotte : mais cette bataille est une, parce que les deux armées agissaient d'après le même plan et concouraient au même résultat. A considérer seulement la pensée de la bataille, l'honneur en revient tout entier à Napoléon qui la conçut ; mais pour ce qui est de l'exécution, la part d'honneur doit être faite plus grande au maréchal Davoust, qui eut affaire à un ennemi double en force, et qui parvint cependant à le vaincre sans avoir été soutenu par le maréchal Bernadotte (Voyez Bernadotte). On a souvent reproché à Napoléon d'avoir voulu se réserver toute la gloire de cette journée, même celle qui appartenait de droit au maréchal Davoust. Ce reproche, qui se trouve reproduit dans un ouvrage d'ailleurs recommandable à tous les titres, nous voulons parler de l'*Histoire de France* de M. Bignon, nous semble injuste. On ne compte donc pour rien l'allocation si noble, adressée par l'empereur aux généraux, officiers et sous-officiers du 3^e corps, que nous avons citée ci-dessus, et qui eut la publi-

(1) V. ROGNIAT.

cité des *Bulletins* et du *Moniteur*?. Napoléon ne s'en tint pas là. Lorsque l'armée française dut entrer à Berlin, il lui annonça, par un ordre du jour, dont l'idée est digne des plus beaux temps de Rome, que, « pour témoigner sa satisfaction particulière au 3^e corps commandé par le maréchal Davoust par la plus belle récompense pour des Français, il avait décidé que ce corps entrerait le premier à Berlin le 25 octobre. » En outre, pour cette même entrée à Berlin, il régla que le corps municipal remettrait les clés de la ville au maréchal Davoust, ce qui, évidemment, revenait à dire que c'était ce maréchal qui en avait ouvert les portes. Enfin, deux ans plus tard, lorsque Napoléon donna des titres à ses lieutenans, il nomma le maréchal Davoust duc d'Averstaedt, du nom du village qui avait été témoin de sa gloire. Je le demande : que devait, que pouvait faire de plus Napoléon ? N'a-t-il pas reconnu de la manière la plus franche, la plus explicite et, j'ajoute, la plus glorieuse, les services que lui avait rendus son lieutenant dans la journée d'Iéna ?

ILIADE.

Iliade, poème. Voyez HOMÈRE.

ILLYRIE.

Avantages de la possession des provinces Illyriennes pour la France.

Les provinces Illyriennes portent sur la Save les frontières de mon grand empire. Contigu avec l'empire de Constantinople, je me trouverai en situation naturelle de surveiller les premiers intérêts de mon commerce dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Levant. Je protégerai la Porte, si la Porte s'arrache à la funeste influence de l'Angleterre : je saurai la punir si elle se laisse dominer par des conseils astucieux et perfides.

(Discours au corps législatif, du 3 décembre 1809.)

— Projets de Napoléon sur l'Illyrie.

Jamais, en acquérant l'Illyrie, mon intention n'avait été de la garder ; jamais il n'entra dans mes idées de détruire l'Autriche : elle était, au contraire, indispensable à mes plans. Mais l'Illyrie dans nos mains était

une avant-garde au cœur de l'Autriche, propre à la contenir; une sentinelle aux portes de Vienne pour forcer de marcher droit; et puis je voulais y introduire, y enraciner nos doctrines, notre administration, nos codes : c'était un pas de plus vers la régénération européenne. Je ne l'avais prise qu'en gage; je comptais la rendre plus tard contre la Gallicie, lors du relèvement de la Pologne, que j'ai précipité malgré moi. Au demeurant, j'ai eu plus d'un projet sur cette Illyrie; car j'en changeais souvent; j'avais peu d'idées véritablement arrêtées, et cela parce que je ne m'obstinais pas à maîtriser les circonstances, mais que je leur obéissais bien plutôt, et qu'elles me forçaient de changer à chaque instant; aussi la plupart du temps n'avais-je, à bien dire, pas de décisions, mais seulement des projets. Toutefois, après mon mariage surtout, l'idée dominante avait été d'en faire, pour l'Autriche, le gage et l'indemnité de la Gallicie, lors du rétablissement, à tout prix, de la Pologne en couronne séparée, indépendante; et il m'importait peu sur quelle tête, amie, ennemie, alliée; pourvu que cela fût, le reste m'était égal.

(*Mémorial.*)

IMAGINATION.

Du pouvoir de l'imagination.

Napoléon eut plusieurs fois, à Sainte-Hélène, l'occasion de s'apercevoir de l'impression extraordinaire que sa renommée avait produite sur l'esprit des matelots anglais. Il disait un jour à ce sujet :

Ce que c'est pourtant que le pouvoir de l'imagination ! Voilà des hommes qui ne me connaissent point, qui ne m'avaient jamais vu; seulement ils avaient entendu parler de moi; et que ne sentent-ils pas, que

ne feraient-ils pas en ma faveur ! Et la même bizarrerie se renouvelle dans tous les âges, dans tous les pays, dans tous les siècles !... Voilà le fanatisme ! Oui, l'imagination gouverne le monde.

(*Ibid.*)

— Le vice de nos institutions modernes est de n'avoir rien qui parle à l'imagination. On ne peut gouverner l'homme que par elle : sans l'imagination, c'est une brute.

(*Procès-verbaux du conseil d'état.*)

IMMORALITÉ.

De l'immoralité dans le souverain.

« L'immoralité, disait l'empereur, est, sans contredit, la disposition la plus funeste qui puisse se trouver dans le souverain en ce qu'il la met aussitôt à la mode, qu'on s'en fait honneur pour lui plaire, qu'elle fortifie tous les vices, entame toutes les vertus, infeste toute la société comme une véritable peste ; c'est le fléau d'une nation. »

(*Mémorial.*)

IMPÉRATRICES.

Les deux impératrices.

L'empereur disait qu'il avait été fort occupé dans sa vie de deux femmes très-différentes : l'une était l'art et les grâces ; l'autre l'innocence et la simple nature : et chacune, observait-il, avait bien son prix.

Dans aucun moment de la vie la première n'avait de positions ou d'attitudes qui ne fussent agréables ou séduisantes ; il eût été impossible de lui surprendre ou d'en éprouver jamais aucun inconvénient ; tout ce que l'art peut imaginer en faveur des attraits était

employé par elle, mais avec un tel mystère qu'on n'en apercevait jamais rien. L'autre, au contraire, ne soupçonnait même pas qu'il pût y avoir rien à gagner dans d'innocens artifices. L'une était toujours à côté de la vérité, son premier mouvement était la négative; la seconde ignorait la dissimulation, tout détour lui était étranger. La première ne demandait jamais rien à son mari, mais elle devait partout: la seconde n'hésitait pas à demander quand elle n'avait plus, ce qui était fort rare: elle n'aurait pas cru pouvoir jamais rien prendre sans payer aussitôt. Du reste toutes les deux étaient bonnes, douces, fort attachées à leur mari. L'empereur disait qu'il les avait constamment trouvées de l'humeur la plus égale, et d'une complaisance absolue.

(Mémorial.)

IMPOTS.

Avantage du système d'impôts de Napoléon.

Toutes les puissances m'envient mon système d'impôts, qui consiste à en avoir un grand nombre dont le taux s'élève ou s'abaisse, suivant les besoins, au moyen des centimes additionnels, comme la liqueur s'élève ou s'abaisse dans le thermomètre, en sorte que je peux me suffire, quels que soient mes besoins, sans recourir à un nouvel impôt dont l'établissement est toujours si difficile.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

Voyez CONTRIBUTIONS, — DETTE, — FINANCES.

IMPRESSIONS.

Sur le mystère des impressions des hommes.

Napoléon racontait qu'à la suite d'une de ses grandes affaires d'Italie, il traversa, lui troisième ou qua-

trième, le champ de bataille dont on n'avait pu encore enlever les morts.

« C'était, disait l'empereur, par un beau clair de lune et dans le profond silence de la nuit. Tout-à-coup un chien, sortant de dessous les vêtemens d'un cadavre, s'élança sur nous et retourna presque aussitôt à son gîte, en poussant des cris douloureux. Alternativement il léchait le visage de son maître et s'élançait de nouveau sur nous : c'était tout à la fois demander du secours et rechercher la vengeance..... Soit disposition du moment, soit le lieu, l'heure, le temps, l'acte en lui-même, ou je ne sais quoi, toujours est-il vrai que jamais rien, sur aucun de mes champs de bataille, ne m'a causé une pareille impression. Je m'arrêtai involontairement à contempler ce spectacle. Cet homme, me disais-je, a peut-être des amis, il en a peut être dans le camp, dans sa compagnie, et il gît ici abandonné de tous, excepté de son chien!....

» Ce que c'est que l'homme! et quel n'est pas le mystère de ses impressions! J'avais, sans émotion, ordonné des batailles qui devaient décider du sort de l'armée; j'avais vu d'un œil sec exécuter des mouvemens qui amenaient la perte d'un grand nombre d'entre nous; et ici je me sentais ému, j'étais remué par les cris et la douleur d'un chien!.... Ce qu'il y a de certain, c'est qu'en ce moment j'eusse été plus traitable pour un ennemi suppliant : je concevais mieux Achille reudant le corps d'Hector aux larmes de Priam. »

(Mémorial.)

Des incidens et de la politique.

Napoléon disait que ce n'était point à un incident à gouverner la politique, mais bien à la politique à gouverner les incidens.

(Dicté par Napoléon, *Mémorial*.)

INDE.

Projet d'une expédition sur l'Inde.

Long-temps j'ai rêvé une expédition décisive sur l'Inde, mais j'ai été constamment déjoué. J'envoyais seize mille soldats, tous sur des vaisseaux de ligne; chaque soixante-quatorze en eût porté cinq cents, ce qui eût demandé trente-deux vaisseaux. Je leur faisais prendre de l'eau pour quatre mois; on l'eût renouvelée à l'Ile-de-France ou dans tout autre endroit habité du désert de l'Afrique, du Brésil ou de la mer des Indes; on eût, au besoin, fait la conquête de cette eau partout où on eût voulu relâcher. Arrivés sur les lieux, les vaisseaux jetaient les soldats à terre, et repartaient aussitôt, complétant leurs équipages par le sacrifice de sept ou huit de ces vaisseaux, dont la vétusté avait déjà marqué la condamnation; si bien qu'une escadre anglaise, arrivant d'Europe à la suite de la nôtre, n'eût plus rien trouvé.

Quant à l'armée abandonnée à elle-même, mise aux mains d'un chef sûr et capable, elle eût renouvelé les prodiges qui nous étaient familiers, et l'Europe eût appris la conquête de l'Inde comme elle avait appris celle de l'Égypte.

(*Mémorial*.)

— Comment l'Angleterre perdra l'Inde.

Vous avez perdu l'Amérique par l'affranchissement,

disait Napoléon à un Anglais, vous perdrez l'Inde par l'invasion. La première perte était toute naturelle : quand les enfans deviennent grands ils font bande à part; mais pour les Indous, ils ne grandissent pas, ils demeurent toujours enfans; aussi la catastrophe ne viendra que du dehors. Vous ne savez pas tous les dangers dont vous avez été menacés par mes armes ou par mes négociations, etc., etc.

(*Mémorial.*)

Tout en reprochant à Napoléon d'avoir eu des projets gigantesques, beaucoup de personnes mettent en doute la réalité de ses projets. Nous empruntons aux instructions données par Napoléon, en 1804, au général Decaen, un fragment qui montre, selon nous, que du moins le projet sur l'Inde était bien sérieux.

« La mission du capitaine-général est d'abord une mission d'observation sous les rapports politique et militaire, avec le peu de force qu'il mène, et une occupation de comptoirs pour votre commerce; mais le premier consul, bien instruit par lui, et par l'exécution ponctuelle des instructions qu'il lui a données, pourra peut-être le mettre à même d'acquiescer un jour la grande gloire qui prolonge la mémoire des hommes au-delà de la durée des siècles. »

(BIGNON, *Histoire de France.*)

INDÉCISION.

L'homme découragé reste indécis, parce qu'il ne voit devant lui que de mauvais partis; et ce qu'il y a de pire dans les affaires, c'est l'indécision.

(*Mémorial.*)

INDULGENCE.

Sur la trop grande indulgence dans les jugemens criminels.

Le nom d'humanité ne convient pas à cette molle indulgence qui, en sauvant les coupables, expose les hommes de bien à leurs attentats.

(*Procès-verbaux du conseil d'état.*)

Sur la véritable industrie

La véritable industrie ne consiste pas à exécuter avec tous les moyens connus et donnés; l'art, le génie est d'accomplir en dépit des difficultés, et de trouver par là peu ou point d'impossible. Ainsi, voulant faire une manipulation, vous êtes arrêté parce que vous manquez des objets nécessaires : vous n'avez point de pilon? Mais le premier barreau de chaise peut vous en servir. Vous n'avez point un mortier? Mais tout est mortier autour de nous. Cette table est un mortier. Une casserolle, un chaudron est un mortier. Mon auge, celle du premier venu sont des mortiers....

(Mémorial.)

INITIATIVE.

A quelle puissance, de la France ou de l'Autriche, appartient l'initiative.

Il paraît qu'en traitant avec le roi de France, l'empereur ne donnait point l'initiative : cela est pour ce prince d'une importance singulière; ses plénipotentiaires allèguent que le roi de Prusse agirait comme agira la France, et que l'empereur serait dégradé de son rang et déshonoré.

Comme l'empereur met à cela autant d'importance qu'au traité du Rhin, je vous prie de me marquer l'importance que vous y mettrez vous-même.

Peut-être serait-ce une sottise de notre part d'insister sur une pure formalité qui nous maintiendrait en Europe au rang où nous étions, contre des avantages réels.

J'aimerais beaucoup mieux que l'on continuât à agir dans toutes les transactions comme a agi le roi de France, et ensuite, d'ici à deux ou trois ans, lorsque la circonstance se présentera de passer une tran-

saction nécessaire à l'empereur, déclarer, au nom du corps législatif, que les peuples sont indépendans et égaux en droits; que la France reconnaît pour ses égaux tous les souverains qu'elle a conquis, et qu'elle n'en reconnaît point de supérieur. Cette manière de faire tomber une étiquette qui s'écroule d'elle-même par sa vétusté me paraît plus digne de nous et surtout plus conforme à nos intérêts dans le moment actuel: car, s'il est prouvé que l'empereur veut plutôt persister dans cette étiquette, que de nous empêcher d'avoir deux ou trois villages, ce serait un mauvais calcul que de s'y refuser.

(C. I. *Lettre au Directoire, du 7 prairial an v*
— 28 mai 1797.)

INFANTADO (DUC DE L'),

Grand d'Espagne, du parti anti-français en 1808. — Sur sa conduite en 1808.

Le duc de l'Infantado a été une des premières causes des malheurs que son pays a éprouvés; il fut le principal instrument de l'Angleterre dans ses funestes projets contre l'Espagne; c'est lui qu'elle employa pour diviser le père et le fils, pour renverser du trône le roi Charles, dont l'attachement pour la France était connu; pour susciter des orages populaires contre le premier ministre de ce souverain; pour élever à la puissance suprême ce jeune prince, qui, dans son mariage avec une princesse de l'ancienne maison de Naples, avait puisé cette haine contre les Français dont cette maison ne s'est jamais départie. Ce fut le duc de l'Infantado qui joua le premier rôle dans la conspiration de l'Escurial, et c'est à lui que fut alors confié le pouvoir de généralissime des armées d'Espagne. On le vit ensuite prêter serment à Bayonne entre

les mains du roi Joseph comme colonel des gardes espagnoles. De retour à Madrid, on le vit jeter le masque et se montrer ouvertement l'homme des Anglais. C'est chez lui que logeaient les ministres de l'Angleterre; c'est dans sa société que vivaient les agents accrédités ou secrets de cette puissance. Après avoir excité ses concitoyens à une résistance insensée, on l'a vu, aussi lâche que traître, s'enfuir de Madrid à Guadalaxara, sous le prétexte d'aller chercher du secours, se soustraire par cette ruse aux périls dans lesquels il avait entraîné ses concitoyens, et ne montrer quelque sollicitude que pour l'agent anglais, qu'il emmena dans sa propre voiture et auquel il servit d'escorte. Que lui vaudra cette conduite? Il perdra ses titres, il perdra ses biens, qu'on évalue à deux millions de rentes, et il ira chercher à Londres les mépris, les dédains et l'oubli dont l'Angleterre a toujours payé les hommes qui ont sacrifié leur honneur et leur patrie à l'injustice de sa cause.

(15^e bulletin, du 7 décembre 1808.)

INFANTERIE.

Comment il faut placer l'infanterie.

L'infanterie se place sur trois rangs; on a prescrit au premier rang de mettre le genou en terre dans les feux de bataillon, et dans les feux à volonté le troisième rang charge les fusils du deuxième : cet ordre est mauvais. L'infanterie ne doit se ranger que sur deux rangs, parce que le fusil ne permet de tirer que sur cet ordre; il faudrait que cette arme eût six pieds de long et pût se charger par la culasse, pour que le troisième rang pût faire un feu avantageux. En rangeant l'infanterie sur deux rangs, il faut lui donner

un rang de serre-file d'un neuvième ou un par toise, et en deux lignes; à douze toises derrière les flancs, placer une réserve.

(*Mémoires de Napoléon.*)

De la perte de l'infanterie comparée à celle de la cavalerie.

Vingt mille chevaux et cent vingt bouches à feu d'artillerie légère équivalent à 60 mille hommes d'infanterie ayant cent vingt bouches à feu : dans les pays de grandes plaines, comme en Égypte, dans les déserts, en Pologne, il serait difficile d'assigner qui finirait par avoir la supériorité. Deux mille hommes de cavalerie avec douze pièces d'artillerie légère équivalent donc à 6 mille hommes d'infanterie avec six pièces d'artillerie. En ligne de bataille, ces divisions occupent une ligne de cinq cents toises; douze fantassins, ou quatre chevaux par toise. Un coup de canon qui tuerait tout ce qui existe sur une toise de solidité tuerait donc douze fantassins, ou quatre cavaliers et quatre chevaux. La perte de douze fantassins est bien plus considérable que celle de quatre cavaliers et quatre chevaux, puisque c'est une perte de huit fantassins, plus seulement quatre chevaux. L'équipage de quatre cavaliers et de leurs chevaux n'équivaut pas à l'équipage de douze fantassins; ainsi, sous le point de vue même des finances, la perte de l'infanterie est plus coûteuse que celle de la cavalerie.

(*Ibid.*)

— Sur quelques réformes proposées dans le service de l'infanterie.

L'auteur des *Considérations sur l'art de la Guerre* demande que l'on crée une seconde espèce d'infanterie, composée d'hommes armés à la légère, — que l'infanterie n'envoie en tirailleurs que les voltigeurs, — et que les voltigeurs ne soient point exercés à la manœuvre, mais seu-

lement qu'on les exerce à courir, à sauter, à franchir tous les obstacles, etc. Napoléon, examinant cet ouvrage, fait à ce sujet les observations suivantes :

Les Romains avaient deux sortes d'infanterie : la première, armée à la légère, était munie d'une arme de jet ; la seconde, pesamment armée, portait une courte épée. Après l'invention de la poudre, on conserva encore deux espèces d'infanterie : les arquebussiers, qui étaient les armés à la légère, destinés à éclairer et à inquiéter l'ennemi ; les piquiers, qui tenaient lieu des pesamment armés. Depuis cent cinquante ans que Vauban a fait disparaître de toutes les armées de l'Europe les lances et les piques, en y substituant le fusil avec la baïonnette, toute l'infanterie a été armée à la légère ; elle a été destinée à éclairer, à contenir l'ennemi. Il n'y a plus eu qu'une seule espèce d'infanterie : s'il y eut par bataillon une compagnie de chasseurs, c'était par opposition à la compagnie de grenadiers ; le bataillon était composé de neuf compagnies, une seule d'élite ne paraissait pas suffisante. Si l'empereur Napoléon créa des compagnies de voltigeurs armés de fusils de dragons, ce fut pour tenir lieu de ces compagnies de chasseurs ; il les composa d'hommes de moins de cinq pieds de haut, afin d'utiliser la classe de la conscription de quatre pieds dix pouces à cinq pieds, et qui jusqu'alors avait été exempte ; ce qui rendrait le fardeau de la conscription plus lourd pour les autres classes. Cette création récompensa un grand nombre de vieux soldats qui, ayant moins de cinq pieds de haut, ne pouvaient entrer dans les compagnies de grenadiers, et qui par leur bravoure méritaient d'entrer dans une compagnie d'élite : ce fut

un moyen puissant pour l'émulation que de mettre en présence les pygmées et les géans. S'il eût eu dans ses armées des hommes de diverses couleurs, il eût composé des compagnies de noirs et de blancs; dans un pays où il y aurait des cyclopes, des bossus, on tirerait un bon parti de compagnies composées de cyclopes et d'autres de bossus.

En 1789, l'armée française se composait de régimens de ligne et de bataillons de chasseurs: les chasseurs des Cévennes, du Vivarais, des Alpes, de Corse, des Pyrénées, qui, à la révolution, formèrent des demi brigades d'infanterie légère; mais la prétention n'était pas d'avoir deux infanteries différentes, puisqu'elles étaient élevées de même, instruites de même, armées de même; seulement les bataillons de chasseurs étaient recrutés par des hommes de pays de montagns, ou par des fils de gardes-chasse; ce qui les rendait plus propres à être employés sur les frontières des Alpes et des Pyrénées: et lorsqu'ils étaient aux armées du Nord, on les détachait de préférence pour grimper sur une hauteur ou fouiller une forêt; ces hommes, lorsqu'ils se trouvaient en ligne un jour de bataille, tenaient fort bien la place d'un bataillon de ligne, puisqu'ils avaient la même instruction, le même armement, la même éducation. Les puissances lèvent souvent, en temps de guerre, des corps irréguliers, sous le titre de bataillons francs ou de légion, recrutés de déserteurs étrangers, ou formés d'individus d'un esprit ou d'une opinion particulière; mais cela ne constitue pas deux espèces d'infanterie. Il n'y en a et ne peut y en avoir qu'une. Si les singes de l'antiquité veulent imiter les Romains, ce n'est pas des armés à la légère qu'ils doi-

vent créer, mais des pesamment armés ou des bataillons armés d'épées; car toute l'infanterie de l'Europe fait le service de troupes légères.

S'il était possible que l'infanterie n'envoyât en tirailleurs que ses voltigeurs, elle perdrait l'usage du feu: il se passerait des campagnes entières sans qu'elle tirât un coup de fusil, mais cela n'est pas possible. Quand la compagnie de voltigeurs sera détachée à l'avant-garde, aux bagages, en flanqueurs, les quatre compagnies du bataillon renonceront donc à s'éclairer? Elles laisseront donc arriver les balles des tirailleurs ennemis jusqu'au milieu de leurs rangs? Lorsqu'une compagnie du bataillon sera détachée, elle devra donc renoncer à se faire éclairer, ou bien elle devra être suivie par une escouade de la compagnie de voltigeurs? Cette compagnie de voltigeurs n'est que le quart du bataillon, elle ne pourrait pas suffire au besoin des tirailleurs un jour de bataille; elle ne suffirait pas davantage, si elle était la moitié de son effectif, pas même si elle était les trois quarts. Une ligne, dans une journée importante, passe tout entière aux tirailleurs, quelquefois même deux fois: il faut relever les tirailleurs toutes les deux heures, parce qu'ils sont fatigués, parce que leurs fusils se dérangent et s'encrassent.

Quoi! les voltigeurs n'ont besoin d'aucun ordre, d'aucune tactique, pas même de savoir marcher en bataille? Ils ne seront donc jamais obligés de faire un changement de front, de se ployer en colonne, de faire une retraite en échiquier? Non: il suffit qu'ils sachent courir, se servir de leurs jambes pour se soustraire aux charges de cavalerie! Comment alors pré-

tendre les réunir pour en former l'avant-garde de l'armée? Comment vouloir qu'ils s'éloignent à trois cents toises de la ligne, entremêlés avec des pelotons de cavalerie légionnaire? Il n'est pas nécessaire d'apprendre aux soldats à courir, à sauter, à se cacher derrière un arbre; mais il faut les accoutumer, lorsqu'ils sont éloignés de leurs chefs, à conserver leur sang-froid, à ne pas se laisser dominer par une vaine épouvante; à se tenir toujours à portée les uns des autres, de manière qu'ils se flanquent entre eux, se réunissent au petit pas quatre à quatre, avant que les tirailleurs de cavalerie aient pu les sabrer; qu'ils se pelotonnent huit à huit, seize à seize, avant que l'escadron ait pu les charger, et rejoignent ainsi, sans précipitation, faisant souvent volte-face, la réserve où se trouve le capitaine, qui, avec le tiers de ses tirailleurs rangés en bataille, reste à portée de fusil. La compagnie ainsi réunie doit former le bataillon carré, ou faire un changement de front, ou commencer sa retraite, se retournant, lorsqu'elle est trop pressée, au commandement, *demi-tour à droite, commencez le feu*; à un coup de baguette, recommencer la retraite et rejoindre ainsi le chef de bataillon, qui lui-même est resté en réserve avec le tiers de ses hommes. Alors le bataillon se met en colonne, à distance de peloton, et marche ainsi en retraite. Au commandement, *halte, peloton, à droite et à gauche en bataille, feu de deux rangs*, il forme le bataillon carré et repousse la charge de la cavalerie; au commandement, *continuez la retraite*, il rompt le carré; forme les divisions, etc., ou bien il exécute avec sang-froid une retraite en échiquier, sur la position indiquée, soit en refusant la

droite, soit en refusant la gauche. Voilà ce qu'il faut apprendre aux voltigeurs; et s'il pouvait y avoir deux espèces d'infanterie, l'une pour servir en tirailleurs, l'autre pour rester en ligne, il faudrait choisir les plus instruits pour aller en tirailleurs. En effet, les compagnies de volontaires, qui vont plus souvent en tirailleurs que les autres, sont celles qui manœuvrent le mieux de l'armée, parce que ce sont elles qui en ont senti plus souvent le besoin. C'est avoir bien mal lu les auteurs grecs et latins que de faire de pareilles applications: il aurait mieux valu passer son temps à conférer avec un caporal de voltigeurs, ou un vieux sergent de grenadiers; ils eussent donné des idées plus saines.

(Mémoires de Napoléon.)

Voyez ARMÉE. *De la composition d'une armée.*

INGÉNIEUR.

A quoi sert l'art de l'ingénieur.

Il est des militaires qui demandent à quoi servent les places fortes, les camps retranchés, l'art de l'ingénieur; nous leur demanderons à notre tour comment il est possible de manœuvrer avec des forces inférieures ou égales sans le secours des positions, des fortifications et de tous les moyens supplémentaires de l'art.

(Ibid.)

INGRATS.

Quoi qu'en disent les misanthropes, les ingrats et les pervers forment une exception dans l'espèce humaine.

(87^e bulletin, du 15 juillet 1807.)

L'invasion française aura détruit l'inquisition en Espagne.

Le règne de l'inquisition est fini. Ses tribunaux révolutionnaires ne tourmenteront plus aucune contrée de l'Europe. En Espagne comme à Rome, l'inquisition sera abolie, et l'affreux spectacle des auto-da-fé ne se renouvellera pas.

(10^e bulletin, du 26 novembre 1808.)

INSPECTEURS AUX REVUES.

L'empereur défendait l'institution des inspecteurs aux revues. « Par eux seuls, disait-il, on pouvait s'assurer du nombre des hommes présents; avec eux seuls, on avait pu obtenir cet avantage, et il était immense pour l'actif et le personnel de la guerre. Quant à la partie de l'administration de la guerre, ces inspecteurs n'étaient pas moins avantageux encore, quelques petits abus qui fourmillassent dans les détails : c'était en grand qu'il fallait juger l'institution, et l'on devait se demander quels autres abus n'auraient pas lieu si elle n'existait pas. Pour moi, disait Napoléon, je dois dire que, faisant la contre-épreuve des dépenses, c'est-à-dire regardant la somme qu'aurait dû coûter la totalité des hommes à leurs taux arrêtés, le paiement au trésor était toujours au-dessous de l'estimation. L'armée coûtait donc moins qu'elle n'eût dû coûter. Quel autre plus heureux résultat pouvait-on demander? »

(*Mémorial.*)

INSTITUTIONS.

Heureux effet des institutions.

Les hommes sont impuissans pour assurer l'avenir; les institutions seules fixent les destinées des peuples.

(*Séance impériale du 7 juin 1813.*)

Avantages de l'instruction pour les sociétés.

La plupart des sentimens sont des traditions ; nous les éprouvons parce qu'ils nous ont précédés : aussi la raison humaine , son développement, celui de nos facultés, voilà toute la clef sociale, tout le secret du législateur. Il n'y a que ceux qui veulent tromper les peuples, et gouverner à leur profit, qui peuvent vouloir les retenir dans l'ignorance ; car plus ils seront éclairés, plus il y aura de gens convaincus de la nécessité des lois, du besoin de les défendre ; et plus la société sera assise, heureuse, prospère. Et s'il peut arriver jamais que les lumières soient nuisibles dans la multitude, ce ne sera que quand le gouvernement, en hostilité avec les intérêts du peuple, l'acculera dans une position forcée, ou réduira la dernière classe à mourir de misère ; car alors il se trouvera plus d'esprit pour se défendre ou devenir criminel.

(*Mémorial.*)

INSTRUCTION.

On appelle instruction, en termes de palais, tous les actes et toutes les choses nécessaires pour mettre un procès en état d'être jugé.

Influence de la première instruction sur les affaires.

La première instruction influe beaucoup sur l'issue des affaires. Si donc elle était confiée en entier à des mains trop faibles, il serait possible qu'elle fût dirigée de manière à ménager ou à sauver les coupables trop puissans. C'est par cette raison que je voudrais qu'un grand tribunal, également au-dessus des passions et des craintes, pût, dans tous les cas, appeler à lui les affaires, les soumettre à un nouvel examen, et statuer définitivement.

(*Procès-verbaux du conseil d'état.*)

De l'intérêt légal.

Les économistes ont fait de l'homme une brute en soutenant que sa conscience ne pouvait être affectée par la déclaration d'un intérêt légal.

Il faut fixer l'intérêt légal comme en Angleterre; ce sera une règle pour l'honnête homme.

Le revenu des terres doit être la mesure d'un intérêt légal. L'Angleterre est, à cet égard, dans un système illusoire. Je voudrais qu'on appliquât aux prêts à intérêt le principe de la *lésion d'outre moitié*, et qu'on examinât s'il ne convient pas de fixer le taux de l'intérêt légal, entre particuliers, à cinq pour cent, et entre commerçans, à six pour cent.

(PELET DE LA LOZÈRE.)

INTOLÉRANCE.

Des prêtres intolérans.

Hommes hypocrites et barbares, qui prêchez l'intolérance, qui suscitez la discorde, qui excitez à verser le sang, vous n'êtes pas les ministres de l'Évangile! Le temps où l'Europe voyait sans indignation célébrer par des illuminations, dans les grandes villes, le massacre des protestans, ne peut renaître. Les bienfaits de la tolérance sont les premiers droits des hommes; elle est la première maxime de l'Évangile, puisqu'elle est le premier attribut de la charité. S'il fut une époque où quelques faux docteurs de la religion chrétienne prêchaient l'intolérance, alors ils n'avaient pas en vue les intérêts du ciel, mais ceux de leur influence temporelle; ils voulaient s'emparer de l'autorité chez des peuples ignorans. Lorsqu'un moine, un théologien, un évêque, un pontife prêche l'intolé-

rance, il prêche sa condamnation ; il se livre à la risée des nations.

(26^e bulletin, du 7 janvier 1809.)

INVALIDES.

Sur la mesure par laquelle le gouvernement des Bourbons avait, en 1814, renvoyé 2,300 soldats de l'hôtel des Invalides.

Comment blâmer le gouvernement d'avoir ôté de l'Hôtel des Invalides de Paris, qui exerce tant d'influence sur le peuple de la capitale, 2 à 3,000 vétérans dont le souvenir était plein des lauriers de Sambre-et-Meuse, de Rhin-et-Moselle, d'Italie, d'Égypte, de la Grande-Armée, qui ont long-temps vaincu sous les couleurs nationales, qui voyaient avec dépit celles qu'ils ont combattues vingt-cinq ans, arborées sur leur dôme ; qui, sans cesse, ont à la bouche le nom des journées immortelles qui éloignèrent d'autant l'autorité légitime ? Il ordonna et dut ordonner qu'on prît un soin particulier de ces vieux vétérans qui restaient encore de Fontenoi, de Lauffen, de Raucon, de Bergen, etc. Cette conduite est fort naturelle.

(Mémoires de Napoléon.)

IONIENNES.

Comment la république française devait parler aux habitans des Iles Ioniennes.

Vous écrirez dès l'instant que vous serez arrivé à Corfou..... Si les habitans du pays étaient portés à l'indépendance, vous flatteriez leur goût, et vous ne manquerez pas, dans les différentes proclamations que vous ferez, de parler de la Grèce, d'Athènes et de Sparte.

(C. I. Lett. au général Gentili, du 7 prair. an v
— 26 mai 1797.)

— Importance des Iles Ioniennes pour la France.

Les îles de Corfou, de Zante et de Céphalonie sont

plus intéressantes pour nous que toute l'Italie ensemble.

Je crois que si nous étions obligés d'opter, il vaudrait mieux restituer l'Italie à l'empereur, et garder les quatre îles, qui sont une source de richesse et de prospérité pour notre commerce. L'empire des Turcs s'écroule tous les jours. La possession de ces îles nous mettra à même de le soutenir autant que cela sera possible, ou d'en prendre notre part.

(C. 1. *Lettre au Directoire*, du 29 thermidor an v
— 16 août 1797.)

— Des prétentions de Naples sur les îles Ioniennes.

La cour de Naples ne rêve plus qu'accroissement et grandeur, elle voudrait, d'un côté, Corfou, Zante, Céphalonie, etc.; de l'autre, la moitié des états du pape, et spécialement Ancône. Ces prétentions sont trop plaisantes... Je pense que désormais la grande maxime de la république doit être de ne jamais abandonner Corfou, Zante, etc., nous devons au contraire nous y établir solidement. Nous y trouverons des ressources pour notre commerce, elles seront d'un grand intérêt pour nous et les événemens futurs de l'Europe.

(C. 1. *Lett. au min. des relat. ext.*, du 27 fruct. an v
— 15 septembre 1797.)

IRLANDE.

Sur l'expédition du général Humbert en Irlande.

Le général Humbert, que vous connaissez bien, a eu la bonté de doubler l'Écosse et de débarquer avec 2 à 3,000 hommes en Irlande. Après avoir obtenu quelques avantages, il s'est laissé investir et a été fait prisonnier..... Il me fâche de voir, dans une opération aussi ridicule, le brave troisième de chasseurs.

(C. 1. *Lett. au général Desaix*, du 22 pluv. an vii
— 11 février 1799.)

— Sur la tyrannie à laquelle est soumise l'Irlande.

Vous avez réuni le parlement de l'Irlande à votre parlement, et vous lui refusez l'exercice de sa religion ! Vous savez pourtant bien que la chose la plus sacrée parmi les hommes, c'est la conscience, et que l'homme a une voix secrète qui lui crie que rien sur la terre ne peut l'obliger à croire ce qu'il ne croit pas. La plus horrible de toutes les tyrannies est celle qui oblige les dix-huit vingtièmes d'une nation à embrasser une religion contraire à leur croyance, sous peine de ne pouvoir ni exercer les droits de citoyens, ni posséder aucun bien, ce qui est la même chose que de n'avoir plus de patrie sur la terre.

(*Moniteur du 10 vend. an xii — 13 octobre 1803.*)

La note du *Moniteur*, d'où les lignes qui précèdent sont extraites, est une réponse à un article du journal anglais le *Morning-Post*, qui finissait ainsi : « Le premier consul demandera la paix quand il verra que tout l'avantage sera de notre côté et toute l'humiliation du sien. » Les éditeurs du recueil intitulé *Œuvres de Napoléon Bonaparte* avaient déjà inséré cette note dans leur recueil. En effet il est impossible de la lire sans y reconnaître aussitôt Napoléon, soit à l'élévation, à la force et à la nouveauté des idées, — soit à l'audace de quelques plaisanteries pleines de verve contre Georges III et ses ministres, — soit enfin, le dirai-je, à l'inexactitude avec laquelle le grand publiciste cite ce vers célèbre de Voltaire :

« Quand Auguste avait bu la Pologne était ivre. »

Nous avons remarqué que d'ordinaire Napoléon n'était pas fort exact dans ses citations.

Et puis, Napoléon, personnellement attaqué dans le *Morning-Post*, aurait-il confié à un tiers le soin de sa défense ?

— Comment Napoléon concevait l'expédition d'Irlande en 1804.

Je vous ai fait connaître mes intentions sur la manière dont j'envisage mes trois expéditions, Surinam, Demerari, Essequibe, Saint-Hélène et la Dominique.

Dans cette dépêche, je vous fais connaître mes vues sur l'Irlande. Il faudrait supprimer un des six transports et le remplacer par *la Pensée* ou par *la Romaine* armée en flûte; achever *l'Océan*, et pour cela travailler, s'il est nécessaire, aux flambeaux. Je pense que c'est le seul moyen de pouvoir porter 18,000 hommes, dont 3,000 de cavalerie, artillerie, génie et non combattans, et 15,000 hommes d'infanterie, 500 chevaux, dont 200 de cavalerie, 200 d'artillerie et 100 d'état-major : moins que cela ne ferait pas un corps d'armée.

Le point de débarquement que vous me désignez me paraît le plus convenable. Le nord de la baie Locksully est, à mon sens, le point le plus avantageux.

On doit sortir de Brest, doubler l'Irlande, hors de vue de toute côte, et l'aborder comme un vaisseau venant de Terre-Neuve. En parlant ainsi, je ne parle que politiquement et point nautiquement, car les courans doivent décider du point où l'on doit attaquer la terre. Politiquement, il vaudrait mieux s'exposer à attaquer l'Écosse qu'à attaquer plus bas. Cette manœuvre déconcertera l'ennemi. Trente-six heures après avoir mouillé, on doit reprendre le large, laissant les bricks et tous les transports. *Le Volontaire* aura ses canons à fond de cale, dont l'armée se servira, soit pour batteries de côtes, soit pour tout autre événement imprévu. Sur tout ceci, je suis d'accord avec vous; mais le débarquement en Irlande ne peut être qu'un premier acte. Si seul il devait former une opération, nous courrions de grandes chances. L'escadre doit donc, après s'être renforcée de tous les bons matelots des six transports, entrer dans la Manche, se

porter sur Cherbourg, y recevoir là des nouvelles de la situation de l'armée devant Boulogne, et favoriser le passage de la flottille. Si, arrivée devant Boulogne, les vents étaient plusieurs jours contraires et l'obligeaient à passer le détroit, elle devrait se porter au Texel; elle y trouverait sept vaisseaux hollandais et vingt-sept mille hommes embarqués, les prendrait sous son escorte et les conduirait en Irlande.

Une des deux opérations doit réussir, et alors, soit que j'aie trente ou quarante mille hommes en Irlande, soit que je sois en Angleterre ou en Irlande, le gain de la guerre est à nous.

Lorsque l'escadre sera sortie de Brest, lord Cornwallis ira l'attendre en Irlande. Lorsqu'il saura qu'elle est débarquée dans le nord, il reviendra l'attendre à Brest; il ne faut donc pas y retourner. Si même, en partant d'Irlande, notre escadre trouvait les vents favorables, elle pourrait doubler l'Écosse et se présenter au Texel. Lorsqu'elle partira de Brest, les cent vingt mille hommes seront embarqués à Boulogne, et les vingt-cinq mille au Texel. Ils doivent rester embarqués tout le temps que durera l'expédition d'Irlande.

C'est ainsi que je conçois l'expédition d'Irlande.

(*Corr. de NAP., lettre du 14 vend. an XII*
— 29 sept. 1804.)

ITALIE,

Sur l'armée d'Italie en 1796.

J'ai trouvé cette armée non-seulement dénuée de tout, mais sans discipline, dans une insubordination perpétuelle. Le mécontentement était tel, que les malveillans s'en étaient emparés : l'on avait formé une

compagnies du *Dauphin*, et l'on chantait des chansons contre-révolutionnaires. J'ai fait traduire à un conseil militaire deux officiers prévenus d'avoir crié *vive le roi!*.... Soyez sûr que la paix et l'ordre s'y rétabliront.

(Œuv. de NAP. Lett. au Direct., du 19 germinal an v
— 8 avril 1796.)

— Toutes les ressources désormais ne pouvaient s'attendre que de la victoire. Ce n'était que dans les plaines d'Italie que l'on pouvait organiser les transports, atteler l'artillerie, habiller les soldats, monter la cavalerie. On conquérirait tout cela, si l'on forçait l'entrée de l'Italie. L'armée française n'avait guère à la vérité que trente mille hommes, et on lui en présentait plus de quatre-vingt-dix mille. Si ces deux armées eussent eu à lutter dans une bataille générale, sans doute l'infériorité de nombre de l'armée française, et son infériorité en artillerie et cavalerie, ne lui eussent pas permis de résister : mais ici on pouvait suppléer au nombre par la rapidité des marches ; à l'artillerie, par la nature des manœuvres ; au manque de cavalerie, par la nature des positions. Et le moral de nos troupes était excellent : tous les soldats avaient fait les autres campagnes d'Italie ou celles des Pyrénées.

(Dicté par Napoléon, *Mémorial*.)

— Je le dis avec une vraie satisfaction, il n'est point d'armée qui désire davantage la conservation de la constitution sacrée, seul refuge de la liberté et du peuple français. L'on hait ici et l'on est prêt à combattre les nouveaux révolutionnaires, quel que soit leur but. Plus de révolution, c'est l'espoir le plus cher du soldat.

(C. 1. Lettre au Direct., du 8 niv. an v
— 28 décembre 1796.)

— Sur la première campagne d'Italie.

Ce fut un spectacle sublime que l'arrivée de l'armée sur les hauteurs de Montezemoto : de là elle découvrit les immenses et fertiles plaines du Piémont; le Pô, le Tanaro, une foule d'autres rivières serpentaient au loin; cette ceinture blanche de neige et de glace, d'une prodigieuse élévation, ornait à l'horizon ce riche bassin de la terre promise. Ces gigantesques barrières qui paraissaient les limites d'un autre monde, que la nature s'était plu à rendre si formidables, auxquelles l'art n'avait rien épargné, venaient de tomber comme par enchantement : « Annibal a forcé les Alpes, dit Napoléon en fixant ses regards sur ces montagnes, nous, nous les avons tournées! » Phrase heureuse qui exprimait en deux mots la pensée et l'esprit de la campagne.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Heureux effets de la première campagne d'Italie.

Les savans dans Milan n'y jouissaient pas de la considération qu'ils devaient avoir. Retirés dans le fond de leurs laboratoires, ils s'estimaient heureux que les rois et les prêtres voulussent bien ne pas leur faire de mal. Il n'en est pas ainsi aujourd'hui, la pensée est devenue libre dans l'Italie : il n'y a plus ni inquisition, ni intolérance, ni despotes.

(*Œuv. de NAP. Lett. au cit. Orsani, du 8 prair. an iv*
— 24 mai 1796.)

— De l'armée d'Italie en 1797.

Les légions romaines faisaient, dit-on, vingt-quatre milles par jour; nos brigades en font trente, et se battent dans l'intervalle.

(*Œuv. de NAP. Lettre au Directoire, du 29 nivôse an v*
— 23 janvier 1797.)

La confiance que les différens peuples qui ont vu de près l'armée d'Italie ont dans sa bonne discipline; et l'esprit de justice qui anime les officiers et les soldats, est un des fruits les plus doux d'une bonne conduite, qui leur assure un titre plus sûr à la reconnaissance de l'humanité que les victoires qu'ils ont remportées.

(OEuv. de NAP. Lettre au Direct. du 1^{er} prairial an v
— 20 mai 1797.)

— L'armée d'Italie a procuré quarante ou cinquante millions à la république, indépendamment de l'équipement, de l'habillement, de la solde et de tout l'entretien d'une des premières armées de la république. Mais la postérité, en feuilletant l'histoire des siècles qui nous ont précédés, observera qu'il n'y a de cela aucun exemple. Qu'on ne s'imagine pas que cela ait pu se faire sans imposer des privations à l'armée d'Italie, elle en a souvent éprouvé; mais je savais que les autres armées, que notre marine, que le gouvernement avaient de plus grands besoins encore.

(C. 1. Lett. au min. des finances, du 17 fruct. an v
— 5 septembre 1797.)

— Des auxiliaires de l'armée française en Italie.

Je n'ai point eu depuis que je suis en Italie, pour auxiliaire, l'amour des peuples pour la liberté et l'égalité, ou du moins cela a été un auxiliaire très-faible. Mais la bonne discipline de l'armée, le grand respect que nous avons tous eu pour la république, surtout une grande activité et une grande promptitude à réprimer les malintentionnés et à punir ceux qui se déclaraient contre nous, tel a été le véritable auxiliaire de l'armée d'Italie : voilà l'histoire.

(C. 1. Lett. au min. des relat. ext., du 16 vend. an vi
— 7 octobre 1797.)

Sur l'immoralité des administrations de l'armée d'Italie, et des moyens de la réprimer.

Plus j'approfondis, dans mes momens de loisir, les plaies incurables des administrations de l'armée d'Italie, plus je me convaincs de la nécessité d'y porter un remède prompt et infailible.

La comptabilité de l'armée est dans un désordre frappant..... Tout se vend..... Les principales actrices de l'armée d'Italie sont entretenues par les employés de l'armée française; le luxe, la dépravation et la malversation sont à leur comble. Les lois sont insuffisantes, il n'y a qu'un seul remède; il est à la fois analogue à l'expérience, à l'histoire et à la nature du gouvernement républicain : c'est une syndicature, magistrature qui serait composée d'une ou de trois personnes; dont l'autorité durerait seulement trois ou cinq jours, et qui, pendant ce court espace, aurait le droit de faire fusiller un administrateur quelconque de l'armée. Cette magistrature, envoyée tous les ans aux armées, ferait que tout le monde ménagerait l'opinion publique, et garderait une certaine décence, non-seulement dans les mœurs et dans la dépense, mais encore dans le service journalier.

(C. I. Lett. au Direct., du 17 niv. an v
— 6 janvier 1797.)

— Sur la révolution italienne en 1796.

Bologne, Modène, Reggio et Ferrare se sont réunis en congrès : l'enthousiasme le plus vif et le patriotisme le plus pur les animent; déjà ils voient revivre l'ancienne Italie : leur imagination s'enflamme, leur patriotisme se remue, et les citoyens de toutes les classes se serrent. Je ne serais pas étonné que ce pays-ci et la Lombardie, qui forment une population de deux

à trois millions d'hommes, ne produisissent vraiment une grande secousse dans toute l'Italie. La révolution n'a pas ici le même caractère qu'elle a eu chez nous ; d'abord parce qu'elle n'a pas les mêmes obstacles à vaincre, et parce que l'expérience a éclairé les habitants.

(C. I. *Lettre au Directoire*, du 26 vend. an v
— 17 octobre 1796.)

— Dans toutes les circonstances, je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour vous donner des preuves du désir que j'ai de voir se consolider votre liberté, et de voir la misérable Italie se placer enfin avec gloire, libre et indépendante des étrangers, sur la scène du monde, et reprendre, parmi les grandes nations, le rang auquel l'appellent la nature, sa position et le destin.

(C. I. *A la municip. de Venise*, du 7 prair. an v
— 26 mai 1797.)

— J'espère que le bien inestimable de la liberté donnera à ce peuple une énergie nouvelle, et le mettra dans le cas d'aider puissamment la république française dans les guerres futures que nous pourrons avoir.

(OEuv. de NAP. *Lett. au Direct.*, du 19 flor. an v
— 8 mai 1796.)

— Que l'on ne s'exagère pas l'influence des prétendus patriotes cisalpins et génois, et que l'on se convainque bien que, si nous retirons d'un coup de sifflet notre influence morale et militaire, tous ces prétendus patriotes seraient égorgés par le peuple. Il s'éclaire tous les jours et s'éclairera bien davantage ; mais il faut le temps et un long temps.

(C. I. *Lett. au min. des relat. ext.*, du 5 vend. an vi
— 26 sept 1797.)

Sur les peuples de l'Italie en 1797.

La révolution gagne véritablement toutes les têtes en Italie; mais il faudrait encore bien du temps pour que les peuples de ces pays pussent devenir guerriers et offrir un spectacle sérieux.

(C. I. *Lettre au Direct.*, du 4 germ. an v
— 24 mars 1797.)

— L'opinion publique en France s'égare étrangement sur les Italiens... Il faudrait être un législateur habile pour leur faire venir le goût des armes : c'est une nation bien énervée et bien lâche... J'emploie tout mon talent à les échauffer et à les aguerrir, et je ne réussis tout juste qu'à contenir et à disposer ces peuples dans de bonnes intentions.

(C. I. *Lett. au min. des relat. ext.*, du 16 vend. an vi
— 7 octobre 1797.)

— Conseils aux Italiens.

Si les Italiens d'aujourd'hui sont dignes de recouvrer leurs droits et de se donner un gouvernement libre, l'on verra un jour leur patrie figurer glorieusement parmi les puissances du globe; mais n'oubliez pas que les lois ne sont rien sans la force. Votre premier regard doit se porter sur votre organisation militaire. La nature vous a tout donné, et, après l'unité et la sagesse..., il ne vous manque plus pour atteindre au but que d'avoir des bataillons aguerris et animés du feu sacré de la patrie.

(C. I. *Lett. au prés. du cong. cispadan.* du 12 niv. an v
— 3 janvier 1797.)

— Influence des premières campagnes d'Italie sur les mœurs italiennes.

Dès ce moment, les mœurs italiennes changèrent; quelques années après, ce n'était plus la même na-

tion. La soutane, qui était l'habit à la mode pour les jeunes gens, fut remplacée par l'uniforme; au lieu de passer leur vie aux pieds des femmes, les jeunes Italiens fréquentèrent les manéges, les salles d'armes, les champs d'exercice; les enfans ne jouaient plus à la chapelle: ils avaient des régimens de fer blanc et imitaient, dans leurs jeux, les événemens de la guerre. Dans les comédies, dans les farces des rues, on avait toujours représenté un Italien bien lâche, quoique spirituel, et une espèce de gros capitaine, quelquefois français et le plus souvent allemand, bien fort, bien brave, bien brutal, finissant par administrer quelques coups de bâton à l'Italien, aux grands applaudissemens des spectateurs. Le peuple ne souffrit plus de pareilles allusions: les auteurs mirent sur la scène, à la satisfaction du public, des Italiens braves, faisant fuir des étrangers pour soutenir leur honneur et leurs droits. L'esprit national s'était formé. L'Italie avait ses chansons à la fois patriotiques et guerrières; les femmes repoussaient avec mépris les hommages des hommes qui, pour leur plaire, affectaient des mœurs efféminées.

(Mémoires de NAPOLÉON.)

— Sur le plan de la 3^e campagne d'Italie dite de Marengo.

Le quartier-général de l'armée autrichienne était à Turin; mais la moitié des forces ennemies était devant Gênes, et l'autre moitié était supposée, et était effectivement en chemin pour venir par le col de Tende renforcer les corps qui étaient à Turin. Dans cette circonstance, quel parti prendra le premier consul? marchera-t-il sur Turin, pour en chasser Mélas, se réunir avec Turreau et se trouver ainsi assuré de ses

communications avec la France et avec ses arsenaux de Grenoble et de Briançon ? jettera-t-il un pont à Chivasso, profitant des barques que la fortune a fait tomber en son pouvoir ? et se dirigera-t-il à tire-d'aile sur Gênes pour débloquer cette place importante ? ou bien, laissant Mélas sur ses derrières, passera-t-il la Sésia, le Tésin, pour se porter sur Milan et sur l'Adda, faire sa jonction avec le corps de Moncey, composé de 15,000 hommes, qui venaient de l'armée du Rhin, et qui avaient débouché par le Saint-Gothard ?

De ces trois partis, le premier était contraire aux vrais principes de la guerre, puisque Mélas avait des forces assez considérables avec lui : l'armée française courait donc la chance de livrer une bataille, n'ayant pas de retraite assurée, le fort de Bard n'étant pas encore pris. D'ailleurs, si Mélas abandonnait Turin et se portait sur Alexandrie, la campagne était manquée, chaque armée se trouvait dans une position naturelle : l'armée française appuyée au Mont-Blanc et au Dauphiné ; et celle de Mélas aurait eu sa gauche à Gênes : et derrière elle les places de Mantoue, Plaisance et Milan.

Le deuxième parti ne paraissait pas praticable : comment s'aventurer au milieu d'une armée aussi puissante que l'armée autrichienne, entre le Pô et Gênes, sans avoir aucune ligne d'opération, aucune retraite assurée ?

Le troisième parti, au contraire, offrait tous les avantages : l'armée française maîtresse de Milan, on s'emparait de tous les magasins, de tous les dépôts, de tous les hôpitaux de l'armée ennemie ; on se joignait à la gauche que commandait le général Moncey ;

on avait une retraite assurée par le Simplon et le Saint-Gothard. Le Simplon conduisait sur le Valais et sur Sion, où l'on avait dirigé tous les magasins de vivres pour l'armée. Le Saint-Gothard conduisait sur la Suisse, dont nous étions en possession depuis deux ans, et que couvrait l'armée du Rhin alors sur l'Iller? Dans cette position, le général français pouvait agir selon sa volonté : Mélas marchait-il avec son armée réunie de Turin, sur la Sésia et le Tésin, l'armée française pouvait lui livrer bataille avec l'immense avantage que, si elle était victorieuse, Mélas sans retraite serait poursuivi et jeté en Savoie; et, dans le cas où l'armée française serait battue, elle se retirait par le Simplon et le Saint-Gothard. Si Mélas, comme il était naturel de le supposer, se dirigeait sur Alexandrie pour s'y réunir à l'armée qui venait de Gênes, on pouvait espérer, en se portant à sa rencontre, en passant le Pô, de le prévenir et de lui livrer bataille. L'armée française, ayant ses derrières assurés sur le fleuve et Milan, le Simplon et le Saint-Gothard; tandis que l'armée autrichienne, ayant sa retraite coupée, et n'ayant aucune communication avec Mantoue et l'Autriche, serait exposée à être jetée sur les montagnes de la rivière du Ponent, et entièrement détruite ou prise au pied des Alpes, au col de Tende et dans le comté de Nice. Enfin, en adoptant le troisième parti, et une fois maître de Milan, il convenait au général français de laisser passer Mélas, et de rester entre le Pô, l'Adda et le Tésin; il avait ainsi, sans bataille, reconquis la Lombardie et le Piémont, les Alpes maritimes, la rivière de Gênes, et fait lever le blocus de cette ville : c'étaient des résultats assez beaux.

(Mémoires de Napoléon.)

— Que devaient faire les Italiens en 1802.

Vous n'avez que des lois particulières : il vous faut des lois générales. Votre peuple n'a que des habitudes locales ; il faut qu'il prenne des habitudes nationales. Enfin, vous n'avez point d'armées : les puissances qui pourraient devenir vos ennemies en ont de fortes ; mais vous avez ce qui peut les produire, une population nombreuse, des campagnes fertiles, et l'exemple qu'a donné dans toutes les circonstances essentielles le premier peuple de l'Europe.

(Discours aux dép. de la répub. cisalp. le 8 pluvi. an x
— 26 janvier 1802.)

— Sur la belle conduite des troupes d'Italie en 1809.

Les troupes du royaume d'Italie se sont couvertes de gloire : leur belle conduite a sensiblement touché le cœur de l'empereur ; elles sont à la vérité composées pour la plupart des corps formés par sa majesté pendant la campagne de l'an v. Les vélites italiens sont aussi sages que braves : ils n'ont donné lieu à aucune plainte, et ils ont montré le plus grand courage. Depuis les Romains, les peuples d'Italie n'avaient pas fait la guerre en Espagne ; depuis les Romains, aucune époque n'a été si glorieuse pour les armes italiennes.

(26^e bulletin, du 7 janvier 1809.)

— Les régimens d'Italie qui s'étaient distingués en Pologne et qui avaient rivalisé d'intrépidité dans la campagne de Catalogne avec les plus vieilles bandes françaises, se sont couverts de gloire dans toutes les affaires. Les peuples d'Italie marchent à grands pas vers le dernier terme d'un heureux changement. Cette belle partie du continent, où s'attachent tant de grands

et d'illustres souvenirs, que la cour de Rome, que cette nuée de moines, que ses divisions avaient perdue, reparait avec honneur sur la scène de l'Europe.

(15^e bulletin, du 28 mai 1809.)

— Influence de la configuration de l'Italie sur les destinées de ce pays, etc., etc.

La configuration singulière de la presqu'île italienne a incontestablement contribué aux destinées de ce beau pays. Si la presqu'île, au lieu de quarante à cinquante lieues de large, avait eu quatre-vingt-dix ou cent lieues, et avait été moins longue de moitié, le point central aurait été plus rapproché de toutes les extrémités; les intérêts seraient devenus plus communs; la nation, répandue sur de petites distances, aurait eu plus d'uniformité; elle aurait lutté avec plus d'avantage contre les actes qui tendaient à la morceler, et la force d'adhérence qui a constitué la France, l'Angleterre, l'Espagne, eût également agi sur l'Italie...

Tant que l'Italie a été livrée à elle-même, ou que l'influence de l'Allemagne et de la France n'a été qu'auxiliaire et n'a pas tout maîtrisé, l'Italie s'est divisée en trois masses qui sont les divisions géographiques naturelles.

1^o Au nord, la vallée du Pô, comprenant tous les pays qui versent les eaux dans le Pô. Ils sont sur un même niveau, et peuvent communiquer entre eux. C'est la Belgique et la Hollande de l'Italie, et Venise est l'Amsterdam. Ils comprennent le Piémont, la Lombardie, les légations et la république de Venise.

2^o Au milieu de la Péninsule, d'un côté la Toscane, et les états du pape à l'ouest de l'Apennin : c'est la vallée de l'Arno et du Tibre; de l'autre, tous les pays

situés à l'est de l'Apennin entre la vallée du Pô et la frontière napolitaine. En totalité, ils comprennent le grand duché de Toscane, les États de l'église et la république de Lucques.

3° Enfin, au midi, le royaume de Naples, qui a toujours fait une division géographique et politique distincte.

Dans cette définition, la Romagne doit faire partie de l'Italie du nord, parce que c'est une plaine qui continue la plaine du Pô.

Mais toute cette grande population, professant la même religion, jouissant également des douceurs d'un climat très-tempéré, ayant le même langage, la même littérature, doit s'influencer réciproquement, et finir par s'agglomérer, comme l'ont fait les divers royaumes britanniques, les diverses provinces de l'Espagne, celles de la France; comme le feront peut-être un jour celles de l'Allemagne. Les parties italiennes ont eu et ont encore plus de choses communes entre elles, que n'en avaient toutes celles-là.

Si jamais ce grand événement avait lieu, quelle serait la capitale? L'Italie, par sa configuration, n'a pas de ville centrale. Serait-ce Rome, Milan, Bologne ou Florence? Gènes ni Venise ne sauraient y prétendre; elles sont trop aux extrémités.

1° Rome, par ses souvenirs, par ce qu'elle est déjà, et par sa position, pourrait espérer de redevenir encore la capitale de cette belle contrée. Elle se trouverait à cent trente lieues de tous les points de la frontière des Alpes, où l'Italie peut être attaquée par la France ou l'Allemagne; elle serait à cent lieues des extrémités méridionales du royaume de Naples et des côtes

de la Sicile, un peu moins de celles de la Sardaigne. Paris, la capitale de la France, est à soixante lieues de ses frontières du Nord; à quarante lieues de la Manche, à cent lieues du golfe de Gascogne, à cent cinquante lieues de la Méditerranée. La malsaineté de l'air, l'infertilité de ses environs, le manque d'un grand port et d'une rade à portée, seraient les grands défauts de Rome prise pour capitale.

2° Si l'Italie finissait avec les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, c'est-à-dire, si elle ne comprenait que la vallée du Pô, et n'avait point de presque-île, alors Milan serait sa capitale naturelle; encore serait-ce un grand défaut que cette ville ne pût avoir la ligne du Pô pour se défendre contre les invasions de l'Allemagne. Mais, dans l'agglomération du peuple italien, Milan ne saurait devenir sa capitale, étant trop rapproché des frontières de l'invasion, et trop éloigné des autres extrémités exposées aux débarquemens.

3° Dans ce dernier cas, Bologne serait infiniment préférable, parce que, dans le cas de l'invasion, les frontières forcées, elle aurait encore pour défense la ligne du Pô, et que sa position géographique, ses canaux, la mettent en communication immédiate ou prompte avec le Pô, Livourne, Gènes, Civita-Vecchia, les ports de la Romagne, Ancône et Venise, et qu'elle est beaucoup plus rapprochée des côtes de Naples.

4° Si l'Italie finissait au royaume de Naples, et que partie de Naples et de la Sicile pussent venir remplir le vide qui la sépare de la Corse, alors seulement Florence pourrait prétendre à être la capitale de l'Italie, parce qu'elle se trouverait dans une position centrale.

(Dicté par Napoléon, *Mémoires*.)

L'Italie, isolée dans ses limites naturelles, séparée par la mer et par de très-hautes montagnes du reste de l'Europe, semble être appelée à former une grande et puissante nation ; mais elle a dans sa configuration géographique un vice capital, que l'on peut considérer comme la cause des malheurs qu'elle a essuyés, et du morcellement de ce beau pays en plusieurs monarchies ou républiques indépendantes : sa longueur est sans proportion avec sa largeur. Si l'Italie eût été bornée par le Mont-Vellino c'est-à-dire à peu près à la hauteur de Rome, et que toute la partie de terrain comprise entre le Mont-Vellino et la mer d'Ionie, y compris la Sicile, eût été jetée entre la Sardaigne, la Corse, Gênes et la Toscane, elle eût eu un centre, près de tous les points de la circonférence ; elle eût eu unité de rivières, de climat, et d'intérêts locaux. Mais, d'un côté, les trois grandes îles qui sont un tiers de sa surface, et qui ont des intérêts, des positions, et sont dans des circonstances isolées, d'un autre côté, cette partie de la Péninsule au sud du Mont-Vellino, et qui forme le royaume de Naples, sont étrangères aux intérêts, au climat, aux besoins de toute la vallée du Pô. Ainsi, pendant que les Gaulois passaient les Alpes cottiennes, 600 ans avant Jésus-Christ, et s'établissaient dans la vallée du Pô, les Grecs débarquaient sur les côtes méridionales par la mer Ionienne, et fondaient les colonies de Tarente, de Salente, de Crotona, de Sabaryte, états qui furent connus sous le nom générique de Grande-Grèce. Rome, qui subjuguait la Gaule et la Grèce, rangea toute l'Italie sous ses lois. Quelques siècles après Jésus-Christ, lorsque le siège

des empereurs fut transporté à Constantinople, les barbares passèrent l'Isonzo et l'Adige et fondèrent divers états; le trône de la puissante monarchie des Lombards s'établit à Paris. Les flottes de Constantinople maintinrent la domination impériale sur les côtes de la partie méridionale. Plus tard, les rois de France pénétrèrent souvent en Italie par les Alpes cottiennes; et les empereurs d'Allemagne, par les Alpes cottiennes et rhétiennes; les papes opposèrent ces princes les uns aux autres et se maintinrent par cette politique dans une espèce d'indépendance, et aussi à la faveur des divisions et de l'anarchie qui s'établirent dans les villes. Mais quoique le sud de l'Italie soit, par sa situation, séparée du nord, l'Italie est une seule nation; et l'unité de mœurs, de langage, de littérature doit, dans un avenir plus ou moins éloigné, réunir enfin ses habitans sous un seul gouvernement.

(*Mémoires de Napoléon.*)

— Influence de l'unité de l'Italie sur le bonheur de l'Europe.

Si la Péninsule était monarchique, le bonheur de l'Europe voudrait qu'elle formât une seule monarchie, qui tiendrait l'équilibre entre l'Autriche et la France, et, sur mer, entre la France et l'Angleterre.

(*Ibid.*)

— Souvenirs d'Italie à Sainte-Hélène.

Quels souvenirs! quelle époque me rappelle cette belle Italie! Je touche encore au moment où je pris le commandement de l'armée qui la conquit. J'étais jeune, plein de vivacité, d'ardeur, j'avais la conscience de mes forces; je bouillais d'entrer en lice. J'avais donné des gages, on ne contestait pas mon aptitude; mais mon âge déplaisait à ces vieilles mous-

taches qui avaient blanchi dans les combats. Je m'en aperçus, et sentis la nécessité de racheter ce désavantage par une sévérité de principes que je ne démentis jamais. Il me fallait des actions d'éclat pour me concilier l'affection et la confiance du soldat : j'en fis. Nous marchâmes, tout s'éclipsa à notre approche. Mon nom était aussi cher aux peuples qu'aux soldats : ce concert d'hommages me toucha ; je devins insensible à tout ce qui n'était pas la gloire. L'air retentissait d'acclamations sur mon passage ; tout était à ma disposition, tout était à mes pieds ; mais je ne voyais que mes braves, la France et la postérité.

(ANTONMARCHI.)





